



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

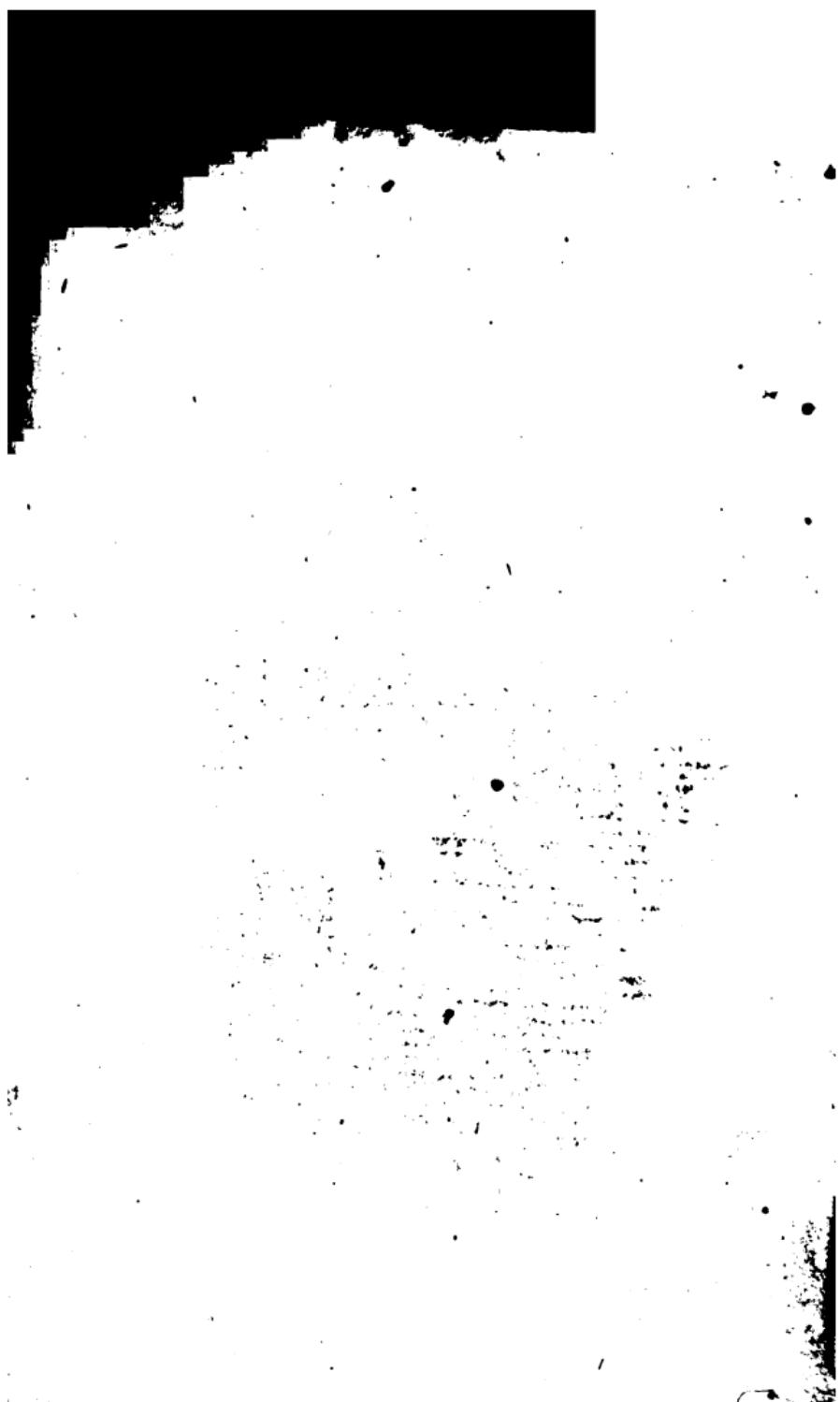


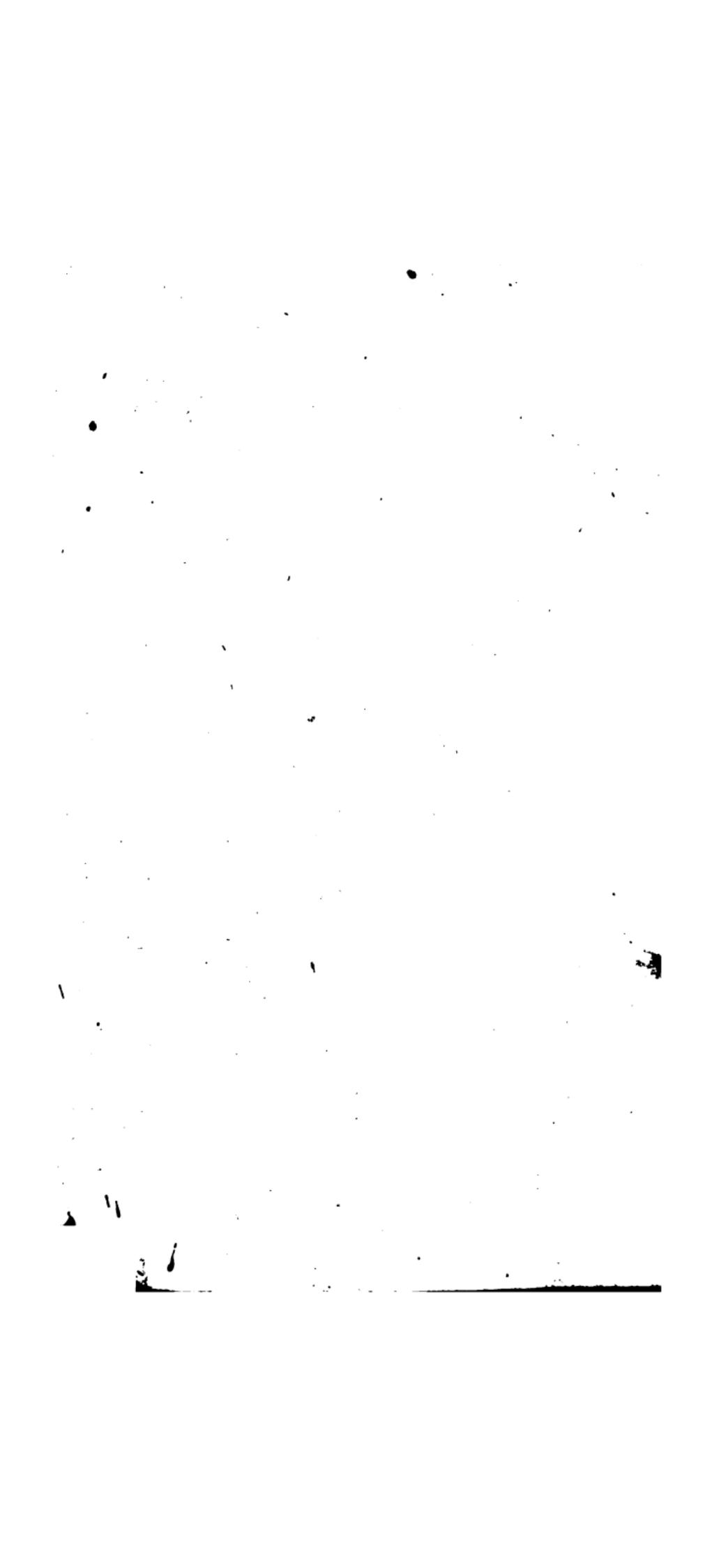
UNS. 157 g. 20



25. g. 29







172. 1. 1. 1. 1. 1.

172. 1. 1. 1. 1. 1.

172. 1. 1. 1. 1. 1.

172. 1. 1. 1. 1. 1.

172. 1. 1. 1. 1. 1.

172. 1. 1. 1. 1. 1.

172. 1. 1. 1. 1. 1.

172. 1. 1. 1. 1. 1.

172. 1. 1. 1. 1. 1.

172. 1. 1. 1. 1. 1.

172. 1. 1. 1. 1. 1.

172. 1. 1. 1. 1. 1.

172. 1. 1. 1. 1. 1.

172. 1. 1. 1. 1. 1.

172. 1. 1. 1. 1. 1.

172. 1. 1. 1. 1. 1.

172. 1. 1. 1. 1. 1.

172. 1. 1. 1. 1. 1.

172. 1. 1. 1. 1. 1.

172. 1. 1. 1. 1. 1.

172. 1. 1. 1. 1. 1.

172. 1. 1. 1. 1. 1.



HISTOIRE  
DU  
GOUVERNEMENT  
DE  
VENISE,

PAR LE SIEUR  
AMELOT DE LA HOUSSAIE.

Dernière Edition, revuee, corrigée &  
augmentée, avec Figures.

TOME PREMIER.



A AMSTERDAM,  
chez PIERRE MORTIER, Libraire  
sur le Vygendaal à la Ville de Paris.

M DC XCV.

Digitized by srujanika@gmail.com

A MONSIEUR  
LE  
MARQUIS  
DE  
LOUVROIS  
ET DE  
COURTENVAUX.

Conseiller du Roi en ses Conseils, Commandeur & Chancelier de ses Ordres, Ministre & Secrétaire d'Etat, Vicaire Général de l'Ordre de Notre Dame du Mont-Carmel, & de S. Lazare de Jérusalem. Grand-Maître des Couriers, & Sur-intendant Général des Postes de France.

*MONSEIGNEUR,*  
*Bien que la République de Venise soit aujourd'hui sur son déclin,*  
\*\* *Elle*

---

## E P I T R E.

Elle ne laisse pas , en l'état qu'elle est , de conserver encore de la majesté : Elle est vénérable par son âge , qui passe douze siècles ; illustre par le Christianisme , dont elle a fait profession dès sa naissance ; fameuse par les Roiaumes , qu'elle a possédez en Levant , & par les guerres , qu'elle a soutenus contre le Turc ; célèbre par la forme de son Gouvernement , qui est un Chef-d'œuvre de Politique ; & recommandable par son ancienne alliance avec la Monarchie Françoise , qui l'a euë quelquefois pour la compagne de ses Armes & de ses victoires . J'ai cru , MONSEIGNEUR , que ces raisons pouroient vous faire agréer l'Histoire , que j'ai maintenant l'honneur de vous présenter . Je sais bien néanmoins , qu'il ne faudroit pas exposer un Ouvrage de si peu de valeur aux yeux d'un si grand

---

## E P I T R E.

si grand Ministre ; & qu'un Nom comme le Vôtre , que toute la France respecte , & qui est consacré aux Affaires publiques , ne doit pas être employé librement pour les particulières . Et véritablement cela m'a fait balancer entre le desir , que j'avois de vous donner des marques de mon zèle , & la crainte où j'étois de vous paroître téméraire . Mais après avoir consideré , que vous avez autant de bonté , que de pouvoir , j'ai conçu quelque esperance , que vous voudriez bien en étendre les effets jusques à moi , qui dès long-tems admire vos vertus dans le silence ; ces vertus , disje , que vous avez héritées par avance de Monseigneur votre inimitable Père , & qui vous rendent comme lui un Ministre consummé . J'admire cette force d'esprit , qui vous fait suffrir seul à tant de différentes a-  
\*\*\* 2 fai-

---

## E P I T R E.

faires , sans que vous en soiez  
embarrassé , ni acablé ; Cet attachement fidèle & désintéressé pour  
votre Prince , que vous aimez  
bien plus pour sa personne , que  
pour sa couronne ; Cete respectueu-  
se liberté , avec laquelle vous par-  
lez plus à lui , qu'à sa fortune ,  
conservant toujours par un rare se-  
cret la dignité de votre Charge &  
l'honneur de ses bonnes-graces ;  
Cete constance héroïque , qui vous  
met au dessus de tous les traits de  
l'envie & de la haine , dont vous  
ne craignez point de vous char-  
ger , quand il y va du service du  
Prince & de son Etat ; Enfin , ce-  
te incomparable vigilance , qui  
vous tient toujours en action , qui  
vous porte en tous les lieux , où  
votre présence est nécessaire ; &  
qui vous fait tout voir , tout en-  
tendre , & tout examiner. Car  
c'est là , MONSIEUR ,  
ce

## E P I T R E.

ce que l'on dit de vous à la Frontière & dans nos Armées, où l'on vous a vu souvent passer les nuits entières à cheval, exposer votre personne aux dangers, faire les fonctions les plus pénibles de la Guerre, pour donner l'exemple aux Officiers & aux Soldats, & leur imposer par là une nécessité absolue de faire leur devoir. Ainsi, MONSIEUR, ce n'est pas sans sujet, que le Roi vous aime, & vous comble de ses grâces & de ses bienfaits. Il fait honneur à sa justice en vous élévant, & vous êtes plutôt l'ouvrage de sa sagesse, que de sa faveur. Il vouloit un Ministre habile, actif, infatigable, impénétrable aux plus clairvoyans, & capable de trouver tous les expédients nécessaires, pour venir à bout des plus grandes entreprises. Il a trouvé tout cela en vous, à mesure qu'il a mis votre

## E P I T R E.

industrie à l'épreuve des plus difficiles emplois. Son choix montre votre prix ; & vos actions montrent, que vous étiez digne de son choix. Il est heureux en Ministre, & vous en Maître : & l'on voit entre Lui & Vous cet agréable concert d'Auguste & de Mécenas, je veux dire, ce combat perpétuel de la générosité du Prince & de la reconnoissance du Sujet. Je m'aperçois, que je me laisse emporter insensiblement à vos louanges, qui me viennent en foule sans les chercher. Mais quidqu'elles partent d'un véritable sentiment, & que la flaterie n'y ait point de part, néanmoins pour ne pas blesser votre modestie, je passe toutes les autres. Il ne me reste donc plus MONSEIGNEUR, qu'à vous suplier très-bumblement de vouloir accorder votre protection à cette Histoire, où vous verrez, com-

---

## E P I T R E.

comme dans un fidele miroir , toutes les plus délicates maximes des Vénitiens. Je souhaiterois , qu'elle fut moins imparfaite , mais j'espére , que vous en excuserez tous les défauts , & que vous en louerez peutêtre l'entreprise , qui étoit d'autant plus difficile , que Venise est un lieu , où le secret est impénétrable aux Etrangers , & particulièrement aux Ambassadeurs , & à tous les autres Ministres , à qui l'on ne parle que par gestes & par signes. Outre que l'on ne voit presque rien dans ce Gouvernement , qui ne soit couvert d'une nuée d'aparences , & de prétextes bien eloignez de la vérité. Pour moi , j'ai tâché de la dire par-tout , & vous le reconnoîtrez sans peine , MONSEIGNEUR , Vous , qui la dites toujours , & qui savez si bien la discerner d'avec le mensonge. Cependant , je

---

## E P I T R E.

*m'estimerai tres-hureux, si ce premier coup-d'essai me peut aider à vous persuader, que je suis avec toute la vénération & tout le dévouement possibles,*

**MONSIEUR,**

Vôtre tres-humble & tres-obéissant serviteur AMELOT  
DE LA Houssaire.

**P R E-**



## P R E F A C E.

**J**E crois , que je fais assez comprendre mon dessein par le seul titre de ce livre , pour n'avoir pas besoin d'expliquer , que ce n'est pas une Histoire de Venise que j'écris , ce qui feroit luperflu après toutes celles , que nous en avons de tant de célèbres Ecrivains ; mais une relation fidèle de la Police , des loix , des Conseils , des Magistrats , & des Maximes de cette ancienne République ; à quoi peu de gens ont mis la main , ceux

## P R E F A C E.

ceux même, qui l'ont fait, n'en  
aiant touché que la superficie.  
De sorte que, si le sujet n'est pas  
nouveau, je puis dire au moins,  
sans me louer, que la manière  
dont je le traite est toute nou-  
velle. Ce n'est pas pourtant,  
Lecteur, par où je prétens  
rendre mon Ouvrage plus re-  
commandable, car il l'est bien-  
davantage par la bonté des ma-  
tériaux, dont je me suis servi,  
qui sont les Létres, les Mémoi-  
res & les Relations des Ambas-  
sadeurs, que l'on m'a commu-  
niquées ; les anciennes Annales  
de cette République, d'où j'ai ti-  
ré les exemples & les faits, que  
je rapporte, & principalement les  
instructions, que j'ai eu lieu de  
puiser à la source même, durant  
trois ans que j'ai eu l'honneur  
d'être employé à Venise ; qui est  
la première cause de cet Ouvra-  
ge

## P R E F A C E.

ge , auquel , fais cela , je n'eus-  
se jamais mis la main . Je n'e-  
doute point , que les Critiques  
n'y trouvent beaucoup de cho-  
ses à redire , les uns dans l'éco-  
nomie du Dessein , - ou dans le  
langage ; & les autres dans les  
pensées , & dans le raisonne-  
ment . Ils en jugeront comme  
il leur plaira , car j'aurois trop  
à faire à leur répondre , & per-  
drois toujours ma Cause avec des  
gens , qui font profession de mé-  
priser tout ce qu'ils n'ont pas  
fait . Je leur dirai seulement ce  
que Quintilien a dit d'un certain  
Calvus , que j'aurois bien la vo-  
lonté de faire mieux , mais que Celui que  
intellec-  
tus esse quid-  
melius  
effit , nec  
volunta-  
tem quoniam  
sublimius  
de est .  
mon esprit & mes forces ne ré-  
pondroient pas à la grandeur de  
mon idée . \* Tour ce qui me  
console , c'est qu'étant le pre-  
mier des François , qui ai écrit de  
ce Gouyetenemps , je dois espe-  
\*\* 6 \*\* rer ,

## P R E F A C E.

rer, que les personnes raisonnables excuseront les défauts de mon travail, d'autant plus volontiers, que d'ordinaire tous les commencemens sont imparfaits, aussi-bien dans les productions de l'Esprit, qu'en celles de la Nature. Outre que cette ébauche grossière pourra donner envie à de plus habiles gens de faire quelque chose de plus régulier & de plus achevé. \*

\* Ad si-  
mile alt-  
quid cla-  
boran-  
dum po-  
test amu-  
lationis  
similis  
excitare.  
Plin. ep.  
5. lib. 3.

Cependant, Lecteur, comme le principal objet de mes peines, & toute la récompense, que j'en atens, est votre approbation, vous m'accorderez, s'il vous plaist, un demi-quart-d'heure, pour vous rendre compte de l'ordre & du tissu de l'Histoire, que je vous présente. Je l'ai commencée par la description du Grand-Conseil, qui est à mon avis la partie la plus

---

## P R E F A C E.

plus désagréable de tout le corps de cet Ouvrage. Ce qui fera dire sans doute, (& il me semble de l'entendre) que c'est être bien peu versé dans l'Art d'écrire, que d'exposer tout d'abord à la vue du Lecteur des ronces & des épines, au-lieu de lui montrer des fleurs & des roses, comme font tous les autres, pour le ravir, & pour se concilier son estime, & sa bienveillance. Je réponds à cela, que le Grand-Conseil étant la source de tous les autres Conseils, & de toutes les Magistratures, je ne pouvois en traiter ailleurs, sans renverser l'ordre naturel de mon sujet : & que par conséquent, si la matière ne plaît pas, comme étant épineuse, ce n'est nullement ma faute, puisque je n'ai pas eu la liberté du choix. Et si l'on m'objecte, que j'aurais

---

## P R E F A C E.

rois pu me passer de décrire la forme embrouillée des élections, & des balotations du Grand-Conseil ; J'ai à repartir, que cela étoit nécessaire pour rendre mon Histoire plus complète, comme aussi pour ne laisser rien à désirer à la curiosité du Lecteur. Car s'il y a eu des François, qui en passant par Venise ont demandé à entrer au Grand Conseil, pour y voir baloter, il y en aura aussi, je m'assure, quelques uns, qui feront bien-aises de lire ce qu'ils ont vu confusément, & qui me loueroient peut-être d'avoir pris la peine de débrouiller cette matière. En quoi j'ai imité encors plusieurs grands Auteurs, qui n'ont pas dédaigné des composer de volumés entiers, pour nous expliquer la forme des Comices de la République-Romaine, & au-  
\* \* \* lieu

## P R E F A C E.

lieu que je comprens toute celle des Comices de Venise en trois ou quatre pages., dont la lecture ne sera pas fort ennuyeuse. Mais enfin , si cet endroit déplaît à quelqu'un , il lui sera fort aisè de passer en un moment dans un plus beau parterre.

J'ai traité fort amplement du Sénat , parce qu'érant la plus noble & la plus excellente partie de la République , j'en des vois faire aussi la principale de mon Ouvrage ; pour le proportionner à son sujet. Au contraire , je ne me suis pas arrêté long-tems au Collège , vu que ce n'est pour ainsi dire , que l'Antichambre du Sénat où il éconstruera. Après avoir parlé des Conseils en général , je viens au détail des Magistrats , qui les composent , commençant par le

## P R E F A C E.

le Duc , qui en est le Chef , & continuant par les autres , selon la dignité & l'importance de leurs Charges . J'ai fait comme autant de petits traitez particuliers du Doge , des Procurateurs de Saint-Marc , & des Décemvirs , qu'ils appellent le Conseil des Dix , non pas à cause que ce sont les premiers Magistrats de la Ville ; mais parce que la matière , quoique belle & curieuse , n'a point encore été bien touchée . Tous ceux , qui ont fait des Relations de Venise , nous disent , que le Duc n'a pas plus d'autorité , que'un autre Sénateur , & qu'il est sujet aux loix ; que le Conseil des Dix est un Tribunal de grande importance où tous les Nobles & tous les Criminels d'Etat sont jugez avec une forme de Justice extraordinaire . Tout cela est su

## P R E F A C E.

de tout le monde , & il ne faut point de livres pour l'apprendre. Mais de dire comment les Vénitiens en usent avec leur Duc ; en quoi consiste sa grandeur , quelles sont ses fonctions & ses obligations ; de quel âge , de quelle humeur , & de quel esprit on le veut ; il me semble , que ce sont des choses , qui méritent bien d'être écrites , puisqu'elles servent à la connoissance parfaite de ce Gouvernement. Pour la même raison , j'ai tâché de tirer le Conseil - de - Dix , au naturel , estimant , que ce portrait seroit d'autant plus agréable , que l'on y verroit en racourci toutes les plus délicates maximes de la République , & les mystères les plus cachez de sa domination , *dominationis arcana* , \* Et je ne \* T. C.  
Ann. 2. crains pas , que personne m'accuse de haine ni d'aigreur contre les

---

## P R E F A C E .

*a Mibi  
nec bene-  
ficio, nec  
injuria  
cogniti.  
Hist. 1.*

les Venitiens , ( que je n'ai aucun sujet de haïr ) à puisque je n'ai rien avancé que sur des bons Mémoires , & que j'ai pour garans leurs propres Historiens , plusieurs Ambassadeurs , & la Foi publique , qui méritent la mienne à couvert . D'ailleurs , comme ces Républicains , ainsi que le reste des hommes , sont mêlez de bien & de mal , je n'ai point supprimé , ni même extenué leurs louanges & la gloire de leurs belles actions , lors que le fil de mon discours me les a présentées . De sorte que je crois avoir satisfait au devoir d'un Historien , qui n'ait point d'autre but , que d'instruire , ne doit rien dissimuler , mais dire ingénument la vérité , sans se soucier ni d'ofenser ; ni de plaire , suivant le conseil de Lucien . Tout ce que l'on a eu souvent à me dire ,

## P R E F A C E.

dire, a été, que je dis beaucoup plus de mal des Vénitiens, que je n'en dis de bien. Je l'avoue, mais c'est à la sévérité de l'Histoire, & non pas à moi qu'il s'en faut prendre. Car comme au point, que les mœurs du siècle sont corrompues, il y a bien plus de défauts à reprendre dans les hommes, ainsi que le dit le Jeune-Pline dans une de ses lettres, \* qu'il n'y a de perfections à y louer; il ne faut pas s'étonner, si un Historien fidèle paraît excessif dans le blâme, quelque tenue qu'il y apporte; & resserré ou modique dans les louanges, encore même qu'il en soit libéral en comparaison du mérite du sujet. Il n'en faut pas davantage pour ma défense. J'ajoutai seulement, que la remarque du même Pline est bien vraie, que si un Historien dit des choses,

\* *Nous prêterons que les mœurs du siècle sont corrompues.*

*plura cul-  
panda sumus.*

*quidam landans.  
da, simus  
si landan-  
veris,*

*parcus; si  
culpaver-  
ris, ad-  
minus*

*fuisse di-  
caris,*

*quamvis illud ple-  
nissimum hoc re-  
stricuisse, simus fe-  
carts. ep.  
ses, 8. lib. 5.*

## P R E F A C E.

ses , que d'autres aient déjà dites , chacun est prest de le censurer ; mais que s'il en dit de nouvelles , & que personne n'ait encore touchées , il a toujours beaucoup de haine , & de mauvaise humeur à effuier des uns , & peu de justice ou de faveur à espérer des autres . \* Je passe donc aux dernières considerations pour finir cété Préface .

\* *Vetus  
et fortissia  
alitatemque  
rurae in-  
quifito ;  
Incedo*  
*& nova :* Si j'ai comparé quelquefois  
*graves  
offenſa ,* les Magistrats de Venise avec  
*levis ,* ceux de Sparte & de Rome ,  
*Ibidem.* ce n'a pas été tant pour cher-  
cher des ornemens étrangers à  
mon Histoire , bien qu'elle en-  
eût bon besoin , que pour mon-  
trer ce que la République de  
Venise a emprunté des deux au-  
tres , & le bon usage , qu'elle en-  
a su faire ; qui est une marque  
de sa rare prudence . Outre que  
ces sortes de comparaisons ins-  
trui-

## P R E F A C E.

truisent & divertissent tout ensemble l'esprit du Lecteur, & sur-tout celui des François, qui aiment à apprendre plusieurs choses à la fois. Et d'ailleurs, j'ai suivi en cela l'exemple de Polibe, qui a fait ainsi les parallèles des Cartaginois avec les Romsains, & de ceux-ci avec d'autres nations. Mais il y a cete différence, que les siens contiennent des pages entières, & que je comprens tous les miens en trois mots, excepté deux seulement, l'un du Doge avec les Rois de Sparte, & l'autre des Efores avec le Conseil-de-Dix, que peutêtre l'on ne laissera pas de trouver beaux.

Pour le langage, je ne l'ai ni affecté, ni négligé, car j'ai tenu un milieu entre la trop grande contrainte & la trop grande liberté de la dictio[n]. Et si je n'ai pas

---

## P R E F A C E.

pas assez choisi les paroles en de certains endroits ; c'a été pour conserver la force & l'énergie du sens , que des termes plus élégans & des frases à la mode n'eussent pas rendue toute entière. Aussi , ai-je dû faire plus d'état d'une bonne pensée , que d'une bonne parole & de l'éloquence des choses , que de l'éloquence des mots , qui n'est que le métier d'un grammérier : Outre qu'un sujet semblable au mien demande plus de solidité & de poids , que de politesse & de brillant. Et c'est par cette raison , que les Venitiens se moquent de ceux , qui veulent parler Romain ou Toscan dans leur Sénat. Au reste , j'aurois bien de la joie , & m'en trouverois quite à bon marché , si l'on ne me censuroit , que pour des mots , ou pour les avoir mal arrangez. Voilà , Lecteur à peu près

## P R E F A C E.

prés les raisons que j'avois à vous dire , & j'espére , que votre bonté les rendra encore meilleures qu'elles ne sont en éfer.



T A-

1781.

## T A B L E.

C E T E H I S T O I R E e s t d i v i s é e e n  
s e p t p a r t i e s .

La I. Contient la description du Grand-Conseil, du Collège, & du Sénat de Venise, & commence à la page 7.

La II. traite de tous les principaux Magistrats, & de tous les Tribunaux de Venise; comme aussi des Recteurs des Villes de Terre-Ferme, & des Officiers-Généraux de Mer. Commence à la page 130.

La III. est une description de l'Inquisition de Venise, dont l'usage est tout différent de celui des autres Inquisitions d'Italie & d'Espagne. Commence à la page 269.

La IV. est un Recueil de diverses pièces concernant l'Interdit de Venise, des années 1605. 1606. & 1607. Commence à la page 296.

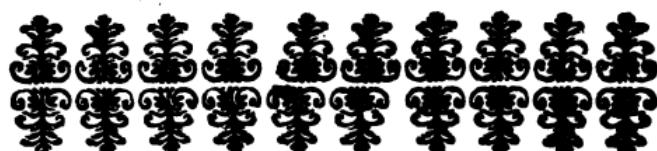
La V. explique les vraies causes de la décadence de cette République, & décrit les Maximes des Nobles, qui la composent. Commence au Tom. second & finit avec l'Ouvrage à la page 494. Après quoi suivent des REMARQUES historiques, qui ont toutes leur renvoi au pages, où elles sont relatives.

La VI. Contient une Table de toutes les Matières contenues en ces volumes.

La VII. L'Examen de la Liberté originale de Venise avec une Harangue de Louis Helian.

M E M O I -

( 1 )



## MEMOIRE

Pour servir à la défense de l'Hi-  
stoire du

## GOUVERNEMENT

D E

## V E N I S E.

**E**S Vénitiens ont tant crié contre cette Histoire de leur Gouvernement , que je suis obligé malgré moi , de leur montrer par ce Mémoire , qu'ils n'ont pas eu raison de faire tant de bruit.

\*\*\*

Feu

Feu M. le Procureur Batiste Nanni étoit un si habile homme , que je pouvois hardiment suivre son exemple & ses préceptes . [J'ai pris , dit il dans son Epître au Doge Dominique Contarin , pour escorte & pour guide la Vérité , qui est comme l'ame de l'Histoire , & comme une déte , à laquelle tous les Ecrivains se sont obligez envers Dieu & les hommes . Et certes je n'ai manqué ni de cœur pour la dire , ni de moyens , pour la discerner .] J'ai fait de même , j'ai eu comme lui le courage de dire la vérité , après avoir eu les moyens de l'apprendre sur les Lieux , & je l'ai dite sans haine & sans passion : Mais comme les Vénitiens trouvent mauvais , que je l'aie dite , parce qu'elle les offense , & que selon Monsieur Justiniani , leur Ambassadeur en France ,

France, lorsque mon Histoire commença à paraître, toutes les vérités ne font pas bonnes à dire, je ne leur puis apporter une meilleure preuve de la liberté, qu'un Historien a de tout dire, quand e'est avec fondement, que l'autorité même de M. Nani, qui avoue, qu'il a parlé sans se mettre en peine des reproches, qu'on lui en pourroit faire, d'autant qu'un Historien est un Dictateur absolu, qui avec une autorité plus qu'humaine sur les actions, préside au tribunal de la Renommée, mesure le mérite, pénètre les intentions, découvre les mystères, & , par une juridiction égale sur les Rois & sur les Rotturiers, abîme, ou condanne, comme il lui plaît.

Au Livre 3. de son Histoire de Venise parlant de la Conjuration d'Alfonse de la Queva, Ambassadeur d'Espagne, il dit, que

---

(4)

*Il Senate volle profondamente dissimularlo , rispetto il decoro di due nationi contaminate , l'una d'insidia , c'est l'Espagne ; l'altra di vernalité (il entend la France) comme si le nommé Reanut , qui étoit un Gentilhomme particulier , & qui n'avoit aucun caractére public , eût été capable de souiller sa nation , & d'en flétrir la gloire par ses actions , & par sa vernalité.*

Au Livre 6. il parle de feu Monsieur le Duc d'Orleans, en ces termes :

*Egli , come giovane d'anni e di genio incostante lasciava reggere gli affetti suoi dal Marescialle d'Ornano , che governatore della sua pueritia , & hora moderatore della sua gioventù , con secondarlo anco nelle voglie lubriche di quella fervida età &c: Il ofense tout ensemble & la mémoire de ce Prince , & celle*

celle de son Gouverneur , sans autre fondement , que celui de la Cronique scandaleuse. Un peu après il dit , *non senza susurro , che lo stesso Gastone doppo ammazzato di mano propria il Cardinale &c:* Il veut faire croire , qu'un Prince si généreux étoit capable d'être assassin , comme les gens de son Païs.

Au même endroit , il fait passer le Roi Louis XIII. pour un prince sans esprit , & susceptible de toutes sortes d'impressions ridicules.

*Lodovico , dit-il , per natura sospetto , e diffidente all' estremo , s'indusse à credere anco le cose più absurde*

La même , il veut faire croire l'empoisonnement du Maréchal d'Ornane , en disant , que la cause de sa mort fut attribuée par les uns à ses anciennes infirmitez , & par les autres au poison. *Fù dalle Guardie arrestato , constordimento*

(6)

*di tutti gli altri del suo partito , E tanto maggiore , quanto ne conseguìtò ben presto la morte , a scritta da alcuni à sue invecchiate indisposizioni , e da altri attribuita à rereno.*

Au Livre 12. s'érigéant en Dic-tateur absolu , il condanne ainsi la Mémoire de Louis-le Juste.

*Visse e morì senza sapersi difen-dere dall' arti de' favoriti , fu orna-to di molte virtù , ma tollero de' Ministri eccedenti diffetti. Se l' Her-esia fu disarmata in Francia , si vid-de fuori fomentata e promossa.*  
(Comment cela s'accordera-t-il avec la piété de ce Roi , qui étoit le plus religieux Prince du Monde ;)  
*Lasciò le sostanze de' popoli in preda alle profusioni de' favoriti (il en fait un imbécille) Col titolo di giusto co-primolti esempi seversi , riempita-fi la Bastiglia d'innocenti più volte (il en fait un Tiran) e maneggiata la spada del Carnefice à private ven-*

*vendette de suo confidenti.* (Il en fait un esclave de la passion , & un exécuteur des volontez de ses Ministres.) Après cela , y aura-t-il quelqu'un , qui ose nier , que le Roi n'eût été plus en droit de demander l'emprisonnement du Procureur Nani au Sénat de Venise , que cete République n'en avoit de demander le mien à Sa Majesté , qu'est si fort ofensée en la personne de son Père ; J'en fais juges le Vénitiens , ainsi que des saillies du Seigneur N. Contarin , leur Ambassadeur<sup>\*</sup> , qui après la satisfaction accordée au Seigneur Justiniani , son Prédécesseur , osoit dire devant tous ses domestiques , qu'il auroit ma tête , à quelque prix que ce fût , & l'enverroit à Venise , pour en donner le plaisir au Sénat . Où l'on remarquera en passant , que sous couleur de vanger sa République , il vangoit son injure , parti-

culière , comme fils du Procureur Contarin , de qui je parle dans les pages 154. & 157. Retournons à M. Nani.

Tout au commencement du livre 5. du second tome de son Histoire , après avoir raconté , comment les Anglois firent couper la tête à leur Roi , il dit , que les Malcontents de France n'en eussent pas peut-être moins fait au Nôtre , si le Gouvernement eût été moins vigoureux , ou le génie de la Nation moins paisible . Céte comparaison est odieuse pour les François , qui quelque mécontentement , qu'ils aient eu , n'ont jamais été d'humeur à verser le sang de leur légitime Prince . Ce n'est point *il vigor del governo* , qui a sauvé Louis-le-Grand durant les Guerres Civiles , c'est la bienveillance de son peuple . Mais quels étoient ces Malcontents , qui eussent

sent bien voulu se souiller d'un si horrible parricide ? Lisez , & vous y trouverez en chef le Parlement de Paris , qui mit la tête du Cardinal Mazarin à prix, feu Monsieur le Prince de Conti , déclaré Général du Parlement , les Ducs d'Elbeuf & de Bouillon , & le Maréchal de la Mothe-houdancourt , tous trois grans ennemis du Cardinal. Et puis il ajoute, que les Ducs de Longueville & de Beaufort grossirent le parti , & que presque tous les Parlemens s'y joignirent. Ils sont tous bien obligéz à ce Noble-Vénitien de la comparaison avec les Anglois.

Au livre 9. il dit , que le Roi répondit à une létré du Sacré Collége avec de si aigres invectives contre le Pape Aléxandre VII. que céte réponse parut indécente & pour l'un & pour l'autre. Et comment la Seigneurie de Venise en

a-t-elle usé dans ses différends avec les Papes ? Outre qu'il n'y a point de comparaison entre un Roi de France (particulièrement un, comme celui, qu'il censure) & une République, quelque grande qu'elle soit.

Au reste, le portrait, que M. Nani fait d'Aléxandre VII. peut faire juger des sujets, que les Princes Chretiens avoient de se plaindre de son pontificat. Il le commenca, dit-il, \* par des ordres précis à tous ses parens de se tenir éloignez de Rome, & par des Brefs adressez à tous les Princes, pour les inviter à la paix ; par des audiences publiques ; par la lecture des Vies des Papes saints ; par l'exposition d'un cercueil dans sa chambre ; enfin, par des œuvres & des paroles dignes de l'éternité. Mais les colosses, qui sont adoréz, n'ont quelquefois que des piez d'ar-

\* Tom. 2  
livre 6.

d'argile , & il s'est vu souvent , sur-tout dans les Principautez electives , que les gens montez de la vie privée au Trone ne tardent guère à reprendre leurs vieilles habitudes. C'est ainsi qu'Alexandre , bientôt lassé de voler si haut , & séduit par des conseils intéressez , commença de croire ; que son intérêt particulier étoit comparable avec le Bien-public ; ensorte que se laissant aler au luxe & à la fole passion de bâtier , il semblloit n'avoir pour objet de son Gouvernement , que sa famille , & les mutailles de Rome. Et dans un autre endroit il parle ainsi de sa mort. \* \* Livre 10.

Dans le cours de sa vie , il avoit donné à connoître , combien les vertus des Particuliers font différentes de celles des Princes. Car tandis qu'il fut simple Prélat , il se montra si propre au maniment des afaires , si appliqué à son devoir , & si dé-

détaché des intérêts de sa Maison, que chacun se le figuroit pour un sujet , de qui l'on pouvoit faire un tres-bon Pape. Dès qu'il fut devenu Cardinal , il tint un sage milieu entre les défauts blâmez dans la personne d'Innocent X. & les conditions , qu'il savoit , qu'on demandoit en celui , qui devoit être son Successeur. Mais quand il fut parvenu au Pontificat , soit qu'il fût déjà las de se contraindre , ou que ses flateurs le trompassent sous le masque d'une fausse piété , il se jeta si fort dans l'oisiveté & dans la vanité des bâtiments , qu'il ne se mit plus en peine , ni des besoins des Princes , ni de la misère des peuples. Si bien qu'à force d'enrichir ses Neveux , & d'élever inutilement de superbes édifices , à l'imitation des anciens Monumens , il apauvrit l'Estat Eclesiaistique. C'est-pourquoi

il mourut fort haï du peuple , qui fit plusieurs insultes à la Maison de son frère , & point estimé des Princes , à qui sa manière de gouverner avoit été tres-desagréable.

Je crois inutile de justifier ici les Faits , que je rapporte dans mon Histoire . Les Auteurs , que je cite à la marge sont mes garans , & particulièrement André Moc-cénigue , & André Morosin , tous deux Nobles - Vénitiens , & Sé-nateurs illustres . Et si les Véni-tiens veulent bien se donner la peine de feuilleter les vieilles Cro-niques MS. qui sont dans leur Bi-bliotéque de S. Marc , ils trou-vent , que j'y ai puisé ce qui les ofen-se davantage dans mon Histoire .

Il y a une Rélation imprimée de l'Ambassade Extraordinaire de M. Nani en France , où il parle ainsi du Roiaume .

*Vi ho incontrato inesplicabili ca-  
la*

( 14 )

la mità , & i popoli erano indotti ad una infelicissima sorte , di pagare molto più di quello ritrarre potevano dalla cultura de' terreni , e dalle continue fatiche , non restandoli altro di libero che l'soffiato , perchè l'aria è il più gratuito elemento della Natura , sopra'l quale l'umana inventione e sottigliezza non per anche hâ saputo rinvenir dominio , leggi , ed imposte . Ce qui en bon language veut dire , que le Roi tyrannise ses Sujets , & mètroit des imposts jusques sur l'air & le Soleil , s'il le pouvoit . Qui est la maxime ordinaire des Républiquains , pour décrier le Gouvernement des Rois , & par ces impostures rendre le leur plus tolérable à des Sujets , qui gémissent sous un peuple de Tirans .

Il fait ensuite un bel honneur au Roi , en disant comme pour l'ex-  
*Etenne* cuser . Il est bien vrai , que rien ne

ne dépend du Roi , (Il fait ressembler le Roi au Doge de Venise) mais de ses Ministres , qui font tout, sans qu'il en prenne connoissance.

Un peu après il ajoute encore pour les Ministres.

*Veramente la Francia prova da qualche tempo un grave destino d'esser con assoluto arbitrio diretta da Ministri , li quali non temendo dal Padrone (Il ne fait guéres la carte du Païs , quand il dit , que le Roi n'est pas appréhendé de ses Ministres , lui , qui en est si bien servi & obéi) non meditano altro che di rendersi necessarii , e , si può dir , tremendi . Per questo s'impossessano delle Piazze , tengono in mano Governi , accumulano tesori , formano partiti , e per dir in una parola (comme s'il n'en avoit pas assez dit) per invigorir loro stessi , amano d'indebolire frà l'inopia la radice della Re-*

*roche né-  
ente dé-  
pende dal  
Rè , mà  
dalla M.  
inistri che  
operano à  
cicco l'anno*

*Regia potenza.* Et pour conclusion,  
*Quindi è, che non solo reggono alle*  
*scoffe delle emulationi, mà potreb-*  
*bero anche far testo al Principe stes-*  
*so, comme si c'étoit le Doge de*  
*Venise, que l'on méne à baguete.*  
Cependant, les Livres de ce No-  
ble se vendent publiquement à Pa-  
ris, & par tout le Roiaume, sans  
que la République de Venise s'a-  
perçoive, qu'on lui fait grace, &  
qu'elle a tort de demander la su-  
pression de mon Histoire.



# HISTOIRE DU GOUVERNEMENT, DE VENISE.



'E C R I S l'Histoire du Gouvernement de Venise, qui est sans contredit le plus beau de l'Europe en son genre, puisque c'est une fidèle copie des anciennes Républiques de la Gréce, & comme l'assomblage de toutes leurs plus excellentes loix. Quelques Ecrits vains ont traité cete matière avant moi, & entre les autres le Cardinal Gaspar Contarin Noble-Vénitien, François Sansovin, & Donato Giannotti, mais ils n'ont fait tous trois que de simples descriptions des Magistrats & des Tribunaux de Venise: Et bien loin d'aprofondir les mistères de la domination de cete Seigneurie, ils n'y ont pas même voulu toucher en passant, pour les intérêts particuliers qu'ils avoient à ménager avec Elle. C'est pourquoi j'entreprends cete Relation, dans la pensée que j'ai, qu'elle pourra satisfaire les Honnêtes-gens, par l'importance & la variété des choses, que j'y dois traiter, parmi lesquelles l'on en verra peut-être quelques-unes, qui sortant pour

Dessein de  
l'Age  
de

## 2 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

la première fois du Cabinet, auront du moins la grâce de la nouveauté.

Pour commencer avec ordre, il me semble à propos de dire auparavant quelque chose des divers états de cette République depuis sa fondation : ce qui sera comme l'Epitome de toute son Histoire, & servira tout ensemble de plan & de trace à mon Ouvrage.

VENISE a changé plusieurs fois la forme de son Gouvernement. Car elle a eu premièrement des Consuls, dont l'administration fut de peu de durée, & puis apres des Tribuns, qui s'élicoient tous les ans par le Peuple de chaque Isle, qui faisoit alors une Republique séparée, à peu près comme les Cantons de la Suisse, où les Provinces Unies des Païs-Bas. Et c'est à ces Tribuns, que Cagliodore adresse ses lettres avec cette suscription, *Tribunis Maritimorum*. Mais

a Cinq  
Tribun  
des Isla-  
rums fût  
adversé-  
eum de-  
ferre mol-  
lène, Lon-  
gebardt  
absques re-  
fistentis  
corans  
fines  
pluries  
invaso-  
rum.  
Dandol.  
Ann.

parce que fort souvent ces Magistrats ne s'accordaient pas bien ensemble, & que les Lombards a profitoient de leurs divisions, pendant qu'ils perdoient le tems à contestez les uns avec les autres; le Peuple, ennuyé de toutes ces longueurs, voulut goûter de la domination d'un seul, & pour cela créa un Duc, à qui il abandonna la souveraine puissance, dont il jouissoit depuis 270. ans. Néanmoins s'étant laslé bien-tôt de ses Ducs, il en abolit le nom & la dignité en la personne du troisième, qui abusoit de son pouvoir; & leurs substitua un Tribun des Soldats, appellé dans leurs vieilles Annales, *Magister Milis-  
tum*, & par corruption *Mastromiles* \* dont la Charge étoit annuelle. Cete Magistrature fut supprimée dans la cinquième année de son institution, Fabrice Ziani le dernier Titulaire étant devenu odieux au Peuple, alors très-difacile à contenter. En sorte que les Isles, regrettant leur pre-

\* Voiez les Remarques.

## DE VENISE.

9

premiers Ducs, par la comparaison du présent avec le passé, rétablirent d'un commun consentement la Dignité Ducale, en la personne de Téodat, fils de leur dernier Duc, contentes d'avoir un Prince quel qu'il fût, après avoir éprouvé un Comme  
tente moindre Maître.

Depuis l'élection de Téodat, qui se fit en l'an 742, jusqu'en 1173, il y eut 34 Ducs de quali-  
tameque  
Principo  
post expe-  
rimenterum  
domini  
miseris.  
Tac. Hist. I. b 15 antes  
domina  
tione ad  
omnes. c Prince  
Electors, ps urbani  
tirez des six Quartiers de la Ville, qu'ils appellent potestis  
Sestieri; & ces 470 se changeoient tous les ans nomen  
le jour de Saint Michel, afin de contenter tout relinqui-  
tur. autres cruellement massacrez.

Après la mort de Vital Michieli, Second du nom, qui fut tué le propre jour de Pâques, le 1173. Peuple, lassé de la longue domination de ses Ducs, reprit le Gouvernement, b & continua pourtant d'élire un Prince, pour donner plus de crédit aux affaires; mais il resserra son pouvoir à un point, qu'il ne lui laissa presque plus rien que le titre & la prééminence. Et tout se faisoit alors par le Grand-Conseil, qui étoit composé de 470. Citoiens, nommez par 12. Electeurs, ps urbani tirez des six Quartiers de la Ville, qu'ils appellent potestis Sestieri; & ces 470 se changeoient tous les ans nomen le jour de Saint Michel, afin de contenter tout relinqui-  
tur. Ce qui dura jusques au tems du Duc Pierre Gradénigue Second, qui reforma le Grand Conseil l'an 1198. en faisant passer dans le Conseil-de-Quarante, qu'ils appellent J. B. Conta-  
tin. Hist.  
Ven. l. 7. Quarantia Criminale, une nouvelle Ordonnance, dont la teneur étoit: Que tous ceux, qui dans cete année-la composoient le Corps du Grand-Conseil, ou en avoient été dans les quatre années précédentes, en fussent eux & leurs descendants à perpetuité, obtenant douze suffrages dans la Quarantie.

A 2

tie.

## 4 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

tie : & que tous les autres quels, qu'ils fussent; Nobles, ou Populaires ( car ils appelloient Nobles ceux, qui venoient des anciens Tribuns) fussent exclus à jamais de l'Administration Civile. Sibcia que ce Decret ayant été proposé dans l'Assemblée du Grand-Conseil par Léonard Bembe, & Marc Badoer, au nom de la Quarantie, & puis reçû à la pluralité des voix, la Puissance fut transférée du Peuple aux Nobles. Ce changement produisit, comme il est ordinaire dans toutes les mutations des Etats, la fameuse conjuration des Quirins, des Tiépoles, & de quelques autres Familles anciennes, qui furent exclues totalement, ou en partie : car il y en eut beaucoup qui se trouvèrent partagées entre la Servitude & la Liberté. Témoin les *Mini*, les *Bons*, les *Nani*, les *Navagiers*, les *Trevisans*, les *Pasqualignes*, & les *Zacaries*, qui virent par le succès de cette Ordonnance, leurs Maisons mêlées de Nobles & de Populaires ; de Maîtres & de Sujets ; sur quoi les Quirins fondoyent leurs plaintes, disant, que cette réformation coupoit le noeud de la concorde de toutes les Familles Vénitiennes, & aloit alumer une Guerre-Civile. Mais ce fut en vain que l'on en murmura, & l'entreprise de Marin Bocconi d'enfoncer les portes du Grand-Conseil, pour y tuer le Duc, n'eut point d'autre succès, que son supplice, & la ruine de son parti.

\* voiez  
les Re-  
mar-  
ques.

Cependant le nouveau Gouvernement, qui n'doit encore qu'une Oligarchie, se perfectionna peu à peu, & devint une véritable Aristocratie, \* par l'adjonction de plusieurs Familles illustres, à qui le sort avoit donné l'exclusion ; & par l'établissement du Conseil-de-Dix, qui imprima le respect & l'obéissance dans le cœur du Peuple, toujours à craindre, s'il ne craint pas. Ainsi, l'on peut dire

## DE VENISE.

dire justement , que la République de Venise a commencé par le Prince pierre Gradenigue , puisque c'est lui , qui surmontant toutes les difficultez par son adresse , & par son courage , l'a tirée de la lie du Peuple , pour lui donner cette excellente forme , qu'elle a présentement.

*Tanta molles erat Venetorum condere gentem.*

Venise a donc été gouvernée par les Consuls & les Tribuns dans son *Enfance* , qui a duré 270. ans ; pendant lesquels elle s'est tenuë dans ses Lagunes & dans ses Marais , comme dans son berceau . Elle a passé son *Adolescence* : sous 37. Ducs Souverains , savoir , depuis Lucius Anafetus , jusques à Sébastien Ziani . Cet âge comprend 470. ans , dont elle emploia une partie à combattre contre ses Voisins , & l'autre à porter ses armes & ses conquêtes plus loin , à mesure qu'elle sentoit croître ses forces . Le peuple l'ayant retirée de la Tutéle des Ducs , prit la conduite de sa Jeunesse , <sup>1 Depuis 703. jus-ques à 1173.</sup> qui véritablement fut robuste & vigoureuse , mais travaillée comme il arrive d'ordinaire dans cet âge , de plusieurs grandes maladies , c'est à dire , de guerres & de révoltes . Sa Virilité a commencé sous les Nobles , & a duré depuis la reformation du Gouvernement , <sup>2 Depuis 1173. jusques à 1298.</sup> qu'ils appellent *Il Serrar di Consiglio* , par où finit la Democratie , \* jusques à la guerre de la Ligue de Cambrai , <sup>3. 1298.</sup> qui est proprement le commencement de sa Vieillesse , puisque depuis ce tems-là elle a été toujours en défaillance . Quoi qu'il en soit , Venise a cet avantage de s'être maintenue plus long-tems que toutes les plus fameuses Républiques de l'Antiquité , Sparte n'ayant duré que 700. ans ; Athenes ayant toujours floté dans son Gouvernement , sans le pouvoir jamais fixer ; Rhodes ayant perdu plusieurs fois sa liberté ; Corinte s'étant maintenue peu

<sup>1 Depuis 703. jus-ques à 1173.</sup>

<sup>2 Depuis 1173. jusques à 1298.</sup>

<sup>\* Voies les Re-marques.</sup>

<sup>4 1509.</sup>

## 6 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

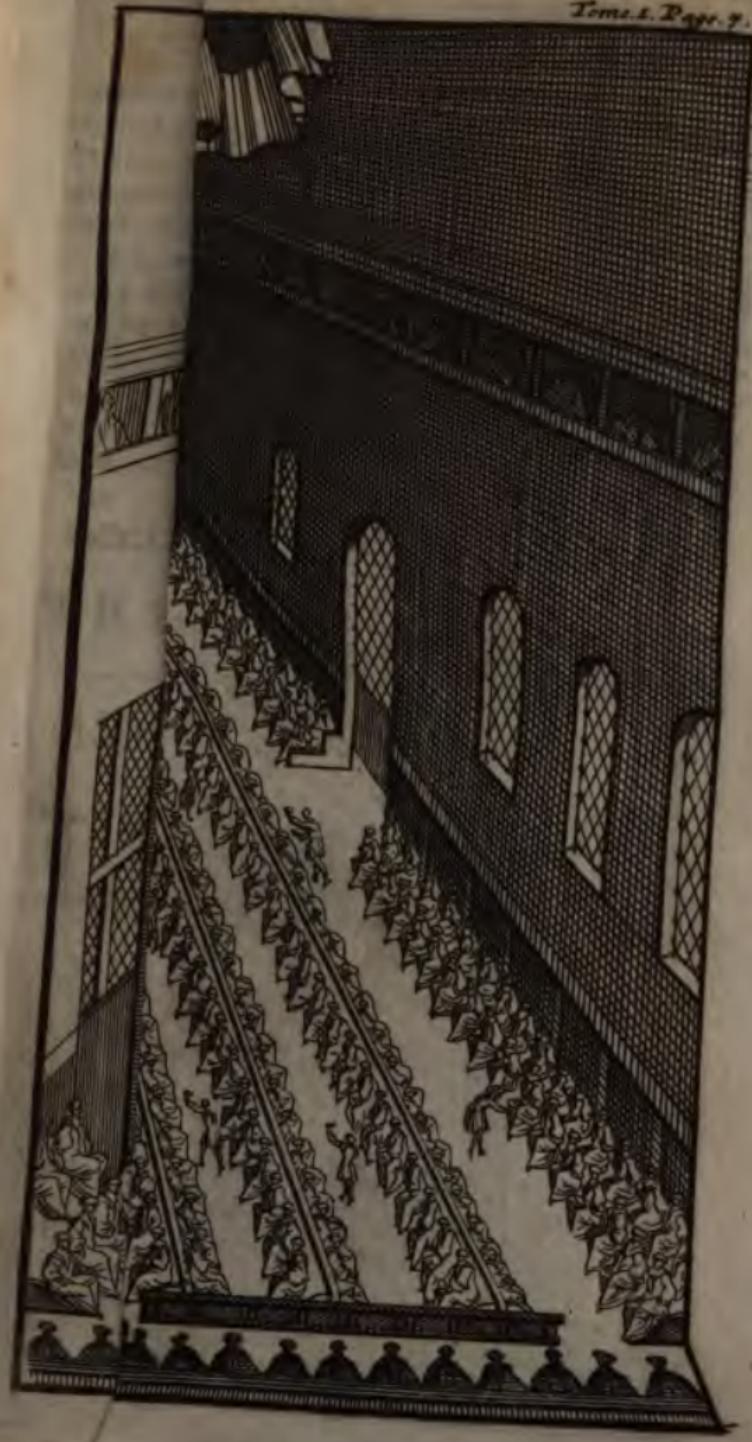
*§ Reddi-  
our Rho-  
dits li-  
bertas,  
adempta  
sapientia  
firmata,  
prout bel-  
lis enter-  
mis meru-  
erant, aus  
domi se-  
datione  
delique-  
rent.*  
*Tag.  
An. 12.*

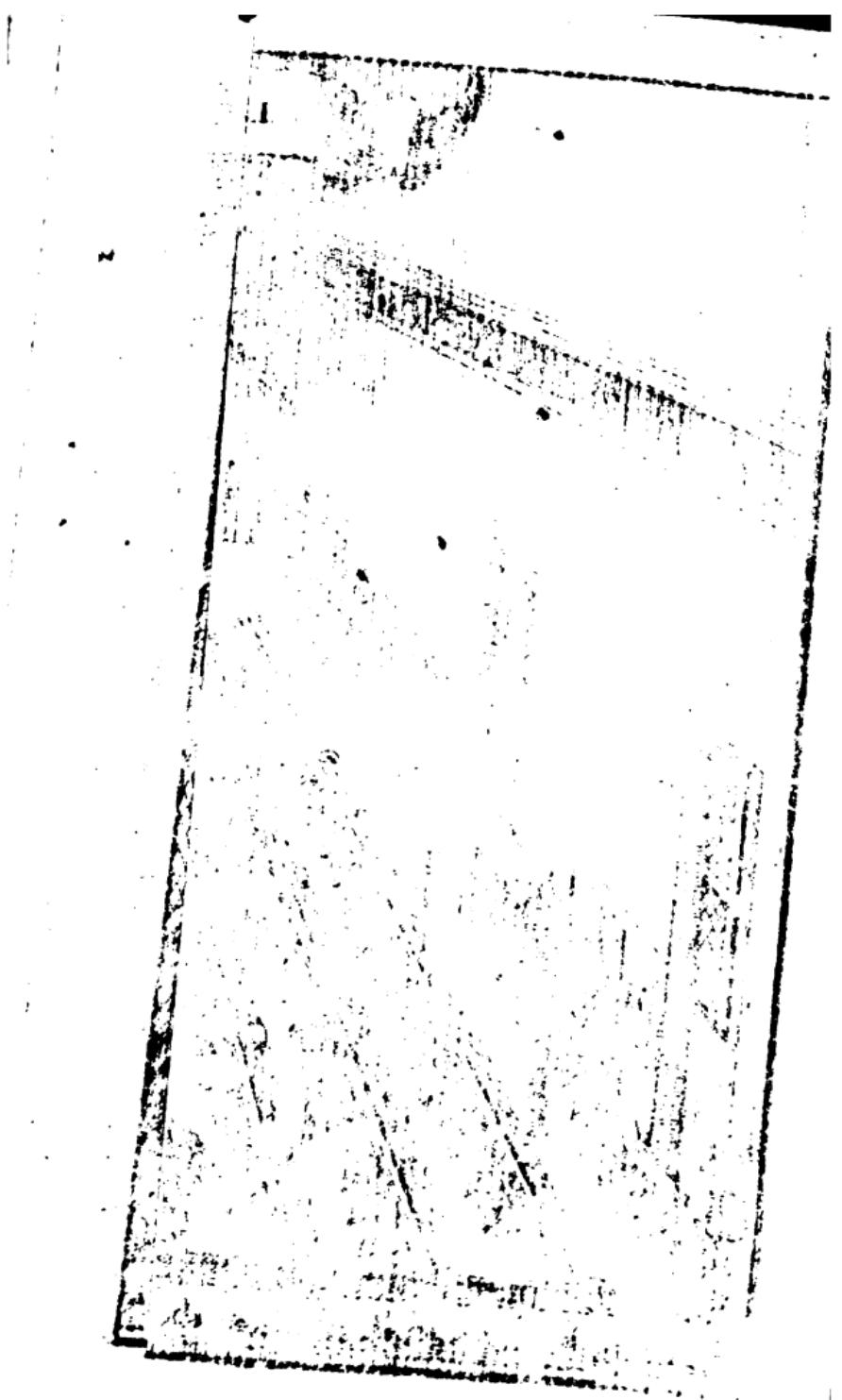
de tems ; Cartage ayant été sujète , tantôt à ses Suffetes , ( ou Rois ) & tantôt à ses Généraux d'armée , qui rendoient le Commandement héritaire dans leur Famille ; & Rome , la plus illustre de toutes , s'étant à peine conservée libre 500. ans. Témoignage assuré de l'excellence du Gouvernement de Venise<sup>1</sup>, dont il est maintenant question de faire voir l'état & la disposition présente , qui est le but , que je me suis proposé dans cet Ouvrage.

*\* Il Con-  
siglietto.*

Il y a trois principaux Conseils à Venise ; savoir , le Grand-Conseil , qui comprend tout le Corps de la Noblesse ; le *Pregadi* , qui est le Sénat ; & le Collège , où les Ambassadeurs ont audience. Car je ne compte point le Conseil-de-Dix , qui est seulement un Tribunal institué pour juger tous les Criminels d'Etat. A tous ces conseils préside la SEIGNEURIE , qui est un Septenvirat , composé du Duc , & de six Conseillers , qu'ils appellent encore le *Petit Conseil* , \* parce que c'est l'abrégué de tous les autres. Desorte que la SEIGNEURIE est comme la tête du Corps de la République , dont le Duc est la bouche & la langue , puisque c'est à lui de répondre aux Ambassadeurs. Les Conseillers en sont les yeux & les oreilles , leur fonction étant de voir les lettres , que l'on écrit au Sénat , & tous les Mémoires & les Requêtes , que l'on présente au Collège ; & d'écouter les Ministres des Princes , les Députez des Villes , & les autres gens , qui ont à traiter avec le Public. Le Collège est comme le cou de ce Corps-Politique , d'autant que c'est par où passent toutes les Affaires , qui doivent aler au *Pregadi* , que l'on peut dire en être l'estomac & le ventre , puisqu'il contient toutes les parties nobles du Corps de l'Etat , & lui fournit toute sa nouriture. Les Magistrats particuliers en sont comme

Tome 5. Page 7.





## DE VENISE.

me les nerfs & les os, qui le soutiennent & le font mouvoir & le Conseil-de-Dix en fait tous les ligemens, empêchant, que ces parties ne se dénouent les unes d'avec les autres, & qu'un mouvement violent ne les jette hors de leur place naturelle.

Mais comme le Grand-Conseil est la base de cette République, c'est aussi, ce me semble, par où je dois commencer la description de son Gouvernement, pour venir ensuite au détail de toutes les parties, qui le composent. Ce que je tâcherai de faire avec le plus d'ordre, de méthode, & de brièveté, qu'il me sera possible.



## PREMIERE PARTIE.

### DU GRAND-CONSEIL.

**L**E Grand-Conseil est l'assemblée générale de la Noblesse, qui se fait tous les Dimanches, & toutes les Fêtes, pour élire les Magistrats. Il est appellé Grand-Conseil, parce qu'il comprend tous les autres, qui pour cela cessent, quand il se tient; comme cessoient tous les Magistrats de Rome durant la tenué des Comices. Et c'est pourquoi l'on a choisi les Dimanches & les Fêtes, pour le convoquer, afin de laisser tous les autres jours libres aux Tribunaux de la Ville, & de n'interrompre point le cours des Affaires.

En esté le Grand-Conseil se tient le matin, depuis huit heures jusques à midi; & en hiver, depuis midi jusques au coucher du Soleil. Les séances

### 3 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

ances du matin commencent au mois d'Avril, & finissent à la Toussaints, où commencent celles de l'apresdinée.

**La forme de l'élection des Magistrats.** Les magistrats s'y élisent en cette manière. Le Grand-Chancelier ayant lu à l'Assemble le Mémoire des Charges, qui sont à remplir, & les Avogadors, les Chefs du Conseil-de-Dix, & les Censeurs ayant prêté le serment de faire observer les statuts du Conseil, les Nobles tirent au sort, pour devenir Electeurs. Les Electeurs, qui sont toujours au nombre de 36. & font quatre Mains\* ou Bandes séparées, nomment chacun un Compétiteur, qui est baloté ensuite par une Main-d'Electeurs.

\* C'est le mot du païs.  
Pour entendre ceci, il faut savoir qu'il y a trois Urnes élevées sur des guéridons de la hauteur ordinaire d'un homme; afin que l'on ne puisse pas voir dedans. L'une est placée devant le Duc, & les deux autres aux deux bouts du siège des Conseillers, trois desquels en gardent chacun une.

Dans les Urnes de la droite & de la gauche on met autant de boules blanches, qu'il y a de Nobles au Conseil à 60. près, qui sont dorées, 30. par Urne, & dans celle du milieu l'on en met 60. Savoir 36. dorées, & 24. blanches. Les Nobles viennent deux à deux, un de chaque côté, & tiennent au sort: Et si la boule est blanche, ils la jettent dans une petite boîte au dessous de l'Urne, & retournent à leur place, comme n'ayant rien fait. Mais si elle est dorée, ils la présentent au Conseiller de l'Urne, où ils l'ont prise, & vont tirer à celle du milieu, où leur venant une boule blanche, ils sont exclus: au lieu que s'il leur en vient une dorée, ils sont reçus pour Electeurs de la première Main. Après quoi ils vont s'asseoir sur un banc placé devant le Trône Ducal, le visage tourné vers le Prince, afin que personne ne leur fasse signe, pour

DE VENISE. 21.

pour se recommander à eux , & sont proclamez à haute voix par un Secretaire du Conseil. Et s'il arivoit, que dans la premiere Main le fort tombât sur deux Nobles de même Famille , le second se réserve pour la seconde Main , & tous les Gentilshommes de céte Maison se retirerent du Conseil ; la Loi leur donnant ce jour-là l'exclusion , parce qu'il n'y peut avoir plus de deux Electeurs d'une même Famille parmi les 36. Si bien que chaque Main est composée de 9. Gentils-hommes de neuf différentes Familles. Où il est à remarquer , que l'on ôte des deux Urnes autant de bales blanches qu'il sort de Gentils-hommes ; afin que les bales d'or , qui restent , ne puissent pas manquer d'être tirées.

La première Main étant faite, un Secrétaire présente au plus jeune de ces Nobles la note des Charges qui sont à remplir, & les mène tous dans une Chambre hors du Conseil, où il les fait tirer au sort dans un Vase qui contient 9. boules marquées chacune à leur chiffre depuis 1. jusques à 9. qui répondent au nombre des Magistrats à nommer. De façon que le Noble, qui a tiré le numéro 1. nomme un Compétiteur pour la première Charge ; ainsi de tous les autres. Chaque Compétiteur est ensuite baloté par cette Main, & s'il a les deux tiers des suffrages, il obtient la Compétence, au lieu que s'il n'en a pas, il faut que celui qui l'a nommé en propose un autre, jusqu'à ce qu'il y en ait un qui passe, & le Secrétaire écrit le nom & les qualitez de celui-la au dessus de la note de la Charge, dont il est Compétiteur. Ce qui s'observe pareillement dans les autres Mains. Où il faut observer qu'elles nomment toutes quatre aux mêmes Charges, & qu'ainsi chaque Magistrature a quatre Concurrens, un de chaque Main.

Après que les Compétiteurs sont faits , les  
A g Elec-

## 10 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Electeurs se retirent , à moins qu'ils ne soient Conseillers, Sages-Grans, Chefs du Conseil de-Dix , Avogadors , ou Censeurs ; ces Magistrats ayant droit de rentrer au Conseil , pour y faire valoir leur élection. Et les quatre Secrétaires des Mains Electorales aportent la note des Compétiteurs au Chancelier , qui en lit les noms à l'Assemblée; afin que l'on sache , s'il y en a quelqu'un *in divieto* , c'est-à-dire , qui soit exclus par la Loi. Après quoi il exhorte en peu de mots les Nobles à quitter leurs inimitiez secrètes pour l'amour de la Patrie , & à préférer leur devoir à leurs passions. Cependant les Compétiteurs de la première Charge sortent du Conseil avec tous leurs proches parens , à qui il n'est pas permis de baloter , à cause de leur intérêt particulier.

*Ns-a-  
pelleat  
ces boï-  
res B.-f.  
sols.* Cela fait , quelques enfans , qu'ils appellent *Balotins* , vont recueillir les bales avec de certaines boîtes doubles , dont l'une est blanche , & l'autre verte , celle-ci pour exclure , & celle là pour admettre ; prononçant le nom du Compétiteur. Les bales , qui sont d'une étofe blanche & fort mince , se mettent dans le blanc , ou dans le vert , par une bouche commune ; de sorte que l'on ne craint point les yeux de son voisin , qui ne sauroit voir , où l'on met ; & que ceux , qui ont donné l'exclusion , peuvent jurer sûrement à leur ordinaire , *Caro Signor , l'ho servita . si da servitor vero , si da Cavalier.* Les bales étant recueillies , on les porte aux Conseillers pour les compter , & celui des Concurrens , qui en a davantage , emporte la Charge.

Le Chancelier nomme ensuite ceux de la seconde Magistrature , qui se retirent aussi-tôt avec leur parenté , les premiers revenant au Conseil , pour y baloter ceux-ci. Ce qui s'appelle *Render il partito* , parce qu'ils rendent ce qu'on leur a prêté.

té. Il en va de même de tous les autres.

Que s'il arivoit , que pas un des Compétiteurs d'une Charge n'eût plus de la moitié des bales , elle seroit vacante jusques à l'autre seance , mais les Concurrens ne seroient plus les mêmes ; d'autant que le sort ne donneroit pas les mêmes Electeurs. De même , si quelqu'un des Compétiteurs restoit à baloter au coucher du Soleil , il perdroit entièrement son droit : car comme il n'est pas permis de baloter , ni de rien faire dans le Grand-Conseil de Venise , non plus qu'autrefois à Rome de délibérer <sup>a</sup> dans le Senat , après le Soleil couché , ce qui seroit nul ; la nomination de sa personne ne lui fauroit plus servir. <sup>b</sup> Et si des 4. Compétiteurs il y en avoit trois *in dieceto* , celui , qui resteroit ne seroit point baloté faute de Coacurrent. Mais au contraire , si , toutes les Mains avoient élû un même Noble comme il arrive quelquefois , il faudroit le baloter , parce qu'il seroit Compétiteur de soi-même. Et cete règle vaut encore pour ceux , qui ont la nomination de deux Mains. Ce que le Chancelier spécifie dans la proclamation des Compétiteurs.

Pour l'élection du Doge , la forme est bien différente de celle , que je viens de raconter. La voici en en peu de mots.

Tous les Nobles qui ont 30. ans passéz , étant assembliez dans le Palais-saint-Marc , l'on met dans un Urne autant de boules qu'il y a de Gentilshommes presens , 30. desquelles sont dorées. Ceux à qui le sort les donne , en mettent devant la Seigneurie 9. dorées parmi 24. blanches , & les 9. Gentilshommes , à qui elles viennent , sont Electeurs de 40. autres , tous de Familles différentes , entre lesquels il leur est permis de se comprendre eux-mêmes. Le sort le reduit à 12. Ces

*a Autre  
enorme  
Senat ,  
aut pop  
ejus es  
casum .  
Senatus-  
consultum  
territum  
est Var-  
io .  
  
*b Opus  
ratus em-  
forium  
efficit Aul.  
Gell.**

1. 14

For-  
me de  
l'élec-  
tion du  
Doge.

## 12 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

12. en élisent 25. le premier 3 & les onze autres, chacun 2. Ces 25. tirant au sort comme les précédens, se réduisent à 9. qui en nomment 45. savoir, chacun 5. Les 45. reviennent à quze par le sort, & ceux ci en élisent enfin 41. qui sont les derniers & les Principaux Electeurs du Duc, après qu'ils ont été confirmiez par le Grand-Conseil: car quand ils ne le sont pas, il faut faire un autre Quarante-un. Or ce n'est pas sans sujet, que les Vénitiens ont établi cete bizarre forme d'élection: car c'est par tous ces divers changemens d'Electeurs, que se rompent toutes les mesures des Particuliers, vu que tout dépendant du choix de ceux, que le sort favorise (ce que l'on ne peut pas deviner), tous les artifices, & toutes les brigues, sont inutiles. D'ailleurs, c'est un moyen de contenter presque toutes les Familles, par la part qu'elles ont à l'élection de leur Prince.

*b Dux  
primum  
populi  
acclamo-  
tionibus  
delige-  
bantur,  
Bein.  
Justin.  
c Pri-  
mus. Se-  
bast Zia-  
nis ab  
sandecina.  
Elec-  
tibus est.  
creatns  
Idem.*

Les anciens Ducs de Venise étoient élus par l'acclamation du b Peuple, mais cete sorte d'élection étant confuse & tumultuaire, l'on en établit un autre aprés la mort de Vital Michielis Second, le successeur duquel fut nommé par onze c Electeurs, dont le nombre fut augmenté jusques a 40. dans l'Interregne suivant, & 60. ans aprés, fixé à 41. pour lever la difficulté qui se rencontroit, lorsque les voix étoient mi-parties. Ce qui a été observé depuis le Duc Marin Morosin, jusques à présent, avec cete seule différence, qu'il suffisoit alors d'avoir 21. voix pour être élû, & qu'il en faut aujourd'hui du moins 25. Il y a une autre sorte d'élection, qu'ils appellent *Scrutinio*, ou *Squitinio*, dont ils se servent, quand ils veulent proposer quelque Noble puissant pour un emploi indigne de lui, ou l'obliger d'accepter quelque Ambassade onéreuse, ou quelque Commission pénible, dont ils savent, qu'il voudroit bien s'excuser. Cela

se fait par de certains billets, que tous ceux, qui ont voix au *Pregadi*, jettent dans une Urne placée devant les Chefs du Conseil-de-Dix. C'est par le *Scrutinio*, que le Doge Erizze, qui étoit dans un âge décrépit, fut élu Capitaine-Général de Mer en 1644.

Dans l'élection des Magistrats, il n'y a point de voix douteuses, vu que l'on a assez à choisir parmi les Compétiteurs, pour n'être pas en doute de ce que l'on veut faire: mais il y en a dans les balotations des avis, qui se proposent touchant les affaires, comme aussi dans les Jugemens Criminels, où elles sont comptées pour la partie la plus foible. Par exemple, si un Noble, à qui l'on fait le procès à moins de voix dans la balotation, que ses acusateurs, les *non-sincere* (c'est ainsi qu'ils appellent les voix douteuses) sont pour lui, avec quoi s'il se trouve encore inférieur à sa partie adverse, il est condanné; comme au contraire il seroit absous si avec les *non-sincere*, elle avoit encore moins de voix que lui. Mais s'il ne l'emporte que par l'adjonction des *non-sincere*, il faut recommencer la balotation, jusqu'à ce que l'une ou l'autre partie ait plus de la moitié des voix contradictoires de *sì oude nò vu que les non-sincere*, ne servent qu'à suspendre le Jugement, comme dit le Code-Vénitien, *Non faciunt judicium, sed impediunt.*

Au reste, il y a assez d'abus dans les Elections & les Jugemens de ce Conseil, où tout va souvent selon le caprice & l'ignorance des Jeunesgens, dont il est rempli. De sorte que le Sénateur Jean Sagrede avoit bien raison de dire dans sa harangue pour le Général Morosin, qu'il ne falloit pas s'étonner, si la pluralité des voix étoit allée d'abord à l'Avogador Corrare, son acusateur, parmi tant de Jeunes Nobles, qui recevoient aveuglément les premières impressions, & se laissoient emporter à

Voies  
Franç  
Morosin  
dans les  
Remar-  
ques.

## 14 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

\* Hist. I. 4.  
la Marée ; c'est le mot dont il usa , après avoir comparé le Grand-Conseil à une Mer orageuse. Guichardin \* rapporte , que le Général Antoine Grimanî , qui étoit sur le point d'être absous dans le Sénat , ayant été remis par les Avogadors\* au Juge-  
ment du Grand-Conseil , y fu aussi-tôt condamné , d'autant , dit-il , que la légèreté de la multi-  
tude a plus de lieu dans ce Conseil , que la sagesse des Sénateurs .

\* Nî-  
cole Mi-  
cheli ,  
Marco  
Sanudo  
& Paolo  
Pilani .  
Le Pre-  
mier eut  
la dé-  
potille .  
Outre que la haine & l'envie sont ordinaires dans les grandes Assemblées . D'où l'on peut juger , si la Seigneurie a sagement fait , d'accorder aux Nobles la voix délibérative dès le jour de leur entrée au Conseil où ils faisoient autrefois un noviciat de deux ans , avant que d'y baloté .

I VO-  
IEZ LES  
Remar-  
ques .  
La vénalité des voix est encore un plus grand mal , les riches achetant les suffrages des pauvres , qui deviennent par-là les valets de leurs égaux . Il est vrai , que ce commerce est peut-être le noeud de la concorde entre les uns & les autres . Quoi qu'il en soit , c'est un abus , qui en entraîne beaucoup d'autres . Du commencement , la brigue des Charges étoit détendue ; aujourd'hui , elle est en regne parmi eux , & le Broglie est une Foire publique , établie par la corruption des moeurs , où toutes les Magistratures se marchandent . De sorte que l'on peut dire du Broglie ce qu'Anacarsis disoit de la Place publique d'Athènes , que c'est le Téâtre de l'injustice .

La loi ne permet pas aux Nobles d'entrer au Grand Conseil , avant l'âge de 25. Ans , mais la Seigneurie ne laisse pas d'y en admétre , tous les ans , un certain nombre , quel'on appelle , les Barberins . Ce qu'Elle fait , par la voie du sort , pour éviter l'envie & le mécontentement des Prétendans , qui n'ont aucun sujet de se plaindre , ni ne reçoivent point de confusion , quand le sort ne leur a pas été favorable . La chose se passe de cette sorte .

Le

Le 3. de Décembre , les Postulans se présentent devant les Avogadors , pour vérifier leur âge , qui doit être de 20. ans accomplis , comme aussi leur naissance légitime de parents Nobles-Vénitiens . Après quoi , le Gréfier de l'Avogadorie , leur donne une atestation , signée de ce Magistrat , qu'ils portent au Secrétaire de la Quarantie-Criminelle , qui écrit leurs noms , sur autant de billets séparés .

Le lendemain , jour de Sainte Barbe , ce Secrétaire présente les billets au Collège , où il y a deux Urnes placées devant le Duc , dans l'une desquelles , on met autant de boules de cuivre , qu'il y a de Prétendants : mais jamais plus , ni moins de 31. dorées , quelque grand , ou petit , que soit le nombre de ceux-ci . Dans l'autre Urne sont les billets , que le Duc tire un à un , & que le Secrétaire reçoit à mesure , pour en lire publiquement le nom , qui y est écrit ; & puis le Balosin , qui n'est qu'un enfant , tire une boule de la première Urne , pour le Gentilhomme proclamé , qui est admis au Grand-Conseil , si elle lui vient dorée ; mais exclus , si c'en est une blanche . Ainsi de tous les autres .

La Seigneurie dispense aussi quelquefois les Nobles , pour l'âge , en récompense des services de leurs pères , ou de leurs frères . Quelquefois même , Elle vend ces dispenses d'âge , comme elle fit durant les guerres de Chipre & de Candie . Et cet argent s'appelle , *il Deposso del Consiglio* , le Déposit du Conseil .

Il faut observer ici , que les Nobles ne sont du Corps de la République , que du jour qu'ils entrent au Grand-Conseil , qui est pour eux un second jour natal , vu qu'il les met en possession de la Vie-Civile , & les fait Membres de l'Etat , au lieu qu'ils étaient auparavant , que partie de leur Maison .

Ceux , qui demandent la Noblesse , présentent une <sup>pub.</sup> Tac.  
Re-<sup>Age</sup> Germ.

## 16 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

Requête, où ils exposent leurs raisons, & puis ils vont, sept ou huit fois, à la porte du Palais-Saint-Marc, comme font les Ciens, à la porte de leurs Judges, pour se recommander à tous les Gentilshommes, lorsqu'ils vont au Conseil. Si ces Postulans passent la moitié des suffrages dans la balotation, ils sont reçus Nobles; autrement ils sont exclus. Mais si les voix sont mi-parties, ce qu'ils appellent à Venise, *impattar*, la chose est remise à une autre Séance, où s'il arivoit encore *patta*, ou quelque autre difficulté de la part des *non-sincere*, qui ont lieu dans céte sorte de balotation, tout se remétrait à un troisième & dernier Conseil, une même affaire ne pouvant durer plus de trois Séances.

Les Procurateurs de Saint Marc sont exclus du Grand-Conseil par leur dignité, qui, pour être la plus éminente de l'Etat après la Dueale, fait, qu'ils n'ont plus de voix passive dans ce Conseil, c'est-a-dire, qu'ils n'ont plus de Charges à y pretendre, jusques à l'interregne, qu'ils peuvent être élus Doges. Or c'est une loi à Venise, que les Nobles, qui n'ont point voix passive dans les Conseils, n'y ont point aussi voix active. Mais quand les Procurateurs sont Sages-Grans, qui est une Charge de la nomination du Sénat, ils vont au Grand-Conseil, comme Sages-Grans, & non point comme Procurateurs.

Gian-  
notti  
Rep, Ve-  
net. &  
Sansovin  
descrip-  
tion de  
Venise.

Quelques-uns disent, que la cause de céte exclusion est, que ces Seigneurs sont obligez de veiller à la garde du Palais & de la Place-Saint-Marc, pendant la tenuë du Grand-Conseil, afin que s'il arivoit pour lors quelque émule populaire; il y eût des gens d'autorité, qui pussent y remédier sur le champ.

Mais bien que le Grand-Conseil comprenne tout le Corps de la Noblesse, il n'a pas pourtant toute la

la puissance de l'Etat. Car les droits de Majesté sont divisez entre ce Conseil & le Sénat. Le premier a l'autorité de faire des Loix, ou, de les abolir, d'élier les Magistrats & les autres Conseils; de confirmer & de casser les élections du Sénat, qui en cela lui est inférieur, comme l'étoit celui de Rome, au Peuple, selon cét ancien mot, *Auctoritas in Senatu, potestas in Populo*. Le second à le pouvoir de faire la Guerre ou la Paix, des Tréves & des Ligues; de mètre des imposts & des tailles sur les Peuples, & le prix à la Monnoie, avec l'entiére disposition des Finances; de donner toutes les Charges Militaires de Mer & de Terre, & toutes celles, qu'ils appellent *Cariche à tempo*, qui ne se créent que dans le besoin; d'envoyer du secours aux Aliés; de nommer les Ambassadeurs, les Refidens, & les Secretaires - d'Ambassade, qui dépendent tous si absolument de lui, qu'il peut les rappeler, les continuer, les châtier, ou les récompenser, comme bon lui semble. De sorte que les droits de Majesté étant également partagez entre le Grand-Conseil, qui est le Peuple de la Noblesse; & le Sénat, qui en est toute l'élite; on pourroit dire, que la République de Venise est presque une Aristo-Démocratie, comme l'étoit celle de Sparte, après l'institution des Efores, & pol. 46 celle de Rome, où l'autorité étoit divisée entre Isocr. in le Peuple & le Sénat, qui faisoient séparément Panath. des Loix, le premier, les *Plebiscita*; & le second, les *Senatus-Consulta*: bien qu'à le prendre à la rigueur, ce soit une pure Aristocratie, puisque le Duc est sans pouvoir, & que le Peuple n'a point de part dans l'Administration publique.

Il y a quelquefois conflit de Jurisdiction entre le Grand-Conseil & le Sénat, ainsi qu'il ariva dans l'affaire du Général Morosin, où le Sénat nomma le Sénateur François Erizze, pour informer contre

## 18 HIST. DU GOUVERNEM. DE VENISE.

ce Gentilhomme, quoique le Grand-Conseil en prétendist la nomination. Mais outre que ces différends sont rares, ils se terminent toujours sans bruit & sans désordre.

C'est dans le Grand-Conseil, que les Nobles font jouer tous les ressorts de leurs inimitiez secrètes, pour exclure des Charges tous ceux qu'ils n'aiment pas, sans nul égard à leur mérite. C'est-là véritablement qu'ils se balotent, non pas tant avec leurs petites bales-d'étofe, qu'avec des états tout contraires à leurs promesses.

Dans une Monarchie, il suffit de plaire au Prince, mais dans une République, il faut plaire à tous. Ce qui est d'autant plus difficile, ou même impossible, que la Naissance, les biens, les honneurs & la vertu même vous y font des ennemis, si tout cela n'est ménagé avec une prudence extraordinaire. Ainsi ce Noble-là étoit bon Politique, qui disoit, qu'il ne métoit point de différence entre les Nobles Vénitiens; que toutes les Familles lui paroisoient égales; & qu'il n'y en avoit pas une, dont il ne voulût bien être. Car, en feignant d'ignorer cette distinction odieuse de *Cafe Vecchie* \* & *Cafe Nuove*, il se concilioit l'affection & la faveur des deux tiers de la Noblesse, & s'en assuroit les suffrages, pour le besoin.

Au reste, puisque c'est le Grand-Conseil, qui fait les Loix, il est, ce me semble, nécessaire d'en toucher ici les principales, telles que sont celles, qui regardent particulièrement la partie dominante de l'Etat, c'est-à-dire, la Noblesse.



# L O I X DU GOUVERNEMENT DE VENISE.

**L**ES Eclésiastiques, aussi-bien les Nobles, que les Populaires, sont exclus de toutes les Charges & de tous les Conseils publics : au lieu que l'Evêque & les Curez de la Ville y entroient, avant la dernière réformation du Gouvernement, faite en 1298. Ce Règlement ferme la porte à toutes les entrées de la Cour de Rome, sur le Temporel. Car comme le Pape à la nomination de tous les Evêches, & de presque tous les Bénéfices de l'Etat, il lui seroit aisné d'avoir un parti dans le Sénat, & d'en balancer les délibérations, par le moyen des Nobles, qui, comme Eclésiastiques, dépendroient de lui, & en atendroient des récompenses. La Loi exclut encore les Nobles, qui ont un Frère, un Oncle, ou un Neveu, Cardinal, de toutes les délibérations, qui se font touchant les Eclésiastiques, & interdit pareillement l'entrée du saint Office, à tous ceux, qui postulent le Cardinalat, ou quelque autre dignité à Rome, de peur que leur intérêt ne les fist complaire à cette Cour, pour en obtenir leurs demandes.

II. Il n'est pas permis aux Nobles d'exercer la Marchandise, de peur que les affaires publiques ne soient retardées par les particulières. Outre que cela ne s'accorde pas avec la Majesté du Gouvernement ; qui est la raison, pourquoi le Commerce <sup>a Quas-  
flas om-  
nis Pa-  
tribus  
indecoros  
visus est</sup> étoit interdit aux Sénateurs Romains. <sup>III. Livius</sup>

## 20 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

III. Tous les Nobles sont sujets aux loix de l'âge, & il n'y en a pas un seul, à qui il ne faille attendre les années, & faire son apprentissage b dans les petites Magistratures, en commençant sa course, fin dalle ultime mosse, c'est-à-dire, depuis un bout de la Carrière jusques à l'autre. Si bien que l'on ne peut parvenir aux grandes Charges, que dans un âge meur, non-plus qu'autrefois en Lacédémone, où il faloit vieillir, pour ariver aux honneurs. D'où est venu le Proverbe, *in solo spuma expedit senescere.* Et c'est ce que signifie le symbole des deux corbeilles de nefles, couvertes de paille, que l'on voit à l'entrée du grand Escalier de Saint Marc, par où l'on monte au Grand-Conseil, & au Pregadi, pour montrer, que comme les nefles meurissent dans la paille, il faut de même laisser meurir l'esprit de la Jeunesse dans l'attente, \* jusques à ce qu'elle ait aquis assez d'expérience & de mérite, pour entrer dans le Gouvernement. C'est d'ailleurs une bonne Politique, de colla paille conduire le Nobles par degrés, &, pour ainsi dire, à pas comptez, de Tribunat en Tributial, afin de les entretenir dans une perpétuelle envie de bien faire, & de les animier davantage au service de la Patrie, par l'espérance de parvenir un jour aux plus hautes dignitez: Au lieu, que si les jeunes Nobles obtenoient les grandes Magistratures à Venise, où il n'y en a point de perpétuelles, ils refuseroient en suite toutes les autres. Ce qui n'y arrive déjà que trop souvent, ceux, qui ont exercé de belles Charges, croiant qu'ils se ravaleroient, s'ils en acceptoient de moindres. C'est-pourquoi la Seigneurie a sagement fait, d'avoir prescrit des bornes à la recherche des honneurs, pour ne point enorgueillir les jeunes-gens, naturellement ambitieux & insolens, en les y appellant de trop bonne heure.

b *Mines-  
res Ma-  
gistratus  
majorum  
rudimen-  
ta &  
probatio-  
nem.*

\* L'Italien dit, pérance & de mérite, pour entrer dans le Gouvernement. C'est d'ailleurs une bonne Politique, de colla paille conduire le Nobles par degrés, &, pour ainsi dire, à pas comptez, de Tribunat en Tributial, afin de les entretenir dans une perpétuelle envie de bien faire, & de les animier davantage au service de la Patrie, par l'espérance de parvenir un jour aux plus hautes dignitez: Au lieu, que si les jeunes Nobles obtenoient les grandes Magistratures à Venise, où il n'y en a point de perpétuelles, ils refuseroient en suite toutes les autres. Ce qui n'y arrive déjà que trop souvent, ceux, qui ont exercé de belles Charges, croiant qu'ils se ravaleroient, s'ils en acceptoient de moindres. C'est-pourquoi la Seigneurie a sagement fait, d'avoir prescrit des bornes à la recherche des honneurs, pour ne point enorgueillir les jeunes-gens, naturellement ambitieux & insolens, en les y appellant de trop bonne heure.

IV. Les Nobles ne sauroient tenir plusieurs Magistratures à la fois , quelque petites qu'elles soient . Ce qui fait , que le Public en est mieux servi , & qu'il y a plus de gens employés . Mais il est permis de quitter une Charge , que l'on exerce , pour une meilleure , à laquelle on est nommé , quoique l'on n'ait pas encore achevé son tems . Aristote a mis la pluralité des Charges ; entre les plus notables défauts de la République de Cartage .

V. Les Nobles , qui refusent les Charges , auxquelles ils sont élus , sont obligez de paier une amende de 2000. ducats , au Public ; qui du moins profite de leur désobéissance ; & de s'absenter , pour deux ans , du Grand-Conseil & du Broglie . Ce qui est une espèce d'exil .

VI. Il est défendu de féliciter les nouveaux Magistrats sur leur élection , pour couper la racine de la flaterie , qui est ordinaire en ces rencontres , & contenir les Nobles dans la modestie , convenable à des Citoiens de République . La Loi excepte le Duc , & les Procureurs de Saint Marc , à cause du grand mérite de ceux , qui arrivent à ces deux éminentes dignités .

VII. Les Magistrats de la Ville & du Dehors ne sauroient déposer leur Magistrature , bien qu'ils aient fait leur tems , que le Grand-Conseil ne leur ait donné auparavant un successeur . Ils ne peuvent , non plus , s'absenter de la Ville , ni des autres lieux , où ils sont employez , sans la permission de la Seigneurie , qui ne la leur acorde pas , sans de bonnes causes . De sorte que le service public n'est presque jamais interrompu . Il ne l'est pas même par la maladie des Officiers , car on leur en substitue bien tôt d'autres , si l'on voit que le mal doit être de durée . Et quand cela survient aux Recteurs \* des Villes le Capitaine fait la Charge du Podescat , le Podescat \*

celle

## 22 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

celle du Capitaine; & à leur défaut, l'un des autres Officiers Nobles-Venitiens, qui se trouvent sur les lieux; jusques à ce que la Seigneurie y ait pourvu: Ainsi il n'arrive point de retardement dans les affaires, ni de contradiction aux ordres du Commandant.

VIII. Les Nobles, qui se font Chevaliers de Malte, n'ont plus de part au Gouvernement, non plus que s'ils n'étoient pas Nobles, parce que cette Chevalerie les assujétit aux loix, & aux statuts d'un Prince Etranger. Aussi, n'y a-t-il d'ordinaire, que deux Gentilshommes Vénitiens, qui entrent dans cet Ordre, l'un de la Maison Cornare, & l'autre, de la Famille Lipomane, pour conserver deux bonnes Commanderies, dont ils ont le Patronat, le premier, celle de Trevisé, avec le titre de Grand-Commandeur de Chypre; & le second, celle de Conillan, dans la Marche-Trevisane.

IX. Il est défendu aux Nobles de recevoir des présents & des pensions des Princes Etrangers, comme aussi, d'acheter des Terres dans leurs Etats, sous peine de dégradation de Noblesse, de confiscation de biens, & de bannissement. Qui est le vrai moyen de les obliger à la défaise commune de la Patrie, où sont tous leurs biens, & toutes leurs espérances: au lieu que s'ils avoient un établissement assuré ailleurs, ils trahiroient souvent la Cause-publique, pour complaire aux Princes, chez qui ils auroient à perdre. Ce qui renverseroit bientôt tout le Gouvernement. Et c'est par où la République de Gênes s'est assujétie au Roi d'Espagne, qui fait bien se prévaloir, dans les rencontres, de la folle ambition, que ces Nobles ont eu, d'acquérir des Fiefs & des Principautés dans le Royaume de Naples, ne leur permettant pas de les vendre qu'à d'autres Génois, afin de conserver toujours son autorité sur eux, & de se les attacher par une perpétuelle servitude.

X. Les

X. Les Nobles ne fauroient non-plus aquérir, ni Fiefs, ni Seigneuries, dans l'Etat de Terre-Ferme. Pour empêcher, qué les uns ne relèvent & ne dépendent des autres, ce qui ruineroit l'égalité entre eux. Outre, qu'il en arriveroit encore du desordre, par la jaloufie que les anciens Nobles, qui seroient pauvres, auroient contre les nouveaux, qui étant riches, pour la plupart, acheteroient toutes les Terres. Autresois il ne leur étoit pas même permis d'avoir des Maisons-de-plaisance ce que l'on relâcha depuis, vu qu'il n'étoit pas raisonnable, que ceux, qui étoient chargés des soucis du Gouvernement, fussent privés des récréations convenables à leur fortune, comme le disoit de son tems un grand Sénateur Romain. a Enfin, il en est bien autrement de Venise, que de Gennes, où les Particuliers sont riches, & la Communauté est pauvre : au lieu qu'à Venise, ils sont pauvres, en comparaison du Public, qui a la propriété de tous les fonds, comme dans la République Romaine. b

XI. Les Nobles ne peuvent se marier avec des Etrangères, ni marier leurs filles à des Gentils-hommes, sujets d'un autre Prince. Pour conserver chez-eux toutes leurs richesses, qui se transporteroient insensiblement ailleurs, par les mariages, qui se feroient tous les jours hors de l'Etat. Pour arrêter le cours de l'ambition des anciennes Familles, qui pouvant prendre des alliances avec les Princes, ou Seigneurs Etrangers, mépriseroient celles du País; & enfin, pour ôter à ces Maisons l'espérance d'un asile assuré chez les Princes, avec qui ils s'alieroient. Ce qui les rendroit aussi plus hardis à entreprendre contre leur Patrie, où ils auraient bien de la peine à se contenter de l'égalité. Il seroit d'ailleurs impossible de garder le secret dans un Sénat, où il y auroit des Nobles, attachez aux

## 24 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

aux intérêts des Princes Etrangers; quiseroit une source de factions & de divisions intestines. Il ne laisse pas d'y avoir des exemples, de Gentil-donnes Vénitiennes mariées avec des Princes Etrangers. Caterine Cornare le fut avec Jaques Roi de Chipre, en l'an 1471. ou 72. Et Blanche Capel, avec François Grand-Duc de Toscane, père de Marie de Médicis, Reine de France, en 1579. Mais il faut observer, que le Sénat, pour sauver la Loi & l'égalité, adopta ces deux Demoiselles pour ses filles, afin de montrer, que ce n'étoient point leurs pères, qui les marioient, mais la République: & qu'ainsi, c'étoit une alliance publique contractée de Prince à Prince, & non point l'alliance d'une Famille particulière avec un Souverain. Ce que le Sénat a coutume de faire en ces rencontres, pour s'ouvrir le chemin à la succession des Etats de ses Gendres adoptifs, ainsi qu'il en est arrivé au Roiaume de Chipre.

Les Nobles peuvent marier leurs filles à des Gentilshommes de Terre-ferme, qui deviennent par la plus affectionnez à la Noblesse-Vénitienne, dont ils sont bien aises d'acheter la protection. La Loi permet aussi aux Nobles de se marier à des Citadines, pour fortifier le parti de la Noblesse contre le menu-peuple, en cas qu'il lui prît envie de se soulever contre les Nobles, qui bien loin de communiquer par-là leur puissance, l'affermissent au contraire, par l'attachement des Citadins, qui font un Corps capable, avec celui de la Noblesse, de résister à la multitude de la populace. C'est aussi un moyen, que les Nobles, qui sont pauvres, ont de se marier avantageusement, n'y ayant point de riche Citadin, qui ne soit très-aise des s'aliéner avec un Noble-Vénitien, vu qu'il en revient de l'honneur & de la protection à toute sa Famille. En quoi la Seigneurie trouve encore son propre intérêt,

térest, ces sortes de mariages métant les Nobles en état de servir le Public dans les Ambassades, & dans les autres emplois, où il faut dépenser. Ce qui n'empêche pas pourtant, que les Nobles qui épousent ces Bourgeoises, ne soient quelquefois méprisés par les autres, qui appellent leurs enfans, Amphibies. Cependant, cela se voit tous les jours à Venise, ainsi que les Nobles de la nouvelle impression, épouser des Gentil-donnes de la plus ancienne Noblesse, ceux-ci achetant leurs femmes, & celles-là leurs maris. De mon tems, le Zanobrio, nouveau Noble, voulut acheter le fils du Procureur Bragadin pour sa fille, mais la femme du Bragadin Dame de courage égal à sa naissance ( Elle étoit Cornare di ta Grande ) n'y voulut jamais entendre, quoique ce fût un parti de 300000. ducats, & que sa Maison fût incommodée.

Quand un Noble épouse une Citadine, il faut qu'il fasse approuver son Contract au Grand-Conseil, sans quoi, les enfans ne seroient pas reconnus pour Nobles-Vénitiens.

Le Corps des Citadins comprend les Secrétaires de la République, les Notaires, les Médecins, les Marchands de Soie & de Drap, & les Verriers de Muran. Et si quelque Noble prend une femme hors de cette catégorie, ses enfans ne sont pas Nobles, mais seulement Citadins. Ainsi, le Procureur Jean-Batiste *Cornaro-Piscopia* fut obligé d'acheter, durant la Guerre de Candie, la Noblesse pour ses deux enfans, dont la mère étoit fille de Gondolier. Les Citadins disent que les Nobles sont des Princes, & qu'eux sont des Gentilshommes. Du moins, ont ils beaucoup de l'insolence des Nobles, comme ils en ont l'habit.

XII. Il n'y a point de droit d'ainesse parmi la  
Tome I. B Ne-

## 26 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

Noblesse. Cete Loi va de concert, avec la forme du Gouvernement, & conserve la paix entre les Nobles, où le desordre se metroit bien tôt, si les Cadets, qui ont autant de part à l'Administration Civile, que leurs Aînez, se voioient de pire condition qu'eux pour les biens, étant certain que plusieurs deviendroient ennemis de leur Patrie, & remueroient, dans l'occasion, les mauvaises humeurs de l'Etat. Outre qu'il y auroit des Particuliers, qui deviendroient trop Puissans. C'est - pourquoi la Seigneurie obligea une fois trois frères, de la Maison Cornare, de se marier, sous peine de bannissement, & de confiscation de leurs biens, qui montoient à plus de 100000. écus de rente, qui étoit alors un revenu excessif. Enfin, l'égalité du partage les rend tous capables de servir le Public : au lieu que si les Aînez avoient tout le bien de leur Maison, la Seigneurie se priveroit du service de beaucoup de Nobles, qui, pour être Cadets, lui seroient inutiles, à cause de leur pauvreté. Et ce partage n'empêche point, que les Familles ne se conservent, vu que d'ordinaire tous les frères vivent ensemble, & qu'il ne s'en marie qu'un, savoir, le plus jeune, à qui les autres se contentent d'amasser du bien, pourvu qu'il soit homme de bon accord. L'on entend bien ce que je veux dire, & ceux, qui connoissent un peu plus que la superficie de Venise, savent ce qui en est.

XIII. Tous les Nobles, sans en excepter le Duc même, sont sujets aux Charges publiques durant la Guerre, & chaque paie à proportion de ses revenus, ainsi qu'il se pratiquoit à Sparte, où les Rois & les Sénateurs étoient mis à la taxe, comme les autres: ce qui rend le Peuple d'autant plus affectionné & obeissant à la Noblesse, que par cete égalité de traitement, elle lui donne

un exemple de justice & de modération, & semble retenir encore quelque chose de l'ancienne forme du Gouvernement de Venise.

XIV. Les Magistrats, qui jugent les Causes Civiles, ne peuvent recevoir aucune visite des Parties, ni aucune recommandation d'amis en leur faveur, sous peine de déposition & d'amende. Mais pour les Affaires Criminelles, les solicitations sont permises, pourvu que ce ne soit pas vne matière d'Etat. La raison des Vénitiens est, que, dans les Affaires-Civiles, il se feroit de continues injustices, si l'on avoit la liberté de voir les Juges: au lieu, que, dans les Affaires Criminelles, il faut laisser les portes ouvertes à la défense des Acusez, & à la compassion de leurs amis. Aussi, pour peu que l'on en ait de bons à Venise, il est aisné de se tirer de peine.

XV. les Nobles peuvent exercer la profession d'Avocat, sans déroger. Et il y a 200. ans, que tous les Avocats étoient Nobles-Vénitiens, & se créoient Par le Grand-Conseil, au nombre de 24. Et pour lors ils avoient tous une pension du Public, vu qu'il leur étoit défendu de prendre des présens, ni de l'argent, afin que cete noble Profession ne fût point souillée par un vilain commerce; & que ce fût leur intérêt de faire vuidre prontement les Procez. Mais tout cela n'est plus en usage, n'y ayant guères de Nobles, qui se veüillent donner cete peine, non plus que d'enseigner publiquement le Droit & la Philosophie à Padouë, comme ont fait autrefois les Patriciens, qui, bien loin de craindre de se ravalier par cete Profession, en faisoient leur principale gloire. Les Ducs Jaques Tiepolo & Jean Gradénigue, surnommé Nason, étoient grans Jurisconsultes. Et le premier réforma le Code Vénétien, ainsi que le dit eéte inscription de son tableau dans

## 28 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

le grand-Conseil, *Armis recuperò fadram, legesque reformo.* Un Nicolas Contarin enseignoit le Droit à Padoüe en 1413. Un François Diedo en 1474. Un François Barozzi en 1477. Un Sébastien Foscarin enseignoit publiquement la Philosophie à Venise en 1523. Un André Trivisan en 1538. Un Augustin Valier, depuis Evêque de Vérone; Un Nicolas *da ponte*, qui fut élu Doge en 1578. & beaucoup d'autres. Et depuis que cette vertueuse émulation a cessé parmi eux, l'on y a vu succéder la débauche & l'ignorance, au grand préjudice du Public.

XV I. Les Nobles doivent parler le langage Vénitien dans les Conseils, afin d'éviter l'envie du commun de la Noblesse, qui n'en sachant point d'autre, n'en peut supporter un meilleur. C'est pourquoi l'on a souvent batu des mains, & crié en plein Conseil contre des Nobles, qui vouloient parler Romain. Tant les Républiques sont bizarres, & les nouveautés y sont odieuses! Il est vrai, qu'il est nécessaire à Venise, que tous les Gentilshommes parlent de même, sur tout dans les Conseils, pour n'en pas empêcher plusieurs d'y proposer leurs avis, par la honte qu'ils auroient de ne pouvoir pas parler comme les autres. Mais enfin, si l'on est éloquent, c'est là qu'il faut le dissimuler, comme faisoit ce Député <sup>a</sup> des Suisses envoié à Cecinna; car autrement la haine des Auditeurs l'emportera toujours sur la force des raisons de l'Orateur.

XV II. Toute sorte de correspondance avec les Ambassadeurs & les autres Ministres Etrangers est défendue aux Nobles sous peine de la vie. Par où se conserve le secret du Senat, qu'il seroit aisé de tirer de plusieurs Gentils-hommes par des présens Témoin ce Cornaro, dont le Marquis de la Fuente corrompit la fidélité par de bonnes Létres.

<sup>a</sup> Cossus annus ex legatis, nota facundie, seddicens-  
di artem apud trepidationem oculum-  
tans.  
Tac.  
hil  
3633.

Létres-de-Change. C'est-pourquoi l'entrée du Sénat de Rome étoit interdite aux Patriciens , qui n'avoient pas de quoi soutenir leur dignité , de peur qu'ils ne la déshonorassent par des bassesses. Raison , qui obligea l'Empereur Claudio d'en chasser plusieurs. \* Mais comme la forme d'une Aristocratie ne soufre pas cette exclusion , qui détruairoit l'égalité des Nobles ; & que les pauvres , qui sont toujours en plus grand nombre que les riches , l'atribueroient à mépris , chose insupportable à des Républicains , & qui leur ferroit haïr le Gouvernement ; ( ce qui seroit autrefois à bouleverser celui de Carthage , ) la Seigneurie a été obligée de prendre d'autres mesures , ainsi qu'elle a fait en détendant aux Nobles tout commerce de lettres & de paroles avec les Ministres des princes , & leurs Domestiques. Ce qui s'observe avec une telle rigueur , que si un Noble se rencontroit quelque-part avec un Gentilhomme , ou quelque autre personne de la Maison d'un Ambassadeur , & que cela vint à la connoissance des Inquisiteurs-d'Etat , avant sa déposition , il ne ferroit pas en vie deux heures après. En l'année 1607. Ange Badoer fut condanné par le Conseil-de-Dix , à un an de prison , & exclus pour jamais de tous les Conseils , pour avoir eu quelque entretien avec un Ministre. Car en ce tems là l'on étoit moins rigoureux , qu'on ne l'est aujour-d'hui. Un jour un Sénateur de la Maison Tron m'ayant trouvé chez le Curé de *Sanctæ Maria Mater Domini* , s'enfuit , comme si la contagion eût été dans le logis. Le feu Procureur Nani m'y rencontra deux fois , mais par un trait de bravoure , qui eût été fatal à beaucoup d'autres , il resta quelque tems dans la Bibliothèque , où j'étois , & ne voulut pas souffrir , que j'en sortisse. Le Procureur Cor-

\* Tac.  
ann. 14.

a Ciam  
entime  
multitudi-  
de ino  
pum est  
in etruia-  
te , ea-  
demque  
ab hono-  
ribus  
exclusa ,  
necessitatis  
cam circu-  
tatem esse  
plenam  
hostium  
Reip.

Arist. 3.  
pol. 7.

## 30. HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

naro-Piscopia, qui y vint aussi une fois, que j'y étois, ne fut pas si hardi, quoiqu'il fut bien plus grand Seigneur, que M. Nanir.

Céte défense, que l'on commençoit à négliger, fut renouvelée en l'année 1618. après la découverte de la conjuration du Triumvirat - Espagnol contre la République, qui depuis ce tems là en a usé avec tous les Ambassadeurs des Princes, comme avec des Ennemis couverts, & des Espions honorables. Et pour les rendre encore plus odieux à la Noblesse, le Sénat a fait adroiteme courrir le bruit, que le Marquis de la Fuente avoit lui-même trahi le *Cornaro*, afin de pouvoir retenir la somme d'argent, qu'il avoit ordre de lui compter.

Mais quoique toute sorte de communication avec les Ambassadeurs soit détendue aux Nobles, il y a néanmoins des lieux privilégiés, où ils se peuvent trouver ensemble à la faveur du masque, comme dans les Brelans, qu'ils appellent *Ridotti*.

& dans les Bals, qui se donnent chez les Particuliers durant tout le Carnaval; outre plusieurs fêtes & cérémonies de noces de Gentildonne, qui se font en divers tems. Mais il est vrai que ce ne sont pas des lieux de conversation, surtout *les Réduits*. Car on y garde mieux le silence qu'au Sermon, & l'on y voit des gens perdre tout leur bien, sans desserrer les dens. Ce qui fait passer les Vénitiens pour tres-bons joueurs.

Quant aux statuts, que la Seigneurie de Venise a faits pour ses propres Ambassadeurs auprès des Princes, je dois les rapporter ici, d'autant qu'ils sont tres-dignes de remarque.

XVIII. Les Ambassadeurs Vénitiens ne peuvent partir du lieu de leur résidence, que leur successeur n'y soit arrivé, & qu'ils ne l'aient présenté

au

Le Duc  
d'Offone  
Viceroi  
de Na-  
ples.  
Don  
Pierre  
de To-  
léde  
Gouv.  
de Mi-  
lan, &  
Don  
A. de  
la Queva  
Amb.  
d'Espa.  
à Venise

au même Prince. Autrement ils seroient traitez a leur retour comme des déserteurs. Il faut a Redire qu'ils remettent l'Ambassade de main en main , propositi & qu'ils installent le nouveau-venu dans sa Charge, legatio- & qu'ils l'instruisent de vive-voix de tout ce qu'il nens de a besoin de savoir, pour s'aquiter dignement de farts, son emploi. Ils se rendent ce service de tres- bonne-grace les uns aux autres, tant pour obéir aux ordres exprés du Sénat , que pour s'honorier eux-mêmes , en faisant tenir à ceux , qui leur succéderont , la même route qu'ils ont tenuë.

Ils sont obligez de presenter au Sénat une Rélation manuscrite de leurs Ambassades à leur retour , qui est une tres-bonne maxime. Car bien qu'ils aient rendu compte en détail de toutes leurs négociations particulières dans leurs dépêches , il est encore du service public d'en avoir un abrégé , qui en contienne toute la substance , pour s'épargner la peine de relire une infinité de lettres & de Mémoires , ce qui seroit ennuieux. Outre que toutes ces pièces , qui font autant de lambeaux , étant ramassées & mises en œuvre par leur Auteur , l'on y voit mieux la suite des afaires , & l'habileté du Ministre , qui les a maniées. Et c'est par ces Relations , que le Sénat connoît toutes les forces des Princes , l'état de leurs Provinces , de leurs Armées , de leurs revenus , & de leur dépense. Ce qui est une espèce de Journal , semblable à celui , qu'Auguste avoit fait de l'Empire Romain ; sur quoi la Seigneurie régle ses afaires , & où les Nobles , qui vont en Ambassade , puissent toutes les meilleures leçons de la plus fine Politique. Ces Relations se conservent avec tous les Titres publics dans un lieu , qu'ils appellent le Secrete , où l'on ne laisse ann. 2. jamais entrer ni les Citadins , ni les Etrangers.

## 32. HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

b Ne  
quie-  
quam ex  
publico  
ministe-  
rioprester  
laudem  
bene ad-  
ministra-  
ti officit  
ad ipso  
accede-  
ret.  
Zonat.  
e Ca-  
vendum  
Senatus.  
Consulote  
ut quan-  
quam in-  
fontes  
Magi-  
stratus  
provincet  
alibus  
auxiliis  
eximis-  
tus, fe-  
ritate  
quam  
fuis, plec-  
terentur.  
Tac.  
ann. 4.

L'entrée en fut accordée par grâce spéciale au fameux *Fra-Paolo*, pour les services importans, qu'il avait rendus à la République, durant l'interdit de Paul V. Ce qui ne s'étoit jamais fait pour aucun Consulteur d'Etat.

Ils doivent remettre au Sénat les présens ordinaires, qui leur sont faits à la fin de leurs Ambassades, pour en disposer, comme il lui plaît, témoignant par là, qu'ils sont contens de la gloire d'avoir bien servi le Public, & que, s'ils ont mérité quelque récompense, ils ne la doivent recevoir que du Sénat. Il est vrai, qu'ils ne sont jamais frustrez de ces marques d'honneur, qu'ils n'aient manqué à leur devoir.

Ils sont responsables des fautes de leurs femmes, s'ils les mènent avec eux, ainsi qu'il se pratiquoit à Rome c à l'égard des Gouverneurs, & des Magistrats Provinciaux.

Il leur est défendu de recevoir aucune grâce des Princes, à la Cour de qui ils sont, ou ont été Ambassadeurs ; ni d'employer le crédit de ces Puissances auprès du Sénat, pour en obtenir leurs demandes. L'an 1603. Clément VIII, voulant donner de son propre mouvement l'Evêché de Vicence au Procureur Jean Delfin, qui avoit été Ambassadeur à Rome sous son Pontificat, il eut de la peine à y faire consentir le Sénat, qui en voioit bien la conséquence. C'est pourquoi, il renouvela, peu de tems après l'ancienne loi, y ajoutant la peine du bannissement & de la confiscation des biens contre les transgresseurs, pour ôter ainsi aux Princes les moyens de se faire des créatures parmi la Noblesse de Venise.

Les Enfans du Doge ne peuvent jamais être Ambassadeurs du vivant de leur père, non pas pour épargner leur bourse ; mais de peur que le Duc ne les chargeât de quelques instructions secrètes, pour

pour l'intérêt particulier de sa Maison.

Les Ambassadeurs, qui retournent de France à Venise, vont visiter le nôtre les premiers; & ceux, qui reviennent d'Espagne, sont visités les premiers par cet Ambassadeur: ce qui est, de part & d'autre, un retour de civilité. Car l'Ambassadeur, que le Roi nomme pour Venise, est le premier à visiter celui de la République, lequel, au contraire, va voir le premier, celui que le Roi-Catolique destine à l'Ambassade de Venise.

XIX. La Noblesse ne peut être vendue; qu'à des gens Catoliques, non pas tant pour empêcher, que le Corps de la Noblesse ne soit divisé par la diversité des Religions, que pour ne point obscurcir la gloire de la République, qui a cét avantage par-dessus tous les autres Etats & Princes de l'Europe, qu'elle est née Fille de l'Eglise. En vertu de quoy, elle a été honorée, comme la France, du glorieux surnom de tres-Chrétienne par les Papes & par les Conciles. C'est-pourquoi le Fonseque, Marchand Portugais, eut tant de peine à être reçû durant la Guerre de Candie, n'ifiant pù produire son Extrait-Batistaire, quoique d'ailleurs il eût toujours vécu en bon Catolique. Et ce qui est remarquable, c'est qu'il fallut, que Jean Fédéric, Duc de Brunswick, abjurât l'hérésie, pour être remis au L I V R E D'OR, a où sa Maison, comme branche de la <sup>a C'est</sup> Maison d'Este, étoit auparavant écrite, par mé-<sup>le Cata-</sup>logue.

X X. Les Seigneurs Etrangers, qui sont Nobles-Venitiens, par merite, ou par honneur, comme les Neveux des Papes, & plusieurs autres, se trouvant à Venise, peuvent bien entrer au Grand-Conseil, & y baloter; mais ils ne peuvent exercer aucune Charge dans l'Etat, ne faisant pas leur résidence ordinaire dans la Ville. Et

B 5      pour

## 34 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

pour entrer au Conseil, il faut qu'ils prennent la Robe, l'Etole, & le Bonnet-de-laine. Néanmoins de mon tems, le Prince Borgueſe y fut reçu par grâce avec l'épée, mais non pas sans difficulté.

L'an 1574. Henri III. y entra comme Noble-Vénitien, & ayant tiré deux bales-d'or à *capello aperto*, d'est-à-dire, à vase ouvert (le Conseil-de-Dix l'ayant ainsi ordonné) nomma Jaques Contarini, pour être du *Pregadi*. Après quoile Chancelier proclama ce Noble, selon la forme ordinaire, disant, *Giacomo Contarini, Piezzo il Serenissimo Enrico III. Rè di Francia & di Polonia*. Et la Cauſion fut trouvée si bonne, qu'il eut plus de mille voix dans la balotation, & fut admis sans que ses Compétiteurs fussent balotés.

Bien que ce soit la coutume d'écrire les Familles Papales au *Livre-d'or*, les Vénitiens veulent, que les parens du Papeleur fassent la civilité de les en prier. C'est pour cela, que les Barberins ne recurent point cet honneur du vivant d'Urbain VIII. leur Oncle. Et quand ils le demandèrent, il leur falut employer l'autorité du Roi, pour l'obtenir. Ils n'y furent agrégés qu'en 1652. Henri IV. eut bien la complaisance de prier la Seigneurie de le faire Noble-Vénitien. Et cependant il ne fut pas admis *con pienissimi voti*. Car il eut deux voix contraires. André Morosin, pour pallier cette incivilite. dit, que le Conseil étoit composé, ce jour-là, de 1439. Nobles, & qu'il n'étoit jamais arrivé à personne d'avoir un si grand concours de voix. Ajoutant, qu'il est à croire, que les deux bales de nq'étoient tombées fortuitement dans la boîte verte.

Je ne rapporterai point les autres Loix, qui regardent les Magistrats particuliers. Car j'aurai lieu d'en toucher quelques-unes en parlant d'eux dans ma seconde Partie.

Au

Au reste , il se fait tous les jours de nouvelles Ordonnances à Venise , mais qui , pour être trop fréquentes , n'y sont point observées . D'où est venu le proverbe du País , *Parte Venetiana dura una settimana* . \* Mais la Seigneurie dissimule quelquefois cet abus , pour tromper le Peuple , par de fausses apérences de liberté , & lui faire trouver son Gouvernement plus doux . Outre qu'il y a des occasions , où il faut laisser dormir les Loix , d'autant qu'elles sont faites pour les hommes ; & non pas les hommes pour elles .

Enfin , le Grand Conseil a fait toutes les Charges annuelles , ou de deux mois , pour tenir les Nobles dans l'attente , & les acoutumer à la modération par cette vicissitude continuelle d'obéir & de commander . Car si les Hommes s'enorgueillissent des honneurs annuels , que seroit-ce , s'ils les possédoient à vie ? Et si ceux qui ont été exclus dans la Balotation , ont toujours quelque mécontentement , quoiqu'ils soient consolez par l'espérance prochaine ; comment pouroient-ils suporter un refus , qui les frustrerait d'une Charge , pour tout le tems de la vie du Postes feur ? C'est d'ailleurs par ce changement , que s'exerce l'industrie de tous les Nobles . Platon vouloit , que les Magistrats fussent perpétuels , afin que le long usage de leurs Charges , les rendit plus habiles , & leur conciliât plus de respect parmi le Peuple : b Tibére les chan-

geoit rarement , disant que les mouches ne piquent 2 .

pas si fort , quand elles sont seules : Mais les b Quo Vénitiens trouvent , que de les changer , c'est major le meilleur moyen de les contenir dans leur prudenter , vu qu'ils se ménagent , pour obte- ipstis , ma- ntit en suite d'autres Magistratures . Ajoutez à rentia cela , que leur dépendance en est bien plus popula- grande , & leur autorité bien moindre , pri- bus si-

\* On dit en Pologne , que les Edits du Roi ne durent que trois journs .

a Super- bire ho- mines et- tiam au- nus de- signatio- ne , quid si bono- rem per quis- quennal- um agi- tent ? Tac. ann.

## 36 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

cipalement celle des Magistrats provinciaux, qui ne font, pour ainsi dire, que passer, à peine s'étant établis, qu'il faut retourner à Venise & y rendre compte de leur courte administration. De sorte que les Villes souffrent d'autant plus volontiers leurs Recteurs, quels qu'ils soient, que les avantages des uns ; récompensent les défauts des autres & que le mal, s'il y en a, ne dure jamais long-tems. Voilà tout ce qu'il y a dire du Grand-Conseil.

Devant que de passer au Sénat, qui est l'autre Membre principal du Corps de la République, il faut parler du Collège, qui en est comme la clef.

## DU COLLEGE.

**L**E Collège est composé de vingt-six Nobles, favoris du Duc & de six Conseillers, que l'on traite de SERENISSIME SEIGNEURS, parce qu'ils représentent conjointement la Majesté Publique ; de trois Députez de la Quarantie Criminelle, apellez Capi di Quaranta, qui se changent tous les deux mois ; de six Sages-Grans, qui représentent le Sénat ; de cinq Sages, apellez de Terre-Forte, à cause qu'ils entretiennent toutes les affaires ; & enfin, de cinq Sages-des-Ordres, qui avaient autrefois la direction entière de toutes celles de la Mer. C'est pourquoi cette Chambre est appelée Collège, qui veut dire, l'Assemblée des principaux membres de l'Etat, dont elle est encore comme la main, vu que c'est elle qui distribue les affaires à tous les autres Conseils, & surtout au Sénat, où elle les porte tout ébauchées.

C'est

C'est dans le Colège, que les Ambassadeurs des Princes, les Députez des Villes, les Généraux-d'Armée, & tous les autres Oficiers, ont leurs audiences, & que se présentent toutes les Requêtes & tous les Mémoires, qui doivent être portez au *Pregadi*. Après quoi le Colège leur donne la réponse du Senat par écrit, qu'ils appellent *Parte*. \*

A l'Audience, les Ambassadeurs usent de cette apostrophe, SERÉNISSIMÈ PRINCE, TRES-ILLUSTRES ET TRES-EXCELLENS SEIGNEURS: au lieu que dans le siècle passé l'on ne la faisoit qu'au Due, comme si l'on n'est traité qu'avec lui seul. Ce que le Senat a réformé par jalouzie, pour montrer, que la République ne dépend pas du Due, qui n'en est qu'un simple membre, comme les autres Gentilshommes. Et pour la même raison, quand il est absent, les Ministres ne laissent pas d'employer le titre ordinaire de Sérénissime Prince, & de Sérénité, parce que le Prince est par-tout où est la Seigneurie.

Voiez  
les Re-  
mar-  
ques

Lorsqu'il fut mis en question, quelle seroit la suscription des lettres, que le Due Erizze écriroit à la République, quand il seroit en Candie, où il devoit ster, & de celles, que le Senat lui adresseroit: Il fut dit, que le Doge metroit sur les siennes, Serenissimo Dominio Venetiarum; & le Senat, Al Serenissimo Prencipe nostro, avec cette souscription à la fin, Dominium Venetiarum, c'est-à-dire, la Seigneurie de Venise. Ce qui montre que le Prince n'est point absent, quand le Doge l'est.

Le Colège se lève & se découvre, pour le Nonce du Pape, & pour les Ambassadeurs des Couronnes, du moment qu'ils paroissent à la porte de la Sale, & qu'ils font la première révérence, mais le Due n'ôte point son bonnet; ce qu'il ne fait que

## 38 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

pour les Princes Souverains, les Princes du Sang de France, & les Cardinaux. Les Ambassadeurs font assis à la droite du Duc. Les Ambassadeurs des Ducs ont bien la même place, mais le Collège ne se lève qu'à leur seconde salutation, qui se fait au milieu de la Sale, & ne se tient debout à leur sortie, pareillement, que jusques à la seconde révérence. Tous les Généraux Etrangers occupent aussi la place des Ambassadeurs, au lieu, que les Généraux Nobles-Vénitiens ne sont assis qu'après les Conseillers: mais la Seigneurie les laisse tous entrer & sortir, sans se lever. Le Receveur de Malte, qui est toujours un Commandeur de l'Ordre, est assis immédiatement après les trois Chefs de la Quarantie-Criminelle. Par où il est distingué de tous les Résidens, qui parlent debout, & même celui de l'Empereur, qui pour ce sujet ne leur envoie qu'un Agent, avec la qualité de Secrétaire, cela de part-euliez, Car d'ordinaire il ne tient point d'Ambassadeur auprès d'eux.

\* Voiez les Remarques.  
\*\* Il y eut en- de parti- euliez, que le Prince donna la premié- re au dience dans la Sale du Grand-Conseil pour rendre la Cére- monie plus solennelle. Hist. de Venise.

me celu de l'Empereur, qui pour ce sujet ne leur envoie qu'un Agent, avec la qualité de Secrétaire, cela de part-euliez, Car d'ordinaire il ne tient point d'Ambassadeur auprès d'eux.

Le Nonce & les Ambassadeurs Roiaux font reçus à leur entrée publique, par soixante Sénateurs, & complimentez par un Chevalier de l'Etole-d'Or, \* qui est la marque des Nobles, qui ont passé par les Ambassades. L'an 1539. le Duc Pierre Lando alla lui même avec tout le Sénat, au devant des Seigneurs Alfonse d'Avalos Gouverneur de Milan, Ambassadeur de Charle-Quint, & Claude Annebault Ambassadeur de François I. & les reçut dans le Bucentaure. Ce qui n'est arrivé qu'une seule fois. \*\* Et cethonneur fut refusé au Cardinal de Saint Sixte, envoié Légat à Latere à Venise, pour y honorer l'entrée d'Henri III. le Sénat voulant le réserver pour ce Roi, & distinguer par-la, comme il étoit bien juste, l'entrée du Légat, d'avec celle d'Henri.

Pour les Ambassadeurs des Ducs, le Collège ne les

les fait recevoir , que par 40. Nobles du *Sous-Pregadi*, qui ne sont que de simples Assitans du Sénat , & qui n'ont point encore passé par les grandes Charges. Il n'eavoie personne au devant des Résidens , qu'il ne met pas au nombre des *Publici Rappresentanti*.

Pour les Députez des Villes & des Communau-tez de l'obéissance de la Seigneurie , ils ne sont ja-mais admis à l'Audience du Colège ; sans ces trois-conditions ; savoir , une Crément du Recteur , ou Podestat du lieu , d'où ils sont envoiez ; un Mé-moire de leurs demandes , écrit de la propre main de ce Recteur : & une autre Létre cachetée de lui , où il propose son avis au Sénat , afin que le Prince ne puisse être surpris. Mais si ces Dépu-tez viennent faire des plaintes contre leur Podestat , ce qui est rare , il suffit alors , qu'ils aient une Crément de leur Communauté , pour être admis.

Enfin , c'est au Colège qu'il appartient de con-voquer le Sénat ; mais par une mutuelle depen-dance , il lui obéit aussi , en exécutant ses résolu-tions & ses ordres. L'un propose , & l'autre dispo-se , & toujours ces deux Conseils agissent de con-cert. Quand le Sénat a reçu quelque mécontente-ment d'un Prince , & veut en témoigner du res-sentiment , il fait refuser l'Audience à son Am-bassadeur , ou à son Ministre , par le Colège. Elle fut ainsi refusée au Nonce du Pape Urbain VIII. <sup>Monsr</sup> en 1631 , au sujet d'une insulte , faite par le Préfet <sup>gnor</sup> Vitelli. de Rome à l'Ambassadeur Jean Péfare. En 1633. à l'occasion du différend , que la République eut avec la Cour de Rome , pour un Consul , que le Gouverneur d'Ancone avait fait emprisonner ; & en 1635. pour la supression de l'Eloge des Véni-tiens ; touchant le rétablissement du Pape Alex-andre III. à Rome ; mérite , dont Urbain vouloit abolir la mémoire.

Dans

## 40 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

Dans l'Interrégne , les Ministres des Princes n'entrent point au Collège , si ce n'est pour y faire les Complimens ordinaires de condoléance sur la mort du Duc. Car il ne se traite point d'affaires jusqu'à l'élection d'un autre.

Je ne dirai rien ici des fonctions des Magistrats , qui composent le Collège , ceste matière appartenant à la seconde Partie de cet Ouvrage , où j'en dois traiter.

Je passe donc au Senat , le plus important de tous les Conseils de la République.

## D U S É N A T.

**L**E Sénat est l'ame de la République , comme le Grand-Conseil en est le corps. C'est la source , où se puissent tous les conseils de la Paix & de la Guerre , & l'équilibre , qui conserve la justesse & l'harmonie de toutes les parties de l'Etat. Il est appellé PREGADI ; c'est-à-dire , l'Assemblée des Priez , à-cause qu'au-fois n'y ayant point dejours régléz pour tenir ce Conseil , l'on y inviteoit les principaux de la Ville , quand il en étoit besoin , D'où lui est resté le nom de *Pregadi* , auquel se rapportoit celui du Sénat de Florence , appellé *Il Consiglio de' Richiesti* , le Conseil des Invitez.

Du commencement , le Sénat ne fut composé que de soixante Sénateurs. Mais , lorsqu'il surveillait quelque afaire d'importance l'on créoit une Giunta de 25. ou 30. autres Sénateurs , dont la Commission cessoit apres la délibération. Ils en usèrent de la sorte du tems du Duc Jean Delfin , pour traiter la Paix avec Louis , Roi de Hongrie , en yiron l'an 1360. sous le Duc Laurent Celse , durant la

la révolte de Candie, en l'an 1363. & sous le Prince Michel Sten, à l'occasion de la Guerre de Ferrare contre le Marquis Albert d'Este, en 1410. Mais celle de Lombardie, ayant succédé quelques années après, les Vénitiens établirent en l'an 1335, une *Giunta* perpétuelle de soixante Sénateurs, pour fournir au besoin & à la quantité des affaires, qu'ils avoient sur les bras. Et c'est ce qu'ils appellent aujourd'hui *il Pregadi straordinario*. Ainsi le Corps du Sénat est composé de 120 Gentilshommes, qui y ont tous voix délibérative, sans autre différence des Sénateurs ordinaires, & de ceux de la *Giunta*, que celle du nom & du rang.

Il entre encore au *Pregadi* beaucoup de Magistrats, les uns avec voix, en vertu de leurs Charges, comme les Procureurs, les Dix, & tous les Judges de la Quarantie Cirminelle ; & les autres, seulement pour écouter, & pour apprendre, que l'on appelle le *Sous-Pregadi*. De sorte que le Sénat de Venise est composé de trois Ordres, comme l'étoit celui de Rome ; de Sénateurs ordinaires, qui ressemblent aux cent Péres créez, par Romulus ; de Sénateurs adjoints, qui répondent aux Péres-Conscrits des Sabins, associez par Romulus avec les premiers ; & enfin, de simples assistants, semblables à ceux, que l'on appelloit à Rome *Pedarii*, qui n'ont nul droit d'opiner. Et tout cela se monte à 300. Nobles, parmi lesquels il est merveilleux de voir garder le secret, comme si personne n'y avoit eu part ; a ou, comme s'il étoit au pouvoir de chacun d'oublier ce qu'il doit taire. Tite-Live raconte, qu'Eumenés, Roi d'Asie, étais venu lui même à Rome, pour y faire conclure la guerre contre Persée, Roi de Macédoine, l'on ne put savoir, ni ce qu'il avoit proposé au Sénat, ni ce que le Sénat avoit a Non  
dicam  
nnnum,  
sed nemini-  
nem au-  
disse cre-  
deres,  
quod tam  
multorum  
aribus  
fuerat  
commis-  
sum,  
Valeat t.  
delli-  
2.C.2.

## 42 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

délibéré. Venise fournit des exemples, qui ne sont pas moins singuliers.

L'an mille quatre cens quatre-vingts-quinze, cette Seigneurie traita si secrètement sa ligue avec le Pape, l'Empereur, le Roi de Castille, le Roi de Naples, le Duc de Milan, & le Marquis de Mantouë, contre le Roi Charles VIII, que Philippe de Commines, son Ambassadeur, qui voioit tous les jours les Ministres des Princes Confédérés entrer au Collège, & conféroit même avec eux, ne devina rien de cette importante négociation; & au bout de plusieurs mois, il en reçut le premier avis de la bouche du Doge Augustin Barbarigae.

Louis Sforza, Duc de Milan, ne fut la Ligue-offensive faite contre lui, par le Roi Louis XII. & le Sénat, que plusieurs mois après la conclusion, quoiqu'il fut le plus fin & le plus pénétrant Prince de son tems. Quelque tems auparavant, leur Général\* Francois Carmignole revint à Venise, sans avoir pu non plus rien pressentir de la résolution, que le Sénat avoit prise huit mois devant, de se défaire deluy à son retour, bien que cela fût su de tout ce qu'il avoit d'amis parmi la Noblesse. L'an 1591. le Chevalier Jérôme Lippoman,

étant Ambassadeur à Constantinople, fut accusé de trahison devant les Inquisiteurs-d'Etat, & ne put jamais découvrir de quoi il étoit accusé, quoique cela eût passé du Conseil-de-Dix au Sénat; & que le voyage du Sénateur, qui fut envoié, pour se saisir de sa personne, eût été fort Long. De sorte que le silence n'est pas en moindre vénération à Venise, que chez les Perses, qui en faisoient une Divinité; ni que chez les Romains, qui dressoient des Autels sous terre à Consus, le Dieu de leurs conseils pour enseigner, que les secrets-d'Etat doivent être ensevelis dans le fond du cœur.

Ce-

Rémb.  
Hist.  
Ven.  
lib. 2.

Gu-  
éhardin  
liv. 4.

\* Vo-  
iez les  
Remar-  
ques.

Cependant, les Vénitiens auroient pu réduire leur Sénat à un plus petit nombre de gens, & même avec d'autant plus de facilité, que le *Pregadi* se renouvelant tous les ans, tous les Nobles auroient eu bonne espérance d'y venir à leur tour. Mais ils disent, que le Corps de la Noblesse étant fort grand, les parties principales le doivent être à proportion; qu'ainsi le nombre des Nobles montant bien à 2500. ce n'est point trop d'en admettre 300. dans le Sénat, tant pour éviter le défaut de l'Oligarchie, par où l'Aristocratie commence à se corrompre; que pour contenter plus de gens à la fois, & rendre les délibérations du Sénat plus plausibles & plus inviolables au Peuple, qui révère toujours davantage ce qui a passé par le jugement d'une grande Assemblée. Outre que la prudence publique a pourvu suffisamment au secret, par la rigueur de ses Ordonnances contre les Nobles, à qui elle a ôté tous les moyens de parler & deentretenir commerce avec les Princesses.

Quoiqu'il en soit, il est très-assuré, que les affaires n'en vont pas mieux, d'être maniées par tant de gens, ou du moins qu'elles ne tireroient pas en longueur, comme elles font, s'il n'y avoit pas tant d'avis à prendre, ni de harangues à Agit. écouter. Et c'étoit pour cette raison, qu'en l'année 1647. on vouloit former un Conseil, composé du Doge, & de 24 Sénateurs, qui, durant six mois, eussent plein-pouvoir de traiter la paix avec le Turc. Mais la jalousie du Gouvernement fit échouer ce projet, quoique le Sénat l'eût approuvé.

Quelques-uns trouvent à dire, que le Sénat de Venise se change tous les ans, d'autant que les Affaires-d'Etat, qui demandent une longue expérience, sont toujours traitées par de nou-

*a Ademp-  
to per in-  
quifitio-  
nes & lo-  
quendi  
audien-  
dique  
esso Tac.  
Agtic.*

*Nani  
liv. 4. de  
la 2.  
part. de  
son Hist.*

## 44 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

veaux Sénateurs, qui, quelquefois, n'en prennent pas le fil, ni la suite, faute d'être bien instruits du commencement. Raison, pourquoi, Sparte & Athènes firent leurs Sénateurs à vie, jugeant que le Sénat d'une République devoit être fixe, étant la base de l'Etat, & le pôle, sur lequel tout le Gouvernement roule. Mais ce défaut, si c'en est un, n'est pas sans cause, ni sans remède à Venise. Car, comme les Sénateurs peuvent être continués, par une nouvelle élection il en reste toujours une partie des anciens. Outre cela, il y a tant de Magistrats, qui entrent au *Pregadi*, qu'il y en demeure aussi toujours quelques-uns, qui ayant été assistants, se trouvent informez des négociations précédentes. Et c'est pour cela, que l'on permet l'entrée du Sénat à tant de Nobles, afin qu'en écoutant ils se forment peu-à-peu aux affaires, qu'ils doivent manier à leur tour. L'Empereur Soliman disoit, qu'un Prince, pour être bien conseillé, ne devoit jamais se servir qu'une seule fois d'un même Ministre, d'autant que le desir d'acquérir l'estime & les bonnes-graces du Prince est un puissant moyen de le faire agir comme il faut, ainsi que Tacite le remarque en *Sejanus*. a Et cela se reconnoît visiblement à Venise, où la dignité de Sénateur étant seulement annuelle, chacun

*Conciliis publici spectatores, antequam consortes. Plin. Epit. 14, lib. 8.*  
tâche de signaler son zèle & son industrie, afin de se rendre agréable au Public, et de pouvoir être continué dans la prochaine élection. Enfin, c'est par ce changement annuel, que la porte est toujours ouverte au mérite ; & que l'on peut, sans offense, rejeter au bout de l'an, ceux, que l'on ne trouve pas propres aux affaires, & leur en substituer de plus habiles : Au lieu, que le Sénat étant perpétuel, il faudroit également garder les bons & les mauvais;

vais ; qui est ce qu'Aristote a remarqué pour un défaut dans le Sénat de Sparte ; parce qu'il y a des gens , dont l'esprit vieillit aussi-bien que le corps , & tombe même en puérilité , comme b E& enim sua sicut corpori, sic parle Senéque , & qui , par conséquent , deviennent incapables de gouverner.

Il faut voir maintenant , comment le Senat pro-& mentis,  
cède dans ses délibérations , & dans ses élections.sene&tus. Après-quoi , je traiterai à fond de sa Politique au de-Polit. 2.  
dans , & de ses intelligences au dehors , qui sont les deux points , où consiste tout le Gouvernement-Civil.

Pour ce qui regarde l'ordre , que tient le *Pregadi* dans la discussion des afaires , j'ai déjà dit , que rien ne s'y traite jamais , qui n'ait passé par le Collège , qui fait , à - peu - près , la Même fonction , à l'égard de ce Conseil , que le Senat de Rome taisoit à l'égard du Peuple , c'est-à-dire , en lui proposant sur quoi , on doit délibérer. Et comme d'ordinaire les avis du Collège sont partagez , un Sécretaire les marque tous , avec le nom de leurs auteurs , & en porte la note au *Pregadi* , où , la lecture en étant faite ; chacun expose à son tour les raisons , qui fortifient son avis , auquel , ensuite , chaque Sénateur peut contredire. Et l'on procéde enfin à la balotation , en la manière suivante.

Pour chaque avis , il y a un Sécretaire , qui recueille les voix , & va de main en main , nommant son auteur , comme faisoient à Rome les *Rogatores suffragiorum*. Ces Sécretaires tiennent chacun une boîte blanche ; & les Nobles donnent leur bale à celui qu'il leur plaît. Il y a deux autres Sécretaires , qui suivent les premiers , l'un avec une boîte verte , pour recevoir les bales de ceux , qui rejettent tous les avis proposéz ; & l'autre avec une boîte rouge . pour les

## 46 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

les *non-sincere*, ce qui répond au *non liquet* des Romains, Et l'avis, qui a le plus de suffrages, pourvù qu'il passe la moitié des voix de l'Assemblée, est reçu pour un Arrest du Sénat, comme le *Senatus-Consultum* de Rome. Mais, si aucun de ces avis n'a obtenu le nombre suffisant des voix, on rejette celui, qui en a eu le moins, & l'on recommence la balotation pour les autres, rejettant toujours le plus faible, pour faire, qu'il y en ait un qui passe. Autrement, il faut proposer de nouveaux avis, comme aussi lorsque dans la première balotation, les *non-sincere* ont plus de la moitié des voix ; qui est un signe, que l'on n'agrée aucun des avis proposéz.

Mais quoique tous les Nobles, qui entrent au Sénat, y puissent parler, pour réfuter, ou pour confirmer ces avis, néanmoins pas un d'eux, à l'exception du Duc, des Conseillers d'en-haut & des Sages-Grans, ne sauroit y proposer le sien, pour être baloté en son nom. Mais si quelqu'un de ces Conseillers, ou de ces Sages, veut s'en déclarer l'auteur, comme jugeant l'avis utile au Public, il le fait baloter. Ce que le Sénat a très-prudemment ordonné, pour éviter la confusion & la longueur qu'il y auroit dans les affaires, s'il étoit permis à 300, Nobles, qui le composent, d'y proposer de leur chef.

Quant aux Magistrats, dont l'élection appartient au *Pregadi*, le sort n'y a point de part. Car le

<sup>a</sup> *Sors* Sénat étant le modèle & l'image d'une parfaite <sup>b</sup> *decretat ad* Aristocratie<sup>a</sup>, il ne doit rien donner au sort, qui <sup>c</sup> *parum idoneos.* tombe souvent sur des personnes incapables, & n'est d'usage que dans un Etat populaire. <sup>b</sup> C'est

<sup>a</sup> *Sor* Ann. 13. pourquoi le sort a lieu dans le Grand-Conseil <sup>b</sup> *titio Rcp* qui est comme le peuple de la Noblesse, & <sup>c</sup> *Democra-* forme de l'ancien Gouvernement de Venise, <sup>d</sup> *tica pro-* étoit Démocratique. <sup>e</sup> *pris qd.*

Il me reste présentement à discourir des maximes, des fins, & des intérêts de celui d'aujourd'hui, comme aussi des bonnes ou mauvaises dispositions des Sujets de la Seigneurie ; cete matière appartenant de plein droit au Sénat, puisqu'il a toute la direction des Affaires, & donne le mouvement qu'il lui plait à toute la machine de l'Etat.

Le Sénat contente le Peuple en le laissant vivre dans l'oisiveté, & dans la débauche, n'y ayant pas de meilleur moyen de l'avilir, & de le rendre obéissant, que de ne lui point contrôler ses plaisirs, & cete vie licentieuse, qu'il nomme liberté, quoique ce soit en effet le principal instrument de sa servitude. <sup>a</sup> C'est ainsi que les Perses apeloient Cirus leur Père, parce qu'il les entretenoit dans la molesse, bien que véritablement son dessein fût d'en faire de bons esclaves. Les Romains usoient encore de cete Politique assurant mieux les peuples par les délices, les spectacles, & les Jeux-publics, que par les armes, <sup>b</sup> Le menu-peuple de Venise admire la bonté & la complaisance de ses Maîtres, quand il voit le Doge venir tous les ans avec le Sénat à Sainte-Marie-Formose, \* pour aquiter une promesse de ses Prédécesseurs ; & ne pas dédaigner un chapeau de paille & deux bouteilles de vin, <sup>tum,</sup> que les Artisans de la Paroisse lui presentent pour sa peine : comme aussi, lorsqu'il voit tout le Sénat assister au massacre d'un Taureau le jour du Jeudi-gras, & à plusieurs autres Fêtes populaires. Car rien ne plaît davantage au Peuple, que de voir son Prince s'accommoder à ses coutumes, & prendre part à ses plaisirs. <sup>c</sup> Et c'est par où l'Empereur Auguste d'afectoit de s'en faire aimer.

D'ailleurs, le Peuple de Venise aime d'autant plus le Gouvernement, que la Noblesse de Terre-<sup>malgi.</sup>

Fer-Ann. 14.

POLITIQUE DU SENAT.

<sup>a</sup> Idque apud imperitos humanitas vocabatur, cum pars

servitutis effect.

Tac.

Agric.

<sup>b</sup> Voluptatisibus, quibus Romanus plus aduersus subiectos quam armis valent.

Tac.

Hist. 4. \* i. de Février.

<sup>c</sup> Est vulgus capiens voluntatis

Principes trahat, letum.

Ann. 14. d Civilis rebatur miscerit volup-

tasibus malgi.

## 48 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

Ferme n'y ayant point de part ; il prend plaisir à voir des Gentilshommes qualifiés compagnons de sa fortune. D'où l'on peut bien juger du peu d'affection, que cette Noblesse a pour celle de Venise : au lieu que s'ils étoient sous une autre Domination, ils y tiendroient un rang considérable par leur naissance, & pouroient, par leur industrie, parvenir aux plus grans honneurs. Ce qui leur est tout-à-fait impossible à Venise, où leur mérite ne sert qu'à les exposer davantage à la jalouzie de leurs Supérieurs, & où ils ne gagnent rien par la patience, que d'être maltraités plus impunément.

Le Peuple de Terre-Ferme croit aussi le Gouvernement de la Seigneurie le plus doux & le plus juste du monde, quand il voit les manières populaires de ses Podestats, chez qui l'entrée est aussi libre, que dans les Temples, & qu'il voit tenir les Grans-Jours pour la recherche des Nobles du País, qu'il hait à mort ; & les Inquisiteurs, d'Etat écouter si favorablement ses plaintes contre eux, d'autant qu'il s'imagine, que c'est pour le seul intérêt de sa défense, bien que ce ne soit véritablement, que pour exterminer, avec quelque forme de Justice, toutes les Maisons puissantes. Tellement que ces Gentils-hommes sont entre les Nobles-Vénitiens & le Peuple, ainsi que le poisson entre l'huile-bouillante & le feu. Et pour comble de mal-heur, ils se ruinent eux-mêmes par leurs inimitiez, qui les font accusateurs les uns des autres. Cependant, les Recteurs font sonner bien haut à la commune la bonne justice, l'abondance, & le repos, *Pane in Piazza, Giustitia in Pallazzo*. Après quoi il ne faut pas s'étonner, si le Peuple ignorant, qui juge sur de si belles aparences, ne voudroit pas changer de Maîtres, d'autant plus qu'on lui

lui dépeint tous les Rois comme des Tirans, & des loups, qui devorent leurs Sujets. On ne parle jamais du Roi d'Espagne aux Bressans & aux Bergamasques, qu'avec des exagérations horribles des violences & des injustices de ses Ministres. Et comme les premiers sont naturellement mutins & entreprenans, le Sénat les traite avec beaucoup de douceur, évitant de les fâcher, & leur envoyant toujours des Recteurs d'une prudence consommée, qui se contentent de les inviter à leur devoir, par des remontrances ; & quand ils en sont sortis, les y ramènent par des caresses, comme des gens capables de l'obéissance, mais non encore de la servitude. *a Qui est un ar-* *a Domi-*  
*tifice de la Seigneurie, pour leur rendre sa do-* *ti, ut*  
*mination plus agréable par la comparaison du* *partants,* *nondum,*  
*traitemens, que les Espagnols font aux Milanois* *ut fer-*  
*leurs voisins, & autrefois leurs compagnons. En* *vians.*  
*éfet, si le Sénat en usoit de même avec le reste* *In Agri-*  
*de ses Sujets, véritablement il n'y auroit pas dq* *cola,* *ut*  
*plus doux Empire, que le sien. Mais s'il a tant* *et alia*  
*d'égard pour les Bressans, c'est qu'il les appréhen-*  
*de, & n'ose pas leur commander absolument.*  
 Car au contraire il traite les Padouans, les Trevisans, & les Vicentins, avec des rigueurs extrêmes, parce qu'ils craignent. Les Bressans assiégent leurs Podestats dans leurs Palais, pour en obtenir leurs demandes, forcent en plein jour les prisons, méprisent chez eux les Nobles-Vénitiens, se moquent de leurs Tribunaux quand ils y sont cités, s'oposent à l'exécution des Sentences rendues contre eux, & tiennent publiquement des *sablat&* *a Ne*  
*Bandis : & le Sénat ferme les yeux, & pardonne* *spe venie*  
*tout, de pour que la rigueur n'échaufe leur cou-* *permissi-*  
*rage. *a En 1584.* un Octave Avogadre, condamné par le* *sid accen-*  
*Conseil-de-Dix, se fit Chef de tous les* *derentur,* *Hist. 40*  
*bandis du païs, & ravagea les Terres & les Mai-*  
*Basse I.* *C* *fous.*

## 30 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

sions de ses ennemis , & de toute sorte de gens , dans le Bressan & dans le Véronois , sans que les Recteurs y puissent apporter remède . De sorte qu'il faut envoier Paul Contarin , avec force Cavalerie & Infanterie , pour faire quitter prise à ce Cavalier ; qui enfin se retira à Florence . Mais si les Padouans , ou les Vicentins , disent une parole , ou font la moindre chose , qui déplaît , on les bannit aussi-tôt , & leurs biens sont confisqués . Ce qui est si fréquent dans ces villes , qu'il estaisé de voir , que le Sénat ne cherche pas la justice , mais le profit , dans la condamnation de ces mal-heureux , qui très-souvent ne sont coupables ,

*b Ne  
dubium  
habere ut  
magis-  
audinem  
pecunia  
rebus veri-  
tasse .*  
*Ann. 5.*

que d'être riches . b Il est Vrai que la Noblesse de Terre a besoin d'être purgée de tems-en-tems , pour arrêter le cours des humeurs bilieuses , dont elle est remplie . Mais le remède , que l'on y apporte , est toujours plus violent , que le mal . Voici un exemple , qui fera connoître évidemment , où vont les desseins du Sénat à l'égard de cette Noblesse .

François Erizze , Lieutenant Général à Udine , depuis Dôge ; voyant que la Noblesse du Frioul vivoit en paix , & en bonne intelligence , résolut de la mettre en division , pour l'engager à faire des folies , où le Sénat trouvât à gagner . Pour cela , il se fit venir un ordre de donner les titres de Comte & de Marquis à ceux qu'il jugeroit à propos . D'où naquit la jalousie de plusieurs Familles , qui prétendoient cet honneur contre celles , qui l'avoient reçus , les nouveaux Comtes & Marquis veulant marcher au dessus des autres Gentilshommes , à qui ils cédoient auparavant . De sorte que les exclus , pour soutenir leur premier rang , en vinrent aux mains avec ces Titulaires , & s'égorgeoient tous les jours les uns les autres , quand ils se rencontroient par la ville , où quelques-uns marchoient avec une escorte de vingt ou trente

trente braves bien armez , qui pour leur intérêt échaufoyent encore davantage la querelle. Cete fureur se répandit parmi les plus proches parens , y ayant des Cadets , qui violoient tous les droits de la Nature , pour l'emporter sur leurs Aînez , qui n'étoient pas Comtes comme eux. Cependant , le Fisc s'enrichissoit des biens de ces Gentilshommes , & le Sénat éteignoit , par de continues saignées , le feu , qu'il venoit d'alumer.

Mais , de tous les Sujets de la Seigneurie , il n'y en a point de si maltraitez , que les Padouans . Car le Sénat , les considérant comme les anciens Maîtres de Venise , suppose , que ce sont des Sujets par force : qui contemplent la félicité des Vénitiens comme leur infortune , & qui ne sont pas souples , qu'à mesure qu'on les foule & qu'on les charge. En effet , ils en parlent dans leurs conversations secrètes avec de profonds ressentimens. Aussi à-t-on dépeuplé leur ville , par la soustraction des plus puissantes familles , dont quelques-unes ont été contraintes de s'établir à Venise , pour gage de leur fidélité. Et pour comble de misère , l'on a donné tant de liberté aux Ecoliers de l'Université de Padouë , que les Bourgeois en sont devenus les Valets. Ce qui leur fait regréter incessamment les Seigneurs de l'Escale & les Carrares , sous l'empire desquels leur ville étoit une des plus florissantes villes de toute l'Italie.

Quant au Peuple de Venise en particulier , le Sénat , qui en appréhende l'union & les forces , entretient à dessin deux partis contraires dans la Ville , l'un apellé des Castelans , & l'autre des Niccolotes , parmi lesquels il y a une telle émulation , qu'ils ne s'apliquent qu'à se contrepointier incessamment les uns les autres ; jusques-là même , que les enfans de ces factions ne se rencontrent jamais sans se batre à coups-de-poing , s'ils

*a Paré  
dolore  
commoda  
altena  
ac suas  
injuriar  
metime-  
tar.*  
*Hist. I.*

*Les  
Castel-  
lans &  
les Ni-  
colotes  
de Ve-  
nise*

## 52 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

se reconnoissent ; & l'on ne les sépare point qu'il n'y en ait un, qui ait fait saigner son adversaire, afin d'animer le vaincu à prendre une autre fois sa revanche du vainqueur. Les enfans de Sparte se batoient de cette sorte ensemble, au rapport d'un excellent Historien, a mais le dessein des Lacédémoniens étoit de former & d'acoutumer la Jeunesse au métier de la guerre: au lieu que les Vénitiens n'ont point d'autre but, que de diviser & d'afoir une Populace, qui seroit fort à craindre, si elle avoit l'esprit de considérer son nombre, & ses forces; ainsi que Manlius le remontoit à celle de Rome, disant qu'ils seroient autant d'ennemis contre un seul, qu'un seul avoit de Cliens & de Courtisans. b C'est pour cela, que le Sénat de Venise permet aux Citadins de porter le même vêtement que les Nobles, de peur que s'ils étoient distingués d'habit, le Peuple ne reconnût trop visiblement le petit nombre de ceux, qui le gouvernent. c C'est aussi pourquoi il agrége encore au Corps de la Noblesse tant de nouvelles familles, en la place des anciennes, qui s'éteignent de jour en jour,

Ainsi, l'on ne doit pas croire, que les Combats publics des Castelans avec les Nicolotes soient pour donner du divertissement au Peuple & aux Etrangers, qui y acourent en foule; mais bien pour ne laisser pas morfondre l'ardeur & l'animosité de ces deux partis, qui fortifient, sans y penser, l'autorité du Sénat, qu'il leur seroit aisné de ruiner par leur union. Et comme les Nicolotes ont un Doge particulier, dont les Castelans se moquent, comme n'étant qu'un Artisan du quartier de Saint Nicolas, c'est encore un sujet perpétuel de querèle entre ces partis.

Le Sénat en use avec les Citadins d'une maniére, qu'ils en sont, ou du moins en paroissent très-

a Pagi-  
latu inter-  
se ex a-  
mula-  
me con-  
dendunt.  
Xenoph.

b Quod  
usque ig-  
norabitis  
vires re-  
firas?  
numeratu  
saltenu  
quos ipsi  
fitis, quos  
adversa-  
rios habe-  
atis.

Quot e-  
num cl-  
entes cir-  
ca singu-  
los fuisisti  
patronos,  
tot nunc  
adversus  
unum ho-  
stes eritis.  
Livius.

c Si se-  
parentur  
liber-  
tini, ma-  
nisestiam  
fore pè-  
nuriam  
ingenua-  
rum.

Tac.  
Ann.  
13.

très-contens. Car il les distingue du reste du Peuple par des priviléges, des exemptions, & des emplois considérables ; se servant d'eux pour les Réidences ; & pour les Sécrétariats de tous les Conseils, & de toutes les Ambassades. Par où ils semblaient être égales en quelque façon aux Nobles, & préférés aux Gentilshommes de Terre-Ferme, qui en sont exclus. Outre qu'ils ont part aux Evêches de l'Etat, à l'exception de sept ou huit, qui doivent estre remplis par les Nobles, avec qui ils ont encore cela de commun, de ne pouvoir jamais être condamnez aux Galères, pour quelque crime que ce soit.

Les Marchands de Venise, qui sont aussi du Corps des Citadins, trouvent leur condition fort heureuse, voiant, que les Nobles veulent bien s'associer avec eux pour le Commerce. Car quoique toute sorte de trafic soit défendu aux Nobles, ils ne laissent pas d'être en compagnie avec les Marchands, sans être nommez. Ce que le Sénat dissimule, à cause du service, qu'il en tire, en envoiant ces Nobles en Ambassade, où ils dépendent une bonne partie de ce qu'ils ont gagné au lieu qu'il manquerait souvent de gens riches, pour soutenir ces emplois onéreux, si les Nobles étoient privés de ce moyen de s'enrichir, qui d'ailleurs occupant leur esprit les empêche de former des desseins contre l'Etat. Le Sénateur Grimani, qui étoit Ambassadeur à Rome, du temps que j'étois à Venise, avait plus de deux-cents mille écus sur la place, & étoit le maître de deux ou trois des plus riches Magasins de Rialte. Ce que divers Marchands m'ont confirmé. Ce Métier est d'autant plus avantageux aux Nobles, qu'ils ne courrent jamais de risque, quelque banqueroute qui puisse arriver. Bien davantage, ils se font encore paier la protection,

## 34 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

qu'ils donnent aux banqueroutiers, quand ils en ont retiré leur argent. Ce qui va à la ruine de tous les autres Crédanciers.

Les Artisans sont comme des esclaves. Car il faut, qu'ils donnent leur besogne & leur travail pour rien, à tant de Nobles, qui n'ont vaillant que la berreste, & le stilet, où ils mètent incessamment la main, quand on résiste à leur injustice. Il ne faut qu'aller à Rialte, ou à la Poissonnerie de S. Marc, pour voir comment ils paient les danrées, & ce que c'est que d'avoir à faire à des gens, qui se piquent de montrer, qu'ils sont Nobles, par le seul abus de leur autorité.

Quant aux Eclésiastiques, il semble, qu'ils auraient sujet de se plaindre du Gouvernement, où ils n'ont aujourd'hui aucune part. Ce qui faisoit dire au Cardinal Zapata, *Qu'à Venise ils étoient de pire condition, que n'étoient les Israélites sous Pharaon.* Mais le Sénat les console entièrement de cette exclusion, par la liberté qu'il leur donne de vivre à leur mode, & par la tolérance de tous leurs dérèglements. De sorte que, bien loin de trouver leur condition malheureuse sous l'Empire-Vénitien, ils s'y plaisent, comme dans le Paradis-Terrestre. Et l'on peut dire d'eux, ce que l'Empereur Sigismond disoit des Eclésiastiques d'Allemagne, que ce sont les Gentilshommes-de-Dieu.\*

\* *Gottes junges jugen sich in der Freiheit sehr wohl, und der Senat hält sich daran, dass sie nicht unterdrückt werden sollen.* Pour ce qui regarde les Nobles, le Sénat prend un soin tout particulier de les entretenir dans une parfaite union, sachant bien, que les inimitiez sont très-dangereuses dans la Liberté; & que la division des Commandans est l'escuëil, où les Républiques font naufrage. Témoin celles de Florence & de Vérone, qui ne se sont ruinées, que par les querelles & les factions de leurs principaux Citoiens. C'est pour quoi il prend connoissance de

## DE VENISE. 52

de tous les differends , qui arrivent entre les Nobles , & sans attendre que le feu soit alumé , il en étoufe d'abord les moindres étincelles , par sa vigilance , & en arrête toutes les suites , par son autorité . De sorte qu'il faut obéir promptement , ou encourir l'indignation du Sénat , quelque sujet que l'on ait de pousser plus loin sa vengeance . Il y a quelques années , que les Vidmans étant en procès avec ceux de la Maison Nave , où leur grand-père avoit long-tems servi d'embaleur , ceux-ci leur reprochèrent en pleine audience la basseſſe de leur origine . Mais le Sénat leur imposa bientôt silence ; & ordonna aux Judges d'accorder les Parties , pour apaiser une querelle , qui déshonoroit le corps de la Noblesſe . Un Gentilhomme de la famille Da Ponte , en menaçant un autre , nommé Canale , de lui montrer , que les Ponts étoient au dessus des Canaux , à quoi celui-ci répliquoit , que les Canaux étoient avant les Ponts , & que les Pont n'étoient faits que pour les Canaux ; le Sénat leur fit dire , qu'il pouvoit combler les Canaux , & abatre les Ponts , ces sortes de disputes lui étant d'autant plus odieuses , qu'elles blessent l'égalité , qui est l'âme d'une République . Et si les nouveaux Nobles semblent inférieurs en quelque chose aux anciens , parce qu'ils n'entrent pas si-tôt dans les grandes Charges , cela ne se fait , que pour éprouver leur industrie dans les petits emplois , & , selon la Maxime de Silla , leur faire manier l'aviron , avant que de leur abandonner la conduite du gouvernail . Sans quoi ils seroient exposés à l'envie du Peuple , qui d'ordinaire méprise ceux qui à vus ses égaux .

D'ailleurs , le Sénat n'a permis les modes-Françaises aux Dames-Vénitiennes , que pour ôter , par un nouveau luxe , une distinction , qu'elles

*Injustis  
mortali-  
bus natura-  
ra recom-  
tem alio  
rum felici-  
citatem  
agris  
œculis  
introspec-  
cere , quos  
videre ,  
Hist. 2.*

## 56 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

afectoient dans leur ajustement, les Gentilsdonnes issus des anciennes Maisons se coifant à la Guelfe, & les autres à la Gibelinae, D'où il naift une certaine émulation, qui éclatoit souvent en querelle, & qui passant jusques aux Maris, troubloit le repos des Nobles, & l'harmonie du Gouvernement. Car il n'y a rien de plus dangereux dans toute sorte de Républiques, que la méfintelligencé, qui se met entre ceux, qui en ont l'administration, le parti ofané, désirant toujours le changement & la nouveauté. Et c'est ainsi qu'un certain Héracléodore en Eubée, ayant pris ses Cologues en haine, y établit une nouvelle forme de Police, par où l'autorité, qui étoit entre les mains des Nobles, fut transférée au Peuple: comme au contraire, le Doge Pierre Gradénigue la transféra du Peuple aux Nobles, pour se vanger du Premier, qui avoit traversé son élection au Dogat.

Au reste, comme le Sénat se gouverne par des maximes de paix, il ne veut point aguerrir les Nobles, ni les Sujets, de peur qu'il ne leur prît envie de remuer, s'ils étoient élevés dans les Armes. Il connaît, que l'ambition est inséparable de la bravoure militaire, & que les grands courages ne sauroient supporter l'obscurité d'une vie privée, comme nous en avoys un bel exemple dans la République Romaine, qui, avec toute sa puissance, ne put pas abatre celle de ses Capitaines. Et cette maxime est d'autant meilleure, que les Vénitiens ne songeant plus aujourd'hui à s'agrandir par des conquêtes, mais seulement à conserver ce qu'ils ont, et se défendant, ils n'ont pas besoin d'avoir chez eux des Conquérans, dont l'ambition les tiendroit toujours en alarme, n'y ayant que trop de ces Esprits dangereux, qui croient, qu'il est permis

Plutar-  
que.

de:



Plutar-  
que.

de tout faire pour régner ; & que c'est une extrême folie de renoncer à la Souveraineté , & à soi-même , pour ne pas manquer à son devoir. Outre qu'un Capitaine de République , qui se voit adoré de ses soldats , & favorisé de la fortune & de l'occasion , a bien de la peine s'il n'a bien de la modération , à déposer l'autorité , qu'il lui est aisné de retenir : & à garder la fidélité à ses égaux , lorsqu'il peut leur commander. C'est pourquoi le Sénat a pour maxime fondamentale de son Etat , de ne mettre jamais le commandement des Armées-de-Terre entre les mains des Nobles ; d'autant que pour apprendre ce métier il faudroit , qu'ils passassent la meilleure partie de leur vie en Terre-forme , & qu'ils cherchassent de l'emploi chez les Etrangers. Ce qui diviseroit bien-tôt le Corps de la Noblesse en factions , étant certain que les Nobles qui auroient été long-tems absens de la Patrie , & qui , dans le service des Princes , auroient pris un air-de-vie , & des coutumes toutes contraires à celles de leur Païs , ne s'acomoderoient pas fort aisément avec leurs Compagnons , élevéz dans l'oisiveté de la paix. Par où la République ne tarderoit guères à être troublée par ses propres Citoiens.

Ainsi , lorsqu'Elle a la guerre en Terre , Elle apelle à son service quelque Prince , ou Seigneur Etranger , à qui elle assigne une grosse pension , avec le titre de Généralissim<sup>e</sup> de Terre. Je dis le titre , parce qu'il n'en a pas pour cela l'autorité , ni la puissance ; le Sénat lui donnant toujours pour son Conseil , ou plutôt pour ses espions , deux Sénateurs , que l'on appelle Provediteurs Généraux de l'Armée , lesquels ne le perdent point de vuë , & sans qui il ne sauroit prendre aucune résolution , ni exécuter aucune entreprise. Bien au contraire , il est toujours obligé de faire

## 58 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

re tout ce qu'ils veulent ; & quelque expérience qu'il ait des choses de la Guerre, ils ne déferent presque jamais à son sentiment, ces Nobles étant par jalouſie ennomis de tous les avis  
*a Ignorans militairem quod morum, consilii que, quae vis egredi, quod non ipse afferant, insinuat, & adver- fuit peritos seruicis.*  
Tac.  
Hist. I.

à dont ils ne sont pas les auteurs, comme s'ils se piquoient de montrer par leur opiniâreté, qu'ils sont les Maîtres. Aussi ne veulent-ils pas des Généraux plus braves, ni plus habiles qu'eux, parce que d'ordinaire ces gens-là n'ont pas assez de complaisance : Qualité, qui tient lieu d'un grand mérité auprès d'eux.

En l'absence du Généralissime, le Général de l'Infanterie, pareillement Etranger, a le Commandement, par un usage tout contraire à celui de tous les autres Princes. Ce qui est toujours un sujet de mécontentement pour le Général de la Cavalerie. Et c'en fut un au Prince de Modène, de quitter le service des Vénitiens, durant la guerre de Mantouë.

Le Sénat ne prend pas seulement des Généraux Etrangers, mais encore tout ce qu'il lui faut des soldats, évitant sur tout de donner les armes à ses Sujets, non pas qu'il ignore les inconveniens du Service Etranger, apres en avoir fait souvent des épreuves très-fâcheuses, & particulièrement dans la fameuse Guerre de la *Ghiarra-d-Adda* \* où la plupart de leurs Troupes désertèrent; mais parce qu'il aime encore mieux être mal servi, que de haſfarder sa liberté. C'est une maxime qu'ils tiennent des Cartaginois, qui, au témoignage de Polibe & de Diodore Sicilien, ne s'adonnaient qu'à la Marine, & ne se servoient dans leurs guerres de Terre, que de Milice étrangère, ne voulant pas se fier à leurs Sujets. D'ailleurs, c'est une commodité, que les Vénitiens ont de couvrir leurs pertes & leurs fautes, en les rejetant sur les autres ; & d'épargner leurs personnes,

com-

\* Voiez les Remarques,

comme s'ils n'étoient que pour juger des coups.

La peine, qu'ils ont à trouver des soldats, à cause de la captivité, où l'on fait qu'ils les tiennent (ce qui en a obligé quantité de se jeter par desespoir parmi les Turcs) cette difficulté, dif-je, les constraint de recourir à leurs Aliez, pour en avoir du secours. Mais ils ne le font qu'à la dernière extrémité, se défiant également des Troupes, qui les défendent, & de celles qui les attaquent. Et c'est pour cela qu'ils changent si souvent les soldats auxiliaires de poste; qu'ils les séparent avec tant de soin, & qu'ils tâchent de les incorporer dans leurs autres Troupes, pour rompre tous les desseins, que les Commandants pourroient avoir. Quelquefois même, ils contraignent ces Capitaines de se retirer de leur propre mouvement, en laslant leur patience par mille sortes de mortifications. Et quand ce sont des gens, qui ne quittent pas aisément la partie, ils ne font pas grand scrupule de s'en défaire par d'autres moyens. (Témoin Dom Camille de Gonzague, Général de leur Infanterie, qui mourut à Spalatro en 1659.) Après quoi ils en font quites pour un Service solennel, & une Oraison-funébre, prononcée en présence du Sénat. Souvent, ils font une paix honteuse plutôt que d'employer des Troupes auxiliaires à leur defense, tant ils abhorrent ce genre de Milice, qu'ils comptent pour une seconde sorte d'ennemis. Car c'est la coutume de ceux, qui ont trompé tous leurs Voisins & leurs Aliez, comme les Vénitiens ont fait, de craindre toujours d'être surpris à leur tour, jugeant de leurs amis parce qu'ils feroient, s'ils étoient en leur place. Aussi, le Sénat n'entre jamais en guerre, que par nécessité, & après avoir conjuré la tempête par tous les moyens imaginables, n'y ayant point de soumissions qu'il

## 60 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

ne fasse pour se délivrer de ce fleau, d'autant plus que ses affaires se maintiennent mieux par la réputation, que par la force. La seule aversion de la guerre, au témoignage même d'un Séateur <sup>\*</sup> de Venise, leur a fait changer Saint Téodore, leur ancien Patron, parce qu'il étoit soldat, & qu'il ressembloit trop à Saint Georges, qui est celui des Génovis. La statuë du premier, que l'on voit sur l'une des Colonnes de la Place-Saint-Marc, armée de toutes pièces, mais avec la lance à la main gauche, & le bouclier à la droite, montre bien, que ce n'est pas le métier des Vénitiens de manier les armes, quoi qu'ils disent, que par ce symbole le Sénat fait entendre qu'il n'entreprend jamais la guerre de son propre mouvement; & qu'en la faisant il n'a point d'autre objet, que d'arriver à une bonne & sûre paix. Quoi qu'il en soit, il est toujours vrai de dire d'eux ce que Tacite dit des anciens Sarmates, que toute leur valeur est comme hors d'eux-mêmes,

<sup>a</sup> *Etrons-  
nis Sart-  
matusse  
virtus ne-  
Int extra-  
spes.  
Hist. II.*  
Que si ils ont été si puissans en Italie dans le treizième & le quatorzième siècles, il est aisément de reconnoître, qu'ils ne l'étoient pas devenus par la voie des Armes, mais par argent, & par adresse, comme Philippe de Macédoine fit dans la conquête de la Grèce. Par exemple, lorsqu'il arivoit quelque différend entre leurs Voisins, le Sénat trouvoit quelque moyen d'entrer dans la confidence des Parties, sous couleur de les accommoder ensemble, mais en effet, pour les brouiller davantage, en fomentant secrètement l'animosité des uns contre les autres, en excitant les plus forts à la vengeance, & en donnant sous-main du secours aux plus faibles, pour faire durer la guerre, & consumer peu à peu ceux, qui la faisoient. Si bien qu'après avoir épuisé, & lasé les uns & les autres, il

n'a-

n'avoit pas grand' peine à les déposséder tous par la nécessité qu'il leur imposoit enfin , de lui remettre en dépôt les Places contestées , ou du moins d'y recevoir garnison-Vénitienne . L'an 1404. ils eurent Vicenée , par le moyen du secours , qu'ils envoient aux Habitans de la ville contre les Padouians , leurs ennemis mortels . Ils dépouillerent presque tous les Seigneurs de la Romagne , les uns par promesses , les autres par complots , & par surprise ; & quelques-uns sous le sacré nom d'amitié , & sous une fausse aparence de protection . Ils en usèrent ainsi avec les Seigneurs de Ravenne de la Famille Polenta , les Manfrèdes de Faience , les Malatestes de Rimini , & plusieurs autres . Car ils ont toujours estimé plus glorieux de vaincre l'ennemi par la ruse , que par la force : Et l'on peut dire d'eux , comme des Romains , a Roma-  
qu'ils ont remporté beaucoup de victoires assis dans leurs Cabinets . Mais aussi , quand les Princes leur ont fait la guerre , sans s'amuser à traiter avec eux , où est tout leur fort , & tout leur bonheur , ils n'ont jamais manqué de les métre à la raison . Et si le Pape Paul V. eût fait comme Sixte IV. & Jules II. qui joignirent les armes temporales avec les spirituelles , il les eût assurément trouvez plus obéissans , quoiqu'ils défendissent une bonne Cause . Dans le siècle passé , ils ne virent pas plutôt l'Armée de France sur leurs Terres , qu'ils en vinrent à des soumissions si honteuses , que les Princes de la Ligue furent surpris de rencontrer si peu de courage en des gens , qui auparavant se flatoient de l'espérance de chasser Louis XII. de Milan , & de s'emparer de ce Duché , hardin pour établir ensuite leur Domination par toute l'Italie , comme ils avoient fait dans la Romagne . La perte d'une Bataille à Vaila \* fit crier mi- Gute-  
l'ericorde à ce Sénat , qui méprisoit les Rois , & mar- lea ques.

## 62 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

les apelloit les fils de Saint-Marc , comme s'ils en eussent été déjà les Vassaux.

Je remarquerai ici en passant , que les Venitiens en plusieurs occasions se sont fait tres-grand tort en montrant leur faiblesse à leurs ennemis. Toutes les prières & les soumissions , qu'ils firent

1379.

au Seigneur de Padouë François Carrare , durant la Guerre de Gènes , en lui donnant dans leurs

\* La lé-  
tre du  
Senat  
étoit  
conçue  
en ces  
termes  
Véniti-  
ens.  
Magnifi-  
co e Po-  
tente Sig-  
nore  
Francesco  
da Carr-  
ra. Di-  
secreto  
Imperial  
Viscario  
General  
Andrea  
Contarini  
per Dio  
gratis  
Doge di  
Venezia.  
Noi Pre-  
gamo  
l'Altez-  
za Vostra,  
qual-

létres le titres d'Altesse , qui étoit alors celui des Rois ; & le suppliant de Vouloir écouter six Ambassadeurs , qu'ils lui envoioient : (honneur qu'ils ne faisoient ni aux Papes , ni aux Rois). Ces abaissemens , dis je , ne servirent , qu'à le rendre plus hardi , & plus ardent à la vengeance , & toute la satisfaction qu'ils en eurent , fut , *Qu'il n'entendroit point leurs Ambassadeurs , qu'il n'eût fait amener auparavant les quatre chevaux du Portail de Saint-Marc ; qui sont des chevaux de bronze , que Marin-Zen , premier Podestà de la République à Constantinople , envoia à Venise en l'année 1205.*

La Neutralité , qui est une de leurs maximes fondamentales , pour conserver la paix , leur a été aussi tres-préjudiciable , & quelquefois même leur a atiré la guerre , comme il leur arriva , pour avoir voulu se maintenir neutres entre le Roi Louis XII. & l'Empereur Maximilien , qui étoient en guerre pour le Duché de Milan. Car ces deux grans Princes également piquez contre la République , dont ils voioient , que l'amitié ne servoit de rien à leurs afaires , se réunirent ensemble par un commun dépit , & formèrent le pro-

*mente vi piaccia demandar vestre lettere de salvo condotto de venir alla pre-  
senza dell' Altezza Vostra , aldendo liberamente li Nostri Ambassadori  
Piero Zafignan Procurator , Nicolao Morefini , P. Giacomo Printi P.  
e tre altri del Nostro Consiglio de Pregati , &c. Annales M. S. de Ve-  
nise.*

projet de cette Ligue de Cambrai , où ils firent entrer tous les Potentats d'Italie. En effet , la conjoncture étoit telle , qu'il faloit absolument se déclarer pour l'un ou pour l'autre. Mais le Sénat ayant pris le parti du milieu , qui est toujours le pire dans les grands dangers ; à bien loin de se conserver l'amitié de ces Princes , comme il le <sup>a Quod inter am- cipitatis te- territorium est.</sup> ginoit , il se les rendit tous deux ennemis. De sorte que l'on peut dire de la République de Venise ce qu'un Historien <sup>\* a dit autrefois de Marseille ,</sup> *Que desfrant la paix , elle se précipite dans la guerre , qu'elle appréhende ; ou ce qu'Alfonse Roi d'Aragon disoit des Siénois ; les comparant avec ceux , qui occupent le second étage d'une maison , lesquels sont incommodez de la fumée des chambres de dessous , & des eaux de celles de dessus .* Et véritablement , si la Neutralité n'est bien ménagée , non seulement elle ne fait point amis , ni n'ôte point d'ennemis , b mais elle expo- <sup>b Nen- tralitas neque am- mitos par- rit , neque intimos tollit.</sup> se les Souverains , qui en font leur capital , com- me les Vénitiens , au mepris , & à la haine des Vainqueurs , qui , selon la remontrance judici- euse de cet Ambassadeur Romain à ceux d'Ac- haie , a ont coutume de maltraiter , & , s'ils peu- vent , de ruiner ceux , qui n'ont pas voulu em- Polib. brassier ouvertement leurs intérêts , & courir leur fortune. Témoin la République de Florence , qui voulant demeurer neutre entre le Pape Jules II. le Roi de France ; & le Roi d'Aragon , n'apaisa point le premier , qui étoit fort irrité contre eux ; ofen- fa le secord , qui en attendoit du secours comme ami ; & enfin n'eut point de part aux avantages du troisième , avec qui elle pouvoit auparavant faire de très bonnes conditions .

Au reste ; autant , que le Sénat a d'aversion pour la Milice-de-Terre , autant a-t-il d'inclination pour celle de Mer , d'où dépend absolument la con- fer-

<sup>a Tac.</sup>  
Hist. 3.  
<sup>\* Florus</sup>  
Hist. 4.

Ant. Pa- normi- ta.

<sup>a Quippe fine dig- nitate premium victoris eritis.</sup>

Guic- hardin liv. 11.

## 64 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

servation de son Etat , qui a pris de là tout son accroissement. Il met toujours dans ses Galères un certain nombre de jeunes Nobles , pour apprendre la Marine , & donne de bonnes pensions à tous ceux , qui veulent embrasser cette profession. Il oblige encore les riches Marchands , qui ont des navires sur Mer , à y entretenir à leurs frais deux ou trois pauvres Gentilshommes , à qui il permet de porter une certaine quantité de Marchandises , sans paier les droits de sortie ; ou , s'ils n'ont pas le moyen d'acheter de quoi trafiquer durant leur voyage , de vendre leur privilége à d'autres , pour faire une somme d'argent. Ce qui soulage beaucoup leur misère , & leur fait aimer un métier , où ils rencontrent leur intérêt ; outre l'espérance , qu'ils ont d'arriver un jour au souverain commandement des Armées Navales de leur République , qui n'en donne jamais les charges , non plus que le Sénat de Sparte , qu'aux Nobles , afin qu'ils ne soient pas frustrez de tous les moyens d'acquérir de la réputation militaire. Joint que la situation de leur Ville les invite à ce genre de Milice. En quoi il faut avouer , que les Vénitiens ont si bien réussli , qu'ils méritent de tenir , entre tous les Italiens , la primauté pour la science & la puissance de la Mer , comme les Athéniens l'avoient autrefois parmi les Grecs. Mais il faut confesser aussi , que leur République seroit bien plus florissante aujourd'hui , si leurs prédécesseurs se fussent contentez d'être les maîtres de tant de riches îles dans l'Archipel , sans metre le pied dans la Terre-Ferme , qui a corrompu leurs anciennes moeurs , & leur a fait prendre des coutumes , & des façons de vivre toutes contraires à celles qu'ils avoient , & qu'il leur faloit pour se maintenir dans leur grandeur : En cela d'autant plus blâ-

blâmables, qu'ils avoient l'exemple des Lacédémoneiens, qui étant les plus hureux de tous les Grecs à combattre par Terre, renverserent toute la Police de leur Ville, & avancèrent la ruine de leur Etat, pour avoir voulu faire la guerre par Mer aux Aténiens, qui, par l'usage continual de la Marine, étoient devenus en ce genre les plus habiles-gens de la Gréce. Mais il semble, que les Vénitiens ont voulu imiter les fautes de cette fameuse République, comme ils en ont imité les maximes & les ordonnances,

Je ne m'étendrai pas davantage sur cet article de la Mer, dont j'aurai lieu de dire enco<sup>re</sup> quelque-chose en traitant des Généraux-de-Mer Vénitiens. Je parlerai donc maintenant des forces ordinaires avec lesquelles cete Seigneurie contient les villes de son Etat dans l'obéissance.

Le Sénat a en tout tems un Corps-d'Infanterie, qu'ils appellent CERNIDA, c'est-à-dire Milice-gens choisis de tout l'Etat, bien que ce ne soit qu'un amas de misérables Païsans, & de toute la Canaille de TerreFerme. Mais aussi, il ne lui coûte guères à entretenir durant la paix, n'y ayant que les Capitaines, & les Sergens, qui en sont paiez, les premiers à 25. ducats, & les seconds à dix ducats par mois; & tout le reste se contentant de quelques exemptions de daces, & de quelques légères gratifications dans les revuës. Cependant, cete Soldatesque sert à tenir le Peuple dans le devoir, & les Printes voisins dans la crainte, par cet appareil extérieur de guerre; le vrai moyen de conserver la paix au dedans & au dehors, étant de montrer des forces toutes prêtes à repousser l'ennemi. Et comme la Bourgeoisie est rarement de bonne intelligence avec la Milice, leurs humeurs & leurs intérêts étant aussi oposez que:

## 66 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

a Ut  
simul  
imperia  
accipie-  
rent, nu-  
merique  
& robore  
fiducia  
spissis, in  
ceteros  
metus  
credere-  
tur...  
si quid  
subitum  
inigruat.  
majore  
auxilio  
subveniat.

Tac.  
Ann. 4.  
Nomen  
magis  
exercitus  
quam re-  
bur.  
Tac.  
Hist. 4.

b Ne  
hostibus  
videtur  
sur ad  
pancos  
redacti,  
in quod-  
libet stra-  
tam de-  
mornu-  
ram He-  
lotas re-  
fitne-  
runt,  
Athe-  
nus.

que leur profession, les Capitaines-Grans des villes logent toujours celle-ci dans un quartier séparé, non pas tant pour en décharger le Peuple, ni pour le garantir contre l'insolence & les insultes du Soldat, comme ils disent, que pour soustraire le Soldat même à la fureur du Peuple, qui s'en déferoit aisément, s'il étoit divisé; & pour se mettre à couvert de toutes les surprises, en tenant toute leur Milice assemblée & prête à obéir au premier signal. a Outre que cette Milice, à peu-prés semblable à celle, que les Romains appeloient *Milites subitarii*, étant suffisante pour arrêter le premier éfort d'une sédition, ou d'une révolte, l'on a le tems d'attendre le secours des villes voisines, qui ne manque jamais.

La Cernide est divisée en . . . . Compagnies, & monte à quatorze ou quinze mille hommes, mais qui ne valent pas grand' chose. Aussi, la République ne s'en sert à la guerre, que comme les Lacédémoniens des Ilotes, qui étoient leurs esclaves, pour garder le bagage, & faire montre aux Ennemis, en la place des morts, b plutôt que pour combattre; qui n'est nullement leur métier.

L'Infanterie, qu'ils appellent *Capelette*, est bien d'une autre considération. Le Sénat lui confie la garde de ses meilleures Places de Terre, l'ayant toujours reconnue très-affectionnée à son service, & très-ennemie du Turc. Cependant, il ne laisse pas de la séparer en diverses garnisons, d'autant qu'elle seroit redoutable, si elle étoit toute ensemble. Il y en a toujours deux Compagnies à Venise, pour la garde du Palais, & de la Place-Saint-Marc;

Quant à la Cavalerie, il y en a toujours quinze Compagnies entretenues en Terre-Ferme, les unes, appellées Compagnies grosses, composées de soixante Cuirassiers, ou Gendarmes, lesquelles

se donnent, partie aux Italiens, partie aux Ultramontains, c'est-à-dire, aux Etrangers, pour récompense de longs services : car la paix en est grosse. Les autres, sont les *Capeletes*, presque semblables à nos Chevaux-Légers, & mêlées d'Escalavons, d'Albanois, qu'ils appellent aussi *Stradiots*; de Dalmates, & de Morlaques, tous Sujets de la Seigneurie. Les Cuirassiers servent principalement à soutenir & à couvrir l'Infanterie dans le combat, la pesanteur de leurs armes ne leur permettant pas de faire des courses dans le Païs ennemi, comme les *Capelets*.

Les Morlaques sont des gens, qui se donnèrent volontairement à la République en l'année 1647. à l'instigation du Prêtre Etienne Sorich, personnage, qui savoit manier également le Crucifix & l'épée. Ils fatiguent le Turc, par de continues courses, enlevant de vive force tout ce qu'ils rencontrent, ravagent tout ce qu'ils ne peuvent emporter, & puis se sauvent dans les Montagnes, où il est bien plus difficile de les trouver, que de les vaincre; à tant ils en savent bien tous les passages & les détours. Outre le Profond ressentiment, qu'ils ont du massacre de leurs Compagnons, fait en mille six-cens quarante-sept, à Knin, \* par Tékiéli, Bassà de la Bossine, & de la trahison, faite en mille six-cens quarante-huit, à Sorich, qui mourut parmi les tourmens, l'intérest d'un Sequin, que les Sénat leur donne pour ne. # Petite Place de la Bossine.

chaque tête de Turc qu'ils aportent, les a tellement acharnez contre ces Infidèles, & les a engagez si avant, qu'ils ont perdu toute l'espérance de pouvoir jamais faire leur paix avec la Porte, qui est tout ce que le Sénat demande, a pour aréter à son service cette brave Milice, qu'il ne regarde, que comme des oiseaux-de-passage, que l'on ne tient pas par le pie, mais seulement par la Hist. 4

## 68 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

la plume, leur humeur étant aussi inconstante, que leur demeure. Car ils n'ont point de retraite assurée, mais campent dans les plaines, & s'y bâtissent des cabanes, fuiant la licence des villes, & la fréquentation des Bourgeois, qui corrompent la discipline militaire.

b Inter  
Paganos  
corruption  
miles.  
Hist. I.  
*Severinus  
actarus, si nullum  
statuatur  
procul  
urbis il-  
debris,*

En mille six cens quarante-huit, Clissa s'étant rendu aux Vénitiens, les Morlaques, qui ne savent ce que c'est que capitulation, ni foi militaire, ne purent s'abstenir d'assaillir la Garnison Otomane, qui en sortoit.. Ils passèrent plus de deux-cens hommes au fil de l'épée, & pas un n'en seraït réchappé, si les Commandans Vénitiens ne fussent accourus, pour empêcher le carnage.\*

Ann. 4.  
\* Nani  
Hist,  
Ven.  
lib. 4-  
part. 2.  
Enfin, le Sénat entretient un certain nombre d'Officiers Ultramontains, avec des pensions, qu'ils appellent *Conduites*. Ce nombre, pour l'ordinaire, est de cinquante, mais on l'augmente suivant le besoin. Ces Gentilshommes ont quelquefois des Gouvernemens de Forteresses en Dalmatie, & très-souvent sont potryüs de Compagnies-grosses, selon qu'ils se rendent agréables au Public. Outre cela, ils ont plusieurs priviléges, comme de ne pouvoir être arrêter pour dettes, d'être assis au Collège, quand ils y viennent traiter d'affaires, de prendre rang dans les villes, où est leur emploi, immédiatement après le Podesta, & le Capitaine des Armes, &c.

Pour les forces de Mer, la Seigneurie de Venise en fait son capital, tant pour la situation de cette ville, qui est toute Maritime; que pour la défense de son Golfe, & la conservation des îles, qu'elle possède dans la Mer-Méditerranée. De mon tems, elle avoit seulement vingt-cinq Galères, quatre Galées, avec quantité de Barques.

ques, & de Brigandins armez, pour tenir les Côtes libres. Mais il lui seroit aisë d'en mettre deux fois davantage en Mer, si elle avoit des Forçats, des Matelots, & des Soldats à sa disposition, comme elle a toutes les autres choses nécessaires dans son Arsenal, qui est le plus beau, & le mieux entretenu de l'Europe. C'est un lieu de près de trois milles de tour, en forme d'Île, situé à l'une des extrémités de la Ville, du côté le plus proche de la pleine-Mer. Il est fermé de murailles, & environné de Ca-naux, qui lui servent de fossés. Il y a dedans trois grans bassins, ou réservoirs, qui reçoivent l'eau de la Mer, avec communication de l'un à l'autre, tous trois bordez d'une infinité de remises de Galères faites, à faire, ou à radoubler; ( car tout cela se fait en des lieux séparez, qu'ils appellent Volte, c'est-à-dire. Voûtes ) de Magasins destinez chacun à leur usage particulier; savoir, un de clou, un de tous les ferrements nécessaires pour les Galères; deux de bales & de boulets de Canon; un de planches, un de mats; un de timons; un d'avirons tout-faits, & deux, où l'on en fait; deux de cables, & de cordages, avec un Corderie de 400. pas de long; un de chanvre; un de voiles, avec une sale pleine de femmes, pour les coudre; un pour la poix; un pour le salpêtre, & plusieurs pour faire la poudre. De plus, il y a douze forges, où cent hommes travaillent incessamment, trois fonderies, & une sale à peser le Canon; une grande court toute pleine de bois, d'ancre, & d'artillerie, avec plus de huit-cens pièces de Canon de tout calibre, rangées en plusieurs sales; & enfin, de quoi armer cinquante mille hommes. Le nombre ordinaire des Ouvriers, monte à plus de 1200. Et tous ces Artisans ont un Chef, apellé Amis.

Descrip-tion de l'Arsenal.

## 70 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

\* Voiez *Amiraglio*, qui conduit le Bucentaure \* le jour de l'Ascension, que le Duc va épouser la Mer. Où il faut remarquer, que, par une coutume ridicule, cet Amiral se rend responsable au Sénat de l'inconstance des flots, consentant de mourir, s'il est accueilli de la tempête. C'est encore lui, qui garde le Palais-Saint-Marc durant l'Interregne, avec les *Arsenalotti*, & qui porte l'Etendard rouge devant le Prince, le jour de son entrée; en vertu de quoi il a la dépouille du manteau du Doge, & les deux bassins, qui lui ont servi à jeter de l'argent au Peuple.

L'Arsenal fait toute la défense de l'Etat; & si les Espagnols eussent réussi dans le dessein qu'ils avoient de le brûler, tout étoit perdu sans ressource. Car, pour les deux Sales-d'armes du palais-Saint-Marc, ce n'est pas grand'-chosé n'y ayant, que pour armer une partie des Nobles, en cas qu'il arrivât quelque émeute populaire pendant la tenuë du Grand-Conseil. Aussi l'on dit, que le Turc ne voudroit prendre Venise, que pour avoir son Arsenal, qu'il estimé bien plus que la ville, qu'il leur rendroit volontiers, sous la condition d'un tribut; ainsi qu'un Auteur Anglois rapporte de l'avoir ouï dire à l'un des principaux Ministres de la Porte. Alfonse d'Avalos; Marquis du Guast; disoit, qu'il eût mieux aimé avoir l'Arsenal de Venise, que quatre des meilleures villes de Lombardie.

Cet Arsenal coûte à entretenir près de cinq-cents mille ducats. Les Ouvriers en sont payez tous les samedis, sans manquer. On n'y en reçoit point, qui n'aient vingt ans passez, & l'on ne les passe Maîtres, qu'au bout de huit ans de service. Il est gouverné par trois Seigneurs, qu'ils appellent *Padroni all' Arsenal*, qui se changent tous les trois ans; & par trois Provéditeurs, qui

gat

ent le soin de choisir & de paier les Ouvriers.

L'an 1569. peu s'en falut, que l'Arsenal ne fut entièrement brûlé, le feu s'étant pris au Magasin des poudres, soit par accident, on par quelque trame secrète contre la ville, comme tout le monde le crut alors. Ce qui obliga le Conseil-de-Dix, d'en redoubler les gardes à toutes les avenus, & de faire bâtir de petites Tours quarées, dans toutes les Isles circonvoisines, pour y garder la poudre. Et depuis ce tems-là, l'on n'en laisse point dans l'Arsenal. Les Eglises de la Trinité, de Saint-François-de-la-Vigne, & de Sainte-Justine, furent toutes ébranlées, & le célèbre monastère des Célestes, en fut tout renversé, & plusieurs Religieuses écrasées sous les ruines du bâtiment. Quelques-uns ont cru, que Jean Michez, l'un des Ministres de Sélim, fut l'auteur de cet embrasement, espérant d'ôter par là aux Venitiens, tous les moyens de défendre le Roianne de Chipre.

Mais comme les Finances sont les nerfs des Etats, & en font mouvoir toutes les parties, il faut, ce me semble, dire quelque chose en général des revenus ordinaires de la République, par où l'on pourra juger encore mieux de ses véritables forces.

Le Duché de Venise, qui comprend la Ville dominante & toutes les Isles & les Ports d'alentour, rend tous les ans trois millions de ducats, sans compter le revenu du sel, qui fait encore plus d'un autre million de ducats. Ce qui monte à peu-près à dix millions de livres de France, selon l'évaluation du ducat de Venise, à 50. sols de notre monnoie. Car je ne prétends pas faire une supputation d'Aritmétique.

La Marche-Trevisane, qui est un bon País, rend 280000 ducats, pour le moins.

## 72 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

Padoué & son Territoire. 400000. ducats.

Vicence & le Vicentin. 200000 ducats.

Vérone & le Véronois. 360000. ducats.

Bergame & son Détroit. 300000 ducats, au moins.

Creme. 160000. ducats, & peut-être un peu davantage.

Bresse & le Bressan. 1200000. ducats ; dont la moitié est employée à entretenir l'Arsenal de Venise.

Le Polésin, autrement *il Contado di Rovigo*, misérable Païs. 140000. ducats.

Le Frioul, grande Province, 400000. ducats, au moins.

L'Etat-de-Mer, qui comprend l'Istrie, la Dalmatie, & partie de l'Albanie ; avec les Isles de Corfou, de Zante, de Zéfalanie, Cerigo, &c. rapporte environ 800000 ducats.

Tout cela monte à plus de vingt millions de livres de France. A quoi il faut ajouter les Impositions nouvelles, qui multiplient de jour-en-jour, les Décimes du Clergé, la vente de quantité d'Offices, les Confiscations, & enfin plusieurs autres droits très-confidérables. De sorte que le Sénat épargne tous les ans plusieurs millions, quand il est en paix, la forme de son Gouvernement l'exemptant de toutes les dépenses, qui se font en tout temps dans les Etats Monarchiques, où regne la magnificence. Il est vrai, que la Seigneurie de Venise a plus besoin d'épargner durant la paix, que nul autre Prince, n'y en ayant point à qui la guerre coûte tant, qu'à Elle, qui n'est servie qu'à force d'argent, & toujours avec peu d'affection de la part de ceux, qui la servent. Et le Procureur Nani avoué, qu'elle les achète plutôt qu'elle ne les choisit. Outre cela, ses revenus ordinaires ne lui suffisent pas, pour soutenir

tenir la guerre. Mais aussi, quand elle l'a, elle trouve bien les moyens de supléer au défaut, ou par de nouvelles daces, ou par une taxe extraordinaire des Nobles, des Eclesiastiques, des Citadins, & des Métiers, comme aussi en vendant la Noblesse aux Populaires ; la veste de Procureur, l'Etole-d'or, & les grandes Magistratures aux Nobles ambitieux. (ce qui durant la Guerre-de-Cambrai, fit entrer une fois dans l'Espagne la somme de 500000. ducats, en huit mois de temps) Le Sénat vend parcelllement la Cittadinanza, c'est-à-dire, la Bourgeoisie, aux Etrangers ; les titres de Marquis & de Comte aux Nobles de Terre-Ferme ; la liberté aux Prisonniers ; la grâce aux Criminels ; & la permission du retour aux Bannis. Outre cela, il prend encore de l'argent à deux ou trois pour cent, sur les Monts-de-Piété, comme il fit sur celui de Treviso, en 1669, & constraint les Riches de lui en prêter, mais principalement les Juifs, qui sont des éponges, qu'il presse, quand il veut, les menaçant de les chasser à la moindre résistance, qu'ils font. Durant la Guerre de Candie, ceux de Venise seulement avoient fourni cinq ou six millions, & cependant, quelques semaines ayant la reddition de la Place, il ne laissa pas de tirer encore sur eux une somme considérable.

A la fin de cette guerre, la République se trouvoit endettée de plus de soixante-quatre millions de livres, à ce que l'on disoit communément à Venise ; Et cela n'étoit que trop véritable. Mais, avec quelques années de paix, il lui est aisè de remettre toutes ses afaires en bon état, n'y ayant point de Prince, qui fasse moins de dépenses superflues, qu'Elle. Ce qui lui tient lieu d'un grand revenu. Outre que les Magistrats, qui manient les deniers publics, étant observez par tant <sup>a Portofino</sup> <sub>de temps</sub> <sup>est rétabli</sup> <sub>tant</sub>.

---

## 74 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

tant d'yeux , & ayant à rendre compte de leur administration à autant de Juges, qu'il y a de Nobles, il leur est impossible de voter sûrement. Car, comme la multitude ne fait point dissimuler, elle ne pardonne aussi jamais ; *&c'instaco di Cassa* (ils appellent ainsi le péculat) est irrémissible à Venise.

D'ailleurs, il ne se fait point de paiement, qui n'aït été auparavant baloté dans le Pregadi, de manière qu'il ne soit rien des coffres de l'Epargne, qu'à bonnes enseignes. Quand la somme, qu'ils doivent, est considérable, ils ne la paient jamais toute à la fois, afin d'arrêter les Etrangers à Venise, & de leur y faire manger ce qu'ils ont reçu, pendant qu'ils attendent le reste. A quoi ils sont souvent contraints de renoncer, pour ne pas consumer en frais inutiles. Outre cela, tous les paiemens se font en ducats ; monnoie, que l'on ne sauroit emporter, parco qu'elle est de si bas aloy, qu'il y auroit plus de la moitié à perdre, hors de l'Etat de Venise. Par où ils sont obligez d'aler au Change, pour avoir de l'or, ou d'employer leur argent sur les lieux. Si bien qu'il retourne presque toujours à sa source, ou du moins une bonne partie.

Au reste la découverte des Indes Orientales faite par les Portugais en 1498, a bien diminué les revenus de la République. Car, au lieu que toutes les épiceries & les drogues de ces Indes venoient auparavant par Alep & par Alexandrie, où elles étoient aportées, par des chameaux, & de là envoierées, par Mer à Venise, qui étoit le Magasin de l'Europe; Vasque de Gama trouva le moyen de les amener à peu de frais par le Cap de Bonne-Espérance. Ce qui a privé les Vénitiens du revenu de cent ou dix millions

lions par an. Car ils métoient le prix qu'ils vouloient à ces épiceries, & en fournisoient seuls toute l'Europe. Et c'est de la qu'est venu le Proverbe, qui se dit à Venise, *Il bianco e'l nero hâ fatto ricca Venetia.* C'est à dire, le poivre & le coton ont enrichi Venise, Ainsi, Cristofle Colomb leur a fait lui seul autant de dommage par la découverte du Nouveau-Monde, \* que tous les Genois ensemble leur en avoient fait dans plusieurs guerres. Car c'est lui qui a ouvert le chemin de ces navigations aux Castillans, & aux Portugais, qui depuis ont amené chez eux par Mer, les marchandises qu'ils achetoient auparavant bien chérement des Venitiens. En l'an 1587. Philippe II. Roi d'Espagne leur ofrit de les associer au riche commerce du poivre, qui se transportoit des Indes Orientales à Lisbonne. Mais ils n'acceptèrent point cete ofre, craignant que l'amour du gain ne détournât les Particuliers du soin des afaires publiques.

1490.

And.  
Morosini  
Hist. I.

Voions maintenant ce que l'on trouve à dire dans la Politique du Sénat. Les uns blâment la vente de la Noblesse, comme une chose honteuse. Les autres condannent la trop grande indulgence du Sénat pour les Prêtres, les Moines, & les Religieuses. Et enfin, plusieurs déclament hautement contre la protection publique des Courtisanes:

Pour ce qui est de la vente de la Noblesse, elle est absolument nécessaire, pour soutenir la vieillesse de l'Etat. <sup>a</sup> Car, comme les anciennes Familles s'éteignent de jour en jour, si l'on n'en substituoit pas d'autres en leur place, le Gouvernement tomberoit bien-tôt en Oligarchie; par où il seroit aisé au Peuple de s'en emparer, en chassant le peu de Nobles, qui resteroient. Le grand nombre des Patriciens est le plus solide fondé.

<sup>a</sup> Additis  
Provinc-  
cialibus  
validis-  
fimis fesse  
Imperio  
subven-  
sum est.  
Tac.

## 76. HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

ment de leur République. Y ayant tant de Charges & d'emplois à distribuer, il faut, qu'il y ait encore beaucoup plus de Nobles, pour en pouvoir choisir les plus dignes. Car, à nombre presque égal, il faudroit se servir des incapables, aussi-bien que des habiles. Joint que la vente de la Noblesse va au soulagement du Peuple, qu'il faudroit surcharger d'impôts, pour fournir aux besoins de la guerre, si la Seigneurie se privoit d'un moyen doux, & facile, de trouver de l'argent dans la bourse des riches, qui en offrent de bon-gré. Et d'ailleurs, il vaut mieux que ces gens-là partagent leurs trésors avec le Prince, que de les posséder séparément.

*a Affinitatibus nostris mixtis amrum & opes suas inferant potius quam se parati habeant.*  
Ibidem.

Ajoutez encore à cela, que les Populaires voiant entrer leurs parents, & leurs amis, dans l'Administration Civile, en deviennent aussi plus affectionnez à la Patrie. D'où il s'ensuit, que les Nobles, qui ne sauroient souffrir, que l'on en fasse de nouveaux, ne sont pas bons Citoiens, puis qu'ils préfèrent leurs passions, & leur faux point-d'honneur, au véritable intérêt de l'Etat. Tel étoit un certain Priüli Tagliabraccia, qui avoüoit, qu'il n'avoit jamais donné, ni ne donneroit jamais sa voix à ces Prétendans, disant, *Que c'étoit une honte de vendre la Noblesse, qui ne devoit s'accorder qu'au mérite, & d'écrire au Livre-d'or des noms d'Artisans & d'Avanturiers.* Sur quoi le Chevalier Jean Sagrede disoit assez plaisamment, *Que c'étoit faire de la fausse-monnoie, que de faire de l'argent avec de si bas aloi.* Quand les Sages du Collège proposerent (en 1645) d'admettre au Grand-Conseil les Labia, les Vidmans, les Otobons, & les Zaguri, qui ofroient chacun cent mille ducats ; & tous les autres, qui ferroient une pareille offre, Ange Micheli, en qualité d'Avogador, s'oposa à cette nouveauté,

té, remontrant, Qu'il seroit honteux de faire de leurs Sujets des Princes. Que la Noblesse-Vénitienne deviendroit méprisable aux Etrangers, si l'on communiquoit un caractère, qui ne s'imprime, que par la naissance. Que si l'on ouvroit cete porte, qui étoit fermée depuis deux-cens soixante-sept ans, c'est-à-dire, depuis la Guerre de Chiozza, leur Gouvernement ne seroit plus une Aristocratie, puis qu'il passeroit désormais entre les mains des plus riches, & non des meilleurs. L'entrée au Conseil, s'écrioit-il, s'accordera-t-elle à peu, ou à beaucoup de gens? Si ce n'est qu'à un petit nombre, le secours, que la Patrie en recevra, sera bien petit, en comparaison du dommage, qu'elle en souffrira. C'est vouloir éteindre le feu de la guerre avec une goutte d'eau. Et si nous recevons beaucoup de familles, notre Aristocratie dégénérera en un Gouvernement populaire. Que l'on ne me dise point, que l'agrégation, qui se fit de trente familles en l'année 1379, n'altéra point la forme de notre République. Car les conjectures sont bien différentes. Alors, nous ne possédions point de villes dans la Lombardie, & le Levant, qui se voioit de tous côtés menacé d'esclavage, n'osoit rien entreprendre. Aujourd'hui, que nous possédons, en Italie, tant de villes, remplies d'une Noblesse ancienne & florissante, nous ne pouvons incorporer à la notre, tant de prétendants, dont l'extraction nous est inconnue, sans nous exposer au mépris de nos Sujets de Terre-Ferme. Dans la Guerre de Chiozza, l'on admit un nombre déterminé de familles triées, qui avoient tout hazardé, pour recouvrer cete ville, que les Genois avoient prise, & pour sauver Venise, qui courroit grand risque de l'être. Maintenant, on propose d'ouvrir la

## 78 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

porte du Conseil à tous ceux, qui auront la bourse à la main. Ainsi, ce n'est point le mérite, que l'on récompense, comme l'on fit en 1379. mais la Noblesse, que l'on vend, ou plutôt, que l'on prostituë. Jaques Marcelllo, Conseiller de la Seigneurie, dit au contraire : Que le moins le plus aisé d'avoir de l'argent, est celui, qui est le plus volontaire ; & qu'il n'y en a point qui le soit plus, que celui, qui a pour éguillon l'espérance de commander. Que quand même la République n'auroit point la guerre avec le Turc, elle devroit augmenter le nombre de sa Noblesse ; notablement diminué depuis un tems, l'Oligarchie étant bien plus à craindre pour eux, que la Démocratie, dont on leur faisoit tant de peur. Qu'à s'associer un nombre de leur inférieurs, ils ne perdroient pas plus de leur réputation, ni de leur splendeur, qu'un flambeau alumé pérdoit de sa lumière, lorsqu'il en alumoit d'autres, d'autant qu'ils ne communiqueroient pas à ces nouveaux compagnons la noblesse de la naissance, mais seulement l'Administration-Civile, qui ne devoit pas tant être le patrimoine de la naissance, qu'elle ne fût aussi la récompense de la vertu. Que, pour se défendre contre le Turc, ils avoient besoin d'un grand armement, qu'ils ne le ponvoient faire sans une mine d'or, d'autant que dans un siècle de fer, comme le notre, les hommes ne venoient qu'au son de l'argent. Qu'il ne faloit point s'attendre au secours des Princes, qui ou ne se soucioient pas de l'Ennemi-commun, parce qu'ils en étoient éloignés ; ou le craignoient trop, parce qu'ils en étoient voisins. Qu'au lieu que la Noblesse-Vénitienne étoit haine de toutes les familles puissantes, qui n'avoient point de part au Gouvernement, à cause quelques desespéroient de s'avancer aux honneurs de

de la Patrie , elle se les concilieroit toutes , dès qu'elle en agrégeroit quelques - unes à son Corps , sur l'espérance qu'auroient les autres de pouvoir un jour obtenir là même grace . Qn'enfin , il valoit bien mieux écrire de nouveaux noms au L i v r e - b o r , que de faire écrire sur leurs Tombeaux la ruine déplorable d'un Empire florissant , que leurs Ancêtres avoient pris tant de peine à leur conserver . Comme les esprits se trouvèrent partagés entre les raisons du Conseiller & celles de l'Avogador , l'affaire demeura quelques mois indécise , mais ayant été de nouveau proposée en 1646 . l'avis du premier l'emporta : Et Jean - François Labia originaire de Florence , ayant été reçu , les Prétendans se présentèrent en foule . Si bien qu'en trois ou quatre ans le Grand-Conseil agrégea jusqu'à quatrevingt familles , tant de Venise , que des villes de Terre-Fermie .

Quant aux Eclésiastiques , il est vrai , que le Sénat leur est trop indulgent ; & Principalement aux Moines , qui , selon le mot du Noncé Scipion Elci , *auroient grand besoin , que l'on accourcît leur capuchon .* Mais c'est par ce moyen , que la République se met en état de ne pas craindre les effets , que produisent ailleurs les Censures & les Excommunications \* Papales , vu que les Moines , sachant bien , que nul autre Prince ne leur laisseroit la liberté , qu'ils ont à Venise , où ils vivent heureux , & contents , ils se soucient fort peu de désobéir au Pape , & à leur Général ; aux menaces de qui ils opposent les bonnes-graces & la protection de la Seigneurie , comme le bouclier d'Achilles . L'on en a vu un bel exemple durant l'Interdit de Paul V. qui ne fut observé , que par

\* Voiez ,  
Interdit ,  
dans les  
Remar-  
ques .

## 80 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

les Jésuites, les Téatins, & une partie des Capucins. Car quelques étorts, que fissent les Partisans de la Cour-Romaine, qui prêchoient à Ferrare, à Bologne, & à Mantouë, que la République étoit Lutérienne, qui semoient par tout l'Etat des Ecrits séditieux, où ils enseignoient, que les mariages, qui s'y faisoient, étoient nuls, & une infinité de choses de céte nature, tous les Sujets demeurerent dans l'obeissance, & en repos : Au lieu que si les Moines n'eussent pas été attachés à la Seigneurie par leur propre intérêt, dans une conjoncture, où le Pape étoit secondé par tant de boutefoux, & sur-tout par les Espagnols, qui échauffoient encore la querèle ; ils eussent pu porter les Peuples à la révolte, en déclamant contre le Gouvernement, en séduisant les consciences timorées dans les Confessions, & en faisant des Crocésignats, pour porter l'Entierd de la rebellion ; qui font les moiens, avec lesquels ils ont alumé autrefois le feu des guerres-civiles en Italie, & particulièrement à Milan en l'année 1242. & à Parme en 1279. De sorte que l'affection des Eclésiastiques servit beaucoup au Sénat avec son bon droit, qui étoit d'ailleurs soutenu par l'intérêt commun de tous les Princes de l'Europe. L'on jugea bien aussi dès le commencement de céte affaire, que l'issuë n'en seroit pas heureuse pour le Pape, & l'on disoit communément par allusion aux Armoiries de ce Pontife & de la Seigneurie

\* Voiez que le Dragon-Borgueſe ne terraſſeroit pas les Re-Lion-Vénitien ; & que si l'un batoit de ses ailes l'autre en avoit pareillement, pour se mettre couvert. A quoi se rapportoit fort bien ce verset de l'Ecriture, sub umbra alarum tuarum

qui servoit alors de devise aux Vénitiens, au lieu de, *Pax tibi Marce*, qu'ils n'emploient, que dans la paix. Qui est la raison, pourquoi ils mettent dans leur Ecusson le Livre fermé, quand ils ont la guerre, ou qu'ils se parent à la faire.

Le Sénat tire encore un autre avantage du libertinage des Eclesiastiques, savoir, de les décréditer parmi le Peuple, qui, tout aveugle & corrompu qu'il est, ne laisse pas de voir leur ignorance, & de haïr leurs débauches. Ainsi, leurs mauvaises humeurs ne sont pas fort à craindre, étant certain, que le Peuple n'écouteroit, ou du moins ne suivroit pas volontiers des gens, dont il fait peu de cas, & qu'il connoît incapables de bien conduire une entreprise. Au reste, le Sénat fait si bien flater les Moines en tems de guerre, qu'il en tire des sommes immenses d'argent, sans les mécontenter. Car il ne les oblige pas à ces contributions par des Edits, ni par des commandemens positifs, comme le reste de ses Sujets; mais par ces sortes de prières, ausquelles il n'est jamais libre de résister, ainsi qu'il fit durant la guerre de Candie. Ajoutez à cela, que dans ses besoins il se sert toujours du prétexte spécieux de leur méchante vie, & du scandale, qu'elle donne au Public, pour obtenir plus aisément du Pape la suppression de leurs Monastères, & la vente de leurs biens à son profit.

Et pour ce qui regarde la conduite déréglée des Religieuses: C'est un mal nécessaire, qu'il faut dissimuler, pour ne pas mettre au desespoir tant de filles, que les Nobles jèrent tous les jours par force dans les Couvens, où elles ne feroient jamais profession, si elles ne s'y trouyoient plus heureuses qu'à la maison de leurs pères. Il

## 82 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

est bien vrai, que l'on ne devroit pas les forcer à prendre un genre de vie, où elles n'ont nulle vocation. Mais, si l'on considère le penchant, qu'elles ont la plupart au libertiaage, leurs infames amours avec des valets, & d'autres saleitez abominables, qui feroient rougir le papier de honte, si je les écrivois, l'on excusera la rigueur des parens, qui n'auroient pas assez de cent yeux, pour les observer. Et d'ailleurs, ces pauvres filles, qui ne sortent presque jamais & que la Coutume du Païs prive de tous les divertissemens de la Vie, rencontrent plus de douceur dans un Couvent, où du moins il ne leur est pas tant défendu de voir leurs Amans à la grille, que dans leur maison, où elles ne voient, que les murailles de leur chambre.

Je dirai ici en passant, que le Sénat n'a jamais voulu souffrir, que les Nonces du Pape, ni aucun Commissaires envoiez de sa part, fissent la visite des Couvens de Venise, ni de ceux des autres villes de l'Etat. Ils eurent en l'an 1580. une grande contestation avec le Pape Grégoire XIII. qui avoit donné cete commission à Alexandre Bolognet, son Nonce, avec l'assistance des Evêques de Vérone & de Bresse. Mais ils en sortirent à leur honneur, contrignant le Pape de nommer un Prélat Vénitien, pour faire cete visite. Ce fut Augustin Valier Evêque de Vérone, & depuis Cardinal. Quelques années auparavant, ils avoient empêché le Cardinal Borromée de visiter les Couvens du Diocèse de Bresse, dont il étoit le Métropolitain, seulement, parce qu'il étoit sujet d'un autre Prince. Outre que disoient-ils, il ne favoit point les Coutumes du Païs, ni ce qui convenoit à la forme du Gouvernement de Venise.

Enfin, la protection des Courrisances est un mal, d'où

d'où le Sénat tire un bien, puisqu'il se délivre par là du souci qu'il auroit, de tenir occupéz tant de jeunes Nobles, qui, faute d'être emploiez, pourroient dans l'oisiveté s'entretenir de pensées pernicieuses à l'Etat. Les Courtisanes sont des sang-fuës, qui s'appliquent aux parties de l'Etat, qui ont trop de sang. Ce sont des épenges, qui prennent tout le suc des Etrangers, & que les Magistrats pressent dans les occasions fréquentes, qu'elles en donnent. Car, si elles s'habillent comme les Gentildonnez, ou si elles font quelque autre faute contre les Loix, le Magistrat des Pompes les condanne à de si grosses amandes, qu'elles en sont bien souvent réduites à vendre leurs meubles, & à coucher sur la dure. Une fois que les *Signorez* (ils appellent ainsi les Courtisanes) s'étoient retirées de Venise, le Public connut bien tôt le besoin, que la Ville en avoit, vu que tous les jours on voyoit galever & violer des filles-de-famille, & même forcer les portes des plus célèbres Monastères. De sorte que la Seigneurie fut obligée de faire venir des filles-de-joie de tous les endroits, & de leur assigner un fonds pour vivre, avec de certaines maisons, qu'on apelloit *Cafe-Rampane*, d'où est venuë à Venise l'injure de *Carampane*, qui se dit aux femmes débauchées. Ce qui fait bien voir, qu'il y a des maux, où il est très-dangereux de vouloir toucher ; que les maladies d'Etat sont incurables, quand elles sont vieilles, & qu'il vaut mieux laisser en repos un corps cacochyme, que d'en émouvoir les humeurs par des remèdes, qu'il ne peut plus porter. Il est d'ailleurs de la prudence d'un Prince, de permettre ce qu'il ne peut empêcher, de peur de commettre son autorité, qui devient méprisable lorsque ses commandemens ne sont pas suivis de l'exécution.

## 84 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Il seroit plus aisé de faire un nouvel Etat, que d'en réformer de certains abus, qui ont passé en coutumes. <sup>a</sup> Et il n'y peut avoir de Gouvernement parfait, parce qu'il y aura des vices tant qu'il y aura des hommes. <sup>a</sup> Il y aura bien toujours d'autres hommes, mais il n'y aura jamais d'autres mœurs. C'est pourquoi Caton passoit pour un malhabile-homme-d'Etat, parce qu'il ne favoit pas s'accommode à la portée de son siècle. Et Tacite observe, que Pompée, <sup>b</sup> qui avoit été élu pour réformateur des mœurs, fut obligé d'abolir les loix, qu'il avoit lui-même établies, parce qu'elles étoient plus insupportables, que les maux. Ce qui faisoit dire au Grand Cosme de Médicis, qu'une ville en désordre valoit bien mieux, qu'une ville perdue; <sup>c</sup> pour signifier qu'un Prince à toujours plus d'honneur de conserver son Etat, quel qu'il soit, que d'en perdre la possession.

Après avoir traité amplement de la Politique du Sénat de Venise au dedans, il me reste à parler maintenant de ses correspondances au dehors. A quoi je vais satisfaire en conformité des instructions, que j'en ai prises à Venise.

## AVEC LE PAPE.

**L**E Sénat tâche d'entretenir toute sorte de bonne correspondance avec les Papes. Il les respecte, il les révère, il leur complait, pourvu qu'ils n'exigent rien que de juste, & qu'ils se tiennent dans les bornes de leur puissance, sans entreprendre sur la sienne. Car s'ils passent les limites, ils n'y rencontrent plus que de la contradiction, & de la résistance. Témoin les Papes Grégoire XIII, Paul V. & Urbain VIII. Lorsque j'étois à Vé-

nise il y eut quelques brouilleries entre la Cour de Rome & la République , à l'occasion des Religieux Privilégiés , que l'on obligea d'assister aux Procéfions ; & d'un Canal , que le Sénat faisoit construire sur le Pô ; aux confins du Polésin & du Ferrarois , pour la commodité du transport des marchandises , sans passer par les Terres de l'Eglise . Ce que le Cardinal Altieri ne put empêcher , quoi qu'il en eût bien la volonté .

Il y a une ancienne émulation entre ces deux Potentats , nourrie par les prétentions de l'un , & par les opositions de l'autre , n'y ayant point de Prince en Italie , qui soutienne mieux sa dignité , que la Seigneurie de Venise ; comme il n'y a qu'Elle aussi en Europe , qui a exclus les Eclésiaquistes de la participation du Gouvernement-Civil , & qui n'a point de Pensionnaires à Rome , ayant pour maxime , de se mêler peu de l'élection des Papes . A quoi il faut ajouter la rétention du Polésin , ancien membre du Duché de Ferrare , qui sera toujours un sujet de contestation & de querelle . Cependant les Vénitiens contentent le Pape par de magnifiques Ambassades , & par la communication de leur Noblesse à ses Neveux , (usage introduit depuis le Pontificat d'Innocent VIII. de la Maison Cibo-Malaspina) En revanche , le Pape leur accorde des décimes sur le Clergé , & des suppressions de Monastères , lorsqu'ils ont la guerre avec le Turc ; leur permet quelquefois de tirer des blés de l'Etat-Eclésiaistique ; & les comprend toujours dans les promotions , qu'il fait pour les Couronnes .

Enfin , le voisinage de ces deux Etats , qui sont limitrofes par Mer & par Terre , & la jalouſie , qu'ils ont également de la puissance du Roi d'Espagne en Italie , les unissent ensemble par les liens d'un commun intérêt . C'est-pourquoi les Espagnols , qui connoissent parfaitement l'importance

## 86 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

de cette union , emploierent tous leurs artifices auprès de Paul V. pour l'engager à la guerre contre cette République , qu'il avoit interdite , sachant bien , qu'ils profiteroient seuls de ce désordre .

## AVEC L'ESPAGNE.

Quoique les Espagnols & les Vénitiens semblent cultiver une amitié sincère par de continues Ambassades de part & d'autre , il est constant néanmoins , qu'ils nourrissent entre eux une haine mortelle , les Espagnols ne pouvant容忍er le démembrement des villes de Bresse , de Bergame , & de Crème , d'avec le Duché de Milan ; & les Vénitiens vivant toujours dans une extrême appréhension d'en être dépouilllez . Ce qui les obligea de bâti le Fort de la Capelle à Bergame , en l'année 1588 . De sorte , qu'ils n'eussent pas seulement les Espagnols par coutume , & par habitude , comme le disoit un jour le Marquis de Castel-Rodrigue à l'Ambassadeur de Venise Pierre Bazadonne ; mais par une connaissance certaine de leur mauvaise volonté . Au reste , le Sénat tient toujours un Résident à Milan , qui est l'endroit , où se forgent tous les desseins des Espagnols en Italie , & d'où il apprend leurs négociations avec les Princes , l'état de leurs affaires , la disposition de leurs Armées , & beaucoup d'autres particularitez , qui lui étant fidèlement écrittes , sont très-essentielles au bien-public . Et pour mieux ariver à cette fin , il caresse & ménage autant qu'il peut le Gouverneur de cette Province , vu que le bon voisinage & la bonne intelligence avec le Roi Catholique dépend en partie des favorables impressions , que ce Ministre lui donne .

ne. Témoin tout ce qui s'est passé du tems de Dom Pierre de Toléde, & du Duc de Feria, tous deux Gouverneurs de Milan, qui tinrent la République dans une continue agitation, parce qu'ils en étoient ennemis en leur particulier. Et peu s'en faut, que pour un petit passage apelé *Strada dello steccato*, c'est-à-dire, le Chemin de la Palissade, qui joint le Territoire de Crème avec celui de Bergame, par où le Duc de Feria prétendait faire passer de la Milice, sans la permission des Vénitiens, il ne s'allumât une dangereuse guerre entre les deux Partis. D'ailleurs, la République hait les Espagnols, pour les avoir éprouvez encore plus dangereux ennemis durant la paix, que pendant la guerre ; comme il y a bien paru durant l'Interdit de Paul V. &, quelques années aprés, dans la conspiration de Dom Alfonse de la Queva \* leur Ambassadeur. Ce qui a fait dire à \* 1618. Trajan Bocalin, qu'il sufissoit de fermer les portes avec une clef, quand on avoit la guerre avec eux ; mais qu'il y falloit double serrure en tems de paix, si l'on vouloit être en sûreté chez soi. Ainsi, les Vénitiens avoient bien raison de s'inquiéter, lorsque la Princesse Marie de Mantoue, Mère du feu Duc Charles, songeoit à se marier avec le Cardinal Infant d'Espagne, suivant la promesse secrète, qu'Elle en avoit faite à l'Empereur. Car, si cela fut arrivé, la République se trouvoit serrée de tous côtés par la Maison d'Autriche. \*

Mais quelque aversion, que les Vénitiens aient pour les Espagnols, ils ne laissent pas de les mé- de Fran- nager autant qu'ils peuvent, à cause du besoin, ce d'An- qu'ils ont des blés de la Sicile & de la Pouille, gelo- qui suppléent souvent à la disette de leur ville. \* Réa- tion MS.

AVEC

## 88 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

### AVEC LE PORTUGAL.

**D**ans le siècle passé, la République cultivoit l'amitié de ce Roi par des Ambassades. En l'an 1571. Elle envoia Antoine Tiepolo Ambassadeur, au Roi Sébastien, pour lui annoncer la nouvelle de la victoire de Lépante, & l'inviter d'entrer dans la Ligue contre le Turc. En 1579. Matieu Zane alla féliciter de sa part le Roi-Cardinal Henri, sur son avénement à la Couronne. L'année suivante, les cinq Gouverneurs du Royaume envoierent Döm François Farrio à Venise ; pour informer le Sénat de la mort du Roi Henri, & pour lui demander du secours contre Philippe II. Roi d'Espagne, qui vouloit s'emparer du Portugal, par la voie des armes. Depuis ce tems-là, Venise n'a eu nulle correspondance avec cette Couronne. Mais le Sénat n'a pas laissé d'être bien-aise de la voir ôter à la Maison-d'Autriche, dont l'abaissement lui sera toujours très-agréable, quand il n'en reviendra point de profit à la France.

### AVEC L'EMPEREUR.

**L**e Sénat est d'autant plus afectionné à l'Empereur, que l'on n'a rien à craindre de lui en Italie, où il n'a point aujourd'hui de crédit, ni d'Etats. Et tout ce qu'ils haissent en lui, c'est seulement d'être issu d'une Maison, dont les Aînez sont leurs plus dangereux ennemis. Ce Prince a pourtant toujours des prétentions sur le Frioul, que

que ses Prédécesseurs ont engagé à la Seigneurie de Venise pour quatre-cens mille écus. Mais il y a legitime prescription, & le Sénat apuie encore ce droit de celui de la guerre, ayant recouvré céte Province par ses armes, après en avoir été dépoüillé par l'Empereur Maximilien I. Udine, qui en est la Capitale, n'ayant pas une assiette, ni un terrain propres à la fortification, il a fait bâti la forteresse de *Palma-Nova* à la moderne, avec neuf boulevards en cercle, qui rendent céte Place également forte de tous côtez, & capable de résister aux entreprises de la Maison-d'Autriche, & aux invasions des Turcs, qui sont entrez déjà 14. fois dans ce País, sur tout en 1470, 1479. & 1499. \* Ainsi les Habitans auront du moins ce lieu, pour retraite, & pour asile, dans les rencontres.

C'est sur la prétention du Frioul, que l'Empereur fonde celle, qu'il a de nommer au Patriarcat d'Aquilée; Droit, qui véritablement étoit resté à ses Prédécesseurs, après l'engagement de céte Province. Mais la Seigneurie, pour éviter toutes les contestations, a trouvé un expédient, pour ne laisser jamais vaquer le Siège, en donnant au Titulaire le pouvoir de choisir un Coadjuteur; ce qu'il ne manque point de faire, pour l'intérêt de sa famille, où il tâche de conserver le plus qu'il peut céte belle dignité. Par où l'Empereur reste exclus de la nomination d'Aquilée, bien qu'il ait encore la ville.

Ce Prince, en qualité de Roi de Hongrie, conserve encore un droit sur la Dalmatie, que le Roi Ladislas engagea aux Vénitiens, pour la somme de cent-mille ducats, quoiqu'ils disent, que céte Province leur a été vendue tout-à-fait. A quoi il n'y a guères d'aparence, puisque le Roi Venecias leur en demanda la restitution, du temps

\* Bened  
Guidi  
Monaco  
Cassine-  
se.

## 90 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

tems de la Guerre de Cambrai , menaçant Pierre Pasqualigue leur Ambassadeur , de se faire justice par les Armes , s'ils ne da lui faisoient eux-mêmes . Mais , faute d'argent , il perdit l'occasion favorable , qu'il avoit , de rentrer dans cette Province , pendant que les Vénitiens étoient occupez à se défendre contre l'Empereur & le Roi de France.

L'Empereur a pareillement un droit sur les villes de Padouë , de Trevise , & de Vérone , & les Vénitiens reconnurent ce droit , du tems de Maximilien I. à qui ils firent offre , par le Pape Jules II. dont ils avoient accepté la médiation , de payer une fois deux-cents mille ducats , pour l'investiture de ces villes , &c ; outre cela , une certaine somme d'argent tous les ans , *per conto di feudo*. Que si ces propositions n'eurent pas leur effet , à-cause que la Négociation fut rompuë par l'Evêque de Gurk , Ministre de l'Empereur , cela n'empêche point , que le droit de l'empire ne subsiste toujours , & que cette offre ne lui serve de preuve contre les Vénitiens . Il est encore à remarquer , que le même Empereur mit le Doge Léonard Loredan au Ban de l'Empire , & le proscrivit , comme un Sujet rebelle , ainsi qu'il se voit par l'Edit de Wormes , publié en 1509.

L'an 1521. Charle-Quint les voulant obliger à se déclarer contre François I. leur prométoit de céder tous les droits , que l'Empire avoit sur les André Morosin villes , que la République possédoit en Terre-Ferme. A quoi ils eussent contredit sans douté , si la proposition eût été imaginaire.

AVEC LES ELECTEURS  
de l'Empire.

**L**A République n'entretient aucune correspondance avec les Electeurs de l'Empire, ou, parce qu'elle n'a point d'affaires à traiter avec eux ; ou bien, à cause d'une vieille émulation pour la préférence, que le Collège Electoral lui a toujours disputée, en vertu de cet Arrest de la Bulle-d'or, *Sacri Rom. Imperii Electores digniores habentur cateris Principibus, præter Reges.* Outre l'exemple d'un Ambassadeur du Palatin, qu'ils disent l'avoir eu sur Vincent Gradénique, Ambassadeur de Venise, dans la cérémonie des noces de l'Archiduc Ferdinand, depuis Empereur, avec la Princesse Marie-Anne de Bavière, célébrées à Gretz, en 1600. Ce que les Vénitiens nient fortement. Et pour la Bulle-d'or, ils répondent, qu'ils sont compris dans l'exception *præter Reges*, étant en possession du traitement Royal dans toutes les Cours de l'Europe. Et si le Comte d'Ognate, Ambassadeur d'Espagne, le refusa à Pierre Gritti, Ambassadeur de Venise, à Vienne ; \* comme fit En 1622 aussi depuis à Madrid, le Comte de Kefniller, Ambassadeur de l'empereur, à Léonard More, Ambassadeur de la République ; cette nouveauté, qu'ils vouloient introduire, pour vanger leur querelle, touchant la Valteline, ne pouvoit pas préjudicier au droit certain de la République, ni fortifier celui des Electeurs. En effet, un Cardinal n'ayant pas voulu recevoir les lettres du Sénat, écrites en la forme ordinaire, c'est-à-dire, avec le titre d'*Illusterrime*, au lieu de celui d'*Eminentissime*, Urbain VIII. déclara au Sacré-Collège, qu'il

cora-

## 92 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Nani  
Hist.  
liv. 9.

comprenoit la République de Venise dans la clause, *Exceptis Regibus*, & commanda à tous les Cardinaux de traiter avec Elle comme auparavant. Et ce titre d'*Illustrissime* est peut-être une des raisons, pourquoi les Cardinaux Etrangers passent toujours *incognitò* par Venise. Mais les Cardinaux Vénitiens se contentent volontiers de ce traitement, pour ne pas préjudicier au droit de leur Patrie.

\*Voiez les Remarques.

De plus, il est constant, que, si le Doge aloit à Rome, il y seroit traité en Roi, comme le fut autrefois le Duc Christofle More \* à Ancone, par le Sacré-Colége, *sede vacante*. Car, bien qu'il n'ait que le titre de Duc, ce titre, qui est personnel, cesseroit par la representation du Corps de la République, à qui la Roiauté est affectée en commun. Ce qui est si vrai, que sous le Pontificat de Clément VIII. quelques Cardinaux ayant démandé au Grand-Maître-dés. Cérémonies, comment l'on-traiteroit le Duc Marin Grimani, s'il venoit à Ferrare, où ce Pape l'avoit invité, cet Oficier leur répondit, que l'on ne pouvoit lui refuser le traitement de Roi, dont sa République étoit en possession depuis long-tems. A quoi j'ajouterai en passant, que le Pape Aléxandre VII. qui n'étoit pas d'humeur à prodiguer les honneurs, ne hésita point de dire une Messe de *Requiem* pour l'ame du Duc Jean Pesare: honneur, que le Pape, à ce qu'on dit, ne fait qu'aux Rois.

Lés Ambassadeurs de Venise ont maintenu vigoureusement ce rang dans toutes les rencontres. L'an 1562. Augustin de Bawtgarnier, Ambassadeur de Bavière, le voulut contester à Nicolas du Pont & à Matieu Dandole, Ambassadeurs de Venise au Concile de Trente. Et quoique Pie IV. eût jugé en leur faveur, le Bavarois potesta, que, s'il leur cédoit, c'étoit seulement pour ne point apor-

aporter de confusion aux affaires du Concile , ou il ne venoit pas pour disputer ; mais que pour ne point préjudicier aux droits de son Maître , ni des autres Princes des Maisons Electorales de l'Empire , il demandoit , que sa protestation fût insérée dans les Actes du Concile , & qu'il lui en fut donné Acte , signé des Légats. A quoi Nicolas du Pont , qui voioit , que cela tendoit à faire un procès à l'avenir , & à éclater la décision du Pape , André Morosini Hist. de Venise repliqua hautement , que le Duc de Bavière devoit , liv. 8. par toute sorte de raisons , céder par tout à leur V. les République , & pria pareillement , que sa déclara. Rem. au tion fût enregistrée dans les Actes du Concile. mot. D<sup>e</sup> ferend. Mais ces Ambassadeurs y firent une faute assés lourde , en voulant prendre trop de précautions . Dans le chap. 9. du Decret de la Reformation de la Session XXV. le Concile ayant mis une exception pour les Patronages de l'Empereur & des Rois , ces Ambassadeurs demandèrent , que les Patronats de leur République fussent compris dans l'exception des Rois. Par où il sembloit , qu'ils fussent eux-mêmes en doute de leur droit. Et c'est pour eux que l'on inséra , après ces paroles , *Exceptis aliis , que ad Imperatorem & Reges ,* la clause (*seu regna possidentes*) pertinente. Ce qui fait un tres-mauvais état , maintenant qu'ils n'ont plus de Roiaumes.

L'an 1575. le Pape Grégoire XIII. ayant résolu de changer l'ordre de la séance des Ambassadeurs Paul Roiaux , dans les Chapelles , pria celui de Venise Tiépolo d'y faire consentir sa République , disant que les autres Princes se conformeroient à cet exemple. Le Sénat répondit , qu'il obéiroit volontiers au Decret de Sa Sainteté , sans se mettre en peine du lieu , que son Ambassadeur occuperoit , pourvu que ce fût celui , que tiendroient les autres Mi-

## 94 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Ministres Roiaux , de qui la République ne pouvoit nullement séparer sa Cause.

L'an 1590. le Sénateur de Rome voulant renouveler un ancien droit de sa Charge, dans la cérémonie du Couronnement du Pape, où il prétendoit précédé tous les Ambassadeurs Roiaux , excepté celui de l'Empereur ; Albert Badoer, Ambassadeur de Venise , demanda au Grand-Maitre-des-Cérémonies , si c'étoit l'intention du Pape de lui préférer ce Magistrat. L'Oficier répondant , qu'il l'entendoit ainsi , le Badoer alla sur le champ déclarer à Sa Sainteté , que , si Elle lui faisoit ce tort , il ne se trouveroit point à la cérémonie. Par où elle fut obligée de congédier le Sénateur , & de contenter ce Ministre , qui remporta d'autant plus de gloire de cette action , qu'il soutint seul la Cause commune des autres Ambassadeurs Roiaux , qui étoient absens.

L'an 1631. Urbain VIII. ayant créé Dom Tadée , son neveu, Préfet de Rome , en la place du Duc d'Urbin , Dom Tadée voulut , à cause de cette dignité , qui n'est qu'une ombre de l'ancien *Prefectus Pratorio* , ou Capitaine-des-Gardes des Rois d'Italie , précéder les Ambassadeurs au *Solio*. Mais Jean Pefare , Ambassadeur de Venise , ne feignit point de dire au Pape , que l'usage de l'assistance des Ambassadeurs aux Chapelles ayant été pieusement introduit , pour représenter l'union des Membres de la Chrétienté avec leur Chef , il étoit étrange , que Sa Sainteté voulût altérer cet ordre. Que le Pape , étant chez-soi pourroit faire ce qu'il voudroit , mais que puisque de Juge il devenoit Partie , & qu'il aimoit mieux se Montrer oncle passionné , que Prince juste , & Pére-commun , ils s'abstiendroient tous d'aler en Chapelle. Ce différend cessa par la promotion du Préfet Charles Barberin au Cardinalat , en l'année 1653.

AVEC

Ce que l'on doit faire pour empêcher la France d'entrer dans l'Italie, & de prendre le Marquisat de Saluces, & de l'ajouter à son royaume.

## AVEC LA FRANCE.

**S**i le Sénat a de l'aversion pour les Espagnols, il n'a guères d'amitié pour les François, dont il regarde la puissance avec des yeux d'envie, & dont il appréhende le voisinage, comme une assurance de sa ruine ; transervant toujours un vif souvenir de la Guerre de Louis XII. qui lui fait une désagréable perspective. L'aquisition, que la France a faite de Pignerol, nourrit cette crainte, bien que ce soit une porte ouverte, pour le secours des Princes d'Italie, contre l'opposition des Espagnols, qui leur étoient déjà devenus insupportables depuis l'échange du Marquisat de Saluces.

Les Vénitiens font tout ce qu'ils peuvent, pour se maintenir neutres entre les Couronnes de France & d'Espagne ; soit pour se conserver la confiance des deux Nations, ou pour en balancer la puissance, & la tenir dans l'équilibre. Et quelque jalouſie qu'ils aient contre les Espagnols, ils n'aideront jamais à les chasser d'Italie, pour mettre les François en leur place. C'est-pourquoi le Comte de la Roque, Ambassadeur d'Espagne à Venise, n'eut pas beaucoup de peine à gagner sa cause contre Messieurs de Belliévre & de la Tuillerie Ambassadeurs de France, qui sollicitoient le Sénat à se liguer avec le Roi contre les Espagnols, pour s'empêtrer conjointement du Duché de Milan, ni le Marquis de Fuente à empêcher, que l'on ne nous accordât le passage de la rivière d'Adda, le demandant lui-même pour le Roi d'Espagne son Maître, afin d'obliger par cette russe le Sénat, qui ne pouvoit pas s'en excuser avec la Fran-

1635.

## 96 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

France , de le refuser aux deux Couronnes. Ce qui sauva le Milanéz , qui étoit intâtablement perdu , comme l'avoûdit le Marquis de Caracène , si nous eussions obtenu ce passage.

D'ailleurs , l'humeur Espagnole est plus conforme , que la nôtre , à celle des Vénitiens , qui sans doute aimeroient les Espagnols plus que nous , s'ils n'avoient point d'Etats en Italie , ou si nous avions ceux qu'ils y possèdent. Et pour dire le vrai ; Venise n'aime ni les uns , ni les autres & quelque grande que soit la correspondance avec eux ; Elle ne s'y fiera pourtant jamais. Aussi les Vénitiens disent-ils , qu'ils servent *haut* les Espagnols , sans se partialiser pour les François.

Cependant , il faut avouer , que la France est un peu plus favorisée à Venise , que l'Espagne , du moins pour ce qui regarde ses Ambassadeurs , que l'on y considère , ou que l'on y desire davantage. Outre que le Sérat la préfère toujours en de certaines rencontres de partialité , comme dans la vacance du Saint-Siége , où il ordonne aux Cardinals ses Sujets , de se joindre à la Faktion Francoise dans le Conclave ; & à son Ambassadeur à Rome , d'agir de concert avec le nôtre en cette affaire. Ce qui est d'un grand secours à la France ; quand l'Ambassadeur de Venise y procéde franchement , & suivant les ordres de sa République , qui n'a pas moins d'intérêt , que cette Couronne , de contrecarrer fortement les Espagnols. Mais quelquefois il fait tout le contraire. Témoin le Sorançé qui nous trahit vilainement dans le Conclave de 1621 . sur l'espérance qu'il avoit de gagner un Chapeau. Outre cela , les Cardinals Vénitiens ne dépendent pas absolument de la Seigneurie , qui ne contribue rien à leur promotion ; qu'une simple recommandation au Pape , ils servent à leur mode , sans se mettre en peine d'autre chose , que de leur intérêt.

AVEC

## AVEC SAVOIE.

**L**es Vénitiens & le Duc de Savoie ne vivent plus dans cette bonne intelligence, où ils étoient autrefois. Charles-Emanuel I. commença de rompre avec eux, en congédiant Vincent Guffoni, leur Ambassadeur, à l'occasion du secours, qu'ils envoioient au Cardinal-Duc de Mantouë, pour la défense du Montferrat. Victor-Amédée \* les offensa par le titre légitime de Roi <sup>\*Voiez les Re-marques.</sup> de Chypre, qu'il prit en 1631. & le feu Duc Charles-Emanuel II. fut toute sa vie en froideur ou en dispute avec eux, pour le même sujet, & pour la suscription des lettres du Sénat, qui ne porte que, *Illusterrimo & Excellentissimo Principi, &c.* L'an 1662. l'Abbé Vincent Dini, Envoyé de feuë Madame Roiale à Venise, avoit conclu un accommodement aux conditions suivantes : Que les Ambassadeurs de la République à Turin y seroient traitez, comme les Nonces du Pape, & les Ambassadeurs de France : Que le Duc se contenteroit des titres anciens, dans les lettres, que le Sénat lui écriroit, & garderoit dans les siennes le stile, qui étoit en usage avant la rupture de la correspondance : Que l'Ambassadeur, que le Duc enverroit à Venise, exprimeroit, dans sa première audience, le Déplaisir, que son Maître avoit de tout ce qui s'étoit passé ; & que le Duc diroit la même chose à l'Ambassadeur, que le Sénat lui enverroit, dès que le sien auroit paru au Collège : Que les Ambassadeurs de Savoie s'en tiendroient à l'ancien traitement : Que le Livre du Père Monod, Jésuite (qui attribue le Tome I. E titre

## 98 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

titre de Roi de Chipre au Duc) seroit supprimé par Edit, & défenses faites de le vendre, ni de le r'imprimer jamais. Cet accord, quoique désagréable aux principaux Ministres de Savoie, qui prétendoient l'égalité du traitement, ne laissa pas d'être immédiatement suivi de l'envoi du Marquis del Borgo à Venise, & puis de celui de Louis Sagrede à Turin. Mais, comme tout ajustement, dont les conditions sont trop inégales, devient insupportable à la partie lésée, les picoteries & les animosités ne mirent guères à se réveiller, d'autant plus que les Vénitiens, qui se roidissent, quand on les recherche, avoient réjeté la proposition avantageuse, que le Ducleur faisoit, de leur envoier de plus grans secours, à la charge, que leurs Ambassadeurs reçussent les siens à l'égalité, dans les Cours des Princes. Le Comte de Bigliore, son Ambassadeur à Venise, ayant fait éléver sur la porte de son Palais les Armes de Savoie, écartelées de Chipre, le Sénat lui fit dire, que, s'il ne faisoit ôter promptement ce tableau, qui étoit injurieux à la République, il le verroit détacher, & rompre devant les yeux. A quoi il fut obligé de se rendre de bonne-grace, pour ne pas commettre la dignité de son Maître. Un jour le Comte Filipe d'Aglié, Chevalier de l'Annonciade, ayant entamé cete odieuse matière, s'atira une facheuse réponse de l'Ambassadeur de Venise, Catarin Belegno, qui lui dit, *Que sa République voudroit avoir donné grande chose, & voir ce Royaume entre les mains de son Altesse de Savoie : au lieu de le voir entre celles du Turc, d'autant que ses Supérieurs fauroisent bien avec la force de leurs armes, s'en rendre en deux mois de tems les maîtres.* Ces altérations, & plusieurs autres sujets plus nouveaux, firent enfin cesser toute sorte de correspondance

ce

ce en l'année 1670. le Sénat ayant rappelé François Michieli , son Ambassadeur , de qui le duc étoit très-mal-satisfait , & particulièrement pour le refus , qu'il avoit fait de lui , envoier le Page , qui avoit tiré l'épée , dans son antichambre , contre un de ceux de Dom Antoine de Savoie : Et ce Duc retirant pareillement de Venise le Comte de Bigliore , qui en partit dès le lendemain de son audience de congé , pour ne pas recevoir lui-même le présent ordinaire de la République , & faire connoître par la son ressentiment.

Outre ces considérations , l'attachement de ce Duc pour la France déplaît beaucoup aux Vénitiens , qui d'ailleurs ne peuvent dissimuler le déplaisir , qu'ils ont , de la cession de Pignerol . Tant ils craignent , de voir entrer les François plus avant dans l'Italie , *temendo ugualmente* , dit le Nani ; *il giogo e il soccorso* . L'Inscription Latin , que le Roi fit mettre sur l'une des portes de Pignerol , en l'an 1671. les fit raisonner longtems , à cause de ces paroles , *Gallis in perpetuum asservit , paratam ibi semper habituris in Italiam januam* , qui les choquoient horriblement.

Hist.  
Ven. I. 8.



## AVEC FLORENCE.

**L**A République entretient au-contreire toute sorte de bonne correspondance avec le Gran-Duc de Toscane , qu'elle considère , comme un Prince . qui a beaucoup de crédit en Italie , & dont les Prédecesseurs se sont toujours montréz affectionez à ses intérêts . Elle fit assez connoître sa partialité pour lui dans l'affaire du Comte E 2 . de

## 100 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

de Bigliore & du Marquis Ricardi, tous deux Ambassadeurs-d'Obedience, l'un pour Savoie, & l'autre pour Toscane, furent parmi le Peuple des Relations tout à l'avantage des Florentins, & faites seulement pour tenir la gloire des Savoiards, quoiqu'ils eussent rendu tout-recemment de très-bons services en Candie.

Ce qui fâche le Sénat, est de voir ce Prince trop dépendant des Espagnols, qui tiennent Piombino, Portoflongone, Orbitelle, Porto-hercole, Telamone, & Mont'argentaro, Places, que Philippe II. Roi d'Espagne, se réserva, quand il céda l'Etat de Sienne à la Maison de Médicis (en 1557.)

Le Sénat a quelque jalouſie de voir Ligourne s'enrichir aux dépens du Commerce de Venise. Mais cela n'empêche point, qu'il n'envoie encore de Ouvriers de son Arsenal au Gran-Duc, pour la construction de ses Galères. Et ce Prince, par honneur, a donné à la Ville neuve de Ligourne, le nom de *Venetia-Nova*.

Son Résident a sa première audience du Collège à portes-ouvertes, comme les Ambassadeurs : au lieu que les Résidens des autres Princes d'Italie ne l'ont qu'à portes-fermées & sans cérémonie.

## AVEC MANTOUE.

Les Ducs de Mantouë ont entretenu de tout temps une étroite correspondance avec la République de Venise, dont les conseils & les affiſtances ne leur ont jamais manqué dans les occasions. Ferdinand Cardinal-Duc de Mantouë resſentit les effets de sa protection contre le Duc Charles-Emanuel de Savoie, qui vouloit s'emparer

ter du Montferrat, & contre le Marquis de l'Innois, Gouverneur de Milan, qui favorisoit ses desseins. Vincent II. ayant succédé à Ferdinand son frère, le Sénat, qui voioit ce Prince sans enfans, & sans espérance d'en avoir, ni de vivre longtems, à cause de ses infirmités, emploia tous ses bons offices auprès de lui, pour le faire déclarer en faveur de Charles Duc de Nevers, porté par la France, mais traversé par les Espagnols, qui apuoient avec beaucoup de chaleur, les intérêts de Ferrand de Gonzague, Prince de Guastalle, qui, comme issu de Ferdinand, troisième fils de François, dernier Marquis de Mantouë, étoit parent plus éloigné de la Branche dominante, que Charles de Nevers, qui descendoit de Louis, troisième fils de Fédéric, premier Duc de Mantouë. De sorte que la Branche de Nevers est en partie redevable de son élévation aux Vénitiens, qui ne lui ont pas seulement procuré le Duché de Mantouë par leurs soins conjointement avec la France, mais qui lui en ont encore conservé la possession par la force de leurs armes; malgré l'Empereur, le Roi d'Espagne, & le Duc de Savoie. Charles II. avoit un si grand attachement pour les Vénitiens, qu'il venoit presque tous les ans passer le Carnaval ou l'Ascension avec eux. Ce qu'il faisoit autant pour son intérêt, que pour son plaisir, d'autant qu'il traitoit lui-même ses affaires avec les principaux Sénateurs, qui lui servoient de Conseil-d'Etat. Cependant, peu s'en est fait que cette bonne intelligence n'ait cessé tout-à-fait sous Ferdinand Charles son fils, pour un différend arrivé entre eux touchant la propriété du Fleuve Tartare dans le Véronois, Venise prétendant, que cette Rivière lui appartenloit, comme étant renfermée dans ses Terres, lent

1669.

Au sujet  
de la  
pêche  
d'un cer-  
tain  
poisson,  
qu'ils  
appel-  
lent  
Acciato.

## 102 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

**Titres  
du Duc  
de Man-  
touë en  
voiez  
à M.  
l'Am-  
bassa-  
deur-  
de Fran-  
ce à  
Venise.** & que le Duc de Mantouë en avoit usurpé la Pêche, & les Péages; le Duc soutenant & véri- fiant au contraire, Qu'il en étoit en possession paisible depuis l'an 1404. Que son droit avoit été reconnu plusieurs fois par les Vénitiens. En 1405. par un Acte passé entre le Doge Michel Sten & le Marquis François de Gonzague. En 1517. par Daniel Renier Capitaine de Vérone pour la République; & en 1598. que le Magistrat de Mantouë ayant fait dresser un Procéz-verbal sur ce sujet, la Seigneurie de Venise demeura contente de ses raisons, & les Véronois continuèrent de paier les daces ordinaires au Fort de Ponte-Malino bâti \* pour cet effet avec un Pont de bois, par les Marquis de Mantouë ses Prédecesseurs. Mais le Sénat ne pouvant souffrir davantage la résistance du Duc, le me- nuça de la guerre pour toute réponse. De sorte que ce Prince fut obligé de plier sous la loi du plus fort, & envoia le Marquis Horace Cannossa incognito à Venise, où il fit en trois jours un acommodement secret au gré de la Répu- blique, dont il étoit né Sujet. L'an 1580. la République avoit eu un autre différend avec le Duc Guillaume, à l'occasion d'un Canal, par où il détournoit les eaux du Menzo dans le Tartare, & de là dans l'Adige. Ce qui inondoit le Véronois. Le Sénat lui envoia un Secrétaire, pour lui déclarer, que, s'il ne se désistoit de son entreprise, les Vénitiens s'indanniseroient à ses dépens. Le Duc répondit, Qu'il n'avoit jamais eu la pensée de leur faire aucun dommage, lui, qui étoit Noble-Vénitien; mais seulement de fa- ciliter la Pêche à ses Sujets: Qu'au reste, il fe- roit en sorte, que les eaux de son lac ne se dé- chargeassent point dans les Terres-Vénitieanes. Cependant, les Mantouans continuant de tirer leur

\* En  
1447.

Véro-  
nois,

leur Canal, & les Véronois, de s'en plaindre, le Sénat envoia sur les lieux Jérôme Capello Sage-des-Eaux, avec des Experts, pour voir le dommage, & sur leur rapport fit dire à l'Envoié de Mantouë (Pompée Strozzi) que la République entendoit, que le Duc fit construire un pont sous terre, & une muraille, pour empêcher la décharge de ses eaux dans le Tartare, & dans l'Adige. Par où cessa le différend.

Aux confins du Véronois il y a deux forteresses, qui tiennent ce Duc en bride. L'une est *Peschiera* sur le *Menzo* bâtie par les Seigneurs *della Scala*, & usiarpée, par la Seigneurie de Venise, sur les Marquis de Mantouë. Elle fut prise par les François, après la bataille d'Aignadel, contre l'opinion des Vénitiens, qui croioient, que cette seule Place dût arrêter les progrès des Vainqueurs. L'autre s'appelle *Legnago*, située sur le bord de l'Adige, Place de grande importance. Toutes deux fameuses par l'exil honnête de plusieurs Sénateurs que l'on y envoie par mortification.

Quand le Duc Ferdinand se maria, le Sénat attendoit un Ambassadeur de Mantouë, ou du moins un Envoié Extraordinaire, suivant la coutume des Princes, mais personne n'étant venu de sa part on, interpréta l'omission de ce devoir pour un témoignage de la mauvaise satisfaction, qu'il avoit des Vénitiens.

---

### AVEC MODENE.

LE Duc de Modène cultive soigneusement l'amitié des Vénitiens, & tient d'ordinaire un Résident auprès d'eux. Le Sénat affectionne réciproquement ce Prince, & contribueroit très- volontiers à le faire rentrer dans le Duché de Ferrare, possédé si longtemps par ses Ancêtres, si l'occasion

## 104 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

s'en presentoit : Car il aimeroit beaucoup mieux l'avoir pour voisin , que le Pape , qui pourroit un jour former la résolution de réunir le Polésin au Domaine de Ferrare , d'où il a été démembré sous les Ducs de ce nom , ainsi que Clément VIII. en avoit bien envie. Lorsque la Maison d'Este possédoit ce Duché , les Vénitiens avoient à Ferrare un Magistrat , appellé *Bisdomino* , ou *Vidomino* , comme qui diroit un Vidame , lequel rendoit seul la justice à tous les Sujets de leur République , établis en céte ville-là , sans que les Officiers Ducaux pussent prendre aucune connoissance de leurs afaires , suivant les conventions du Sénat avec ce Duc. Et ce fut à ce sujet , que les Vénitiens assiégerent Ferrare , dont l'Archevêque avoit excommunié leur *Bisdomino*. Ce qui fit éclore ensuite la Ligue de Crémone \* contre eux , sous le Pape Sixte IV.

\* Céte  
Ligue

com-  
prenoit  
tous les  
Princes  
d'Italie,  
Païs ouvert & situé entre l'Adige & le Pô , se  
excepte troupe exposé au dégât . A quoi le Pape a con-  
les Ge-  
nois ,  
chose re-  
marqua-  
ble.  
Nani  
Hist.  
Ven. I.  
12-

Le Duc s'estoit obligé , par le même Traité , de ne faire aucunes fortifications sur la rive du Pô , à-cause du Polésin , qui ; pour être un Païs ouvert & situé entre l'Adige & le Pô , se trouve exposé au dégât . A quoi le Pape a contrevenu plusieurs fois , & particulièrement durant la guerre de Parme , qu'il fit bâtrir des Forts aux confins de céte Province . Pour ces considérations , les Vénitiens desireront toujours , que le Duché de Ferrare retourne au Duc de Modène : Et si , dans céte même guerre , ils ne lui voulurent pas accorder la permission , qu'il leur demandoit , de se servir des troupes , qu'ils lui avoient envoiées , pour fermer le passage de ses Terres aux Barberins , à faire une irruption dans le Ferrarois , où il prétendoit se récompenser des pertes de sa Maison , c'est qu'ils voioient bien ; que c'étoit alu-

alumer une cruelle guerre en Italie , dont l'on rejéteroit tout le blâme sur eux. C'est-pourquoi il ne put aussi obtenir du Sénat , de faire comprendre ses prétentions sur Ferrare & Commachio , dans le Traité de la Ligue , d'autant que cete proposition n'eût puovoit produire , que la rupture de toutes les négociations , qui se faisoient pour l'accommodelement de Parme d'où dépendoit alors le repos de toute l'Italie.

Au reste , quoi-qu'ils ne soient pas fâchez de voir ce Prince dans les intérêts & sous la protection de la France , ils seroient néanmoins plus contens de le voir neutre , parce qu'ils appréhendent , que l'ambition , qu'il a de s'agrandir , ne trouble l'Italie , comme il est arrivé du tems du Duc François , qui joignit ses armes avec celles de France , pour la conquête du Duché de Milan , dans l'espérance , que cete couronne lui donne ensuite toutes les assistances nécessaires pour le recouvrement de Ferrare. Ce qui donna bien de l'inquiétude aux Vénitiens , vu la peur qu'ils ont du voisinage des Français.

### AVEC PARME.

**Q**uoique le Duc de Parme n'ait aucun intérêt particulier , qui le lie avec les Vénitiens , il ne laisse pas d'être fort aimé du Sénat , à qui il professe d'avoir de grandes obligations , pour les assistances données à sa Maison , dans la Guerre-Barberine , qui se termina enfin par la restitution du Duché de Castro. \* Ainsi , il est à croire , que les Vénitiens sont fâchez de voir cet Etat retombé entre les mains du Pape , \* a. \* 1649. après avoir tant fait pour le retirer de celles d'Urbain VIII. En mille six cent quarante-quatre , le

## 106 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

Prince Horace, Frère de ce Due, servoit en Can-die, en qualité de Général de la Cavalerie.



### AVEC GENNES.

a Certa-  
-zam a-  
-rtim que  
de domi-  
-natione  
est, Sal-  
-lust.

**S**I les Républiques de Rome & de Cartage, & celles d'Aténes & de Sparte, se sont rendues fameuses, par leurs querelles & par leurs guerres, les Républiques de Venise & de Gennes, qui ont combattu pour l'Empire à l'espace de 300. ans, ne sont pas moins célèbres par leurs longues inimitiez. Et quoiqu'elles vivent aujourd'hui en paix, elles conservent néanmoins toujours une certaine animosité, qui durera autant, que le souvenir des maux, qu'elles se sont faites autrefois l'une à l'autre. Les Genois ne sauroient voir sans regret les Vénitiens maîtres de la Mer-Adriatique, après leur en avoir disputé long-tems la possession, & les avoir vaincus tant de fois en Mer : & les Vénitiens regardent les Genois, comme des gens jaloux de leur gloire & de leur puissance.

1379.

Ils ont eu neuf fois la guerre ensemble, mais la dernière fut si cruelle, & si longue, que la mémoire en est encore toute fréche à Venise, où il y a une Classe de Nobles, apellez *Nobili della Guerra di Genova*, pour avoir été agressés en ce tems-là au Corps de la Noblesse. Jamais Venise ne s'est vu si proche de sa ruine ; & Pierre Doria, Général des Genois, la tenoit si assurée, qu'il dit à l'Envoié-Vénitien, qui lui présentoit quelques prisonniers Genois de la part du Sénat, *Que dans peu de jours il entreroit dans Venise, où M. S. de il les mètroit lui-même en liberté avec tous les autres.* Le Sénat ayant reçu cette réponse, envoia

en

en diligence \* Frere Benoist, Général des Cordeliers, au Roi de Hongrie, pour lui demander la paix par pure miséricorde, & le suplier d'employer son crédit en leur faveur auprès des Genois, & du Seigneur de Padouë. Mais, quoique les offices de ce Ministre fussent tres-pressans, & qu'il eût touché le cœur de ce Roi par ses soumissions, lui parlant toujours à-genoux, les Ambassadeurs Genois, Gaspar de l'Orbe & Baltazar Spinola, qui afistoient à toutes les audiences, détournerent l'efet de sa bonne volonté, en lui disant, que le tems étoit venu d'avoir tout ce qu'il desiroit, & qu'il auroit infailliblement Venise dans un mois. Voila le miserable état, où étoient les pauvres Vénitiens, à qu'il ne restoit plus d'autre parti à prendre, que la résolution généreuse de vaincre, ou de mourir. Ce qu'ils firent avec tant de bonheur, qu'étant alez au devant de l'Armée-Navale des Genois avec le débris de leur Flote, sous la conduite d'André Contarin \* leur Doge, ils reprirent en peu de jours Chiozza, & s'en revinrent à Venise, chargez des riches dépouilles de leurs ennemis, avec quantité de Nobles-Genois prisonniers, qui paierent aux Vainqueurs la meilleure partie des frais de céte guerre. Et depuis céte glorieuse victoire, les Genois ont cessé d'être les rivaux des Vénitiens. Ainsi, l'on pourroit blâmer les premiers de n'avoir pas voulu faire une paix avantageuse avec ceux-ci, lorsqu'ils la demandoient à jointes-mains, comme l'on blâma autrefois Attilius Regulus, de ne l'avoir pas faite avec les Cartaginois, après les avoir batus; par où il atira une longue suite de maux aux Romains. Mais il est vrai que les Genois avoient mis les Vénitiens si bas, que l'on auroit pu leur reprocher de ne savoir pas vaincre, s'ils

\* Voiez les Re-marques.

\* Voiez les Re-marques.

## 108 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

eussent donné la paix à leurs ennemis , dans une conjoncture , où leur ruine paroisoit infail-lible.

La premiere & principale cause de céte cruelle & sanguinée guerre fut un différend , qui arriva l'an 1372. à Famagoste , entre les Bâles ou Ambassadeurs de Venise & de Gênes , pour la préférence dans la cérémonie du Couronnement du jeune Roi de Chipre. \* Car les Génois ne voulant pas s'en tenir au jugement des Oncles de ce Roi , qui , comme Régens durant sa minorité , avoient donné les premières places aux Vénitiens dans céte cérémonie , résolurent de la reprendre sur eux de vive-force , & pour cet éfet , alerent des le lendemain au Palais , portant des baïonnettes sous leurs robes , pour faire quitter prise aux Vénitiens , à quelque prix que ce fût. Ceux ci en ayant été avertis à-tems , furent trouver les Régens , & leur firent entendre , que les Génois venoient au Palais , pour assassiner le Roi. Ce qu'il ne leur fut pas malaisé de persuader à ces Princes , qui étoient ravis de voir calomnier des gens , qu'ils vouloient perdre. Ainsi , sans nulle autre formalité , le Roi fit saisir les Génois dans sa chambre , & les fit tous jeter par les fenêtres , & , outre cela , commanda de massacrer tous ceux de céte Nation , qui se trouvoient dans les villes de son Etat. A quoi il faut ajouter un autre différend , que ces deux Républiques avoient ensemble pour l'Isle de Ténédos , qu'Andronic Paléologue avoit donnée aux Génois , & que Marc - Justinien ,

Géné-

si mostrò tanto ardente quello de Gênes , che fu causa di grande sollecitudine e tumulto , Ma fu cacciato con tutti li suoi Partegiani. Da che poi ne nacque tante odio contro i Vénitiens , che fu principio dell' asprissime guerre tra l'una e l'altra natione conservandone quasi dell' una e dell' altra République.

Général de la Flote-Vénitienne, leur enleva par surprise en l'an 1376. par où commença cette fameuse guerre de Gènes, qui dura jusques en 1381. que la paix se fit par la médiation d'Amédée VI. Comte de Savoie. Tels en furent les articles.

Que Louis Roi de Hongrie ne retireroit point les Corsaires dans ses Ports de Dalmatie, & ne tiendroit plus de Salines publiques ; & qu'en récompense les Vénitiens lui porteroient sept-mille écus - d'or tous les dix ans,

Que le Patriarche d'Aquilée resteroit au même état, qu'il étoit avant la guerre.

Que les Vénitiens & les Génois garderoient réciproquement toutes leurs prises, à l'exception des prisonniers-de-guerre, que l'on délivreroit de part & d'autre.

Que les Vénitiens démoliroient la Forteresse de Ténédos, & abandonneroient la possession de cette Isle, sans qu'a l'avenir ni eux, ni les Génois, la pussent tenir, ni y bâtir aucune Forteresse.

Que ni les uns, ni les autres ne porteroient plus de marchandises sur le fleuve de Tanaïs, de peur que ce commerce ne fit naître de nouveaux différends entre eux, ainsi qu'il étoit arrivé souvent par le passé.

Que le Seigneur de Padouë (François Carrare) feroit démolir tous les Forts & fortifications qu'il avoit fait construire à l'embouchure des rivières, & dans les marais ; & restitueroit Cavarzere & Maran aux Vénitiens ; & que les limites de Venise & de Padouë feroient réglés par le Comte Amédée, ou par Albert d'Este, Marquis de Ferrare. Tous ces articles furent observé religieusement de part & d'autre, excepté le Carrare, qui y contrevint peu de tems

Liv. 2. 110 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

de la Guerre après. Et c'est une des principales raisons de la haine des Vénitiens contre lui, & du traitement qui'ils lui firent en 1405. dont je parle dans les Remarques.

Bizarre dit, que, si le Conseil du Carrare eût été suivi, les Genois eussent pris infailliblement Venise. Ce Seigneur conseilloit au Général Doriasque de mener sa flote en Istric, d'où il empêcheroit le transport des vivres à Venise. Mais Doria crut, que le Carrare ne cherchoit qu'à l'éloigner de Chiozza, pour se rendre maître de cette ville, & de ses Salines ; qui faisoient un tres-grand revenu. En sorte que la défiance fut cause, qu'il ne profita pas du désespoir de la Noblesse-Vénitienne, qui étoit sur le point d'abandonner sa ville, & de se retirer en Candie.<sup>a</sup>

L'an 1645. que commença la guerre de Candie, les Genois offrirent aux Vénitiens un secours considérable d'hommes & d'argent, à condition d'être admis à l'égalité. Mais ces ofres furent rejetées avec beaucoup de mépris. Ce qui mortua ex-nigia, tremément les Genois, qui ont toujours affecté de ne leur paroître pas inférieurs, leur ayant même disputé long-tems la préſéance. Les Vénitiens firent encore échouer la brigue des Genois pour la *Sala Regia*, que *Donna Olimpia* étoit sur le point de leur faire acorder par le Pape Innocent X. D'où l'on peut juger, que la vieille haine de ces deux Républiques n'est pas encore assoupie. Au contraire, les uns & les autres la réveillent quelquefois par des railleries fanglantes, qui, pour aprocher beaucoup de la vérité, laissent dans leur esprit des éguillons mortels. <sup>b</sup>

*quam tentaretur, Venetā urbe proſus reliquit, in Cretam Insulam adnavigarent. Idem ibidem. b Asperis facetiis, qua, ubi malum ex vero trantere, acrem fui memoriam relinquunt, Tac. Ann. 15.*

AVEC

## AVEC LUQUES.

**V**enise n'a point d'affaires avec la République de Luques, mais la conformité de leur Gouvernement, qui est Aristocratique, les rend affectionnées réciproquement l'une à l'autre. De sorte que si le Gran-Duc de Toscane voulloit opprimer la liberté des Luquois, il est probable que Venise ne leur refuseroit pas son assistance.

## AVEC LES GRISONS.

**L**e Sénat de Venise affectionne les Grisons, comme des gens, avec qui il a des intérêts communs, favorir, d'empêcher les Espagnols de rentrer dans la Valteline, & de s'accroître davantage dans l'Italie, où ils tiennent déjà plusieurs Princes sous le joug. Aussi, les Grisons ne connurent pas plutôt les desseins du Duc de Feria, Gouverneur de Milan, sur la Valteline, qu'ils recoururént aux Vénitiens, pour en être secourus contre les Vakelins, qui s'étoient révoltés à la suscitation des Espagnols. En effet, ce fut affaire touchoit de plus près à la République de Venise, qu'à nul autre Prince d'Italie, à cause de la situation de cette Vallée, qui, confinant d'un côté avec le Tirol, & de l'autre, avec le Milanez, fait une espèce de galerie, qui serviroit aux Espagnols à joindre leurs Etats avec ceux de l'Empereur, & à fermer le passage des secours étrangers à toute l'Italie, & particulièrement à Venise.

\* Don  
Pedro  
Herni-  
quez.

## 112 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

ticulièrement à leur Etat , que l'Empereur & le Roi-Catolique tiendroient enfermés , comme dans un cercle . Tel étoit le dessein du Comte de Fuentes , \* Gouverneur de Milan , au commencement de ce siècle , lorsqu'il conseilloit à son Maître ; de s'emparer de Monaco , de Final , & de la Valteline , qui étoit le véritable moyen , disoit-il , d'étrangler l'Italie . Mais comme l'exécution de ce projet demandoit du tems , il en jeta cependant la première pierre par l'édition du Fort de Fuentes à la porte de la Valteline , & à l'embouchure de la rivière de l'Adige , sur la gauche . Ce qui , dans la suite , a produit chez les Grisons une si longue & si pénible guerre .

La première confédération des Grisons avec la République se fit en l'an 1603. malgré ce Gouverneur , qui remua ciel & terre , pour l'empêcher . Il vint sept Ambassadeurs Grisons à Venise , pour la confirmer , lesquels furent tous faits Chevaliers , par le Duc Maria Grimani , & régaléz d'une chaîne-d'or de quatre-gens écus chacun . L'an 1612. les Grisons renouvelèrent à cette Alliance , se plaignant , que la République ne leur avoit point païé leurs pensions , & avoit rompu leur commerce . Aussi , les Vénitiens ne font pas grand cas d'eux , les regardant comme des mercenaires , qui font tout pour de l'argent , & comme des gens peu verséz dans les affaires du Gouvernement .

## AVEC LES SUISSES.

**L**E Sénat au-contraire fait beaucoup de cas des Suisses , dont il connaît la valeur & la fidélité . Il lève des soldats chez eux en tems de guer-

guerre , & en entretient des Officiers avec des pensions à vie. Outre cela , il y a toujours un Résident-Vénitien à Zurich , ou à Berne , qui sont les deux villes les mieux polices , & où se traitent les plus belles affaires de la Suisse.

## AVEC LA HOLLANDE.

**L**es Républiques de Venise & de Hollande ont une liaison étroite d'amitié , & d'intérêt. Elles sont toutes-deux dans la même défiance du Roi-Catholique , qui est leur voisin , L'une s'est soustraite de son obéissance , & l'autre a favorisé sa révolte , par ses conseils , par son argent , & par les offices , qu'elle emploia auprès de la Reine Elizabeth d'Angleterre , pour l'engager à secourir sa nouvelle compagne. Et bien qu'elles soient séparées par un long espace de terre , elles se joignent néanmoins fort aisément , quand elles veulent . par la communication de la Mer , où elles sont toutes-deux si puissantes.

## AVEC L'ANGLETERRE.

**L**e Sénat entretient une parfaite correspondance avec le Roi d'Angleterre , le considérant comme un Prince , dont l'amitié lui peut être très-utile dans le besoin , à cause du grand crédit , qu'il a auprès des autres Rois. Jacques I. faisait une estime toute particulière de la Répu-

## LIBRE HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

blique de Venise ; & dans le diférend, qu'elle eut avec le Pape Paul V. il n'aprit pas plutôt que le Roi d'Espagne s'étoit déclaré en faveur du Pape, qu'il se déclara pour elle, prométant à George Justinien, son Ambassadeur, non seulement de la secourir avec toutes les forces de son Roiaume, mais d'engager encore tous ses Aliiez dans la même défense. Et si la querelle eût éclaté en une guerre ouverte, l'on croit qu'il n'eût pas manqué à sa parole, non plus que les Hollandais, qui, à la recommandation, offrirent bon nombre d'hommes & de vaisseaux au Sénat. Charles I. leur continua l'estime & l'affection de son père, &, par un juste retour, ils lui conservèrent dans son malheur, & même après sa mort, toute la partialité, qu'ils avoient eué pour lui durant sa vie. Car ils furent tout les derniers à envoyer une Ambassade au Protecteur d'Angleterre, qui interpréta cete cessation de correspondance pour un reproche tacite de sa tirannie, & un désaveu de son autorité, pendant que tant de grans Princes l'honoroienc à l'envi, par des Ambassades extraordinaires. En sorte que Cromwel s'en étant plaint, le Sénat, qui craignoit son ressentiment dans la conjoncture fâcheuse de la guerre avec le Turc, fut obligé de faire passer à Londres le Chevalier Jean Sagréde, alors son Ambassadeur en France, pour l'apaiser. Enfin, Charles II. étant remonté sur le Trône, la République a renouvelé avec lui l'ancienne alliance. A quoi ce Prince a répondu de son côté par l'Ambassade solennelle de Milord Falconbridge, qui, après deux mois de séjour à Venise, y laissa le Chevalier Dodington, pour Résident de Sa Majesté Britannique. Mais quelque grande que puisse être la bonne intelligence entre l'Angleterre

1657.

1670.

&

Et cette Seigneurie, il n'y a guères d'apparence, que ce Roi veiller jamais envoier ses vaisseaux au service des Vénitiens contre les Turcs, de peur que le Gran-Seigneur ne se vangeât sur les marchandises & sur les étets de la Compagnie des Marchands de Londres, qui, à ce qu'on dit, montent à plus de cinq millions de capital. Ce qui causeroit la ruine du plus beau Commerce d'Angleterre, &, par conséquent, la diminution des revenus publics. Et c'est la raison, qui empêcha Cromwel d'envoyer du secours à la République.

### AVEC LE DANNEMARC.

**L**E Sénat n'entretient point de correspondance avec le Roi de Dannemarc, les Etats de ce Prince étant trop éloignez, pour en espérer aucun secours, ou en appréhender aucun dommage.

### AVEC LA SUEDE.

#### ¶ La Pologne.

**S**I la ressemblance est une des principales causes de l'amitié, il n'y a point d'Etats, qui doivent s'entraîner davantage, que la Pologne & la Seigneurie de Venise, puisque ce sont les deux seules Républiques Couronnées de l'Europe : toutes-deux gouvernées par un Sénat, & par un Prince électif ; toutes-deux voisines du Turc, & toutes-deux fameuses par les guerres, qu'elles ont soutenues ; & qu'elles soutiennent encore tous les jours contre ce cruel & redoutable ennemis.

## 116 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

ennemi. Car bien que la Pologne porte le titre de Royaume ; ce n'est véritablement qu'une Aristocratie mêlée de Monarchie , comme la République de Sparte. Pour ces considérations , le Sénat de Venise prend beaucoup de part à tous les avantages , & à toutes les pertes de la Pologne. Et si les progrès du Roi de Suède Gustave-Adolphe sur l'Empire lui étoient agréables , ceux de Charles-Gustave sur la Pologne ne lui ont causé que de la douleur , d'autant que cette guerre affoiblissait beaucoup ce Royaume , de quoi le Turc n'a pas manqué de profiter ensuite. Il ne faut donc pas douter , que les intérêts de la Pologne ne soient plus chers à la République de Venise , que ceux de la Suède , dont elle envie d'ailleurs le prodigieux accroissement par mer & par terre , ce Roi ayant aquis la Livonie Septentrionale sur les Polonois , & tout un côté de la Mer-Baltique sur le Roi de Danois.

## AVEC LE GRAN-DUC de Moscovie.

**Q**uoique le Sénat n'ait point d'affaires particulières avec le Kzar de Moscovie , il fait néanmoins grand cas de son amitié , ce Prince étant fort puissant , & ayant beaucoup de crédit auprès du Roi de Perse , dont l'alliance est nécessaire aux Vénitiens , pour tenir le Turc en bride par la crainte du Sofi. Car , s'il vouloit faire de son côté quelque diversion , il ne leur seroit pas difficile de repousser les Turcs. Et c'est seulement par l'entremise du Kzar , que cette négociation pourroit réussir. C'est pourquoi , si le Sénat avoit à prendre parti dans l'interrogue de Pologne , il

il est constant , que son intérêt lui feront apaiser l'élection du Kzar , à condition de se faire Catholique , d'autant que ce Prince seroit en état , non seulement de résister au Turc , mais encore de lui porter la guerre dans son País , & de le faire restituer à la Pologne tout ce qu'il en a usurpé . Et si cela arivoit une fois , le Sénat pourroit alors se liguer avec la Pologne contre le Turc , ou pour l'ataquer en même tems par une guerre ouverte , & faire diversion de ses forces ; ou pour se défendre réciprocquement par une guerre-auxiliaire , toutes les fois qu'il attaqueroit l'une , ou l'autre République . Après quoi , si le Sophi voulloit entrer dans la ligue , ce qu'il feroit volontiers , voiant le Kzar , son ancien Alié , devenu Roi de Pologne , il est indubitable , que cette Triple-Aliance réduiroit le Turc à la raison , & le resserreroit du moins dans les bornes de son Empire . Mais , comme l'élection du Moscovité à la Couronne de Pologne , souffre de grandes difficultez , vu que la Noblesse du País auroit à craindre l'opression de sa liberté , par un si puissant Prince , le Sénat desire au moins , que la Pologne soit en bonne intelligence avec lui , à cause des grans secours , qu'elle en peut recevoir dans le besoin .

### \*\*\*\*\*

### AVEC LA PORTE OTOMANE .

**I**L ne tient pas aux Vénitiens , qu'ils ne soient toujours en paix avec le Turc , car il n'y a rien , qu'ils ne fassent pour s'y maintenir . Ils cultivent , ou plutôt ils achétent son amitié , par de continuels présens ; Ils dissimulent ses insultes , pour n'être point obligez de les venger , & souffrent ses pirateries dans la Mer-Adriatique . En

## 118 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1671. leurs Galères laissèrent passer les Corsaires-Turcs dans la Marche-d'Ancone, où ils firent soixante esclaves Chrétiens ; & lorsque les Corsaires repassèrent avec leur proie, le Capitaine du Golfe n'osa les attaquer. Enfin, plus le Turc les méprise & les maltraite, & plus ils lui rendent de soumissions & de devoirs. à Ce qui, au témoignage même d'un Ambassadeur Vénitien à Constantinople, ne fait qu'augmenter l'insolence de cet Eanemi, qui se sert de tous ses avantages, quand il voit qu'on le craint. Et bien qu'il soit incomparablement plus fort par Terre, que la République, (car il n'a qu'à déployer le Turc, qui est l'Etendard de Mahomet, ou à exposer la queue de cheval, pour avoir un monde de soldats) Elle est en revanche plus forte que lui par Mer, d'autant qu'il manque de bons pilotes, de Rameurs, & de soldats propres à la Marine ; & qu'il ne lui est pas aisé de refaire une Armée-Navale, comme jure de Terre, non pas faute de Vaisseaux & de Galères, mais faute de Capitaines experts, pour les commander, & de gens-de-Mer pour les monter. Car la Flote Ottomane n'est composée d'ordinaire, que d'Esclaves, qui n'ayant point vu la Mer, n'en sauroient aussi supporter la fatigue. D'où il arrive, que les Turcs y ont été souvent battus par les Vénitiens, qui en entendent bien le métier, & en font leur principal exercice. Aussi les Turcs disent, *Qua Dieu a donné aux Chrétiens la Mer en partage, comme à eux la Terre.*

Cependant, ils craignent si fort ce Vaisseau, qu'ils renonceroient volontiers à l'amitié de tous les Princes Chrétiens, pour conserver la sienne ; & leur complaisance va si loin, qu'ils ne se soucient pas de manquer dans le besoin à leurs meilleurs amis, si le service, que l'on attend d'eux, peut donner le moindre embarras à la Porte.

Et,

a Provi-  
ores ad  
officia,  
quod sper-  
natur.  
Tac.  
hist. 4.  
Relat.  
Anony-  
mi:

Et , pour cete seule considération , ils ne voulaient pas acorder au Pape la ville de Vicence pour la tenuë du dernier Concile . C'est pour cela , que les Italiens les appellent *Semi-Turchi* ; & que les Espagnols nomment Venise *l'Amnesebada del Turco* , c'est-à-dire , la Concubine du Turc , parce qu'elle en soufre tout . Mais il est vrai d'ailleurs , qu'ils ont sujet de le craindre maintenant , qu'ils ont laissé croître sa puissance à un point , qu'ils ne sont presque plus en état de lui pouvoir résister avec leurs seules forces . Ce qu'ils pouvoient faire dans les commencemens , du moins avec autant de facilité , que les quatre derniers Paléologues , qui purent bien conserver Constantinople un siècle tout entier , contre les deux Capitales des Ottomans , Burse & Andrinople , qui la tenoient comme assiégée de tous cotez ; qu'un Jean Huniade , qui fit lever le Siège de Belgrade à Amurat II. en 1442. & à Mahomet II. en 1456. & qu'un petit Roi \* d'Albanie , qui défendit sa ville capitale de Croie , derberg contre tous les efforts de ces deux Empereurs , dont le premier mourut de déplaisir de ne pouvoir emporter cete Place ; & le second n'en remporta que de la honte , non-plus que du Siège de Rhodes , où il perdit son tems & ses troupes . D'où il faut conclure , que les Vénitiens n'ont perdu dans le même intervalle de tems l'Isle de Négre pont , Corinthe , & la meilleure partie de la Morée , comme aussi l'Albanie , dont ils s'étoient emparez après la Mort de Scanderberg , que faute de courage , puisqu'ils avoient seuls plus de forces & d'argent , que les Rois de Hongrie & d'Albanie , & les Chevaliers de Rhodes ensemble .

La grandeur ancienne de cete République se peut estimer par les pertes , qu'Elle a faites depuis

1480.

## 120 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

Murail-  
le lon-  
gue de  
6000.  
pas dans  
le Dé-  
troit de  
Corinte.

\* 1669.

l'établissement des Turcs en Europe, qui est assurément la principale cause sa ruine. Amurat II. lui enleva Salonique, la plus riche ville de Macédoine, & renversa cette fameuse Muraille hexamile, qui fermoit le passage à ses conquêtes, & métoit les Places de la Seigneurie à couvert de ses invasions. L'an 1470. Mahomet II. envahit le Négre pont, avec une partie de la Morée, & de l'Albanie, après avoir fait abatre une seconde fois la Muraille-Corintienne, que les Vénitiens avoient rétablie, Bajazet II. leur ôta Lépante, Modon, Coron, & Duras en 1500. Sélim II. occupa le Royaume de Chipre en 1570. La Canée & Retimo, en Candie, furent prises par Ibraïm; & enfin, la Capitale de ce Royaume \* par Mahomet IV. son fils, qui regne aujourd'hui.

Quinze mois après la perte de Candie, ils se virent en danger de rentrer en guerre à l'occasion des limites de la Dalmatie, qui, bien qu'ils eussent été régléz en l'an 1576. ne se pouvoient plus reconnoître, la diversité du langage ayant altéré les noms des lieux, & la désolation de la guerre ayant changé toute la face du País: mais le bonheur voulut, que le Procureur Nani, Commissaire de la République, eut afaire à des Commissaires Turcs, qui entendoient raison. De sorte qu'il fut conclu, que Navegradi, Sasso, Clissa, Salona, & tout ce qui est entre Zébenigue & Spalatro, resteroit aux Vénitiens, avec la Vallée de Saint-Daniel, de la cession de laquelle le Commissaire Cussein faisoit un mystère d'Etat, à cause que le Bafsa Mamut, son Prédécesseur, & lui, y avoient planté leurs pavillons. Que le Château de Verpoglio resteroit aussi à la République, à la charge de le laisser démolir, comme il étoit. Que Scardone retourneroit aux Turcs,

parce

parce qu'au dire de Cuffein, cete Place n'avoit été prise, que par surprise; mais véritablement, à-cause que c'est un lieu tres-propre à leur servir de Place d'Armes, quand ils voudront attaquer Zebénigue. Qu'enfin, la République garderoit Risan, qui est une Place, que Léonard Foscolo, Général en Dalmatie, prit en l'année 1649. Mais la ratification de ce Traité ne fut pas gratuite. Car les Vénitiens envoierent au Gran-Seigneur douze mille séquins, avec quantité de riches étofes-d'or, pour lui & pour les Sultanes.

Tellement que la Porte n'a qu'à menacer, pour se faire venir de l'argent & des présens des Vénitiens, qui par ces dons se rendent plutôt dignes de l'amitié <sup>a</sup> des Turcs, qu'ils ne l'ont en effet, faute de savoir se la conserver par une ferme & généreuse résolution.

Ils tiennent toujours un Ambassadeur à Constantinople, qu'ils appellent *Bailo*. Cete Ambassade sert de récompense pour toutes les autres. Car en trois ans l'on y gagne (à ce que l'on dit à Venise) plus de cent mille écus, outre toute la dépense faite, ce Ministre prenant de gros droits sur les Vaisseaux Marchands, qui portent le pavillon de Saint-Marc. D'où vient le mot de *Bailo*, qui en langage Lombard signifie Juge-Consul. Il y en a encore deux autres dans les Etats du Gran-Seigneur, qu'André Morosin appelle *Venetorum Negotiatorum Praeses*, l'un à Alep, qui est comme le centre de tout le commerce de l'Afie; & l'autre en Aléxandrie, qui est le magasin de toutes les plus riches marchandises non seulement de l'Egypte, mais de toute l'Afrique; afin de conserver les droits & les franchises accordées à leur République par les Empereurs d'Orient, les Rois de Jérusalem, & les Sultans d'Egypte. Ces deux Consulats sont toujours donnés à des Nobles pauvres, parce que

## 122 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

que l'on y gagne beaucoup, sans être obligé à nulle dépense; & quelquefois le Sénat les y laisse toute leur vie, afin qu'ils aient le tems de s'enrichir. Pour les Consulats de Chipre, de Tripoli en Sirie, de Smirne, de Chio, de Rosette, d'Ancone, & de Gennes, ils sont toujours remplis par des Citadins Vénitiens.

Le profit, que les Vénitiens retirent du commerce avec les Turcs, est fort grand. Car ces Infidèles, ainsi que je l'ai ouï dire à plusieurs Marchands, tirent seuls plus d'étofes-de-soie, & de draps-d'or de Venise, que toute l'Europe ensemble. Et bien que les Anglois & les Hollandais aient fait tout leur possible, pour établir à Constantinople le commerce de leurs draps, cela ne leur a point réussi, parce que les Turcs trouvent ces draps trop fins, & de peu de service; disant, qu'il en est de cete marchandise comme des femmes fardées, qui craignent l'eau.

.....

## AVEC MATE.

**L**A République & cete Religion ont tant de ressemblance entre elles, par l'excellence de la Noblesse, qui les compose toutes-deux; par la forme de leur Gouvernement; par leurs forces de mer; par la conformité de leurs intérêts; & par leur oposition à la puissance Ottomane; qu'elles ne peuvent pas manquer de s'entr'aimer comme deux sœurs, & de s'afflister réciproquement l'une & l'autre contre les Turcs leurs communs ennemis.

Elles n'ont pas laissé d'avoir autrefois de grans différends ensemble. Le premier fut en l'an 1553. à l'occasion de Léon Strozzi, Gran-Prieur de Capouë, &

& de quelques autres Chevaliers, qui courroient les mers d'Orient, & troubloient le commerce des Isles de Chipre, & de Candie. Ce qui obligea le Sénat de métre en sequestre les biens, que l'Ordre a dans son Etat, & d'ordonner au Général de sa Flote de poursuivre, & de desfamer ces Chevaliers, comme les ennemis du Public. Ce différend dura jusques en 1555. que le Pape Paul IV. ayant entendu les raisons de Domiaque Morosin, Ambassadeur de Venise, contre le Commandeur Jean-Batiste Alliate Ambassadeur de la Religion, commanda au Grand-Maître d'empêcher, que ses Chevaliers ne troublissent à l'avénir la navigation des Vénitiens, & ne descendissent dans leurs Ports.

L'an 1575. les Maltois ayant recommencé leurs courses en Levant, & pris un navire revenant de Sirie, sous couleur, qu'il étoit chargé de marchandises, qui apartenoient aux Turcs & aux Juifs, le Sénat ordonna au Provéditeur-Général-de-Mer, & au Gouverneur du Golfe, de desfamer les Galères de Malte, en quelqueliu qu'ils les trouvassent. Aprés quoi il demanda justice au Pape Grégoire XIII. contre le Chevalier Jean Burat, son Sujet, auteur de l'entreprise. Ce qu'il obtint avec la restitution du navire.

L'an 1578. les Maltois surprirerent encore quelques navires marchands de Venise, sous le même prétexte. Le Sénat se plaignit au Grand-Maître, & cete fois la tout se termina à l'amiable, par une Ambassade à la Seigneurie. L'Ambassadeur parlant au Collège dit: Que son Ordre n'avoit eu aucun dessein d'ofenser la République; qu'au contraire il en vouloit acheter l'amitié en lui rendant des marchandises, qu'il pouvoit justement retenir suivant ses constitutions & ses priviléges, en vertu desquels il avoit droit de le faire de tout ce qui apartenoit aux Infidèles.

Il fut  
dégradé  
de sa  
Cheva-  
lerie, &  
banni  
de l'état  
Eclésia-  
stique.  
  
en

## 124 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

en quelque endroit qu'il le rencontrât. A quoi le Duc Nicolas *da ponte* répondit, Que dans l'état déplorable où étoient les affaires, les anciens priviléges de leur Ordre n'avoient plus de lieu ; Qu'il ne faloit point agacer le Turc, dont les armes étoient si redoutables ; & qu'il étoit bien plus honnête aux Chevaliers de Malte, de laisser en repos quelques Marchands Juifs ou Turcs, que de troubler celui de la Chrétienté pour un léger intérêt. Outre que ces courses ne servoient qu'à un petit nombre de Chevaliers, & ne nuisoient qu'à quelques Particuliers Turcs, qui étoient dépouillés, sans donner aucun échec au gros des Infidèles.

L'an 1583, Filipe Pasqualigue prit sur les mers de Candie quatre galères de Malte chargées de butin, & fit plusieurs Chevaliers prisonniers. Les Maltois déclamèrent par-tout contre l'ingratitudo de la République, disant, que c'étoit donc là la récompense des services, qu'ils lui avoient rendus, & du sang, qu'ils avoient répandu pour elle à la bataille de Lépante. Les Vénitiens au-contraire disoient, Que les Maltois sous un prétexte de Religion, avoient rompu tout le commerce du Levant par leurs pirateries, & desolé toutes les îles de l'Archipel, où les Sujets de la République n'étoient plus un secret, & ne pouvoient plus faire venir de blés des Provinces voisines pour leur subsistance. Outre que le Sénat se voioit à tous momens en danger d'avoir la guerre avec le Turc, qui se prenoit à eux de toutes les violences & hostilités des Maltois. Ces raisons ayant été dites à Grégoire XIII, par Laurent Priuli Ambassadeur de la République, il défendit aux Chevaliers, de courrir davantage les mers des Vénitiens, ni de leur faire aucun dommage. Après quoi le Sénat relâcha

cha les galères & les prisonniers à la prière du Pape & du Roi d'Espagne. Mais cela n'empêcha pas, que l'année suivante ces Chevaliers n'y rétassent encore à Malte un navire de Venise nommé *Nave Salvania*. Ce qui échaufa la querelle plus que jamais. & faillit à porter les affaires à la dernière extrémité. Sixte V. qui aimoit les Vénitiens, termina ces différends par son autorité; & depuis ce tems-là la Seigneurie de Venise & cet Ordre ont vécu en bonne intelligence. Durant la Guerre de Candie l'Ordre envoia des galères au secours de la République. Il s'en trouva sept au fameux combat donné aux Dardanelles en l'année 1656. après lequel elles s'en retournèrent à Malte, sous prétexte que le Capitaine-Général-Vénitien (Laurent Marcello) étant mort, il ne leur étoit pas permis de servir sous un autre Etendard. Ce qui rompit le dessein, qu'on avoit, d'aler jusqu'à Constantinople. C'étoit Grégoire Caraffe, Prieur de la Rocella, aujourd'hui Gran-Maître, qui commandoit ces galères.

Nani.  
To. 2.

Il y a toujours un Commandeur de Malte à liv. 7. Venise, que l'on appelle *Ricevitore*, parce qu'il reçoit les Chevaliers, & les revenus, que sa Religion a dans les Etats de la République. Les Nobles prétendoient d'être exempts de faire leurs preuves, mais l'Ordre n'y a jamais voulu consentir, à cause des nouveaux Nobles; & de mon tems le fils du Procureur Cornare, surnommé *della Cagrande*, fit les fiennes dans les formes ordinaires. Mais il se faisoit par là autant d'honneur, que de tort à la prétention des autres.

Venise est un des sept Prieurez d'Italie, & comprend vingt-trois Commanderies, qui sont, Treviso & Conillan, Patronats des Maisons Cornare & Lippomane; Rovigne Barbarane, Vé-

F 3 ne.

## 126 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

ne, Longare, Saint-Médard, Bologne, Faience, Rége, Montecchio, San Giovanni in Bosco; Saint-Simon-Saint-Jude, Imola, Rimini, & Césène, qui sont unies; Porli, Modéne, Parme, Borgo-San-Donnino, Cerro di-Parma, Capo-di-Ponte, Ravenne, Pole & Gradisque, qui sont unies.

Au reste, la correspondance des Princes s'entretenant pas les Ambassades, je dois dire ici quelque chose en passant de l'usage de la Seigneurie de Venise.

Le Sénat tient toujours un Ambassadeur auprès du Pape; & cette place est remplie par quelque Sénateur adroit, éloquent, & bien versé dans les matières de la Jurisdiction Temporelle, afin que dans la négociation il puisse parer tous les coups, & éluder tous les artifices de la Cour-Romaine, principalement lorsque le Sénat est en dispute avec Elle.

Pour l'Obéissance, il envoie quatre Ambassadeurs Extraordinaires, toujours Procureurs de Saint-Marc, ou Sénateurs du premier rang. Et ce n'est pas peut-être tant pour honorer le nouveau Pape, que pour l'examiner depuis les piés jusqu'à la tête, & voir son fort & son foible. Après que François I. eut gagné la bataille de Antoine Marignan, la République lui envoia quatre Ambassadeurs, \* tous Procureurs de Saint-Marc; depuis ce qui montre que cet honneur n'est pas réservé au Pape seul. C'est toujours le plus jeune Ambassadeur, qui porte la parole à la première Audience. Le Sénat n'est pas chiche d'honneurs envers les Princes, quand leurs affaires vont bien: mais quand elles vont mal, il les leur retranche. En l'année 1587, il envoia Ambassadeur en France, Jean Moccénigue, qui n'a voit point encore été Sage-de-Terre-ferme, après avoir envoié en Espagne Jérôme Lipoman, qui étoit

étoit Sage-Grand, & avoit été Ambassadeur auprès de l'Empereur. Il est vrai, qu'Henri III. eut bien de la peine à recevoir Moccenigue, qui ne l'avoit été qu'en Savoie, & insista fort, qu'il fût fait auparavant Sage-de-Terre, qui est le titre ordinaire, que doivent avoir les Ambassadeurs, qui vont aux Rois. Néanmoins, il fit la faute de l'admettre, & Philippe II. en prit avantage, & pour piquer Henri, donna au Sénat un Palais, pour loger désormais les Ambassadeurs à Madrid, voulant montrer par là, combien il se sentoit honoré de l'envoi de Lipoman.

Le Sénat tient pareillement des Ambassadeurs Ordinaires dans les Cours de France, de Vienne & d'Espagne, où la place n'est jamais vacante afin de ne point perdre la suite des afaires. Et lorsque ces Rois viennent à la Couronne, il leur en envoie deux Extraordinaires, pour les féliciter. Mais quelquefois il s'aquite assez négligemment de ces sortes de devoirs. En 1670, ils avisa de nommer le Chevalier Catarin Belegno, avec un autre, pour aler faire au jeune Roi d'Espagne, qui étoit déjà dans la cinquième année de son règne, les complimens de condoléance sur la mort de Philippe IV. son père, & les félicitations acoutumées sur son heureux avénement à la Couronne. De sorte que ce Prince auroit du se moquer d'une Ambassade si tardive, comme fit Tibère à celle des Troïens, sur le sujet de la mort de son fils Drusus. A l'élection du Roi de Pologne Michel Wisnioweski, ils nommèrent le Procureur Ange Morosin, pour l'aler féliciter, mais cet Ambassadeur étoit encore à partir lors que ce Prince mourut.

Pour le Duc de Savoie, la Seigneurie ne lui envoie des Ambassadeurs, que lorsqu'elle a besoin de lui, comme en tems de guerre. Car ils disent, Tib.

a Respon-  
diterrit-  
dens, qua-  
si jam  
obliterata  
doloris  
memoria,  
se quoque  
vicem co-  
rum dole-  
re, quod  
egregium  
virtus  
Hectorum  
amisif-  
fent.

## 118 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

que du secours vaut bien peu s'il ne vaut un peu de courtoisie. Où il est bon de remarquer en passant, que l'Ambassadeur de Venise le traite d'Altesse - Roiale à l'audience. Par où il semble, que la République reconnoît le droit légitime de ce Prince sur le Royaume de Chypre. Ce qu'aïant objeſté un jour au Sécrétaires Augustin *Bianchi*, il me répondit, que leur Ambassadeur donnoit ce titre au Duc de Savoie de son propre mouvement, & fans ordre du Sénat, qui le toléroit pour le bien de ses afaires durant la Guerre, e per questo: dit-il, *scemandosi il bisogno, scemansi al pari le soverchie onoranze, anzi cessa la corrispondenza.* En éfet, toute la correspondance cessa peu de tems après la paix de Candie.

Dans le siècle passé, le Sénat donnoit bien le titre de SERENISSIME à Loüis Gritti, qui n'étoit quele batard du Doge de ce nom, & qui, comme tel, n'auroit été à Venise, que simple Citadin; parce qu'il avoit grand crédit auprès de l'Empereur Soliman, à la Cour duquel il vivoit.

Quand Cosme I. Duc de Florence fut honoré par Pie V. du titre de Gran-Duc, ils s'abstinrent de lui écrire par Ange Guichardin, qui leur en avoit apporté la nouvelle, pour ne lui point donner, ni refuser ce titre. Mais Cosme leur aïant écrit en 1570. avec de grandes ofres, au sujet de la guerre, que le Turc leur avoit déclarée, ils lui répondirent avec le titre de Gran-Duc. Il est bien vrai qu'après ils changèrent d'avis, & firent revenir leur lettres de Rome où ils étoit alors, pour complaire a l'Empereur, dont ils avoient encore plus de besoin, que de Cosme.

Les Rois honorent réciprocement la République par leurs Ambassades, non pas pour aucun besoin qu'ils en aient dans leurs afaires vu que son amil-

Andr.  
Moro  
sin. Hist.  
Ven.  
I. 4.  
1569.

Liv. 9.

amitié leur est fort inutile , à cause de la neutralité qu'elle professe ; mais pour la contenter , dans une chose , qu'elle desire tres ardemment , d'autant que la présence de leurs Ambassadeurs lui sert beaucoup à conserver son crédit en Italie , & à entretenir les autres Princes dans le respect . Outre , que ses propres Sujets en ont plus d'admiration pour son Gouvernement , voiant l'estime , que les Rois en font .

L'Ambassade de Venise n'est pas d'ordinaire de fort grande importance , pour la négociation , le Sénat apliquant tous ses soins à la Paix ; mais cependant , c'est la plus difficile , aussi-bien que la plus ennuyeuse de toutes , & celle qui demande le plus de pénétration d'esprit , parce que l'on y traite avec des Muets , & que l'on y apprend tout par énigmes . C'est pourquoi l'on appelle Venise l'Ecole & la Pierre-de touche des Ambassadeurs . Car c'est-la ; que les Princes mettent leurs Sujets à l'épreuve , pour en savoir le juste prix . Et c'est dans cette Ambassade , que Feu Monsieur le Chancelier d'Aligre , fit connoître au Feu Roi sa prudence & sa dextérité , ayant exercé cet emploi , en un temps , \* que les affaires étoient tres-épineuses , à cause du différend de la Valteline , qui occupoit alors la France , l'Espagne , & l'Italie , mais particulièrement cette République , qui y prenoit le plus d'intérêt .

\* 1626.



SECONDE PARTIE.

---

*DES MAGISTRATS  
de Venise.*

**S**E S Magistrats de Venise sont de trois sortes. Les Domestiques , qui ont leur Jurisdiction dans la Ville , comme ceux , que l'on apelloit à Rome , *Magistratus Urbani*. Les Provinciaux , qui ont l'administration du Dehors ; & les Militaires , comme sont le Généralissime , & le Provéditeur-Général-de Mer ; le Gouverneur du Golfe , & quelques-autres.

Les premiers sont de deux sortes. Les uns manient les afaires du Gouvernement , & ce sont le Duc , les six Conseillers , les Sages-Grans , & les Sénateurs , semblables à ceux que l'on apelloit à Rome , *Magistratus Majores*. Les autres exercent la Judicature , & sont en si grand nombre , que le tiers en pourroit suffire. Mais la Seigneurie l'a bien voulu ainsi , afin d'employer plus de Nobles , & principalement les Jeunes-gens , que le nom de Magistrature contente.

Je ne prétens pas faire le dénombrement de tous ces Magistrats , qui seroit ennuieux & superflu , mais seulement de ceux , qui ont le plus de part dans l'Administration-Civile. Et d'autant que le Doge est le plus considérable , par sa dignité , & par ses fonctions , je vais aussi commencer par lui , & montrer ce qu'il est aujourd'hui , en comparaison des premiers Doges.

DU

## DU DOGE,

OU

PRINCE DE VENISE.

**L**es Isles de la province de Venise furent gouvernées du commencement par des Consuls, & puis par des Tribuns annuels, ainsi que je l'ai déjà dit. Mais comme à la fin, le Peuple s'en dégoûta, à cause de leurs longueurs, & de leurs querelles particulières, la résolution fut prise de créer un Chef, à qui les Tribuns fussent obligés de rendre compte.

Pour ce sujet, toutes les Isles envoient leurs Députés à Héraclée, où se tenoient d'ordinaire les Etats de la Province, pour y procéder à l'élection d'un Prince; & ce fut Lucius Anafestus, qui l'emporta, & à qui le Peuple abandonna toute la Puissance-Souveraine: De quoi les Vénitiens ne veulent pas néanmoins convenir, disant, que, depuis la fondation de leur République, ils ont conservé toujours leur liberté, & n'ont jamais reconnu d'autre autorité, que celle des Loix. Bodin, Giannotti, Jean Botère, & quelques autres célèbres Ecrivains, ont parlé de la souveraineté des anciens Ducs de Venise, comme d'une chose, qui ne peut pas être mise en doute. Le Lecteur en jugera par les raisons suivantes, que j'ai puisées dans leurs propres Annales.

I. L'investiture, à que tous les Prélats & Officiers élus par le Peuple, étoient obligés de demander au Duc, pour entrer en possession, est, ce me semble; une marque de la souveraine autorité, qu'il avoit alors. Outre cela c'étoit à lui seul de convoquer le Clergé & le Peuple; pour proclamer

## 132 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

céder à ces élections ; & s'ils se fussent assemblés, sans avoir été convoqués, toutes les élections eussent été de nulle valeur.

2. Les Princes, qui envoioient des Ambassadeurs à Venise, adressoient les lettres-de-créance à la personne seule du Duc, ainsi que firent le Roi, & le Patriarche de Jérusalem, b comme aussi le Pape Calixte, au Prince Dominique Michieli. C'étoit donc l'opinion de tous les Princes de ce tems-là, que les Ducs de venise étoient absolus.

b Ad Du-  
cem Vene-  
sia Anti-  
schenus  
& Hiero-  
foltmita-  
nus Pa-  
triarche  
& Bal-  
dinus  
II Ren  
Jeronja-  
lem Le-  
gates mi-  
serunt....  
Calixtus  
etiam  
per suos  
Nantios  
Ducem  
ad hoc in-  
lette.  
Ann.  
Ven.  
MS.

Le même Dominique Michieli ne refusa la Couronne de Sicile, qui lui étoit offerte, que parce qu'étant souverain de Vénise, & de plusieurs Provinces en Lévant, il craignoit de perdre la possession d'un Etat, qui étoit alors bien plus considérable, au titre prés, que la Sicile : au lieu que s'il n'eût eu qu'une puissance précaire, & dépendante du Peuple, il est probable, qu'il n'eût pas manqué une si belle occasion d'être Roi. D'ailleurs, ce qu'il fit en Sirie, est une marque de sa souveraineté. Car l'argent lui ayant manqué, & les soldats murmurant contre lui, il fit battre une monnoie de cuir-boüilli, appellée de son nom *Mochiette*, qu'il commanda par Edit, à tous les Vivandiers de son Armée, de recevoir, sous peine de la vie, promettant de compter en argent la valeur de ces pièces de cuir, lorsqu'il seroit de retour à Venise ; à quoi l'on obéit. D'où il faut conclure, qu'il étoit reconnu pour Souverain, puisque l'on se fia à sa promesse ; Ce que l'on n'eût pas fait, si l'on ne l'eût pas cru suffisant pour la tenir ; comme il ne l'auroit pas été sans doute, s'il n'avoit pas été absolu. Il est à remarquer en passant, que depuis ce tems-là, les Généraux-Vénitiens se sont quelquefois servis de cette industrie, quand l'argent de la République n'est pas venu à tems.

L'an 1647. le Capitaine-Général Jean Batiste

Gri-

Grimani ; fit battre en Candie une monnoie de cuivre , qu'on appelloit *Grimani*, pour servir de marque , jusqu'à ce qu'il eût de quoи paier. Mais , comme ce métal est fort commun , & de facile empreinte , quantité de gens en firent de la monnoie , & absorbèrent toute la bonne. Ce qui , outre les incommoditez ordinaires de la Guerre , fit horriblement enrichir les vivres par tout le Pais.

3. C'est un droit de Souveraineté , de s'appliquer la confiscation des biens des Condamnés. Or les Doges de Venise le faisoient , comme il se voit par un Edit du Duc Pierre Candien , de l'année 972. par lequel il defend à tous les Sujets de l'Etat , de porter , ou d'envoyer aux Infideles aucunes sortes d'armes ofensives & défensives , à peine de cent livres d'or d'amande , applicables à lui & à ses successeurs.

4. Les Ducs de Venise associaient leurs enfans & leurs frères au Dogat , qui , par ce moyen , devenoit héréditaire à leur Maison. Témoins ces trois puissantes Familles des Badoers , des Cadiens , & des Orseoles , lesquelles conservèrent cette dignité plus de 200. ans , se donnant l'alternative entre elles , comme il arrive dans les Familles Roiales des Roiaumes électifs. Cela fut cause , que Dominique Flabanique , qui probablement n'avoit point d'enfans , ni de frères , fit un Edit , par lequel il ordonna , que les Ducs ses successeurs ne pouroient avoir de Collègues au Dogat , déclarant pour ce sujet la Maison Orseole déchuë de tous honneurs , droits , & prééminences , & bannie de l'Etat à perpétuité. Ce que Flabanique ne fit point par aucune nécessité , que le Peuple lui eût imposée , mais par une vieille haine qu'il portoit aux Orseoles , avec qui sa Maison avoit eu de grandes queréles. Cette pernicieuse coutume des Doges , d'associer leurs enfans au

---

## 134 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Dogat, fut introduite par Maurice Galba, septième Duc de Venise, qui donna par-là le dernier coup à l'autorité du Peuple.

5. Les Doges se mariaient avec des Princesses Etrangères, comme firent Pierre Candien IV. du nom, avec la fille d'Albert Seigneur de Ravenne; Oton Orséole, avec la sœur d'Etienne, Roi de Hongrie, dit le Saint; Dominique Silvio avec une sœur de Nicefore, Empereur de Constantinople; Ordélafe Falier avec la Princesse Matilde; du Sang des premiers Rois de Jérusalem; & Pierre Ziani, avec une fille de Tancrede, Roi de Sicile. Ils mariaient aussi leurs filles à des Souverains. Ainsi, Pierre Orséole maria une des siennes, avec Etienne, fils-aîné du Roi de Croatie; Et tout cela montre, que les Doges passoient alors pour des Souverains.

Que si l'on voit, dans les Archives, des Actes, où le Clergé & le Peuple sont nommés avec le Doge, comme en ceux-ci: *Nos Petrus Candianus, &c. cum Vitale Patriarcha, Clero & populo Venetiae. Nos Tribunus Memus, &c. hortantibus & consensientibus nobis D. Vitale Patriarcha simul cum Episcopis nostris, &c. cum Primatibus Venetiae. Nos Vitalis Michael, &c. cum Judicibus & Sapientibus, atque Populi Veneti collaudatione & confirmatione. concedimus; &c.* l'on ne peut rien conclure de-là, finon que les Doges de Venise avoient un Conseil particulier, composé de gens; qu'ils choissoient à leur fantaisie, pour délibérer avec eux, comme faisoient les anciens Rois de Rome avec le Sénat. Et cela est si véritable, que ces Assemblées sont apelées positivement, dans les Annales de Venise, le Conseil du Duc, *Dux cum suo Consilio armare detrevit. Ipse cum suo Consilio & suis Judicibus constituit,* D'où il s'ensuit, que ces Conseillers, que Vital Michiel II. appelle *consilio-*

*rum suorum participes*, c'est-à-dire proprement, son Conseil-d'Etat, dépendoient du Doge; & n'avoient point de compte à rendre, qu'à lui seul. Aujourd'hui que les Doges ne sont plus les maîtres, le style de la Chancellerie a bien changé; & il n'y a point de Sécrétaire dans la Republique, qui osât employer cette formule, *Dux cum suo Consilio & suis Judicibus*. Car les Magistrats ne sont plus les Officiers du Doge, mais du Public; & le Doge ne fera pas si téméraire, que de dire jamais en parlant, ou en écrivant, *mon Conseil-d'Etat, mes Magistrats, &c.* parce que c'est un langage de souverain, dont il ne lui est pas permis de se servir, ne l'étant plus. Ainsi je ne vois pas, que ces paroles, *cum Clero & Populo, cum Judicibus & Sapientibus, atque Populi collaudatione atque confirmatione*, prouvent aucunement la participation des trois Etats au Gouvernement Civil; vu que par une semblable raison l'on pourroit dire, que nos Rois ne sont pas absolus en France, parce que toutes leurs Ordonnances finissent par cette formule, *Par le Roi en son Conseil*, qui montre, que nos Rois prennent l'avis de leur Conseil avant que de rien résoudre dans les affaires importantes de leur Etat. Pour les mots de *Populi collaudatione & confirmatione*, ils ne signifient autre chose, que la manière, dont le peuple recevoit les ordonnances des Doges, saoir, avec un applaudissement universel. Car, si l'on prenoit le mot de confirmation à la rigueur de la létre, & dans le même sens, qu'on dit, que le Roi a confirmé les priviléges acordez par ses prédécesseurs à quelque Abbaye, ou à quelque Famille, & que le Parlement a confirmé la Sentence d'un Présidial; ce seroit dire, que le Peuple avoit plus d'autorité, que le Doge, le Clergé, & la Noblesse, puisque c'étoit à lui de confirmer leurs délibérations. Ce que les Vénitiens, à mon avis, n'ayoueront pas. D'où je conclus,

---

## 136 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

clus, que cette *collaudation & confirmation du Peuple*, n'étoit qu'une approbation extérieure, & un consentement d'obéissance, qu'il donnoit aux Edits de ses Ducs, sans qu'il en fût requis; ni que ces Princes en eussent aucunement besoin, pour venir à l'exécution de ce qu'ils avoient résolu. Et cela se prouve par les paroles rapportées ci dessus, *hortantibus & consentientibus Episcopis, &c.* Car exhorter est une espece de prière & de remontrance, dont usent les sujets envers les souverains; & si le Clergé & les Nobles de Venise donnoient quelquefois leur consentement, ce n'est pas à dire, que le Prince ne pût agir sans eux; mais plutôt, que le Doge, leur faisant l'honneur de leur communiquer ses volontez en de certaines choses, ils y aportoient de leur part une pronte obéissance.

Que si les Doges faisoient signer quelquefois leurs Ordonnances par les Prélats de la Province, & les Judges de la ville de Venise, c'étoit une de leurs industries, pour faire passer plus aisément de certains Edits, qu'ils jugeoient devoir être mal reçus par le Peuple, à qui ils vouloient persuader par là, que ceux, qui avoient signé ces Edits, en étoient les auteurs. Es c'est ainsi que les Doges se déchargeoient de la haine publique sur les autres.

Et quoiqu'il y eût encore des Tribuns, qui administroient la Justice dans les Isles, les Doges n'en étoient pas moins les maîtres, puisque l'on apelloit à eux des Jugemens de ces Tribuns, suivant le propre témoignage de Trifon Gabrie-li Noble-Vénitien, rapporté par le Giannotti, Historien fidèle, dans ses Dialogues de la République de Venise.

Présentement, l'autorité des Doges est si bornée, qu'ils ne peuvent rien faire sans le Sénat. C'est pourquoi, dans les Cérémonies publiques, où la Seigneurie marche, l'on voit toujours après le Doge

Doge un Noble , qui porte devant le Sénat une épée dans son fourreau , pour signifier , que toute la puissance de l'Etat est entre les mains des Sénateurs . Car , comme le Connétable ou le Grand-Ecuier porte l'épée devant le Roi , lorsque Sa Majesté fait son entrée dans quelque Ville , pour montrer le pouvoir absolu , qu'Elle a sur ses Sujets : C'est au contraire une marque évidente de la sujétion du Doge aux Loix & au Sénat , que l'épée est portée après lui , & lui pend , pour ainsi dire , sur la tête , pour l'avertir , que , s'il s'éloigne tant soit peu de son devoir , il ne doit pas espérer un meilleur traitement , que celui , que l'on fit à Marin Falier . \* Pour la même raison dans la Cérémonie du Couronnement , on ne lui coint point l'épée au côté , & l'on ne la lui met qu'à ses funérailles , avec les éperons d'or , que l'Empereur Bafile envoia au Duc Orfeo Participatio\* en le créant Grand-Ecuier de Constantinople .

Quand les Ambassadeurs vont à l'audience , le Duc leur répond en termes généraux & de bonne espérance , suivant cette ancienne leçon du Sénat , *Dentur bona verba Florentinis* . Et s'il en disoit trop , non seulement il en seroit bien-tôt désavoué , mais on lui en feroit encore une fâcheuse réprimande , sans y épargner les menaces , comme fit un jour le Sénateur Pierre Bazadonne , aujourd'hui Cardinal , au Duc Dominique Contarin , à qui il dit en plein Collège , après qu'un Ambassadeur en fut sorti . *Voxtra Serenità parla de Principe Jourano , mà la fe ricordi , che non ci mancheranno li mezzi dimortificarla , quan do trascorrerà dal dovere* . Ainsi l'on doit dire du Doge ce qu'un Polonois \* disoit de son Roi , \* que ce Prince est la bouche du Corps de la République ; mais que cette bouche

\* Voiez les Remarques.

\* Voiez les Remarques.

\* Stanislas Orlowsky.

\* *Ren Polonio si- bil aliud est. quam os quod- dam Reg- gnt no- biscam conju- sum li- bero ac legitimo restro suffragio.*

*ut isprer- susnibil agat , ac ne loqua- tar quis- dem , nisi id quod ei intimo sensu ref- tro publi- cissim pro- fectum.*

ne

---

## 138 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

ne peut rien prononcer, que le Jugement public n'ait conçu & résolu auparavant.

Que si un Ambassadeur faisoit quelque proposition honteuse, ou parloit en termes injurieux au Public, le Duc seroit obligé de répondre vertement, à-moins que de vouloit s'exposer au mépris de la Noblesse, & se faire déposet comme imbécille & inhabile au Gouvernement. Et pour lors la proposition ne va point au Pregadi, comme n'étant pas recevable.

L'an 1671. les Turcs ayant fait une descente dans la Marche-d'Ancone près de Loréte, où ils enlevèrent plusieurs familles, le Nounce Pompée Varése, (qui est mort Nounce en France) alla au Collège se plaindre, au nom du Pape, de ce que la Seigneurie laissoit passer les Corsaires, dans son Golfe, sans les combattre avec ses galères, nonobstant l'obligation, quelle avoit de le faire. Le Duc répondit, Qu'il s'étonnoit, que le Pape leur fit des plaintes sur les desordres, qui arivoient dans les Lieux de son obéissance ; Que si les Infidèles entroient si hardiment dans l'Etat-Ecclastique, c'étoit qu'ils le voioient mal gardé, pour ne pas dire abandonné ; Que si les Officiers du Pape faisoient aussi-bien leur devoir que les Vénitiens, les Sujets de l'Eglise s'en trouveroient mieux. Cete réponse ferma la bouche au Nounce.

Ce Prélat n'en reçut pas une plus favorable sur l'office, qu'il fit pour les Jésuites, les Téatins ses Confrères ; les Somasqués, & les Carmes-déchaussez, qui refusoient d'obéir au Decret du Sénat, touchant les processions, où ils n'aloient point en vertu de leurs priviléges. Car ayant représenté au Collège, Que c'étoit porter la main dans la Sanctuaire, & entreprendre sur l'autorité du Saint-Siége, que de vouloir connoître des priviléges des Papes, & contraindre ces Religieux d'assister aux processions; le même

Duc

Duc repondit sur le champ , Que tant s'en faloit , que le Sénat eût rien entrepris sur la Jurisdiction Ecclésiastique , qu'au-contreire le Pape entreprenoit sur la leur , puisqu'il trouvoit mauvais , que la Seigneurie commandât à ses Sujets ce qu'elle jugeoit à propos . Que le Sénat ne pouvoit pas révoquer ce qu'il avoit ordonné si justement . Qu'il ne croioit point faire tort aux Religieux Privilégiiez , qui sont , aussi-bien que les autres , sous la protection du Prince , de les obliger à des fonctions publiques , telles que sont les processions , où les Evêques , les Patriarches , & les Cardinaux même assistent tous les jours . Et qu'enfin , les priviléges de ces Ordres étoient bons dans les Terres de l'Eglise , & non pas à Venise , où Sa Sainteté n'a voit pas plus de droit de commander , que leur Sénat à Rome .

Ces deux réponses furent généralement aprouvées , parce qu'il les faloit telles . Il semble même . que la seconde a paru bonne à la Cour de Rome , puisque le Nonce ne s'étant pas trouvé avec le Sénat à la première procession de ces Religieux , le jour de Sainte Justine , pour ne pas aprouver cete nouveauté par sa présence ; il reçut peu de jours apres l'ordre d'assister à toutes les autres , au grand étonnement de tout le monde , qui s'atendoit à voir faire au Pape quelque démonstration de ressentiment contre la Seigneurie . Je ne sai pas , s'il est vrai , qu'elle en ait demandé pardon au Pape , comme feu Monsignor Varése me l'a dit ici plusieurs fois . Car je n'en ai jamais pu voir la Parte , qu'il prométoit de me montrer , pour en faire mention dans cete Histoire .

Quant aux offices , que les Ambassadeurs font au Collège , pour y donner part de la joie , ou de l'affliction de leur Maîtres , le Doge a la liberté de dire tout ce qu'il lui plait , ces sortes de répon-

7.de Octobre.

fes

## 140 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

ses étant de purs complimens , qui ne tirent jamais à conséquence d'Etat.

La réponse du Duc André Gritti à l'Ambassadeur de l'Empereur Charles-quinç , sur la prise du Roi François I. à Pavie , est digne de remarque. Ce Ministre venant annoncer au Collège la nouvelle de la victoire de son Maître dans le temps que l'Évêque de Baïeux , Ambassadeur de France , en sortoit , le Duc , qui venoit de faire des condoléances à ce Prélat , répondit avec un excellent tempérament pour un Prince , qui ne veut pas faire deux personnages différens ; Que sa République , étant également amie des deux Couronnes , devoit entrer également dans les intérêts de l'une & de l'autre . se réjouissant , selon le conseil de S. Paul a , avec ceux , qui étoient dans la joie ; & pleurant avec ceux , qui pleuroient.

*a Gen  
detem  
gandens-  
tibus. sicut  
tecum  
fuerintibus.  
Rom. 12*

Le Doge est Chef de tous les Conseils , & en cette qualité il a droit d'y faire toutes les fonctions affectées à tous les principaux Magistrats. Il propose les affaires au Grand-Conseil , comme les Conseillers ; au Pregadi , comme les Sages-Grans ; au Conseil-de-Dix , comme les trois *Capi-Dieci*. En quoi il est un peu plus que le Prince du Sénat chez les Romains , lequel n'entreoit qu'au Sénat.

*b Ejus  
nomen e-  
pistolis  
ediſisque  
batur, vis  
penes  
Macta-  
num.  
Tac.  
Hist. 4.*

Toutes les lettres-de-créance des Ministres , que la République envoie dans les Cours-Etrangères , sont écrites en son nom b , le Sénat voulant bien lui laisser cette apparence de souveraineté , pour le rendre plus recommandable au dehors. Toutefois ces Lettres ne sont pas signées de sa main , parce que ce n'est pas lui , qui envoie les Ambassadeurs , mais le Sénat , qui pour ce sujet fait signer ces lettres par un de ses Sécrétaires , & y fait poser le Sceau des Armes de la Seigneurie. Et bien que ces Ambassadeurs adressent leurs

leurs dépêches au Duc , il ne peut néanmoins les ouvrir qu'en présence des Conseillers , qui au contraire peuvent les lire , & y répondre sans lui.

Toute la Monnoie se bat sous son nom , ce qui semble être une marque de souveraineté ; ce qu'ils appellent ducat , ne signifiant en effet , que monnoie Ducale. Cependant , la Monnoie n'est point à son Coin , quisqu'elle ne porte ni son éfigie , ni ses Armes , qui sont pourtant les conditions essentielles du Coin. Et si l'on voit dans les ducats un Doge représenté à genoux devant Saint-Marc , qui lui met un Etendard entre les mains , il est aisé de voir , que ce n'est point l'image du Doge Regent ; ce qui est expressément défendu par la Loi ; mais seulement d'un homme revêtu des ornemens Ducaux , pour représenter le premier Magistrat de la République en général. Il est vrai , que le Duc Nicolas Tron fit battre de certaines pièces d'argent , qui portoient son image , & pour ce sujet s'appelloient *Trons*. Mais cela n'eut point de suite , ce Prince n'ayant usé de ce droit , qu'avec la permission du Sénat , pour arrêter le cours de la fausse-monnoie , que l'on avoit semée dans Venise , ainsi que le marque son Epitafe : *fraudatam pecuniam vivâ illius effigie (Resp.) resipicavit*. En effet , les Ducs Nicolas Marcel , & Pierre Moccénague , qui le suivirent immédiatement , n'eurent point cet honneur , quoiqu'il y eût des pièces d'argent appellées de leur nom. Et si le Cardinal Contarin & le Giannotti semblent dire le contraire par ces paroles : *Nummi ceduntur cum facie ac nomine Principis* , cela se peut entendre aisément d'une figure générale , ces deux Auteurs se corrigeant dans tous les autres endroits , par l'omission du mot *facie*. Je dis même , que les Ducs , qui ont gouverné Monarchiquement , ne batoient monnoie qu'au Coin

## 142 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

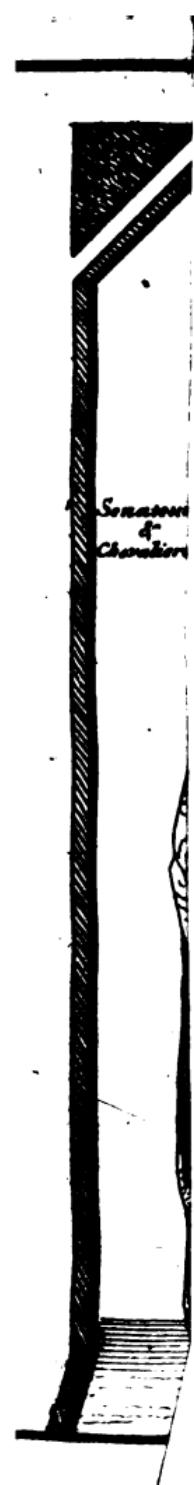
Coin des Empereurs, dont ils étoient Vassaux; comme il se vérifie par les estampes de la Médaille de Loüis-le-Débonnaire, que Mr. Paul Pétau Conseiller au Parlement de Paris a fait graver, où l'on voit d'un côté, *H Ludovicus Imp.* & au revers, *Venecia*. Car de dire, que c'est Vannes en Bretagne, comme ce Genois, qui s'est mêlé de réfuter le *Squitinio della Libertà Veneta*, c'est se rendre ridicule à plaisir.

Le nom du Doge est pareillement dans toutes les médailles des Chaines-d'or, que le Sénat donne aux Ambassadeurs, & aux principaux Officiers-de-guerre, mais au dessous du nom, il y a ces deux lettres *S. C.* qui signifient *Senatus-Consul*, pour montrer, que ce n'est pas le Doge, mais le Sénat, qui fait ces gratifications. Ce n'est pas non-plus le Doge, qui publie les Edits, quoiqu'ils commencent tous par cette formule, *Il Serenissimo Principe fa saper*; car cela ne dépend pas de lui: Et si la publication s'en faisoit par son autorité, il se nommeroit expressément par son nom, ainsi que font tous les Princes souverains.

Enfin, tous les Magistrats se lèvent, & le suivent, quand il entre dans les Conseils, & dans les Tribunaux, & lui ne se lève & ne se découvre pour personne. En quoi il est plus honoré que les Rois de Sparte, pour qui les Efores ne se levoient point. a

a Omnes  
et sedibus  
suis Re-  
gibus af-  
surgent,  
exceptis  
Ephoribus,  
qui à sel-  
lis se E-  
phoribus  
non le-  
vant.  
Xenoph. de Rep.  
Laced. \* Voiez  
les Re-  
mar-  
ques. Il se lève pour les Ambassadeurs, qui viennent à l'audience, mais il ne se découvre point. Parce que, disent les Vénitiens, la Corne Ducale qu'il a sur la tête, est le symbole du domaine & de la puissance absolue de la République. Ainsi, le Duc n'étant pas souverain, il ne doit pas lever la Corne à qui bon lui semble. Par cette raison, il devroit se découvrir, lorsqu'il ne porte que sa

To-



Sonatina  
of  
Choristers

a Om  
é sedi  
suis l  
gibus  
surgi  
encep  
Ephi  
qui e  
lis se  
phort  
non l  
vant.  
Xeni  
de R  
Lact  
\* V  
les P  
mar-  
ques.

Toque-rouge. Encore plus, le Vice-Doge, qui ne porte que son bonnet ordinaire, quand il fait cette fonction. A-propos de la Corne, il est à remarquer, que le jour, que le Doge fait son entrée à Saint-Marc, les Conseillers de la Seigneurie le vont recevoir jusques au milieu du grand-Escalier, appelé, *la Scala de' Giganti*, & puis le Couronnent de ce bonnet, quand il a monté la dernière marche. Pour montrer, que l'on n'arrive chez eux à la supreme dignité, qu'à-prés avoir passé, de degré en degré, par toutes les plus hautes Charges de l'Etat. En effet, ils n'élisent point Doge, qui n'ait cette condition : Et l'on regarda comme un cas singulier, & un pur hasard, l'élection de Pierre Lorédan en 1567. parce qu'il n'avoit pas manié de grandes afaires, ni ne s'en étoit jamais soucié. Mais son âge décrépit de quatre-vingt-cinq ans, & ses bonnes-mœurs lui tinrent lieu de tout ce quilui pouvoit manquer.

Le Duc a fous sa Corne une coife blanche de lin, en guise de diadème, à l'imitation de ce bandeau, que portoient les Conservateurs des Loix à Athènes pendant leur Magistrature. Parce que c'est à lui de procurer l'observation des Loix, en faisant le premier ce que tous les Nobles en particulier doivent faire. Et c'est en cette qualité, qu'il va une fois tous les mois visiter les Tribunaux de Saint-Marc, pour exhorter les Juges à rendre bonne Justice, & pour recevoir les plaintes de ceux, à \* Cent qui l'on ne l'a pas faite ; auquel cas, ce Prince réprimande sévèrement ces Juges. Cête visite se faisoit autrefois tous les Mercredis. Et de-là vient peut-être la coutume de paier ce jour-là au Doge sur le toutes ses semaines \* par forme de reconnaissance. Mais il n'affecte plus le jour, afin de surprendre les Magistrats, & de leur ôter le moyen de se préparer. Tous

\* Cent Sequins par semaine

Fentege

de Tade

Schi,

---

## 144 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

Tous les Bénéfices de l'Eglise-Saint-Marc, sont à sa nomination, savoir 26. Chanoinies & un Doienné, toujours rempli par un Noble-Vénitien, appelé *Primocirio di S. Marc*. qui est proprement l'Evêque des Nobles, comme le Prieur de Saint Jean de Malte est l'Evêque des Chevaliers. Ce Doienné est de cinq mille ducats de rente, sans l'Abbaie de Saint Gal, qui d'ordinaire lui est unie, & vaut quatre mille livres de revenu.

L'Eglise-Saint-Marc ne reconnoît point d'autre Jurisdiction que celle du Doge, qui en prend possession, comme le Pape de celle de Saint Jean-de-Latran ; & dans cette cérémonie, le Primicer, ou son Grand-Vicaire, lui présente l'étendard rouge de Saint Marc, *in signum vera dominationis*, pour marque de son autorité sur cette Eglise ; & jure entre ses mains de conserver soigneusement la dignité de ce Temple ; après quoi, les trois plus anciens Procureurs lui prêtent le serment pour la garde du Tresor, & pour l'administration des deniers qu'ils manient.

Le Doge est encore Patron & Protecteur du Manastere *des Vergini*, bâti & fondé par le Duc Pierre Ziani, & la Duchesse sa femme, pour les Gentildonne Vénitiennes. L'Abbesse l'appelle son Pére, & n'a point d'autre Juge que lui, non pas même le Patriarche de Venise, & encore moins les trois *Sopra Provéditeurs* des Monastères. En sorte que s'il arrive quelque desordre parmi ces Damas, c'est au Doge seul d'y pourvoir, comme s'il étoit leur Evêque. Aussi en font-elles leur Pape.

Il donne de certaines petites Charges de son Palais, que l'on appelle *Comandadori del Palazzo*, qui sont proprement des Huissiers, lesquels logent dans le Palais. & sont paiez par le Public. Il a un droit sur les Gondoliers-de-Trajet, gens, qui se tiennent à la rive des Canaux pour la commodité des pa-

passans. Il fait des Chevaliers à sa promotion, & ce sont d'ordinaire les Députez des Villes, qui le viennent féliciter, & des *Virtuosi*, c'est-à-dire, des gens-de-létres.

Il a une espèce d'Introducteur des Ambassadeurs, appellé *il Cavalier del Doge*, lequel va les inviter de sa part aux cérémonies, & les conduit dans son appartement, quand ils entrent au Palais. Aussi lepaient-ils pour cela comme un Valet-à-gages. Car le premier jour de l'an, ils lui donnent ses étreines en argent. Où je dirai en passant, que la veille de ce jour l'on aporte aux Ambassadeurs *una polizza*, c'est-à-dire, une liste de ceux, à qui ils doivent donner, où le *combien* leur est marqué. Ce qui est une espèce de cotisation tres-ridicule. Cet Oficier est toujour habillé de rouge.

Le Duc en a encore un, que l'on appelle *il Gattaldo del Doge*, lequel assiste en robe violète à l'exécution des Criminels, & y donne le signal en se-coûtant son mouchoir en l'air - ce qui signifie, qu'il n'y a point de grâce.

Enfin, sa Famille n'est point sujête au Magistrat des Pompes, & il est permis à son fils-aîné de porter la Veste-Ducale, ou, comme ils disent, *à maniche larghe*, qui est une grande marque d'honneur à Venise; d'avoir des Estafiers & des Gondoliers vêtus de livrée; de se faire accompagner marchant par la ville, & de porter une ceinture à boucles-dorées. Ainsi que le Aînez a des Rois de Sparte étoient dispensez de la discipline, <sup>a Hac necessitate solvit les pueros.</sup> & de l'éducation commune des enfans de Lacédémone.

Voilà précisément en quoi consiste la grandeur du Prince de Venise, qui avec tout cela, n'a que Plu-  
l'autorité d'un Citoien. *Majestatem quidem Re-  
gis habet, sed auctoritatem Civis.* Il faut <sup>tarch. im  
Agesil.</sup> voir

## 146 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

voir maintenant quelle est sa sujexion & sa misére

Il ne fauroit sortir de Venise, sans la permission des Conseillers, autrement il encourroit l'indignation du Sénat, & s'exposeroit à mille insultes, dont il ne pourroit prétendre aucune réparation ; y ayant même une loi, qui permet de lui jeter des pierres en ce cas. Aussi dit-on de lui, que *Rex est in purpura, Senator in Curia, in Urbe Captivus.* Hors de Venise l'on ne le connoît point pour ce qu'il est, & il ne reçoit aucun honneur publics, n'en étant pas de lui comme de Pompee, <sup>a Ubi Pompei, ibi</sup> qui disoit, que la République Romaine étoit où il étoit. Mais au contraire, le Doge est toujours où est la Seigneurie. & la Seigneurie n'est pas toujours où est le Doge. Et s'il arivoit quelque desordre dans le lieu, où il est, ce ne seroit pas à lui d'y pourvoir, mais au Podestà, comme étant revêtu de l'autorité publique : au lieu que le Duc en seroit alors entièrement dépouillé, comme un Membre séparé de son Corps, &c, par conséquent, incapable de faire aucune fonction de la Vie-Civile. Par où l'on ôte au Doge l'envie de s'absenter de Venise, qui est comme le timon de l'Etat, où sa présence est toujours utile au affaires, & de bon exemple aux Nobles.

Ses enfans & ses frères sont exclus de toutes les principales Charges de l'Etat durant sa vie, ne pouvant être Conseillers du Collège, ni du Conseil de-Dix ; Chefs de la Quarantie-Criminelle ; Avogadors ; Capitaines, ni Provéditeurs-Généraux de Mer ; afin de faire un juste contrepoids à sa puissance par l'abaissement de ses enfans. Ils ne fauroient non-plus impétrier de la Cour de Rome, aucun Evêché, Abbaie, ou autre Benefice, non pas même l'accepter, quand il leur seroit offert du propre mouvement du Pape.

L'an 1622. le Cardinal Matieu Priüili refusa l'Évêché

vêché de Bergame, auquel il avoit été nommé par Grégoire XV. du vivant du Duc Antoine son Père; & le Cardinal Fédéric Cornare ne voulut point aussi accepter le riche Evêché de Padouë, qu'Urbain VIII. lui avoit conféré. Ce qui fit naître un grand différend entre ce Pape, qui vouloit absolument l'emporter sur les loix du Païs; & le Sénat, qui empêchoit l'effet de sa nomination. Il y a une exception pour le Cardinalat, Nani que le Sénat déclara n'être pas compris entre les Hift Bénéfices, lors de la promotion du même Cor- Ven. I. 5. nare. Ainsi, le Duc de Venise peut dire, quoique dans un sens bien différent de celui d'Antonin-le-Pie, a que venait au Dogat, il perd la *Propriété* de ce qu'il avoit auparavant, d'autant qu'il passe de la liberté à une véritable servitude; & que par sa nouvelle dignité il recule la fortune & l'avancement des siens. *Alieno imperio felicior, quam suo.* D'où vient, que beaucoup de Nobles, qui ont eu des Doges dans leur Famille, n'ont rien davantage que cet honneur, qui ne leur est qu'à charge. Cependant, il faut l'accepter malgré soi, pour ne se pas faire bannir de l'Etat, ni confisquer ses biens. Ils forcèrent ainsi le fameux André Contarin durant la guerre de Gennes; Marc-Antoine Trivisan dans le siècle passé; & de notre tems Charles Contarin, & François Cornare, qui en mourut de chagrin dix-huit jours après son élection. Ce qu'il y a de plus étrange, est, que la République, après avoir tiré de bons services de ses Ducs; ne fait aucun scrupule de les déposer, quand ils deviennent infirmes. Comme si l'âge, & la maladie devoient éteindre le mérite des services passés. Et c'est avec cette \* Voiez ingratitudo, qu'elle paia ceux de François Foscarini, à qui elle ne donna pas le tems de mourir, mar- quoi qu'il fut âgé de quatre-vint-quatre ans, & que dans

## 148 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

dans son Dogat il eut aquis à sa Patrie les villes de Bresse , de Bergame , de Creme , & de Ravenne , comme porte son Epitafe . Cete rigueur ne laisse pas de produire un bon effet , qui est , que les Doges , bien-loin de faire les malades , pour éviter les fonctions pénibles , & prendre leurs commoditez , assistent , presque moribons , à toutes les cérémonies . Car l'on ne manque jamais de dire , que le Doge est mort , lorsqu'on ne le voit pas à de certaines fêtes avec le Sénat . Et souvent l'on n'apprend sa maladie , que lorsqu'on fait ses funérailles .

\* Il ne voulut pas admettre ses bâts au Grand-Conseil . Et c'est peut-être Vient , que les bâtards des Doges ne sont pas Nobles-Vénitiens .

a Oportet Imperato-  
storum mori .

Suet. in. Vespa-

Autrefois plusieurs Doges ont renoncé au Dogat , pour mourir en repos . Temois Jean & Orio Participatio , Pierre Orséole ; Sébastien & Pierre Ziani ; Orio Malipierre & Jaques Contarin . Aujourd'hui cela ne leur est plus permis , les Vénitiens disant : Qu'un homme né dans une République , où il a part aux affaires , ne doit jamais manquer à sa Patrie , tant qu'il est en état de la servir : Que ce n'est pas au Particulier de quitter le Public , mais au Public de quitter le Particulier , s'il ne lui est pas utile : Que c'est une pure poltronerie de se retirer du Gouvernement pour soulager la vieillesse , quand on a l'esprit & la langue assez libres , pour assister la Patrie de ses conseils : Que s'il est honteux à un Capitaine de se délasser , pendant que ses soldats combattent , il ne l'est pas moins à un Chef de République , de prendre ses aises , lorsque les autres parties ont du mal & de la peine : Que si un Général-d'Armée , au dire de Vespafien , a doit mourir debout , un Doge , qui préside à plusieurs Conseils , où il y a tant d'affaires importantes , à expédier , n'a pas le tems de se reposer , & au Sénat : Qu'enfin , le Corps de la République ,

que , est comme une grande Famille , dont le Duc est le père , à qui il ne feroit pas honnête de se séparer de ses enfans . C'est ainsi , qu'ils s'oposèrent à la démission du Duc Jean Cornare , en l'année 1628.

La République n'est pas au Doge , c mais le Doge est à la République . La Patrie peut en user mal avec lui , mais lui ne fauroit pécher si peu contre elle , qu'il n'en soit rigoureusement châtié . Le mérite de ses bonnes actions est éfacé par les moindres fautes , si jamais il en fait . Il ne voit rien devant lui , qui ne l'avertisse des obligations de sa Charge , & du danger où il se met , s'il cesse d'être tel , qu'il a promis d'être , le jour de son élection . a Tout ce qu'il voit lui dit tacitement , *Memento esse Rempublicam* . Son Palais est une maison dorée , les espions y font la garde jour & nuit , & les Inquisiteurs d'Etat y font la visite sans être vus . Les murailles y parlent par de certaines bouches , lesquelles sont toujours ouvertes pour acuser . Le redoutable Tribunal des Dix touche à son apartement , afin qu'il ne perde point la mémoire salutaire de la mort , qui l'environne de tous côtés . Et c'est peutêtre à ce dessein , que , dans la séance du Grand-Conseil , le Président de semaine au Conseil-de-Dix est placé vis-à-vis du Doge . \*

Ce Prince est sujet aux Dix , comme les Rois de Sparte l'étoient aux Efores , & les anciens Rois d'Aragon à ce souverain Magistrat appellé *El Juicio* , lequel assis sur un Trône leur disoit au nom des Etats du Roiaume ; b Nous qui valons bien autant que vous , & qui avons plus de pouvoir que vous , Nous vous faisons notre Roi , à condition , que vous garderez nos priviléges , & nos franchises . Autrement nous nous en rétractons . Car entre vous & nous , il y en a un , qui commande au-delus de vous . Et c'étoit Rey ?

G 3.

*que nos guardets nneftros fueros y libertades , y fine , nd , Intra vas y nre , quemanda mas que vos.*

## 150 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

*El Justicia.* Si les Vénitiens n'en disent pas autant à leur Duc, ils le lui font bien comprendre par les effets. Les Etores étoient Judges entre les Rois de Sparte & le peuple ; *El Justicia* entre ceux d'Aragon & leurs sujets ; & le Conseil-de-Dix l'est entre le Doge & la Noblesse.

Les Lacédémoniens ne donnaient point de Gardes à leurs Rois, ne croiant pas que des Princes équitables, & résolus de gouverner selon les loix, eussent besoin de Gardes, non-plus que les pères parmi leurs enfans. puisque, par l'observation de ces mêmes loix, ils ne pouvoient pas manquer de se concilier l'amour des Sujets, qui ne craignent pas servilement ceux, qui leur commandent, craignent incessamment pour eux. a La République de Venise en use de même avec ses Doges, qui savent bien, que leur personne est en sûreté, tant qu'ils font leur devoir, b & qu'il est de l'intérêt de la Noblesse de veiller à leur conservation, puisqu'Elle compose avec eux un Corps-Politique, dont ils sont la plus noble partie. En effet, ces Ducs n'étant pas souverains, & les Loix ayant à Venise la même force qu'elles avoient en Lacédémone, c où les Loix étoient plus que les Rois, il ne faut pas qu'ils soient accompagnés de Gardes, d'autant qu'ils pourroient s'en servir dans les occasions à changer la forme du Gouvernement en Monarchie, comme le fit Pisistrate à Athènes, & Timofanes à Corinthe.

Les Rois de Sparte n'avoient rien par-dessus les Spartiates, que le titre, la presséance, & une portion double aux repas. Les Doges ont le titre de Sérénissimes, la présidence de tous les Conseils, un revenu médiocre, mais qui excéde celui de tous les autres Magistrats en particulier. Ces Rois mangeoient souvent en public avec les Spartiates, qui étoient les Nobles de la ville. Les Doges.

Doges retiennent quelque chose de cet ancien usage, faisant quatre festins par an, où tous les Nobles sont invitez à leur tour, sans aucune distinction des pauvres & des riches, des anciens & des nouveaux. Car le Doge est un père-de-famille, qui caresse également tous ses enfans, pour entretenir parmi eux la concorde & l'amitié fraternelle. Ces festins se font le lendemain de Noël, le jour de Saint-Marc, le jour de l'Ascension, & le quinzième de Juin, à cause d'une conspiration découverte ce jour-là en l'année 1310.

Les femmes des Rois de Sparte n'étoient point traitées de Reines, & le public ne leur donnoit rien pour leur entretien. Aujourd'hui le Sénat de Venise ne reconnoît plus de Duchesses ; & si un Doge a sa femme au tems de son élection, \* Ses l'on ne lui en assigne pas un plus grand revenu. funérailles Sa femme est seulement honorée comme la première Gentildonne de l'Etat, & non pas comme Princesse. Il est vrai, que dans le siècle passé, les Vénitiens en couronnèrent deux, savoir, Julie Dandole, femme de Laurent Priuli, \* en l'an 1557. ce qui ne s'étoit point fait depuis 1457. Et Morosina Morosini femme de Marin Grimani en 1595. pour l'entrée de laquelle ils firent une excessive dépense. J'ai même observé, Priuli qu'elle ne fut pas couronnée dans le Palais, ni cesse, dans l'Eglise-Saint-Marc, mais seulement dans la maison de son mari, lorsqu'on l'y alla prendre, pour l'amener à Saint-Marc : si bien que ce couronnement n'étoit pas solennel, comme celui du Doge, qui reçoit la Corne sur le grand escalier du Palais. Il semble même, qu'il ne prirent pas plaisir à l'honneur, que Clement VIII. fit à la Duchesse Grimani, de lui envoier la Rose-d'or, son baptême que c'étoit la traître en femme de souveraine.

## 152 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

rain. Et ce fut peutêtre pour lui en ôter la pensée, que le Sénat ordonna, que cette Rose seroit mise dans le Sanctuaire, (ils appellent ainsi le Trésor de l'Eglise-Saint-Marc) après la mort de la Duchesse. Mais dans l'interregne suivant les Inquisiteurs & les Correcteurs connoissant la nécessité absoluë de modérer les honneurs des femmes, à principalement dans une République, où l'ambition & le luxe sont très-dangereux ; ils abolirent, par un Decret, la coutume de ce couronnement, pour ôter à ces Dames l'opinion, qu'elles avoient, d'être des souveraines.

André  
Morosini  
Hist. de  
Venise  
liv. 15.  
a Mode-  
randos  
famina-  
rum be-  
neores.  
Tac.

Ann. I.  
Mot de  
Tibère.

b Legati-  
ones di-  
mittere,  
tum ami-  
cas, tum  
hostiles,  
sé Regis  
est. Xe-  
noph. de  
Rep.  
Laced.

Cependant, il y a bien de la différence du pouvoir des Ducs de Venise, à celui des Rois de Sparte. Les Rois de Sparte pouvoient renvoyer les Ambassadeurs b des Alliez & des Ennemis, avec des réponses positives : Les Doges ne peuvent rien résoudre de leur chef sur les propositions & les demandes des Ministres des Princes-Etrangers, comme j'ai déjà dit. Ceux-la pouvoient, de leur autorité, commencer, continuer, & terminer la guerre. Ceux-ci ne sauroient la déclarer, entretenir, ni finir. Les premiers étoient en droit d'abroger une vieille loi, & d'en faire une nouvelle : & les seconds n'ont pas la liberté de changer une syllabe dans les Ordonnances du Grand-Conseil & du Sénat. Véritablement, les Rois de Sparte avoient peu de pouvoir dans la ville, où il leur faloit obéir aux loix, mais à la guerre ils commandoient absolument. Les Doges, au contraire ont été exclus du commandement militaire, par une Parte du Grand-Conseil. Il importe de savoir comment & pourquoi. L'an 1645. le Doge François Erizze avoit été élu Capitaine-Général : ce qui n'étoit point arrivé depuis la fameuse Guerre de Génes, où le Duc André Cou-

Contarin avoit commandé la flote. Le Procureur Jean Pesaro contredit à cette élection: disant, qu'elle étoit contre les loix de la République, qui ne souffrent point la pluralité des Charges; Que le bruit d'une telle expédition pourroit reveiller Ibraïm, qui croupissoit dans les plaisirs du Sé-rail, & l'exemple d'un Prince de quatrevints ans, comme étoit le Doge; lui servir d'éguillon à faire la guerre en personne, lui, qui étoit à la fleur de son age; Qu'en ce cas ils seroient plus en danger; que jamais, d'autant que le Grand-Seigneur entraîneroit après soi toutes les forces de l'Empire Otoman, &, pour ne se pas exposer à l'inconstance de la mer, ne manqueroit pas de les attaquer par terre, où il lui seroit aisé de les vaincre. Ajoutant, que, comme l'âge avancé du Doge le rendoit excellent pour le conseil, aussi le rendoit-il trop foible pour l'action, & pour effrayer sous un climat éloigné tant de peines & de fatigues. Son élection ne laissa pas d'être confirmée par le Sénat, dont la meilleure raison, au dire du Procureur Nani, étoit de \**Dal Senato fu confermato il decreto, dicente era forse la ragione più forte l'haverlo già fatto.*

\* Car il ne pouvoit la retracter sans donner à connoître un manque de prudence, dont il ne falloit pas que le Peuple s'aperçût. Mais dès qu'Erizze fut mort, le Dogat & le Généralat furent déclarés incompatibles par une *Parata* du Grand-Conseil. Ce qui confirma le bruit, qui courroit alors, que le Sénat, ayant reconnu sa faute, avoit fait empoisonner Erizze, sur le point de son départ. Tant la renommée se plaît à publier des choses étranges à la mort des Grans.

Il est à remarquer au sujet de ce Doge, qu'après qu'il eut été proposé dans le scrutinio pour le Généralat, il fut prié de donner son consentement; ce qu'ayant fait, il fut proclamé Général, Tac-

---

## 154 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

sans être baloté , comme les autres Magistrats. Parce que c'étoit autrefois la coutume , que quand le Doge vouloit commander les armées , on l'aprouvoit par acclamation , sans qu'il fût besoin de recueillir les voix.

Enfin , la République ne se contente pas de tenir ses Ducs prisonniers dans leur Palais , eavironnez d'espions & de délateurs , privez de tous les divertissemens de la Vie , & dépouillez de toute la puissance convenable à des Princes ; mais elle retranche encore leurs droits de jour en jour , pour les avilir davantage. Ils en avoient un , qui étoit , que les presens venans du Levant , & des autres Païs , où c'est la coutume d'en recevoir , ou d'en envoier par les Ambassadeurs . leur apartenoient. L'an 1668. les Moscovites , à leur retour de France , ayant passé par Venise , où ils avoient quelque-chose à négocier pour le service de leur Maître ; & ayant présenté au Doge pour dix ou douze mille écus de fourures de marte-zibeline : le Procureur André Contarin Sage-Grand , proche-parent du Duc-Régent de même nom , mais ennemi mortel du Procureur son fils , remontra au Grand-Conseil , Que le present des Moscovites ne devoit pas aler au Doge , puisque n'étant pas souverain , ce n'étoit pas à lui , que l'on envoioit des Ambassadeurs , ni des presens ; comme ce n'étoit pas lui non-plus , qui en envoioit. Ajoutant , Que quand les Ambassadeurs de la Seigneurie portoient des presens à Constantinople , en Moscovie , & ailleurs , ce n'étoit pas aux dépens du Doge ; & qu'ainsi , il n'étoit pas raisonnable , qu'il profitât seul , de ce qui apartenoit justement au public , qui défraioit actuellement ces Ambassadeurs. Tellement que l'affaire ayant été balotée , le Doge & ses successeurs , furent par un Decret solennel , pri-

privéz de cet ancien droit, au grand déplaisir du Procurateur Contarin, que toute la Noblesse fut ravie de mortifier en cete rencontre. Car c'étoit l'endroit le plus sensible de ce Noble, qui deshonoroit la dignité de son père par une honteuse avarice. Témoin l'action, qu'il fit dans un des quatre festins, où il fit fermer la porte de la pale, pour faire trouver deux fourchées, qui s'étoient égarées, sans avoir nul égard à la Majesté publique.

Il n'est pas permis au Doge de recevoir aucun présent des Princes. Et c'est pour cela, que le Duc Loiiis Moccénigue vouloit refuser le riche diamant, qui lui fut présenté de la part du Roi Henri III. & il ne l'accepta à la fin, que pour le donner au Sénat.

Au reste, quand le Doge marche en cérémonie, il est toujours magnifiquement vêtu; tantôt de brocart d'or, ou d'argent; & tantôt d'écarlate; avec la Corne Ducale en tête - précédé des Ecuiers de sa Maison, dont il y en a deux, qui portent la queue de son manteau; du Capitaine-Grand avec ses Oficiers; des Sécrétaires du Pregadi, & du Grand-Chancelier; & toujours suivi du Sénat. En cet équipage il s'atire la vénération du peuple, qui respecte toujours les marques extérieures de grandeur. Mais il faut remarquer que le Sénat ne l'accompagne pas tant pour lui faire honneur, que pour partager celui, qu'on lui rend par tout où il va; estimant, que si ce Prince le recevoit seul, il paroîtroit un souverain au peuple, & aux Etrangers.

Les Vénitiens ne veulent pas un Doge, qui ait un esprit sublime, parce qu'ils croient, que cela ne sert qu'à lui donner de la confiance de lui-même, & à le rendre moins docile. Ils aiment beaucoup <sup>a Par ne-</sup> <sup>gotis,</sup> <sup>neque su-</sup> <sup>præ</sup> <sup>tati. An. 5.</sup> un homme médiocre, & qui a suffisé aux a. Tac.

---

## 156 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

faire, vu qu'ils le gouvernent à leur mode, & le retiennent plus aisément dans le devoir. Outre que le Sénat, où il n'a que sa voix comme un autre Noble; supplée au défaut de ses lumières & de son intelligence. Aussi, le Duc Jean Pésare ne leur étoit pas popre, d'autant qu'il en savoit trop pour être persuadé par les autres, qu'il entraînoit ordinairement après soi par la véhémence de ses raisons, comme il fit en 1657. pour le rétablissement des Jésuites. En effet; il n'est pas nécessaire, qu'un Prince de République, qui n'a pas la puissance de son nom, & qui n'est que l'ombre du corps du Sénat. ait une capacité de si grande étendue, puisqu'il ne peut rien faire tout seul. C'est pourquoi les Tébains représentoient leur Prince avec les oreilles ouvertes, & les yeux bandés, pour signifier, que ce n'étoit pas sa fonction de voir ni d'ordonner ce qu'il falloit, mais seulement d'écouter, & d'exécuter ensuite aveuglément les résolutions du Sénat.

Ils ont fait leur Duc à vie, afin de le rendre plus majestueux, & plus semblable aux Têtes-Couronnées, bien qu'ils n'aient jamais voulu lui en donner le titre, qui leur fut offert autrefois par l'Empereur Fédéric III. C'est aussi pour le consoler du peu de pouvoir, qu'il a, par la durée de sa dignité. Mais d'ailleurs, ils le choisissent toujours vieux, afin que les Prétendants aient lieu d'espérer: Outre que la vieillesse manquant de vigueur, elle en est moins entreprenante.

Ils sont bien-aisés, que leurs Ducs soient riches de patrimoine, afin qu'ils puissent faire honneur à leur dignité, & au Public, qui ne leur donne que 12000. écus par an, dont il en va presque la moitié aux quatre festins de l'année. A quoi il faut ajouter la dépense du jour de leur entrée, qui n'est célébre, que par les largesses, qu'ils font au Peuple, en jetant de l'argent dans la Place S. Marc, qui

qui est une coutume introduite par le Duc Sébastien Ziani. En sorte que, s'ils se piquent de générosité & de magnificence, ils incommodent très-souvent leur Maison. Et c'est tout ce que le Sénat demande, n'ayant pas eu peut-être d'autre dessein, en dispensant leurs enfans de l'observation des loix somptuaires.

L'administration des Doges est recherchée après leur mort, par trois Inquisiteurs, & cinq Correcteurs, que l'on crée tout exprés, lesquels trouvent toujours, ou que ces Priaces ont abusé de leur autorité, les uns plus, les autres moins ; ou qu'ils ont négligé la Chose-Publique, pour avancer leurs affaires particulières ; ou enfin, qu'ils n'ont pas vécu d'un air convenable à leur rang. Et cette discussion de leur Gouvernement est ordinairement suivie de la condamnation de leurs héritiers à quelque amende pécuniaire. C'est pourquoi leurs enfans ne sauroient recueillir leur succession, qu'en s'obligeant par serment de paier la taxe, qui leur sera imposée. C'est ainsi que la Famille du Duc Pierre Lorédan fut taxée à 1500. sequins, à cause que ce Prince, qui d'ailleurs s'étoit très-bien gouverné, avoit été trop ménager. De mon témoins, l'on trouvoit la même chose à dire dans la personne du Duc Dominique Contarin, qui outre cela, avoit un fils, qui prenoit à toutes mains, comme pour se récompenser de la vieillesse de son Père ; a. Ce qui paroiffoit d'autant plus, que le Peuple étoit acoutumé à la magnificence des Ducs Valier & Pésare ses Prédécesseurs. Quelquefois l'élection des Inquisiteurs est différée, quand il y a des affaires plus pressantes. Elle le fut à la mort du Duc Pierre Lorédan, à cause de la guerre, que Sélim II. venoit de déclarer à la République. Au reste, la crainte de la recherche fait vivre les Doges & leur Famille dans

<sup>a</sup> Manus  
avida, &  
tanquam  
apud se-  
nem sciti-  
nantes.

Tac.  
Hist. I.

## 158 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

la retenué, & ferme la porte à toutes les violences.

Mais céte coutume n'empêche pas, que l'on ne leur rende de grans honneurs après leur mort. Leurs funérailles sont faites aux dépens du Public, avec beaucoup de pompe. On prononce leur Oraison-funébre dans l'Eglise-Saint-Marc ; honneur, que la Loi ne soufroît pas autrefois, & que l'on n'a commencé de rendre aux Doges, que depuis André Contarin. On atache aux voutes l'Ecu-son de leurs Armes, en mémoire de leur Dogat ; usage introduit aux obsèques du Duc Marin Morosin. Enfin, il est permis de leur éléver de superbes mausolées. Ce qu'il y a de singulier dans ces funérailles, est, que le Sénat y assiste en Robe-rouge, couleur qui n'a rien de lugubre. Mais ils le font, pour montrer, que si leur Duc est mortel, leur République est éternelle, & ne soufre aucune altération en elle-même; que l'éternité de leur Empire réside dans le Corps du Sénat, d'où dépend le salut des Peuples, b qui leur sont soumis; & que c'est aux Particuliers à pleurer, & non pas au Public. En quoi ils aiment mieux satisfaire à leur point-d'honneur, qu'aux devoirs ordinaires de piété envers les morts. *Inferius majestate suarati, si palam lamentarentur.* Peut-être aussi font-ils de céte sorte les funérailles de leurs Doges, pour les rendre plus pompeuses par céte singularité, à l'exemple des Romains, qui célébroient les obsèques des Censeurs en Robe-de-pourpre, au lieu qu'à celles de autres Sénateurs, les Robes n'avoient qu'une bordure de pourpre.

*a Prince-  
pes mor-  
tales,  
Remp a-  
ternam  
esse. Tac.  
Ann. 3.  
b Eter-  
nitatis re-  
rum &  
mea cum  
nestra sa-  
lus inco-  
lumitate  
Senatus  
firmatur.  
Hiſt. 1,  
Ann. 3.* Il est à remarquer ici, que la Sale del Piovego, c'est-à-dire, du Public, où le Corps des Doges, est exposé à la vuë du Peuple, est celle, où ils reçoivent les premiers complimentens de félicitation des Ambassadeurs des Princes Etrangers, le jour de leur couronnement, afin que s'ils ont de la joie de

de leur nouvelle dignité ; elle soit tempérée par *sces, cu-*  
les considérations & les avertissemens de la mort , *rulemque*  
& qu'ils regardent la magnificence & les orne- *sellam ni-*  
mens du Dogat , pour le commencement de *bil alind*  
leur Pompe-Funébre ; à semblables à ces Victimes , *quam*  
que l'on couronnoit pour aler au sacrifice. Et le *pompa*  
Grand-Chancelier ne manque jamais de glisser *funeris*  
quelque réflexion sur la mort , b dans le compli- *patent,*  
ment. qu'il leur fait le jour qu'ils prennent posseſſion *claris in-*  
du Palais-Saint-Marc , les faisant aussi resſou- *signibus*  
venir , qu'ils n'ont pas à gouverner des Sujets , c *relat in-*  
mais des Concitoiens & des Compagnons , à qui ils *fults re-*  
ne doivent commander , que par leur exemple ; *lates ad*  
Que la Noblesſe ne les a pas faits Princes , pour *mortem*  
faire tout ce qu'il leur plaira , mais pour travailler , *destinari.*  
& se charger de tous les ſoucis & de toutes les pei- *Liv.*  
nes de l'Etat ; Que leur dignité eſt une noble ſer- *hist. 2.*  
tude , comme le diſoit autrefois Antigonus à ſon *b Serans*  
fils ; & que la Couronne , qu'ils portent , n'en eſt *ac bre-*  
pas une de parade & de puissance , mais d'atache- *rem po-*  
ment à la Patrie , & d'obeiffance aux loix. *tentiam*  
*signifi-*  
*cans.* *Tac.*  
*Ann. 6.*

Le Doge traite les Ducs Souverains comme ſes é-  
gaux , a Venife. Mais ſ'ils fe trouvoient avec lui en  
lieu tiers , il ne le feroit pas , d'autant que la Seigneu-  
rie ſeroit cefſée être avec lui : & que , par fiction  
de droit , il cefſeroit d'être Duc , qui eſt une qua-  
lité personnelle ; pour être Roi , qui eſt un droit a-  
ffecté à tout le Corps de ſa République , qui tient rang  
de Tête-Couronnée.

Quand le Doge eſt malade , on absent ; il eſt  
repréſenté par un confeilleur , qu'ils apellent Vice-  
doga , afin que la Seigneurie ait toujours un Chef.  
Mais ce Viceduc n'ocupe jamais le Siège Ducal , ne  
porte point la Corne , & n'eſt point traité de Sérénif- *Ann. 12.*  
fime. Ce qui n'empêche pas , que les Ambafſa- *a Eſſo*  
deurs parlant au Collège n'uſent de l'apostrophe ordi- *nobilem*  
naire de Sérénifſime Prince , laquelle convient tou- *Jeronim-*  
jours à la Seigneurie. *rem.* *Ce Troz.*

## 160 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Ce Représentant fait la fonction du Duc , en repenant aux Ministres , à qui il ne lève point son bonnet , & tenant le milieu , lors qu'il marche avec eux en public.

Le Grand-Conseil avoit fait un Decret en 1553. par lequel il ordonoit , que , dans l'Audience des Ambassadeurs , le Viceduc seroit assis entre le Doien des Conseillers , & l'Ambassadeur , qui ainsi reculoit de la première place , qu'il tenoit à la droite du Trône , en présence du Duc , à une troisième . Ce qui étoit injurieux aux Ambassadeurs , aux caractère desquels on rendoit moins d'honneur , lorsqu'il en falloit rendre davantage ; étant manifeste , que le Représentant du Prince doit faire un traitement plus honorable , que le Prince même. Mais ce Decret fut réformé par un autre dé l'année suivante , qui rendit aux Ambassadeurs leur place ordinaire , & assigna celle de dessous au Vicedoge qui cependant ne se découvre pas pour eux.

Durant l'Interregne , le Sénat , ni les autres Conseils ne s'assemblent point. Cete loi s'est faite , pour obliger les Electeurs à faire une pronte élection , de peur de retarder le Service public. D'ordinaire l'Interregne ne dure pas plus de huit jours ; & André Morosin parlant de celui de 1567. qui dura 13. jours , dit , que cela étoit arrivé rarement. En 1595. il y eut un Interregne de 17. jours , & c'est le plus long qui se soit jamais vu à Venise.

Il y a encore une autre raison secrète , qu'leur fait hâter l'élection de leur Doge , c'est la crainte , qu'ils ont du Peuple , qui étant sujet à se partialiser , se mêle quelquefois de proposer quelque Gentilhomme , qui lui plait , & se mutine , si on ne le contente pas. L'an 1618. il crio si haut en faveur d'Antoine Priüli , qu'il falut le créer

Dog-

Doge, pour apaiser des clamours, qui eussent pu éclater en sédition ; ce que la Noblesse appréhende plus, que la guerre du Turc, sachant bien, que le Peuple est en état de reprendre ce qu'on lui a ôté dans le *Serrar del Consiglio*. Et c'est ce quis'est vu en l'année 1676. dans l'élection du Procureur Jean Sagréde, qu', bien qu'élû dans toutes les formes, & déjà traité de Sérénité par tout le Grand-Conseil. fut déposé, faute d'avoir pu obtenir l'acclamation du Peuple, dont il paroît, par ce dangereux exemple, que dépend encore absolument l'élection du Doge. A quoi la Noblesse ne pensoit peutêtre pas auparavant.

Sous le Dogat de Pascal Malipierre, qui avoit été élû du vivant du Doge Foscari, le Grand-Conseil, prévoiant, que cette sorte d'élection pouroit ramener l'ancien abus de la pluralité des Doges, & r'ouvrir la porte au Dogat héréditaire, fit une L<sup>o</sup>i, qu'à l'avenir il ne se feroit plus de pareille élection.

### DES CONSEILLERS

#### *de la Seigneurie.*

**L**es Conseillers de la Seigneurie sont aujourd' \* *Caf-*  
hui à Venise ce qu'étoient autrefois les Tri- *tello.*  
buins des Isles ; Et comme chaque Isle avoit *San*  
alors son Tribun, qui lui rendoit la Justice ; de *Marco.*  
même les six Quartiers \* de la Ville, qu'ils apel- *Canare-*  
len *Contrade*, ou *Sestieri*, ont chacun leur Conseil- *gio San-*  
ler, qui, selon l'Ordonnance du Duc Orie Malipier- *Paolo.*  
re doit demeurer actuellement dans le Quartier de *Santa*  
son Département. De sorte qu'un Noble, qui fait *Croce.*  
sa résidence ordinaire dans la Contrée de Saint- *Dorso-*  
Marc, ne sauroit être élu Conseiller de Castel, *dura.*  
de Saint Paul, &c.

Ces

## 162 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

Ces Seigneurs sont apellez Conseillers de la Seigneurie, parce qu'ils représentent le Corps de la République avec le Doge ; comme aussi *Consiglieri di sopra*, pour les distinguer des Conseillers appellez *d'abasso*, qui président à la Quarantie-Criminelle, pour la Seigneurie qui y assistoit autrefois. Où il faut savoir, que la charge de Conseiller, qui est annuelle, est exercée différemment durant ce tems, les Conseillers ne pouvant être que huit mois au Collège, après quoi, ils doivent descendre à la Quarantie-Criminelle, pour y présider quatre mois : au lieu, que s'ils ont commencé par cette Chambre, comme *Consiglieri d'abasso*, ils doivent monter *alla Banco di sopra*, c'est-à-dire, au Collège.

Les Conseillers de la Seigneurie font deux sortes de fonctions, les unes particulières, & les autres publiques. Les premières sont de consulter avec le Doge, & les trois Chefs de la Quarantie-Criminelle, les matieres, qui se doivent proposer dans les Conseils ; Ce qu'ils font en présence du Sécrétaires, qu'ils appellent *alla voci*, \* qui marque leurs avis ; d'ouvrir toutes le lettres, qui s'adressent à la Seigneurie, même en l'absence du Doge ; de recevoir toutes les Requêtes, qui doivent être portées au Grand-Conseil, pour les examiner entr'eux, pouvant les déchirer, si elles ne sont pas dans les formes ; d'accorder des priviléges, & des exemptions ; de donner des Juges aux Parties, lorsqu'il y a conflit de Jurisdiction ; & enfin, de résoudre, s'il faut assembler extraordinairement le Conseil. Les fonctions publiques sont, de présider à tous les Conseils, & d'y rapporter ; d'envoyer durant l'Interregne les ordres nécessaires aux Podestats, aux Capitaines des Armes, aux Provéditeurs de Terre & de Mer, & à tous les Officiers de la République, &c.

\* Il est  
appelé  
ainsi,  
parce  
que sa  
fonction  
est de  
proclamer  
les Magi-  
strats &  
les avis  
dans le  
Grand  
Conseil.

Quand

Quand des parens plaignent les uns contre les autres , & qu'ils demandent d'autres juges que les ordinaires , il est au pouvoir du Doge , & des Conseillers , de leur en donner , qui , en vertu de leur commission , confirmée par le Grand-Conseil , jugeat définitivement . Et cela s'appelle à Venise , *delegar una Causa* . Mais c'est grâce , qui sauve une infinité de frais , & sur tout *li crattati* , c'est-à-dire , les épices , ne s'accorde qu'à des gens du premier rang , & pour des causes importantes au service-public , parce que c'est un sujet de plainte pour les Magistrats , qui perdent leurs droits par ces renvois : Et ces Commissaires sont ordinairement tirés du Sénat , pour autoriser davantage le jugement , & sont appellez *Savii del Corpo del Senato* .

Les Conseillers *di sopra d'abasso* doivent toujours être en habit rouge , tant au siège , qu'allant par la Ville , sous peine d'une amende de vingt-cinq ducats-d'or . L'hiver ils ont une robe d'écarlate à manches-ducales ; & l'esté , une de camelot rouge ondoié , avec un chaperon de drap , de même couleur : excepté les cas de mort de Péres & de Frères , pour qui ils peuvent porter le deuil un mois ; comme aussi durant la Semaine-Sainte , qu'ils sont vêtus de noir .

Il est défendu aux Conseillers , aux Chefs de la Quarantie-Criminelle , aux Sages du Collège , & aux Avogadors , d'aler , ou d'assister à aucunes cérémonies de fiançailles , & de noces , à la réserve de celles de leurs Enfans , Frères , Neveux , Oncles , & Beaupères . C'est loi est fondée sur deux raisons . L'une est , de peur que ces Magistrats ne semblent autoriser , par leur présence , ce que les Loix de la République condannent , c'est-à-dire , le luxe de la table , & la superfluité des habits & des meubles . L'autre est , *Partie*  
*del 1553*  
*24. Febr.*

## 164 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

parce que ces seigneurs étant chargez de la direction des principales afaires , & de tous les soins du Gouvernement, le service-public seroit souvent retardé , ou empêché , par des occasions de nôces & de réjouissances particulières , pour lesquelles ces Gentilshommes se dispenseroient de venir au Palais , ce qui seroit de dangereuse conséquence.

Quand un Conseiller achéve son tems , il doit faire jurer à son successeur , un mois avant qu'il entre en charge , l'observation de son Capitulaire , & en faire avec lui la lecture , pour l'instruire de toutes les obligations de sa Charge, lui montrant tous les Decrets , qui peuvent avoir été révoquez de puis cinq ans , ou qui n'ont été faits que pour un tems , ne sont plus d'obligation. Et si pour quelque empêchement , le nouveau Conseiller n'a pas prêté le serment à son prédeceſſeur , il le prête à la Seigneurie dans l'Assemblée du Conseil , en cete forme.

*Je N.... Conseiller de Venise , du Quartier de N... jure & promets à Dieu , que pendant tout le tems que je ferai en charge , je conseillerai & procurerai de bonne foi , & sans fraude , tout ce que je croirai être de l'honneur & de l'avantage de la République ; Que je ne ferai jamais aucune tromperie , ni pour servir mes amis , ni pour nuire à mes ennemis ; Que toutes les fois qu'il plaira au Sérénissime Doge de m'apeler au Palais , j'y viendrai incontinent , à moins que n'ait quelque empêchement légitime. Enfin , j'observerai ponctuellement & fidélement tous les articles contenus dans mon Capitulaire , que je lirai , ou me ferai lire , du moins une fois tous les mois.*

Dans l'élection des Conseillers , qui ne s'élisent que trois à la fois , il y a deux sortes de Compétiteurs , les uns proposés par le Sénat , & les autres , nom-

nommez par les Mains-Electorales du Grand-Conseil. Les premiers l'emportent fort souvent sur les seconds , soit pour l'estime , que les Nobles font du choix du Sénat , qui ne donnant rien au sort , nomme toujours des gens de mérite : ou pour le grand nombre des Sénateurs , qui , dans la balotiation du Grand-Conseil , ne manquent pas de maintenir par leurs sufrages ceux , qu'ils ont élus dans le Scrutin.

Durant l'Interregne , ils demeurent dans le Palais-Saint-Marc , & y reçoivent les complimens ordinaires de condoléance des Ambassadeurs , & les lettres des Princes. Mais ils ne répondent aux lettres qu'après l'élection du nouveau Doge.



### *D E S T R O I S C H E F S de la Quarantie-Criminelle.*

**C**es trois Gentilhommes assistent au Collège , pour voir ce qui s'y passe , comme les trois Conseillers *d'abasso* sont à la Quarantie-Criminelle , pour observer tout ce qui se fait dans cette Chambre. Cet ordre est pour empêcher , que le Collège & la Quarantie ne sortent des bornes , qu'elles sont prescrites par les loix.

Ces Chefs ne sont que deux mois en charge , durant lesquels ils sont traités d'Excellence , & vont habiller de violet.

L'autorité des Conseillers est bien plus grande que celle de Chefs. Car un Conseiller peut mettre tout seul une *Parte* , c'est-à-dire , proposer une affaire au Grand-Conseil & au Sénat , pour en délibérer ; ce que les Chefs ne sauroient faire , que tous trois ensemble. En sorte , que si deux

*d'e-*

## 166 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

d'entr'eux étoient d'avis de porter une afaire au Conseil, & que le troisième n'en fût pas d'accord, elle n'y pourroit pas être proposée. Ces trois Chefs sont tenus d'accuser & citer en jugement les Avogadors, qu'ils voient être négligens à faire observer aux Conseillers du Collège leur Capitulaire, & les Decrets du Grand-Conseil.

Si dans l'Assemblée du Conseil, ces Chefs se trouvoient tous trois absens, il faudroit absolument remettre l'expédition des afaires à un autre jour. Car toutes les délibérations & élections de ce jour-là seroient de nulle valeur, la Loi ordonnant, que rien ne se fasse au Grand-Conseil, sans la participation & la présence de quelqu'un de ces trois Chefs.

Quand les Chefs du Conseil-de-Dix entrent au Collège, il faut, que ceux de la Quarantie se retirent, à cause de l'émulation, qui estentre ces deux Chambres-Criminelles.

Dans le Grand-Conseil, ces trois Conseillers sont assis au dessus des Chevaliers de l'Etole-d'or, dans un banc séparé.



## D E S S A G E S - G R A N S .

*a Quos  
vulgus  
propterea  
quod  
maxime  
omnium  
sapere  
videan-  
tar, sa-  
pientes  
appellat.  
Coniar.  
Recip.  
Ven. I. 3, par excellence,*

*Cet*

**I**l y a six Sages, apellez Grans, parce qu'ils manient toutes les plus grandes afaires de l'Etat, dont ils sont proprement les Ministres; & qu'en céte qualité, ils doivent avoir, & ont en effet plus de sagesse a & d'expérience, que le commun des autres Nobles. Outre que ces Sages étant fort au-dessus de ceux de Terre-Ferme & de-Mer, qui composent le Collège avec eux; ils sont justement nommez Grans!

Ces six Seigneurs s'assemblent entr'eux, pour consulter & examiner les afaires, qui doivent aler au Sénat, où ils les portent tout ébauchées, & pour ainsi dire, tout digérées: & sont apellez pour cela par André Morosin, *Praconsultores majores*, ou *Senatus Praconsultores*. Mais, quoiqu'ils tra-vailient tous ensemble, il y en a néanmoins toujours un en semaine, nommé pour ce sujet, *Savio di settimana*, qui reçoit tous les Mémoires, les Ofices, & les Requêtes, que l'on pre-sente au Colége, pour être portez au Sénat. C'est à lui de proposer à ses Colégués, toutes les ma-tières, afin qu'ils en délibèrent, & qu'ensuite le Sénat en ordonne; & de répondre aux lettres des Princes, & aux Ofices des Ambassadeurs, & de tous les Ministres Etrangers, non pas de son chef, mais conformément à la résolution prise dans le Pregadi.

Quand un Ambassadeur veut demander quel-que grâce pour lui, ou pour quelqu'un de ses amis, il s'adresse à ces Sages, à qui il envoie son Seeretaire, ou le Consul de sa Nation, sans avoir besoin d'aler en personne au Colége, où il ne va que pour les afaires de son Maître: & si ces Mes-fieurs aprouvent sa demande entr'eux, ils la pro-posent au Sénat, qui défere d'ordinaire beaucoup à leurs avis: au lieu que s'ils ne la trouvent pas raisonnable, ils sexcusent honêtement de la pro-poser. C'est ainsi qu'en usa Monsieur l'Ambas-sadeur de France, en faveur du Comte *Pirro Gratianni*, Résident de Modène, à qui l'on avoit faisi un bateau chargé de vin, à l'entrée de la Ville.

Quoique les avis de ces Sages soient d'aussi grand poids dans le Sénat, que le sont ceux des Conseillers du Colége dans le Grand-Conseil, il est pourtant permis, non-seulement à tout Sena-teur, mais encore à tout Noble, qui assiste au Sé-nat,

## 168 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

nat, de parler contre leur avis Car l'autorité est plus dans la raison, que dans la personne.

Ces Sages ne sont que six mois en charge, & sont pendant ce tems, chacun quatre fois en semaine, la Loi ne leur permettant pas de faire leur mois de suite, afin de modérer leur puissance, par ce continual changement, qui rompt toutes les mesures, qu'ils pouroient prendre, si la fonction de semaine deroit un mois.

Quand ils achèvent leur tems, ils nesauroient demander d'être continquez dans cete Magistrature, pour le semestre suivant, mais après ce terme, ils peuvent y revenir par une nouvelle élection, c'est-à-dire, qu'un Noble peut être Sage-Grand une fois tous les ans, ce qui n'arive pourtant qu'à peu de gens. Les Ducs François Denat & Jean Pésare l'avoient été 24. fois.

Il faut avoir 38. ans passez pour l'être. l'importance de cete Charge, d'où dépend toute l'Administration-Civile, requérant des hommes-faits, & qui soient versez dans les afaires du Gouvernement.

Les Procurateurs de Saint-Marc recherchent cet emploi avec beaucoup d'empressement, d'autant que par ce moyen, ils joignent l'autorité à leur dignité, qui a plus d'éclat, que de puissance.

Autrefois les Sages-Grans manioient & rapportoient les afaires de Terre-Ferme aussi-bien que les Sages de ce nom ; mais depuis l'on a changé cet ordre, pour modérer l'autorité des premiers, & augmenter celle des seconds.

Les Ambassadeurs Ordinaires, que l'on envoie à l'Empereur, sont toujours qualifiez Sages-Grans dans leurs lettres-de-creance, bien qu'ils n'en aient pas encore fait la fonction, & qu'ils ne la doivent faire qu'après leur retour. C'est une distinction

tion apparente, que le Sénat a voulu mettre entre ces Ambassadeurs, & ceux, qui vont à la Cour des Rois, auxquels ils ne donnent jamais que le titre de Sages de Terre-Ferme. Et peut-être en usent-ils de la sorte, par un ancien usage d'honorer l'Empereur, comme ayant été durant plusieurs siècles les Vassaux de l'Empire.

Les Sages-Grans ne sont pas élus par le Grand-Conseil, comme les autres Magistrats, mais par le Pregadi, qui les élit trois à la fois, les uns à trois mois des autres. Il appartient à ces Seigneurs de convoquer le Sénat, comme aux Conseillers du Collège d'assembler le Grand Conseil. Ils portent en hiver une robe de drap violet, & en esté, une de camelot-ondoié, de même couleur, à manches ducales.

L'an 1537. le Sénat fit trois Sages-Grans Extraordinaires, &, comme ils disent, *à tempo*, Pour les affaires de la Guerre contre l'Empereur Soliman. Ce qui ne s'étoit jamais fait. Ces trois Sages furent, Tomas Moccénique, Nicolas Bernard, Marc-Antoine Cornare.

L'an 1595. les Sages-Grans & les Conseillers du Conseil-de-Dix furent exclus de l'élection du Doge, afin qu'ils pussent vaquer aux affaires publiques, durant l'Interregne. De sorte que ces Sages peuvent convoquer le Sénat, & les Dix tenir leur séance durant ce tems, quand il en est besoin.



### *DES SAGES-DE-TERRER Ferme.*

**I**l y a cinq Sages apellez de Terre-Ferme, qui furent crées environ l'an 1340. après que la République eut aquis la Marche-Trevisane.

*Tome I.*

H

Un

## 170 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

\* Savio  
alla  
Scrit-  
tura.

Un d'eux est appellé Sage-de-l'Ecriture, \* dont la fonction est d'expédier les Gens-de-guerre; d'assister aux revueés des soldats, & de casser ou de metre sur pié des Compagnies. On traite avec lui pour des levées & il en fait son rapport dans la Consulte de ses Colégués où l'on délibère de ce qui se doit proposer au Colége. Il est Juge par apel de toutes les sentences rendués à Venise, ou hors de la Ville, contre les soldats de la République, & il en ordonne *summaria mente*, c'est-à-dire, briévement, & définitivement, tant pour le Civil, que pour le Criminel.

\* Savio  
Cassiere.

Un autre est qualifié Sage-Caissier \* qui propose le paiement des Gens-de-guerre, & de tous ceux, qui ont de l'argent à recevoir de la République, & rien ne se compte, sans un ordre signé de ce Sage.

Les trois autres n'ont point de qualité ni de fonctions particulières, mais travaillent conjointement avec les deux premiers, dont ils remplissent la place en cas de maladie, ou d'absence, prenant alors le titre de Vice Sage-Caissier, ou de Vice-Sage-de-l'Ecriture. Ils sont semestres, comme les Sages-Grans, & portent l'hiver la veste-de-drap-violet, & l'esté une de Camelot noir-ondoié, à manches larges. Ils sont pareillement élus par le Pregadi, mais ils n'y ont point de voix délibérative; en quoi ils sont bien inférieurs aux Sages-Grans; ce qui n'empêche pas, qu'ils ne soient traités d'Excellence.



## DES SAGES-DES-ORDRES.

**I**L y a pareillement cinq Sages apellez communément Sages-des-Ordres, qui sont de Jeunes-Nobles de la première qualité, à qui l'on donne entrée au Collège, non pas pour y délibérer des afaires, qui s'y traitent, car ils n'y ont point de voix; mais seulement pour y écouter & se former au Gouvernement sur l'exemple des autres Sages, qu'ils regardent comme leurs Maîtres. Aussi, ils sont obligez de se tenir debout & découverts, quand ils veulent parler au Collège. Et c'est peut-être pour ce sujet, qu'on les a surnommé Sages-des-Ordres, parce qu'ils doivent obéir aux ordres des Sages-Grans & de Terre-ferme, qui peuvent les exclure de leurs assemblées particulières, quand ils y traitent quelque afaire d'importance & propre de leur ministère. Au lieu, que les Sages-des-Ordres ne sauroient exclure les autres Sages de leurs *Consultes*, ni leur ôter la connoissance de afaires de mer, qui sont toutes de leur ressort, étant aussi apellez, pour ce sujet, Sages-de-Mer, qui est leur véritable nom.

Quand ils assistent dans les *Consultes* des Sages-Grans, & de Terre-ferme, il leur est permis de dire modestement leur avis. Mais comme cet avis n'est pas délibératif, & ne peut se proposer au Sénat, il n'est point couché sur le registre du Secrétaire, si ce n'est, qu'un des Sages-Grans, ou des Sages-de-Terre, aprouvant l'opinion du Sage-de-Mer, en fasse la sienne propre. Et pour lors elle est écrite sur le rôle du Secrétaire, sous le nom de ce Sage, pour être balotée au Pregadi. Ce qui est conforme à l'ancien usage

## 172 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

a Lacé-  
démone  
quidam  
Demost-  
henes ho-  
mo impu-  
ras, autor  
fuit sen-  
tentia  
idonea  
Ad quam  
repun-  
diandam,  
pro inde-  
gnitate  
autoris,  
populus  
visus est  
propensione  
Protinde  
Ephori  
alium ex  
senioribus  
sorte leg-  
re, cui  
negotium  
ejusdem  
sententia  
dicenda  
deaman-  
daverunt.  
Plu-  
tarch-  
a Re ma-  
ritima  
dirata,  
nostrorum  
que sru-  
diis ad.  
Conti-  
nentis  
imperium  
conversis,  
capit hic  
Magt-  
stratus in  
parvo  
præcio haberi. Contar. lib. 3. Reip. Ven.

usage de Lacédémone, a où les Efores faisoient prononcer; par une personne d'autorité & de mérite, l'avis, qu'un autre citoyen de peu de valeur avoir proposé; quand ils jugeoient, que son conseil étoit salutaire à la Patrie; empêchant par ce moyen, qu'un bon avis ne fut rejeté, à cause que l'auteur en déplaisoit. Mais lorsqu'il s'agit de quelque afaise de Mer, ils ont voix délibérative comme les autres Sages.

Cete Magistrature étoit autrefois une des premières & des plus importantes de la République: mais depuis que les Vénitiens se furent étendus dans la Lombardie, & qu'ils eurent goûté les délices de la Terre-ferme, ils négligèrent si fort la Marine, que les Sages-de-Mer, qui étoient auparavant fort considérez, à cause des grandes afaires, qu'ils manioient, perdirent tout-à-coup leur crédit, à Ensorte, que l'on ne mit plus dans ces Charges, que de jeunes-gens, qui, n'ayant point encore d'expérience, & n'entrant au Collège, que pour y faire leur apprentissage, céderent volontiers aux Sages-de-Terre-ferme, qui avoient tant de part au Gouvernement.

Ces Sages sont pareillement semestres, & sont élus par le Sénat, où ils assistent pendant qu'ils sont en charge, portant la Robe violéte à manches-étroites.

Quoique cete Magistrature soit sans puissance, elle ne laisse pas d'être fort recherchée par les Jeunes-Nobles, d'autant que c'est un dégré, pour monter de bonne-heure aux grandes-Charges, quand on fait se conduire; comme c'est un écueil pour ceux, qui n'apportent pas toute la docilité requise dans cet emploi, où l'on est exposé au jugement des meilleures têtes de l'Etat, qui servent ou nuisent après, selon les bonnes ou mauvaises im-

pres-

Contar. lib. 3. Reip. Ven.

pressions, qu'on leur a données. Un Aléxandie Contarin étant Sage-des-Ordres, voulut parler dans le Collège sans se tenir debout, selon la coutume introduite par un consentement unanime, <sup>a Sic ins-</sup> Noble demandant à voir la *Parte*, qui lui offrit <sup>b stitutio-</sup> donneoit de se lever. Mais il aprit depuis à ses dépens <sup>c Majores,</sup> l'obéissance, qu'il devoit à ses Supérieurs. Où je dirai <sup>d posteri imitan-</sup> en passant, qu'il y a beaucoup de loix à Venise, <sup>e tur. Tac.</sup> aussi-bien qu'en Lacédémone, qui ne sont pas é-<sup>f Germ.</sup> crites, parce qu'elles sont gravées dans les coeurs, <sup>g b Plus ibi boni</sup> & dans les esprits des bons Citoiens, sur qui l'exemple de leurs ancêtres <sup>a</sup>, qui est immortel, a plus de force, que toutes les Ecritures, qui sont périssables; & les bonnes mœurs plus de pouvoir, que les bonnes loix. <sup>b</sup> Outre qu'il est mal-féant à de jeunes-gens de vouloir s'enquérir de l'institution des Loix, <sup>c</sup> & d'en demander les raisons: Ce qui étoit expressément défendu à Sparte, de peur que cette curiosité ne servît de prétexte à la désobéissance. <sup>d</sup>

Voilà tous les Magistrats, qui composent le Collège; & c'est pour cela que j'en ai traité de suite, sans considérer le rang, qu'ils tiennent dans la République. Passons maintenant aux Procurateurs-de-Saint-Marc, dont la dignité est la seconde de l'Etat.

<sup>d Si quarere singulis licet, percutire obsequio, etiam imperium intercidit.</sup> Tac. Hist. 1.



## DES PROCURATEURS

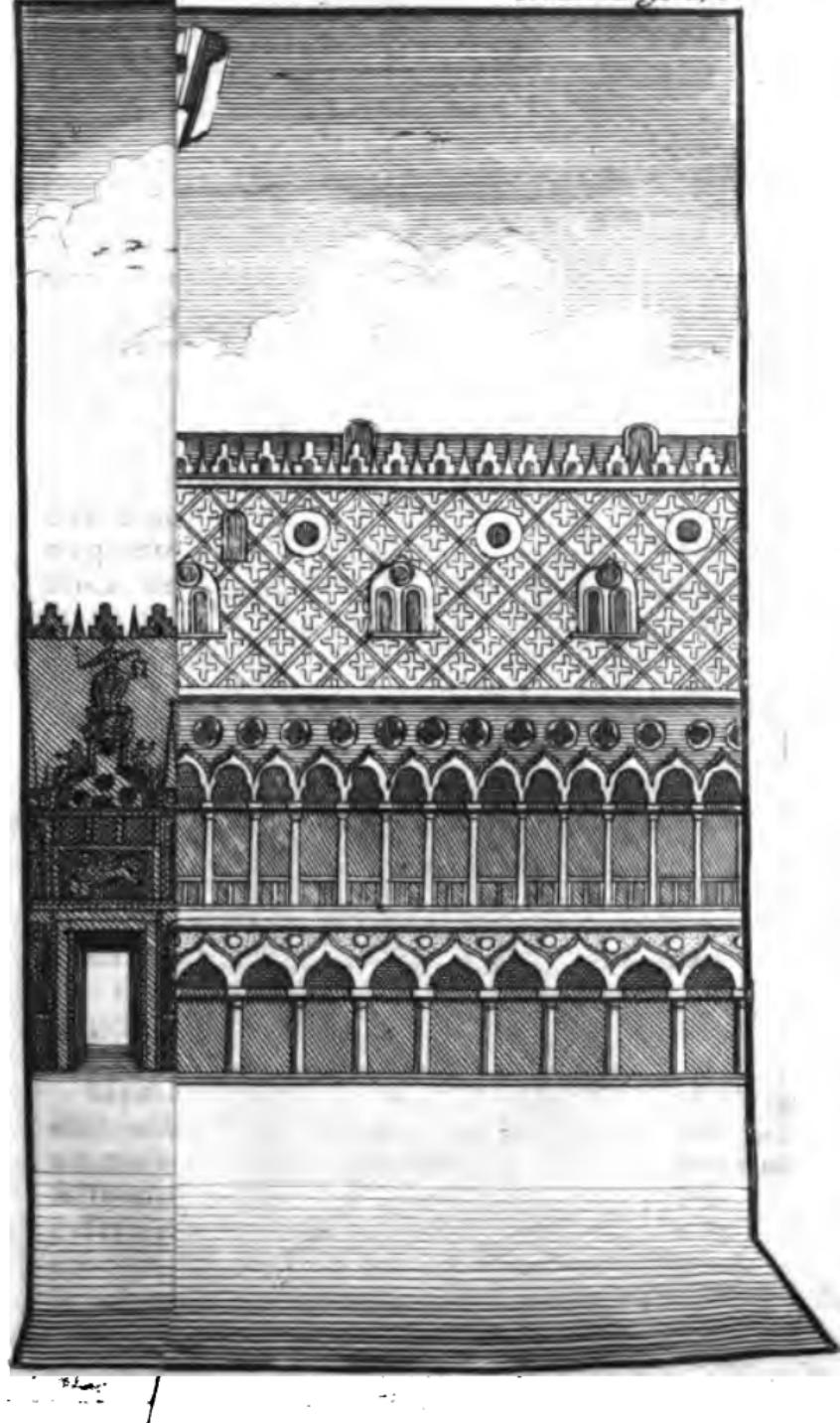
de Saint-Marc.

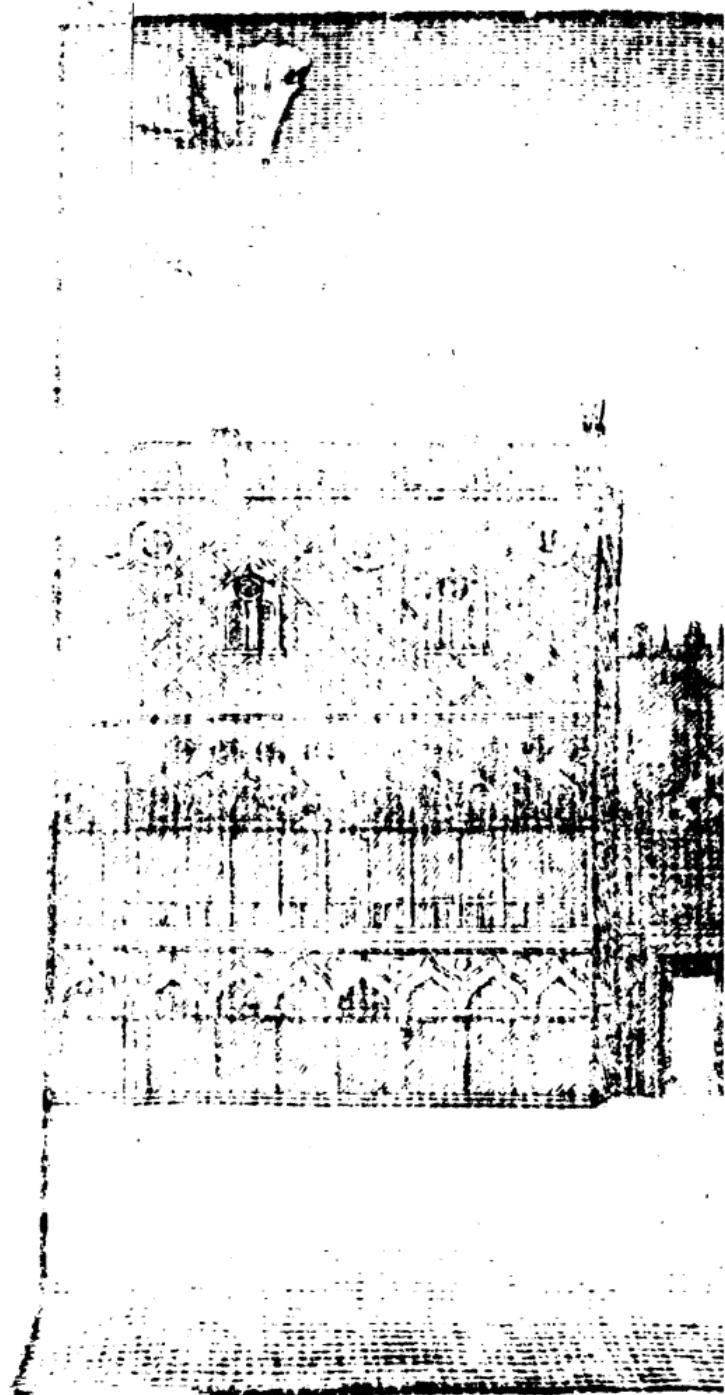
**Gian-**  
**notti**  
**& Frà**  
**Fulgen-**  
**tio.**

**977.**

**\* Sous**  
**le Duc**  
**Jacques**  
**Tiepolo.**

**I**L n'y avoit autrefois qu'un Procurateur-de-Saint-Marc, qui se qualifioit, *Procurator Opèris Beati Marci*, parce qu'il avoit l'intendance du Bâtiment de cette Eglise. Ce qui semble appuyer l'opinion de ceux, qui croient, que cette charge a été crée par le Duc Pierre Orséole Premier de ce nom, à cause qu'il commença à bâtier la Chapelle Ducale qui avoit été brûlée sous Pierre Candien son Prédécesseur. Quoiqu'il en soit, Bartelemi Tiepolo, élu en mille quarante-neuf, sous le Prince Dominique Contarin, est le plus ancien, qui se trouve dans les Archives, où l'on voit encore, qu'il n'y a eu qu'un seul Procurateur jusques en l'année mille deux-cens trente-un, que Philippe Memme étant envoié Ambassadeur à l'Empereur de Constantinople Baudouïn II. Pierre Dandole \* fut élu, afin que la Ville ne restât pas sans Procurateur. En sorte qu'après le retour du Memme, ils furent pour la première fois deux ensemble. Quelques-uns disent, que le Duc Sébastien Ziani ayant ordonné par son Testament, que les revenus des héritages, qu'il laissoit à l'Eglise - Saint-Marc, fussent tous les ans distribuez aux Pauvres par le Procurateur ; on jugea qu'il ne falloit pas, qu'un seul homme eût tant de





de deniers à sa disposition, de peur qu'il ne lui fût aisé avec la bourse à la main, de gagner le menu-peuple, & de s'en servir dans ses entreprises; & qu'ainsi les Vénitiens, pour prévenir le mal, avoient fait un second Procurateur, qui eut l'administration du legs de Ziani. Mais il paroît par plusieurs Manuscrits, gardez dans la Bibliothèque de Saint-Marc, que sous les trois Ducs, qui succédèrent à Sébastien Ziani, il n'y eut qu'un Procurateur, & que ce fut à l'occasion de l'absence de Philippe Memme, que l'on en fit un second, comme je viens de dire.

Les richesses de Saint Marc s'étant bien augmentées depuis, le Conseil élut en mille deux-cents cinquante-neuf Marc Sorance, pour troisième Procurateur, & partagea en même tems l'emploi & les affaires entr'eux, chargeant le premier du soin & du gouvernement de l'Eglise-Ducale; le second, de la direction des biens laissés par ceux, qui demeuroient au deçà du grand-Canal; & le troisième, de toutes les sommes léguées par ceux, qui habitoient au de-là de ce même Canal: Ce qu'ils appellent *Commissarie di qua e di là*. Et l'an mille deux-cents soixante-un l'on fit un quatrième Procurateur en la personne de Jacques Molin, qui fut Collégue du premier, & signoit aussi, *Ego N. Procurator Operum Beati Martini*. Car l'on ne disoit plus *Operis*, à cause de la grandeur & de la magnificence de cet édifice.

Mais la République voiant, que cette dignité \* sous le Duc Rénier Zen. étoit ambitieusement recherchée, & lui fournissoit Jean Sot un moyen fort aisé de récompenser ses sujets, sans rance faire aucune dépense, Elle créa en l'an 1319. Nicolas Falier, & Marin Falcarin, cinquième & sixième Procurateurs, \* les associant au second & au troisième, qui étoient sans Collègues, &

## 176 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

leur donnant toutes les Chartes & Titres-publiques à garder. Ces six Procureurs furent départis en trois Procuraties, ou Chambres, appelées communément *Ridotti di Supra*, *di Citra*, & *di Ultra*.

Enfin, l'an mille quatre-cents quarante-deux Elle en fit encore trois, Louïs Lorédan, Paul Tron, & François Barbarigue, assignant au premier la Chambre *di Supra*; au second celle de *Citra*; & au dernier celle de *Ultra*; ainsi, chaque Procuratie resta composée de trois Procureurs, qui retinrent tous le nom de Procureurs de Saint-Marc, par excellence, bien qu'il n'y eût que ceux de *Supra*, qui fussent chargés de l'administration de la Chapelle-Ducale.

Céte dernière création fut accompagnée d'un Decret, par lequel le Grand-Conseil fixoit le nombre des Procureurs à neuf, déclarant, que personne ne pourroit plus être proposé, ni admis qu'après la mort de quelqu'un de ceux, qui se trouvoient alors revêtus de céte dignité, savoir.

Jacques Trivisan.       *Supra.*  
Marc Molin.  
Louïs Lorédan.

Marc Foscare.       *Citra.*  
André Contarin.  
Paul Tron.

Etienne Contarin.       *Ultra.*  
Paul Correr.  
Fr. Barbarigue.

En ce tems-la les Procureurs ne se faisoient que par mérite; mais les affaires de la République

que ayant depuis changé de face, par la Guerre-de-Cambrai, qui l'avoit épuisée; (car elle leur couta cinq millions d'or) le Conseil fit deux Decrets, l'un du dixhuitième de Mai, & l'autre du premier de Juin 1516. en vertu desquels les six Nobles suivans, Louis Pisani, Georges Eme, François Foscari, Laurent Lorédan, Louis Molin, & Jérôme Justinien, furent, pour une somme d'argent qu'ils ofroient, agrégez au Corps des Procurateurs; \* mais à condition, qu'il ne s'en feroit plus aucun que céte Compagnie ne fut revenuë au nombre déterminé de neuf. A quoi le Conseil ne laissa pas de déroger, par une Partie du 26. de Mars 1522. laquelle fut aussi-tôt suivie de l'élection de trois Procurateurs \* par argent, qui dans la même année eurent neuf \* autres Collègues. En sorte que le nombre des Extraordinaires, passa de beaucoup celui des Ordinaires, sous le Doge Antoine Grimani, & crut encore de plusieurs, sous André Gritti son successeur. Et céte dignité se vendoit alors 12000. \* écus.

L'an 1556. céte multitude de Procurateurs se réduisit enfin, par la mort de plusieurs, au nombre de neuf, que le Conseil déclara être tous Procurateurs Ordinaires, bien qu'il y en eût six Extraordinaires.

Ces neuf étoient,

André Capello, Extr.

Jules Contarin, Extr.

Etienne Tiepolo, Ord.

Ant. Moccénique, Extr.

Antoine Priuli, Extr.

Priam Legge, Ord.

*Ultra.*

*Circa.*

</div

## 178 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Fils de Fiam.      Jean Leggé, Extr.      Jean Leggé, \* Extr.      Franc. Contarin, Ord.      } Supra.

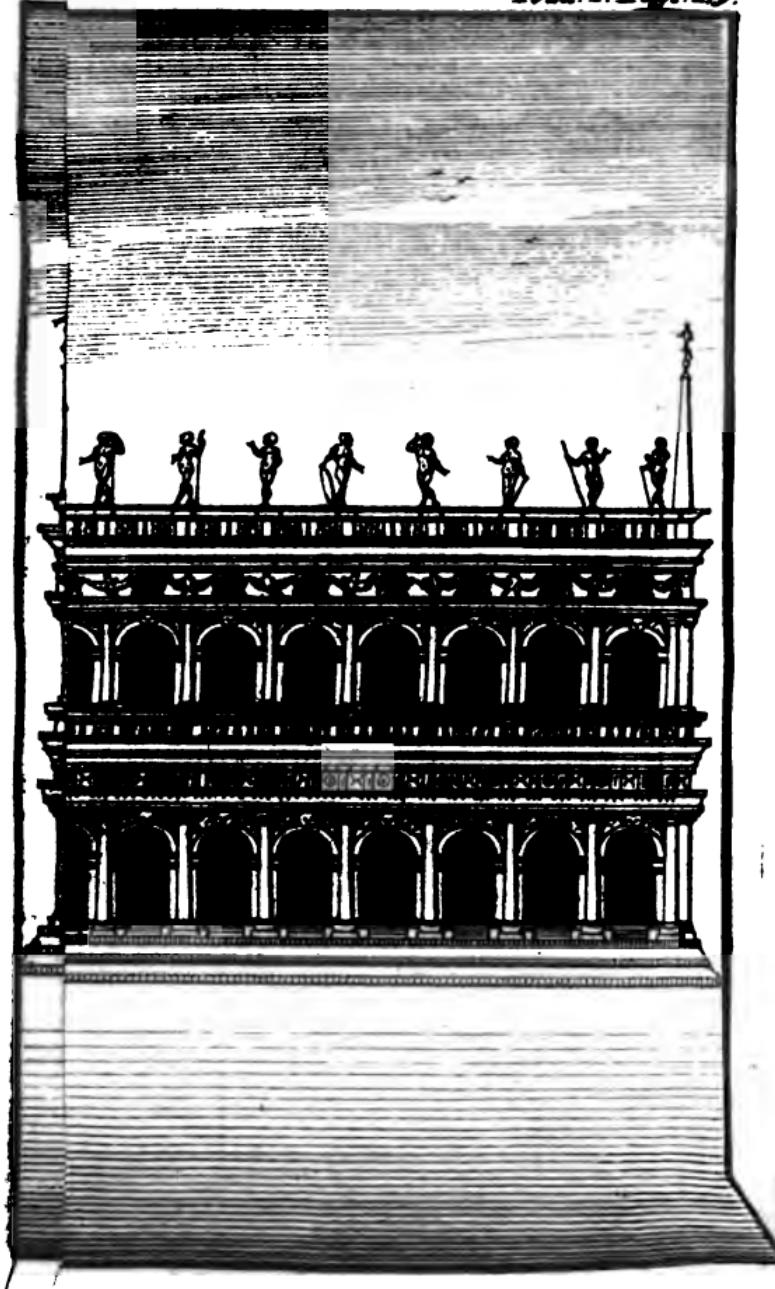
L'an 1570. la République ayant la guerre avec le Turc, fut obligée de vendre encore cete dignité à six Gentilshommes: Ce qu'elle a continué de faire dans tous les besoins de l'Etat, & particulièrement durant la dernière guerre, qu'Elle a soutenuë l'espace de vint-cinq ans dans le Roiaume de Candie. Car il ne s'étoit jamais vu à Venise tant de Procureurs, qu'il y en avoit alors. Durant le Siège de la Métropolitaine, l'on y en a vu jusques à quarante, dont quelques-uns, qui étoient Nouveaux-Nobles, avoient acheté la veste jusques à 100000. ducats; entre autres Vincent Fini, & Octave Manini: au lieu que les Anciens-Nobles n'en paioient que 30000, au plus; la République ayant cete maxime de favoriser toujours l'Ancienne Nobesse, & de susciter la Nouvelle, qui souvent a trop de sang & d'embonpoint.

De tous ces Procureurs, il n'y en a que 2. Ordinaires, apellez vulgairement Procureurs par mérite, dont la place est remplie après la mort, conformément à la *Parte de de l'année 1572*. Ainsi, quand un de ces Seigneurs est mort, on sonne la *Trottière du Palais*, qui est une cloche destinée pour assebler le Grand-Conseil, & le défunt n'est point inhumé, que son successeur ne soit élu, afin d'éviter le desordre, que la brigue des prétendants pouroit causer.

Le Nouveau Procureur choisit un jour pour son entrée solennelle, suivant la coutume, & ce jour-là tous ses parens & amis viennent le prendre chez-lui, pour le conduire, premièrement à l'Eglise-Saint-Marc, où il va entendre la Messe, assisté du plus ancien Procureur, qui, par honneur, lui

*de S. Marc.*

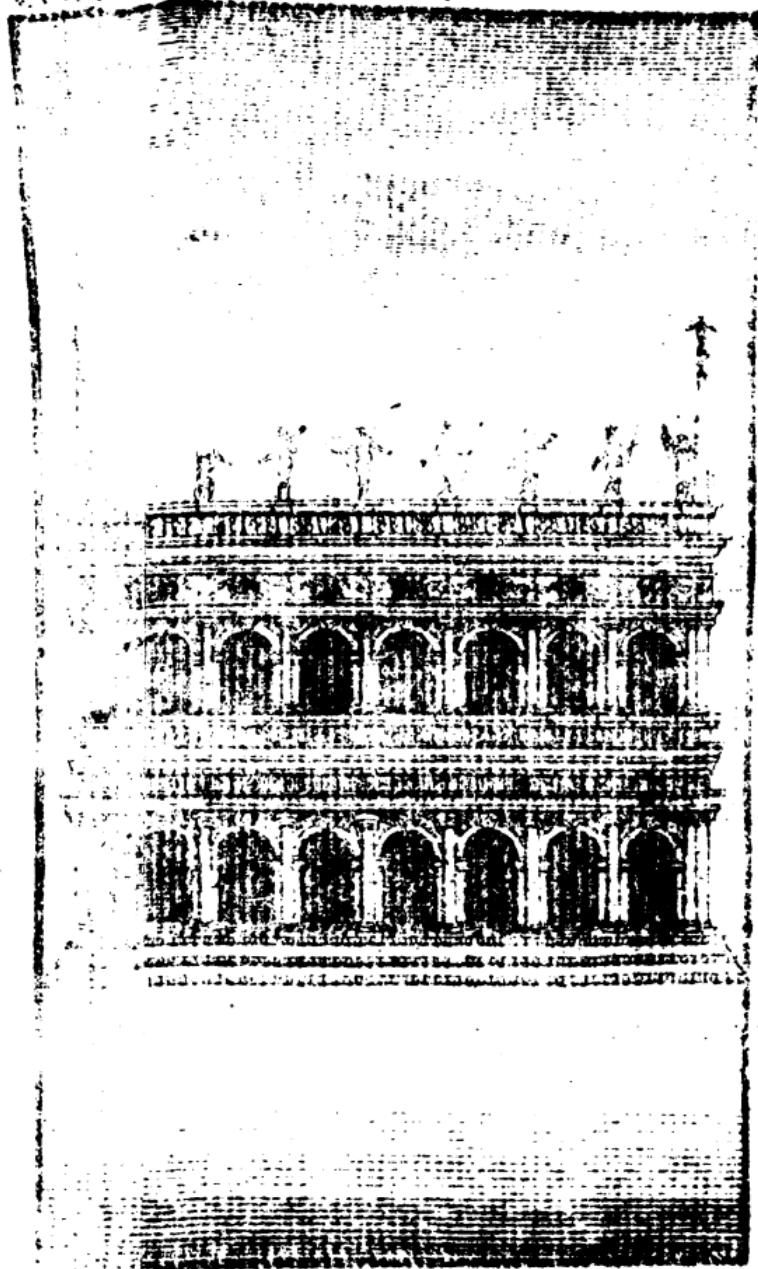
*Tome 1. Page 129.*



Επί τον θεότη

• Fi  
Pria

Fé  
Co  
rin  
&  
Gr  
ni,  
&  
Pe  
Le  
Ti  
lo  
le  
B.



lui donne la droite en cete cérémonie ; & suivi de tous les autres , comme aussi des Sénateurs , & Gentilshommes invitez , qui marchent deux-à-deux en robe-rouge .

La Messe finie , il jure sur les Evangiles d'observer exactement son Capitulaire , & de procurer de toutes ses forces l'augmentation du Culte-Divin , & l'avancement du Bien-Public . Il entre ensuite au Colége , où , après avoir salué trois fois la Seigneurie , il monte au siège des Conseillers , & s'affied au dessous du dernier des trois Chefs de la Quarantie-Criminelle . Les autres Procurateurs se métent au dessus des Sages-Grans , & le reste des Nobles hors de rang , où bon leur semble . Il fait-là son remerciment à la République , au nom de qui le Doge lui répond , louant modestement son mérite , ou les services , & lui souhaitant une longue jouissance de sa nouvelle dignité . Après quoi , ce Gentilhomme reçoit les clefs de la Chambre de son département , lesquelles lui sont présentées dans une bourse de veloux-cramoisi , par un des Gistaldes , ou Fermiers de sa Compagnie ; prête une seconde fois le serment sur un vieux Registre , que le Grand-Chancelier tient pour lors entre ses mains ; & puis sortant du Colége , il va prendre possession de sa Charge .

Les Procurateurs étoient autrefois en si grande réputation par toute l'Italie , que de tous les endroits l'on envoioit des Pupilles à Venise , pour être sous la protection & la tutéle de ces Gentilshommes : Et même plusieurs Seigneurs & Princes Etrangers , qui y passoient , étant quelquefois surpris de maladie , ou de mort , leur confioient librement tout ce qu'ils avoient de plus précieux , comme à des gens impénétrables à l'avarice . Ainsi ce Magistrat étoit-il institué en partie , pour prendre soin des orfelins , qui restoient sans tuteur .

## 180 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

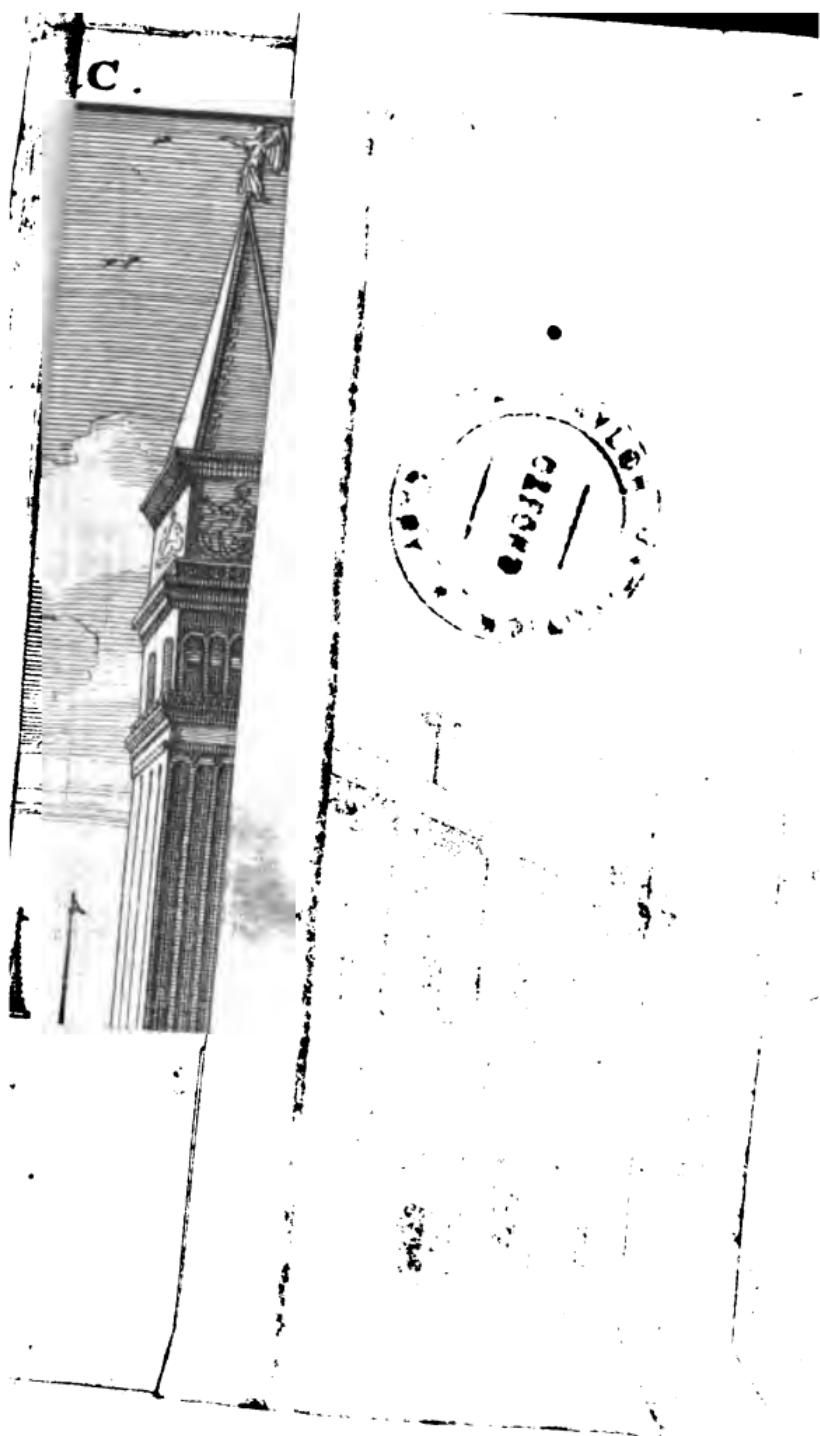
gler les Successions de ceux , qui mourroient sans tenter , & sans enfans ; faire executer fidélement les testamens des autres ; & enfin entretenir le bon-ordre & le repos dans les familles.

Ce fut à l'occasion de ce pouvoir , que tous les Procurateurs furent excommuniez par les deux Nonces\*, que le Pape Jean XXII. envoia exprés à Venise , en l'an mille trois cens vingt-deux , pour ramasser tous les deniers laissiez à la Chambre-Apostolique par les Marchands , qui avoient négocié en Levant , dautant que ces Seigneurs étoient exécuteurs de la pluspart de ces Testamens , qu'ils refussoient de remettre à ces Prélats , afin de conserver aux enfans des biens , que leurs Pères n'avoient abandonnez au Pape , que par l'appréhension d'être dannez , s'ils ne restituoyent , comme on leur disoit , autant que montoit le capital de toutes les marchandises , qu'ils avoient portées durant leur vie au Levant. Car les Moines , & les autres Eclésiastiques , jétoient ces scrupules dans les consciences des moribonds ; à qui ils faisoient acroire , que sans cela ils n'étoient pas en état de recevoir l'absolution. Encore faloit il , que céte restitution fût au profit du Pape , conformément à la Bulle de Clément V. de 1307. Ce qui aloit manifestement à la destruction des Familles , & à la ruine du Commerce de Venise , si le Sénat eût négligé plus long-tems un si grand mal.

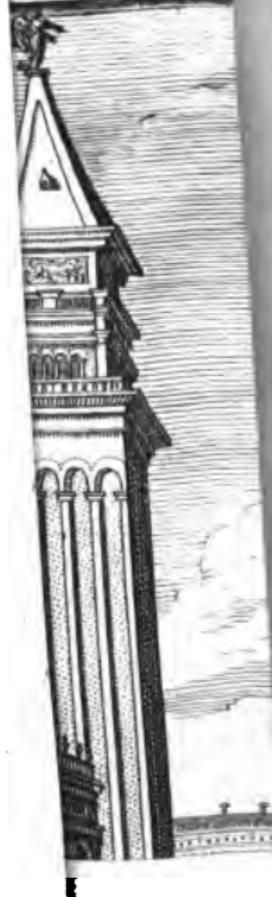
Les Procurateurs ont encore aujourd'hui le même soin , avec la direction des aumônes publiques , qu'ils peuvent distribuer à leur volonté , en les appliquant aux Hopitaux , ou à la subsistence des Monastères , qui ne sont pas rentez ; aux Pauvres-honteux , ou au paiement des Crédanciers de ceux , qui sont détenus prisonniers pour dettes ; ou enfin au rachat des Sujets de la République devenues

\* Arde-  
nare  
Largo &  
Falcone  
Ceflari,

Trat.  
dell' In-  
q. tisit. di  
Vendi  
Frà Fao-  
lo.



UE DE I



ven  
gne  
les

L  
bast  
goit  
cura  
utile  
des  
be,  
assez  
me  
sou  
cor  
ue  
hei  
&  
pa  
ce  
p  
f

tus esclaves du Turc. En sorte que ces Seigneurs sont proprement les Péres-communs de tous malheureux.

Les Procurateurs ne sont jamais envoiez Ambassadeurs Ordinaires. En quoi la République reit un notable préjudice de cette quantité de Procurateurs faits par argent, qui pouroient servir illement la Patrie, & paroître avec éclat à la Cour des Princes, s'ils n'étoient pas revétus d'une Robe, qui les en dispense. Car le Sénat manquant lez souvent de gens riches & puissans, comme le sont la plupart de ces Procurateurs, pour urnir aux Ambassades auprès des Rois, il est contraint d'y nommer des Nobles, qui pour n'être pas accommodez des biens de la fortune, se ruiuent entièrement-s'ils font la dépense nécessaire, deshonorent leur caractère, s'ils ne la font pas.

Ils ont leurs Palais dans la Place-Saint-Marc, comme j'ai déjà dit, mais d'autant qu'il n'y a que pour en loger six, les Procuraties-Vieilles n'ent plus habitées, que par des Citadins, la république gratifie les autres d'une pension de ixante sequins, ou ducats-d'or, jusques à ce qu'il y ait un lieu vacant; & chacun y vient à son tour, tant le Procurateur par argent, que le procurateur par mérite, suivant l'ordre de leur exception. Ils ont encore leurs Chambres de conseil à Saint-Marc, où ils s'assemblent d'ordinaire le Mardi, le Jeudi, & le Samedi. Et parce que la Bibliotheque est proche de ces Chambres, ils en ont la direction avec la nomination des bairies-Ducales, qui y sont établies, pour enseigner publiquement la Filosofie, le Droit, & la Médecine. La première est toujours tenué par un Noble, avec une pension de cinq-cents ducats; & de mon tems c'étoit le Sénateur Jean-Baptiste

## 182 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Contarin , qui la tenoit depuis l'année 1626. on 1627. Les deux autres sont remplies par des Cittadins de Venise , qui sont pareillement aux gages du Public.

L'Université de Padouë est toujours sous la direction de deux Procureurs , que l'on appelle *Reformatori dello Studio di Padua* , & leur fonction est à-peu-près semblable à celle du Proviseur-de-Sorbonne. C'est à ces Réformateurs de prendre connoissance de tous les livres , qui s'impriment dans l'Etat , & d'avoir soin , qu'ils ne soient point exposéz en vente , que les Libraires n'aient fourni les Exemplaires , qui doivent être mis dans les Bibliotéques publiques.

La dignité de Procureur est à vie ; mais la République ne laisse pas d'en dépouiller quelquefois ceux , qui en sont revétus. Le siècle passé en fournit deux exemples ; l'un d'Antoine Grimani , qui fut dégradé par le Grand-Conseil , en 1500. puis ayant été rétabli en 1510. devint Doge en 1521. & l'autre de Jaques Sorance , qui fut priué de cet honneur , \* par le Conseil-de-Dix. Et dans ces dernières années peu s'en falut , que le Seigneur François Morosin ne fût traité de même . quoique le Grand-Conseil lui eût donné la veste avec des témoignages excessifs de la satisfaction , que l'on avoit de ses services , créant en sa faveur un dixiéme lieu de Procureur par mérite , ce qui étoit sans exemple.

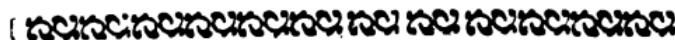
J'en trouve un d'un Marin Vénier , qui renonça à la dignité de Procureur en l'année 1501. à-cause de ses maladies , mais on lui conféra le rang & les autres prérogatives de cette dignité , excepté les émolumens ,

Les Procureurs sont habillez de noir ou de violet , à manches-ducales , avec l'étole noire , mais quand ils sont Sages-Grans , ils la portent vio-

vete.

léte. Dans les grandes cérémonies , par exemple , le jour de leur entrée , le jour de la Fête-Saint-Marc , & quelques autres , ils mètent une robe de veloux-cramoisi , avec l'Etole-d'or , s'ils sont Chevaliers.

Après les Procurateurs sont les Décemvirs , qu'ils appellent communément *il Consiglio de'Dieci*.



### D U C O N S E I L- de-Dix.

**C**E redoutable Conseil ne fut du commencement qu'une Chambre-de-Justice , établie seulement pour la recherche des complices de la fameuse conspiration de Bajamont Tiepolo. Mais quelques années après on le fit ordinaire & perpétuel , pour éviter le mécontentement de la populace , qui murmuroit toutes les fois , que l'on renouveloit cete Chambre.

Dans le premier siècle de son établissement , son autorité ne s'étendoit pas fort loin , car la Quarantie-Criminelle , qui est beaucoup plus ancienne , jugeoit de tous les crimes & de plufieurs autres sortes d'affaires. Mais les Dix se rendirent peu-à-peu si puissans par leur adresse , qu'ils s'atribuèrent la connoissance de tous les crimes d'Etat , des séditions , des malversations des Magistrats , de la fausse - monnaie , des assassinats commis en la personne des Nobles , de la sodomitie , des sacriléges , & quelquefois même de l'Hérésie. Ils étendirent encore leur pouvoir jusqu'à révoquer & casser les Decrets du Grand-Conseil ; (ce qui fut réformé en l'année 1628.) à traiter des ligues ofensives & défensives avec les princes ; à l'insu du Sénat : ce qu'ils faisoient en

## 184 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

en de certaines conjectures fâcheuses , où il faloit plutôt exécuter que délibérer. En quoi ils ressemblaient au dictateur de Rome , qui dans les calamitez-publiques avoit toute la puissance de l'Etat entre ses mains , & tenoit celle du Sénat en interdit. Car il y a même des exemples de plusieurs *Ubi facias magis quam consilto opus esset.* Tac. Hist. 1. négociations faites par le Conseil-de-Dix , malgré tout le Pregadi. Témoin le Traité-de-Paix conclu avec Paul Antoine-Sodérin , & Jean-Batiste Rodolfi , Ambassadeurs de Florence , qui n'avoient pu rien avancer dans le Sénat de Venise ; & cet acommodement fut un coup-d'Etat pour la Seigneurie , à qui Bajazet II. déclara la guerre fort peu de tems après. Ce que si les Florentins eussent prévû , ou si l'accord eût été retardé de quelques semaines , il est tres-certain , qu'ils n'eussent plus voulu la paix , ou du moins , ils eussent fait leurs conditions meilleures avec les Vénitiens , qui auroient été contraints d'acheter leur amitié , pour embrasser pas deux guerres à la fois.

L'an 1540. le Conseil-de-Dix envoya au Bâle Louis Badoer un ordre-secret , de faire la paix avec Soliman , & de lui abandonner toutes les villes du Péloponèse. Ce qui s'exécuta , sans que l'on en eût rien communiqué au Sénat. Et quoique ce Traité fût très-desavantageux & très-desagréable à la République , il ne laissa pas néanmoins d'avoir son effet. Tant le Conseil étoit puissant alors.

André Morosini  
liv. 1. de son Histoire.

L'an 1573. il ordonna au Bâle Marc-Antoine Barbaro de faire la paix avec Sélim II. & cela se fit si secrètement , que l'on en eut à Venise le Traité signé & ratifié avant que l'on en fût la négociation. Cete paix fut un autre coup-d'Etat pour la République , qui étoit épouffée d'argent & ne l'avoit plus où en trouver , ayant dépensé trois-

cinq

cinq millions en trois ans de guerre , & courant risque de perdre tout son Etat-de-Mer. Ainsi le Sénateur Albert Badoer avoit sujet de dire , que le Navire-Vénitien , qui se trouvoit sans voiles, sans antennes , sans mât , & sans pilote , avoit été sauvé par ce Conseil.

Mais aujourd'hui l'autorité des Dix est restreinte aux seules afaires - criminelles : Et comme il n'y a point de Tribunal au monde plus rigoureux , que celui qui procéde avec une certaine forme de Justice tout extraordinaire , qu'ils appellent *il Rito* , c'est-à-dire , la coutume ; il est bon d'en dire ici quelque-chose.

Aprés que les trois *Capi-Dieci* , qui sont les Pré-sidens-de-mois , ont reçu les dépositions des témoins par écrit , & qu'ils se sont instruits à fond de toutes les circonstances du fait , ils font faire secrètement les acusez , & les enferment dans les cachots , où ils sont interrogez ensuite par le Chef-de-semaine , qui fait écrire toutes leurs réponses par un Gréfier , & les communique à ses deux Colégués , pour en dire leur avis , & puis la cause va au Conseil , où ils se rendent accusateurs tous trois ensemble , & produisent les pièces du procés , sans qu'il soit permis à ces misérables de plaider leur cause , ni d'emploier des Avocats à leur défense , non-pas même devoir aucun de leurs parens ni amis , ni d'en recevoir aucunes létres . Il n'y a qu'un seul reméde , qui est , que quelqu'un des propres Judges , touché de compassion pour l'accusé , ou persuadé de son innocence , veüille bien prendre sa cause en main , & la faire valoir par son autorité contre les accusateurs . Mais quoique ces sortes de bons offices soient de grand poids , ils ne produisent presque jamais l'effet , que l'on s'en propose . Car ce Conseil panche si fort à la sévérité , que les moins

## 186 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

moindres fautes en matière d'Etat y sont irrémissibles , & que les seules apérences y sont réputées pour des crimes. C'est-pourquoi dès qu'on fait , que quelqu'un est pris , on le met plutôt au rang des morts , qu'en celui des coupables. <sup>a Vulgate</sup> On disoit à Athènes , que Dracon avoit écrit toutes ses <sup>judicis</sup> loix avec le sang. On peut dire la même chose de ce Conseil , où la clémence & la miséricorde sont des vertus inconnues ; où la jalouſie est incurable ; où la défiance est éternelle ; où la grande réputation est dangereuse ; où les grans-services sont odieux , & se paient du bannissement & de la mort. Ce font des maximes de ce Conseil , Que non seulement il ne faut jamais pardonner les crimes-d'Etat , mais qu'il en faut même punir les apérences , & , comme ils disent , *correre alla pena , prima di esaminare la colpa* ; Que dans ces matières l'ombre doit être prise pour le corps , & ce qui est possible , pour une chose presque faite ; Que la prudence humaine ne doit pas se contenter , que les maux ne soient pas encore venus , mais faire en sorte , qu'ils ne puissent jamais ariver ; Que le Public doit se guérir de sa crainte , aux dépens de ceux , qui la lui causent , sans attendre , qu'il sente le mal qu'il appréhende ; n'y ayant par de plus grand crime , que d'être suspect à son Prince ; & de lui donner de la peur ; Que si dans toutes les autres afaires , c'est sageſſe de croire moins de mal , qu'il n'y en a , c'est une nécessité d'en croire plus que l'on n'en voit , lorsqu'il s'agit d'assurer le repos de l'Etat ; Qu'il importe peu de faire une injustice à des Particuliers , quand il en revient quelque avantage au Public ; Et qu'enfin il est impossible de gouverner un Etat , sans faire tort à personne . A quoi j'ajouterai une autre maxime de grand uſage dans ce Tribunal , qui est , de se défaire de ceux .

ceux, que l'on a commencé de maltraiter sur de faux-soupçons, de peur que le ressentiment ne les fasse devenir ensuite criminels par vengeance; \* & que la crainte d'une seconde injure ne leur enseigne les moyens de s'en délivrer aux dépens de la République.

Aussi, ce Conseil est devenu si odieux à la Noblesse, qu'elle a tenté tous les moyens imaginables, pour l'abolir entièrement. L'an 1628. le parti de la Maison-Cornare poussa si loin cette a-faire, pour venger la querelle de George Cornare fils du Doge, gouvernant alors, lequel avoit été proscrit & dégradé de Noblesse; que le Grand-Conseil fut obligé de nommer cinq Correcteurs, pour réformer ce Conseil, qui infailliblement eût été supprimé, si le Sénateur Batiste Nani, tuer le Chevalier Renier Zen, qui accusoit le Doge Cornare d'avoir violé les loix, en tant à la promotion de son fils au Carré, n'eût arrêté le torrent des voix, qui en demandoient l'abolition, en remontrant au Grand-Conseil, Que la durée de l'Etat dépendoit absolument de celle de ce Conseil, qui retient les Nobles dans le devoir, par l'aprehension du châtiment; & le Peuple dans le respect & l'obéissance, par le bon exemple & la modération de ceux, qui le gouvernent: Que de supprimer ce Tribunal, qui est le soutien des Loix, le noeud de la concorde, le fondement de l'égalité, le frein du commandement, & le juste tempérament de toutes les parties de l'Etat, c'étoit vouloir introduire la confusion, la licence, & l'impunité: Que rien ne faisoit parol-dinalat tre davantage l'excellence de leur Gouvernement, que d'avoir donné aux Nobles pour juge le plus sévère de tous les Tribunaux, afin que la crainte servît de contrepoids à leur puissance, qui sans cela ne seroit pas durable; & que ceux, qui avoient plus d'autorité, eussent aussi plus de sujexion, Tac. Se voiant plus exposez, que les Particuliers, à la Hist. 2. ri-

\* *Gli uomini grandi*

dit, Ma-chiavel

liv. 4. de son His-

toire, à

*s'hanno*

*à toccare,*

*è tocchi à*

*spiegare.*

\* Pour avoir

voulu

tuer le

Cheva-

lier Re-

nier Zen,

qui acu-

soit le

Doge

Cornare

d'avoir

violé les

loix, en

consen-

tant à la

promotion de

son fils

au Carré

dinalat

Tac.

*Nec un-*

*quam*

*fotis fidei*

*potentia,*

*ubi ut-*

*mia est.*

## 188 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Rigueur des loix : Que ceux , qui vouloient s'en soustraire , étoient des gens , qui méritoient d'être coupables ; & ils ne l'étoient pas déjà : Qu'il falloit les séparer du Corps de l'Etat , s'ils ne vouloient pas prendre le régime salutaire de la Vie Civile , ni s'assujétir à des loix , qui leur imposent une heureuse nécessité de faire leur devoir ; & qu'enfin il seroit décréditer le Gouvernement , si , pour apaiser les plaintes de quelques Citoiens , on faisoit un changement si préjudiciable au Public .

Mais quoique ce Conseil subisse encore , il est néanmoins toujours fort désagréable à la plupart des Nobles , qui n'en entendent jamais parler qu'avec fraude .

L'an 1670. le Grand-Conseil procédant à l'élection des Dix , qui se renouvellement tous les ans au mois d'Aout , tous ceux , qui furent proposés eurent l'exclusion deux Dimanches de suite , & au troisième il n'y eut qu'*Angelo Emo* , qui passa dans la balotation . La mauvaise humeur alla même si loin , qu'il y eut des Electeurs , qui nommèrent par mépris , ou par dépit , des Nobles-Nouveaux , & entre les autres le Fonseque , Portugais , de race Juive , sachant bien , que ces gens-là n'obtiendroient jamais le nombre requis des suffrages . Car ce Tribunal , qui est le Parlement & la Tournelle des Nobles , a toujours été rempli par les plus dignes & les plus qualifiés Gentilshommes . La même chose arriva encore en 1676 . & jusqu'à quinze Senateurs ne purent passer dans la balotation .

L'an 1582. comme l'on procédoit à l'élection des 15. Senateurs de la *Gianta de Dieci* , le nombre n'en put jamais être rempli , tant ce Conseil étoit déjà odieux , François Gradénigue , l'un des Chefs de

la Quarantie-Criminelle , invectiva fortement contre sa puissance , disant , Qu'il avoit tiré à soi toute celle des autres Conseils ; Qu'ils'élevoit par-dessus les Loix fondamentales de l'Etat , dounant aux Jeunes-Nobles des dispenses d'âge pour les Charges , & y en admétant d'autres , sans garder les interstices : Qu'il dissipoit les Finances par des largesfles excessives . A quoi servoit le Grand-Conseil , qui est la source de tous les autres , si les Dix s'atribuoient l'autorité des Loix , s'ils élisoient les Magistrats , s'ils violoient les Ordonnances ? Qu'avoit à faire le Senat , si les Dix faisoient à son insu des Traités , des Ligues , & des Alliances ; Que restoit-il à la Quarantie-Criminelle , si le Conseil-de-Dix connoissoit de tous les crimes , & fairoit grace à qui bon lui sembloit ; Qu'ils songeassent donc à couper la racine d'un si grand mal . Car , disoit-il , il en est du Corps-Politique comme du Corps-Humain ; comme celui-ci devient malade & pérît à mesure que l'une des quatre humeurs excéde : de même le Corps de notre République va se détruire insensiblement , si l'on n'arête prontement le cours des humeurs , qui la sufoquent .

Cependant , c'est de ce Conseil , que dépend toute l'oeconomie du Gouvernement ; C'est la Pierre angulaire de l'Etat ; l'on ne la sauroit remuer , sans le renverser ; C'est la clef , qui ferme la voûte de l'Edifice de cette grande Aristocratie , & qui en fait toute la solidité & l'ornement . C'est la Copie de ce Temple fameux que les Efrees de Sparte élevèrent à la Crainte , comme à la seule Divinité , qui peut retenir les hommes dans les bornes du devoir : Enfin , c'est une verge pleine d'yeux , qui veille incessamment pour la conservation de la Liberté-commune . De sorte que si le Conseil-de-Dix est jamais aboli , il estres-

con-

## 190 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

Pol. 2.

constant , que la division & le désordre se métiront aussi-tôt dans l'Etat , & le conduiront en peu de tems à sa ruine , ainsi qu'il est arrivé à la République de Lacédémone , après la suppression des Efores , qui , au sentiment d'Aristote étoient les nerfs de cette belle & florissante Aristocratie.

La Quarantie-Criminelle se portera vigoureusement , dans toutes les occasions , à la suppression des Dix , comme de ceux , qui l'ont dépouillée de sa principale autorité. Car il est certain , que la connoissance de tous les crimes apartenoit à cette Chambre , avant la création des Décemvirs ; & que si ceux-ci étoient cassés , leur Jurisdiction retourneroit à la Quarantie. C'est - pourquoi François contarin , qui étoit un de ses Chefs en 1628. parla avec tant de chaleur contre eux , que la plupart des Nobles croioient contusément dans le Grand - Conseil , *via via li Dieci* ; quelques-uns même disant , *vaga in mal'bora quel Consiglio de Dieci , li venga la rabbia* , avec quantité d'autres imprécations contre plusieurs Sénateurs , qui avoient été de ce Conseil. Ce qui montroit bien l'aversion hor-

*a Nec quisquam adeo mali expers, ut non aliquam mortem mæreret.* rible , que la Noblesse a pour lui. En effet , sa rigueur a été si excessive , qu'il n'y a point de Famille - Patricienne , qui n'en produise des exemples domestiques , & qui n'ait des Patenttes de sa sévérité , écrites en caractères de sang.

\* Voiez les Re- Et si l'on ne voit pas souvent des Nobles pendus par les piés entre les Colonnes \* de Saint-Marc ; ce n'est pas que les Dix soient devenus plus humains , ni plus capables de compassion , qu'ils n'étoient auparavant ; mais c'est qu'ils se servent de voies plus assurées , & plus cachées , pour ne pas décréditer la Noblesse auprès du Peuple , qui croiroit être gouverné par *des*

des Scélérats , s'il voioit trop souvent pendre ou décapiter ses Maîtres , pour qui l'on veut qu'il ait de la vénération Ces voies sont des submersions nocturnes dans le Canal *Orfano* , \* & quelques autres moyens , que tout le monde sait assez.

Les exécutions secrètes sont-tes fréquentes à Venise ; & si les gens y disparaissent quelquefois en un moment , ce sont des miracles , qui partent de la main de ces Dix ; ce sont des coups , qu'ils tirent à la sourdine , & en pleines ténèbres , pour éviter le murmure de la Noblesse , qui juge toujours finistrement de la rigueur de leurs Arrêts , à cause de l'aversion , qu'elle a pour leur Tribunal. C'est encore , pour adoucir les parens & les amis par cette apparence de grâce , qu'on leur fait , en sauvant à la Famille l'ignominie d'un supplice public. Ce Conseil n'use pourtant de cette précaution , que dans les affaires douteuses : Car lorsque l'accusé est manifestement convaincu , l'on garde toutes les formes de Justice , en le menant solennellement au gibet.

Il n'y a point d'apel du Jugement des Dix , non-plus que de celui des Décemvirs Romains , & leurs Arrêts ne peuvent être modifiez , ni altérez , que par eux-mêmes , ou par leurs successeurs ; mais quelquefois les Avogadros en peuvent suspendre l'exécution , pourvu que ce ne soit pas une matière d'Etat ; car en ce cas il n'y a point de suspension.

C'est un dangereux métier de s'employer en ce Conseil , pour des Criminels-d'Etat , car , autre que cela ne sert de rien aux Accusés , cela est funeste à leurs amis. a Aussi , voit-on les Nobles abandonner leurs plus proches parens en ces occasions , de peur de mêler leur fortune avec celle des Accusés , b & l'on en a vu plusieurs les traitez cruellement , pour éviter le soupçon d'être

\* Ils attachent les gens à une

clai, qu'ils chargent de deux grosses pierres.

C'est un supplice dont les

Cartaginois punissoient les

Tite-Live.

Tacite , & Plaute en parlent.

a *Vana*  
*& re non*  
*profutu-*  
*ra inter-*  
*cessori*  
*exitios&a;*

Tac.  
Ann 6.

b *Perecula*  
*suamiscere*  
*enam forte*  
*dammna-*  
*cora-*

## 192 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

*c Interdi-  
derat for-  
tis huma-  
na com-  
mercio-  
ni metus,*  
*quan-  
tumque  
sevitas  
glisceret  
misera-  
rur.*

Ann. 6.

complices. La crainte suspend les devoirs de la Nature, & plus les accusations sont fortes, & le péril imminent, plus la compassion est interdite. L'on y compte les larmes & les soupirs, comme si c'étoit un crime de pleurer les Malheureux.

Tous les Magistrats emploiez au dehors, comme les Capitaines, & Provéditeurs-généraux-de-Mer, les Podestats, les Gouverneurs, & tous les autres Officiers, sont responsables de leur Administration à ce Conseil, où l'on porte hardiment des plaintes contre eux. C'est là, que leurs actions sont épluchées & contrôlées ; que leur orgueil est humilié, & que le châtiment est inévitable, s'ils ont abusé de l'autorité, que le Prince leur avoit confiée. L'on y voit traiter des Généraux-d'armée, comme des Esclaves ; le bannissement, la prison, la dégradation de Noblesse, & la mort, sont leurs plus ordinaires récompenses. Car s'ils ont perdu un pouce-de-terre, quelque résistance, qu'ils aient faite, ils font toujours criminels, tout se mesurant sur la perte. Et je me souviens d'avoir ouï dire souvent par un très-habille homme du País, que le Bragadin avoit eu presque aussi bon marché d'être écorché par les Turcs, après la reddition de Famagoste, que de tomber entre les mains du Conseil-de-Dix, qui lui eut fait très-assurément son procès, ainsi qu'il le voulut faire au Général Jérôme Ziné, après la perte de Nicosie, dont il n'étoit point coupable.

Il n'y a point de conduite si réglée, ni si judicieuse, où ces Juges sévères & clairvoians ne trouvent au moins des fautes d'omission, & ceux, qui échappent de leurs mains, & qui en sont quites pour des reprimandes, passent dans le monde pour des gens-de-probité exemplaire, & de sagesse incomparable ; d'autant que l'on ne peut

dou-

douter de l'innocence de ceux , qui n'ont pas paru criminels devant ce terrible Tribunal. L'on y a vu encore des pères condamner leurs enfans à mort , & entre les autres , le Doge Antoine Vénier , que l'on eut bien de la peine à resoudre à changer la peine de mort , à laquelle il avoit opiné contre son fils-unique , en celle de prison perpétuelle.

Les trois Inquisiteurs-d'Etat sont tirez de ce Conseil. Ils ont un pouvoir si absolu , qu'ils peuvent faire noier , ou étrangler le Doge même sans la participation du Sénat , étant tous trois de même avis , autrement il faut assembler les Dix. Ils ont des gens gagez , pour tenir registre de toutes les paroles & de toutes les actions des Nobles & des Citadins , comme il se faisoit du tems de l'Empereur Tibérea : & au lieu de réprimer les Délateurs par des supplices , ils les invitent par des récompenses ; & l'on voit souvent maltraiter des gens-de-bien , qui ne connoissent qu'à leur emprisonnement , ou bien à leur bannissement , qu'ils sont coupables. <sup>a Recitari fallorum differant que ejus</sup> Ainsi , tout fait peur , tout est suspect , l'entretien , le silence , la compagnie , la solitude ; & les parois-mêmes. <sup>b Recitari fallorum differant que ejus</sup> <sup>c Recitari fallorum differant que ejus</sup>

Quand quelqu'un parle mal du Gouvernement , <sup>vixum :</sup> ils l'envoient de nuit noier au Canal Orfano ; & si c'est quelque Seigneur ou Gentil-homme Etranger , ils lui commandent de sortir de l'Etat dans le terme de vingt-quatre-heures , sous peine de la vie. Tibére disoit , qu'en une ville libre , la langue le devoit être aussi ; & qu'il ne faloit point prendre au criminel plusieurs libertez de la conversation & de la table , & pria le Sénat en diverses rencontres , de n'être point si rigoureux pour des pa-

Tome I.

I

<sup>b Recitari fallorum differant que ejus</sup>

<sup>c Recitari fallorum differant que ejus</sup> pena experti . Ann. 15. c Congressus ; colloquia , note ignotaque aucti  
vitari , etiam scimus & partes circumspicuntur , Ann. 4.

## d Depre. 194 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

*cabatur  
tam pra-  
cipites  
verborum  
panas.*  
Ann. 3.  
*Ne convi-  
valium  
fabula  
rum sim-  
plicitas in  
crimen  
dinceretur  
postula-  
nit.*

roles. d Mais l'on n'est pas si populaire à Venise , bien que ce soit une République; & le Conseil-de-Dix a étendu la loi de Léze-Majesté aux paroles , entre lesquelles & les actions il met tres-peu de différence.

*a Preci-  
pua mis-  
riarum  
parcerat  
videre &  
aspici.*  
Ann. 5.  
*In Agri-  
cola.  
b Maje-  
statis cri-  
mina sub-  
debantur,  
vinculum  
& seces-  
ficas  
silendi.*

Les Inquisiteurs-d'Etat font des visites nocturnes dans le Palais-Saint-Marc , où ils entrent , & d'où ils sortent par des endroits secrets , dont ils ont la clef; & il est aussi dangereux de les voir , que d'en être vu. a Ils iroient , s'il vouloient , jusques au lit du Doge; entreroient dans son cabinet ; ouvriroient ses cassètes , & feroient son Inventaire , sans que , ni lui , ni toute sa famille , osât témoigner de s'en apercevoir ; & l'on n'a exclus du Conseil-de-Dix , les enfans , les frères , & les neveux du Duc , que pour donner une plus grande liberté de porter des plaintes & des accusations contre lui.

*c Maje-  
statis sin-  
gulare &  
unicum  
crimen  
corum ,  
qui cri-  
mine va-  
carent.  
Plin.  
Pancz.  
En  
1612.*

Lorsqu'un Gentilhomme est suspect , & que l'on manque de preuves pour le condamner dans les formes ordinaires , le crime de Léze-Majesté supplée à tout , & impose silence b aux parens & aux amis du Condanné ( car c'est toujours le crime de ceux en qui l'on n'en trouve point d'autres c ) L'an 1612. ils dépêchèrent le Sénateur Antoine Foscarin \* en un demi-jour , l'on aprit plûtôt sa mort , que son emprisonnement . Exemple mémorable de la jalouſie des Républiques , où la grande réputation est tres-dangereuse : Car c'étoit-là tout son crime , quoi-qu'il fût accusé de trahison ; ce qui fut reconnu faux après sa mort . Dix ans auparavant , ils imposèrent le même crime au Sénateur Ange Badoer , & comme tel , le condamnèrent à être pendu par les Piés . Ce qu'il évita par sa fuite . Ils se servent aussi quelquefois des Domestiques pour se défaire de leurs Maîtres ; & puis , pour conserver le secret , ils font noier , ou

ou poignarder le ministre de leur injustice, qui semble la leur reprocher par sa présence; à Di- gne récompense de l'infidélité des valets. Et quand quelque fameux délateur vient à être dé- couvert dans le monde, non-seulement ils ne s'en servent plus, mais ils le sacrifient prontement à la vengeance publique, comme faisoit Tibére, <sup>b</sup> pour témoigner qu'il est cause de tout le mal qu'ils ont fait, & par cet artifice, ils apaisent le ressentiment des Familles irritées. Ils en usèrent de la forte envers les accusateurs du Foscarin, à la même Ann. 14. moire duquel ils décernèrent aussi des honneurs extraordinaire, faisant volontiers l'apotéose de celui qu'ils ne pouvoient souffrir parmi les hommes; & disant comme Caracalla, *sit Divus, mo- dō non vivus.* Ils ont encore été maxime, de laisser faire des fautes, qu'ils pouroient empêcher aisément, afin de rendre plus coupables ceux qu'ils ont envie de perdre. <sup>c</sup> Cette sorte de proscription sans nulle miséricorde. L'an 1671. le 4. de Janvier, le Noble Jean Moccénigue ayant tiré deux coups de pistolets-de-poche sur les Nobles Nicolas & Sébastien Foscarin, qui étoient dans une loge de l'Opéra de Saint-Sauveur, fut dégradé de Noblesse, proscrit, & condanné à avoir la tête tranchée, entre les deux colonnes de Saint-Marc, s'il étoit pris, ce Conseil promettant deux mille ducats à ceux, qui le prendroient vif, ou qui le tueroient dans les Terres de la Seigneurie, & 4000. s'il étoit pris, ou tué hors de l'Etat: \* Acordant de plus la grace d'un criminel-d'Etat, Noble, ou Citadin; (quoique cela ne se fût jamais fait à Venise, où les crimes d'Etat ont toujours été irrémissibles) pour Tous les biens du Moccénigue, meubles & immeubles, présens & à venir, sans en excepter les fidei-  
<sup>a cinorum  
Ministris  
quasi ex-  
probrant  
ses aspi-  
ciuntur.  
Ann. 14.  
Scelerum  
ministros  
veteres &  
affinit.  
Ann. 4.  
Teneur  
rest du  
Conseil-  
de-Dix  
Jean  
Moccé-  
nigue.  
Ann. 14.  
c</sup>

## 196 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

fideicommis, ni les fiefs, furent confisquez ; tous les Contrats par lui passez seulement depuis six mois avant sa condannation, caffez & déclarez de nulle valeur ; avec charge aux Avogadors d'en faire une éxacte recherche , selon leur conscience , afin que les biens du coupable ne pussent être di-vertis par aucune fraude au préjudice du Public. Commandement fait aux Communautez des vil-lages , bourgs , autres lieux de l'obéissance de la République , par où il pourroit passer , de sonner le toxin , pour le prendre vif ou mort , sous pei-ne de galére , ou de prison dans les cachots , à tous les Oficiers de ces bourgades , qui auroient manqué à leur devoir. Défenses faites à tous les Nobles ses parens , ou amis , & à tous les Citadins , d'avoir aucun commerce de létres , ou de paroles , avec ledit Moccénigue , de lui donner aucune assistance dans l'Etat , ou hors de l'Etat , sous peine de confiscation de leurs biens. Outre laquelle les Contrevanans , qui ne seroient pas Nobles , ou Citadins-Vénitiens , serviroient encore l'espace de dix ans en galére , avec les tress aux piés ; & en cas qu'ils fussent inhabiles au service , seroient , pour autant de tems dans les cachots. Deplus , l'Arrest por-toit : Que le condanné ne pourroit jamais être délivré par aucune voie , non pas même de révéla-tion de choses importantes au bien de l'Etat ; ni sous promesse de porter les armes au service du Public ; ni par la capture , ou l'interfection d'un autre banni égal , ou supérieur à lui ; Qu'il ne pourroit non-plus obtenir grace de suspension , alté-ration , modification , compensation , ou toute autre imaginable diminution de son Arrest , quand même les Princes Etrangers y emploieroient leurs prières & leurs instances , Qu'aucun Gé-néral-de-Mer ou de Terre , en tems de guerre , ni pas un Magistrat pourvu de pouvoir de délivrer des banni-

bannis & des proscrits , ne pouroient en user en faveur de ce Gentilhomme. Que quiconque feroit quelque proposition à son avantage , paieroit la somme de deux mille ducats d'amende , que les Conseillers & les Avogadors feroient obligez d'exiger des débiteurs , pour être mise dans les coffres du Conseil-de-Dix. Enfin , le Criminel étoit encore condanné a toutes les autres peines exprimées & spécifiées dans tous les précédens Arrêts. Par où ce Conseil voulut donner un exemple mémorable de sa Justice , en la personne d'un Noble , qui comptoit dans sa Famille quatre Doges , avec une infinité de Procurateurs , de Sénateurs , & de Généraux d'Armée & alié à toutes les plus puissantes Maisons de Venise ; sans avoir égard à son âge , qui n'étoit que de 22. ans ; ni au mérite & aux services de ses glorieux ancêtres ; ni aux larmes & aux gémissemens de sa femme ; ni à l'innocence de son fils encore à la mamelle ; ni même au pardon des Foscarins , dont l'Aîné demanda généreusement sa grâce au Sénat quelques Jours avant sa mort ; & l'autre , qui étoit aussi blessé , cessa toutes ses poursuites. Et pour montrer le cas , qui se fait de ces sortes de Jugemens , je dirai . que le Moccénigue s'étant réfugié à Rome , où il espéroit avoir pour asile la Maison de l'Am-bassadeur Michel Morosin ; son Beau-père , ce sage Ministre , qui connoissoit bien les obligations de sa Charge , & qui avoit été auparavant du Conseil - de - Dix , ne voulut point le recevoir dans son Palais , pour ne pas désobéir aux Loix , ni violer la Majesté Publique , dont il étoit revêtu par son caractère.

J'observerai ici en passant , qu'à Venise l'Opéra , la Comédie , & les Réduits , sont des lieux inviolables & consacrés , pour ainsi dire , au Plaisir-Public ; tellement que les bannis & les criminels mê-

## 198 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

me y font en sûreté, comme dans les Canaux de la Ville, qui en sont les anciens Asiles; & le Conseil-de-Dix ne s'est réservé, comme une matière d'Etat, la connaissance des crimes, qui se commettent dans ces lieux, que pour en faire révéler la franchise, qui fait une agréable perspective de liberté aux Sujets, & d'hospitalité aux Etrangers.

Outre cela, il veille incessamment au repos de la Ville, & coupe la racine de tout ce qui le peut troubler. Dans le siècle passé il fit trancher la tête à un Noble, nommé Alexandre Bon, qui, pour obtenir une récompense du Sénat, & paraître bon Citoien, avait fait la nouvelle d'une conjuration, qu'il disoit se tramer dans la Ville. Ce qui avoit mis la consternation par tout, & même interrompu la tenuë du Grand-Conseil.

Il n'épargne rien pour découvrir les auteurs des grands crimes: Et quand il fait un *bando contaglio*, c'est-à-dire, avec une promesse d'argent pour ceux, qui révèleront un crime, ou, apporteront la tête de quelque proscrit, il est prontement servi, d'autant qu'il paie bien. L'an 1546. le Sénateur Mafée Bernardi ayant été assassiné à Ravenne, il n'eut pas plutôt publié son Decret, qui prométoit l'impunité & 2000. écus à ceux, qui révéleroient l'affaire, que le soldat, qui avoit fait le coup, vint à Venise, & accusa Loüis & Marc-Antoine Erizze, neveux de Mafée, qui lui en avoient donné la commission, puis fut renvoyé absois, avec la somme promise. Loüis eut la tête tranchée. Marc fut condanné à prison perpétuelle: & le Conseil eut leur confiscation, & la riche succession de leur oncle, à laquelle ils aspiroient.

Il n'y a point de rémission pour les Fauxmonnoieurs, d'autant plus que l'Italie en est toute pleine, à cause de plusieurs petits Princes, qui s'en

fer-

servent, pour s'enrichir aux dépens de leurs Voisins; & que Vénise en a reçu quelquefois un grand dommage; comme il ariva en 1603. que le Sénat fut obligé d'acheter pour plus de cinq-cens mille écus de quatrins faux (c'étoit le nom de céte monnoie, qui valoit quatre deniers) pour en arrêter le cours par tout son Etat.

Si le Conseil-de-Dix est fort rigoureux contre les faux-Monnoieurs, qu'il a déclarez être criminels de léze-Majesté, & autre cela Voleurs-publics, & comme tels exclus de l'Immunité Eclésiaistique, il est au contraire tres-indulgent pour le péché contre nature, soit que ces Seigneurs veüillent bien dissimuler un crime, qui ne regarde pas directement l'Etat, mais seulement les moeurs; ou que connoissant la nature du mal, ils ne jugent pas à-propos d'en tenter le remède, de peur de découvrir davantage leur honte & leur impuissance; & si ce péché est puni quelquefois, c'est toujours en la personne de quelque misérable, qui est sans protection.

Ce Conseil punit sévèrement les Libraires, qui ont chez eux des Livres, où le Gouvernement est ofensé; & s'il y en a quelqu'un surpris en faute, il est du moins condanné aux Galères, avec la confiscation de tous ses biens. Aussi n'y en a-t-il pas un seul qui voulût vendre l'*Histoire de Guichardin de l'Impression de Genève*, ni le *Squintonio della Libertà Veneta*, qui contient les preuves de la sujexion des Venitiens aux Empereurs Grecs & Romains.

C'est au Conseil-de Dix de procéder contre les Eclésiaquistes, qui impétrent de la Cour de Rome des Evêchez, des Abbayes, & autres Bénéfices par des voies contraires aux Ordonnances de la Patrie, & de leur empêcher la prise-de-possession; ainsi qu'ils firent à Charles Quirin, qui avoit

Omnibus  
repotius  
prævali-  
da & a-  
dulta  
vitio  
quæcum hoc  
affegnat.  
ut palam  
fiaret,  
quibus  
flagitatis  
impares  
effemus.  
Tac.  
Ann. 3.

## 200 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

obtenu du Pape Urbain VIII. l'Evêché de Zébénigue, par l'entremise de quelques Ambassadeurs des Princes Etrangers en cette Cour. En 1584. il ôta la Veste de Procureur à Jaques Sorance, pour avoir brigué des dignitez Eclégiastiques par cette voie.

Ce Conseil procéde encore contre les Ambassadeurs, qui reçoivent des presens, ou toute autre sorte de graces des Princes, auprés de qui ils résident. L'an 1561. Pie IV. ayant fait l'Ambassadeur Marc-Antoine da Mula, ou Amulio, Cardinal, les Dix firent plusieurs démonstrations injurieuses contre ce Sujet, pour n'avoir pas refusé absolument cette dignité, quoique Pie eût déclaré André Morosini, liv. 8. de son Hist. au Sénat, qu'il l'avoit créé *motu proprio*, comme son vase d'élection, & l'avoit constraint d'obeir. L'année précédente, il y avoit eu une grande afaire entre ce Pape & la République, pour ce même Ambassadeur, que Sa Sainteté vouloit nommer à l'Evêché de Vérone, & que le Sénat rappela pour ce sujet à Venise, où l'on avoit desslein de lui faire son procez. Mais le Pape assurant par serment, que l'Amulio n'avoit jamais demandé, ni brigué cet Evêché, ni même rien su de la proposition, que son Nonce en avoit faite par son ordre à Venise, le Sénat, pour le contenner, revoqua le Decret du rappel de cet Ambassadeur, lui envoyant un ordre de rester à Rome, & s'il en étoit déjà parti, d'y retourner, pour y continuer les fonctions de son Ministère.

Enfin, l'autorité de ce Conseil s'étend sur toutes les Eglises, & sur tous les Couvens, où l'on reçoit toutes ses Ordonnances. L'an 1600. les 3. *Capi-Dieci* ayant renouvelé une ancienne Loi, de fermer les Eglises au coucher du Soleil, à cause de mille abominations, qui s'y commétoient à la faveur de la nuit: le Pape Paul V. le trouva fort mauvais, disant, que c'étoit à lui de faire ces réglements, & non pas aux

aux séculiers : mais il ne gagna rien , & les *Capi-Dieci* furent obéis ponctuellement par les Prêtres & par les Moines , & cete Ordonnance est encore en vigueur à Venise.

Les Seigneurs , qui composent le Conseil-de-Dix , doivent être de dix familles différentes , & n'avoir aucune proximité de parenté entr'eux , afin qu'il ne se glisse point d'abus dans leurs jugemens : Car si deux ou trois Gentilshommes parens pouvoient être dans ce Conseil , ce seroit une source de mille injustices , d'autant qu'un Nôble , qui auroit été corrompu , serviroit à corrompre les autres , qui lui seroient proches parens , Outre que trois ou quatre familles s'uniroient bien plus aisément , que dix , pour tramer quelque grande entreprise contre le Public . Cependant , les Vénitiens n'ont pas voulu mettre dans ce Tribunal plus de dix Gentils-hommes , de peur que leur autorité n'en fût moins redoutable , si elle étoit partagée entre un plus grand nombre de personnes . Néanmoins la séance en est toujours composée de dix-sept Seigneurs ; car le Duc y préside avec les six Conseillers du Collège .

Dans le siècle passé il y avoit une *Giuinta* perpétuelle de quinze Sénateurs , qui avoient leur voix dans ce Conseil , comme les Dix Ordinaires ; & de quelques autres Nobles , qui n'étoient que simples stoïste . André Morosini l. 13. de son Histoire  
Assistans ; savoir , les Sages-Grans , les Sages-de-Terre , & les Avogadors . Mais cet usage , qui avoit duré cent-quatorze ans , fut aboli en 1582. & l'autorité excessive des Dix réformée .

Tous les mois on tire au sort trois *Capi-Dieci* , lesquels ont droit d'ouvrir les lettres , qui s'adrefsent à leur Conseil , où ils en font ensuite le rapport ; de recevoir en particulier les dépositions des délateurs , & d'ordonner prise-de-corps contre les accusés ;

## 202 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

sez ; de visiter les cachots , pour y interroger les prisonniers , & relâcher ceux , qu'ils trouvent innocens ; d'assembler le Conseil , non seulement tous les huit jours , selon la coutume , mais encore extraordinairement , pourvû qu'ils soient deux de cet avis . Ces trois Chefs font chacun leur semaine , durant laquelle celui , qui est de tour , reçoit les Mémoires , interroge les Parties , & puis en communique à ses deux Collègues , avec qui il résout ce qu'il faut faire . C'est lui , qui , dans la séance du Grand-Conseil , est avec l'Avogador de semainie placé vis-à-vis du Doge .

Enfin les Dix de Venise ont le même pouvoir ,

\* voiez que les Efores avoient en Lacédémone . Ils peuvent , comme eux , déposer , emprisonner , & juger à mort tous les Magistrats de la ville , & le Doge même ; au lieu que les Efores ne pouvoient ju-

*a Ephoris  
liet in-  
dicta  
censé tot  
occidere .*  
*quot libt-  
tum est.*  
*Isoct.*  
*b Ephore-  
rum in-  
perium  
instruimus  
modum  
ubi tyran-  
nicum.*

que si les Efores pouvoient faire mourir toutes sortes de gens sans aucune forme de procès ; a (ce qui a donné sujet à Platon d'appeler leur puissance tirannique b) le Conseil-de-Dix a montré fort souvent , que la

*c 4. de  
leg.*  
*c Ephores  
necarunt ,  
quod Ret-  
publica  
negentia  
inspic-  
rente .*  
*Suidas.*

sienne n'étoit pas moins absoluë , en condamnant des Citoiens sur de simples soupçons , quoique véritablement il soit plus modéré , que les Efores . Ces Juges prenoient connoissance de toutes les afaires de leur République , & veilloient

sur la conduite de tous ceux , qui les manioient ; d'où venoit le nom d'Efores . c Les Dix de Venise font excelllement cette fonction . Les Efores furent instituez , pour empêcher , que les Rois ne sortissent des bornes de leur devoir , & ne prissent trop de licence . Les Dix l'ont été , pour s'oposier à l'ambition & à l'insolence de la Noblesse ; & comme Téopompe d'avoit

d'avoit rendu la Roiauté agréable aux Lacédémoniens , par l'institution de ce magistrat , qui en devoit modérer la puissance : De-même la Seigneurie de Venise fait d'autant plus aimer son Gouvernement au Peuple , que par le moyen des Dix elle arête la licence des Commandans. De sorte que ces Decemvirs sont les défenseurs du Peuple , aussi-bien que les Efores , quoiqu'ils ne soient pas comme eux de l'Etat-populaire. Ces Magistrats avoient l'Intendance des Jeux & des Combats publics , ausquels s'exerçoit la Jeunesse. Les Dix ont la disposition des Fêtes publiques , des Combats entre les Castelans & les Nicolotes , & des Regates. \* Ceux-là avoient la direction des Finances de l'Etat : Ceux-ci ont leur Epargne , où il entre un tiers des revenus publics , avec la surintendance de toutes les Ecoles ou Confréries de la Ville , qu'ils taxent à leur fantaisie , quand le Public à besoin d'argent. Enfin , les Dix sont annuels comme les Efores , & ne sauroient être continués non plus qu'eux dans leur Magistrature , mais on y peut revenir deux ans après. Ce qui s'observe si exactement , qu'un Noble , qui n'auroit été qu'un jour en charge , achevant le tems d'un autre , dépose la Robe Decemvirale , & est exclus de ce Conseil pour deux ans , comme s'il avoit exercé toute l'année.

Les Nouveaux-Nobles ne sauroient prétendre à cette suprême Magistrature , qu'après de longs services , car il faut , qu'ils passent auparavant par une infinité de petites Charges , & qu'ils se concilient l'estime & l'affection de l'Ancienne-Noblesse , qui leur est toujours contraire dans les élections. Outre que cette Noblesse ne veut pas fe les égaler si tôt par les honneurs , de peur qu'ils ne s'élevassent au-dessus d'elle , si avec les

## 204 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

grandes richesses, qu'ils ont, ils avoient encore les grandes Charges.

Les Dix ont séance & voix délibérative dans le Sénat, & portent l'habit violet à manches ducales.

Ce Conseil a dans le Palais-Saint-Marc une sale d'armes, où il y a de quoi armer quinze cens Nobles, en cas qu'il arrivât quelque émète, ou quelque surprise durant la tenuë du Grand-Conseil. C'est dans cette sale, qu'est toute l'armure d'Henri IV, qui en fit présent à la République.

Il prend dans ses Ordonnances le titre d'*Ecclesi*-*so*, pour montrer sa dignité & sa puissance : Et tous les Auteurs Italiens, qui en parlent, le traitent de *tremendo*, *formidabile*, *horribile*. L'on voit, sic'est avec raison.

Je me souviens, que conversant un jour avec une des meilleures Têtes de Venise, & l'ayant fait tomber insensiblement sur ce Conseil, pour en avoir quelque notion distincte, je fis palir cet homme, & le troublai si fort, que *vox faucibus hæsi*. Et jamais je ne tirai de lui rien de plus instructif, que son silence & sa fraeur.

Il se tient en Espagne une certaine Chambre-de-Justice, appellée *la Visita*, qui ressemble fort à ce Conseil.



D E S

## Q U A R A N T I E S .

**I**L y a trois Cours à Venise appellées *Quarantes*, parce qu'elles sont composées de quarante Ju-  
ges chacune. La première est la Quarantie Civi-

le-Nouvelle , où toutes les Causes Civiles vont par apel des Sentences renduës par les Magistrats de dehors. La seconde est la Civile-Vieille , qui juge par apel des Magistrats subalternes de la Ville. La troisième est la Criminelle , qui juge de tous les crimes , excepté ceux de Léze-Majesté , dont la connoissance appartient au Conseil-de-Dix. Ces trois Compagnies son considérables , mais la dernière est bien plus estimée , que les deux autres , d'autant que tous ses Mémbres ont voix délibérative au Sénat ; que ses Chefs ont séance au Collège avec les Conseillers *di Sopra* ; & qu'elle est traitée de *Sérénissime Seigneurie* , comme l'Assemblée du Collège , à-cause des trois Conseillers , qui y président au nom de la Seigneurie. Outre que cette Cour est le Parlement de tous les Sujets de l'Estat , comme le Conseil-de-Dix est celui des Nobles.

L'on est huit mois dans chacune de ces Quaranties , & l'on monte de la Nouvelle à la Vieille , & de la Vieille à la Criminelle .

Les deux Quaranties-Civiles ne sont composées , que de pauvres Nobles. Car les riches ne veulent pas avoir la patience d'y passer seize mois de tems , pour gagner un ducat par séance ; mais font leurs brigues pour entrer d'abord dans la Quarantie-Criminelle , ou du moins dans la Civile-Vieille , un ou deux mois avant qu'elle finisse , afin de montrer à la Criminelle , & d'avoir par ce moyen leur voix au Pregadi.

Dans chacune de ces Chambres il y a deux Contradicteurs , qui prennent en main les Causes des Parties contre les Avogadors , particulièrement dans les Affaires-Criminelles , où ils font valoir toutes les pièces justificatives des accuséz.

Où il faut observer , que l'on ne peut appeler des *Jurises inférieures à la Quarantie-Civile-Vieille*.

## 206 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Vieille , sans l'aveu & le consentement des trois *Auditori Vecchi* ; ni à la Nouvelle , sans la permission des *Auditori Novi*. Car , si ces Auditoreurs confirment la Sentence du Magistrat Subalterne , l'on ne peut plus aler aux Chambres-Hautes , sans consigner une certaine somme d'argent , & paier des épices.

L'on a donné entrée Sénat aux quarante Juges-Criminels , qui sont d'ordinaire des Gentilshommes de la seconde & de la troisième Classe , pour y faire un contrepoids à l'Ancienne-Noblesse , contre laquelle il ont coutume de s'unir à-cause de l'envie , qu'ils lui portent. Mais souvent tout cela ne fait que retarder les afaires.

Les Chefs de ces Quaranties changent tous les deux mois , & c'est à eux de donner le Bureau aux Parties , ce qui s'appelle *dar il pendere* , ou *il Consiglio alle Causa*. Mais dans les deux Quaranties-Civiles , il faut , que les Causes privilégiées soient expédiées les premières , & puis celles , qui sont introduites par les Auditoreurs à tour de rôle. Les Causes privilégiées sont entre le père & le fils , la mère & la fille , & entre frère & frère ; comme aussi celles des Avogadros , qu'ils appellent *Cause Avogaresche* ; des prisonniers & des pupilles , qui sont sous la tutéle des Procureurs de Saint-Marc.

Il n'est pas permis de soliciter ces Jugés , ni pour soi , ni pour autrui. Ainsi tout ce que l'on peut faire dans les Quaranties-Civiles , c'est de prier les Chefs , de vouloir faire apeler la Cause au Parquet. Mais dans les Chambres-Criminelles les Loix souffrent que l'on y emploie les offices & les recommandations de tous ses amis.

Passons aux Magistrats particuliers de la Ville.



## L E S T R O I S A V O G A D O R S.

**C**ette Magistrature fut instituée sous le Doge Orie Malipierre environ l'an 1180. & c'est ce que nous appellons en France les Avocats Généraux. <sup>a Consilio</sup> Mais le style en est différent. Car au lieu que les *coaduo* nôtres donnent leurs conclusions sur les plaidoiries *Magt*- des Avocats des Parties, les Avogadors-Vénitiens *stratus* parlent les premiers, & font dans les Affaires-Cri- <sup>b Adroca-</sup> minnelles la fonction d'accusateurs. <sup>c Cusatoris</sup> Après quoi il est permis à l'Avocat de l'accusé de répondre à tous <sup>d vice sua-</sup> les chefs. <sup>e gitur.</sup>

Le devoir principal de la Charge des Avoga- <sup>G Con-</sup>  
dors, est de faire observer les loix, & de procé- <sup>tar Ven.-</sup>  
der rigoureusement contre ceux, qui les violent; <sup>Reip. 1.</sup>  
comme aussi de s'opposer à toutes les délibérations <sup>f</sup> <sup>a Tribuni</sup>  
de tous les autres Magistrats. En quoi ils ressem- <sup>plebis an-</sup>  
blent aux anciens Tribuns du Peuple-Romain, <sup>tiquistis</sup>  
qui au rapport d'Aulu-Gelle <sup>g</sup> n'avoient pas le pou- <sup>creat i v-</sup>  
voir de juger, mais seulement d'interposer leur <sup>dentur</sup>  
autorité, pour la défense des droits & de la libér- <sup>non iuri</sup>  
té du Peuple, contre la puissance des Magistrats, <sup>i dicundo</sup>  
sans en excepter même le Dictateur. Gaspar <sup>j</sup> <sup>nec causis</sup>  
Contarin dit, que l'on pourroit les appeler Tri- <sup>k</sup> <sup>que da ab-</sup>  
buns des Loix, parce qu'ils <sup>l</sup> <sup>sentibus.</sup>  
sont les conservateurs, comme les Tribuns Romains l'étoient du <sup>m</sup> <sup>noscen-</sup>  
Peuple. <sup>n</sup> <sup>dis, sed</sup>  
<sup>o intercessi-</sup>

La différence qu'il y a entr'eux & les Tribuns, <sup>onibus</sup>  
est, que ceux-ci étoient les gens du Peuple seule- <sup>factendis,</sup>  
ment; & que les Avogadors sont les gens de tou- <sup>c. 12. 1.</sup>  
te la République en général; d'où ils sont apellez <sup>13.</sup>  
*Avogadori di Commune.* <sup>b</sup> Ils rapportent les pro- <sup>b Adve-</sup>  
cez <sup>cateriu</sup>

## 208 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

*Coumenus.* cez où il leur plaît ; ceux , qui ne sont pas de grande importance , à la Quarantie-Criminelle ; & les autres au Senat , ou au Grand-Conseil , selon le mérite de la Cause.

*Ad vocari & Intercessio-* La Quarantie - Criminelle ne leur fauroit refuser le bureau , quand ils le demandent , car leurs Causes sont privilégiées . De sorte que si un Avogador veut rapporter , il fait ces jours-là cesser toutes les autres affaires Civiles au Collège , comme lorsqu'il s'agit de fiefs & de biens seigneuriaux , que l'on prétend réunir au Domaine , ainsi qu'il ariva l'an 1670. pour une Terre , que les Comtes Avogadres de Bresse soutenoient leur appartenir en propre .

*sales , parce que leur principale fonction est de procéder contre les criminels ,* Il faut , que , dans toutes les délibérations du Grand-Conseil & du Sénat , il intervienne du moins un Avogador ; autrement leurs résolutions seroient de nulle valeur .

*2 Hajus Magistratus officium est , ut ad severitatem in- clinet. Ibid.* La bonne ou la mauvaise Justice dépend de ces Magistrats , qui sont les maîtres des pièces de tous les procés , qu'ils rapportent ; tellement que s'ils ne sont pas gens de bien , ainsi qu'il arrive quelquefois , ils peuvent faire beaucoup de mal .

*a Es immitior , quia toleraverat Tsc. Ann. I.* On met toujours des gens très sévères à dans ces Charges , afin qu'ils fassent respecter les Lois . Et pour les obliger davantage à la rigueur , la Loi leur acorde une partie de la confiscation du Criminel . Un Théodore Balbi , dont les ennemis ne manquèrent leur coup , c'est à dire , sa mort entre les colonnes-Saint-Marc , que faute d'une seule voix , fut élu Avogador peu de tems après son absolition , sur l'opinion , qu'il useroit envers les autres de la sévérité , qu'il venoit d'éprouver lui-même . a Et l'on ne s'y trompa pas .

L'an 500. les Avogadors voiant que le Sénat étoit favorable au Général Antoine Grimani ,  
por-

portèrent la Cause au Grand-Conseil, où il ne manqua pas d'être condanné au bannissement.

L'an 1584. ils portèrent celle de Gabriel Emo au Sénat, où sa condamnation étoit infallible, d'autant qu'il s'agissoit d'une hostilité faite à la Galére d'un Baffa dans un tems, que la République vivoit en paix avec le le Turc. Matière, qui regardoit le Sénat. Ainsi Emo eut la tête tranchée entre les deux colonnes eu 1585.

Quand la Quarantie-Criminelle juge un homme, l'Avogador, qui a rapporté le procez n'a point de voix délibérative, d'autant qu'il est acusateur; mais il a droit de proposer un genre de peine extrêmement rude; après quoi les trois Préfidens de l'assemblée en proposent une plus douce, & les deux avis étant balotés, le jugement se fait à la pluralité des voix.

Lorsque le Grand-Conseil fait quelque nouvelle Ordonnance, que les Avogadors estiment devoir être préjudiciable au Public, ou bien être incompatible avec les anciennes Loix de l'Etat, ils peuvent en empêcher l'enregistrement & la publication, jusqu'à ce que l'on en ait plus sûrement délibéré dans une autre assemblée; ainsi que les Tribuns-Romains pouvoient arrêter les Jugemens de tous les autres Magistrats. Et cela s'appelle à Venise, *intrrometttere*, qui répond au mot Latin *intercedere*, qui veut dire intervenir, ou s'opposer.  
 a C'est aussi pour ce sujet, que *Don Innigode Cardenas*, Ambassadeur Ordinaire d'Espagne à dell' In-Venise au tems de l'Interdit, demandoit qu'on le fit Avogador pour deux heures, prométant, sans vouloir s'expliquer davantage, d'accommo-dier en ce peu de tems le différend de la République avec le Pape. A quoi il prétendoit réussir, à mon avis, par la suspension des deux Decrets \* des E-du Sénat, dont il étoit question; chose, que le Pape sou-

a Eras  
intercede-  
re ad quod  
vulgè di-  
cimus se  
opponere.

Gru-  
chius  
Com.  
Rom.  
lib. 8.  
Hist.

\* 1.  
Tou-  
chant le  
bâti-  
ment  
des E-  
glises.  
sou-

## 210 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

2. Qui  
défend  
doit l'a-  
liénati-  
on des  
Biens sé-  
culiers  
aux E-  
cclésiasti-  
ques.

souhaitoit passionément , pour avoir quelque sujet honnête , de révoquer ses Censures. Mais comme la Seigneurie pénétrroit bien , où tendoit céte proposition , & de quelle conséquence il étoit de souffrir aucune suspension de ses loix , ce qui suposoit un défaut d'autorité , ou de bon conseil dans le Prince . Elle n'y fit point de réponse , pour ne pas dégoûter cet Ambassadeur par un refus positif de sa demande.

Ils peuvent pareillement s'oposier à la prise-de- possession des Charges , & en empêcher même l'exercice aux Possesseurs jusques à ce qu'ils se soient purgez des accusations faites contre eux . C'est ainsi , que l'Avogador Corrare vouloit suspendre la Veste du Procureur à François Morosin , qui étoit en possession publique de céte dignité depuis quatorze mois . Ce qui auroit eu sans doute son efet , si le Corrare n'eût pas abandonné son acusation .

C'est aux Avogadors d'avoir le soin d'exiger & de recevoir les amandes de tous les Magistrats , qui ont contrevenu aux Loix dans l'exercice de leurs Charges . Et pour chaque amande , qu'ils retirent , ils ont un certain droit , qui avec leurs apointemens & les assignations ordinaires sur les marchandises confisquées , & les biens des Criminels , leur fait un revenu très considérable .

Comme ils sont les Gardiens des Loix de l'Etat , ils sont obligez de lire de tems en tems ; dans l'assemblée du Grand-Conseil , les anciennes Ordonnances , pour en rafraîchir la mémoire aux Nobles , & leur ôter tous les prétextes de ne les pas observer . Car ce n'est pas assez qu'il y ait de bonnes loix , s'il n'y a aussi des gens , pour les maintenir .

D'ailleurs , comme les Nomophilaces Aténiens conservoient le Registre des délibérations-publi-

bliques , auquel on avoit recours , lorsque l'on étoit en doute de ce que l'on devoit faire , & de ce qui avoit été fait auparavant en de pareilles rencontres : De même les Avogadors Vénitiens gardent les originaux de toutes les Ordonnances du Grand-Conseil , & de tous les Arrêts du Sénat , comme aussi le Registre des Familles Nobles , où ils marquent de jour en jour la naissance , la filiation , le nom , & le surnom de chaque Gentilhomme & Gentil-donne , afin qu'il ne se glisse point de faux-Nobles , parmi les véritables . Ce qui'ils discernent toujours aisément , en confrontant avec leurs Notes , ceux qui se présentent , pour entrer au Conseil , lorsqu'ils ont l'âge requis .

Leur autorité étoit autrefois encore plus grande ; car ils manioient toutes sortes d'affaires . Mais depuis que le Conseil de-Dix a établi sa puissance , la leur en a souffert beaucoup de diminution . Cependant , ils peuvent suspendre l'exécution des Arrêts de ce Conseil , par la production de quelque nouvelle pièce , en faveur des Criminels , pourvu que ce ne soit pas une matière d'Etat . Car en ce cas , il n'y a point de suspension . Au reste , c'est toujours un d'eux , qui prononce l'Arrêt de ce Tribunal aux Condannez . Ils sont élus par le Sénat , & par le Grand-Conseil ; l'un les propose , & l'autre les accepte presque toujours ; car il peut les rejeter : Ce qui n'arrive guères , à cause du respect , que l'on porte au Sénat , dont le jugement est comme la pierre - de - touche de l'estime & de la vertu .

Les Enfans & les Frères du Doge ne peuvent être Avogadors de son vivant , de peur qu'ils ne fussent plutôt les gens du Doge , que les gens du Public , & qu'ils ne relâchassent souvent de la rigueur des loix en sa faveur .

Les Avogadors sont habillez comme les trois Chefs

## 212 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

Chefs du Conseil-de-Dix , de drap violet à manches ducales , avec le chaperon de drap rouge en hiver ; & de camelot noir ondoié , avec le même chaperon en esté. Et les jours de Grand-Conseil ils sont vêtus de rouge. Céte Magistrature dure 16. mois.



## LES DEUX CENSEURS.

**L**A Jurisdiction des Censeurs s'étend sur les moeurs des Particuliers , sur les brigues , que les Nobles font au *Broglio* , pour obtenir des Charges ; condannant à l'amande , ceux , qui ont viole les statuts du Grand-Conseil ; sur le paiement des gages , & sur les larcins des valets & des servantes ; & enfin , sur les Gondoliers , qui bouchent le passage du Canal du Palais-Saint-Marc , leur faisant donner l'estrade en Place-publique .

Lorsqu'un Criminel est interrogé , par ordre de la Quarantie-Criminelle , un des Censeurs , & un des Juges-de-nuit *al Criminal* , y assistent toujours , avec l'Avogador , qui le poursuit ; & ces trois Nobles assemblés sont apellez *Il Collegietto Criminale*.

Les Censeurs sont seize mois en charge , durant lesquels ils vont au Pregadi , avec voix délibérative ; & sont habillez de drap violet à manches ducales en hiver , & de camelot noir ondoié , avec le chaperon de drap violet en esté .

LES

---

## LES TROIS SINDICS

**C**E Magistrat a autorité sur toutes les Justices subalternes de Saint-Marc & de Rialte, pouvant en revoir tous les actes, & casier leurs Sentences. Il châtie les Grefiers, les Procureurs, les Sergens, & les Copistes, qui exigent des Parties plus qu'il ne leur est adjugé par la taxe ; ce qui pourtant ne s'observe pas fort rigoureusement, les Sindics dissimulant quelquefois pour le profit qui leur revient d'être faciles.

Mais, comme les Sindics peuvent réformer, ou annuler les Sentences *delle Corsi di San-Marc e Rialto*, de même les Avogadors peuvent coriger, ou casser celles de ces Judges, & porter ensuite l'affaire dans une des Quarantines, ou au Collège des vint Sages, selon la qualité de la Cause.

Il y a encore trois Sindics extraordinaires : qui ne sont, que pour soulager les autres, & pour remplir la place, quand quelqu'un d'eux est absent.

De tems en tems on crée des Corecteurs des loix, pour réformer les abus, que la chicane & la malice des hommes introduisent de jour en jour. Cela se fit en 1577. sous le Duc Sébastien Vénier, & en 1612. sous le Duc Marc-Antoine Memme. Ainsi, la République se fert des loix pour coriger les hommes ; & des hommes pour coriger les loix. Contraire en cela à celle de Sparte, où il n'étoit pas permis d'y rien changer. Ces Corecteurs sont toujours cinq Sénateurs illustres.

LES



*LES SIX SEIGNEURS  
Criminels de Nuit.*

**C**ES Gentilshommes jugent les Voleurs-de-nuit, les Receleurs, les Incendiaires, les Bigames, le Rapt, le Violement, & enfin les Juifs, qui sont surpris en peché avec des femmes Chrétiennes. Ils condannent à mort, & si leur Sentence est confirmée par le Magistrat *del Proprio*, qui n'est pourtant que Civil, il n'y a plus d'apel. Autrement l'affaire va à l'une des Quaranties-Civiles.

Ils furent instituez par le Duc Marin Morosin au nombre de deux seulement, dont l'un avoit sa Jurisdiction au de-la de Rialte, & l'autre en deçà : Mais sous le Dogat de Renier Zen son successeur, le Grand-Conseil leur associa quatre Collègues. Leur fonction est semblable à celle du Chevalier-du-Guet chez les Romains. Ils sont annuels, & ont un ducat par séance le matin, & un demi l'apresdinée. Ils la tiennent dans les prisons de Saint-Marc.

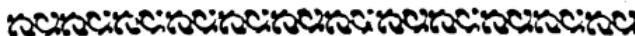


*LES SIX SEIGNEURS  
Civils de Nuit.*

**I**LS jugent de certaines affaires nocturnes, qui ne sont pas tout-à fait criminelles, comme aussi des tromperies entre les Particuliers, ils taxent les frais & dépens des procez, & sont exécuteurs des Sentences rendües par le Magistrat, dit *al Forestiero*, pour les baux & louages des Maisons.

Ils furent instituez sous le Duc Pierre Lando, avec  
les

les *Auditori novissimi*, créez pour soulager les Auditeurs-nouveaux, qui avoient trop d'affaires; & juger jusques à la somme de cinquante ducats.



### *LES PROVEDITEURS du Commun.*

**L**A fonction de ce Magistrat, à peu-prés semblable aux Ediles-Romains, est d'entretenir la propriété de la Ville; d'y réparer les Ponts & le Pavé; de mettre la police sur les Navires, empêchant qu'ils ne soient trop chargés; de connoître des priviléges des Citadins; de taxer le prix des livres nouvellement imprimés, avec autorité sur les Confréries des Artisans, & sur les Gondoliers de Trajet. Ils sont trois avec voix au Pregadi, & sont 16. mois en charge.



### *LES PROVEDITEURS alle Ragioni Vecchie.*

**L**EUR charge est d'envoyer, au nom du Sénat, les présens acoutumez, aux Princes, aux Ambassadeurs, & aux Seigneurs de marque, qui viennent à Venise, & de tenir registre de la dépense faite en ces rencontres. Ils sont Juges des dommages faits au Domaine de la Seigneurie, hors de Venise, & ont droit de revoir les livres-de-compte des Provéditeurs *alle Biave*. Ce Magistrat, composé de trois Nobles, ressemble aux Questeurs de Rome, qui avoient le soin de loger les Princes & les Ambassadeurs nouveaux-venus, & de leur envoyer tous les rafraîchissemens nécessaires.

## 216 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

res, au nom du Public. Il dure 16. mois, avec voix au Pregadi.

Il y a encore trois Provéditeurs *alle Ragioni Nuove*, qui sont de Jeunes Nobles, chargez du soin de faire paier ceux, qui ont pris quelque parti dans les Fermes de la République, & de saisir leurs biens, s'ils manquent à fournir la somme, dont ils ont convenu. C'est aussi à eux de faire battre tous les ans de petites pièces d'argent, appellées *O'selle*, que le Doge donne à tous les Nobles, qui entrent au Grand-Conseil, au lieu de quelques oiseaux-de-rivière, qu'il leur envoioit autrefois, d'où est venu le nom d'*O'selle*.



## LES PROVEDITEURS.

*alla Giustitia Vecchia.*

**C**E Magistrat, composé de quatre Gentilshommes, juge ceux, qui vendent à fausse mesure, ou à faux-poids, & les punit fort sévèrement. Il met le prix au Fruit & au Poisson de mer, que les Pêcheurs sont obligez de vendre debout, & tête-nue, sous peine d'amande, pour leur ôter, par cette incommodité, l'envie de chicaner le Bourgeois. Tous les gens-de-métier sont de son ressort; tellement, que si un Bourgeois a quelque intérêt à démêler avec un Artisan, c'est à ces Seigneurs d'en juger.

Les Gens-de-boutique ne sauroient changer d'Enseignes, sans leur permission, ni prendre chez eux des Aprendis, ou autres Garçons pour travailler, sans en déclarer les conditions à ce Magistrat, qui les fait écrire sur son Registre; autrement les conventions sont nulles.

Il y a trois autres Provéditeurs, apellez *della Giustitia Nova*, dont la Jurisdiction est sur les Hôtelleries & les Cabarets, où ils ne soufrent pas que l'on vende du vin falsifié; prenant garde aussi, que les droits de la Seigneurie soient bien paiez. Seize mois en charge.



### LES SURINTENDANS alle Biave.

**C**ES trois Surintendans, apellez à Venise *Sopra-Proveditori*, ressemblent aux Ediles de Cérés, instituez par Jules-Céfar, prenant le soin de pourvoir la Ville de Blés, & de toutes sortes de grains pour entretenir le Peuple dans l'abondance, qui est un très-bon moyen de le rendre affectionné & obéissant. Quand on craint la famine, ils délibèrent avec le Doge & les Sages du Collège sur les moyens de tirer du Blé des Provinces voisines. Pour cet effet, ils traitent avec de riches Marchands, qui s'engagent d'en faire venir à Venise la quantité requise, au bout d'un temps préfix, sous de certaines conditions, que la Seigneurie leur tient de bonne-foi. Mais aussi ils sont condamnez à de grosses amandes, s'ils manquent à leur promesse.

Il y a sous ce Magistrat trois autres Nobles, appellez *Proveditori alle Biave*, qui font la même fonction; & deux *Signori al Formento*, qui visitent les Magasins-publics, & les font renouveler tous les ans afin qu'ils soient toujours pleins; vendant les grains, qui ne se peuvent pas garder, pour en acheter d'autres en la place.

## 218 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

LES SURINTENDANS

*du Sel.*

**C**E Magistrat, composé de quatre Nobles, fait aporter le Sel des Salines-Publiques, dans les Grèliers de Venise, où il le fait distribuer & vendre par son autorité, châtiant ceux qui en dérobent, ou qui en vendent sans sa permission. Cete Charge est de grand profit, mais elle ne dure que dix mois. Le Sénat crée quelquefois trois *Revisori al Sale*, pour faire la recherche des abus commis dans la Gabelle ; après quoi leur Charge cesse.

LES SURINTENDANS  
*de la Santé.*

**C**ES trois Seigneurs ont le soin d'empêcher qu'il n'entre rien de contagieux dans la Ville, & qu'il ne s'y vende point de denrées puantes, ni gâtées. C'est à eux d'envoyer hors de Venise ceux, qui ont des maladies pestilencieuses ; de n'y laisser aborder aucun Navire, ni décharger aucunes marchandises, sans savoir si au paravard où elles viennent, ni sans que le Patron du Vaisseau montre un Certificat de santé en bonne forme , signé des Magistrats du lieu, où il a pris sa charge. Autrement, de l'envoyer faire la quarantaine au Lazaret, lieu à trois mille de Venise, destiné à cet usage. Ils sont assistez de trois Provéditeurs de même nom.

Il n'y a pas de ville au monde, où l'on soit plus soigneux de conserver la Santé, qu'en celle-

ci. Et l'on a bien raison, car la Peste y fait d'étranges ravages, & y dure long tems quand elle s'y met, les ruës étant tres-étroites, & une grande partie des Canaux rendant en esté une odeur insupportable, la chaleur en métant quelques-uns presque à sec. Aussi y a-t-il deux Magistrats, instituez tout exprés pour les Eaux, l'un appellé *Savii alle acque*, composé de Séneateurs, ou de Procureurs, & l'autre, *Esecutori alle acque*, de trois jeunes-Nobles, qui font exécuter tous les reglemens & les ordres des premiers; les uns & les autres châtiant rigoureusement ceux, qui jettent des ordures dans les Canaux, lesquels la Loi ordonne de faire curer & nétoier tous les ans, de peur qu'ils ne se comblient. Mais comme il ne s'en faisoit rien pendant la Guerre de Candie, cela causoit beaucoup d'incommodeité en de certains endroits, tant pour la puanteur, que pour la dificulté du passage bouché par un amas de limon & de sable. Tellement, que pour remettre les Canaux & les Lagunes en état, il y avoit des Entrepreneurs, qui demandoient deux millions. Aulieu que le nétoiemment n'en auroit pas couté plus de 100000. écus, si l'on y eût travaillé à tems.

L'an 1604. le Sénat ayant fait visiter le Port de Malamocco, par six Séneateurs, ordonna sur leur rapport, la construction du Canal de la Mire, de 18. milles de long, pour recevoir les eaux de la Brente, qui se dégorgent dans ce Port, le comblotent peu-a-peu, par la quantité de terre & de sable, qu'elles y apportoient. Et pour entretenir les Canaux de Venise, l'on trouva moyen d'y faire venir les eaux de quelques petites Rivières, comme la Piave, le Sile, la Livence. Ce qui véritablement s'exécuta avec beaucoup de peine & de dépense, mais avec d'autant plus de gloire, que le succéz de cete entre-

## 220 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

treprise avoit paru impossible à plusieurs Séateurs, qui la comparoient avec celle, que Néron fit en vain, pour tirer un Canal, depuis le Lac d'Averne jusques à l'embouchure du Tibre.



### LES SVRINTENDANS ou Réformateurs des Pompes.

**C**E Magistrat est à Venise, ce qu'étoient les Ginéconomes à Athènes, les Harmosins en Lacédémone, & les Censeurs à Rome. Car il a soin comme eux de réformer le luxe des habits & de la table, qui, au sentiment de Sénèque, est la marque d'un Etat bien malade. <sup>a</sup> Il est vrai que les festins sont si rares à Venise, & que la Noblesse y vit si sordidement, excepté quelques Gentils-homme, qui ont rapporté de leurs Ambassades les coutumes étrangères, que de ce côté-là les Seigneurs des Pompes n'ont pas de peine à se faire obéir. Ainsi ils pouroient se passer de renouveler de tems en tems la défense de manger chair & poisson dans un même repas, d'autant que la plupart des Nobles ne se traitent, que de sardines, de moules, & d'autres denrées de vil prix, par où l'injure d'*lebtiosages* leur conviendroit bien mieux qu'aux Grecs, qui mangeoient du poisson par friandise, au lieu que les Vénitiens le font par avarice.  
<sup>Ep. 115.</sup>

Pour l'habillement extérieur des Nobles, qui comprend une robe & un bonnet de laine, il n'y a point de différence entre les riches & les pauvres, si ce n'est par la propreté; car il faut, que leur robe soit d'un même drap, lequel se fait à Padouë; & si quelqu'un en osoit porter une de drap d'Espagne, d'Angleterre, ou de Hollande, il en paieroit chèrement la façon. Mais <sup>les</sup>

les Jeunes-Nobles, qui sont riches, se distinguent assez des autres, par l'habit de dessous, qui est ordinairement, de quelque belle étofe de soie à grandes fleurs, toute chamarée de larges dantèles, souvent avec un pourpoint de brocart d'or, ou d'argent, faisant paroître tout cela par l'ouverture de leur robe, qu'ils quittent en gondole, pour s'atirer les yeux de leurs Compagnons. Abus, qui est toléré par le Magistrat des Pompes, pour ne pas commettre son autorité, a dans l'incertitude de le pouvoir empêcher, non plus que beaucoup d'autres, que la licence & l'ambition du Sexe ont introduits. Raison, qui détourna Lieurgue, de rien ordonner contre les femmes de Lacédémone, & qui fit rejeter à Tibére la proposition de réformer le luxe de Rome, disant, qu'il lui étoit plus expédié de fermer les yeux, de peur d'être obligé de punir les coupables. De sorte que le Magistrat des Pompes aime mieux laisser des maux enracinez, que de faire de nouvelles loix, qui étant méprisées, ainsi que l'ont été les anciennes, ne serviroient, qu'à autoriser davantage le luxe, b & à charger inutilement les Reformateurs de l'envie des plus illustres Familles. Car il y a des gens à Venise du sentiment de ce Tribun Romain, qui demandoit à quoi servoit la Liberté, c s'il n'étoit pas permis de se ruiner par le luxe, quand on le vouloit bien. Quelques Jeunes-Nobles, qui ont 40. ou. 50. mille ducats de rente, se croiroient fort malheureux, s'il leur faloit vivre, comme leurs premiers Ancêtres, de qui toute la domination étoit renfermée dans une seule ville, d où ils n'avoient point d'autres revenus, ni d'autres plaisirs, que celui de la Pêche; Disant aussi, comme ce Sénateur Romain, que la grandeur des Citoiens doit répondre à la

*a Indecorum at-tredare quod non obitnere- tur.*  
Tac.  
Ann. 3.  
Ibidem.

*b Tot la- ges con-temp- platio- ne securis- rem lu- xum few- cere.*  
Ibid.

*c Quid opus li- bertate, si volen- tibus lazen perire nonli- cet?*  
Valer.  
Max.  
l. 2. c. 9.

*d Quis unius urbis cives eramus.*  
Tac. 3.  
Ann. 3.

## 222 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

grandeur de la République; & qu'il n'y a rien de trop dans leur dépense, que ce qui excéde leur revenu. Touz ce que les Loix peuvent faire, est d'empêcher, que le mal ne croisse d'avantage, en châtiant ceux, qui prennent trop de licence, ou par des emplois onéreux, ou par des amandes.

*a Post  
qua nō cō  
magnifi-  
centia re-  
verit,  
gliscere  
singulos ,  
neque in  
familia  
nimium  
aliquid  
aut modi-  
cum nō s̄  
ex fortu-  
na possi-  
denter.  
Anu. 2.*

Au reste, depuis la réformation qui se fit en 1653. les Dames-Vénitiennes s'abstinent de beaucoup d'ornemens ordinaires du Séxe, ne portant point de Colliers-de-perles, de Roses, de Croix, ni de Bracelets de diamans, & n'ayant des Gondoliens de livrée, que dans la première année de leur mariage, qui est le terme prescrit par la Loi; & dans tout le tems, que j'ai demeuré à Venise, je n'en ai jamais vu qu'une, qui de fille & de sœur de Gondolier, devenue femme du Procureur Cornaro-Piscopia, affectoit de montrer toutes ses pierrieries, pour relever peut-être par ce grand éclat la basseſſe de sa naissance; ou pour être aussi remarquable par ses ajustemens, qu'elle l'étoit par les avantures de sa vie.

Pendant les huit jours, qu'Henri III. fut à Venise, l'autorité du Magistrat des Pompes fut suspendue en faveur de ce Prince, afin que toutes les Dames pussent paroître devant lui avec toutes leurs perles & leurs joaux.

Quant aux Courtisanes, le Magistrat des Pompes leur a cete obligation, qu'elles lui aportent, eu frais & en amandes, presque tout ce qu'elles gagnent par leur infame commerce. Car elles ne fauroient se contenir dans les bornes, qui leur sont prescrites par les Ordonnances publiques. Il faut à quelque prix que ce soit, qu'elles soient richement vêtues pour plaire à l'envi. Mais ce n'est pas assez, qu'elles aient paie leurs étofes *chez les Marchands*, si elles ne les paient une seconde fois au triple à ce Magistrat. Il leur est de-

défendu de porter le Voile-blanc; d'aler au Cours sur le grand-canal; de se trouver aux assemblées des Gentil-donnes; & d'aler en gondole à deux rames: mais leur humeur ne sauroit s'assujétir à toutes ces règles, & si elles ne sont entretenues qu'protégées par des gens-d'aportié, elles pou-  
rissent dans les prisons, ou vont mourir à l'Hô-  
pital.

Les loix du Magistrat des Pompes, qui con-  
cernent la Noblesse, sont observées dans les com-  
mencemens à la rigueur; mais toujours négligées  
à la fin <sup>a</sup>, comme si ces loix & les transgressions <sup>Acribus inititis, incurvose fine.</sup>  
étoient alternatives.

Ce Tribunal est d'ordinaire occupé par des Pro-  
curateurs de Saint-Marc, ou du moins par des  
Sénateurs illustres.

L'an 1653. à la persuasion de Louïs Molin fut établi un Collège de sept Sénateurs, où devoient s'adresser tous ceux, qui en appelloient du jugement du Magistrat des Pompes, sans qu'il fût permis d'aler à d'autres Juges. Et cela se fit pour empêcher un abus, qu'introduisoient tous les acusés; d'en appeler, qui à un Tribunal, qui à un autre, selon les amis, que chacun y avoit. D'où il arivoit souvent, que les coupables étoient absous, & les accusateurs exposés à la haine publique. En sorte que le luxe, qui est un vice, que tout le monde aime, étoit devenu plus fort que les Loix. Mais ce Collège ne subsiste plus.

Tous les Magistrats appellés *Sopra-Proveditori*, ou Surintendans, sont nommez par le Sénat, comme aussi les trois Surintendans annuels des Decimes du Clergé, qui recoivent les contribu-  
tions des Eclégiastiques; les six Provéditeurs, que l'on envoie en Terre-Ferme au tems de la moisson, pour faire paier les droits au Public; les trois Provéditeurs de l'Arsenal, qui doivent le pour-

## 224 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

pourvoir de toutes les choses nécessaires; Les trois Provéditeurs *sopra l'Armamento*, qui ont la direction de l'armement des Galères & des Galasses; & les Provéditeurs des Forteresses, qui ont tous voix au Pregadi.



### LES

#### DIRECTEURS des Revenus.

**C**es trois Seigneurs, qu'ils appellent *Governadori dell' Entrate*, sont proprement les Surintendans des Finances. Car ils mangent tous les revenus publics. Ils donnent toutes les Fermes, & tous ceux, qui les prennent, leur en sont responsables. Cete Magistrature est toujours remplie par de vieux Séneateurs, estimés incorruptibles, & bons économies. Ils ont sous eux trois Officiers, que l'on appelle *Camerlinghi di Commune*, qui sont proprement des Réceveurs généraux, à qui les Camerlingues particuliers des Villes remettent les deniers de leur Recette.



### LES DIX SAGES.

**C**'est un petit Collège, qui pris le biens des Particuliers; & y met la taxe, lorsque le Public a besoin d'argent, comme il arrive en tems de guerre, les revenus ordinaires de l'Etat n'étant pas suffisans pour la soutenir. Cete taxe se paie fort exactement par les Nobles; & si quelques-uns ne la paient pas, ils sont mis *inter Ærarios*, & com-

comme tels sont exclus du Grand-Conseil , & de toutes les Charges publiques , jusques à ce qu'ils aient entièrement satisfait à la déte.

### LES QUATRE JUGES della Messettaria

**T**ous les Notaires de l'Etat sont obligez sous peine d'amande & de prison , de donner à ces Judges copie de tous les Actes , qu'ils passent pour ceux , qui achètent des Maisons , des Terres , & des Navires ( les Bâtimens-de-mer étant comptez pour immeubles à Venise , à-cause de sa situation , ) afin que les Particuliers ne puissent se mettre en possession sans paier le droit ordinaire de trois ou quatre pour cent . Autrement l'achat est nul . *Messetto* en langage Lombard signifie En-Entreméteur , d'où ce Magistrat a pris son nom , parce qu'il ne se fait guères de ventes ni d'achats , sans l'entremise de quelqu'un .

### LES TROIS JUGES al Forestier.

**L**eur Jurisdiction , semblable à celle du *Prator Peregrinus* à Rome , s'étend sur les Causes qui sont entre les Sujets & les Etrangers , ou bien entre les Etrangers seulement , & sur les louages des Maisons , des Navires , & des Barques .

---

## 226 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

### LES TROIS JUGES appelez Cattaveri.

**I**ls jügent des biens trouvez en Mer , ou en Terre , déclarant à qui ils doiyent apartenir. D'où est venu le nom de *Cattaveri* , comme qui diroit , Inquisiteurs de la vérité , le mot de *Cattar* en langage Lombard signifiant chercher. Ils méttent le Public en possession des biens de ceux , qui meurent sans heritiers & *ab intestat*. Ils châtiennent les Juifs , qui portent le chapeau-noir sans leur permission. Car ils la donnent pour de l'argent , mais jamais que pour un mois , afin d'avoir toujours un moien de fuser cete Canaille , qui ne veut pas être connue par le chapeau-rouge.

### LES TROIS SEIGNEURS alli Banchi.

**I**ls ont leur Jurisdiction sur trois lieux , que les Juifs sont obligez de tenir , pour y prêter sur gages , qui est un moien , que le Public a trouvé de soulager les pauvres , qui aiment bien mieux y porter leurs hardes , qu'il sont assurez de retirer sans paier d'intérêt , que de les vendre à la moitié moins qu'elles ne valent , comme ils y seroient contraints par la nécessité. Ces Bancs répondent à ce que l'on appelle en Italie *Monti di Pietà*.

Je laisse une centaine d'autres Juges , pour ne point ennuier le Lecteur par un détail inutile. Mais je ne dois pas , ce me semble , sortir de

Ve-

Venise, pour faire la visite des Magistrats Provinciaux, que je n'aie dit auparavant quelque chose du Chancelier & des Secrétaires, qui ont quelque part au Gouvernement ; comme aussi du Patriarche de la Ville, du Patriarche d'Aquilée, & des Cardinals Vénitiens ; cette matière ayant de la connexité avec mon sujet.

D U C H A N C E L I E R,  
& des Secrétaires.

**L**E Chancelier est le Chef du second Ordre, Conta-  
c'est-à-dire, de la Bourgeoisie - dont il est en renus  
quelque façon le Doge. *Cancellarius Ducem* lib. 5.  
*quasi ex populo refert.* Il assiste à tous les Conseils, Reip.  
sans exception. Il est le confident de tous les secrets Ven.  
de la République, qui n'écrit & ne reçoit point de  
lettres, qu'il ne voie. Il est maître du Seau, qu'on  
ne lui sauroit ôter sans le déposer tout-à-fait. Il est  
chevalier-né en vertu de sa Charge, qui lui donne le  
titre d'Excellence, avec la prééminence sur tous les  
Sénateurs & les Magistrats de la Ville, excepté les  
Conseillers de la Seigneurie, & les Procureurs de  
Saint-Marc. Il est le Chef de tous les Sécrétaires,  
qui représentent avec lui le Corps des Citadins  
comme le Doge & les Conseillers du Collège repre-  
sentent celui de la Noblesse. C'est-pourquoi il est  
appelé communément dans les Actes Latins, *Magnus Scriba & Scribarum Princeps*; ce qui répond  
au titre de *Primicerius Notariorum* chez les Ro-  
mains. Or il faut observer, que la Charge de  
Chancelier est affectée au Corps des Sécrétaires,  
qui portent là tous leurs vœux, & y fondent tou-  
tes leurs espérances. En effet, quand il y ar-  
ivent, ils ne doivent pas regretter les peines, qu'ils  
ont

---

## 228 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

ont prises , ni les services , qu'ils ont rendus au Public ; n'y ayant point de Nobles , qui soient à proportion si bien récompenséz qu'eux , non pas même le Doge , & les Procureurs par-mérite . Le Chancelier est à vie , porte la pourpre comme le Doge , & les six Conseillers du Collège , jouit de tous les priviléges de la Noblesse , & en a enco-re de particuliers . La République lui donne trois mille ducats d'apointemens , outre les émolumens ordinaires de sa Charge , qui montent à neuf ou dix mille ducats , sans qu'il soit obligé de faire aucune dépense . Enfin , il ne lui manque rien , que la voix délibérative dans les Conseils , où il n'est que simple Ministre . Et en cela il est inférieur au moindre Noble .

Quand la Seigneurie marche en public , le Chancelier est précédé par les Secrétaires ; le Doge par le Chancelier ; & le Sénat par le Doge . Où l'on peut remarquer deux usages bien différens , l'un de la Noblesse , qui est précédée par son Chef ; & l'autre de la Cittadinance , qui précéde le sien . Ce qui se fait pour trois raisons : La première , pour montrer , que les Nobles & les Citadins ne doivent pas se mesurer également les uns avec les autres : La seconde , pour faire connoître , que le Chancelier n'est pas l'Homme du Peuple , quoiqu'il soit Citadin ; mais le Ministre & l'Officier de la Noblesse , par qui il est élu , & de qui par conséquent il tient sa Charge & son pouvoir . Enfin , pour désigner le concert & l'accord de toutes les parties dans le Gouvernement .

Le Chancelier fait une entrée publique après son élection , & va au Collège accompagné de plusieurs Procureurs , dont le plus ancien , qui d'ordinaire l'assiste ce jour-là , lui donne la main , ainsi que les Sénateurs & les autres Gentils - hom-

hommes , qui s'y trouvent , à tous les Citadins , qui dans cete cérémonie vont habillez de rouge , comme les Nobles. De sorte que c'est à peu près comme à la Fête des Saturnales , où les serviteurs étoient servis par leur maîtres. Dans les cérémonies publiques , le Chancelier porte une robe de veloux cramoisi en hiver ; & une de damas rouge en esté , avec l'étole d'or. Ordinairement il est vêtu de drap-d'écarlate , ou violet , avec l'étole de drap noir.

Enfin , le Chancelier reçoit les mêmes honneurs , que le Doge , après sa mort. On fait ses funérailles dans l'Eglise-Saint-Marc , où son Eloge est prononcé en présence du Sénat , qui est vêtu de noir en cete occasion , témoignant ainsi plus de douleur de la perte du Chancelier , que de celle du Doge , dont il fait les obsèques en robe-rouge , comme je l'ai déjà remarqué.

Après tant prérogatives , il ne faut pas s'étonner , si le Chancelier Augustin Vianole acheta la Noblesse pour ses enfans , sans vouloir être compris dans l'ennoblissement , d'autant que ne pouvant pas être Chancelier & Noble-Vénitien tout ensemble , (ce qui n'est jamais arrivé , qu'une seule fois en faveur de Marc Ottobon père du Cardinal de ce nom ) il aimait mieux conserver sa Charge , & rester dans l'Etat-Populaire , que de la quitter & d'être Noble.

En 1666. Dominique Balarin , fils du Chancelier , préféra de même cette Charge à l'honneur d'être fait Noble par mérite , c'est-à-dire , sans achat ; ce que la Seigneurie laisseoit à son choix , en reconnaissance des services de son père.

Le Chancelier est élu par le Grand-Conseil , comme tous les Magistrats de la Ville.

Quant aux Secrétaires , il y en a de trois sortes. Les premiers s'appellent Secrétaires du Conseil-

---

## 230 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

de-Dix, & sont les plus considérables, à cause de l'importance de ce Tribunal. Les autres se qualifient Secrétaires du Sénat ; & les derniers, Notaires & Tabellions Ducaux. De cette classe l'on passe à la seconde, & de la seconde à la première suivant le mérite & la capacité des gens. Autrefois on les appelloit tous *Notari della Cortemaggiore*. Les Secrétaires du Conseil-de-Dix ne sont que quatre, & ces places sont bien recherchées, & très-difficiles à obtenir. Ceux du Sénat sont au nombre de vingtquatre, cinq ou six desquels sont employés dans les Résidences de Naples, de Milan, de Florence, & de Zurich en Suisse, avec deux mille ducats d'apointemens ; cinq ou six autres servent en qualité de Secrétaires d'Ambassade à la Cour des Rois, où le Sénat les tient toujours plusieurs années, afin qu'ils y puissent prendre à loisir toutes les instructions nécessaires, pour les donner ensuite aux Ministres, qu'il y envoie. Tellement qu'ils ne sont rappelés d'ordinaire, qu'après avoir servi sous deux ou trois Ambassadeurs. Et ce sont ces Secrétaires, qui assistent dans le Collège aux audiences des Ambassadeurs des Princes, pour exposer brièvement à la Seigneurie les propositions ou les demandes de ces Ministres, qui très-souvent ne sont entendus de pas-un des Seigneurs, qui composent l'Assemblée, ni quelquefois même du Secrétaire. Mais ce mal est réparé par la copie, que le Ministre laisse de son Oficé, que l'on fait traduire avant que de le porter au Sénat, à qui il appartient d'y répondre.

Les Secrétaires de ces deux classes voient toutes les affaires, leur fonction étant de lire dans le Collège & dans le Pregadi toutes les lettres, que l'on écrit à la Seigneurie, & de dresser toutes celles, que le Sénat expédie.

Quand

Quand ils aportent une réponse chez les Ambassadeurs , ils la lisent devant eux , & ensuite ils la dictent à leurs Secrétaires , lesquels ne se trouvant pas à la maison , ils remportent leur Exemplaire , dont il leur est défendu sous peine de la vie de se dégarnir .

Ces Secrétaires ont quatre-cens ducats de gages tous les ans , avec des profits & des priviléges considérables .

Dans les cérémonies , ils sont vêtus de drap violet , avec le chaperon de velours de même couleur .

Les Secrétaires de la troisième classe ne sont pas fixez pour le nombre , & leur fonction est presque semblable à celle de nos Grefiers . Car ils écrivent les Sentences renduës dans les Judicatures de S. Marc & de Rialte , pour les délivrer aux Parties . Ils dressent encore les contrats de mariage , passent les testamens & tous les autres actes , qui concernent le Tabellionnage . Ainsi , ils ne sont proprement que Notaires , ou Grefiers , & n'ont nulle connoissance des affaires du Gouvernement .

Ces trois Ordres de Secrétaires dépendent absolument du Conseil-de-Dix „ qui les élit ; & si quelqu'un de ces Officiers manque à son devoir , il en est responsable à ce redoutable Tribunal .



D U  
P A T R I A R C H E  
*de Venise.*

**V**ENISE est gouvernée pour le spirituel par un Patriarche, toujours Noble-Vénitien, qui est élu par le Sénat, il ne met dans ses Mandemens & Ordonnances ; que *Divina miseratione*, sans ajouter, comme le reste des Evêques, & *Sancta Sedis apostolica gratia*. Il est Primat de Dalmatie, & Métropolitain des Archevêques de Candie & de Corfou, & des Evêques de Chiozza, & de Torcello.

L'Eglise Ducale de S. Marc ne le reconnoit point, parce qu'elle a un Evêque particulier, que l'on appelle *Primotirio*, lequel oficie avec la Mitre, la Crose, & l'Anneau, par concession d'Innocent IV. de l'an 1250. donne la bénédiction au peuple, en vertu d'une Bulle de Jean XXIII. avec des Indulgences de 40. jours, par concession d'Alexandre V. qui lui permit aussi de porter le rochet, & confére les Quatre mineurs à tous ceux, qui se presentent : Et si quelquefois le Patriarche oficie Pontificalement en présence de la Seigneurie, c'est à la prière du Primicer, qui veut bien lui faire cet honneur, sans que cela tire à conséquence..

Quand le Primicer devient Patriarche: il cesse d'être Primicer, afin que le Doien de Saint-Marc ne puisse être réuni au Patriarcat.

Le Patriarche n'a dans la Ville, que deux bénéfices à sa nomination, qui sont la Téologale de son

son Eglise , & la Cure de S. Bartelemi , dont le Curé est son Vicaire-né. Car le Pape a la colation de l'Archidiaconat ; le Chapitre distribuë les Prébandes ; & les Paroissiens , tant les Citadins , que les Nobles , élisent leurs Curez.

Mais ce qu'il y a d'étrange , c'est le peu d'autorité , que ce Prélat a sur les Prêtres , & sur les Moines , qui mènent presque tous une vie scandaleuse. Efet de la jalouſie de la République , qui , pour empêcher , que la Jurisdiction Episcopale ne soit en crédit , s'opose tous les jours par ses Magistrats , à l'exécution des Sentences renduës par les Juges Eclésiaſtiques , & protége ouvertement des Prêtres convaincus de crimes abominables. L'on en voit tous les jours implorer l'intervention du Magistrat Séculier , bien que souvent la Cause ne le regarde pas , dans l'espérance qu'ils ont d'en obtenir l'impunité. Ce qui faſoit dire souvent au Patriarche Matieu Zané , qui tenoit le fiége peu de tems avant l'Interdit , que Venise étoit devenue une Seconde Babilone.

Le feu Patriarche Jean - François Morofin me disoit un jour à ce propos . Qu'il étoit impossible aux Evêques de l'Etat de Venise de réformer les moeurs du Clergé , parce que les Magistrats leur lient les mains , & rendent leurs Jugemens méprisables ; & , pour anéantir toute la Puissance Eclésiaſtique , empêchent même la tenuë des Sinodes , qui sont les plus puissans moiens , qu'ils aient de coriger les Prêtres. A quoi je me souviens qu'il ajouta un grand éloge du Clergé de France , où il disoit , que toute la sainteté de la Primitive Eglise s'étoit retirée , concluant par ces paroles , *Piaceſſe à Dio , che tutta la Chiesa ſi governaffe a guisa del Clero Francese.*

J'ai connu des gens à Venise , qui disoient , que le libertinage ne s'étoit mis dans le Clergé , que depuis que

---

## 234 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

que les Jesuites avoient été chassés de l'Etat , d'autant que leur exemple retenoit beaucoup de Moines dans les bornes exérieures du devoir. Mais leur retour n'a jamais pu déraciner le mal , d'autant que le Sénat ne les aimant pas , ils sont sans eredit , & sans amis , dans l'Etat ; au grand contentement des autres Religieux , qui les regardent , comme des gens , dont la circonspection & la régularité font paroître leurs débordemens plus grans aux yeux du monde.

Il y a encore une chose qui diminuë le pouvoir du Patriarche. C'est que le Corps du Clergé Séculier de Venise , qui comprend 70. Paroisses , est divisé en neuf Congrégations , dont chacune a sa Jurisdiction séparée , où toutes les Causes des Prêtres & Confrères de son ressort sont jugées en première instance ; & s'il y a apel , elles vont au Collège Plébanal , composé des Députés de toutes les Congrégations , lequel casse ou confirme les Sentences , que les Judges particuliers de chacune ont prononcées. Et ce Collège fait si bien , que la connoissance de ses affaires ne va presque jamais au Patriarche , de la Jurisdiction duquel il tache de se soustraire autant qu'il peut. Et si elles y vont quelquefois , c'est *tanquam ad Judicem compromissarium* , dit le Statut , *non verò ordinarium*. Par où l'on voit , que le Clergé Séculier de Venise est comme séparé de son Prélat , à qui du reste il rend de grans honneurs , lorsqu'il visite les Eglises , lui dressant le dais , ainsi qu'au Doge , & aux Cardinals.

Venise n'étoit autrefois qu'un petit Evêché , dont les Evêques prenoient la qualité de *Sancte Olivoleensis Ecclesia Episcopi* , à cause de la situation de leur Eglise dans l'île d'Olivole ; & n'avoient

pour

pour tout revenu, qu'un droit sur tous les enterrements, d'où l'Evêque étoit surnommé *Vescovo de Morti*.

En l'année 1097. Henri Contarin, vint-troisième Evêque d'Olivale, prit le titre d'Evêque de Castel, qui est le nom d'un des six Quartiers de la Ville, & cela dura jusques en 1451. que le Patriarcat échut au B. H. Laurent Justinien, Evêque de Castel, suivant la Bulle du Pape Nicolas V. ou d'Eugene IV. son prédécesseur, qui, pour terminer les différends, que ces Evêques avoient avec les Patriarches de Grade leurs Métropolitains, ordonna, que l'une des Parties, alors vivantes, venant à mourir, les deux Eglises resteroient dévoluës au survivant, avec tous leurs titres & leurs droits. De sorte que le Patriarche Dominique Michieli étant mort le premier, l'Evêque de Castel se trouva investi de la Dignité Patriarcale, qu'il a transmise à ses successeurs.

L'an 1600. & 1601. il y eut un grand différend entre Clément VIII. & le Sénat, à l'ocafion du Patriarche de Venise, que ce Pape vouloit soumettre à l'examen, comme les autres Prélats d'Italie, avant que de le confirmer. Le Sénat y résista fortement, voiant bien, que cet examen afoiblirroit le droit de sa nomination, & donneroit aux Papes un moyen de l'abolir, s'il leur étoit libre d'admettre ou de rejeter les sujets proposés. D'où il ariveroit encore, que ceux, qui obtiendroient la confirmation de cete dignité, leur en auroient plus d'obligation, qu'à la République. Outre que le Sénat trouvoit, que c'étoit douter de la bonté de son choix, & offenser sa prudence, que de vouloir examiner ceux, qu'il jugeoit dignes de cet honneur. Cete dispute, après avoir liv. 16. duré près de deux ans, se termina enfin, à la satisfaction du Senat, qui envoia Matieu Zané à André Morosini <sup>Histoire</sup> Ro-

## 276 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Rome, où il fut sacré par le Pape même, admis au *Solio*, & choisi pour porter la queue de Sa Sainteté avec le Patriarche d'Alexandrie.

1605. Durant l'Interdit Paul V. renouvela la contestation de l'examen, & refusa de confirmer l'élection de François Vendramin. Mais après l'accommodement, il le confirma, & le sacrâ lui-même, & outre cela envoia des lettres au Sénat, par lesquelles il déclaroit, que le Décret de Clement VIII. son prédécesseur touchant l'examen des Evêques n'obligeroit point à l'avenir les Patriarches de Venise.

Les Nobles-Vénitiens ne peuvent nullement prétendre aux Cures ni aux Canonicats de Venise, la Seigneurie ayant voulu laisser ces Bénéfices aux Citadins, pour les contenter ; comme aussi pour empêcher le desordre, qui seroit arrivé, quand les Nobles & les Citadins auroient été Compériteurs d'une même Cure, vu que selon toutes les aprences les sufragés du Peuple, qui a la meilleure part à ces élections, seroient alez plus tôt aux Bourgeois, qu'aux Gentilshommes.  
*Apud quos ius imperii valer, in annis transmissum sur. Tac. Ann. 15.*

¶

### D U P A T R I A R C H E d'Aquilée.

**L**A République a un autre Patriarche, appellé le Patriarche d'Aquilée, lequel étoit autrefois le Métropolitain de la Province de Venise.

& de toute l'Istrie. Mais aujourd'hui il est bien déchu de son ancienne grandeur , & le Patriarcat de Venise est bien plus considérable que le sien. Il est encore Primat d'Istrie , & Métropolitain des Evêques de Trevise , de Cenéde , de Caorle , de Feltre , de Bułhune , de Concorde , de Padoüe , de Vicence , de Come , de Vérone , & de Trente : & l'on dit , que dans les Conciles il prétend la prééminence sur tous les Archevêques & Prélats de la Chrétienté. Il choisit lui-même son Coadjuteur , comme je l'ai déjà dit , lequel est confirmé ensuite par le Sénat sous le titre *d'Eletto d'Aquileia*. Il fait sa résidence à Udine dans le Frioul.

La République & les anciens Patriarches d'Aquilée avoient de grandes querelles ensemble à l'occasion des Patriarches de Grade , que les Papes avoient revêtus des dépouilles d'Aquilée ; ( qui est la raison , pourquoi Grade est apelée dans l'Histoire *Aquileia Nova*) La Fête du Jeudi-gras à Venise tire son origine d'un Ulric Patriarche d'Aquilée , qui étant venu à Grade , pour y surprendre son Compétiteur , fut fait prisonnier avec douze Chanoines . & depuis mis en liberté , à condition d'envoyer tous les ans à Venise un taureau , douze porcs , & douze pains.

L'an 1580. le Sénat entra dans un grand & long différend avec le Pape Grégoire XIII. à l'occasion de Jean Grimani , Patriarche d'Aquilée. Ce Prélat , quoique Noble-Vénitien , n'avoit pu obtenir du Sénat le Fief de Tagéte , qu'il disoit avoir été demembré de son Patriarcat , porta ses plaintes à la Cour de Rome , contre la pretendue usurpation de sa République. Le Pape , qui étoit d'un naturel ardent , prit aisément feu. Il se plaignit à l'Ambassadeur Jean Corrare de l'injustice , que l'on faisoit au Patriarche , & lui ordonna d'en écrire de sa part à ses Supérieurs. Le Sénat

## 238. HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Sénat répondit, que la demande du Patriarche étoit nouvelle, & outre cela contraire aux conventions faites en l'année 1445. entre la République & le Patriarche d'Aquilée, en vertu desquelles tous les Fiefs de la Province de Frioul apartenoient au Sénat. Le Pape se fit donner les raisons du Prelat par écrit, & demanda ensuite au Corrare de lui faire voir les titres de la République. Cet Ambassadeur répondit, que le Sénat ne vouloit pas entrer en procès avec son Sujet; & que d'ailleurs il n'étoit pas juste, que le Pape fût juge dans sa propre cause. L'année suivante cette afaire fut traitée avec le Pape par les Ambassadeurs Jean Sorance & Léonard Donat, mais sans pouvoir rien gagner sur l'esprit du Pape, à qui ils furent enfin contraints de montrer les pièces justificatives de leurs droits. *Extra judicium terrarum, & absque Republica jurium prejudicio:* Qui fut le meilleur expédient, que l'on put trouver, pour sauver tout-ensemble la réputation du Pape, qui ne pouvoit plus se retracter: & pour ménager l'intérêt de la Seigneurie de Venise, qui vouloit soutenir son indépendance. Ce diferend demeura comme assoupi jusques en l'année 1583. que le Pape, réveillant sa mauvaise humeur contre les Vénitiens, leur adressa un Bref, où il déclaroit, Qu'il ne vouloit plus atendre; Que s'ils ne donnoient une entière satisfaction au Patriarche Grimani dans le tems, qu'il leur prescrivoit, il seroit obligé de fulminer contre eux une Sentence d'excommunication. Le Sénat repondit, Que la République, bien loin d'entreprendre sur les droits de l'Eglise, avoit toujours été tres-soigneuse de les conserver, & qu'elle n'avoit jamais fait de tort à l'Eglise d'Aquilée: Qu'ils ressentroient une extrême douleur de ce que Sa Sainteté vouloit s'atribuer le Jugement de cete Cause,

après

après leur avoir fait plusieurs fois des promesses toutes contraires : Qu'ils ne consentiroient jamais à cette nouveauté : Que cependant ils supplioient très-humblement Sa Sainteté , de se désister de sa poursuite contre une République , toujours prête à défendre le Saint-Siége. Cete réponse arrêta pour quelque tems l'impétuosité du Pape..

L'an 1584. il reprit cete afaire avec la même chaleur ; & quelques ouvertures , que lui fit l'Ambassadeur Priüli , il les rejeta toutes avec indignation , dans la pensée , qu'il avoit , que , s'il tenoit ferme , il feroit à la fin plier les Vénitiens. Mais sa mort , qui ariva au mois d'Avril de 1585. termina heureusement le différend , Sixte V. son successeur s'étant contenté d'abord de l'ofre , que le Sénat fit de donner en pur don & par grâce le Fief de Tagête au Patriarche d'Aquilée. Après cet accommodement , la Seigneurie , pour user de reconnaissance envers ce Pape , lui fit présent d'un Palais proche de Saint-François-de-la-Vigne , où les Nonces-Apostoliques ont toujours demeuré depuis ce tems-là , comme font les Ambassadeurs de Venise à Rome dans celui , que Pie IV. donna à la République en 1564.

L'Evêché de Cenéde , qui est , comme je l'ai dit , du Patriarcat d'Aquilée , est célèbre par les querelles de la République avec la Cour de Rome. Et cela m'oblige d'en dire ici quelque chose , pour satisfaire la curiosité du Lecteur.

Cenéde est une petite ville proche de Treviso , que Loüis Roi de Hongrie céda aux Vénitiens par un Traité-de-Paix de l'an 1358. Les Carrares s'en emparèrent en 1382. & elle retourna à l'obéissance de Venise en 1388. Sigismond Roi de Hongrie la prit en 1411. & les Vénitiens la reprîrent en 1418. Après quoi ils la donnèrent à l'Evêque sous certaines conditions , dont l'une étoit qu'il

## 240 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

1546.

qu'il seroit permis d'appeler de son Jugement aux Magistrats de Venise. Le Cardinal Marin Grimani en étant Evêque voulut abolir cet usage , qui a voit duré près de cent trente ans , &c , pour en venir à bout , commit plusieurs exces. A quoi la Seigneurie fut obligée de pourvoir sur les plaintes des Habitans , en leur envoyant un Podestà , ainsi quelle faisoit aux autres villes de son Etat. Le Cardinal s'en plaignit au Pape Paul III. comme d'une entreprise faite sur les droits de son Eglise , & sur l'autorité du Saint-Siége. Le pape s'en mit fort en colère , & commanda à l'Ambassadeur de Venise Nicolas Da Ponte de mander au Sénat qu'il ne souffroît pas cete injure , & qu'il vouloit , que le Cardinal fût retrouvé dans tous ses droits. Le Sénat répondit , que la ville de Cenéde étant sous sa domination , il n'avoit pas pu lui refuser sa protection , ni laisser davantage au Cardinal un pouvoir , dont il avoit si fort abusé. Sur ces entrefaites Grimani étant mort à Rome , le Pape pria les Vénitiens de vouloir remettre les choses au premier état . & rappeler le Podestà , qu'ils y avoient envoyé , puisque la cause de la dispute avoit cessé. Le Sénat lui accorda sa demande , & agréa la nomination de Michel *della Torre* \* à cet Evêché. Surquel les Papes ont formé depuis un nouveau droit , comme si la Seigneurie se fût dépouillée du sien par cete action.

\* Qui fut depuis Cardinal.

L'an 1595. cete ville se trouvant partagée en deux Factions , l'une , qui tenoit pour le Pape , & l'autre pour la République & pour l'Evêque ; (Louis Moccénigüe , Noble-Vénitien) la première pria le Pape d'envoyer sur les lieux un Commissaire , pour informer de tous leurs différends ; ce que le Pape ne manqua pas de faire aussitôt : Mais le Conseil-de-Dix ayant casé tous les Actes

de

de ce Député, & s'étant attribué la connoissance de toute cette afaire, les Habitans prièrent le Pape d'en vouloir commettre le Jugement au Patriarche d'Aquilée. Mais il avoit déjà déferé ce pouvoir à l'Evêque de Lodis, son Nônce à Venise. Peu de tems après, les Députez de Cenéde vinrent demander à la Seigneurie un règlement de Juges, en cas d'apel. Le Sénat ordonna, qu'ils appelleroient aux Auditeurs Nouveaux pour le Civil : & aux Avogadors pour le Criminel. Et ce Decret fut enregistré ensuite au Conseil de Cenéde. Dés que le Pape en aprit la nouvelle il se plaignit à Paul Paruta, Ambassadeur de Venise, du mépris, que sa République faisoit de l'autorité du Saint-Siége, & demanda absolument la révocation du Decret, protestant, qu'il ne consentiroit jamais à aucun accommodement. Paruta répondit, qué c'étoit à ses supérieurs de se plaindre de ce que Sa Sainteté avoit envoié un Commissaire à Cenéde, & voulloit faire son Nônce le Juge des Causes de cette ville, ce qui tendoit à frustrer sa République de tous les droits, qu'Elle y ayant, qui jusques alors ne s'étoient point mis en doute. Dans le même tems le Pape envoia deux Mônitores à Cenéde, l'un adressé au Conseil de la Ville, qu'il menacoit d'excommunication, si dans trois jours il n'ôtoit de ses Registres le Decret du Sénat. L'autre s'adressoit aux Députez, qui avoient apporté ce Decret de Venise, lesquels il citoit à Rome dans le terme de vint jouts, pour y rendre compte de leurs faits les déclarant excommunieez & même damnez, s'ils y manquoient. Quelques Bourgeois plus scrupuleux, que les autres, ayant convoqué le Conseil, firent de haute-lute rayer le Decret par un Grefier de la Ville. Le Sénat, pour égutennir son droit, cassa & annula tout ce qui avoit fait  
I Tome I. L dans

## 242. HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

dans cette Assemblée, & fut citer par les Avocateurs le Grefier & un autre Oficier à Venise, comme criminels de L'Exé-Majesté. Enfin, le différend fut apaisé par l'entremise des Cardinaux Augustin Valier & Jean François Mbrozin, qui firent consentir le Pape à révoquer ses Monitoires avec toutes les procédures faites par son Commissaire, pour traiter ensuite l'affaire par les voies acoustumées entre les Princes.

L'an 1611. le Sénateur Octavien Bon, l'un des Inquisiteurs de Terre Ferme, faisant la visite de Cenéde, selon l'obligation de sa Charge, publia un Édit, qui portoit, Que tous ceux, qui dans cette Contrée avoient reçu quelque tort ou dommage, vinsent faire leurs plaintes, & qu'il leur rendroit à tous bonne justice. Paul V. s'en tint offensé, & s'en plaignit à l'Ambassadeur de Venise, Marin Cavalli, comme d'une injure faite au Saint-Siége. Mais après quelques Manifestes, qui coururent de part & d'autre, ce Pape n'en parla plus, & les Procureurs de Cenéde, que le Peuple élit tous les ans, ont toujours continué depuis, de venir prêter le serment de fidélité à Venise.

Voilà en substance tout ce qui concerne cette affaire, qui fit tant d'éclat en Italie sous le Pontificat de Clément VIII. Disons par occasion quelque chose de ce qui regarde les Evêches, & les autres Dignités Ecclésiastiques en général.

Le Sénat avoit autrefois la nomination des Evêchés & des Abbés de son Etat, mais il y renonça tout à fait par le Traité de Paix, qui fut en 1510. avec le Pape Jules II. pour se détacher de la Ligue de Cambrai.

L'an 1527. il voulut rentrer dans son ancien droit, & pour cet effet se servant de l'occasion de la détention de Clément VII. بعد المأمور

l'Evêque de Treviso, il nomma à cet Evêché, avec résolution d'en user de même dans toutes les autres vacances. Mais ce Pape ayant été mis en liberté l'année suivante, résista fortement à cette nouveauté, & envoia l'Evêque de Siponte à Venise, pour y demander la révocation du Decret fait au sujet de la nomination des Evêchés. Le différend se renouvela en 1530. par le refus, que le Sénat fit de mettre en possession de l'Archevêché de Corfou Jaques Coque, nommé par le Pape, qui de son côté ne voulut jamais confirmer l'élection de Jérôme Barbarigae faite par le Sénat. Mais enfin les Vénitiens furent obligés de se désister de leur prétention. Joint qu'il y avoit alors des Sénateurs, qui ne trouvoient pas, qu'il fût utile à la République de se mêler de la nomination des Evêchés, d'autant que les Nobles venant à se repaître de l'espérance de posséder ces dignités, & de grands revenus, ils se métroient moins en peine des affaires & des intérêts de leur patrie, sur tout, quand la jouissance des biens d'Eglise les auroit mis en état de se pouvoir passer d'Elle: au lieu que s'ils n'avoient point cette ressource, ils seroient contraints de la servir toujours, pour parvenir aux Charges publiques, où consisteroit tout leur avancement.

Cependant, le Sénat ne soufre pas, que le Pape nomme d'autres gens aux Evêchés & aux Abbayes de Terre-Ferme, que des Nobles, ou du moins des Sujets Vénitiens. L'an 1608. Paul V. ayant nommé le Cardinal Borguese son Neveu à la riche Abbaye de Nôtre-Dame de Vangadise dans le Polésin, jamais la Seigneurie n'y voulut consentir. De sorte que le Cardinal fut obligé de se contenter d'une pension annuelle de cinq mille écus. Comme la République a de tems en tems de ces différends avec le Pape, elle voudroit bien trou-

## 244 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

trouver quelque occasion de recouvrer la nomination de ses Bénéfices.

Sous le Pontificat d'Urbain VIII. il y eut une contestation entre la Cour de Rome & le Sénat, sur la proposition des Evêchés de l'Etat de Venise au Consistoire, le Sénat voulant, que cette fonction se fût seulement par les Cardinaux Vénitiens. Mais ils convinrent à la fin, que la proposition de ces Evêches se feroit par un Cardinal Vénitien, toujours assisté du Cardinal Patron.

L'an 1653. Innocent X. renouvela ce différend, en faisant proposer ces Eglises par d'autres Cardinaux. Le Nonce Elci fit plier le Sénat par de belles promesses de secours contre les Turcs. Mais le Pape, bien loin de reconnoître la complaisance du Sénat, assigna la proposition de deux autres Eglises à deux Cardinaux Etrangers. Le Sénat, indigné d'avoir été trompé par le Pape, se rétracta, ce qui échauffa la querelle. Enfin la Seigneurie ayant remis toute la proposition de Evêchés à la discréction du Pape, Innocent, pour n'être pas moins généreux qu'elle, de huit Eglises vacantes proposa lui-même celle de Vérone, par honneur, & déléguâ les sept autres au Cardinal Otobon.\*

\* Nani Hist. Ven. l. 6. Tom. 2. Le Sénat ne nomme jamais aucun Noble en particulier pour le Cardinalat, afin de ne point faire de jalousie aux autres ; mais son Ambassadeur à Rome propose au Pape les Sujets, qui demandent, & qui méritent cet honneur, employant secrètement ses bons offices auprès de Sa Sainteté pour ceux qu'il lui plaît. Le Noble-Venitien, qui tient l'Auditorat de Rote de sa République, y a toujours bonne part, lorsque c'est un Prelat, qui entend les affaires. Quand cet Auditorat vaque, le Sénat nomme quatre Sujets au Pape, qui choisit celui qu'il lui plaît. Le Cardinal Otobon l'exerçoit avant sa promotion.

Urbain VI. a été le premier Pape ; qui a honoré les Nobles-Vénitiens du Cardinalat, ce qu'il fit à cause que la République tenoit presque seule son parti contre Clément VII. Pape d'Avignon. Ces premiers Cardinaux furent Louis Donat, Général des Cordeliers, & Jean Amédée, Archevêque de Corfou ; le premier du titre de Saint-Marc, & le second du titre de Sainte-Sabine ; tous deux exécutés à mort en 1386, avec trois autres Cardinals, pour une préteadue conspiration contre Urbain. Depuis ce tems-là l'on a toujours vu des Sujets Vénitiens dans le Sacré-Colège, trois desquels ont été Papes, Ange Corrare sous le nom de Grégoire XII. qui pourtant ne fut que le Dépositaire du Pontificat; Gabriel Condolmier son Neveu appelé Eugène IV. & Pierre Barbo, Neveu d'Eugène, qui prit le nom de Paul II. auxquels on pourroit ajouter Alexandre V. successeur de Grégoire, qui comme Candiot étoit né Sujet de la Seigneurie de Venise.

En  
1678.

Paul V. avoit coutume de dire, que les Papes ne devroient point maître de Nobles-Vénitiens dans le Sacré Collège, puisque leur République avoit exclus les Ecclésiastiques de tous ses Conseils & de toutes ses Charges. Le Pape, dit Frà Paolo, a cru nous faire grand dépit, en ne donnant point de Chapeau à la République, mais les habiles-gens trouvent, que c'est tant mieux pour Elle. \*

Il est temps maintenant de voir les Magistrats Provinciaux.

## 246 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

### LES PODESTATS.

**L**E nom de Podestà répond à celui de Procureur chez les Romains, ainsi qu'il se voit par les Inscriptions latines des Bâtimens publics, où le Podestà est appelé *Prator*. En effet, les Podestats Vénitiens administrent la Justice dans les lieux de leurs départemens, comme les Procureurs faisoient autrefois à Rome, & dans les Provinces.

• Lorsque ces Magistrats tiennent leur séance pour juger, ils sont assisterz de quelques Juris-consultes, qu'ils choisissoient à leur volonté, pour se servir de leur avis; ce que ces gens-là tiennent à tres-grand honneur. L'on appelle des Sentences des Podestats aux Auditeurs Nouveaux, ou à la Quarantie-Civile-Nouvelle, dont nous avons déjà parlé.

La Province de Venise, qu'ils appellent *Il Dogado di Venetia*, comprend plusieurs Podestaries ou Regences. La principale est Chiozza, qui est une ville Episcopale, bâtie sur pilotis comme Venise, & où se fait le sel. Les autres sont Malamocco, qui est le Port de Venise; Murano petite ville fameuse par ses Glaces; & sa Verrierie; Torcelle, Grade, & Caorle, &c.

L'Etat de Terre Ferme comprend sept principaux Gouvernemens, qui sont, Trevise, Padoue, Vicence, Vérone, Bresse, Bergame, & Crême, d'où dépendent quantité de petites Villes, de Châtellenies & de Forteresses, où l'on envoie autant de Gentils-hommes. Tous ces Gouvernemens ne durent que seize mois, afin que ceux, qui en sont pourvus, n'aient par le tems de pouvoir s'en

s'en rendre les maîtres. Car la Seigneurie de Venise ne sauroit goûter la maxime de Tibére, qui changeoit rarement les Gouverneurs, croiant, qu'ils dévenoient plus honnêtes gens à mesure qu'ils s'enrichissoient. En effet, la menace, que *Lentulus Getulicus* fit à cet Empereur, de faire soulever toute sa Province, s'il lui envoioit un successeur, est une bonne preuve, qu'il est très-dangereux de continuer trop long-tems les Gouverneurs, vu que les peuples reconnoissent à la fin pour leurs véritables maîtres, ceux à qui ils ont acoutumé d'obéir; & qu'il est très-dificile de reprendre l'autorité sur ceux, que l'on a toujours laissé commander.

Les villes de Padouë & de Bresse sont toujours gouvernées par de vieux Sénateurs; Vérone & Bergame par des Nobles âgés de trente-cinq à quarante ans, lequels ont exercé plusieurs Magistratures dans Venise; & les autres par de jeunes Gentilshommes des meilleures Maisons.

Tous les quatre ans, l'on envoie un pauvre Noble à Vicence, à cause d'un présent en argent, que cette ville a coutume de faire tous les cinq ans à son Recteur avant son départ. Vicence se dit la Fille-aînée du Sénat, parce qu'elle est la première de Terre-Ferme, qui s'est donnée à la République. Ce fut en l'an 1404.

Les Podestats ont été très-longtems sans mener leurs femmes dans leurs Gouvernemens, où l'on appréhendoit, qu'ils ne se laissaient gouverner eux-mêmes. Mais le Sénat ayant vu les désordres, qui arivoient dans les familles, par l'absence des maris, & l'intempérance des femmes, dont la chasteté étoit exposée & sucomboit même aux convoitis de leurs amans; a (Témoin celle du Chevalier Louïs Molin, & quelques autres de fraîche date) il a relâché ce point, pour con-

*a Divites  
satias in  
melius  
mutat.  
Tac.  
Ann. 3.*

## 448 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

server l'honneur de ceux, qui servent hors de Venise. Mais c'est aux maris à veiller si bien sur la conduite de leurs femmes, qu'au retour de leur Régence, l'on ne leur reproche pas, comme l'on faisoit à Rome à plusieurs Proconsuls, qu'il y a eu sous leur administration double Praetorie, b & double Tribunal; car ils en porteroient seuls toute la peine, c.

C'est dans ces emplois, qu'il est permis aux Nobles de montrer toute leur magnificence, d'autant qu'ils representent alors la Majesté publique, & qu'il en faut imprimer la vénération & l'amour dans l'esprit du Peuple.



## LES CAPITAINES des Armes.

**L**A Charge de Capitaine des-Armes dans les villes de Terre-Ferme répond à celle des Tribuns-Militaires de la République Romaine; &c, dans toutes les Inscriptions des Edifices-publics, cet Oficier est appellé *Praefectus Armorum*, ou *Tribunus Militum*.

Sa fonction est de commander aux soldats de la ville, & à toutes les Garnisons des Places & Châteaux, qui sont de son département; de punir ceux, qui manquent à leur devoir; de juger de tous les differends entre les Oficiers & les soldats, sans que le Podestà en puisse prendre connoissance. Ce que le Sénat a sagement ordonné, afin que le Capitaine n'ait point de contestation avec son Collègue; a &c que les Affaires-publiques ne soient point retardées par les querelles particulières. Tous les Châtelains de la Ville, & de son Territoire, doivent recevoir ses ordres, & sont

a Ne  
emulatio  
inter pa-  
res, &  
ex eo im-  
pedimen-  
tum ori-  
ginal.  
Tsc.  
Ann. 2.

sont fournis à sa Jurisdiction , tant les Nobles-Vénitiens , que les autres . Il a le soin de faire réparer les murailles , les portes ; & toutes les fortifications , quand il le juge à-propos . Enfin , il a la direction de tous les revenus & impôts de la Ville , & des lieux , qui en dépendent ; & les Camerlingues , qui en sont les Receveurs , lui en rendent compte , & ne fauroient rien débourser sans son ordre , afin que les deniers publics soient emploiez comme il faut ; & que ceux , qui les manient ne puissent pas dérober . Les Prêteurs Romains avoient l'administration des Finances ; mais le Sénat de Venise n'a pas voulu la donner aux Podestats , afin de modérer leur autorité , & de balancer leur puissance par un partage égal entre eux & les Capitaines-des-Armes , qui sont les deux Magistrats revêtus de la Majesté du Prince dans les villes , apellez pour ce sujet du nom commun de Recteurs , & semblables aux *Harmostes* à Provinciaux de Lacédémone . Dans les petites villes il n'y a qu'un Recteur , qui est Podestà & Capitaine-des-Armes tout-ensemble .

Les Capitaines-des-Armes à Padouë , & à Bresse , sont toujours des Séneateurs illustres , qui peuvent demander la Veste de Procureur-par-mérite , lorsqu'il y a des places vacantes .

Le Capitaine de Bergame entre au Pregadi avec voix délibérative à son retour , ainsi que le Châtelain de Bresse , qui a ce privilége pardessus tous les autres Gouverneurs de Fortresses & de Châteaux .

Quand les Recteurs d'une Ville ont quelque démêlé ensemble pour leur Jurisdiction , comme il arrive assez souvent , il ne leur est pas permis de défendre leur Cause , qu'avec la plume , c'est-à-dire , par de très-humbles remontrances au Sénat ; & s'ils en viennent aux mains , ils sont jugez

## 250 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

tous deux également criminels , aussi bien celui qui a raison , que celui , qui a tort .

## DANS LE FRIUL.

**L**E Provéditeur Général de *Palma-Nova* est le premier Oficier de toute la Province , d'autant que cete Place en est la clef & le boulevard . Et cete Charge , qui est de la nomination du Sénat , est toujours remplie par quelque Sénateur du premir rang . Elle est biennale .

Le Lieutenant d'Udine est le second Magistrat de la Province , & peut à son retour être proposé pour entrer au Conseil-de-Dix . Il a sous lui deux Oficiers , l'un appellé le Maréchal d'Udine , qui est une espéce de Châtelain ; & l'autre le Trésorier .

Céte ville vint en l'an 1415. à l'obéissance des Vénitiens , avec toute la Province du Frioul , qui reconnoissoit auparavant les Patriarches d'Aquilée . A quoi servirent beaucoup les Comtes Savorgnanes , qui pour récompense furent faits Nobles-Vénitiens . Ils appellent cete Province *la Patria del Friuli* , par excellence .

## DANS L'ISTRIE.

**C**apo-d'-Istria Ville Capitale de la Provintce , & Evêché , est gouvernée par un Podesta , & par trois Conseillers , qui sont de pauvres Nobles .

*Citta-Nova* , *Parenzo* , & *Pola* , toutes trois Episcopales , ont chacune leur Podesta , comme aussi *Muggia* .

*gia, Isola, Piran, Umago, Rovigno, Montona, Valle, Albona, Cherzo, Ofero, & Raspo*, qui à le privilége d'avoir toujours un Séneateur, parce que c'est un lieu, où l'on gagne beaucoup, sans être obligé à aucune dépense. Et pour ce sujet l'on y envoie toujours quelque pauvre Gentilhomme.

### DANS LA DALMATIE.

**L**E Provéditeur-Général y tient le premier rang, & commande à tous les Gouverneurs, Provéditeurs, & Châtelains des Villes & des Forteresses de la province. Aussi, cette Charge est toujours remplie par un Séneateur illustre, ou par quelque Procurateur ; car, outre l'autorité, elle est de très-grand profit.

Il à sous lui un Général étranger, qui commande les Armées, mais qui ne sauroit rien exécuter sans sous consentement, non pas même gratifier un soldat d'un sou de paie, ni d'un pain plus que les autres.

Les villes de Zara & de Spalatro, qui sont les deux Archevêchez de Dalmatie, sont gouvernées chacune par un Comte, & par un Camerlingue, qui fait aussi la fonction de Châtelain ; & ces Officiers sont deux ans en charge, comme aussi le Provéditeur de Clissa, Forteresse située sur une montagne inaccessible, à huit milles de la mer, & les Châtelains de Traw, & de Zébénigue.

Cattaro-ville Episcopale à deux Magistrats, l'un appellé Provéditeur, & l'autre Camerlingue, quel l'on change tous les deux ans.

Budos, qui est la dernière Place des Vénitiens sur

## 252 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

sur la Côte de Dalmatie, a son podestà , qui exerce deux ans. Dans le siècle passé ils y possédoient encore Dolcigno , qui leur fut enlevé par Sélim II. en 1571. Antibari , qui lui fut lâchement rendu par le Podestà Alexandre Donat. Antoine Balbi abandonna honteusement Curzola , mais les femmes prenant les armes & les habits de leurs maris, qui s'étoient sauvé avec leur Podestà , soutinrent l'assaut , avec tant de courage , que les Turcs furent contraints de se retirer. Preuve , qu'il n'y a jamais une si grande stérilité de vertu , qu'il ne se voie toujours de grans exemples de courage & de fidélité , comparables même aux plus héroïques faits des anciens. L'année précédente les femmes de Zébénique avoient défait un parti de Turcs & de Martelosse , (ce sont de certains voleurs de grand-chemin encore pires que les Uscoques) lesquels étoient entrés par surprise dans le Bourg de Rogonizza , & l'avoient sacagé.

### DANS LES ILES

*de la Mer-Méditerranée.*

**L**A République tient un Provéditeur , & deux Conseillers à Corfou , qu'elle posséde depuis l'an 1382 malgré tous les efforts , que le Turc a faits pour s'en emparer ; car c'est la Clef du Golfe. Corfou est un Archevêché de quatre mille ducats de rente , toujours rempli par un noble-Vénitien.

Cette Isle fournit deux-cents-mille minots de sel par an aux Vénitiens. Elle est gardée par le Fort Saint-Ange , que l'on estime imprenable. En

1571.

## D E V E N I S E . . . . . 253

1571. les Turcs firent tous leurs éfforts , pour le prendre , mais il n'en purent venir à bout , ni du faubourg de la ville , qui fut vigoureusement défendu par le Provéditeur Louïs Giorgi.

Les Isles de Zéfalanie , de Zante , & de Cérigo , sont gouvernées chacune par un Provéditeur , & trois Conseillers , qui se renouvellent pareillement tous les deux ans.

Ces Isles ont un Général , à qui les Provéditeurs particuliers doivent obéir , & rendre compte. C'est toujours un homme de grande qualité : Et le Sénat en fait souvent un Capitaine Général de Mer. Il est seize mois en charge.

Dans le siècle passé les Vénitiens possédoient encore la plupart des Ciclades (ce sont les Isles de l'Archipel) savoir , Sciros , Pathmos , célébre par l'exil de saint Jean l'Evangéliste , qui y composa son Apocalipse ; Egine , considérable par son Port , & par le nombre de ses habitans ; Naxos , la principale de toutes ; Nea , dont la terre à côte propriété ; à ce qu'en dit André Morofin , qu'en quelque endroit qu'on la porte , elle chasse les bêtes venimeuses ; Stampalia , qui à 88 milles de tour ; Paros , famense par son marbre. Mais toutes ces Isles leur furent enlevées par Barberousse Général de Soliman en l'an 1537. Où il est bon de remarquer en passant , qu'après la conquête de Constantinople par les François & les Vénitiens , la République ayant eu en partage les Isles de l'Archipel , elle les donna presque toutes en fief à des Nobles , pour les obliger par leur propre intérêt à les mieux défendre. Les Pisani eurent Nea ; les Quirini Stampalia , dont le surnom est porté encore aujourd'hui par une de leurs branches ; les Véniers Paros ; ainsi des autres.

Au reste , afin que tous les Officiers du dehors  
L 7 sc

## 254 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

se contiennent dans leur devoir par la crainte de la recherche, le Sénat crée tous les cinq ans trois Sindics, pour faire la visite dans toutes les villes & les lieux de l'Etat de Terre & de Mer, pour ouïr les plaintes des Sujets contre les Podestats, les Capitaines, & les Provéditeurs, & éplucher rigoureusement toute leur administration, comme faisoient ces Inquisiteurs de Sparte que Thucidide appelle *καταρρεῖτοι*; & ces Particuliers,

*a Privatis etiam mitte- bantur. qui Pro- vincias viserent, & quid de enjus. de- cretur reserrent; trepidab- bantque gentes de astimati- ones fin- galorum.*

Tac.  
Ann. 15.

que les Romains a envoient *incogniti* dans les Provinces, pour prendre garde aux actions de chacun. De sorte que les Pauvres, qui n'ont pas la commodité de venir se plaindre à Venise, ont un bon moyen de prendre leur revanche tout à leur aise, si les Recteurs leur ont fait quelque injustice.

Il me reste présentement à parler des principales Charges-militaires-de-Mer, qui sont toutes occupées par des Nobles-Vénitiens; au lieu que celles de Terre sont toutes données aux Etrangers, pour les raisons que j'ai dites ailleurs.



*L E*  
**G E N E R A L I S S I M E**  
*O U*  
**C A P I T A I N E G E N E R A L**  
*de Mer.*

**C**E Général, toujours Noble-Vénitien, est créé par le Sénat en tems de guerre, pour commander la Flote de la République. Son pouvoir est si absolu sur tous les autres Généraux & Capitaines, qu'il semble être un Dicteur, ou même un Souverain plutôt qu'un Sujet, durant les trois ans de son commandement. Son autorité ne s'étend pas seulement sur la Flote, mais encore sur tous les Ports, toutes les Isles, & toutes les Forteresses, où l'on reçoit ses ordres sans réplique, & s'il y va en personne, le Clergé va au devant de lui, & les clefs lui sont présentées par les Gouverneurs & les Recteurs, comme si le Sénat étoit avec lui. Aussi én a-t-il toute la puissance. De sorte que c'est un crime de Léze Majesté de lui désobéir, ou de chicaner ses ordres. Autrefois le Sénat ne lui permettoit pas *a Ex di-* de rien entreprendre, sans lui en donner avis *stantibus* auparavant : mais comme la distance des lieux *terrarum* retardoit beaucoup les afaires, & que les résolutions *spartiis* ne venoient souvent qu'après les occasions *a post res confilia* perduës ; il lui laisse maintenant la liberté de faire tout ce que bon lui semble selon les *affere bauer* occurrences, lui recommandant seulement *de Tac.* mé-Hist. 4.

## 256 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

de ménager si bien la Chose-Publique , que la Patrie n'en ressente aucun dommage. b Car l'on n'a rien à craindre de ce Général , puisqu'il n'est maître d'aucune Place , où il se puisse retirer après avoir fait une fausse démarche ; & par conséquent il lui faudroit toujours tenir la Mer , & s'abandonner à la merci des vents & des vagues. Outre que ne maniant point l'argent du Sénat , il ne fauroit corrompre les Officiers par des largesses , qu'il ne gagne auparavant le Provéditeur , qui est le maître de la Bourse.

Au reste , il n'y a point de Prince , qui maltraite davantage ses Capitaines à leur retour , que la Seigneurie de Venise. S'ils ont perdu une bataille , ou quelque ville , ils sont tourmentez par les recherches des Inquisiteurs-d'Etat , ou plutôt par autant

de Juges , qu'il y a de Nobles ; la République leur donnant la conduite de ses Armées & la garde de ses Places , aux mêmes conditions , que céte Lacedémoniéne donnoit le bouclier à son fils , *Aus*

*in hoc , aut cum hoc* ; c'est-à-dire , ou d'y rester , ou d'en rapporter tout ce qu'on leur a donné :

Et s'ils ont vaincu l'ennemi , il faut qu'ils rendent compte de leur victoire à leurs envieux , qui en éploquent toutes les circonstances & les particularitez , & leur suscitent ensuite des accusateurs , comme l'on

faisoit à Cartage , dont Vénise a pris toutes les plus rigoureuses maximes. Quand l'on est en Paix , on rale leur gloire , & les moindres Nobles se font

leurs compagnons , & veulent même s'élever au dessus d'eux par la brigue des Charges ; ce qui rend alors le joug de l'obéissance bien pesant à

ces Sujets , qui se voient confondus avec la lie des Nobles. b Mais aussi , quand la guerre re

commence , & que l'on compare l'incapacité & la timidité des autres avec l'expérience & le

*In Agi- courage c de ceux-ci ; c'est pour lors ,* *en-*

*vie*

b Videat  
ne Resp.  
quid de-  
trimenti  
capiat.

a In pace  
durius est  
servitium  
Tac.

Ann. II.  
b Milita-  
res artes

per otium  
ignota .  
industri-  
osque ac  
iguavos  
pax in  
aquo te-  
net.

Ann.

12.  
c Posce-  
batur ore  
vulgi  
dux A-  
gricola ,  
compa-  
rantibus  
cunctis  
vigorem ,  
constan-  
tiam , &  
exper-  
tum bel-  
lis anti-  
mum  
cum t-  
nertia  
& for-  
midine  
corrum ,

*In Agi-*

*courage*

vie céde au mérite , & que les rivaux , qu'ils avoient pendant la paix , font hommage à leur valeur durant la guerre .

Lorsque les Genois étoient à Chiozza , & qu'ils méditoient le sac de Venise , le Sénat fut obligé de délivrer honorablement le Général Victor Pisani , qu'il tenoit dans les cachots , pour la perte de la Bataille de Pole , \* & de l'associer au souverain commandement de l'Armée , avec le Duc André Contarin , à la honte de tous ses calomniateurs . Un Antoine Grimani , qui avoit conquis les villes de Monopoli , Mole , Polignan , Tra-  
ni , Brindes & Orente dans la Pôtiille , fut dépouillé de la Veste de Procureur , & relegué en Istrie pour un malheureux combat donné à Modon contre les Turcs , mais après un exil de dix ans , il falut encore le rappeler , le rétablir dans sa dignité , & enfin le créer Doge .

\* Ville  
d'Istrie .

1500.

L'an 1670. le différend , qui ariva entre la République & la Porte pour les Confins de la Dalmatie , faisant appréhender à Venise une rupture ; toute la Noblesse jetoit déjà les yeux sur le Procureur François Morosin , bien que l'on travaillât actuellement à son procès . Et le Peuple , qui va toujours d'une extrémité à l'autre , commençoit à murmurer publiquement contre ses accusateurs , louoit ses services , & justifioit toute sa conduite , après avoir demandé un peu auparavant sa mort , comme d'un Traître , & l'avoir menacé , qu'il n'échaperoit pas de leurs mains , quand il échaperoit de celles de ses Juges . En effet , il n'y avoit peut-être que lui seul , qui fut capable de remplir la Charge de Généralissime , qu'il avoit exercée déjà deux fois : Et si l'on fût rentré en guerre , il est constant , qu'il eût talu le prier de reprendre le Généralat & la défense de la Patrie . Ce Général pouvoit dire comme Témistocle , qu'il en étoit

## 258 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

étoit de lui comme de ces grans planes des champs,  
dont on ne cherche le couvert , que pendant l'orage.

*a Pecunia,*  
*que bonis*  
*malisq;*  
*tempo-*  
*ribusjux-*  
*ta valer.*  
Tac.  
Hist. i.

La peur , que les Capitaines ont du Conseil de Dix , n'empêche pas , qu'ils n'appliquent toute leur industrie à s'enrichir aux dépens du Public , espérant de trouver toujours un asile , s'ils ont de quoi l'acheter. Ils se préparent à tous les événemens , dans la pensée qu'ils ont , qu'ils ne manqueront point d'être recherchés , fussent-ils les plus modérez du monde ; & par la crainte d'un mal inévitable , ils deviennent plus hardis à piller , afin de se vanger par auance de tout le tort , qui leur sera fait à leur retour. Ils sont tous de l'avis de ce Noble de la Colonie de Candie , qui excusoit son vol du Tresor de S. Marc , en disant , qu'il croioit , que les Biens du Public fussent à ceux , qui les prenoient. Cependant , ils usent de tous les artifices imaginables , pour couvrir les défauts de leur administration , voulant paroître aussi desinteressez , que ce Gracchus , qui disoit au Peuple de Rome , qu'étant alé riche en Sardaigne , il en revenoit pauvre. Un Général de Candie vouloit persuader la même chose à Venise , en empruntant 4000 ducats d'un Marchand de la Ville , pour fournir aux frais de son entrée de Procurateur , quoi qu'il eût rapporté plusieurs barils pleins de sequins , qui lui servirent bien dans le besoin. Car il y a tres-peu de gens , comme le Procurateur Nani , qui rapporta de Dalmatie presque tout l'argent , que le Sénat lui avoit remis , pour faire des présens aux Commissaires de la Porte , avec qui il ne laissa pas d'accommoder tres-hureusement le différend des limites : Au lieu que beaucoup d'autres n'eussent mé nagé cet argent , que pour s'en approprier le reste , comme font leurs Bâles à Constantinople.

Cea

Ces Généraux prennent une si grande autorité sur les Capitaines Etrangers , qu'ils en ont fait exécuter plusieurs à mort , sans attendre pour cela les ordres du Sénat . Il y en a un fameux exemple arrivé l'an 1571. en la personne d'un Oficier de l'Armée-Navale d'Espagne , nommé Mutio Tortona , que le Général-Vénitien Sébastien Vénier fit pendre avec tous ses compagnons à l'antenne de sa Galére pour un coup-de-poing . qu'il avoit donné à un Oficier envoié de sa part pour apaiser une des ses querelles . Résolution d'autant plus hardie , qu'elle s'exécuta à l'insu de Don Juan d'Autriche , qui étoit le Général & le Juge naturel du coupable ; ce qui pensa faire avorter le glorieux projet de la Bataille de Lépante , à cause de l'indignation de ce Prince ; qui vouloit tout abandonner .

Il s'est vu quelquefois à Venise deux Généraux de Mer en Même tems . Le premier exemple est de l'année 1537. que le Grand Conseil fit Jean Vetturi Collégue du Généralat de Jerôme Pésare ; mais à condition que se rencontrant tous deux ensemble , le Vetturi céderoit à l'autre , afin qu'il n'y eût point de contestation entr'eux . Le second exemple est de l'an 1572. que le Sénat associa Jaques Foscarin au Généralat avec Vénier , pour contenter Don Juan & les Espagnols , par une diminution de l'autorité de Vénier , dont ils demandoient la déposition .

L'habillement du Général-de-Mer est toujours rouge , avec une toque de même couleur , qui ressemble à peu près au mortier des Présidens du Parlement . Il ne quitte jamais le manteau long , qui est fait comme celui des Anciens appellé *Chlamys* , non pas même dans le combat .

260 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

DE LA VENITIANE REPUBLIQUE

LE

LE PROVÉDITEUR  
GÉNÉRAL

de Mer.

**C**ET Officier, qu'ils appellent dans leurs Duchés, *Classis-Legatus*, comme le précédent, *Classis Imperator*, est perpétuel dans la République: non pas quant à la personne, qui n'exerce jamais que deux ans; mais quant à la Charge qui se remplit en tout tems, au contraire de la première, qui cesse avec la guerre. Son autorité s'étend sur toute la Flote qu'il mène ou il lui plait, lorsqu'il n'y a point de Capitaine-Général, ou qu'il est absent. Il a droit de causer & de punir, même de mort, les Officiers, qui manquent à leur devoir, aussi-bien les Nobles-Vénitiens, que les autres: comme aussi, de donner leurs charges à qui bon lui semble. Il manie tout l'argent de la Flote, & en rend compte au Sénat à son retour. Il a d'ordinaire deux Nobles-Vénitiens pour Aides, apellez Commissaires de la Flote, lesquels paient les soldats par son ordre, & prennent garde aux actions des Officiers, pour l'en avertir.

*a Nulla  
veteris  
fortuna  
imagine,  
turba  
immixxit;  
nullus reab  
sis diversi  
qui num-  
quam ho-  
nores at-  
tigissent;*  
*sola re-  
rum ge-  
storum  
amplissu-  
dine cons-  
picui*  
Le Généralissime & le Provéditeur ayant fait leur temps déposer la Dictature à Capo d'Istria, & viennent reprendre à Venise leur premier genre de vie, ne retenaient rien de toute leur grandeur, que la gloire du passé, & l'espérance de l'avenir.

O&Fer-  
rar.  
Const.  
Vca.

Il y a une Loi, qui les oblige de se constituer prisonniers ayant que de rendre compte de leur administration, sur-tout s'ils ont été vaincus, qui est toujours un grand sujet de persécution à Ve-

nise , où l'on ne considére que l'événement Le Général François Motofin ayant contrevenu à cete Ordonnance , aigrit si fort la Noblesse contre lui , qu'après avoir esluie heureusement une première attaque , il fut forcé par une seconde à faire honteusement , & par nécessité , ce qu'il pouvoit faire auparavant avec honneur , en donnant à ses envieux un exemple de modestie & d'obéissance .

Le Capitaine Général & le Provéditeur se servent d'espions l'un a l'autre , & vivent dans une perpétuelle emulation . D'où il naist une défiance réciproque entr'eux , qui les tient tous deux dans le devoir : au lieu que s'ils étoient d'accord , ils pouroient donner du souci & de la peine au Sénat , qui dumoins , si ses afaires en vont plus mal , a le plaisir de se voir en sureté par leur discorde , & d'apprendre par les lettres , qu'ils écrivent l'un contre l'autre , les plus sécrètes actions de tous les deux ; de quoile Sénat fait tres bien faire son profit dans la suite . C'est une Politique , dont les Cartaginois usoient , au rapport de Diodore Sicilien , qui dit , qu'ils associèrent Hannon & Bomilcar au Généralat , parce que leur inimitié particulière sembloit faire la fureté publique . a

Au reste , la puissance est partagée de telle sorte entr'eux , que l'un a l'autorité sans la force , & l'autre la force sans l'autorité ; c'est à dire , que l'un a droit de proposer & conseiller ce qu'il faut faire , & l'autre le pouvoir d'en faire tout ce qu'il lui plaît ; à peu près comme à Rome , où le Sénat proposoit , & le Peuple délibéroit . b

La résidence ordinaire du Provéditeur est à Corfou .

a Inter se  
inimicos  
Duces  
bellis  
praece-  
rant, pri-  
vatam  
heram  
diffiden-  
tiam ac  
diffensio-  
nem, cons-  
mum  
Reip. in-  
columni  
tatem fe-  
re existi-  
mantur.  
b Aucto-  
ritas in  
Senatu;  
potestas  
in Po-  
pulo.

*L'E G E N E R A L**ou Gouverneur du Golfe.*

**L**A Seigneurie de Venise tient toujours dans le Golfe une Escadre de six galères, & de quelques futes ; pour en défendre l'entrée aux Pirates, & à tous les Vaisseaux de Guerre, comme aussi, pour faire paier les droits de toutes les marchandises, qui y passent.

Ce Général est le plus ancien Oficier-de-Mer de la République ; & pour ce sujet a toujours la pointe dans tous les combats, avec cette prérogative, que lorsqu'il arrive faute du Généralissime, il en remplit la place, préférablement à tous les autres Commandans, jusques à ce que le Sénat en ait ordonné. De sorte que la mort ou la maladie du Général ne sauroit apporter de trouble, ni de retardement dans l'Armée-Navale.

La Charge est perpétuelle, mais le Gouverneur est triennal, & c'est toujours un Gentilhomme de Maison illustre.

L'on ne peut pas dire, en quel tems la République commença de créer cet Oficier, parce que les Registres publics furent brûlés avec la Chancellerie en 1230. Mais depuis ce tems là on peut voir la succession continuë des Gouverneurs du Golfe.



**L E G E N E R A L**  
*des Galéasses.*

**L**ES Galéasses sont comme des Châteaux & des forteresses en Mer. Il y a d'ordinaire en chaque mille hommes, & cent piécos de Canon. Les Capitaines en sont apellez Gouverneurs, & sont tous Nobles-Vénitiens, les Etrangers étant exclus de ce Commandement. Ces Gouverneurs ne reconnoissent que leur Général, mais ce Général obéit aux ordres du Généralissime. Comme la victoire dépend presque entièrement de la conduite & du courage de celui, qui commande les Galéasses, cete Charge est toujours remplie par un homme d'expérience, & de valeur extraordinaire.

Il y a encore un Général des Galions, qui est le Surintendant de toutes les munitions de l'Armée. Ces deux Généraux ne se font qu'en tems de guerre, non plus qu'un Général Etranger, qu'ils appellent Général du Débarc, qui commande les soldats, que l'on détache de la Flote, pour faire quelque expédition dans les Terres; & après avoir exécuté sa commission ramène ces soldats à bord, où il ne lui reste plus rien que le titre de Général & d'Excellence. Le Chevalier de Gremonville exerçoit cete Charge en Candie.

Outre ces Généraux, le Sénat entretient deux Capitaines, qui commandent chacun quatre Galères, les unes apellées libres, ou *di Buone-Voglie*; & les autres *de Condennati*; ou de Forcats.

Toutes les Galères sont commandées par de jeunes Nobles qu'ils appellent *Sopra-Comiti*, qui ont tout pouvoir sur leurs soldats & matelots hors

## 264 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

la punition de mort, & disposent de toutes les Charges subalternes comme bon leur semble ; ce qu'on leur permet, pour les récompenser des levées de soldats, qu'ils font d'ordinaire à leurs dépens, le Public ne leur fournit que le corps de la Galère, & les munitions de Guerre, & ensuite paient les soldats du jour qu'ils viennent à bord.

Voilà tout ce que les Vénitiens ont de principaux Officiers de Guerre & de Mer, tirez du Corps de leur Noblesse. Mais comme le principal emploi de ces Généraux, & de ces Officiers, est de défendre la Mer-Adriatique, appellée communément le Golfe de Venise du nom de ses Maîtres, il me semble nécessaire de dire ici, par quel droit cette Mer appartient aux Vénitiens.

a Si enim

urbis in

Mart

fumplit

exordia.

& urbis

faerunt

Veneti

domini,

Veneti

quoque

faerunt

domini

cjns. in

quo erat

urbus

igitur de-

mini

Maris.

Ano-

nym.

Jo Falal-

tius de

Maris.

de son Enfance;

car elle n'occupoit alors qu'un

petit espace de Mer entre Ravenne & A-

qui-

### D E L A S O U V E R A I N E T E D E S V E N I T I E N S.

sur la Mer-Adriatique.

**L**A Seigneurie de Venise est en possession de la Mer-Adriatique depuis si long-tems, que ce seroit une question ridicule de demander, si cette République en est la maîtresse. Elle a commencé sa possession dès le jour de sa naissance, les lâgunes de cette Mer ayant été son Béceau ; la Pêche sa Nourrice, & les îles d'alentour son Domaine. Ce n'est pas à dire pour Dominio tant, que tout le Golfe lui appartint dans le tems de son Enfance ; car elle n'occupoit alors qu'un très-petit espace de Mer entre Ravenne & A-

quilée : Mais à mesure qu'elle croissoit en âge, & que les Empereurs d'Orient abandonnoient ce Golfe, dont ils étoient les propriétaires ; elle y étendit peu à peu son Empire ; & après en avoir chassé les Corsaires, qui en troubloient la navigation, la possession lui en demeura à la fin toute entière. Ainsi la Mer-Adriatique appartient à la Seigneurie de Venise.

Premièrement, par le Droit-des Gens, qui attribue la propriété des biens délaissés, ou qui ne sont à personne, à à ceux qui s'en emparent les premiers.

Secondement, par le Droit de la Guerre, qu'il soutint l'espace de 170. ans contre les Narantins, \* qui lui en disputoient la possession, & la lui cedèrent enfin l'an neuf-cens quatre vint seize ; contre les Normans, avec qui elle combatit plusieurs fois dans la Poüille ; & contre les Genois & les Pisans, qui ont été plus de 300. ans ses compétiteurs. A quoi l'on peut ajouter, que les Empereurs Grecs, bien loin de se plaindre de l'entreprise des Vénitiens, en furent au contraire très-contenus, vu que n'ayant point de plus fâcheux ennemis, que les Narantins, qui courroient cette Mer, & se la rendoient tributaire, ils s'en virent heureusement délivrés par les Vénitiens leurs anciens amis. Ce qui servit à ces Empereurs à retenir dans l'obéissance l'Istrie, la Dalmatie, l'Albanie la Poüille, l'Abruzze, & une partie de la Romagne, qui étant exposées à ces pirateries, comme servant de confins & de bornes à la Mer-Adriatique, qu'elles renferment, se mutinoient & se plaignoient ou de la foiblesse- ou de la négligence des Empereurs, protestant, qu'elles se donneroient à d'autres Maîtres, qui les défendroient. Ce que ces Peuples eussent exécuté, si les Vénitiens n'eussent pas pris alors la garde de ce Golfe, d'où ils

Tome I.

M

chaf-

*a Bona.  
nullius  
primo oc-  
cupanti  
concedun-  
tur.  
\* C'éto-  
ient des  
Escla-  
vons.*

## 266 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

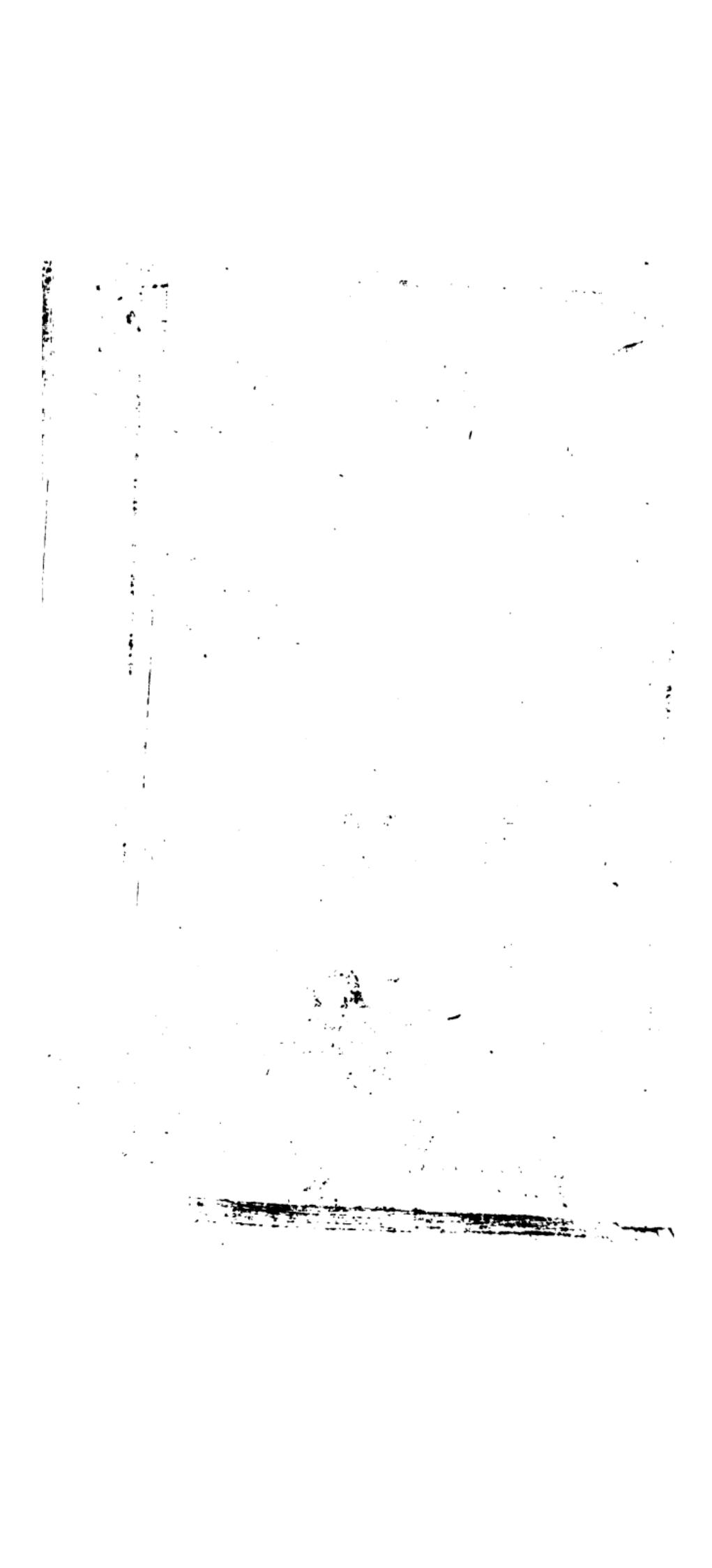
chassérent enfin ces Corsaires, qui menaçaient déjà l'Italie, la Hongrie, & plusieurs autres Provinces d'Allemagne d'une ruine universelle. D'où il s'en suit, que le droit de la République n'est pas seulement un *Jus consuetudinis*, comme le dit Don Alfonse de la Queva dans sa Relation.

Ce droit est depuis plusieurs Siècles reconnu par les Princes de l'Europe, dont les Ambassadeurs se trouvent tous les ans avec la Seigneurie à la cérémonie du jour de l'Ascension, que le Doge épouse la Mer, en y jetant une bague-d'or, & disant ces paroles. *Desponsamus te, Mare, in signum vers & perpetui dominii.* A quoi aucun Ambassadeur n'a jamais contredit.

Quelques Historiens ont écrit, que c'étoit le Pape Alexandre III. qui avoit donné la jouissance de cette Mer aux Vénitiens, en récompense des services, qu'ils lui avoient rendus durant la persécution de l'Empereur Fédéric Barberousse, & en mémoire de la victoire obtenuë en Mer contre Oton son fils. Mais c'est une erreur populaire, qui confond l'institution de la cérémonie d'épouser la Mer, faite par le Pape, avec la donation *Nemo plus iuris* même de la Mer; le Vulgaire ayant pris une déclaration solennelle du droit des Vénitiens, & transferre une reconnaissance formelle de leur Titre, *Mare potest, quam tpe jam de facto possessa, habeat.* pour un Acte de concession, par lequel le Pape les auroit mis en possession du Golfe: Ce qui ne peut pas être puisque les Papes n'avoient jamais rien eu, ni pretendu sur la Mer Adriatique, ils ne pouvoient pas donner ce qu'ils leur apartenoit pas, ni transporter à autrui un droit qu'ils n'avoient pas eux-mêmes. Cetté vérité se confirme par les propres paroles du Pape Slinian. au Duc Sébastien Ziani, *Hunc annulum accipe, et, me autore, ipsum Mare obnoxium tibi reddito, quod Tu, etique successores quotannis statuto.* *fir-*



*Endore de Louage.*



*servabitis.* Voila l'institution de la cérémonie , comme j'ai déjà dit , *Ut omnis posteritas intelligat Maris possessionem victoria jure vestram fuisse.* Ce n'est donc pas en vertu d'aucune donation du Pape , qui reconnoît lui-même un droit antérieur , favoir celui de la Guerre ; (*Victoria jure*) ajoûtant , *Atque uti uxorem viro , ita illud imperio Reip , Veneta subjectum.* Et par conséquent c'est un droit , que les Papes ne fauroient ôter à la République non plus qu'une femme à son mari , puisque céte Seigneurie ne le tient pas d'eux , mais de la force de ses armes ; comme le dit encore plus positivement un autre Auteur , qui rapporte les paroles d'Alexandre en ces termes , *Ut omnes intelligant Maris possessionem jure belli vestro deberi Imperio.* C'est aussi ce que l'Ambassadeur Jerome Donat fit bien comprendre au Pape Jules II. qui lui demandoit en raillant , où étoient les Titres & les Pièces Justificatives du droit de ses Supérieurs sur le Golfe , cet habile Ministre ayant répondu fort agréablement , Que s'il plaisoit à Sa Sainteté de produire l'Original de la donation de Constantin au Pape Silvestre , Elle trouveroit au dos la concession de la Mer Adriatique aux Vénitiens. Car il paroît manifestement par céte réponse ; que la Seigneurie de Venise ne se fonde nullement sur la donation prétendue faite par Alexandre III. & que ses Titres ne sont pas écrits avec de l'ancre , mais avec le sang des Narantins , des Normans , & des Génois , qu'elle a chassé de ce Golfe ; comme aussi avec celui de ses Citoyens , qui l'ont si généreusement répandu en défendant la Cause-commune de toute l'Italie contre ces Barbares.

Les Vénitiens ajoutent , Qu'ils possèdent la Mer-Adriatique par les mêmes raisons qu'ils possèdent Venise ; & qu'ainsi la possession de cette

Cyril.  
Michael.

## 268 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

ville ne leur ayant jamais été disputée par les Empereurs, parce qu'ils l'avoient bâtie dans un lieu abandonné: De même la jouissance du Golfe ne peut leur être contestée, vu que c'est un Bien, que les Empereurs d'Orient, les propres Seigneurs, avoient délaissé : Qu'enfin ils ont de bonnes Galères, de bons soldats, & de bons canons pour prouver plus épicacement, que par des raisons & des Titres en parchemin, qu'ils sont les véritables & légitimes seigneurs de la Mer-Adriatique; comme ils le furent bien dire à l'Ambassadeur d'Espagne, qui donnant avis à la Seigneurie du passage prochain de l'Infante Marie, Sœur du Roi son Maître, mariée à Ferdinand Roi de Hongrie, avec l'Armée- Navale d'Espagne, qui devoit la conduire depuis Naples jusques à Trieste, eut pour toute réponse, Que la République ayant la souveraineté du Golfe, elle n'y laisseroit jamais entrer d'autres Vaisseaux-de-guerre que les siens. Que si le Roi Catholique vouloit agréer les autres, que le Sénat lui faisoit de ses Galères la Sérénissime Infante seroit reçue & traitée avec tous les honneurs dus à son sang & à la grandeur de la Maison d'Autriche: Mais que si elle refusoit ce parti, pour prendre celui de la force & de la violence, ils défendroient vigoureusement le Droit-des-gens. Le Sénat fit encore dire au Viceroy de Naples par son Résident Marc-Antoine Padavin, Que si l'Espagne préféroit la voie des armes à l'honnêteté de leurs offres, il faudroit, que la Reine esfuât le péril des combats, & s'exposât à la bouche du Canon, pour aler célébrer ses noces.

Nani  
Hitt.  
Ven.  
liv. 8.

Nani  
liv. 3.  
& 4.

Le Duc d'Ossone avoit quelques années auparavant fait l'épreuve de cette résistance par la perte de plusieurs Navires envoiés en Levant sous sa Banière, pour surprendre les marchandises de Venise; A quoi il étoit aidé par les Ragusiens, qui

doa-

donnoient retraite à ses Vaisseaux dans leurs Ports de Calamote & de Sainte-Croix.

Les Papes envoient tous les neuf ans de nouvelles Bulles au Sénat, par lesquelles ils lui accordent la continuation des Décimes du Clergé pour la défense du Golfe, qui leur importe extrêmement à cause de la Marche d'Ancone, où les Corsaires ont souvent fait un horrible dégast, & où ils ne viennent jamais, qu'ils n'enlèvent avec un riche butin quantité d'Habitans.

Nani

liv. 11.



### TROISIEME PARTIE.

#### D U S A I N T - O F F I C E , ou de l'Inquisition de Venise.



'INQUISITION de Venise a tant de rapport & de connexion avec son Gouvernement, qu'il est presque impossible de bien connoître l'un sans l'autre. C'est pourquoi, pour rendre mon Ouvrage plus complet, j'ai fait un Abregé du Traité de l'Inquisition du Théologien *Fra-Paolo*, où l'on verra la conduite, que le Sénat garde avec la Cour de Rome, & les Ecclésiastiques. Au reste, comme je n'ai pas prétendu faire une Traduction, mais seulement un Extrait, je crois que l'on ne trouvera pas étrange, que je n'aie pas suivi l'ordre de l'Original, ni que je ne me sois pas assujetti aux paroles de l'Auteur, dont je me suis contenté de rendre fidélement les pensées. Il y a même un ou deux endroits, où j'ai ajouté quelque chose de son Histoire du Concile de Trente, & de celle de

Avertissement,

## 270 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

l'Interdit de Venise, pour donner plus de jour à la matière; ce qui à mon avis ne déplaira point au Lecteur. Je commence.

Lorsque l'Inquisition a été introduite à Venise, ce n'a point été par un commandement du Pape, ni par aucune Bulle Papale, puisque celles d'Innocent IV. d'Alexandre IV. de Clément IV. & de 7. autres Papes ne purent obliger les Vénitiens à la recevoir, comme faisoient les principales villes d'Italie: Mais ce fut par une délibération du Grand Conseil, à laquelle Nicolas IV. consentit, formant pour ce sujet une Bulle datée du 28. Août 1289. où il inséra la *Parte* de ce Conseil avec toutes ses clauses, dont l'une portoit, Que la Seigneurie assigneroit un fonds pour les dépenses qu'il faudroit faire au Saint Ofice, & toucheroit pareillement tous les deniers, qui en proviendroient par amandes, ou autrement, nommant pour cela un Administrateur, qui en rendroit compte. Ce qui est bien différent de l'usage de de l'Inquisition des autres Etats, où tout l'argent va aux Inquisiteurs.

Celle de Venise est mixte, c'est à-dire composée d'Eclésiastiques & de Séculiers. Les premiers sont Judges, & les seconds sont Assistans; au lieu que c'étoient eux, qui jugeoient auparavant les Hérétiques sur le rapport des premiers, dont la fonction étoit seulement d'examiner l'opinion de ceux que l'on acusoit d'hérésie; après quoile Duc & les Conseillers les condannoient au feu, si les Evêques les trouvoient coupables. Et cete Inquisition Séculière dura depuis l'année 1249. qu'elle fut établie à l'occasion des guerres entre le Pape Innocent IV. & l'Empereur Frédéric jusques en 1289. que l'Inquisition Eclésiastique fut admise par la Seigneurie. De sorte qu'y aient eu à Venise des Inquisiteurs Laïques contre l'Hérésie

résie avant l'érection du Saint Ofice , cela donna lieu de le composer d'Eclésiastiques & de Séculiers, n'étant pas raisonnable , que les nouveaux Inquisiteurs , qui se recevoient par grace , chassassent les anciens , qui étoient les véritables maîtres .

Il y a donc toujours trois Sénateurs , qui assi-  
stent au nom du Prince à toutes les procédures  
& les délibérations de ce Tribunal , où il ne se  
pasle rien , dont le Prince ne soit bien averti . Les  
Eclésiastiques ne peuvent pas ouir un témoin , ci-  
ter ni interroger un Acusé , sans la participation  
& l'assistence de ces trois Nobles . C'est pourquoi  
le Grefier écrit cette formule au commencement de  
de tous les Actes , *Cum assistentia & presentia  
Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum  
N... suivant le Concordat du Pape Jules II. avec  
la République . Et si les Inquisiteurs avoient fait  
la moindre chose à l'insu des Assistans , tout seroit  
nul . Tellement que si un Procès avoit été rapor-  
té en leur absence , il ne sufiroit pas , que les Pièces  
leur en fussent communiquées avant le Jugement ,  
ni , qu'ils fussent présens à la prononciation de la  
Sentence , le Sénat ne voulant pas s'en fier à la bon-  
ne-foi des Eclésiastiques : Mais il faudroit instruire  
tout de nouveau le Procès , depuis le commence-  
ment jusques à la fin ; autrement on ne pourroit ve-  
nir à l'exécution . Par où le Sénat évite d'entrer en  
dispute avec la Cour de Rome , qui alégue pour é-  
xemple ce qui s'est fait une seule fois .*

Que si l'Inquisiteur demandoit aux Assistans  
la permission de pouvoir faire quelque procédure  
sans eux , il leur est expressément défendu de la  
lui acorder , étant au Prince de la donner , & non  
pas à ceux , qui le representent . Outre que cette  
permission n'est pas équivalente à la presence du  
Magistrat , qui ne fait pas après , si l'Inquisiteur

## 272 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

en a fait un bon ou mauvais usage ; ce qui importe beaucoup au service public.

Il y a pareillement des Assistans dans tous les Lieux de l'Etat, où il y a des Inquisiteurs, étant juste & nécessaire, que les villes sujettes suivent les loix & les coutumes de la Ville dominante, sauf leurs franchises & leurs priviléges particuliers. Ainsi, les Recteurs assistent au Saint-Ofice, où ils font toutes les mêmes fonctions que les Assistans à Venise. Mais comme ces Recteurs n'y peuvent pas toujours venir, à cause des affaires de leurs Charges, le Vicaire du Podestà qu'ils appellent *Vicario Pretorio*, ou quelque autre Oficier Curial, y va pour eux. Ou il faut observer, qu'il est défendu à l'Assistant Curial de servir de Consulteur à l'Inquisiteur, comme il fait au Podestà, la fonction de Consulteur & celle d'Assistant étant incompatibles, vu que le Consulteur est Ministre de l'Inquisition, & par conséquent en dépend : au lieu que l'Assistant en est indépendant comme représentant le Prince. De sorte que si le Curial devenoit Consulteur, l'Assistance, qui est un droit de supériorité, se trouveroit changée en Consulte, qui rend la personne sujette à l'Inquisiteur ; ce qui ferroit grand préjudice à l'Assistance Séculière, que la Cour de Rome voudroit abolir.

Céte assistance fâchoit infiniment le Pape Paul V. qui avoit une passion inconcevable d'acroître la Puissance Eclésiaistique. Car comme l'Inquisition est le principal nerf, & le premier ressort du Pontificat, selon le dire ordinaire de Paul IV. \* il étoit bien amer à Paul V. qui disoit, que Dieu l'avoit fait Pape, pour mortifier la présomption des Séculiers\*, de voir les Vénitiens humilier celle de Eclésiaquistes, & tenir les Inquisiteurs dans la dépendance des Assistans. Le Pape Jules III. croïoit avoir d'autant plus gagné par son Concordat avec la

\* Hist. du Conc. de Trente. Fr. Pao. lo Liv. 5. de l'In- terdit de Ven. du même.

la République de Venise, que par la clause, *Cum assistentia & presentia*, il paroissait évidemment, que les trois Députez du Sénat n'étoient pas Juges dans les matières de l'Inquisition, mais seulement Assistans. Cependant, la Cour-Romaine a reconnu depuis combien cete Assistance est préjudiciale à son autorité : Et ce qui lui paroissait au paravant une victoire remportée sur les Vénitiens, lui paroît aujourd'hui une perte véritable. Elle a fait tout ce qu'elle a pu pour abolir cet usage, comme injurieux à son autorité. Mais le Sénat a si bien su se maintenir dans sa possession, que les Papes ne songent plus à la lui contester. Le soin, que les Assistans ont eu de ne point laisser passer d'Actes sans l'inscription de la formule, *Cum assistentia*, qui plaisoit si fort aux Romains, a produit un très bon état pour les Vénitiens, qui se sont servis depuis de cette clause, pour montrer la coutume de l'Assistance ; à quoi les Papes vouloient déroger, nonobstant l'Acord de 1551. feignant d'ignorer la nature du Concordat, qui renfermant en soi le consentement des Parties, qui ont traité ensemble, ne peut pas être révoqué par un des Contractans, y ayant contradiction qu'une chose conclue entre deux Princes, sous des obligations réciproques, reste néanmoins à la disposition d'un seul.

Ces Assistans ne prétent point le serment de fidélité entre les mains des Inquisiteurs, vu qu'ils ne sont pas Officiers de l'Inquisition. & qu'ils n'y sont pas apelez par les Eclésiastiques ; qu'au contraire il y sont envoiez par le Prince, pour observer les démarches des Inquisiteurs, & informer ensuite le Sénat de tout ce qui s'est passé, suivant le serment qu'ils prétent de ne rien celer au Prince, & de ne rien faire que par son ordre. Et c'est par là qu'il paroît, quel l'Inquisition de Ven-

## 274 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

se est Eclésiastique & Séculiere. Car où elle est purement Eclésiastique , tous les Séculiers , qui y interviennent , jurent de garder le secret & la fidélité aux Inquisiteurs. Outre cela les Afflans ont le pouvoir de suspendre les délibérations des Inquisiteurs , & d'empêcher l'exécution de leurs Sentences , non seulement quand elles sont contraires aux loix & aux coutumes du País ; mais encore lorsqu'elles se trouvent oposées aux instructions secrètes , que le Sénat leur a données , ou qu'elles ne s'accordent pas avec les maximes particulières du Gouvernement.

Et si les anciens Ducs de Venise juroient à leur élection de punir les Hérétiques , c'étoit à Dieu & au Public , comme font aujourd'hui les Rois d'Espagne ; & non pas aux Inquisiteurs. Or il y a bien de la différence entre jurer absolument , & jurer entre les mains de quelqu'un , le premier jurement étant un acte , qui n'oblige celui qui le fait , qu'à lui même pour la conscience ; au lieu que le second est une reconnaissance de sujexion à la personne , à qui l'on jure. Et pour montrer , que les Doges n'ont jamais fait ce dernier serment , il n'en faut point d'autre preuve , que la déclaration du Duc Pierre Gradénigue , donnée par écrit à l'Inquisiteur Frère Antoine , qui vouloit , que Sa Sérenité jurât d'observer les Constitutions Papales & Imperiales contre les Hérétiques : A quoi ce Duc répondit , qu'après le serment , qu'il avoit prêté à son élection , suivant le Concordat de sa République avec le Pape Nicolas IV. il ne devoit ni jurer une seconde fois , ni s'obliger à d'autres ordonnances Eclésiastiques & Impériales au-de-là du Concordat.

Cependant , les Inquisiteurs ayant perdu l'espérance de se faire prêter le serment par les Afflans , ont tenté de les obliger au moins de garder le

le secret en de certaines choses, par l'appréhension des Censures & des Excommunications. Mais ces Assitans n'ont jamais fléchi, étant bien persuadéz, qu'ils ne doivent rien aux Inquisiteurs, puisqu'ils ne sont pas leurs Ministres; & que le Prince doit savoir tout ce qui se passe dans ses Etats, vu que cette connoissance lui est nécessaire pour bien gouverner; & qu'il a plus d'intérêt à maintenir la Religion, que n'en ont les Eclésiastiques, qui regardent seulement le service de Dieu: au lieu que le Prince le fait, & pour Dieu, & pour ses Sujets, dont le repos est troublé par l'Hérésie. Au reste, si la Seigneurie se mêle des affaires de la Religion, elle imite en cela Constantin, Théodore & Charlemagne, qui l'ont fait; & qui bien loin d'avoir passé pour des Usurpateurs de la Puissance Eclésiaistique, ont été louiez & remerciez par les Papes, & par les Evêques, les premiers ayant souvent exhorté les Rois à prendre ce soin, \* \* Debes  
incus-  
tante  
advertere  
Regiam  
potesta-  
tem tibi  
non solius  
ad mundi  
regimen,  
sed maxi-  
mò ad  
Ecclesia  
presidium  
esse colla-  
tam.  
Leo Lad  
Imp.  
Leon.

Les Inquisiteurs prétendent, que du moins les Séculiers n'ont pas droit d'assister aux Procès des Eclésiastiques, suposant faussement, que l'Assistance-Séculière n'a été introduite que pour ce qui

## 276 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

regarde les Laïques. Les Vénitiens répondent, que l'Assistance n'est point affectée aux personnes, mais aux Causes, & que, par conséquent, l'Hérésie étant un crime Ecléastique & Séculier, puisque d'un côté elle attaque la Foi, & que de l'autre elle trouble la tranquillité Publique, il faut que toutes les Causes d'Hérésie soient jugées par les Ecléastiques avec l'intervention des Séculiers, sans avoit égard, si les acusés sont Gens-d'Eglise ou Laïques. Autrement il faudroit, que l'Ecléastique ne jugeât que les Prêtres, & le Séculier les Séculiers; ce qui est contre la coutume de tous les Païs, ou le Séculier est jugé par l'Ecléastique, si la Cause est spirituelle; & l'Ecléastique par le Séculier, si l'affaire est temporelle. Outre que selon la prétention des Inquisiteurs, la Cause d'un Prêtre ou d'un Moine hérétique, qui auroit des complices séculiers, devroit être jugée sans les Assistans, parce qu'elle seroit Ecléastique; ce qui ouvrirait une porte, par où les Inquisiteurs chasseroient bien-tôt les Assistans.

L'an 1610. l'Inquisiteur de Bresse, à l'occasion d'un Capucin de la Ville, dénoncé à Rome, fit une tentative pour ôter aux Assistans la connoissance des Causes, que les Inquisiteurs de Rome auroient commencé d'instruire: Par où l'Assistance Laïque étoit abolie, si cela eût passé, d'autant que les Inquisiteurs de l'Etat de Venise eussent trouvé le moyen d'engager les dénonciateurs par promesses, ou par motifs de Religion, à envoier leurs dépositions par écrit à Rome. Après quoi cette Cour eût commencé d'informer, pour renvoyer ensuite le procès sur les lieux, où les Inquisiteurs fussent devenus les maîtres. Mais la prudence du Sénat rompit ce coup; & l'ordre fut donné à tous les Recteurs des Villes, de veiller encore de plus près sur la conduite des Inquisiteurs, & de leur

leur faire observer exactement tous les statuts & toutes les formes de l'Inquisition Vénitienne, sans en relâcher un iota pour quelque cause que ces Moines leur pussent jamais aléguer. Pour la même raison le Sénat ordonne aux Affitans de prendre garde, que les Inquisiteurs n'insèrent dans les Procès des statuts faits hors de l'Etat, afin que la Cour-Romaine, qui tire avantage de tout ce qu'on lui permet, n'introduise point de nouveautés dans l'Inquisition de Venise, qui doit être gouvernée par ses propres coutumes, & nullement par celles de l'inquisition de Rome, dont elle ne depend point, puisqu'elle n'est pas d'institution Popale, comme j'ai déjà dit. En effet, si la Congrégation des Inquisiteurs-généraux de Rome se mêloit d'envoyer des ordres aux Inquisiteurs particuliers des villes de la Seigneurie de Venise, comme elle fait en beaucoup de lieux d'Italie, il vaudroit autant que tous les procès fussent formez à Rome, puisque les autres Tribunaux ne pourroient rien faire, que suivant les instructions de cette Cour. Outre que si les Actes faits par les Inquisiteurs sans les Affitans font nuls à Venise, à plus forte raison les Actes faits hors de son Etat, & , par consequent, sans aucune participation de ses Affitans , sont de nulle valeur. Ce n'est pas à dire pourtant , que si la Congrégation Romaine envoie quelque règlement, qu'il soit bon d'observer , & qui n'intéresse point la Juridiction Temporelle, les inquisiteurs des Villes ne le doivent recevoir avec respect , & le mettre en exécution , pourvû qu'ils y procèdent suivant le style & la coutume du País , en formant le nouveau Decret au nom de l'Inquisition du lieu , & en présence des Affitans publics , sans faire mention , que le Decret vient de Rome , non plus que si les Inquisiteurs du lieu en étoient les propres auteurs;

## 278 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

afin qu'il ne semble point , que l'Inquisition de Venise soit sujète à celle de Rome , dont elle est indépendante. Car il importe peu , que le règlement vienne de cette Cour , pourvu que dans la publication l'on ne reconnoisse point d'autre autorité que celle du Sénat. Et c'est cette autorité , qui est l'ame du Decret , puisque si le Prince ne vouloit pas le recevoir , comme il arrive souvent à Vénise , le Decret seroit sans force , & de nulle valeur. Du reste , quand les Inquisiteurs exécutent un Mandement de Rome , les Assisans n'examinent point , s'il en vient , ou s'il n'en vient pas , mais seulement , si ce que les Inquisiteurs font est utile au Public , & conforme à l'usage du País , sans vouloir pénétrer , s'ils le font de leur mouvement , ou par instruction d'autrui , vu que l'on n'emploie point d'autre nom dans les Actes , que celui de l'inquisition de Venise.

Les Assisans doivent encore empêcher les Inquisiteurs de publier aucune Bulle vieille ou nouvelle , sans en avoir la permission du Prince. Ce qui est fondé sur les raisons suivantes.

1. Parce que c'est la nature du Concordat de n'exister que par le consentement des Parties , qui contractent , & conséquemment de ne pouvoir être changé que de commun accord. Ainsi , l'Inquisition étant établie à Venise par un Concordat , aucune Loi nouvelle n'y doit être reçue , que les deux Parties qui ont traité n'en soient d'accord , l'accessoire devant régler sur le principal. C'est pourquoi les Bulles , & les Decrets de la Cour de Rome , faits depuis ce Concordat , n'ont point obligé la République.

2. Comme la Cour-Romaine fait des réglements selon ses vues & ses desseins particuliers , il n'est pas juste , que la République recoive ces nouveaux Decrets , sans examiner auparavant s'ils con-

convient à ses afaires. Chaque Prince connoit les besoins de son Etat: les Papes ne se métent pas en peine de l'intérest des Princes Séculiers. C'est donc à ceux-ci de prendre garde, qu'il ne se glisse point de nouveautez dangereuses dans leurs Etats par le moyen de ces ordonnances Papales. Car ce que les Papes aléguent, de recourir à eux, s'il en arive quelque désordre, & qu'ils y pourverront; c'est un remède pire que le mal, puisque par ce moyen ils se rendroient les Juges & les Arbitres de toute la Police Civile. C'est-pourquoi la Seigneurie de Venise à toujours été tres-dificile en céte matière, n'y ayant point de Prince dans l'Europe, qui ait pénétré mieux qu'elle dans tous les dessins de la Cour de Rome, ni qui s'y soit oposé avec plus de succès. Ce qu'elle continuë de faire encore dans toutes les rencontres, ne permettant jamais la publication d'aucune Bulle; qu'après une longue & meure délibération. Jusque-là même que, si le Pape fait une Bulle commune, pour envoier à plusieurs Princes, les Vénitiens sont toujours les derniers à la recevoir, non pas tant pour se régler sur l'exemple des autres, que pour avoir le tems de découvrir les fins & les visées de céte Cour, dont toutes les inventions sont couvertes du grand manteau de la Religion. Enfin, comme les Papes apliquent tous leurs soins à augmenter la Puissance Eclésiaistique, & à s'affujetir la Séculière, le Sénat aporte de son côté tant de précautions à la réception de ces Bulles, qu'il ne peut jamais être surpris. Car elles ne peuvent être présentées au Collège, qu'après avoir été examinées & signées par deux Docteurs, que le Public entretient pour cela, & qui ne manquent pas aussi d'avertir le Prince, si elles contiennent quelque abus, ou quelque nouveauté préjudiciable. D'ailleurs, la dificulté, que le

Sé-

---

## 280 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Sénat a porte à recevoir ces Bulles , fait que la Cour de Rome se ménage , pour ne se pas commettre.

Voilà ce qui regarde les Assistanst. Il faut voir maintenant à quoi s'étend la juridiction des Inquisiteurs dans l'état de Venise

I. Les Juifs , qui vivent dans les Terres de la République , ne sont point justiciables de l'Inquisition , pour quelque crime que ce puisse être. Ce qui est fondé sur la doctrine de Saint Paul , qui a dit que l'autorité Eclésiastique ne s'étend point sur ceux , qui n'ont jamais été du Corps de l'Eglise ; & sur une décision du Pape Innocent III. qui déclare , que les Juifs n'étant pas sujets à la Loi , ils ne peuvent être jugez par la Loi. C'est-pourquoi en Pologne ils sont jugez par les Palatins , & non pas par les Eclésiastiques. D'ailleurs , on fait , que les Papes Sixte V. & Clément VIII. ont accordé des sauf-conduits aux Maranes , pour demeurer & trafiquer dans la ville d'Ancône , sans pouvoir être inquiéitez ni molestez par les inquisiteurs , voulant bien déroger à la Bulle de Grégoire XIII. de l'année 1581. qui soumettoit les Juifs & tous les autres Infidèles au Saint-Office. Outre quel l'Inquisition ayant été établie seulement pour les Hérétiques , elle ne doit pas juger du Judaïsme , qui n'est pas Hérésie.

Que si les Juifs parlent mal de la Religion , blasfémant contre nos mystères , profanent les choses sacrées , attirent quelqu'un au Judaïsme , les Eclésiastiques , & les autres personnes intéressées , doivent porter leurs plaintes au Magistrat-du-blasphème , qui ne manque pas d'en faire une sévère punition , suivant l'ancien usage de l'Eglise , où les Eclésiastiques ne se mêloient que de juger , si l'opinion de ceux , que l'on accusoit d'hérésie , croit contraire à la Foi , les dénonçant & abandon-

donnant ensuite au Juge Séculier , s'ils en étoient convaincus. Ce qui s'est pratiqué dans l'Eglise sous l'Empire-Romain , jusques à sa division faite l'an 800. & dans l'Empire d'Orient jusques à sa fin.

I I. L'Inquisition ne juge point les Grecs pour les raisons suivantes.

1. Parce qu'il n'est pas raisonnable , que les Ministres de la Cour-Romaine soient Judges des Grecs en leur propre Cause , ceux ci demandant l'observation des Canons , lesquels soumettent chaque nation à ses propres Prélats ; & les Romains prétendant d'être au dessus des Canons , & en droit de changer les anciennes Constitutions & Ordonnances des Pères & des Conciles. Ce qui a causé la division & la séparation des deux Eglises , qui s'étoient conservées dans l'union & la charité Chrétienne l'espace de neuf-cens ans , les Grecs ayant reconnu le Pape pour le successeur de Saint Pierre , & le premier de tous les Evêques Catoliques , tant qu'il s'est contenté du pouvoir , que les Canons lui attribuoient ; & qu'il s'est tenu dans les bornes de la Primatie de son Siège , sans usurper , comme il a fait , la souveraineté sur les autres Evêques.

2. Parce que si le Prince permettoit à l'inquisition de juger les Grecs , il se priveroit de l'autorité propre , qu'il a sur eux , & la laisleroit à des gens , qui ne la pouroient exercer qu'avec beaucoup de trouble & de tumulte. Le pouvoir de châtier les délits en matière de Religion a toujours été entre les mains du Prince dans l'Eglise Greque , comme le confessent les Grecs de ce tems-ci , qui désirent la continuation de cet ancien usage. Ainsi , la Justice est administrée aux Grecs par le Magistrat , avec une entière satisfaction de leur part : Au lieu que si les Inquisiteurs se

mè-

---

## 282 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

mêloient de leurs affaires , toute la nation contrediroit à leurs Jugemens , & se mutineroit contre les Souverains , qui voudroient les y soumettre.

3. Parce que la Seigneurie de Venise , recevant les Grecs sous sa protection , leur a permis de vivre *secondo il Rito loro* , Mais leurs coutumes & leurs statuts les assujettissent aux Princes , pour les peines afflictives de toute sorte de crimes & d'offenses ; & aux Prelats de leur Eglise ; pour les peines spirituelles : Ainsi , la République ne doit pas souffrir , que les Grecs , qui sont sous sa protection , soient sujets à d'autres Juges . D'où il s'en suit , que ce n'est point aux Inquisiteurs de connoître , ni d'examiner ce que les Grecs font ou croient en secret ; mais seulement de dénoncer au Magistrat ceux , qui portent le scandale parmi les Latins , ou par leurs actions , ou par leurs paroles . D'ailleurs , la République ne fait point de tort à l'Eglise , en permettant aux Grecs de vivre selon la coutume universelle de leur Pais , qu'ils n'ont jamais interrompuë , puisque cette permission est la condition essentielle de leur obéissance volontaire ; & que si le Senat vouloit les soumettre à l'Inquisition , ce seroit faire des Rebelles & des Ennemis , au lieu de bons & de fidèles Vassaux ; d'où il ne reviendroit aucun auantage à l'Inquisition . C'est pourquoi la République , qui , plus que nul autre Prince , gouverne ses Sujets par des maximes de paix , n'a pas voulu consentir , que les Grecs eussent les Inquisiteurs pour Juges , de quelque nature que fussent les accusations , dont ils seroient chargés .

III. L'Inquisition de Venise ne juge point ceux , qui ont deux femmes , bien que ce soit une de ses prétentions , disant , que ce crime est un abus du Sacrement de Mariage . A quoi l'on répond , que le premier Mariage qui subsiste , rendant le second

cond nul , *ipso facto* , il n'y a point d'abus dans le Sacrement , & conséquemment il n'appartient point aux Inquisiteurs d'en connoître , mais au Magistrat , qui doit punir l'injure , que le mari fait à sa femme , parce que c'est une offense contre la Société Civile , ainsi que l'adultére , que l'on fait n'être pas sujet à l'Inquisition. Les Bigames sont jugez par les six Seigneurs-criminels-de-nuit , comme aussi les Juifs , qui habitent charnellement avec des femmes Chrétiennes .

I V. L'Inquisition ne juge point aussi les blasphemateurs , parce que le jugement en appartient au Magistrat séculier , suivant la disposition des Loix Civiles & Canoniques , & l'usage de tout le Christianisme. Mais si le blasphème donne quelque indice ou soupçon d'hérésie contre celui , qui l'a prononcé , l'Inquisition juge de l'indice , & le Magistrat du blasphème , qui par ce moyen n'est jamais impuni. Ainsi , il y a deux sentences contre le criminel , l'une du Saint-Ofice pour la peine spirituelle , & l'autre du Magistrat pour la peine corporelle .

Quant à ce que les Inquisiteurs disent : que c'est une trop grande sévérité de punir un homme avec deux sentences alégitant cet aforisme , qu'il ne faut pas deux Juges au même délit , les Vénitiens répliquent qu'il n'y a point d'inconvénient , qu'il se fasse deux Jugemens dans une même Cause , quand les peines imposées ne sont pas du même genre , & que la fin des Jugemens est différente. Ainsi , dans le cas du blasphème , qui sent l'hérésie , la fin naturelle de l'Inquisiteur est d'enseigner la vérité au blasphémateur , & de l'absoudre des Censures , qu'il a encouruës par son blasphème : au lieu que la fin du Magistrat est de punir l'injure faite à la Majesté-Divine , dont les Princes & les Magistrats sont d'autant plus obligez de procurer le service

## 284 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

*a Non enim finis causa gladium portat: Dei enim minister est, non potest in se quae ma- lum agit.*  
Ep. ad Rom.  
cap. 13.

vice & l'honneur, qu'Elle leur a donné l'épée pour être les ministres de sa colère & de sa vengeance. D'où il faut conclure que les Souverains étant chargés du soin de la Religion, que Dieu leur a recommandée tant de fois dans l'un & l'autre Testament, ils doivent en conscience employer leur autorité contre les blasphemateurs, pour la punition desquels l'Inquisition n'a pas de peines proportionnées à la grandeur de l'offense, puisque les peines qu'elle impose sont spirituelles, & que n'étant pas appréhendées, les jureurs & les impies retombent souvent dans les mêmes excès.. De sorte qu'il est absolument nécessaire pour le service de Dieu & du Public, que le Magistrat Séculier soit Juge dans les Causes de cette espèce, afin qu'il retienne un chacun dans le devoir, par la crainte des peines corporelles.

Pour les mêmes raisons, les Sorciers & les Magiciens ne sont pas jugez à Venise par l'Inquisition, qui connoît pourtant des indices d'hérésie, quand il y en a, pour quelque abus qui s'est fait des Sacremens.

V. Le Sénat ne permet pas, que l'Inquisition juge les Usuriers, les Doaniers, les Cabarétiers, les Hôteliers, ni les Bouchers, qui vendent de la viande en Carême, les Magistrats étant suffisans pour châtier ces gens-là, lorsque les Eelégiastiques portent leurs plaintes contre eux; & d'ailleurs n'y ayant pas d'apparence, que les excès & les abus, qui se commettent en ces sortes de professions, aient un autre principe que l'avarice. Car de s'imaginer, qu'un Boucher, qui vend de la chair en Carême, le fait, parce qu'il ne croit pas qu'il faille jeûner en ce tems-là, c'est une reverie, par où toutes les sotises & les bagatelles pouvoient se rapporter à l'Hérésie.

VI. Il n'est pas permis aux Inquisiteurs de faire aucun monitoire contre les Communautés, ni contre

tre les Magistrats pour ce qui regarde l'administration de la Justice. La raison de ceci est, que l'hérésie est un délit personnel, si bien que la Communauté n'est jamais hérétique, quand même tous les Particuliers, qui la composent, le seroient; & conséquemment l'Inquisition ne doit procéder que contre les Particuliers, la Communauté étant sous la protection & l'autorité du Prince. Paroilement le Magistrat, considéré en qualité d'homme-privé, peut se rendre suspect d'hérésie par ses paroles, ou par ses actions. Mais lorsqu'il fait la fonction de sa Charge, il ne peut ni pour l'un ni pour l'autre être sujet à la censure des inquisiteurs, parce qu'alors il est revêtu de l'autorité publique, & par conséquent n'est responsable qu'au Prince.

Que si le Magistrat donnoit quelque empêchement à l'Inquisition, par exemple, en refusant de lui remettre un homme, qu'elle auroit cité en jugement pour criminel ou pour témoin, Elle ne doit point user de monitoire en ce cas, ni en tout autre semblable, mais seulement faire sa remontrance au Magistrat, ou au Prince, par le moyen des Assistans.

Et d'autant que les Inquisiteurs ont tenté très-souvent d'insérer de nouveaux ordres dans l'Edit-de-Justice, qu'ils ont acoutumé de publier à leur entrée, quelques-uns même en ayant réitéré la publication jusqu'à cinq ou six fois, à dessein d'y glisser des commandemens & des défenses, selon les occasions qu'ils croioient leur devoir être favorables: La République a sagement limité la forme & la teneur ordinaire de cet Edit à six chefs, auxquels l'Inquisiteur ne peut plus rien ajouter.

Le 1. est contre ceux, qui sont hérétiques, ou qui en connoissant quelques-uns ne les dénoncent pas.

Le

## 286 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Le 2. contre ceux , qui tiennent des conférences & des assemblées au préjudice de la véritable Religion.

Le 3. contre ceux , qui célébrent la Messe , & confessent les Pénitents sans être Prêtres.

Le 4. contre les blasfémateurs , qui donnent quelque soupçon de leur créance.

Le 5. contre ceux ; qui empêchent & troublent l'Ofice de l'Inquisition , qui en ofensent les Ministres , & qui menacent ou maltraitent les délateurs & les témoins , *per causa dell' Officio* , c'est-à-dire au sujet de cet Ofice , & en haine des personnes , qui l'exercent ; car si c'est pour un autre sujet , celui , qui a fait injure à un Oficier de l'Inquisition , doit être jugé par le Magistrat ordinaire . Autrement ce seroit un abus horrible , par où les Eclésiaquistes s'établiroient bien-tôt un droit de connoître de toute sorte d'ofenses , & rendroient toutes les Causes Eclésiaquistes . C'est-pourquoi le Sénat a prudemment usé de cette restriction , *Per opere spettanti ad esso Officio*.

Le 6. est contre ceux , qui tiennent , impriment , ou font imprimer des livres d'hérétiques , où il est traité de la Religion , Et c'est aux Assistans-d'empêcher les Inquisiteurs de passer plus avant.

Il y a une belle ordonnance du Conseil de Dix faite en l'année 1568. par laquelle la confiscation des Biens des personnes condannées pour cause d'hérésie doit aler aux légitimes héritiers , à condition de n'en faire aucune part aux condamnez . De sorte que les Eclésiaquistes ne sauroient profiter des dépouilles de ceux , qu'ils ont jugez , la Seigneurie de Venise estimant , que c'est une espèce de cruauté de frustrer des gens , qui vivent en bons Catoliques , de la succession de leurs parents , qui sont tachés d'hérésie . De quoi la Cour de Rome

me a toujours murmuré, mais fort inutilement.

Pour ce qui regarde les Livres défendus par la Cour de Rome, la République ne soufre point que les Inquisiteurs publient dans son Etat un autre Catalogue des Livres-défendus, que celui de l'an 1595. qu'elle reçut en vertu du Concordat de 1596. avec Clément VIII. Et comme ce Catalogue a été depuis imprimé plusieurs fois, & que les Inquisiteurs ont emploie tous leurs artifices, pour y insérer de nouveaux livres-défendus, & par ce moyen éluder le Concordat ; le Sénat a redoublé de ce côté-là sa vigilance, & s'est mis en état de ne pouvoir être surpris par les Eclésiastiques. Et quand il est question de publier de nouveau quelque Livre-détendu, qui ne traite point de la Foi, le Sénat, avant que d'y prêter son consentement, fait examiner soigneusement la doctrine, que ce livre contient, & sonde prudemment les intérêts, qui portent la Cour de Rome à le condamner. Après quoi, si le livre est défendu, c'est sous le nom & l'autorité du Prince, sans que les Inquisiteurs y aient aucune part.

Mais comme les Inquisiteurs faisoient imprimer très-souvent le Catalogue de 1595. par un motif d'ostentation, & pour montrer au monde, que le Jugement des Livres appartient seulement aux Eclésiastiques : Le Sénat a commandé aux Libraires de ne plus imprimer ce Catalogue, qu'avec le Concordat inseré à la fin. Par où les Eclésiastiques ont perdu depuis l'envie de publier davantage le premier, ne voulant pas que l'on ait des copies du second, qui contient beaucoup de restrictions de leur pouvoir en cette matière.

Quant aux Livres écrits contre la réputation du prochain, & même des Eclésiastiques, les Vénitiens, soutiennent que ce n'est pas à l'Inquisition d'en juger, parce que cet Ofice est établi pour l'extirpation

## 288 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

tion de l'Hérésie , & non pas pour le châtiment des médisans & des colomniateurs; cette fonction touchant aux Magistrats , à qui Dieu a commis & recommandé la défense de l'honneur du Prochain. Que si les Eclésiastiques sont ofensés , ils doivent implorer l'autorité du Magistrat , qui leur fera bonne justice. Si quelqu'un a écrit contre leurs Immunitéz , le Prince seul a droit d'en connoître , puisqu'ils les tiennent de sa grace & de sa libéralité , & qu'il n'y a que lui , qui puise les y maintenir ; n'étant pas d'ailleurs convenable , que les Privilégiéz défendent de leur propre autorité leurs priviléges , ni qu'ils se jugent eux-mêmes. Mais l'on ne voit guères de ces Ecrits en Italie , au lieu que l'on y en voit tous les jours de nouveaux , que les Romains s'èment contre la Puissance-Séculière. Tant ils ont à cœur de la diminuer pour en augmenter la leur.

D'ailleurs , les Eclésiastiques ne sont pas Juges compétens des Livres de Politique , & c'est aux Princes , qui ont des Etats à gouverner , d'aprouver ou de rejeter les maximes contenues en ces Ovrages , vuque ces matières ne sont pas de la science des Eclésiastiques , à qui Dieu a défendu de se mêler du Gouvernement Séculier. On ne doit pas non plus les recevoir pour Juges dans une Cause , où ils s'intéressent avec tant de passion , qu'ils appellent tirannie & inventions humaines la puissance , que Dieu a donnée aux Séculiers ; & donnent le nom d'hérésie & de blasphemie à la doctrinæ , qui combat leurs opinions. C'est ainsi que le Cardinal Bellarmin dans un de ses livres ose appeler hérétiques tous ceux , qui disent , que les Rois & les Princes n'ont que Dieu au dessus d'eux dans le temporel. De maniere que si l'on en croioit ce Cardinal & les Romains , il n'y auroit point d'autres Souverains que les Papes. Et

Et c'est ce que prétendoient Paul IV. & Paul V.  
le premier, qui disoit, *Qu'il ne vouloit point de Hist.  
Princes pour ses compagnons, mais bien pour ses su- del.  
jets, & qu'il les tiendroit tous dessous ses pieds : Et Conc di  
le second, à qui un Jacobin (F. Thomas Caraf- Trento.  
fe) dédia des Theses en 1608, avec cete inscrip- l. 5.  
tion, *Paulo V. Vicedeo, Reip. Christiane Monar-  
cha invictissimo, Pontificia Omnipotentia conserva-  
tori acerrimo, & cete menace à tous les Princes,  
au dessous de son portrait, Inimici ejus terram lin-  
gent.**

Enfin, les Vénitiens ne soufrent pas, que les Inquisiteurs censurent les Livres de galanterie, bien qu'ils contiennent plusieurs choses contre l'honnêteté & les bonnes mœurs. 1. Parce quelques Inquisiteurs sont instituez pour juger les hérétiques, & non pas pour censurer les mœurs. 2. Selon la doctrine de S. Paul, la tranquillité & l'honnêteté publiques sont données en garde aux Magistrats. 3. Il est indubitable, que les offenses commises par voie de fait ou de paroles contre la réputation d'autrui, ou contre la bienséance & l'honnêteté Civilé, sont des cas, qui regardent les Juges Séculiers. Et par conséquent les mêmes offenses, commises pas écrit, touchent à cete Jurisdiction. Où il est bon d'observer, que la Cour de Rome ne s'est attribué de défendre les Livres, qui ne traitent point de la Foi, que depuis l'an 1550. & que cette usurpation s'est convertie en coutume & en droit par la négligence des Princes Italiens, ou de leurs Ministres, qui en se déchargeant de ce soin sur les Moines, qui étoient bien-aisés de le prendre, se sont insensiblement dépouillez de cette partie de leur autorité, & ne s'en sont aperçus qu'après l'avoir perduë, sans espérance de la recouvrer jamais.

Il n'y a eu que la République de Venise, qui  
Tome I. N

## 290 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

a toujours compris l'importance de cette affaire, & qui par conséquent n'a point souffert de diminution dans ses anciens droits. Ses Ministres continuent de voir tous les Livres, qui s'impriment, afin qu'il ne s'y glisse point de mauvaise doctrine, empêchant aussi que ceux, qui ont été imprimés par le passé, sans les précautions requises, ne soient imprimés de nouveau & exposés en vente, de peur que le mal arrivé ne croisse davantage.

Enfin le Cardinal Baronius a voulu enchérir sur toutes les entreprises de Jurisdiction faites auparavant par la Cour Romaine, disant hardiment dans une lettre du 13. Juin 1605. qu'il écrivit au Roi d'Espagne, pour se plaindre de ses Ministres, qui empêchoient la vente de l'onzième Tome de ses Annales dans les Etats de Naples & de Milan ; Que le Pape étoit le seul Juge légitime des Livres, & qu'ainsi les Princes & les Officiers ne pouvoit condamner les Ouvrages, que Sa Sainteté avoit approuvez. A quoi ce Roi n'ayant point répondu par paroles, mais par écrits, laissant courir & observer les défenses publiées par ses Ministres, le Cardinal inséra dans son xi<sup>e</sup> Tome imprimé l'an 1607. un discours à ce propos disant, Que c'étoit une chose horrible & pleine d'impétié, que les Juges Roiaux osassent censurer les Livres approuvez par le Pape, & en défendre la vente aux Libraires. Que c'étoit ôter à S. Pierre une des Clefs, que Jésus Christ lui avoit données, savoir, celle de la science de discerner le bien d'avec le mal. Et qu'enfin, les Ministres d'Espagne avoient défendu son livre, parce qu'il y reprochoit les injustices de leurs Rois. Ce qui fait voir évidemment la passion des Romains, qui croient, qu'il leur est permis d'offenser les Princes, & de décrier leur Gouvernement par des invectives, sous prétexte de Religion, sans que ces souverains puissent

empêcher le cours & la lecture de ces Ecrits dans leurs propres Etats. Quel désordre seroit-il dans le monde, si l'approbation, que les Papes ont donnée pour leur interest à des Livres faits contre la Puissance-Séculière, obligeoit les Princes à les recevoir? Qu'y a-t-il de plus injuste, que de prétendre, qu'un Livre, où un Roi est appellé Usurpateur & Tiran, où la Mémoire de ses Ancêtres est diffamée, & dans lequel les Sujets ne sauroient trouver que des leçons de désobéissance & de révolte, soit lù, tenu, & vendu publiquement dans les Terres de ce Prince? C'étoit pourtant ce que prétendoit Baronius, qui après avoir très mal parlé de plusieurs Rois d'Aragon, & particulièrement de Ferdinand-le-Catolique dans son Discours de la Monarchie de Sicile, croioit, que Philippe III. lui faisoit grand tort de ne pas permettre la vente d'un Ouvrage rempli d'aigreur & de médisance contre ses Prédecesseurs & ses Péres; & comme s'il eût eu grand' raison, apliquoit à son fait ce mot de l'Evangile, *Beati, qui propter justitiam persecuti-  
nem patiuntur.*

Comme il est indubitable, qu'un Livre aprouvé par le Pape en matière de Foi ne peut jamais être condanné par les Séculiers: De même il est certain, qu'un Livre de Politique & d'Histoire peut justement être défendu par les Princes, & par les Magistrats encore que tous les Prélats du monde l'eussent aprouvé.

Pour l'expédient, que Baronius propose, de recourir humblement aux Evêques pour la suppression d'un Livre, que les Ministres Publics connoîtroient devoir causer du trouble ou du scandale, j'ai déjà dit, que c'est un mal plutôt qu'un remède, puisque par là les Eclesiastiques s'établiraient Juges d'une infinité d'affaires, dont la connoissance ne leur appartient pas. Outre que ce seroit un

## 292 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

mauvais Gouvernement que celui, qui n'auroit pas en soi les moyens de pourvoir aux choses nécessaires, & qui en seroit réduit à attendre, que le remède lui fût appliqué par ceux, qui sont intéressés dans la durée de son mal; ou qui même n'y pourverroient jamais, que selon leurs desseins particuliers, & non pas selon le besoin des affaires.

C'est pourquoi les Princes ne doivent point se reposer sur la diligence d'autrui, dans les choses, qui concernent le bon Gouvernement, Dieu leur ayant donné l'autorité & la connoissance nécessaire pour s'en bien acquitter. En effet, il n'y a que le Prince, qui sache ce qui est propre à son Etat; & pour cette raison il ne doit point emprunter de la Cour de Rome ce qu'il a chez soi: ce qui faisoit dire à l'Evêque de Valence, (Jean de Monluc) au sujet des guerres de la Religion, Que c'étoit une grande simplicité de voir brûler Paris, & d'attendre l'eau du Tibre pour éteindre l'embrasement, pendant que l'on avoit celle de la Seine toute prête. La Politique Vénitienne est totalement opposée à celle des Papes. Ce qui est bon pour l'Etat Ecléastique, ne l'est pas pour celui de la République: Et quand il le seroit, rien ne la pourroit obliger à s'y conformer. Ainsi, une doctrine est bonne à Rome, qui seroit pernicieuse à Venise, à Vienne, à Madrid, & par-tout ailleurs; & par conséquent l'approbation du Pape ne peut pas ôter aux Princes la liberté de condamner des livres, qui apporteroient le désordre chez eux.

Enfin, tant s'en faut, que les Papes soient les Juges légitimes de tous les livres, qu'au contraire ils ont usurpé sur les Séculiers le pouvoir même de défendre les livres hérétiques. Dans les huit premiers siècles, les Livres étoient examinés, & puis censurés par les Conciles, mais défendus par les

les Princes par raison de police. Le Concile de Nicée déclara la doctrine d'Arius hérétique, & Constantin défendit ses livres par un Edit; le Concile de Constantinople proclama Eunomius hérétique, & l'empereur Arcadius fit un Edit contre ses livres; le Concile d'Efese condanna Nestorius comme hérétique, & l'Empereur Théodose en fit brûler les liures; le Concile de Calcédoine ayant condamné les Eutichéens, l'Empereur Martien fit une Ordonnance contre leurs livres. Ce qui montre, que la prohibition des livres hérétiques n'est pas une chose si propre de la Jurisdiction Eclesiastique, qu'elle n'appartienne de bon droit à la Puissance Séculière. Car bien que ce soit aux Eclesiastiques de juger s'il y a quelque hérésie dans un livre, ce n'est pas à dire, que les Princes ne puissent défendre par Edit le livre censuré par les Eclesiastiques, sans que ceux-ci aient lieu de se plaindre qu'on leur ôte une des clefs de S. Pierre, vu qu'au contraire les défenses du Prince donnent force & vigueur à leurs censures.

Pour les Libraires, le Séant consent que ceux qui tiennent & vendent des livres hérétiques, soient punis par l'Inquisition. Mais il ne permet pas, qu'ils fassent inventaire de leurs livres devant les Inquisiteurs; qu'ils reçoivent d'eux aucune permission de vendre, ni qu'ils prêtent aucun serment entre leurs mains; ce que les Inquisiteurs ont tenté plusieurs fois d'obtenir, comme aussi d'insérer dans leurs Edits-d'Entrée, des commandemens qui excèdent leur facultez; disant, Qu'ils ne prétendent faire jurer les Libraires, que pour des choses ausquelles la Conscience les oblige, savoir de ne vendre point de liures défendus; & que par leurs Edits ils leur donnent seulement des avertissemens de ce qu'ils ne doivent pas faire. Mais cette raison est captieuse, d'autant que ce sont des actes

## 294 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

actes de Supériorité & de Jurisdiction, que de prendre le serment de quelqu'un, & d'avertir par Edit, bien que ce soit en des choses déjà dues. D'ailleurs, l'Edit & le serment ont été force, que ceux, qui contreviennent à l'un ou à l'autre, sont dignes de punition; ce qui ne convient pas à l'avertissement, ni au conseil, que l'on peut ne pas suivre sans mériter aucun châtiment.

Les Inquisiteurs aléguent une autre raison qui est, que puisqu'ils sont juges de l'Hérésie, ils doivent juger toutes les choses conjointes à l'Hérésie; & qu'ainsi, ils ont droit de commander aux Libraires, les hérétiques s'enseignant & se semant par le moyen des livres. A quoi les Vénitiens répondent, que pour les livres, qui contiennent quelque hérésie, c'est aux Inquisiteurs de les défendre, & de châtier les Libraires, qui les vendent; mais que pour toutes les autres sortes de livres, les Libraires n'en doivent point rendre compte aux Inquisiteurs, ni faire inventaire devant eux. Car c'est une mauvaise raison de dire, que l'Inquisition doit étendre son autorité sur tous les livres. À cause que l'Hérésie est enseignée dans les livres, puisque tous les livres ne traitent pas de la Foi, qui est la seule matière, qui appartient au Saint-Ofice; & par conséquent tous les livres, qui ne sont pas écrits en ce genre, ne sont point de la connaissance de ce Tribunal. Si les Inquisiteurs étoient juges de tout ce qui pourroit se rapporter à l'Hérésie par quelque conséquence éloignée, il n'y euroit point de crime ni de faute, qui ne pût devenir une matière d'Inquisition. C'est-à-dire, qu'il ne faudroit plus de Magistrats, & que peu à peu la Jurisdiction Eclésiastique éteindroit la Séculière.

Il n'y a qu'un seul point, qu'il semble que la République ait passé trop facilement, qui est d'avoir souffert, que les Papes envoiaissent des Inquisiteurs Etrangers, ses propres Sujets pouvant exercer cette

Char.

Charge avec plus de discrétion & de charité, que les premiers, qui ne savent pas les coutumes ni l'usage du País. En Espagne, les Inquisiteurs sont tous Espagnols. Dans le Duché de Milan, les Naturels ne sont pas exclus du Saint-Ofice. Ainsi, les Vénitiens, si jaloux d'ailleurs de leur autorité, paroissent en cela de pire condition, que le Roi d'Espagne.

Néanmoins si l'on considére, que ces Inquisiteurs ne peuvent être reçus dans les Villes où ils sont envoiez, sans venir auparavant se presenter devant le Prince, ou obtenir de lui des Patentés, adressées aux Recteurs du lieu où ils vont, l'on trouvera, que le mal n'est pas fort dangereux, vu que si un Inquisiteur n'est pas agréable, le Prince a le remède entre ses mains, qui est de tenir le suppliant en attente pour le lasser, & de ne lui point donner ses provisions, sans quoi les Patentés du Pape lui sont inutiles. Ce qui est un bon moyen de dégouter les Moines Etrangers de ces emplois, par la difficulté de les y admétre, & le véritable secret d'obliger, quand on voudra, la Cour de Rome à nommer des Inquisiteurs Sujets de l'Etat.

Les Inquisiteurs de Venise ont leur Tribunal dans le Palais-S. Marc, où ils s'assemblent deux fois la semaine.

Les Assistans, qui ont quelque afaire avec la Cour de Rome, ne peuvent plus se trouver au S. Ofice; leur intérêt rendant leur fidélité suspecte à la République, qui en met d'autres en leur place. Ainsi, les Inquisiteurs n'ont jamais lieu de corrompre les Assistans, puisque la fonction de ces Gentilshommes cesse du moment, qu'ils demandent quelque faveur au Pape.

Voila, ce me semble, tout ce qu'il y a de plus essentiel & de plus nécessaire à savoir touchant l'Inquisition de Venise. Je passe donc à la quatrième Partie.



QUATRIÈME PARTIE

DE L'INTERDIT  
de Venise.

Avertissement.



I ANT parlé dans les autres Parties de cette Histoire des querelles de la République de Venise avec les Papes, j'ai cru, que je rendrois service au Public, si je lui donnois une Relation du différend, que cette Seigneurie eut avec Paul V. pour la défense de son autorité; Et une Traduction de deux petits Traitez de l'Interdit publiés par les Docteurs de Venise; du Monitoire de ce Pape contre le Sénat: & de la Protestation du Sénat contre ce Monitoire, avec une Lettre Circulaire écrite aux Villes de son Etat; toutes Pièces, que j'ai jugées dignes de la curiosité des honnêtes-gens, & que je m'as-

*m'assure devoir être d'autant plus agréables , qu'elles défendent la Cause commune de tous les Princes , contre les prétentions & les entreprises de Jurisdiction de la Cour-Romaine.*

*Pour ce qui regarde la Relation du différend , c'est un abrégé de l'Histoire , que Frà-Paolo en a faite en Italien , dans lequel on trouvera plusieurs particularitez curieuses , qu'il n'a point dites , & que j'ai tirées de quelques autres Histoires , & principalement de celle du Sénateur André Morosin. Ce qui me persuade , que l'on pourra prendre quelque plaisir à lire cette Relation , & qu'elle ne paroîtra pas un travail inutile à ceux , qui voudront savoir exactement tout l'essentiel de cette fameuse affaire , qui occupa pour lors tous les plus grans Princes de l'Europe.*

---

298 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

---



R E L A T I O N  
du différend du Pape Paul V. & de la Re-  
publique de Venise.

1605.

**L**E Pape Paul V. donna les premiers soins de son Pontificat à examiner & contrôler toutes les loix des Princes Séculiers, dont il vouloit, disoit-il, mortifier la présomption & abatre la puissance. Mais comme il avoit peur des Rois, dont il savoit, qu'il ne lui seroit pas aisé de venir à bout, il commença par les Républiques, qu'il croioit plus faciles à réduire, n'étant composées que de personnes privées, qui, à ce qu'il lui sembloit, se pourroient desunir sans peine; soit en les intimidant par des menaces, ou en les gagnant par des promesses. Il fit donc son coup-d'essai sur la petite République de Luques, à l'occasion d'un Edit, qu'Elle avoit fait contre quelques-uns de ses Citoyens, qui avoient changé de Religion, & s'étoient retirez chez les Protestans; Defendant à tous ses Sujets d'avoir aucun commerce avec eux. A quoi le Pape trouva à redire, aléguant pour raison, que ni cete Seigneurie, ni tout autre Prince Séculier n'avoit le pouvoir de faire de telles Ordonnances en matière de Religion; que par conséquent il vouloit, que l'Edit des Luquois, bien que bon & juste, fût éfacé de leurs Registres; & que de son autorité Papale il en feroit un semblable pour y suppléer. Peu de tems après, il demanda pacifiquement la révocation d'une autre Ordonnance de cete République, laquelle portoit que les Lettres exécutoriales envoicées par la Chambre-

Apo-

Apostolique, ne pouroient à l'avenir être mises à exécution , qu'elles n'eussent été vuës par les Magistrats , afin d'éviter par ce moyen , les troubles , que l'Etat en avoit ressentis par le passé.

Le Pape attaqua ensuite la République de Génnes , qui avoit fait deux Decrets , l'un pour la revision des Comptes de quelques Administrateurs de Confréries Laiques , acusez de malversation ; l'autre portant défense aux Confrères d'une certaine Congrégation Séculière , établie chés les Jésuites , de continuer leurs assemblées. Ce que céte Seigneurie avoit été obligé de faire pour rompre les cabales & les défieins de ces Confrères , qui avoient juré entre eux , de ne favoriser que leurs compagnons dans l'élection des Magistrats. Le Pape dit , que ces Decrets etoient contre la Liberté Eclésiastique , & qu'ainsi il entendoit qu'ils fussent révoqués ; qu'autrement il fulminaeroit ses Censures. Les Genois révoquèrent d'abord le premier , & s'excusèrent pour le second , disant qu'il importoit au Bien-public d'empêcher une Assemblée illicite , qui , sous le prétexte de la Religion , tendoit à la ruine de leur Etat. Mais le Pape , bien loin d'être content , se mit fort en colère contre eux ; & fit imprimer un Monitoire , qu'il menaça de publier sans délai , si l'on ne lui donnoit toute la satisfaction qu'il atendoit. De sorte que céte République se rendit aux volontez du Pape , à la solicitation des Cardinaux ses Sujets , qui dans céte rencontre eurent plus de soin de plaire au Pape pour leur propre intérêt , que de servir à leur Patrie , comme ils devoient.

Paul V. enflé de ce succès , ne douta plus de remporter une parcellle victoire sur les Vénitiens , avec qui il étoit dés lors en dispute pour l'emprisonnement d'un Chanoine de Vicence , & d'un Abbé de Nervese , qu'il vouloit que le Sénat remis-

## 300 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

entre les mains de son Nounce , disant au Chevalier Augustin Nani Ambassadeur de Venise , qu'il ne souffroit jamais , que les Ecléiaſtiques tuffent jugés par les Séculiers , parce que cela étoit contre l'Ordonnance du Concile .

Quelques jours après , il se plaignit au même Ambassadeur de deux Decrets du Sénat , l'un de l'année 1603. lequel défendoit de bâtiſ des Eglises sans fa permission ; & l'autre de l'an 1605 fait pour empêcher l'aliénation des biens séculiers aux Ecléiaſtiques , déclarant qu'il vouloit , que le Sénat révoquât ces Decrets sans chicaner ; qu'autrement il trouveroit les moyens de fe faire obéir . A quei il ajoutoit , qu'il étoit , Pape pour soutenir la Jurif-

André diction Ecléiaſtique , & qu'il s'estimeroit hureux Morosini de répandre fon sang pour céte cause . L'Am- liv. 17. bassadeur eut beau lui remontrer , que le droit de de fon Histoire juger les Ecléiaſtiques dans les Afaires séculieres de Veni- étoit fondé sur la puissance naturelle de Prince Sou- fe. verain , & sur la coutume établie , & non contestée depuis mille ans . Que la loi de n'aliéner point les

Antoine biens séculiers aux Ecléiaſtiques n'avoit pas été fait Quirini dit , qu'il fe seulement à Venise , mais encore dans plusieurs Villes de l'Etat , & que pour les autres , il étoit juste s'en é- qu'elles suivissent l'exemple & la coutume de la Vil- tout fait une le dominante . Outre que céte loi étoit absolument sembla- nécessaire pour la conservation des forces de fa ble à Ve- République.

nife des l'an 1357. & rien ; que la coutume étoit dautant plus mauvaise , qu'elle étoit plus ancienne , Que la loi de l'aliénation ne pouvoit subsister , non plus que celle nouvela de l'an 1536. \* sur laquelle elle étoit fondée , l'u- en 1459. ne & l'autre étant nulles , contre les Canons , scandaleuses , & faisant les Ecléiaſtiques de pire con- 1515. & Apolog. dition que les personnes infames : Que la Ré- de la publique ayant étendu à toutes les Villes de Rcp. (on

son Etat une loi, qui ne devoit valoir que dans la Ville & le Détroit de Venise, suivant le Decret de Paul III. elle étoit déchuë de ses priviléges, pour avoir passé les bornes de la concession: Que pour le Decret de ne pouvoir bâtrir des Eglises sans la permission du Sénat, il fentoit l'hérésie. Enfin, il proposa l'exemple des Génois, qui lui avoient obéi, disant à l'Ambassadeur; *Imitez leur pénitence.* Celui-ci répliqua, que le cas des deux Républiques étoit bien différent; que toutes les Ordonnances de sa Patrie étoient nécessaires pour le bon Gouvernement: Que plusieurs Papes, qui avoient été Inquisiteurs ou Nonces à Venise, les avoient bien examinées, & ne les avoient jamais désaprouvées: Que Sixte IV. Innocent VIII. Alexandre VI. Clément VII. & Paul III. avoient non seulement approuvé par leurs Bulles; mais encore loué les Ordonnances Vénitiennes comme Canoniques: Que ce que le Sénat avoit fait touchant les acquisitions des Eclesiastiques, se pratiquoit en France, en Portugal, en Allemagne, & en Pologne: \* Que même le Pape Clément VIII. voiant l'Eglise de N. D. de Loréte s'enrichir & s'acroître de jour en jour par les dons de toute sorte de personnes, avoit empêché, qu'elle n'aquist de nouveaux fonds, & ne s'étendist davantage.

Le Pape repartit à cela sur le champ, que Clément, étant Pape & Prince Temporel, avoit une puissance plus étendue que les Princes Séculiers; & que pour ce qu'il avoit ordonné comme Prince, à l'égard de la Maison de Loréte, il avoit obtenu ce pouvoir de soi-même, comme Pape: Que

N 7

s'il Roi d'A.

ragen ordonna. Qu'il ne se pourroit rien aliéner des biens séculiers aux Eclesiastiques, sans sa permission expresse. Pet. Bollug <sup>in Spec.</sup> Prince. R. 13. S. Louis Roi de France, fit une semblable Ordonnance, qui fut confirmée par Filipe III. Filipe le Bel. Charles le Bel, & depuis renouvellée par les Rois Charles V. François I. Henri II. Charles IX. & Henri III. L'an 1596. Fédéric Roi de Sicile fit une Loi toute semblable à celle de Venise de l'année 1536.

1605.

A. Morosini.  
*Ibidem.*

\* L'an  
1500.  
Edouard  
III. Roi  
d'Angl.  
fit une  
pareille  
loi qui  
fut ex-  
cutée  
malgré  
toutes  
les  
plaintes  
des E-  
clesiasti-  
ques. Po-  
lydor.  
*Ibid.* 15.  
Hist.  
Angl.  
Jaques

## 302. HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1605.

s'il y avoit ailleurs de semblables loix contre les Ecléciastiques , elles avoient été faites par l'autorité des Papes ; & que si celles de l'aliénation des biens & de la fabrique des Eglises , dont il étoit question , étoient nécessaires , il étoit prest de les faire en leur faveur , dés que le Sénat de Venise lui en auroit fait connoître la nécessité : \* Que jusques alors il avoit fait le devoir de Pére , mais qu'après il feroit l'ofice de Juge , si l'on ne lui obéissoit dans le tems qu'il prescriroit par le Bref exhortatoire qu'il enverroît à sa République . Le Nani pria le Pape de ne rien précipiter , & de vouloir attendre la réponse du Sénat , à qui il aloit écrire les intentions de Sa Sainteté .

La réponse fut , que la Seigneurie ne pouvoit rendre les Prisonniers justement retenus , ni révoquer les loix , qu'Elle avoit faites pour le bien de ses Sujets ; & qu'Elle étoit résoluë de soutenir cette liberté naturelle , que Dieu lui avoit donnée ; & que leurs Ancêtres avoient conservée depuis tant de siècles .

Le Pape ayant apris cete résolution du Sénat par son Nonce , & par le Chevalier Naai , fit expédier deux Brefs , datés du 10. Décembre 1605. adressés au Duc Marin Grimani , & au Sénat de Venise , lesquels il envoia le même jour à son Nonce , pour les presenter , nonobstant toutes les remontrances , que les Cardinaux Baronius & Du Peres Es-ars à gouverner , avec plein pouvoir pour le tenapozel , il leurs onné aussi l'autorité de faire sans privilége ni permission d'autrui , toutes les loix qu'ils jugent nécessaires pour la conservation de leurs Etats . Et il ne se trouvera point , ajoute-t-il , que Dieu ait jamais uit un commandement , pour lequel il faille demander permission . . . . Dieu dit à un Prince , *Vous ferez les loix , qui seront nécessaires sur l'utilité de vos peuples .* Et il faudra que ce Prince en demande permission ? Il n'est donc pas permis de faire ce que Dieu commande , si l'on n'a la permission & le consentement des hommes . Cho-ridicule & absurde .

Perron lui firent, pour le détourner d'une si difficile & si périlleuse entreprise. 1605.

Pendant que les Brefs étoient en chemin le Sénat nomma pour Ambassadeur Extraordinaire à Rome, le Procureur Léonard Donat, Sénateur vénérable par son âge, & tres-agréable à cete Cour, où il avoit été déjà sept fois Ambassadeur; afin que par l'envoi de ce Personage, le Pape reconnût que le Sénat ne le méprisoit point, comme il se l'étoit figuré; mais au contraire portoit toute la révérence qu'il devoit & à lui & au Saint Siége. Ce qui obligea le Nonce de surseoir la présentation des Brefs, qu'il reçut un jour après cete élection, & d'attendre un nouvel ordre du Pape, dans l'opinion qu'il eut lui-même, que cete soumission du Sénat amoliroit la dureté de son Maître, & réveilleroit en lui les sentimens d'un bon Pére. Mais il se trompa dans sa pensée; car le Pape se fâcha fort contre lui de ce qu'il s'étoit mêlé d'interposer son jugement dans l'exécution de ses ordres, & lui dépêcha un Courier, avec un commandement exprés de presenter ses Brefs immédiatement après la réception de ses létres. De sorte que le Nonce les ayant reçus la nuit de Noël, il ala le lendemain matin, jour de la Fête au Palais, où il donna les létres aux Conseillers assémblés pour assister à la Messe de Tierce; Car le Duc Grimani étoit à l'extrémité, & mourut la nuit suivante. Ces Seigneurs dirent au Nonce, qu'ils s'étonnoient fort qu'il eust pris ce jour, qui en est un de réjouissance & de salut pour toute la Chrétienté, pour leur porter dés menaces & des Censures du Saint-Siége. Ce Prélat s'excusa sur la nécessité d'obéir, & les exhorte de veuloir contenter le Pape.

Cependant, les Brefs ne furent point ouverts à cause de la mort du Duc, qui arriva la nuit du même

A Morosini.  
Ibidem.

## 304 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

me jour , comme je viens de dire , les Sages-Grans n'ayant pas jugé à propos d'entamer cette affaire qu'à près l'élection de son successeur .

Le Pape ordonna à son Nounce de s'opposer à cette élection , en déclarant aux 41. Electeurs , qu'elle seroit nulle comme étant faite par des gens excommuniés . Mais ce Prélat ne put jamais obtenir audience , la Seigneurie s'excusant sur la coutume , qu'Elle avoit de n'en point donner durant l'Interrégne . Et comme il avoit envie de protester suivant l'ordre du Pape , il en fut empêché par quelques Evêques de ses amis , qui lui remontrèrent , que cette entreprise étoit odieuse & dangereuse ; & que bien loin de causer aucun trouble dans la Ville contre le Sénat , elle exciteroit le peuple à soutenir avec plus de chaleur la dignité publique , & aigrirroit les esprits contre la Cour de Rome . Outre que de faire cette tentative , c'étoit confondre le Spirituel avec le Temporel .

Le 10. Janvier 1606. Léonard Donat , nommé pour l'Ambassade Extraordinaire de Rome fut élu Doge , & bien que le Nounce se fût abstenu de lui faire les compliments de félicitation , comme avoient fait tous les Ambassadeurs des Princes , il ne laissa pas de donner part de son élection au Pape , qui reçut sa létre par les mains du Chevalier Nani , & y répondit obligamment , nonobstant les bruits , que l'on avoit fait courir , que le Pape ne vouloit point reconnoître le nouveau Duc .

Le jour de son Couronnement , il advint une chose qui exerça quelque tems la curiosité , ou plutôt la vanité des esprits . Comme toute la Place-Saint-Marc étoit couverte de neige , quantité de petits garçons , qui s'y trouvoient , pour voir , comme les autres , la cérémonie de l'entrée de

De

D'oge , s'étant mis à s'entrejeter des pelotes de neige , & puis à se ruer des pierres , il y en eut un , qui cassa le manche de l'Etendard de la République , planté sur la grand' porte du Palais . D'où l'on prit occasion de faire divers pronostiques de guerre & de malheurs , qui , disoit-on , aloient fondre sur la République : Mais il arriva tout le contraire de ces prédictions , ainsi qu'il se verra par la suite de ce discours .

Le Duc commença les fonctions de sa dignité par l'ouverture des Brefs du Pape , qui se plaignoit de ce que le Sénat avoit étendu les défenses de la construction des Eglises , & de l'aliénation des biens séculiers aux Eclésiastiques , sans sa permission , à tous les lieux de son Etat ; Disant , que ces loix étoient contraires à la Liberté Eclésiastique , aloient à la damnation des ames , & comme telles étoient nulles & de nulle valeur : Que le Sénat eût à les casser & révoquer prontement ; faute de quoi il useroit des remèdes qu'il jugeroit à propos . Il ajoutoit , qu'il ne soufriroit jamais que l'autorité du Saint-Siege fust lésée , ni la Liberté Eclésiastique violée , ni les sacrés Canons négligés : ni les droits des Eglises & les priviléges des Eclésiastiques diminués ni abolis : Qu'il ne vouloit rien usurper sur l'autorité séculière , mais aussi , qu'il ne permettroit pas que l'on entreprist sur la sienne . Et qu'enfin , si la République se métoit à son devoir , il seroit délivré d'une grande peine d'esprit , où il étoit à cause d'elle .

Le Sénat , après avoir pris l'avis des plus célèbres Docteurs de l'Italie , répondit en substance : Qu'ils avoient reçu avec une extrême douleur les plaintes , que Sa Sainteté leur faisoit de leurs loix , comme contraires à l'autorité du Saint-Siege , bien que ses Prédécesseurs ne les eussent jamais desaprouvées : Qu'ils avoient fait examiner tou-

A. Morin.  
Ibid.

## 306 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

2606.

toutes leurs loix , vieilles & nouvelles , sans que l'on y eust trouvé rien contre l'autorité du Pape , ni qui fût hors des bornes de la puissance légitime d'un Prince Souverain , à qui il appartient de prendre garde , qu'il ne s'introduise point de gens inconnus , ni factieux dans ses Etats , ni que l'on y fasse des édifices nuisibles à la sûreté publique : Que pour la Loi de n'aliéner à perpétuité les biens laïques aux Gens-d'Eglise , c'étoit une chose purement temporelle , & que par conséquent ils n'avoient rien fait contre les Canons : Que si les Papes ont pu dépendre aux Ecclésiastiques de n'allier aux Séculiers les biens des Eglises sans leur congé , les Princes ne sont pas moins en droit de défendre à leurs Sujets l'aliénation des biens séculiers aux Ecclésiastiques , sans leur permission ; Que d'ailleurs , les Ecclésiastiques ne perdant rien de ce qu'on leur donnoit , puis qu'ils en recevoient le prix équivalent à l'immeuble , ils n'avoient aucun sujet de se plaindre : Qu'ain- ille ne croisoient point avoir encouru les Cen- sures Apostoliques , vu que les Princes Sécu- liers tiennent de Dieu le pouvoir de faire des loix , comme bon leur semble , sur le tempo- rel , & qu'il ne s'agissoit purement que de cela dans le différend qu'ils avoient avec le Pape , qu'ils prioient de considérer que la révocation , qu'il demandoit , avoit à renverser les fondemens de leur Etat .

Le Pape lisant cette réponse s'émut horiblement . Il dit , que les monitoires ne soutroient point de réplique , & que celle du Sénat étoit frivo- le ; qu'il vouloit être obéi , parce que sa Cause étoit la Cause de Dieu , contre laquelle les portes d'enfer ne prévaudroient jamais . Après avoir jeté son feu , il reprit son air tranquille , & parla quelque tems à l'Ambassadeur de Venise d'un maniére , qu'il

qu'il sembloit avoir envie de venir à quelque composition ; disant, que, si le Sénat rendoit le Chanoine de Vicence à son Nonce, il abandonneroit en sa faveur l'Abbé de Nervesé au Magistrat séculier ; mais qu'il entendoit, que cela se fist promptement, parce qu'il étoit ennemi du tems & du delai ; & que, si dans quinze jours on le contentoit, il ne troubleroit point la République durant tout son Pontificat ; de quoи l'Ambassadeur donna avis au Sénat par un Courier exprés. Le Nonce de Venise parla en conformité dans le Collège, prométant que, si l'on rendoit le Chanoine, le Pape ferroit à l'avenir plus de graces au Sénat, que pas-un de ses Prédécesseurs n'en avoit jamais fait à aucun Prince. Ce relâchement de rigueur, fut pris pour une ouverture de paix ; mais pour s'afflurer mieux des intentions du Pape, Louis Bragadin, l'un des Sages-Grans, demanda au Nonce, si le Chanoine lui étant remis, le Pape resteroit content. Le Nonce répondit en A. Moro  
Gia. I<sup>e</sup>. d.  
biaisant, que Sa Sainteté le seroit parfaitement, si le Sénat lui vouloit donner la satis-faction entière. Par où il découvrit la fineesse de son Maître, qui étoit de se faire rendre le Chanoine, & puis, de s'en faire un droit, pour obtenir tout le reste. Cependant le Sénat fit partir le Chevalier Pierse Duodo son Ambassadeur Extraordinaire, pour ne pas laisser morfondre les dispositions, où l'on croioit que le Pape étoit. Mais Sa Sainteté retourna à sa mauvaise humeur, & dit un jour brusquement au Chevalier Nani, Que vōtre Collégue ne vienne point pour me dire des raisons, car vous m'en avez dit assez.

Le 25. Février, deux jours après le départ de Duodo, le Nonce presenta au Collège l'autre Bref, concernant le Chanoine & l'Abbé (car il s'étoit mépris le jour de Noël, en présentant un double du Bref,

## 308 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Bref , touchant les deux loix , au lieu de celui-ci ) Ce qui parut d'autant plus étrange au Doge , que ce Bref s'adressoit à Marin Grimani son Pré-

1606. décesseur . \* La tenérité étoit , qu'il avoit pris , \* Les que le Sénat retenoit prisonniers , Scipion Sarafin , Chanoine de Vicence , & l'Abbé de Nervese , justificati- prétendant l'avoir pu faire , en vertu de quelques priviléges du Saint Siège , & de l'ancienne coutume de juger les Eclésiastiques ; mais en di- que cette coutume étant contraire aux Canons , & fiant , que à la Liberté Eclésiastique , il étoit de son devoir de le Pape les avertir , que cet usage ne leur servoit de rien , est Juge parce qu'il étoit contraire aux Constitutions Canoniques : Que si la Seigneurie avoit obtenu quelque des Vi- privilége de ses Prédécesseurs , Elle le devoit mon- vains & Morts.trer , pour être examiné par l'Eglise-Romaine :

Qu'elle avoit passé les bornes de la Jurisdiction qui lui avoit été accordée , & par consequent étoit déchuë de ses priviléges : Quainfi , il leur commandoit , sous peine d'excommunication , de remettre au pluôt ce Chanoine , & cet Abbé en- contre les assains de son Nonce , qui les châtiroit suivant l'énormité de leurs crimes : Que si le Magistrat Sécu- lier avoit fait quelques procédures contre eux , il les annulloit & déclaroit nulles ; & qu'enfin , si l'on ne lui obéissoit prontement , il useroit des moyens con- venables pour y contraindre la Seigneurie .

Le Sénat fit encore examiner cette question par les plus habiles Docteurs de Venise , & de l'Etat , & de leur avis répondit au Pape : Que ce leur étoit un grand sujet de déplaisir , de voir croître tous les jours leurs différends avec lui : Que la demande , que Sa Sainteté faisoit du Chanoine & de l'Abbé , tendoit à leur ôter le pouvoir de châtier les cri- mes , lequel leurs Ancêtres avoient exercé de- puis la fondation de leur Ville , avec l'aproba- tion des Souverains Pontifes ; & qu'eux avoient con-

continué d'exercer avec la modération requise, & 1606. sans passer jamais les bornes d'une légitime puissance; Que par conséquent les menaces de Sa Sainteté n'avoient point de lieu, & qu'ils se prométoient qu'y aient mieux pensé. Elle prendroit en bonne part tout ce qu'ils avoient fait pour l'honneur de Dieu, & la conservation du repos public.

Le Chevalier Nani présenta cete lettre au Pape; mais Sa Sainteté ne la voulut pas lire en sa présence comme la précédente; disant seulement, qu'Elle écouteroit l'Ambassadeur Extraordinaire, & se plaignant qu'il tardoit bien à venir.

Cet Ambassadeur arriva à Rome sur la fin de Mars, & dans sa première audience, le Pape, sans écouter ses compliments, suivant la coutume, le mit d'abord sur leur diferend; & apres l'avoir entendu, lui répondit, que le Nani lui avoit dit les mêmes choses, mais que tout cela ne valoit rien, & qu'il vouloit être obéi. Le Ministre répliqua modestement, qu'il manderoit à Venise la résolution de Sa Sainteté. A quoi le Pape consentit, comptant le tems auquel il pouroit avoir la réponse du Sénat, & menaçant, qu'aprés cela il n'attendroit pas un moment.

Dans une autre audience, le Pape lui dit, qu'il aprenoit, qu'on disoit ouvertement dans Venise, que l'on ne lui vouloit donner aucune satisfaction; mais qu'il commençoit à se lasser: Que le Sénat n'entendoit point les matières dont il étoit question, & que les Docteurs qu'il avoit consultés, iroient à l'école de ceux de Rome. Il dit ensuite aux Cardinaux de Vérone & de Vicence, \* qu'il acorderoit encore le terme de 24. jours aux Venitiens, afin qu'ils eussent le tems de venir à Delfin résipiscence. Et sur ce que ces Cardinaux lui représentoient le tort qu'il se feroit, si les Ar-

\* Au gustin Valier, & Jean Delfin Noblesse de Venise.

310 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT  
mes spirituelles étoient méprisées , il dit qu'il emploieroit les temporelles.

Là dessus , il fit imprimer un Monitoire , qu'il avoit composé lui-même , & le publia le 17. d'Avril , apres avoir pris les voix des Cardinals qui se trouvèrent au Consistoire au nombre de 41. & opinerent presque tous du bonnet ; les uns par crainte de déplaire au Pape , les autres par intérêt , ou par haine contre les Vénitiens . Le Cardinal d'Ascoli fit seulement figure de la tête , sans dire un seul mot . Le Cardinal Santi dit , que la rigueur les rameneroit à leur devoir , & que l'on avoit trop attendu . Le Cardinal Justinien ajouta , que d'attendre davantage , ce seroit les nourrir dans leur péché . Le Cardinal Zepata dit , que l'on ne pouvoit user de trop de rigueur contre une République , sous la domination de qui les Eclesiastiques étoient de pire condition , que n'étoient les Israélites sous Faraon , ainsi que je l'ai rapporté ailleurs . Le Cardinal Colonne dit , qu'il y avoit assez long temps , que le Pape attendoit leur pénitence ; que puisqu'ils étoient endurcis , il faloit recourir à la sévérité , qui étoit l'unique moyen de les remettre à l'obéissance . Le Cardinal Baronius , qui blâmoit auparavant l'impétuosité du Pape , & qui disoit au Chevalier Nani , que la liberté & le salut de l'Italie dépendoit de la bonne intelligence des Papes , & de cette République , changea de note , & enchaîna sur l'avis de tous les autres , disant , Que le Ministère de S. Pierre a deux fonctions ; \* l'une de paître *Pascere oves meas* , & l'autre de tuer *Occide & manduca* : Que lors que plex est , l'on Beatissime Pater , ministerium Petri , Pascere & Occidere . Dixit enim ad eum Dominus , Pascere oves meas ; audivitque à Calvocem , Occide & manduca . Pascere oves , est curam gerere subsequentium fideliuum Christianorum mansuetudine , humilitate , ac pietate oves & agnos praeferentium . Cum

1606.  
A. Morosini.  
*Ibid.*

\* Du-

verò non cum ovibus & agnis negotium sit, sed cum leonibus & aliis feris animalibus refractariis & adversariis agendum est, jubetur Petrus eos occidere, obſiſſere ſoilicet pugnare & expugnare, ne tales ſint penitus. Sed quod ejusmodi occiſionem eſſe debeat, nifſ ex ſumma caritate, quod occidit precipitum inducere; nempe per Christianam caritatem intra ſua viſceria recondere, ut ſimus unum & idem in Christo; quod dicebat Apoſtolus, Cūpio vos in viſceribus Iesu Christi. Sic igitur, non eſt occiſio iſta crudelitas, ſed pietas, cūm ſeoccidendo ſalvatur quod eo modo viuendo verè perierat. Eſt, ut Nicobanus docet, Excommunicatio, non ad occidendum, venenum; ſed ad ſanandum, opatum medicamenſum. Perge igitur, fante Paſter, quod coepiſti, in qua re nemo redarguore potest vniueſtitatio- niſ, quod dicat Paulus ad Christianos fratres ſcribens, Eccleſiam in promptu habere ulcisci omnem inobedientiam in promptu hoc illi faciendūm praecepit. Tu vero Sanctitas in hiſ diuitiis eſt immorata, ſcribens, dilationemque iterans in hunc uſque diem. Ego, ut ingenuè fatear, exulto ſpiritu, & ſuper-a- bundo gaudio; Videor videre in Sede Petri Gregorium ſive Alexandrum, has ſcilicet pricipuas radices collapse penitus Eccleſia Libertatis; ambos ex Senensi Metropoli, unde Veftra Sanctitas originem ducit, vocatos ad Cathedram Petri; Quorum alter expugnavit Henricum perversiſſimum Imperato- rem; alter vero, mira constantia reſiſtens, Fredericum peni- eis ſuperavit. Idem tibi certamen ineundum. Erige collapſam, proſtratam, Eccleſiaſticam Libertatem, certa paratam vittoriam, etenim nobiscum Deus. Verbum Christi eſt, Porta Inferi non pravalebunt aduersus eam. Positum eſt in Eccleſia ſuc- ceſſor Petri, & quod Hieremie, tibi dictum eſt, Posui te in co- bumann ferream & murum abuenium. Memor eſto, Te in Eccleſia poſitum eſſe in Petram, in quam omnes, qui offendit, confringentur. Tu vero permanebis illaſus, conju- nctus Christo, qui pro te pugnabit & vinceſt.

l'on avoit à traiter des brebis, il faloit les paître; 1606.  
mais que quand l'on avoit à faire à des lions .. &  
à des bêtes féroces, il faloit les tuer. Et puis

## 312 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1606. apostrofant le Pape , il le compara avec les Papes Grégoire VII. & Aléxandre III. tous deux de Siègne comme lui , dont l'un mit à la raison l'Empereur Henri IV. & l'autre l'Empereur Fédéric-Barberousse , & dit que c'étoit à Sa Sainteté que s'adressoient ces paroles de l'Ecriture , *Posui te in columnam ferream & murum ahenum.* Concluant , que Sa Sainteté étoit cette pierre angulaire de l'Eglise , contre laquelle se briseroit toute l'opinatreté de ces Sages du monde . Le Cardinal Valier dit , qu'il seroit bonté de n'aler pas si vite contre une République , qui avoit si bien mérité du Saint Siège , & qu'avec un peu de temps on pourroit ramener les esprits , concluant par ce vers qu'il adressoit au Pape :

*Differ , habent parva commoda magna mora.* Mais sa remontrance ne fit point d'impression sur l'esprit du Pape , que la flaterie des autres avoit corrompu . Ainsi , le Consistoire étant fini , l'on afficha dans Rome le Monitoire , dont la copie est à la fin de cette Relation .

La nouvelle de la publication de ce Monitoire étant venue à Venise , l'on y délibéra dans le Pregadi , si l'on rappeleroit les Ambassadeurs , qui étoient à Rome . Les uns furent d'avis du rappel , disant , que la République n'y en pouvoit plus tenir avec honneur après avoir reçu une si grande injure . Les autres dirent , que de les rappeler c'étoit rompre tout commerce , & ôter toute espérance d'accommodeement . Le Sénat prit un milieu , qui fut de rappeler l'Ambassadeur Extraordinaire , pour montrer son ressentiment , & de laisser l'Ordinaire , pour témoigner son respect envers le Saint Siège , & tenir toujours une porte ouverte à la négociation : Ensuite il comanda à tous les Prélats , Vicaires-Généraux , & autres Eclésiastiques , de ne faire ni laisser publier ou afficher en aucun endroit

droit ce Monitoire, ni pas un autre Bref envoié 1606 de Rome; & à tous ceux de ses Sujets, qui auraient des copies du Monitoire, de les aporter aux Magistrats & aux Gouverneurs des Villes. A quoi tout le monde obéit très-ponctuellement, & avec toutes les démonstrations imaginables de zèle pour la défense de la Liberté publique. Il n'y eut que le Grand-Vicaire de l'Evêque de Padouë, qui eut l'audace de dire au Podestà, qu'il feroit ce que le Saint-Esprit lui inspireroit. Encore déchanta-t-il aussi-tôt que le Podestà lui eut dit, que le même S. Esprit avoit déjà inspiré au Conseil de Dix, de faire prendre tous les desobéissans.

Cependant le Chevalier Duodo prit congé du Pape, qui le traita fort civilement, & lui dit, qu'il n'avoit rien fait que sa conscience ne l'obligeait de faire; Que les armes qu'il avoit employées étant spirituelles, son procédé s'accordoit fort bien avec l'amour Paternel, qu'il avoit toujours eu pour sa République.

Le 28. Avril, le Nonce dit à l'audience, que pour peu que la Seigneurie voulût plier, il feroit aisément acorder le différend, & ofrit sa médiation auprès du Pape. Le Du lui répondit, Que Sa Santé ne savoit pas encore comment le monde se gouvernoit: Qu'il n'y avoit pas une homme de bon entendement qui ne jugeât son Monitoire injuste: Qu'elle n'avoit pas considéré le danger où elle mettoit le Saint Siège, si leur République venoit à se séparer du Pape; que néanmoins ils demeureroient toujours dans l'obéissance de l'Eglise; & qu'enfin, ce n'étoit pas à eux qu'il falloit parler de paix, mais au Pape, qui la troubloit.

Sur ces entrefaites, l'on délibéra si l'on devoit répondre au Monitoire. Il y eut des Sénateurs qui proposèrent le remède de l'appellation, pratiquée de tout tems par les Princes & les Républiques;

## 314 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1606. mais les autres ayant remontré, que comme l'appellation se faisoit pour une injustice, qui avoit quelque couleur de raison, il ne falloit point s'en servir pour ce Monitoire, dont les nullitez étoient manifestes, le Sénat se contenta de faire publier dans toutes les Villes de son Etat, la Protestation & la Létre Circulaire, dont les copies sont ci-dessous.

Le Pape ayant appris la nouvelle de la Protestation, commanda à son Nonce de partir de Venise, & envoia un Evêque au Chevalier Nani Ambassadeur Ordinaire de la République, pour le congédier.

Le départ du Nonce fut suivi de celui des Jésuites, des Capucins, des Téatins, & des Reformés de S. François, qui voulurent garder l'Interdit, mais qui la pluspart eurent lieu de s'en repenter après ; car ils furent vus de tres-mauvais œil dans les Maisons où ils se retirèrent, lesquelles se trouvant chargées de bouches, & sans autre provision de Rome, que des Indulgences, se plaignoient, & du Pape, & de leurs nouveaux hôtes.

Le Sénat donna part de tout ce qui s'étoit passé à tous les Ambassadeurs & Résidens des Princes, qui étoient alors à Venise ; comme aussi à tous les Ministres, qu'il tenoit dans les Cours Etrangères ; déclarant qu'il tenoit pour nulles toutes les procédures faites par le Pape, & étoit résolu de continuer dans l'exercice de la Religion Catholique, & de se défendre.

Au reste, le Monitoire du Pape ne fit pas plus d'effet contre les Vénitiens dans les Cours des Princes, qu'à Venise, où tout démeura paisible sans verser une goutte de sang.

En Pologne, les Cordeliers de Cracovie ayant chassé de leur Eglise deux Gentilshommes de Louis Foscarin Ambassadeur de Venise, pour comp

plaire

plaire au Nonce du Pape ; ces Religieux furent 1606. obligéz d'en demander pardon à l'Ambassadeur, & de l'inviter le lendemain à une Messe solennelle, qui fut célébrée à la vue de tout le peuple, & le Roi Sigismond, bien loin de consentir aux instances, que le Nonce lui fit pour la publication du Moitoire dans ses Etats, déclara, que la Cause de la République étoit commune avec son Royaume, où il y avoit de semblables loix, & en fit donner copie au Foscarin.

A Vienne, tous les Ministres Impériaux, excepté le Grand-Chancelier, & le grand Maréchal, qui étoient ennemis de longue main des Vénitiens, blâmèrent le procédé du Pape, & dirent, que partout l'Allemagne l'on observoit de pareilles ordonnances. Et le jeûn de la Fête-Dieu, François Sorrance, Ambassadeur de Venise, assista à la Procession solennelle, malgré les Jésuites, qui l'en vouloient empêcher, & le Nonce même, qui fut le malade, pour ne pas voir triompher Venise. Outre cela, le Comte de Cantecroix, Ambassadeur de l'Empereur, se trouva toujours aux Chapelles & aux Processions avec le Doge & la Seigneurie,

En France, le Nonce Barberin demanda avec de grandes instances, que l'Ambassadeur de la République (Pierre Priüli) fust exclus des Eglises : mais il ne put rien gagner sur l'esprit du Roi, qui outre la tendresse qu'il avoit pour les Vénitiens connoissoit à fond la justice de leur Cause.

En Espagne, les avis furent partagez. Les uns estimoient, qu'il falloit fomenter la queréle entre le Pape & Venise, vu que c'étoit un moyen au Roi Catholique, d'augmenter sa puissance en Italie, & d'opprimer la liberté des autres Princes, pendant que Rome & la République, seules capables de l'empêcher par leur union, seroient occupées par leurs divisions particulières. Les autres disoient,

## 316 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1606. qu'il n'étoit point de l'intérêt de leur Roi de souffrir, que la paix de l'Italie fust troublée, d'autant que sa Majesté, qui en possédoit la meilleure partie, courroit plus de risque elle seule, que toutes les autres ensemble. Qui est la raison, pourquoi Philippe II. avoit pour maxime de tenir toujours en repos cette Province, où il disoit, que la Monarchie d'Espagne avoit beaucoup à perdre, & beaucoup d'enemis, qui desiroient sa perte. Mais comme le Conseil de Madrid crut, que le Roi seroit toujours en pouvoir d'empêcher la guerre, si ces deux Princes en vnoient à cette extrémité, & que cependant il pourroit profiter de leurs dissensions, soit en augmentant sa propre Jurisdiction, si Venise déportoit sur le Pape, ou en diminuant la grandeur de cette République, si le Pape avoit l'avantage, il laissa faire l'un & l'autre; sans rien ordonner au Marquis de Villena Ambassadeur à Rome, qui briguant un Chapeau de Cardinal pour Don Gabriel Paceco, son frère, eut ainsi moyen de flater le Pape dans ses prétentions. Mais après il lui devint contrarie, Don Gabriel n'ayant point été compris dans la promotion, qui se fit sur la fin de l'année. Cependant, bien que le Nounce demandât, que l'Ambassadeur de Venise fut déclaré excommunicé dans les Eglises, & Protestant, que s'il venoit en Chapelle avec le Roi, il feroit cesser l'Office Divin, il fut couché dans une Assemblée de Théologiens, qui se fit chez le Cardinal de Tolède, d'admettre ce Ministre à toutes les cérémonies, comme auparavant; malgré toutes les instances des Jésuites, qui opinèrent seuls contre la République; & les mauvais offices des Genois, qui aient cédé mollement au Pape, regardoient avec envie la constance, avec laquelle les Vénitiens lui résistaient, & défendoient leur liberté & leur indépendance. Ajoutez à cela, que le Duc de Lérme,

Premier Ministre d'Espagne, tout partial qu'il étoit pour le Pape, qui dans ses Brefs le traitoit d'Excellence, chose extraordinaire) & l'appelloit la base de la Couronne d'Espagne, & l'unique fondement de l'Eglise, ne laissa pas d'avoüer à l'Ambassadeur de Venise, que dans le fond la République fouteoit le droit de tous les Princes.

Le Duc de Savoie avoüa de même à l'Ambassadeur de Venise Pierre Contarini, que la Cause de sa République étoit celle de tous les Potentats de la Chrétienté. Et si un peu après, il ne voulut point admettre cet Ambassadeur en Chapelle, son action, qui étoit une vengeance de ce que le Sénat n'avoit pas traité ses enfans d'Altosse, ne pouvoit tirer à conséquence, que contre lui-même, qui abandonnoit en cela son véritable intérêt, & celui de tous les Princes.

Le Grand-Duc de Toscane traita avec Robert Lio, Agent de Venise, comme il avoit acoutumé.

Le Comte de Bénévent, Vice-Roi de Naples, fit toujours le même traitement au Résident de Venise, Augustin Dolce, blâmant ouvertement la précipitation du Pape, & aprouvant les raisons de la République.

Le Comte de Fuentes, Gouverneur de Milan, enusa de même avec le Résident Antoine Raulicci. Enfin les Ducs de Mantoue & de Modène se déclarèrent franchement pour la Cause des Vénitiens. Le premier s'étant trouvé à une Prédication du Père Louis Gagliardi Jésuite, qui prit la liberté d'invectiver contre la Protestantation du Sénat, André & les mœurs de la République, lui commanda de Moro- se retirer de son Etat dans le terme de six heures. Et dans le même temps, il ordonna au Père Louis Mosca Récollet, qui venoit à Mantoue en qualité de Commissaire Apostolique, de s'en retourner. sur. liv. 17.

## 318 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

1606. sur la priere, qui lui en avoit été faite par la République.

Pendant ce tems-là, le Pape se trouvoit fort embrassé, & montroit par toutes ses actions, qu'il eût bien voulu pouvoir se retirer d'un si mauvais pas, & avoir quelque moyen de sauver les apparences.

Les Princes d'Italie, qui savaient la confusion, & l'abattement, où il étoit pour le mépris que l'on faisoit de son Monitoire, crurent, qu'il étoit tems d'entrer en négociation, & tous à l'envi offrirent à la République leur médiation pour un accommodement.

Le Duc de Mantouë écrivit au Sénat, qu'il étoit prest d'aler à Venise & à Rome, pour y travailler. Mais le Sénat répondit qu'après l'injure qu'il avoit reçue du Pape, il ne pouvoit prendre aucune résolution, que Sa Sainteté n'eût levé ses Géfures, & remis les choses au premier état.

L'Ambassadeur du Gran-Duc de Toscane, ayant fait les mêmes ofres au Collège de Venise, de la part de son Maître, le Doge lui répondit que la République se sentoit obligée de la bonne volonté de Son Altesse, mais que de la manière, dont le Pape en avoit usé, ils ne pensoient plus qu'à se défendre.

Le Sénat fit de semblables remercimens au Duc de Savoie, & à Don Instigo de Cardetas Ambassadeur d'Espagne, qui offrit aussi l'entremise du Roi son Maître.

Dans le même tems, Monsieur de Fresne-Canaie, Ambassadeur de France à Venise, rendit compte au Collège, que Monsieur d'Alincourt Ambassadeur à Rome, & les Cardinals François, avoient très honnêtement encouragé au Pape, que dans la conjoncture des affaires de Hongrie, il se coupât lui-même son bras droit, en se séparant de la République.

publique: Que sur la priére qu'ils avoient faite à 1606. Sa Sainteté, de suspendre son Monitoire, Elle a-voit répondu, aprés en avoir pris l'avis de plusieurs Cardinaux, qu'elle ne le pouvoit plus faire avec honneur , à-cause de la Protestation du Sénat , remplie de paroles injurieuses contre sa personne: Que nonobstant ces difficultez, le Cardinal Bor-guese avoit dit à Monsieur d'Alincourt, que si la République faisoit quelque démonstration de respect pour le Pape, comme, par exemple, en remettant les Prisonniers entre les mains du Roi , Sa Sainteté pourroit suspendre le Monitoire pour quelques jours, durant lesquels on traiteroit ensemble. A quoi Monsieur de Fresne ajouta, que si le Sénat agréoit l'interposition du Roi son Maître, Sa Majesté enverroit le plus grand Prince de France à Rome , ou y viendroit Elle-même en personne: Que le Marquis de Villenas Ambas-sadeur d'Espagne avoit prié le Pape , de n'rien répondre sur les ofres des François, disant que dans peu de jours il viendroit des ordres de Madrid , par lesquels le Sénat seroit obligé de se prosterner aux pieds de Sa Sainteté: Qu'ainfi il les exhortoit à prendre une pronte résolution , afin qu'ils ne fissent pas par force & avec préjudice , ce qu'ils pouvoient faire alors volontairement , & avec avantage; ni pour les autres , ce qu'ils n'auroient pas fait pour un Roi , qui avoit le cœur & l'inclination Vé-nitienne. Le Sénat répondit, aprés de grans remercimens , que si le Pape ne réparoit les injures, qu'il leur avoit faites, en révoquant ses Cen-su-res , ils ne pouvoient pas traiter avec lui; Que quand les Censures s'éroient levées , ils écouteroient les propositions du Roi: Qu'ils n'avoient ofensé personne dans leur Protestation , mais seulement s'étoient défendus , pour faire voir à tout le monde , qu'ils vouloient continuer de vivre bons Catoli-

## 320 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1606.

ques: Que pour ce qui regardoit les Espagnols, la République sauroit bien défendre sa liberté contre eux; & qu'enfin, elle feroit toujours pour Sa Majesté Trés-Chretienne ce qu'elle ne feroit jamais pour aucun Prince.

Monsieur de Fresne representa à la Seigneurie, que le Pape avoit dit à Monsieur d'Alincourt, que si la République suspendoit ses loix, il suspendroit ses Censures & consentiroit, que les loix s'observassent, après qu'il les auroit aprouvées: Que le Roi son Maître voudroit bien, que celui, qui avoit été le premier à ofenser, fût aussi le premier à reparer l'injure; mais que Sa Sainteté ne pouvant s'y résoudre pour la réputation, il étoit aisé de trouver un tempérament, savoir, de suspendre les Loix & le Monitoire en même tems.

Le Sénat répondit, Que nonobstant toutes les ofenses du Pape, qui duroient encore avec ses Censures, ils étoient prêts de recevoir toutes les ouvertures de paix, qui ne feroient point contraires à leur liberté: Que la France fist si bien auprès du Pape, qu'il levât son Interdit, & qu'aussi-tôt ils feroient pour l'amour du Roi tout ce qu'ils pourroient, sans préjudicier à leurs droits.

Le 13. de Juillet, le même Ambassadeur rapporta au Collège, que le Pape avoit dit à Monsieur d'Alincourt, qu'il avoit pris les voix de tous les Cardinaux, touchant la suspension de ses Censures, & qu'ils avoient tous conclu unanimement, qu'il ne peuoit faire cette suspension, que la République n'eût donné de son côté quelque marque de respect & d'obéissance filiale. Et ensuite, il repræsentra, que le Pape pourroit se laisser vaincre à la raison, & faire les premières démarches; mais qu'en tout cas, il falloit savoir comment la République y correspondroit; qu'autrement le Pape n'a-

N'avoient éroit jamais : Qu'ainfi , il prioit le Sénat de vouloir s'ouvrir au Roi son Maître , & prendre confiance en lui , qui n'avoit rien plus à cœur que leurs intérêts . Ajoutant , que quand ils auroient donné une parole positive à Sa Majesté , & lui auroient fait entendre jusques où ils pouvoient se relâcher , Elle porteroit le Pape à suspendre ses Censures . A quoi le Sénat répondit seulement en termes généraux , qu'il falloit appliquer le remède à la partie , d'où venoit le mal ; & que lorsque le Pape leur auroit ouvert le chemin , ils entreroient en négociation .

Pendant que la France travaillloit de bonne foi à Rome à l'accommodement des Vénitiens avec le Pape , les Espagnols en prirent tant de jalousie ; que leur Ambassadeur en vint un jour jusques à prier le Pape de rompre la négociation , qu'il avoit commencée avec Monsieur d'Alincourt , & de s'abandonner entièrement à la protection de son Maître , qui , disoit-il , avoit en main les moyens de lui faire demander miséricorde par les Vénitiens . Le Duc de Lérit ne put pas même cacher cette jalousie à l'Ammbassadeur de Venise , à qui il dit , que Sa Majesté Catolique avoit commandé à ses Ministres de s'emploier pour la paix ; mais que le Sénat avoit interposé l'autorité de certains Princes , qui n'avoient point d'intérêt dans les affaires d'Italie . Et ce ne fut , que pour traverser les François , & tirer cette négociation de leurs mains , que le Roi d'Espagne écrivit une lêtre au Pape , où il lui prométoit de l'assister de toutes les forces contre les Vénitiens . Lêtre , qui enfla tellement le cœur à Sa Sainteté , que toute prête qu'elle éroit de suspendre son Mohitoire , elle reprit toutes ses hauteurs , & ne parla plus qu' d'employer les armes temporelles . Et pour en faire peur aux Vénitiens , il fit quelques levées de Gens de-guerre ,

## 322 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1606. augmenta les Garnisons des Villes, & particulièrement de Ferrare, dont les Habitans lui étoient suspects, comme étant affectionnez à la Seigneurie de Venise; & donna pour Légit à cette Ville le Cardinal Spinola, qui comme Genois étoit aussi, grand ennemi des Vénitiens. Outre qu'il fit desarmer les Bourgeois, tourner l'Artillerie du Château vers la Ville, & changer les Gardes de la Citadelle de dix en dix jours.

Le Gouverneur de Milan leva de son côté avec beaucoup de bruit & d'ostentation, comme pour exécuter les promesses de son Maître, mais en effet, pour amuser le Pape par des apérences, & le mettre, en échauffant la querèle, en nécessité d'accorder à Sa Majesté Catolique tout ce qu'elle lui demandoit, & sur-tout, la remise du Fief de Naples. Le Vice-roi arma aussi vint-six Galères pour être prêtes au besoin.

Le Sénat voyant tous ces préparatifs, assembla toute son Armée-Navale, commanda à tous ses Capitaines-de-Mer, de retenir tous les Vaissaux, qui passeroient dans le Golfe, & de les envoier à Venise, & leva grand nombre d'Infanterie & de Cavalerie. Tout transport d'or & d'argent, dans l'Etat Eclésiaistique, plus haut de dix ducats, fut défendu, & le revenu des Eclésiaquistes, qui se trouvoient hors de l'Etat, mis en sequestre; ce qui causa beaucoup d'incommodité à la Cour de Rome.

Sur ces entrefaites, l'Ambassadeur de Venise à Madrid se plaignit modestement, que les desseins du Pape étoient fomentez par la lettre du Roi, & par les mauvais offices de quelques-uns de ses Ministres. Don Juan de Velasco, Connétable de Castille, répondit au nom de Sa Majesté, que cette lettre n'eust point à rompre avec la République, mais étoit seulement une assurance, que son Maître donnoit au Pape de le défendre, en ces qu'il

\*François Pri-  
ali.

qu'il fût attaqué par les Vénitiens. Quinze jours après, l'Ambassadeur d'Espagne à Venise dit à l'audience du Collège, que cette lettre étoit écrite en termes généraux, & ne prométoit rien au Pape, sinon, en cas que la République & les Princes Etrangers vinsent fondre sur ses Etats ; Ajoutant, que le Roi son Maître n'avoit eu pour objet, que de se mettre en crédit auprès du Pape, pour être le médiateur d'un bon acommodement, où il ne favoit, disoit-il, (voulant parler des Ambassadeurs de France & d'Angleterre) si les autres, qui s'en mêloient alloient de bonne foi.

Environ le même tems, l'Ambassadeur de Venise à Paris pria le Roi de vouloir empêcher la levée des Suisses, que le Pape vouloit faire, & favoriser celle de la République : mais Sa Majesté en fit refus, disant, que ce seroit une déclaration, qui le rendroit suspect d'un côté, &, par consequent, le priveroit de la gloire d'être le médiateur de cette grande afaire. Qu'ainfi, sans se déclarer ni pour l'un, ni pour l'autre, il vouloit demeurer neutre ; ce qui seroit plus utile aux deux parties, que la déclaration qu'il teroit en faveur de l'une, ou de l'autre. Que du reste, il étoit inutile à la République de faire une si grande provision de Gens-de-guerre, lui suffisant d'avoir ses Places bien munies.

Les Espagnols, fâchez de ne pouvoir déracher la République d'avec les François, tentèrent de la brouiller avec le Turc, pour l'obliger par le besoin de ses afaires, de se mettre à leur disposition. Au commencement d'Aoust, le Marquis de Sainte-Croix vint en Albanie avec vint-six Galères, & y saqua la ville de Duras, apartenante au Turc, dans la pensée, que le Gran-Seigneur s'en prendroit à la République, & pour se vanger, tourneroit ses armes contre elle, ou du moins entreroit

O 6 dans

## 324 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1606.

dans le Golfe, pour donner sur la Pouille. Mais cet artifice, dont les Espagnols croioient le succès infaillible, tourna tout à l'avantage de la République. Car les Ministres de la Porte s'étant aperçus, que l'entreprise de Duras étoit une ruse des Espagnols, pour faire venir les Turcs aux mains avec les Vénitiens, ordonnèrent à leur Général-de-Mer, de secourir la Seigneurie contre le Pape, & les Espagnols. Et le premier Visir proposa au Bâle Octavien Bon, de faire joindre l'Armée Otomane avec la Flote de Venise pour se vanger d'eux; ou, du moins, si sa République ne vouloit pas céter union, que l'Armée Vénitienne attaqueroit d'un côté l'Etat Écclésiastique, ou le Roi d'Espagne, & que le Gran-Seigneur feroit diversion de l'autre. Et peu de jours après, le Bassa Jafer, s'étant aproché de Corfou avec 55. Galères, déclara au Général Vénitien, Filipe Pasqualigue, qu'il avoit ordre de Sa Hautesse de se joindre avec lui, pour aller contre le Pape, & les Espagnols, ou bien, de marcher séparément, selon qu'il le jugeroit plus à-propos. Mais Pasqualigue, après avoir loué la générosité du Gran-Seigneur, répondit, qu'il faisoit attendre la résolution du Sénat, & détournra adroitement l'éfer de cette proposition, sans dégouter le Gran Seigneur. Et le Sénat en donna part au Pape, pour lui faire comprendre, que s'il en venoit aux dernières extrémitez, la République pourroit bien profiter de ces offres.

Ce fut en ce tems, que commença la Guerre des Ecritures, du Pape contre les Vénitiens, & des Vénitiens contre le Pape, qui se voyant blâmé de précipitation, voulut trouver des raisons pour défendre sa conduite. A quoj la République fut obligée de répondre, soit pour donner cette satisfaction à ses Sujets, qui le désiroient avec passion, ou pour imposer silence aux Jésuites, qui disoient par-

par-tout dans leurs Sermons , & par leurs létres , 1608.  
 Que si la République eût eu de bonnes raisons ,  
 Elle n'eût pas manqué de les publier. De sorte que  
 l'ayant fait ; quoique toujours avec des termes mo-  
 destes & mesurés , le Pape se trouva encore le plus  
 foible de ce côté-là. Et l'on tient , que la honte  
 qu'il en eut , vû qu'il y perdit toute sa réputation ,  
 fut la principale cause , qui le fit résoudre à termi-  
 ner la querèle .

Il est à remarquer ici , que le Nonce du Pape à  
 Madrid ayant demandé , que tous les Ecrits publiés  
 par les Docteurs de Venise contre le Monitoire  
 du Pape , fussent défendus par le Conseil-d'Etat ,  
 ce Conseil ne le voulut point faire en son nom ,  
 mais consentit seulement , que cela se fît par l'In-  
 quisition ; à condition , que dans la censure de  
 tous ces Ecrits , la Protestation du Sénat n'y seroit  
 point spécifiée comme les autres ; ce qui faisoit  
 entendre tacitement l'invalidité & la nullité du  
 Monitoire .

A l'occasion de ces Ecrits , Antoine Paulucci ,  
 Résident de Venise à Milan , ayant été cité à l'In-  
 quisition , répondit , qu'il étoit personne publique ,  
 & qu'il ne devoit obeïr qu'à son Prince . L'Inquisiteur  
 en ayant parlé au Gouverneur , celui-ci dit au  
 Résident , qu'il publioit trop librement les raisons  
 de la République , & que l'Inquisiteur avoit seu-  
 lement un mot à lui dire . Mais il répliqua , qu'il  
 ne pouvoit aler trouver ce Moine , sans l'ordre  
 de son Prince : Et sur l'avis qu'il en donna au  
 Sénat , l'on s'en plaignit à Venise à l'Ambassadeur  
 d'Espagne . Ce que ce Ministre ayant mandé au  
 Gouverneur , il fit appeler Paulucci à l'audience , &  
 lui dit , qu'il avoit parlé trop librement du Pape ,  
 & que cela faisoit du scandale . A quoi ce Ré-  
 sident répondit , que lorsque son Excellence au-  
 goit défendu , qu'à l'avenir l'on ne lui donnât  
 point

## 326 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1606.

point sujet de se plaindre, ce mal n'ariveroit plus, & fit dire à l'Inquisiteur, qui demandoit à lui parler, seulement comme ami, qu'après ce qui s'étoit passé, il ne le pouvoit plus voir avec bienféance.

Le 17. Aoust, Monsieur de Fresne presenta une létre du Roi au Collège, par laquelle, il disoit, Que pour le rang, qu'il tenoit dans la Chretienté; le respect qu'il portoit au Saint-Siége; & l'amitié sincére, qu'il avoit pour la République; il se sentoit obligé de s'entremettre de lui-même pour l'accommodelement de leur différend avec le Pape, & auoit ordonné à son Ambassadeur, de leur faire entendre ses intentions. Cete létre ayant été luë, Monsieur de Fresne exposa, que le Roi son Maître étoit fâché de n'avoir pu encore tirer d'eux, que des paroles générales, dans une afaire de cete importance; Qu'il avoit pensé d'en demeurer là, & de ne s'en mêler pas davantage; mais que comme leur bon Ami, & obligé à la République des démonstrations, qu'elle avoit faites en sa faveur, à son avénement à la Couronne, il s'étoit résolu de risquer encore une fois ses ofres, & de les prier de lui vouloir confier leur secret, en lui déclarant franchement à quoi ils vouloient se relâcher, pour contenter le Pape, qui ne demandant qu'à sauver sa réputation, s'étoit soumis à des conditions justes, & resteroit satisfait de peu de chose. Il proposa là dessus deux partis, l'un, que le Sénat suspendist l'exécution des loix contestées, & la protestation contre le Monitoire, que Sa Sainteté suspendroit pareillement pour quatre ou cinq mois, pendant lesquels on traiteroit à l'amiable: Et l'autre, Que les Prisonniers fussent rendus, sans préjudice des droits de la République; Que les Religieux sortis de Venise pour l'interdit retourlassent, & que le pape suspendist son Monitoire

toire pour quelque tems. Il dit enfin , que si ces 1606 propositions leur étoient ou paraisoient défavantageuses , il n'en parleroit plus ; & que s'il sembloit peu convenable à l'honneur de la République , de coriger ou suspeandre ses loix à l'instance du Pape , ou de lui rendre les prisonniers qu'il demandoit , l'on pourroit trouver quelque tempérament , comme par exemple , de le faire à la prière du Roi , & pour le gratifier , sans faire aucune mention du Pape , à qui il fauroit d'avoir une occasion apparente de se rétracter .

Ces propositions furent examinées dans le Pregadi , & l'on y trouva , que la suspension des loix , sous quelque prétexte que ce fust , étoit contraire à leur liberté .

Pour la remise des prisonniers , les uns étoient d'avis d'en rendre un seulement ; les autres , de les rendre tous deux : Mais ceux-ci l'emportèrent , Christophe Valier , Sage de Terre-Hermie ; ayant remontré , que si l'on en donroit un , l'on ne pouvoit refuser l'autre , parce que c'étoit un même fait . Que d'en donner un au Roi de France , c'étoit inviter un autre Prince à demander l'autre . D'où il arriveroit , ou que ce Prince se tiendroit offensé , s'il étoit refusé , ou que Sa Majesté Très-Chrétiennne ne s'estimeroit point obligée de ce que l'on auroit fait pour Elle , si l'on en faisoit autant pour un autre .

Après cette délibération , le Sénat répondit à l'Ambassadeur , que comme la République recevoit en bonne part tout ce qui venoit de celle du Roi , Elle le prioit de n'interpréter point finistrement , si Elle avoit tant désiré à lui donner une parole positive , vu qu'Elle ne favoit à quoi se résoudre dans une contestation si inopinée , & qu'Elle croioit , que le remède devoit venir du lieu , d'où éroit sorti le mal . Qu'ils étoient très-assurés , que

## 328 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1606.

que Sa Majesté ne voulut aucune chose, qui pût tourner à leur préjudice. Que dans cette créance, ils avoient résolu de faire en sa faveur ce qu'ils n'avoient encore voulu faire pour personne, qui étoit de lui donner en pure gratification les deux prisonniers, quoique coupables de grands crimes; & de lever la protestation, (sauf le droit qu'ils avoient de juger les Ecclésiastiques) quand le Pape auroit levé, ou donné parole positive à Sa Majesté de lever ses censures. Que pour la suspension des loix, c'étoit une chose, qu'ils ne pouvoient véritablement faire, vu que ce seroit couper les nerfs de leur Gouvernement, & donner un coup mortel à leur liberté, & à la souveraineté de tous les Princes, que les Papes dépouilleroient bien-tôt de leur légitime puissance, si par leurs censures ils pouvoient une fois les contraindre à suspendre leurs loix, ou à les accomoder au goût de la Cour-Romaine. De sorte qu'en sous le prétexte de défendre la Liberté Ecclésiastique, il n'y auroit point de loix, qui ne fussent sujets à la censure du Pape, qui voudroit défaire celles, qui seroient justes ou injustes, comme bon lui sembleroit.

L'Amiraladeur Pribili présenta une lettre au Roi, conforme à cette réponse, & sa Majesté lui promit de porter le Pape, tant qu'Elle pourroit, à vouloir accepter leurs offres; mais qu'il n'eût en contenutoit pas, & qu'il ne tins qu'à la suspension des deux loix; que l'on ne fut d'accord, Elle espéroit qu'ils se relâcheroient. L'Amiraladeur répondit, qu'il n'y avait pas d'aparence, que le Sénat fist jamais cette démarche, & remontra à Sa Majesté le préjudice, que c'étoit faire à un Prince Souverain, que de le contraindroit d'changer ses loix au plaisir d'autrui; & que c'étoit lui en faire emprunter la puissance de gouverner! A quoi Elle répliqua, qu'elle ne conseilleroit jamais à la Répu-

bli-

blique de rien faire au préjudice de sa liberté, aide 1606.  
sa gloire.

Au commencement de Septembre, l'Ambassadeur d'Espagne se presenta à l'audience, où il pria la Seigneurie de donner à son Maître quelque assurance de satisfaction pour le Pape, disant, qu'au-  
si-tôt Sa Majesté supleroit Sa Sainteté de vouloir métre fin à tous ces diferends. Qu'il n'étoit pas bien séant de pointiller avec le Vicaire de Jesus-  
Christ. Que si la République le vouloit faire Av-  
végador pour deux heures, il accommoderoit toute l'affaire. Enfin, il conclut, qu'avec le Pape, il faloit abonder en soumissions & en obéissance. Le Sénat n'ayant point répondu à ses propositions, il retourna une autre fois à l'audience, & dit, qu'il avoit reçu un ordre exprés de son Maître, de presser la Seigneurie de lui donner une parole, sur laquelle Sa Majesté pust agir éficacement auprès du Pape. Qu'il veuoit bien, que la République ne désiroit pas moins l'accommodelement que le Pape même, mais que tout dependoit des moyens d'y parvenir. Qu'il en étoit de leur diferend, comme du Paradis, où chacun vouloit aler sans vouloir néanmoins en prendre le droit chemin. Le Sénat ne répondit point non plus à cete seconde proposition. Ce qui fit assez comprendre à cet Ambassadeur, que l'on n'avoit agréé ni l'une, ni l'autre. Et sur la plainte, qu'il en fit quelques jours après dans une autre audience, le Doge lui dit, que le Sénat ne pouvant faire rien davantage pour la satisfaction du Pape, l'on avoit cru, que l'Ambassadeur seroit plus content, que l'on ne lui eût point répondu, ainsi qu'il s'en étoit expliqué lui-même, que d'avoir un refus. Ensuite, cet Ambassadeur tâcha de porter la République à suspendre les deux loix en faveur de son Maître, disant, qu'il étoit bien vrai, que cete suspension faite à l'instan-

## 330 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

ce du Pape , préjudicieroit à la liberté de la République , mais que se faisant en considération d'un autre Prince , elle ne leur pouvoit faire aucun tort. Sur quoi il aléguua l'exemple de Sa Majesté Catolique , qui à la prière du Roi de France avoit suspendu l'Edit de trente pour cent , sans que pour cela Elle crut avoir rien diminué de son autorité. Quainsi , il les exhortoit à vouloir balancer cette suspension , qui étoit de peu de conséquence , avec les dangers & les suites malheureuses , que leur trop grande fermeté leur pourroit atterrir.

Pendant ces négociations des Ambassadeurs de France & d'Espagne à Venise , l'on aprit , que le Pape avoit érigé une nouvelle Congrégation de quinze Cardinaux , laquelle , par une vaine parade de puissance temporelle , il avoit nommée *la Congrégation de la Guerre* ; Choix , qui paroifsoit d'autant plus étrange , que la Cour de Rome a coutume de couvrir les intérêts temporels sous des noms spirituels & de Religion. Et la plupart de ces Cardinaux étoient de la faction d'Espagne , pour montrer que c'étoit là qu'il métoit toute sa confiance , ainsi qu'il fit encore par une promotion de huit Cardinaux en même tems , dont il y en avoit du moins six , qui avoient le cœur Espagnol .

Céte Congrégation donna lieu au Sénat de répondre au dernier ofice de l'Ambassadeur d'Espagne , qu'il étoit aisé de voir , que le Pape avoit des pensées bien contraires au repos de l'Italie , puis qu'il venoit d'ériger un Conseil-de-Guerre dont il faisoit trophée ; Que pour eux , ils n'avoient point d'autre desssein , que de se défendre , si Sa Sainteté les attaquoit ; & qu'enfin , ce seroit Elle , qui seroit la cause de tous les maux , qui ariveroient .

Monsieur de Fresne fut aussi appellé au Collège , ou le Doge lui parla de la nouvelle Congrégation .

de Guerre , & des Cardinaux , qui la composoient , tous ennemis de la France ; & dit , que dans la conjoncture présente ils se prométoient , que le Roi son Maître ne leur manqueroit pas dans le besoin , mais apuieroit de toutes ses forces la justice de leur Cause . Monsieur de Fresne les remercia ensuite au nom du Roi sur l'article des Prisonniers ; mais répéta , qu'il seroit très-dificile de porter le Pape à évoquer ses censures , ayant la suspension des loix , qui avoient donné sujet à la publication du Monitoire . Que cette suspension étoit une pure cérémonie , qui se feroit en faveur du Roi , non pas du Pape , & néanmoins seroit un moyen à Sa Sainteté de se rétracter avec honneur . Il ajouta , que le Roi n'étoit pas encore certain , que le Pape se fût jeté entre les bras du Roi d'Espagne , mais qu'il sauroit bien arêter son impétuosité , quand il le verroit résolu à la Guerre ; & qu'il seroit tout pour la République , dont il devoir , aussi bien par raison d'Etat , que par amitié , empêcher la ruine . Le Sénat écrivit là-dessus à son Ambassadeur en France , de travailler auprès du Roi , pour en tirer une assurance positive , & de lui proposer l'envoi d'un Ambassadeur exprés , pour traiter avec lui . Sa Majesté répondit à l'Ambassadeur , comme elle avoit fait auparavant au Nonce , qui l'avoit sollicitée de se déclarer pour le Rape , Que de se déclarer pour l'une des parties , c'étoit fomenter les différends ; & que par conséquent elle ne vouloit favoriser ni l'un ni l'autre ; c'est-à-dire déclaration n'étant pas de saison , pendant qu'il restoit quelque espérance d'accommodement ; à quoi il faloits appliquer uniquement , pour éviter les maux de la Guerre , & les dangers , que courroit la Religion . Que de lui envoyer un Ambassadeur Extraordinaire , ce seroit le rendre suspect au Pape ; & donner lieu aux interprétations sinistres des Espagnols .

L'Em-

## 332 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

1606.

L'Empereur voyant croître la querelle du Pape & de la République, & les Rois de France & d'Espagne occuper à l'apaiser, voulut par honneur être de la partie. Il envoia donc son Vicechancelier à l'Ambassadeur de Venise, pour lui dire, que l'Empereur apprenant que les différends de la République avec le Pape aloient à une rupture ouverte, il s'étoit résolu de s'en mêler, pour porter les deux parties à un bon accommodement, quand il sauroit, que l'une & l'autre l'auroient agréable, & qu'il pouroit y travailler, avec honneur. L'Ambassadeur répondit, que sa République ne demandoit que la paix, & feroit tout son possible, pour ne la pas troubler, sauf sa liberté & son indépendance; mais, que le Pape vouloit avoir tout de haute-lute, sans entendre leurs raisons. Le Vicechancelier repliqua, que l'Empereur n'exigeroit jamais rien de la République, qui fut contraire à son honneur, ni à ses intérêts. Peu de tems après, le Noste-Apostolique & l'Ambassadeur d'Espagne ayant tenté de persuader à l'Empereur de se déclarer pour le Pape, il dit, qu'il n'étoit pas à propos de le faire, & que son dessein étant de procurer une bonne paix, il ne vouloit rien faire, qui pust la rendre plus difficile. Et dans le particulier, il dit, à l'Ambassadeur d'Espagne, que le Roi, son Maître, devroit bien plutôt mortifier le Pape, que de lui enfler le courage, afin que le Pape se mist à la raison.

Sur la fin d'Octobre, le Pape lassé de voir courir tant d'écrits, qui ouvroient les yeux à trop de gens, & leur découvroient les défauts & les mystères de la Cour Romaine; & d'ailleurs dégouté des Espagnols, dont il ne trouvoit pas, que les éfets répondissent aux promesses, apella Monsieur d'Alincourt au Palais; & lui protesta de vouloir à quelque prix que ce fut un accommodement avec

la

la République ; mais que ne pouvant pas honnêtement être le premier à proposer , il étoit prest d'accepter toutes les propositions raisonnables , qu'on lui ferroit .

Ce Ministre ayant donné part de cette bonne résolution du Pape aux Cardinaux François , l'on fut d'avis de faire proposer à Venise par Monsieur de Fresne les conditions suivantes : Que le Pape leveroit ses censures , après en avoir été prié de la part du Roi , & de la République ; & que l'Interdit seroit observé quatre ou cinq jours auparavant ; Que les prisonniers seroient rendus au Pape , en considération de Sa Majesté ; Que les lettres Ducales seroient révoquées , & les Ecrits publiez par les Docteurs de Venise supprimés ; Que les Religieux sortis de la Ville , à cause de l'Interdit seroient rétablis ; Que l'on ne parleroit plus de la suspension des loix , & que pour le reste l'on entraîteroit comme de Prince à Prince ; Qu'enfin l'on prendroit un jour pour exécuter de part & d'autre en même tems les conventions , afin que l'on ne pust dire , que ni les uns ni les autres eussent commencé .

Monsieur de Fresne ayant fait ces propositions au Collège , il lui fut répondu , que la Seigneurie consentoit , que le Pape fût prié par l'Ambassadeur de France au nom de la République , de lever l'Interdit ; Que les prisonniers fussent donnés au Roi , sans préjudice des droits de la République ; Que la Protestation faite contre le Monitoire seroit révoquée après la levée des censures ; Que pour les autres écrits , le Sénat en useroit de son côté , comme le Pape du sien : Mais , que pour observer l'Interdit seulement une heure , cela ne se pouvoit acorder , parce que ce seroit en confessier la validité , & condanner les justes actions de leur République : Et pour les Religieux , que

## 334 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1606.

c'étoit un point à traiter avec Sa Sainteté même. Ainsi, Monsieur de Fesne dit, qu'il recevoit la parole de prier le Pape au nom du Roi & de la Seigneurie, de lever l'Interdit : & acceptoit pareillement pour Sa Majesté les prisonniers en pure gratification, & sans préjudice des droits de la République. Que pour les Religieux, qui s'étoient retirez, il se garderoit bien d'être leur Avocat après la faute, qu'ils avoient faite de désobéir à leur Prince, contre le commandement de Dieu, eux, qui devroient Prêcher & montrer l'obéissance aux autres. Cependant ; le Grand-Duc de Toscane se fiant sur son habileté, & sur son crédit à Rome, voulloit tirer à soi toute l'affaire, traitant secrètement avec le Pape, & encherissant sur la négociation de Sa Majesté Tres-Chrétienne, qui fut obligée de lui en témoigner du ressentiment, & de se plaindre au Pape par son Nonce, & par Monsieur d'Alincourt, de ce qu'il prêtoit l'oreille à d'autres propositions, que les siennes, & prenoit plus de confiance au Grand-Duc, qu'en Elle. Le Pape pour s'excuser dit, Qu'il ne pouvoit pas empêcher le zèle d'un Prince bien affectionné, ni refuser incivilement de l'écouter ; Que son intention étoit de n'en passer, que par les mains de Sa Majesté, de qui il accepteroit toutes les conditions ; & pour ce sujet il érigeroit une Congrégation \* de six Cardinals, & de six Auditeurs, pour terminer cette affaire à l'amiable. Là-dessus, Monsieur d'Alincourt repertit, que ce n'étoit pas là ce qu'on lui avoit promis, non plus, que l'intention de la République, qui se remettoit jamais à la décision d'autrui ce qui concerne son Gouvernement.

\* C'étoit une proposition, qui venoit du Grand-Duc.

Après quelques répliques de part & d'autre, le Pape donna sa parole, de ne plus parler de Congrégation, & pria Monsieur d'Alincourt, de tenir secret tout ce qu'ils négocieroient ensemble à ceau-

cause des Espagnols , qui étoient incessamment aux 1606. ;  
écoutes , pour traverser l'accommodement. En-  
fin il promit de lever ses censures , pourvu qu'on  
lui promist en échange , Que les deux prisonniers  
seroient consignez entre les mains d'un Prélat ,  
qu'il nommeroit : Qu'un Ambassadeur de Venise  
viendroit pour demander la révocation des cen-  
sures ; Que la protestation seroit révoquée avec  
tout ce qui s'en étoit suivi ; Que les Religieux par-  
tis de Venise y seroient rappelez : & que pendant  
que leur Ambassadeur traiteroit avec lui , les deux  
loix ne s'exécuteroient point ; disant , qu'il ne  
demandoit cete formalité , que pour la dignité du  
Saint-Siége.

Monsieur de Fresne ayant reçus les létres de Mon-  
sieur d'Alincourt , porta les prétentions du Pape  
au Collège de Venise , où le Duc se plaignit , que  
Sa Sainteté manquoit de parole au Roi , & que  
par conséquent il ne falloit pas traiter davantage ;  
Que de lui accorder ce qu'Elle proposoit alors , ce  
seroit céder tout-à-fait ; Que les nouvelles pro-  
positions de Sa Sainteté étoient pleines de difficultés ,  
& qu'il paroiffoit , qu'Elle n'avoit pas de si  
bonnes intentions , qu'Elle le disoit : Que pour  
les prisonniers , on les pouvoit rendre de la ma-  
nière , que l'on étoit convenu ; mais que toutes  
les autres propositions n'étoient pas recevables ,  
d'autant , qu'elles étoient contraires à leur Gouver-  
nement ; Que d'envoyer un Ambassadeur à Rome ,  
pour demander la levée des censures , ce seroit avouer  
publiquement , qu'ils avoient failli , & que  
l'Interdit étoit juste ; Que de rappeler les Religieux ,  
ce seroit faire triompher leur désobéissance , & leur  
ingratitude , d'avoir abandonné leur Patrie ; Que de  
demander , que les loix ne fussent point exé-  
cutées durant le Traité , c'étoit une chose injuste ,  
& trop préjudiciable à la République , pour y con-  
sen-

## 336 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1606.

sentir jamais; Que bien que l'inconstance du Pape fut un sujet pour eux, de retracter ce qu'ils avoient relâché, néanmoins pour montrer, qu'ils ne desiroient que la paix, ils vouloient demeurer fermes à tenir la parole, qu'ils avoient donnée; Qu'au reste, le Roi Trés-Chrétien devoit rester content de ce qu'ils avoient fait pour l'amour de lui.

Le 15. de Novembre, Dom François de Castre, Neveu du Duc de Lermé, arriva à Venise, où il fut reçu avec de grans honneurs, & défraié à 200. écus par jour. Dans sa première audience particulière, il dit, que le Roi Catolique s'étoit cru obligé de contribuer à l'accommodelement de la République avec le Pape, pour rendre la pareille au Sénat, qui s'étoit entremis autrefois pour pacifier les différends, que l'Empereur Charle-Quint son Aicul, & Philippe II. son Pére avoient eus avec les Papes. Et pour exprimer, combien son Maître prenoit cette afaire à cœur, il ala jufques à s'écrier avec véhémence, que Sa Majesté sacrifieroit volontiers l'un de ses detix fils, pour apaiser cette querelle; & conclut, qu'il n'étoit point venu pour empêcher ni retarder l'effet des Traitéz déjà commençez, mais bien, pour y coopérer de tout son pouvoir, l'intention de Sa Majesté Catolique n'étant point de tirer cette négociation des mains du Roi Trés-Chrétien, par l'entremise duquel elle auroit autant de plaisir de voir terminer cette afaire, que par la sienne propre.

Le Sénat répondit à cet Ambassadeur, par mille remercimens pour son Maître, & dit ensuite, que l'on avoit emploie toute sorte de soumissions envers le Pape pour le ramener, & que pour tout cela la Cour-de-Rome n'avoit rendu que des injures, publié des libelles difamatoires, & tâché de porter les peuples à la révolte; Que le Pape montroit tant

tant d'inconstance, en rétractant tous les jours sa 1606.  
parole, que l'on voioit, qu'il n'avoit point d'en-  
vie de s'accommodez; Que néanmoins, si après  
ce que la République avoit fait, qui étoit plus  
qu'Elle ne devoit, Sa Majesté Catolique trouvoit  
quelque nouvel expédient, qui ne préjudicierat  
point à leur liberté, ni à leur honneur, ils étoient  
prests de montrer leur bonne volonté.

L'Ambassadeur dit, Qu'étant nouveau dans céte  
afaire, il ne devoit rien proposer, mais atendre les  
ouvertures du Sénat, qu'il suplivoit de lui vouloir dé-  
clarer confidemment ses intentions. Le Doge ré-  
pondit, Que puis qu'il desiroit les savoir, c'étoit,  
que le Pape traitât de Pére à Fils, & ouvrit le che-  
min de l'accommodelement, en levant son Interdit.  
Et ce Seigneur promit de le proposer au Pape, &  
de tâcher de le lui faire agréer.

Le Sénat délibéra ensuite, de lui communiquer  
tout ce que la République avoit relâché en faveur  
du Roi Tres Chretien, mais de le faire trouver  
bon auparavant à Monsieur de Fresne, qui y con-  
sentit tres-volontiers, disant, que céte communi-  
cation étoit nécessaire, pour ne point donner de  
défiance aux Espagnols, à qui probablement le Pa-  
pe avoit tout dit; mais à condition, que ce que  
l'on avoit fait à la prière du Roi son Maître, ne  
se fist pas de nouveau pour le Roi d'Espagne, ce  
qui altéreroit les afaires.

L'on apella donc Dom François de Castre au  
Colège, où la Seigneurie lui fit lire tout ce qui  
s'étoit passé, & ce que l'on avoit relâché en fa-  
veur du Roi Tres-Chretien: De quoi ayant remer-  
cié le Sénat, il proposa une suspension des loix,  
seulement pour un tems, & en gratification des deux  
Rois, laquelle, disoit-il, ne feroit aucun tort à la  
République, vu qu'ils n'y étoient point contraints;  
rémontrant, que suspendre pour un tems, n'étoit pas

## 338 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1606. suspendre absolument ; que ne pouvant demander les prisonniers, puis qu'ils avoient déjà été accordés au Roi de France, il étoit de la bienfaveur d'accorder aussi quelque chose à son Maître, par exemple, cette suspension.

Le Sénat répondit, Qu'à la vérité la suspension qu'il proposoit ne seroit point cruë forcée, s'il n'y avoit point d'excommunication précédente; mais que le Pape ayant la verge à la main, & les menaces en la bouche, l'on croiroit toujours, que la République y auroit été contrainte; Que cette suspension feroit paroître l'excommunication légitime, & la métroit en vigueur, ou du moins leur liberté en doute; Que ce n'étoit pas une bonne conséquence de dire, que la suspension pour un tems n'importe nullement, parce qu'elle n'étoit pas de si grand préjudice, qu'une suspension perpétuelle; comme il ne s'ensuit pas qu'un homme ne soit offensé, parce qu'il le pourroit être davantage; Que la concession des prisonniers au Roi de France étoit un fait particulier, qui ne tiroit pas à conséquence, comme faisoit la suspension des loix, qui étant générales, comprenoient aussi des faits infinis, & que pour ce sujet, on ne l'avoit point voulu accorder au Roi de France, qui l'avoit parcelllement demandée; Qu'enfin, si le Sénat eût voulu consentir à la suspension, il n'eût eu besoin de l'entremise de personne, puisque le Pape ne pouvoit rien demander de plus, & que le lui accordant, ce ne seroit plus un accommodement, parce que l'avantage se trouveroit tout d'un côté, & qui pis est, du côté de celui, qui auroit offensé, au lieu, que ce devoit être tout le contraire.

L'Ambassadeur témoigna, Qu'il n'étoit point content de cette réponse; Que véritablement il se voioit caressé, honoré, & bien traité par la République; mais qu'il n'estimoit rien tout cela,

au-

au prix de l'honneur qu'il auroit à obtenir quelque chose en faveur de son Maître : Que s'il se retireroit sans avoir rien avancé, sa réputation, &c celle du Duc de Lerme son oncle, y seroient fort intéressées. Et puis étant allé trouver le Doge dans sa chambre, il dit, Qu'il y avoit déjà 43 jouts, qu'il étoit à Venise, où le peuple disoit, qu'il ne faisoit qu'écornifler, & qu'étant un jeune homme, ces sages Vieillards avec qui il traitoit, se déferoient aisément de lui avec de bonnes paroles sans effets ; Que la République en ayant tant fait pour la France, il étoit bien raisonnables qu'Elle fût du moins peu de chose en faveur du Roi son Maître, qui n'étoit pas moins leur ami. Le Doge répondit, Que la République eût fait pour Sa Majesté Catholique tout ce qu'elle avoit fait pour Sa Majesté Tres-Chretienne, si Don Inaigo de Cardenas eût continué son entremise ; ( car cet Ambassadeur, qui avoit fait les premiers pas, s'arêta lorsque Henri IV. commença de s'en mêler ) ; Que du reste, Dom François, après la communication, qui lui avoit été faite, avoit un champ libre & spacieux pour s'employer avec réputation auprès du Pape, en le suppliant de vouloir, en considération du Roi-Catholique, se contenter de ce que la République avoit relâché en faveur du Roi Tres-Chretien ; ce que Sa Sainteté venant à lui accorder, il auroit la gloire d'avoir obtenu ce qu'elle avoit refusé aux autres ; &c, par conséquent, une tres-grand part à l'acommodement.

L'Empereur continuant dans la resolution que j'ai dit, qu'il avoit prise de s'en mêler, délibéra de charger le Duc de Savoie, & le Marquis de Castillon ( Dom François de Gonzague ) de cette commission. Le Sénat en ayant eu avis par son Ambassadeur, lui ordonna de remercier S. M. Imp. de ce qu'elle destinoit un si éminent sujet, que le Duc

## 340 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

1606. de Savoie, pour traiter l'acommodement; & de la suplier en même tems de tourner ses offices vers le Pape, de qui venoit toute la dureté, se rendant de jour en jour plus difficile. Mais ce dessein de l'Empereur n'eut point son effet, parce que le Duc s'étant mis en tête de joindre avec la qualité de Commissaire de l'Empereur, celle de *Représen-tans*, des Rois de France & d'Espagne, pour traiter avec plus de réputation, il y trouva de grans obstacles chez les deux Rois. Car les Espagnols l'en dissuadèrent adroitement, lui disant, Qu'il y auroit de son honneur, de s'exposer dans une afaire, dont le succès étoit bien incertain; & que d'ailleurs il n'étoit plus temps de révoquer les commissions données à Dom François de Castre: mais ils ne lui disoient pas le soupçon qu'ils avoient, qu'il ne voulût se prévaloir de cette députation, pour quelque autre grand dessein contraire à leurs intérêts, le regardant plus comme un grand Capitaine, que comme un instrumet de paix. En France la demande du Duc ayant été prise pour une ruse Espagnole, le Roi s'excusa de la lui accorder, sur ce qu'il avoit déjà nommé le Cardinal de Joieuse, pour accomplir le Traité, que ses Ambassadeurs avoient commencé à Rome & à Venise. Ainsi se passa l'année 1606.

1607. Quoique le Pape eût grand'envie de se tirer d'affaire par une prôte paix, il fit néanmoins semblant de se préparer à la guerre. Il obtint des Gennois de lever 4000. Corfes, à condition, qu'ils en numpmeroient les Capitaines; ce qui ne s'exécuta point, non-plus que la levée d'un Régiment de 3000. Suisses, que l'Evêque de S. Sévère, son Nonce, avoit demandée aux Cantons Catoliques. Et pour faire encore plus d'éclat, il déclara en plein Consistoire, qu'il vouloit faire la guerre aux Vénitiens, & nomma le Cardinal Borguese, son

Neveu, pour Légat de son armée. D'un autre côté, le Comte de Fuentes, Gouverneur de Milan, leur ennemi secret, & qui vouloit, disoit-on, aler armé en Paradis, fit batre le tambour, mit sur pié quelques Compagnies d'Infanterie, & envoia en Suisse ; & en Alemagne, pour y faire des leuées; comme aussi à tous les Princes d'Italie, pour les attirer au parti du Pape; ce qu'il faisoit seulement pour l'amuser par de vaines apparences, & pour montrer, que le Roi d'Espagne étoit le protecteur de Sa Sainteté, & le seul apui du Saint-Siège. Outre que l'intention de ce Roi étoit de se montrer partial pour le Pape, seulement pour ôter aux Vénitiens les esperances, qu'ils fondoit sur sa foiblesse, & sur son impuissance.

Le Sénat, pour n'être point surpris, arma aussi de son côté, & envoia 500000. écus à Padouë, Vérone, Bresse, Creme, & Bergame, 100000. pour chacune de ces Villes, afin de tenir leur milice toute prête. Il ordonna au Comte Martinengue de lever sur les confins 4000. soldats François & 600. Cuirassiers; & il assembla toutes ses Galères, au nombre de 75. petites, & quatre grosses.

Les Turcs regardoient cet armement de part & d'autre avec beaucoup de plaisir, jusques à faire des jeûnes & des prières pour la durée de la discorde entre les Princes Chrétiens, & en action de grâces, disoient-ils, de ce que le Pape leur étoit plus favorable, que ne le leur avoit été aucun de leurs Moflis.

Dans cette conjoncture, le Sénat fit suplier le Roi par l'Ambassadeur Priuli, de vouloir déclarer ce que la République pouvoit attendre de lui, en cas que le Pape vînt à rompre tout-à-fait. Monsieur de Freine, à qui le Doge en parla à l'audience, dit, Que puisque la déclaration du Roi d'Espagne étoit publique, il ne devoit plus faire mystère

## 342 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1607. des commissions secrètes, qu'il avoit du Roi son Maître, qui étoient, que Sa Majesté leur serviroit d'ami dans le besoin; & il les en assura comme Ambassadeur. Ensuite, il leur proposa de prévenir les Espagnols, qui méditoient de venir dans le Vicentia, sous la conduite du Comte de Fuentes, & dit, que pour les en empêcher, il falloit mettre le feu chez eux, en faisant descendre les Grisons, alliés & bons amis de la République, dans l'Etat de Milan; les assurant, que s'ils vouloient secourir, & secourrir les Trois Ligues, Sa Majesté se déclareroit ouvertement pour eux; Que la République se devoit conseiller elle-même sur ce point, mais qu'avant, que d'en venir à la rupture avec les Espagnols, il étoit nécessaire de s'expliquer avec Sa Majesté touchant le secours, que l'on en desiroit. Le Sénat répondit, Qu'il avoit pourvu à la défense du Vicentin, & de tout l'Etat; Que si le Comte de Fuentes formoit quelque entreprise, si trouveroit une vigoureuse résistance; Que la République aideroit puissamment les Grisons, & qu'Elle traiteroit de ce secours avec Sa Majesté, par le moyen de l'Ambassadeur Priuli, ou d'un autre, qu'on lui enverroît exprès; Qu'il ne restoit plus qu'à voir ce que Sa Majesté voulloit faire pour eux, en casque l'on vînt à rompre le Traité.

Durant tout le mois de Janvier Dom François de Castro ne cessa point de solliciter le Sénat pour la suspension des loix, de laquelle il n'eudemoie point, bien qu'on lui fût toujours la même réponse. Il disoit, Qu'il ne tenoit plus qu'à cela, que le Pape ne fut satisfait, que s'il ne s'en contentoit pas, le Roi son Maître cesseroit de l'appuyer; Que ce que la République avoit fait pour le Roi Tres-Chretien ne suffisoit pas, n'étant pas de l'honneur de Sa Majesté Catholique, d'aller sur la marche d'autrui; Que néanmoins, il ne refussoit point de

de se joindre avec l'Ambassadeur de France, son 1607.  
Maître voulant bien avoir des compagnons dans une si bonne œuvre; mais qu'il demandoit une déclaration positive de ce qu'il auroit à faire, en s'unissant avec les François.

Pendant que cet Espagnol perdoit toutes ses peines à Venise, le Priuli travailloit en France à faire déclarer le Roi, qui refusa toujours de le faire, disant, Que ce seroit perdre son crédit auprès du Pape, & atirer sur soi le blâme de tout ce qui en pourroit arriver de sinistre; Qu'il avoit dépêché un ordre au Cardinal de Joieuse de passer en Italie, pour conclure un bon accommodement. Monsieur de Fresne en proposa les conditions au Sénat de la part de Sa Majesté, savoir, Que les prisonniers fussent mis entre les mains d'un Commissaire Eclésiastique; Que la Seigneurie envoiât un Ambassadeur à Rome, lequel étant arrivé à un lieu, que l'on conviendroit, le Pape leveroit ses censures, & le Sénat sa protestation; après quoi, l'Ambassadeur poursuivroît sa route. Et qu'ensuit l'on rapeleroit les Jésuites. Le Doge répondit, Que pour les prisonniers, la République les avoit donnés au Roi, pour en faire ce qu'il lui plairoit; mais qu'Elle n'enverroit jamais d'Ambassadeur, que le Pape n'eût réparé l'injure, en révoquant l'Interdit, vu que le monde auroit lieu de donner le tort à la République, si Elle fairoit cette fausse démarche; Que pour les Jésuites, ils en avoient trop fait, pour être renais en grâce, & que s'étant déclarer les ennemis jurés de la République, il n'y avoit plus moyen de les rétablir; Qu'enfin, le Cardinal de Joieuse seroit vu de très-bon œil, \* & recevroit tous les honneurs dûs à son caractère: mais que la République voudroit bien, qu'il allât directement à Rome, où il étoit absolument nécessaire, pour porter le Pape à ce qui

\* Ils le croioient affectionné à leurs intérêts, à cause des honneurs excessifs, qu'ils avaient faits au Duc de Joieuse, son frère, à son passage par Venise en 1583, jusqu'à le faire Noble. Vénitien, & à l'admettre à baloter dans le Grand-Conseil.

## 344 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

1607. seroit de raison; d'autant, que le Sénat ayant accordé tout ce qu'il pouvoit, il ne restoit plus rien à faire, que du côté de Rome.

Ce Cardinal arriva à Venise à la Mi-Février; presenta les lettres du Roi son Maître au Collège, & y exposa l'ordre, qu'il avoit de Sa Majesté, de procurer le bien & la satisfaction de la République; Que le Pape vouloit, que la République lui envoiât un Ambassadeur, pour le prier de lever ses censures; Que tous les Religieux, & par conséquent les Jésuites, fussent rétablis; & qu'enfin le Roi lui donnât parole, que durant le Traité, les loix ne seroient point observées. Le Doge répondit, Que dès que le Pape auroit levé les censures, le Sénat enverroit un Ambassadeur à Rome, lequel y traiteroit l'affaire des Religieux; & que pour les loix, la République en useroit avec toute la modération requise. Le Cardinal répliqua, que le Roi étoit très-satisfait de tout ce que le Sénat avoit délibéré, mais que le Pape ne voulant pas s'en contenter, Sa Majesté les prioit pour le bien de la Chrétienté, de vouloir trouver un tempérament, par où le différend se pût accommoder, sans blesser leur liberté. Il ajouta, que comme Sa Majesté aprouvoit fort, qu'il ne se fît aucun Décret, ni autre marque, qui pût demeurer à la postérité, de la suspension des loix, aussi croioit-elle nécessaire de donner au Pape quelque sujet apparent de révoquer ses censures, qu'il avoit publiées à la vuë de tout le monde; Que pour cet effet, Sa Majesté prenoit sur soi, de faire contenter Sa Sainteté d'une parole, qu'elle lui donneroit, que les loix ne s'exécuteroient point durant le Traité, sans que la République en fît aucun Décret; & que cette parole ne seroit donnée, que sur une assurance certaine, que Sa Sainteté leveroit en même tems les censures: De sorte que, par ce tem-

pé-

pérament, l'affaire se termineroit à la satisfaction des deux parties; & sur tout, sans lésion de la liberté de la République, qui au contraire, en aurroit toute la gloire. Sur quoi Monsieur de Fresne présent à l'audience, dit, que c'étoit beaucoup, que le Roi pust obliger le Pape à se contenter de cette fausse-monnoie, vu que la parole, que le Pape demandoit, n'étoit qu'une pure cérémonie; Que pour le rétablissement des Jesuites, dont Monsieur le Cardinal s'étoit abstenu de parler par modestie, il n'y devoit point avoir de difficulté, puisqu'il étoit ordinaire dans les acommodemens, que ceux, qui avoient fomenté l'un ou l'autre parti, retournoient en leurs maisons; & que d'ailleurs, Sa Sainteté ne pouroit avec honneur abandonner la Cause de ces Péres, qui étoient sortis de Venise pour lui obéir. Mais le Sénat répondit, que le bannissement des Jesuites à perpétuité avoit été décreté pour des causes particulières, qui ne touchoient point à l'Interdit; comme pour avoir été auteurs de séditions, & de mouvemens dans l'Etat; avoir blessé l'honneur de la République dans leurs prédications; avoir condamné l'Aristocratie, & par conséquent la forme & les maximes du Gouvernement de Venise: Mais, que pour les autres Religieux, qui n'avoient point commis d'autres fautes, que de garder l'Interdit, le Sénat les rétabliroit volontiers, & que Sa Sainteté sauvenoit par là sa réputation; Qu'enfin, pour l'exécution des loix, ils ne pouvoient que répéter ce qu'ils avoient déjà dit tant de fois, savoir qu'ils ne désisteroient jamais de l'usage de leurs loix, qui étoient justes, mais qu'il en useroient toujours d'une manière convenable à l'ancienne piété & religion de leurs ancêtres.

Il arriva en ce tems-là une chose, qui rendit le Pape encore plus opinâtre sur ce dernier point. Car ayant pris par les écrits, que les Jurisconsultes

## 346 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

1607.

de Venise faisoient courir, qu'il y avoit à Gennes une lbi toute semblable à celle, que la République avoit faite, touchant les aquifitions des Écclésiaſti-ques, il en obtint la révocation des Genois; par où la cause des Vénitiens sembloit devenir plus mau-vaife, où du moins plus odieufe.

Au commencement de Mars, il vint un Ambaf-fadeur de Savoie à Venise, qui aporta au Collège la nouvelle de la résolution, que ce Duc avoit prise d'y venir, tant pour obéir à l'Empereur, qui l'avoit chargé de cette commission; que pour servir la Ré-publique. A quoil'on répondit, que l'on auroit bien de la joie de voir son Alteſſe, & que l'on se promé-toit beaucoup de fon entremiſe.

Sur cet avis, le Cardinal de Joieufe résolut d'aller lui-même à Rome, pour y pourſuivre la con-clusion du Traité; & partit le 17 du même mois de Venise, où le Marquis de Castillon, Ambassadeur de l'Empereur, arriva un ou deux jours après.

Ce Seigneur, satisſe ſotier de faire une Entrée publique, vint tout d'abord trouver le Doge, lui preſenta des lettres-de-tranſance de Sa Majeffe Impériaſe, & du Duc de Savoie, avec qu'il venoit de traſter à Turin; & fit de grandes instances, pour obte-nir quelque chose de furcroit en faveur de l'Em-pe-reur; mais il ne put rien gagner.

Cependant, le Cardinal de Joieufe arriva à Ro-me, où il fut horriblement traverſé parceux, qui ne vouloient pas l'acommodement, ou du moins, qui ne vouloient pas, qu'il en fut l'auteur; ni que la France en eut la gloire. Le rétablissement des Jé-fuites en fit la principale diſſiculté. Le Pape voioit fort bien, qu'il y aloit de fa réputation, s'il les aban-donnoit, vu même, qu'il leur avoit proṁis de ne faire jamais aucun accord, qu'ils n'y fuffent compris. Mais le Cardinal du Perron lui remétra, que si cet intérêt empêchoit la conclusion du Traité, la Cau-

Cause générale deviendroit la Cause particulière des Jésuites, & non point du Saint-Siége ; Qu'il faloit premièrement rétablir son autorité à Venise, où étant affermée, il lui seroit aisé d'y remettre ces Pères. Que Sa Sainteté avoit l'exemple de Clément VIII. qui dans la réconciliation du Roi de France, se désista prudemment de la demande du retour de cette Compagnie, dans la pensée qu'il eut, que le tems lui feroit obtenir ce qu'il vovoit impossible alors. Où il ne manqua pas de réussir après. Ainsi, le Pape se contenta, que le Cardinal de Joyeuse fît tout son possible pour le rétablissement de cette Société : mais que s'il n'en pouvoit pas venir à bout, il ne laissât pas de conclure.

Il restoit trois autres difficultez : La première, que le Pape vouloit, que Monsieur de Fresne, Ambassadeur de France à Venise, demandât par écrit au nom du Roi, & de la République la levée des censures. Mais on lui fit agréer, que cela fut fait par Monsieur d'Alincourt, qui résidoit auprès de Sa Sainteté. La seconde, que le Cardinal de Joyeuse & cet Ambassadeur lui donnaissent parole au nom du Roi, que la République consentoit, que les deux loix contestées ne fussent point observées jusques à la conclusion du Traité. A quoi le Cardinal, & Monsieur d'Alincourt répondirent, qu'ils donneroient volontiers parole à Sa Sainteté, que les loix ne seroient point exécutées jusques à l'accomplissement du Traité, mais sans dire, que ce fut du consentement de la République, qui ne l'avoit jamais donné; Et le Pape s'en contenta. La troisième étoit, que Sa Sainteté veuloit, que les censures fussent levées à Rome, suivant l'usage de cette Cour, & sans renvoier le Cardinal à Venise ; ce qui, disoit-elle, étoit si abusif pour trop pour un Pape. Mais les Ministres de France

## 348 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

ce lui remontrèrent, que c'étoit tout rompre, vu qu'il ne se pouvoit rien exécuter à Rome sans faire paroître, que le Sénat avoit failli, & que les censures étoient légitimes ; ce que l'on ne passeroit jamais à Venise. De sorte que le Pape céda encore aux François ce point, qui étoit très-essentiel.

Après cela, Sa Sainteté, aiant cru, que les prisonniers seroient rendus sans protestation, fut sur le point de rompre, quand Elle fut, que le Sénat étoit en résolution de protester. Mais le Cardinal du Perron détourna adroitemment le coup, en disant, que si l'on avoit à rompre pour ce sujet, il valoit bien mieux, que cela se fût à Venise, d'autant que l'on attribueroit alors toute la faute aux Vénitiens : au lieu que si l'on rompoit à Rome, tout le monde la rejeteroit sur Sa Sainteté.

Enfin, après tant de difficultez surmontées par la fermeté, & la prudence des Ministres de France, il restoit encore à convenir de la forme du Bref, où il falloit sauver la dignité du Pape, & l'honneur du Sénat ; ce qui étoit sans exemple. Car les Papes levant leurs tentures, ont coutume d'insérer dans leurs Brefs les actes d'humilité & de pénitence, faits par les censurés : au lieu, que dans cette affaire, le Pape ne pouvoit rien dire en sa faveur, ni au désavantage des Vénitiens, sans perdre tout. Le Cardinal trouva un sage tempérament, qui fut, de n'expédier aucun Bref, & de traiter verbalement à Venise, afin d'éviter tous les ombrages, & toutes les disputes. Son avis ayant plu, l'on dressa seulement une Instruction signée du Pape, qu'on lui donna, avec un certain Juge nommé Claude Montan, pour recevoir les prisonniers à Venise. Y étant de retour dans la Seigneurie Sainte, il exposa sa commission sans montrer aucune écriture

du

du Pape, le Sénat voulut bien s'en rapporter entièrement à sa parole ; & ensuite, il expliqua les conditions, sous lesquelles Sa Sainteté lui avait donné pouvoir de lever les censures, savoir, Que les prisonniers seroient confignez sans protestez ; Que les Religieux sortis pour l'Interdit seroient rappelez ; Que la protestation contre le Monitoire seroit révoquée, comme aussi la lêtre-circulaire écrite aux Villes de l'Etat. Enfin, il fit de grandes instances pour les Jesuites, disant, qu'il pouvoit lever les censures sans cette condition ; mais qu'il la demandoit comme une chose passionnément désirée du Pape pour sa réputation ; du Roi son Maître pour le contentement de Sa Sainteté ; & enfin, de lui Cardinal, qui estimeroit cette grâce autant qu'une Couronne. Le Doge répondit, Que l'ofre de donner les prisonniers au Roi, sans préjudice des droits de la République, avoit été agréée de Sa Majesté, & que par conséquent elle ne se pouvoit plus, ni changer, ni révoquer ; Que le rétablissement des Jesuites étoit impossible, après les grandes injures, que la République en avoit reçues, & que de parler de leur retour, c'étoit ruiner tout ce que l'on avoit fait.

Après cette réponse, le Cardinal parla de la manière de lever les censures, proposant d'aler en Eglise-S. Marc avec le Prince, & le Sénat, & d'y célébraz ou entendre une Messe, à la fin de laquelle il leur donneroit la bénédiction, pour marque de la levée de l'Interdit. Le Doge répondit, Que l'innocence de la République étant manifeste, il ne falloit pas, qu'il parut aucun signe de pénitence, ni d'absolution. Et le Cardinal répliquant, que la Bénédiction Apostolique ne devoit jamais être refusée par ceux, à qui elle étoit offerte ; le Doge repartit, que cela étoir vrai, & que la République ne la refuseroit jamais en toute autre occasion,

## 350 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

1607. sion, que celle-là; où, en la recevant, elle donneroit lieu de croire, qu'elle auroit failli.

Les 4. jours suivans, le Sénat envoia deux Sénateurs au Cardinal, pour régler avec lui la forme de lever les censures. Le Cardinal tâcha de leur persuader de recevoir une bénédiction; non pour l'absolution, mais purement comme une bénédiction ordinaire du Pape. Ils répondirent, que sa parole suffisait à la République, & qu'en déclarant au Collège, que les censures étoient levées, en même tems le Doge lui remettoit la révocation de la protestation. Pour les autres points, il fut arrêté, Que l'on configneroit les prisonniers à Monsieur de Fresne, avec protestation de la République pour ses droits; de quoy le Pape ne devoit point se formaliser puisqu'ils apartenoient au Roi, & que ce n'étoit pas à Sa Sainteté, que cette protestation se faisoit; Que les Religieux, que s'étoient retirés, seroient rétablis, à l'exclusion des Jésuites, & de 34. Moines, qui étoient sortis, pour éviter la punition de leurs crimes; Que l'on ne feroit nulle mention de la lettre écrite aux Villes de l'Etat, d'autant qu'elle étoit secrète, & que celle, qui, avoit couru, étoit fausse. Outre qu'il n'y avoit pas de raison, de vouloir empêcher un Prince d'écrire ce qu'il lui plaisoit à ses Officiers, & à ses sujets; Que l'on feroit un Manifeste imprimé, par lequel la protestation seroit révoquée; Et qu'enfin après les censures levées, l'on nommeroit un Ambassadeur, pour aler résider auprès de Sa Sainteté. Après cela, l'on prit jour pour mètrer la dernière main à cet acommodement. Et ce fut le 28. jour d'Avril, auquel Monsieur de Fresne s'étant rendu le matin chez le Cardinal de Joieuse, le Secrétaire Marc Otobon y vint avec deux Notaires Duxaux, & s'adressant à cet Ambassadeur, lui dit: Voilà, Monsieur, les deux prisonniers,

la

Cet ex-pédié fut trouvé par M. de Fresne.

*la Sérénissime République envoie à V. E. en gratification du Roi Tres-Chretien, déclarant, que c'est sans préjudice de l'autorité, qu'elle a de juger les Eclésiastiques.* A quoi Monsieur de Fresne répondit, qu'il les recevoit ainsi, & le Secrétaire en prit Acte des deux Notaires, qu'il avoit amené. Ensuite, Monsieur de Fresne alla trouver le Cardinal, à qui ayant présenté ces prisonniers, le Cardinal dit, *Monsieur, donnez-les à cet homme-là, montrant le Commissaire envoié par le Pape, lequel les toucha, pour marque, qu'ils étoient à lui.* Après céte formalité, le Cardinal accompagné de l'Ambassadeur alla au Collège, où il déclara, que les censures étoient levées, & les en félicita. Là-dessus, le doge lui mit entre les mains l'Acte de révocation contenu ci-dessous, & remercia Sa Majesté Tres-Chretienne, & le Cardinal, qui les pria en se retirant, d'envoyer au plus-tôt un Ambassadeur à Rome. Ce que le Sénat commença d'exécuter le même jour, en nommant pour céte fonction le Chevalier François Contarin, père du dernier Doge de ce nom.

Ainsi, se termina le différend du Pape, & des Vénitiens, à la gloire immortelle du Roi Henri-le-Grand, qui soutint dignement, dans toute céte affaire, la qualité de Fils-Ainé de l'Eglise.



B R E V E  
D'EXCOMMUNICATI ON  
DU PAPE PAUL V.  
CONTRE LES VENITIENS.

**P**AUL PAPE V. A nos Vénérables Frères les Patriarches, Archevêques, Evêques de l'Etat de Venise. A leurs Vicaires-Généraux, & à tous les Abbés, Prieurs, Primiciers, Archidiacres, Archiprêtres, Doiens, Curés, Recteurs, & autres personnes Eclégiastiques, tant Séculiers que Réguliers, ayant dignité Eclégiastique dans l'Etat de Venise : SALUT & Apollonique Bénédiction.

Depuis quelques mois, il est venu à notre connoissance, que dans les années précédentes, le Duc & le Sénat de Venise ont fait dans leur Conseil plusieurs Décrets contraires à l'autorité du Saint-Siége, à la Liberté, & à l'Immunité Eclégiastique, comme aussi repugnans aux Conciles Généraux, aux Sacrés Canons, & aux Constitutions des Papes; Et entre les autres, un<sup>u</sup> du 23 Mai de l'année 1602. à l'occasion d'un certain différend mis entre le Docteur François Zabarelle d'une part, & les Moines de Praglia, \* de l'Ordre de S. Benoît, de la Congrégation du Mont-Cassin, de l'autre; par lequel il est défendu à ces Moines, & à tous les autres Eclégiastiques de l'Etat, Séculiers ou Réguliers, comme aussi aux Religieuses, & aux Hôpitaux, d'acquérir à l'avenir des biens

Dans le  
Padou-  
an.

biens immeubles , sous prétexte , qu'ils en sont seigneurs directs , ou autrement ; sans préjudicier néanmoins au droit de leur domaine direct. Un autre du 10. Janvier 1603. passé dans le Pre-gadi , lequel porte ; Que la défense faite autrefois de bâtir des Eglises , des Couvens , des Hopitaux , & autres Maisons Religieuses dans Venise , sans la permission expresse du Sénat , sera gardée dorénavant dans tous les Villes & dans tous les Lieux de l'Etat , sous peine de bannissement , de prison perpétuelle , & de la vente des fonds au profit du Public , contre ceux , qui violeroient l'Ordonnance. Un troisième , du 26. Mars 1605. par lequel , le Duc & le Sénat , fondés sur un autre Decret de l'année 1536 qui , à ce qu'ils disent , défendoit sous de certaines peines , de laisser aux Gens d'Eglise , par testament , ou par donation entre-vifs , des biens immeubles dans Venise , pour œuvres pies ; ni de les engager ou aliéner , sous quelque prétexte , que ce fût , finon pour un certain tems ; (ce qui jusque-là n'avoit point encore été bien observé) non seulement ont renouvelé cette même défense , mais l'ont étendue à toutes les Villes & Terres de leur Etat , où ils l'ont fait publier par les Recteurs & les Podestats , qui les gouvernent , sous les mêmes peines énoncées dans le Decret de 1536. Outre cela , Nous avons apris , que le Duc & le Sénat ont fait emprisonner Scipion Sarafin , Chanoine de Vicence , & Brandolin Valdemarin , Gentilhomme de Frioul , Abbé de Nervese , dans le Diocèse de Treviso , personne constituée en dignité Ecléastique , pour de certains crimes , qu'on leur impute ; Prétendant , qu'ils ont ce pouvoir , en vertu de quelques priviléges , qu'ils disent leur avoir été accordés par quelques uns de nos Prédécesseurs. Et d'autant , que ces Decrets

## 354 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

crets renversent les droits , dont l'Eglise jouit par des Traitez & des Concordats faits avec les Princes , & font grand préjudice à l'autorité du Saint-Siège-Apostolique , & à la Nôtre ; aux anciens droits des Eglises , & aux priviléges & immunitéz des Ecclésiastiques ; ce qui va à la perte des Ames du Duc & des Sénateurs , comme aussi au scandale de beaucoup de gens ; les auteurs de ces loix ont encouru les Censures Ecclésiastiques , ordonnées par les Sacrés Canons , par les Conciles Généraux , & par les Souverains Pontifes , & la privation de tous les Fiefs & biens , qu'ils tiennent des Eglises ; desquelles censures & peines , ils ne peuvent être absous ni délivrés , que par Nous , ou nos successeurs , étant même inhabiles & incapables de recevoir l'absolution , s'ils ne révoquent auparavant les les loix , qu'ils ont faites , par de nouveaux Edits & Decrets , & ne remettent toutes les choses en leur premier état. Mais comme le Duc & le Senat , après plusieurs réunions , & exhortations paternelles , que Nous leur avons faites depuis quelques mois , ne se sont pas encore mis en devoir de révoquer leurs loix , & retiennent toujours le Chanoine Sarasin , & l'Abbé Brandolin dans les prisons , sans avoir jamais voulu les consigner , ainsi qu'ils le devoient , à Nôtre Vénérable Frère Horace , Evêque d'Hiérace , Nôtre Nenç , résidant auprès d'eux : Nous , qui ne devons souffrir en nulle façon , que la Liberté & Immunité Ecclésiastique soit violée , ni que l'autorité du Saint-Siège , & la Nôtre soit méprisée , Nous conformant aux Decrets de plusieurs Conciles Généraux , & suivant les vestiges d'Inno-  
III. Honoré III. Grégoire IX. Alexandre IV. Clément IV. Martin IV. Boniface VIII. Boniface IX. Martin V. Nicolas V. & enco-

re quelques autres Papes , nos Prédecesseurs , dont les uns ont révoqué , de leur tems , de semblables status , faits contre la Liberté Eclésiastique , comme de droit nuls , invalides , & sans effet , & les ont déclarerz pour tels ; & les autres en sont venus jusques à publier des excomunications contre ceux , qui avoient fait de telles Ordonnances : Aprés en avoir mesurement délibéré avec nos Vénérables Frères les Cardinaux de la S. E. R. bien que les Decrets & Edits du Sénat rapportez ci-dessus , soient d'eux mêmes nuls , invalides , & sans effet , néanmoins du conseil & du consentement de nosdits Frères . Nous déclarons encore de nouveau par ce Bref , qu'ils sont nuls , invalides , & de nulle force & valeur , & que personne n'est obligé de les observer . Et de plus , par l'autorité de Dieu Tout-puissant , & des Bienheureux Apôtres S. Pierre & S. Paul , & par la Nôtre , Nous excommunions & dénonçons pour excommuniez le Duc & le Sénat de la République de Venise , lesquels sont aujourd'hui , & feront à l'avenir , comme aussi leurs Futeurs , Conseillers , & Adhérons ; tous en général , & chacun en particulier , quoi qu'ils ne soient pas spécialement nommés ; Voulant , que leurs noms & surnoms soient tenus pour exprimez par ces présentes ; si dans le terme de 24. jours , à compter du jour , que la publication des présentes se sera dans Rome ; (dont Nous assignons les huit premiers pour le premier terme ; les huit suivans pour le second ; & les huit autres pour le dernier & peremptoire , & pour une admonition Canonique ) le Duc & le Sénat ne révoquent , cassent , & annulent publiquement les Decrets mentionnez , & tout ce qui s'en est ensuivi , sans nulle exception , excuse , ni prétexte , & ne les font effacer de leurs Archives & Livres , où l'on à

## 356 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

a coutume d'enregistrer les Actes publics ; s'ils ne font savoir dans tous les lieux de leur obéissance, ou ils auront été publiés , qu'ils sont révoqués, cassés, & annulés , & que personne n'est tenu de les observer ; s'ils ne rétablissent toutes choses dans le même état qu'elles étoient auparavant , avec promesse de ne faire plus à l'avenir de semblables Decrets , contraires à la Liberté, Immunité , & Jurisdiction Ecclésiastique , à autre autorité , ni à celle du Saint Siege-Apostolique ; Nous donnant avis de la revocation, cassation , suppression , déclaration de nullité faits à leurs Sujets , & du rétablissement des choses en leur entier. Et enfin , s'ils ne remettent & confignent effectivement le Chanoine & l'Abbé prisonniers , entre les mains de l'Evêque de His-  
race , Notre Nonce. Et ils ne pourront être ab-  
sous de cette excommunication , sous quelque pré-  
texte , ou raison , que ce puisse étre , que par  
Nous , ou par les Papes nos successeurs , si ce  
n'est à l'article de la mort ; mais de telle sorte,  
que si quelqu'un ayant reçu l'absolution en cet é-  
tat , revient après en convalescence , il retom-  
bera dans la même excommunication , à moins  
qu'il n'obéist autant qu'il lui seroit possible à notre  
commandement ; & , que ceux qui viendront à  
mourir après avoir obtenu l'absolution , ne pour-  
ront néanmoins étre inhumés en terre sainte , jus-  
ques à ce que l'on ait obfi au contenu de ce  
Monitoire. Que si après les 24. jours , le Duc ,  
& le Sénat persistent encore trois jours dans leur  
obstination , (ce qu'il ne plaise à Dieu) agravant  
cette Sentence d'excommunication , Nous mé-  
ttons dez-à présent , & comme Nous ferions pour  
lors , la Ville de Venise , & généralement tous  
les lieux , qui en dépendent , en Interdit. Si  
bien , que ni dans Venise , ni dans pas-une autre  
ville

ville ou lieu de son Domaine , ni même dans aucune Eglise , Oratoire particulier , ou Chapelle domestique , l'on ne pourra dire la Messe , ni célébrer l'Ofice-Divin , ni en particulier , ni en public , excepté dans les cas permis & concédez de droit commun ; & pour lors cela ne se pourra faire , ailleurs , que dans les Eglises , & encore à portes fermées , sans sonner les cloches , & sans y admettre aucune personne interdite . Et les Indults , ni les priviléges , de quelque nature & qualité qu'ils soient , ne pourront servir au contraire , aux Eglises Séculières , ni aux Régulières , pas pas même à celles qui dépendent immédiatement du S. Siège , ou qui sont du Patronat du Duc & du Senat , par fondation ou autrement : quand même elles seroient telles qu'elles ne fussent pas comprises sous la loi générale , & qu'il en failût faire mention spéciale & individuelle . De plus , Nous privons & déclarons privés dez maintenant le Duc & le Senat , & chacun en particulier , & en son privé nom , de tous les biens Ecléastiques , qu'ils tiennent en Fief de l'Eglise-Romaine , ou des autres Eglises ; comme aussi de tous les Priviléges & Indults , qu'ils ont obtenus des Papes nos Prédeceſſeurs ; & spécialement du pouvoir de procéder contre les Clercs en de certains cas & délits . Et si le Duc & le Sénat continuoient dans leur contumace , & dans leur endurcissement , Nous nous réservons , & à nos Successeurs , d'aggraver & réaggraver les censures , & les peines Ecléastiques contre eux , & contre leurs Adhérians , Fauteurs , & Conseillers , & d'ordonner encore d'autres peines , & emploier d'autres remèdes , suivant la disposition des Sacrés Canons , nonobstant toutes Constitutions , Ordonnances Apostoliques , Priviléges , Indults , & Brefs à ce contraires , accordés au Duc & au

Sénat

## 358 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Sénat, en général, ou en particulier, de ne pouvoir être interdits, suspendus, ni excommuniez; Auxquels Nous dérogeons par ces présentes, spécialement & expressément pour cette fois-ci.

Et afin que ce Monitoire vienne à la connoissance de tout le monde, Nous vous enjoignons, & commandons par ces Létres à tous ensemble, & à chacun de Vous en particulier, Patriarches, Archevêques, Evêques, Vicaires-Généraux, & autres, en vertu de la sainte obéissance, par la crainte des Juges-mens de Dieu, & sous peine de suspension, & de privation de vos revenus, & même de vos Dignités, Bénéfices, & Charges Eclésiastiques; comme aussi de la voix active & passive, & sous toutes les autres peines, que vous pouriez encourir de Notre part; Qu'après avoir reçu nos Létres, ou en avoir en avis, Vous les publiez, ou fassiez publier dans vos Eglises, lors qu'il y aura assemblée de Peuple; & puis afficher aux portes de ces mêmes Eglises. Enfin, Nous voulons, que soit ajoutée aux copies, même imprimées, qui seront signées par un Notaire, & scellées du sceau de quelque personne constituée en Dignité Eclésiastique, comme aux Originaux, que Nous vous adressons; & que la publication de ce Monitoire faite dans Rome, où il a été affiché selon la Coutume aux portes des Eglises de S. Jean de Latran, & du Prince des Apôtres, & à celles de la Chancellerie Apostolique, & autre cela, dans la Place appellée *Campo de Fiore*, oblige autant le Duc, le Sénat, & tout le Clergé de l'Etat de Venise, que s'il avoit été présenté & intimé à chacun d'eux, & de Vous en particulier. DONNE à Rome, sous l'Anneau du Pêcheur, le 17. Avril de l'an 1606. le premier de Notre Pontificat.

M. VESTRIUS BARBIANUS.

PRO-



PROTESTATION  
du Sénat de Venise contre le Moni-  
toire de Paul V.

LEONARD DONAT  
*Par la Grace de Dieu*  
*Doge de Venise.*

**A**ux Révérendissimes Patriarches , Ar-  
chevêques , Evêques de tout notre Do-  
maine de Venise , & aux Vicaires ,  
Abbez , Prieurs Recteurs des Eglises  
Paroissiales , & autres Supérieurs Eclésiastiques ,  
SALUT .

Il est venu à notre connoissance , que le 17.  
du mois passé , N. S. P. le Pape Paul V. a fait  
publier & afficher dans Rome un certain Moni-  
toire fulminé contre Nous & le Sénat , & con-  
tre Notre République , adressé à Vous , de la  
teneur de la copie ci-jointe. C'est pour quoi , Nous  
trouvant obligez de conserver le repos & la tran-  
quillité de l'Etat , que Dieu nous a donné à gou-  
verner , & de maintenir l'autorité de Prince Sou-  
verain , qui ne reconnoit point d'autre supérieur  
pour le Temporel , que la Majesté Divine , Nous  
protestons par ces présentes lettres , devant Dieu  
& devant les Hommes , que nous n'avons rien  
omis de tous les moyens possibles pour rendre  
Sa Sainteté capable de nos fôrtes & invincibles rai-  
sons ,

## 360 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

sions, premièrement, par l'entremise de notre Ambassadeur, résidant auprès d'Elle ; & puis par les lettres, que Nous lui avons écrites en réponse des Brefs qu'Elle nous avoit adressez ; Et enfin par un Ambassadeur exprés envoié à Rome pour cet effet. Mais ayant trouvé les oreilles de Sa Sainteté fermées à toutes nos remontrances, & voiant, qu'Elle a fait publier son Bref contre la forme de toute raison, & contre tout ce que l'Ecriture-Sainte, les Saints-Pères, & les Sacrez Canons nous enseignent, au préjudice de l'autorité séculière, que Dieu nous a commise, & de la liberté de notre Etat; au grand dommage & trouble de la joüissance paisible, que nos fideles Sujets ont par la grace divine de leurs biens, de leur honneur, & de leurs vies sous notre Gouvernement ; & au scandale universel de tous les Peuples, Nous avons tout sujet de tenir ce Bref, non seulement pour injuste, & non mérité par Notre République, mais encore pour nul, & de nulle valeur, & par conséquent invalide, & fulminé en vain & illégitimement, *& de facto nullo juris ordine servato.* Si bien que Nous n'avons pas même jugé à propos d'employer contre ce Monitoire les remèdes, dont nos Ancêtres, & les autres Princes Souverains, se sont servis envers les Papes, qui dans l'exercice de la puissance, que Dieu leur a donnée pour l'édification, ont passé les bornes de la Justice. Car d'ailleurs, Nous sommes certains, que le Bref de Sa Sainteté sera tenu & réputé pour tel par Vous, & par tous nos autres bons & fidèles Sujets, & par tout le monde. Ainsi, Nous sommes assuréz, que comme vous avez donez-jusques-ici tous vos soins à la conduite des ames de nos Sujets, & au maintien du Culte-Divin, qui par votre vigilance fleurit dans cet Etat autant que dans pas-un autre, Vous continuerez de même à l'avoir de leur rendre le devoir Pastoral ; étant bien rés-

solus de notre part de persévérer dans la Foi-Catolique-Apostolique, & dans l'obéissance de la Sainte-Eglise-Romaine ; comme nos Ancêtres ont toujours fait par la grace de Dieu, depuis la fondation de notre Ville, jusques à présent.

Au reste, Nous voulons & ordonnons, que cete Déclaration soit affichée dans tous les lieux publics de cette Ville, & de toutes les autres soumises à Notre Seigneurie, dans la pensée, que nous avons, qu'une publication si manifeste ira aux oreilles de tous ceux, qui ont eu connoissance du Monitoire de Rome, & même jusques à celles de Sa Sainteté, que Nous prions Dieu de vouloir inspirer & toucher, afin qu'Elle le connoisse la nullité de son Bref, & de tous les autres Actes, qu'Elle a faits contre Nous : & qu'en reconnaissant la justice de notre Cause, Elle nous donne les moyens, & nous affermisse dans la volonté, de garder l'obéissance au Saint-Siége-Apostolique, auquel Nous & toute Notre République, à l'exemple de nos Prédécesseurs, avons été, & serons toujours entièrement dévouez. Donné dans Notre Palais Ducal, le 6. Mai, Indiction IV. 1606.

Signé, J A Q U E S G I R A R D Secrétaire,

Le Nonce du Pape vit cette Protestation affichée à la porte de l'Eglise de Saint François de la Vigne, proche de son Palais, le propre jour de son Audience de congé, qui fut le 8. Mai.

Au sujet du Monitoire du Pape, & de la Protestation du Sénat, remarquez, que Paul V. étant Cardinal Borguese, avoit dit à Léonard Donat, Ambassadeur de Venise, que s'il étoit Pape, il ne s'amuseroit pas à contester avec la République, comme faisoit Clément VIII. Mais procéderoit

Tome I.

Q

con-

## 362 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

\* Paul  
Piasecki  
dans sa  
Croni-  
que ad

contre elle par excommunication ; & que Donat lui avoit répondu, que s'il étoit Doge, il ne se soucieroit nullement de ses excommunications.\*

annam 1605. Où il ajoute, *me multo post, illa Pontifex Rom. & iste  
Dux Venetiarum creatus, isdem studiis in Magistratu, quibus ante  
Magistratum, pro illa causa certarunt.*



### LETRÉ DU SENAT

de Venise, écrite aux Recteurs, Consuls, & Communautez des Villes, & des autres Lieux de son Etat.

**D**I EU ayant établi les Princes pour être ses Vicaires & ses Lieutenans en Terre, &, en cette qualité, gouverner les Hommes, & conserver la Société-Civile, chacun dans ses Etats particuliers ; ainsi qu'il gouverne lui seul tout l'Univers par sa bonté, & par sa sagesse infinie : La République de Venise, toujours soigneuse de s'aquiter de son devoir envers ses Peuples, a voulu par une tendresse paternelle, qu'elle a pour les Habitans des Villes de son Etat, qui sont ses propres membres, les rendre participants de toutes les loix & les statuts, qu'elle a jugez leur pouvoir être utiles ; l'intérêt de ces Villes ne lui étant pas moins cher, que celui de la Ville de Venise même.

Comme il y a donc une ancienne Ordonnance, faite depuis plusieurs centaines d'années, par laquelle, il est défendu d'aliéner, engager, ni vendre, des biens-immeubles aux Gens d'Eglise, dans Venise ; & dans le Duché, parce que n'y aient point d'espérance, que ces biens puissent jamais retourner entre les mains des Laïques, quand ils

ils en sont sortis une fois; \* il importe extrêmement <sup>4 Car</sup> au Public, d'empêcher les acquisitions continues, <sup>comme les</sup> Eglises <sup>sont per-</sup> que ces gens-là font au grand dommage de tous <sup>petuelles,</sup>

*dit Frà-Paolo dans ses considérations sur l'Interdit, si elles aqueroient toujours, les Eclésiaſtiques ſe trouveroient bientôt les maîtres de tous les biens, au grand préjudice des Laïques, dont les familles s'éteindroient de jour en jour, par la diminution de leurs revenus. D'où il arriveroit que le Corps de la Noblesſe périrroit; que toute la Police Civile cefſeroit; & que tout l'Estat ſe réduiroit à deux ſortes de gens, les Eclésiaſtiques & les Villageois. Et comme dit Ulpien ff. de Mun. & hon. l. 3. viribus & viris deſtitueretur, (Respublica.*

*La Loi, qui défend l'aliénation des biens séculiers aux Eclésiaſtiques, n'entreprend nullement, ni sur l'Eglise, ni sur les Eclésiaſtiques, puis qu'elle ne leur commande rien, mais ſeulemēnt aux Laïques. Car qui eſt-ce, qui dira, qu'un Prince fait tort à un autre, quand il défend à ſes Sujets un commerce, qui n'eſt pas avantageux à ſon Eſtat? On voit tous les jours les Princes, défendre le transport de certaines marchandises chez les Etrangers, qui pour cela ne s'en trouvent point offenzez, ni de ce que leur Voisin ne veut pas ſe ſervir de leurs manufaſtures, & autres choses ſemblables.*

*Enfin, le Prince a un très-grand & très-juste intérêt d'empêcher l'aliénation des biens séculiers aux Eclésiaſtiques, vu que par cette aliénation, dit Frà-Paolo, ibid. il perd ſes droits, & les services personnels, qui lui font dûs par les Gens du rang & Officiers particuliers, de qui il reçoit de grands secours dans les besoins de ſon Eſtat: les Eclésiaſtiques ſe prétendant exemts de toutes les charges & courvées publiques. Outre cela, le Prince a droit de confisquer les biens immeubles des Particuliers, qui commettent quelque faute, ou quelque crime: Mais quand ces biens paſſent aux Eclésiaſtiques, il ne peut plus les confisquer: Pourquoi donc ne lui sera-t-il pas permis de conſerver ſon droit naturel & légitime?*

## 364 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

les Citoyens, qui à la fin ne pourroient plus porter les charges de l'Etat, ni contribuer ce qu'ils doivent à la Patrie ; soit en paix ou en guerre, s'ils se dépouilloient de leurs possessions, & de leurs immeubles. A quoi la Sérénissime République de Venise voulant remédier, de peur qu'un abus introduit avec tant de confusion ne s'étendist dans les autres Villes & Lieux de son obéissance, où les Ecclésiastiques ont si bien fait par leurs adresses, aidez de la simplicité des personnes pieuses & dévotees, que la quatrième, & même la troisième partie des fonds & des autres biens immobiliers leur a été aliénée ; \* le Sénat a ordonné, que cette loi, qui n'étoit auparavant que pour le Duché de Venise, soit gardée & observée maintenant

Antoine Quarini, dans son Manifeste pour la défense des droits de sa République, observe, que les Ecclésiastiques possédoient déjà de son tems plus de 30 millions d'or, & que leurs revenus montoient à plus d'un million & demi d'or.

Frà-Paolo, dans ses Considerations, dit, Que les Ecclésiastiques de l'Etat, qui ne faisoient qu'une centieme partie du Peuple, avoient presque autant de bien, que le Peuple même ; Que dans le Padouan, ils y possédoient plus d'un tiers des biens, & des fonds-de-terre ; dans le Territoire de Bergame, plus de la moitié, & qu'il n'y avoit pas un lieu dans tout l'Etat, où ils ne tinssoient du moins la quatrième partie des biens. De sorte, que si le Sénat permettoit, qu'ils fissent de nouvelles acquisitions, ils ôteroient jusques à la nourriture aux Laïques, & resteroient les maîtres absolus de tout le pays. Outre qu'il y avoit des Monastères établis seulement depuis 40. ans, qui avoient trois fois plus de revenu, que ceux, qui avoient trois ou 400. ans d'ancienneté dans la Ville. Qu'ainst, le Papen' auroit qu'à accorder à plusieurs Religions, qui ne fauroient posséder des bien-immobiliers, la permission d'en aqurer ; comme il a fait aux Jésuites, aux Cordeliers, aux Augustins, &c. & que bien tôt l'on verroit tous les biens séculiers entre leurs mains.

nant dans toutes les Villes & les Terres de son Etat, estimant, qu'il est injuste, que vous portiez incessamment les charges & impositions publiques, pendant que des gens, qui ne servent à rien, ou du moins à peu de chose, jouissent paisiblement, & sans rien faire, des biens, que vos Pères & vos Ancêtres ont aquis au prix de leur sang. En quoi le Sénat se conforme à l'exemple de tous les autres Princes Chrétiens, qui ont fait de semblables Ordonnances. Celle-ci ne regarde que les Sujets & les biens Laïques, & ne diminue en nulle façon les biens spirituels, & des gens d'Eglise, à qui la République laisse la liberté toute entière d'acquérir, & de recevoir des dons en argent-comptant, ou en toute autre chose mobile équivalente; & même des biens immobiliers, pourvu que ce soit avec la permission & le consentement du Sénat. Et comme les biens Eclesiastiques sont défendus, & conservés par les Princes, aux dépens du Public, aussi, est-il juste, que les gens d'Eglise en fassent part aux Princes, ainsi que les Conciles l'ont jugé, dans les nécessités publiques, soit en paix, ou en guerre Il arrive encore souvent, que sous le manteau de la Religion, il s'introduit dans les Villes des bandes d'hommes étrangers, qui bâtissent des Eglises, des Maisons, & des Oratoires en des lieux jaloux, & incommodes à la sûreté publique, & qui, outre qu'ils apportent avec eux des coutumes contraires à celles du País, produisent de très-méchans effets; quand ce ne seroit, que de partager les Paolo, aumônes, qui ne peuvent suffire à un si grand *dans ses* nombre de personnes, au grand préjudice des *considéranciennes* Maisons Religieuses, \* dont les *rations*, mérites & les prières maintiennent & font *prosperer* la République. Abus, ausquels le *que*

## 366 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

tres bien, que toutes sortes de Religieux ne sont pas bons partout. Sur quoi il rapporte deux exemples, l'un des Capucins, à qui le Roi Catholique n'a jamais voulu donner entrée dans ses Royaumes d'Espagne; L'autre, des Minimes, qui ayant commencé de bâti une Eglise dans un certain lieu appelé, Mandrilla, sans la permission de Philippe II, furent obligés de cesser leur bâtiment, quo le Prince fit boucher de tous côtés, pour servir d'exemple aux autres Moines. Ce qu'il se fit aux yeux de Paul V. qui étoit alors Nonce Extraordinaire en cette Cour, sans qu'il osât témoigner de le trouver mauvais.

Il ajoute, que comme il n'y a point de Prince, qui voulust jamais souffrir, qu'il vinst des Etrangers dans ses Etats, pour s'y établir sous la conduite d'un Chef, ni que ces gens la traiassent secrètement avec ses Sujets, parce qu'il les aurois pour suspects De même un Prince doit pour le bien &c le repos de son Etat, prendre garde, que sous prétexte de bâti des Eglises & des Monastères il ne s'introduise chez lui des gens mal-affectedez, qui par le moyen de la Confession, & des entretiens (prétendus) spirituels puissent corrompre la fidélité de ses Sujets. Témoin, de certains Religieux étrangers à Venise, qui débauchoient les ouvriers de l' Arsenal, en les attirant au service des autres Princes. L'on sait d'ailleurs, combien ces bâtimens de Monastères ont apporté de dommage aux Villes, lorsqu'elles ont été assiégées par les ennemis; pour avoir été faits en des lieux, qui incommodoient ces Villes: De sorte, qu'il a souvent falu raser ces Caubous pour mettre ordre à la défense publique. Ce n'est point encore, continua-t-il, l'avantage du service de Dieu, ni du Public, qu'il y ait tant d'Eglises: au contraire, quand il y en a trop, elles sont négligées & mal entretenues. Outre qu'une Eglise, qui manque des choses nécessaires, & où par conséquent le service ne se peut pas faire avec toute la propriété & la bienséance requise, donne occasion à mille irréverences, & cause plus de désordre parmi les Croyans, que dix autres bien parées & bien servies ne peuvent leur inspirer de respect & de dévotion. Ajoutez à cela le scandale que font tant de Religieux, qui faute de pouvoir subsister, sont contraints de faire mille bassesses, & de s'embarasser dans mille intrigues  
peu

peu conuenables à leur Profession, pour trouver moyen de vivre.

Enfin, s'il est permis à chaque Particulier, d'empêcher l'Eclésiastique de bâtit sur son fonds, sans que pour cela l'on puisse dire, qu'il a entrepris sur l'Eglise, ni sur les Eclésiastiques Pourquoi ne sera t il pas libre à un Prince, qui a le Domaine de tous les fonds de son Etat, d'empêcher, quel l'on n'y bâtisse sans sa permission. Si donc il est injuste de bâtit une Eglise sur le fonds d'un Particulier sans son consentement, il n'y a pas moins d'injustice de vouloir bâtit sur les Terres d'un prince, sans avoir son agrement. Et quand Dieu a donné aux Eclésiastiques le pouvoir de construire des Temples & des Eglises, il n'a point ôté pour cela ni la propriété du fonds au Particulier, ns le Domaine & la Jurisdiction au Prince.

Sénat ne pouvoit pourvoir, qu'en défendant la construction de tels & semblables Edifices, sans détruire néanmoins les anciens, qui se trouvent en plus grand nombre dans notre Etat, que dans pas-une autre Province de la Chretienté. Mais comme le Sénat, à qui touche le soin de la sûreté & de la commodité publique, est bien informé des nouveautés, qui se glissent tous les jours, & voit, que ses Ordonnances ont été négligées, & mises en oubli par la faute de ses Officiers; il lui a paru nécessaire de les renouveler & publier, estimant, qu'il est du service de Dieu, d'affurer le repos & la liberté des Peuples, que la Majeste Divine a commis à sa garde. Outre qu'il est impossible de vivre en paix dans un Etat, si l'on n'y veille incessamment sur les méchans & sur les factieux, parmi lesquels il se trouve souvent (chose connue de tout le monde) des Religieux & des Eclésiastiques, qui à mesure qu'ils augmentent en nombre & en richesses, deviennent aussi plus licentieux & plus insolens, troublent non seulement les familles particulières, mais encore toutes les Villes, chassant aux testamens, & aux succession des Riches, chi-

## 368 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

canant leurs voisins, & dressant des piéges à l'honneur & à la vie des autres, pour satisfaire à leur insatiable convoitise, sans épargner même le fer & le poison contre leurs proches parens, pour VIII. fraier le chemin à leurs diaboliques entreprises. *Que d'ailleurs ces malfaiteurs, bien que Religi-Bref a-eux & Eclésiaستiques, ont été punis de tout temps dressé par nos Ancêtres, conformément aux loix divines & humaines, sans que les Papes l'aient jamais triarche trouvé mauvais; au contraire, y en ayant eu plus de Vénisieurs, qui les en ont loués par leurs Brefs, & par se, en leurs Bulles.\**

*date du  
dernier*

Aiant

d'Octobre 1487. a prouvé la coutume de la République, de juger les Eclésiaستiques dans les affaires criminelles Nos, dit il, attendentes privilegia ad benè vivendum dari, non ad delinquendum, illaque præsidio bonis contra improbos esse debere, non autem malis ad nocendum facultatem, &c.

Le Prince, dit Fra-Paolo dans ses Considérations, qui reçoit son tribut de tous ses Sujets, pour défendre leur vie, leur bonheur, & leurs biens, ne peut pas sans péché, se dispenser de les protéger contre ceux, qui leur font violence, quels qu'ils soient; & si ce sont des Eclésiaستiques, il ne doit pas se contenter, qu'ils soient châtiez de peines spirituelles; mais employer contre eux les temporelles, puisqu'il est, comme dit Saint Paul, Minister Dei vindex in iram ei, qui malum agit. Et cela est d'autant plus nécessaire, que si les Laïques se voioient frustrer de cette juste vengeance des crimes des Eclésiaستiques, & de la protection, que le Prince leur doit contre tous ceux, qui les insultent, ils se feroient eux mêmes la justice, & metroient souvent les mains sur les personnes sacrées. Ce qui seroit la source de mille maux, & alimeroit des seditions continues dans les Villes.

Et l'on ne sauroit dire, que c'est violer l'Immunité Eclésiaستique, & ôter la liberté aux gens-d'Eglise. Car ce n'est point leur faire tort, non-plus qu'à tout le reste des hommes, que de leur ôter la liberté de mal faire.

Aiant donc voulu continuer dans cet ancien usage, ainsi, qu'il est de justice & de raison, & user de nos droits contre des gens acusez de crimes énormes; il est arrivé, que Paul V. aujourd'hui Souverain Pontife, prétant l'oreille à nos ennemis, qui le flatent & lui applaudissent, a été frauduleusement persuadé, d'empêcher nos actions & nos jugemens; d'interrompre nos anciennes coutumes: & nos Priviléges originaires; & de prescrire les bornes, qu'il lui plaît au cours de nos plus justes Ordonnances; chose, que nul Prince ni République n'a encore osé tenter depuis douze-cens ans; non-plus, que de nous empêcher de faire telles loix, que bon nous sembloit, pour la conservation de vos biens, ni de punir ceux, qui vous offensent, & qui troublent vôtre repos.

Que s'il est permis à chaque Particulier de gouverner sa famille à sa fantaisie, & de repousser les injures, qui lui sont faites; à plus forte raison le sera-t-il à une République, laquelle Dieu a établie pour avoir soin de vos personnes & de vbs biens; à une République libre, qui n'a jamais reconnu d'autre Supérieur, que la Divine Majesté; qui a employé ses trésors, & versé le sang de ses Citoiens, & de ses Sujets, pour la défense de l'Eglise Romaine, & des Papes, qui l'ont souvent honoré de leurs éloges & de leurs fauteufs. Mais Paul V. bien loin de vouloir écouter nos justes raisons, que Nous lui avons fait exposer par l'entremise de notre Ambassadeur à Rome, avec tout le respect & toute la soumission, que nous devions, rendant le mal pour le bien, a fulminé contre Nous des Brefs, & des Monitoires rigoureux, le jour même de Noël, lorsque Nous allions recevoir la sainte communion, & que Marin Grimani notre Doge

TRAITE  
DE L'INTERDIT  
DU PAPE PAUL V.

*Composé*

Par Pierre-Antoine Ribetti, Archidiacre & Vicaire-Général de Venise.

F. Paul Sarpi, de l'Ordre des Servites, Téologien de la Sérénissime République de Venise.

F. Bernard Jourdan, F. Michel-Ange Bonicelli, & F. Marc-Antoine Capello, Téologiens de l'Ordre de S. François.

F. Camille, Téologien de l'Ordre de S. Augustin.

Et F. Fulgence, Téologien de l'Ordre des Servites.

*Traduit de l'Italien.*

**L**E zèle, que chacun doit avoir pour le service de Dieu, l'intérêt de notre propre salut, & la conjoncture présente des différends, qui sont entre le Pape & la Sérénissime République de Venise, nous obligent d'examiner diligemment deux questions.

La

La première , S'ils Eclésiaстiques de Venise , doivent , ou peuvent observer , sans péché , l'Interdit de Paul V.

La seconde , Si le Prince (ou la Seigneurie de Venise) peut & doit en empêcher l'observation , pour le bien & le repos de ses Sujets.

Il y a des gens , qui s'imaginent , que pour prouver , que les Eclésiaстiques de cet Etat sont obligez à garder l'Interdit , & que le Prince le leur doit permettre , il n'y a qu'à montrer , que chacun en particulier doit obéir au commandement juste & raisonnable du Pape. Ce qu'ils s'éforcent de prouver de tout leur pouvoir , mais , à mon avis , fort inutilement , & bien hors de propos. Car on leur accordera tres-volontiers , non seulement cela , mais même , qu'il faut obéir au commandement juste de l'Evêque , du Prince , & du Magistrat. Et pour étendre encore davantage leur proposition , nous dirons que l'on doit aussi l'obéissance au commandement juste du Père , du Maître , & du Mari. Que s'il veulent la restreindre aux termes convenables , ils doivent dire plutôt , que l'on doit obéir au juste commandement humain de tout Supérieur , quel qu'il soit , à moins que de pécher ; d'autant que le commandement juste porte nécessairement avec foi l'obligation de l'obéissance , y ayant contradiction de séparer l'un d'avec l'autre.

Toute la difficulté est de montrer , que le commandement est juste. Car comme tout homme , qui commande , a avec la qualité de Supérieur le défaut d'être sujet à faillir , cette faiblesse se rencontre pareillement dans la personne du Pape , selon le temoignage de S. Paul aux Hebreux : Ch. 5. *Et ipse circumdatum est infirmitate , & debet pro suis delictis bestias offerre , deinde pro populo.* Et dans la lettre aux Galates , il donne l'e-

## 374 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

xemple de S. Pierre , à qui il résista en face , parce qu'il méritoit d'être repris. En effet , tous les Docteurs de l'Eglise s'accordent en ce point , que le Pape peut faillir ; si ce n'est quand il détermine les choses de Foi , *ex Cathedra*. A quoi quelques Modernes ajoutent encore ce qui regarde les mœurs en général , bien que dans le fond ce soit la même chose , vu que rien ne concerne les mœurs en général , qui ne soit de Foi. Il suffit , que tous les Docteurs soient d'accord , que le Pape peut manquer dans ses jugemens particuliers , & nous avons plusieurs exemples des fautes faites par les Papes : Et les Sacrez-Canons nous enseignent , que le Pape , non seulement peut faillir , mais encore peut devenir hérétique. *Dist. 40.*  
*Cap. Si. Papa.*

Cela supposé , notre dessein est de prouver , que les Eclésiastiques de l'Etat de Venise ne doivent point garder l'Interdit , parce qu'ils ne savent pas suffisamment , si la Ville & son Domaine sont excommuniciez : Que quand même ils le fauroient , ils ne doivent pas non plus l'observer , parce qu'il en naîtroit du scandale & du trouble dans l'Etat de l'Eglise. Et supposé encore , qu'il n'en put arriver de mal , ils en sont dispensez par une juste crainte , qui excuse de l'obéissance de toutes les loix & commandemens du Pape. Outre que quand ils n'auroient aucun sujet de crainte ; ils ne devroient nullement obéir à cete Sentence , qu'ils ne fussent auparavant bien assuréz qu'elle n'est pas injuste & nulle , comme c'est la commune opinion du monde.

Qu'enfin , la Seigneurie de Venise peut & doit , par toutes sortes de raisons , s'opposer à la publication , & empêcher absolument l'exécution de ce commandement du Pape , en châtiant ceux , qui oseroient s'en rendre les exécuteurs ; étant certain & évident , que son Interdit est nul , & de nulle

valeur. Ce que nous allons montrer clairement par la preuve des propositions suivantes.

---

## PROPOSITION I.

*Le Commandement du Supérieur, & du Pape même, n'oblige point l'Inférieur, qu'il ne soit publié & intimé.*

**P**A R C E que le commandement du Juge n'oblige pas plus que ne fait la Loi. Mais il est essentiel à la Loi, qu'elle soit publiée, sans quoi elle n'oblige point, comme Saint Tomas le prouve à fond, I. 2. q. 40. a. 4. ni par conséquent le commandement. L'on fait combien il y a de loix & d'ordonnances Papales, qui ne s'observent point dans quelques Roiaumes, pour n'y avoir jamais été publiées. C'est une chose connue de tout le monde, que, pour ce sujet, le Saint Concile de Trente ne s'observe & n'oblige point dans plusieurs Provinces & Roiaumes Chretiens: Et, ce qui est remarquable, le Decret de l'invalidité du Mariage clandestin, qui néanmoins concerne les Sacrements, au sentiment de tous les Docteurs, n'oblige nullement dans les lieux, où le Concile n'a pas été publié; si bien qu'ils croient tous, que les Mariages clandestins y sont bons.

PRO.

## PROPOSITION II.

*L'Interdit (de Paul V.) n'a point été publié, ni dans la Ville, ni dans l'Etat de Venise.*

**L**E Fait parle, puisque le Monitoire n'a pas été lu dans les Eglises, ni dans pas-un autre lieu public, de l'ordre des Prélats, & des Supérieurs ordinaires; ni affiché en aucun endroit, où il ait pu être vu du Peuple, ou de pas-un de ceux, à qui il convient de le garder.

Quelqu'un répondra peut-être, que l'Interdit n'a pas été intimé & publié, parce que la publication en a été empêchée; & que personne ne se peut excuser de l'avoir ignoré, étant une ignorance affectée & volontaire, qui agrave plutôt qu'elle n'excuse.

L'on réplique à cela avec la même réponse; que plusieurs Ordonnances Apostoliques, & le Concile de Trente même, n'ont pas été publiés, parce que l'on en a empêché la publication, & que néanmoins tout le monde avoue, qu'ils n'obligent pas. Et si l'on dit, quel'on a d'ailleurs connoissance de cet Interdit, & de la volonté du Pape; l'on répond, que l'on fait pareillement par une autre voie, la teneur des Décrets du Concile, & même encore mieux, puisque le livre du Concile se vend publiquement dans toutes les Villes de ces Royaumes, & pourtant n'oblige pas, faute seulement d'une publication solennelle, & juridique. L'Interdit auroit donc besoin d'une semblable publication.

Et si l'on objecte, que le Monitoire du Pape porte peut-être, que celle qui s'en est faite à Rome,

me , suffit pour obliger; il est aisé de répliquer à cela , que Pie IV, déclara par sa Bulle de 1564. que les Decrets de ce Concile obligeroient tout le monde , sans autre intimation , à commencer dès le premier jour de Mai de la même année. Et cependant , c'est l'usage & l'opinien Commune , que toutes ces Ordonnances n'obligent point dans ces Roiaumes.

Ajoutez à cela , que dans le Roiaume de Naples , c'est la coutume , que nulle ordonnance Papale n'a vigueur sans l'*Exequatur Roial*, bien qu'elle porte formellement , que la publication , qui s'en est faite à Rome ; sera suffisante. Si bien , que ce que nous disons de notre fait particulier , est la pratique ordinaire de ce Roiaume-là.

Quelque bon Religieux ; de conscience scrupuleuse , dira : *Je ne me soucie pas de savoir les choses si juridiquement , il me suffit , que je les sacre de facon ou d'autre. Mon Supérieur l'a écrit ; ou bien , Je fais de personnes dignes de foi , qu'il l'a écrit.* A quoi il faut répondre , qu'une même chose se peut savoir suffisamment pour un état , & ne se savoir pas assez pour une autre afaire , comme le prouve le Docteur Navarre *In Manu. cap. 16. num. 40. & cap. 27. num. 288. & sup. cap. Si quis de Pæn dist. 7.* Nous avons le Chapitre , *Dominus , de secundis nuptiis* , où le Pape Lucie III. dit , que qui passe à de seconde nôces , & doute de la vie de son Conjoint . doit rendre le devoir conjugal , mais non pas l'exiger; Et le Chapitre , *Inquisitioni , de sent. excomm.* où le Pape Innocent III. dit , que si l'un des Conjoints a une créance probable de quelque empêchement du mariage , il doit s'aquiter du devoir conjugal , mais non pas le demander. Par où l'on voit , que quelque probabilité est suffisante , pour croire & faire quelque chose à son propre préjudice , com-

---

## 378 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

comme l'est d'exiger le devoir conjugal; laquelle néanmoins ne fuit pas pour croire, ni faire rien au préjudice d'autrui, comme seroit de ne le rendre pas. Mais le commandement, que l'on croit que le Pape fait, de garder l'Interdit, n'est pas au préjudice de ces Religieux, parce qu'en ce cas ils devroient peut-être se contenter de la connoissance qu'ils en ont mais il est au préjudice du peuple, comme le dit Soto, *In 4. dist. 22. quest. 3. art. 1.* & la nature même de la chose le montre; & par conséquent, la probabilité, que les Religieux disent en avoir par les lettres de leurs Supérieurs, ne doit pas les porter à l'exécuter; bien au contraire, s'agissant d'un si grand intérêt ou dommage public, ils doivent croire toujours, qu'ils ne sont pas instruits suffisamment, tant que la chose ne leur est point intimée par leur Propre Prélat. Arg, Clem. ex freq. de s'ent excommun.

---

## PROPOSITION III.

*Le commandement du Pape ne doit point être exécuté par les Eclesiastiques, bien qu'il leur soit fait sub poena excommunicationis latæ Sententiaæ, lorsqu'il est probable, qu'il en doit arriver du scandale & du trouble dans l'Eglise.*

**S**I L V E S T R E le dit presque dans les mêmes paroles. *Si ex obedientia, dit-il, presumitur statutus Ecclesiae perturbandus vehementer, vel alio quod malum, aut scandalum futurum, etiam si precipitur sub poena excommunicationis late sententie, non est ei obediendum.* Ce qui est confirmé par Antoine de Cordouë *Lib. 3. quest. 13. reg. 13.* où il dit, que

que l'Eglise ne prétend point obligier personne à rien , qui puisse faire du scandale , ou causer aucun mal spirituel , vu que ce qui se fait par un motif de charité , ne doit pas combattre la charité. *Ecclesia non intendit aliquem obligare ad aliquid cum scandalo inde probabiliter imminente , aut unde probabiliter imminet grave malum spirituale , quia quod propter charitatem fit , non debet contra charitatem militare.* Et un peu après ; *Si Ecclesia jubeat denunciare aliquem , & inde probabiliter timeatur magis malum quam utilitas , seu imminet scandalum . non tenetur , quia qui justâ causâ non pares mandato , excusat sur à non partitione.* Si l'Eglise , dit-il , ordonne de dénoncer quelqu'un , & que probablement il en doive arriver plus de mal que de bien , l'on n'est point obligé d'obéir , vu qu'il y a une excuse légitime. Mais qu'est-il besoin de citer les Docteurs ? Alexandre III. si zélé d'ailleurs pour la conservation de la puissance Eclesiastique , se contente de n'être pas obéi , si l'on trouve , que son commandement doive apporter du scandale. *Si non potest ei , (dit-il , Cap. Cùm teneamur , de Prabend.) sine scandalo provideri , aquanimiter suscitemus , si mandatum nostrum nonduxeris exequendum.* Et la gloie porte , *Mandatum Pape debet adimpleri , si non subsit ratio non adimplendi.* C'est-à-dire , la volonté du Pape doit s'accomplir , s'il n'y a point de raison , qui en empêche. Et sur le Chapitre , *Ad aures , de temp. ord. Provitando scandalo cessat rigor disciplina ,* Pour éviter le scandale , la rigueur de l'ordonnance doit cesser.

Ajoutez à cela , que la loi divine se doit préférer à toute sorte de commandement du Pape. Or c'est un précepte de la loi divine-naturelle , contenu dans l'Evangile , d'éviter le scandale. Il faut donc laisser à part le commandement du Pape. La con-

## 380 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

confirmation de cette proposition est , que l'obligation de fuir le scandale est si étroite , que pour cela l'on doit même cesser d'observer la loi divine-positive ; a plus forte raison la loi humaine. C'est un précepte de la loi divine-positive , que de faire une Confession entière , & néanmoins , si la déclaration de quelque peché devoit scandaliser le Confesseur , de manière , que cela le pust faire tomber en faute , Hadrien *De Conf.* q. 4. & Navarre *In Manu. c. 7. n. 4.* soutiennent , qu'il faudroit ométre ce peché : Et par conséquent , l'on doit encore davantage laisser le commandement du Pape , pour ne pas faire un grand scandale .

## PROPOSITION IV.

*Il naîtroit non seulement du scandale , mais encore une infinité de maux , de l'observation de l'Interdit dans la Ville & dans l'Etat de Venise .*

**C**E T E proposition parostra évidente à ceux , qui considéreront ce que c'est qu'une action scandaleuse , qui au sentiment de Saint Jérôme , & de Saint Tomas , est une action causant la ruine spirituelle des personnes simples & foibles d'esprit. Il est certain , premièrement , qu'il seroit à craindre , que le peuple persuadé , comme il est , que cet Interdit est fulminé à tort , & sans sujet , ne soufrist pas patiemment cette injure , & ne mist les mains sur les Eclésiastiques , pour les contraindre à continuer l'Ofice divin ; & que cela ne fust perdre entièrement la dévotion à beaucoup de gens , y en ayant déjà tant qui murmurent contre le Pape , disant , que Sa Sainteté , qui devroit ex-

exhorté tout le monde à entendre la Messe, fait tout le contraire en nous l'ôtant. D'où pourroit naître le desordre, qui ariva autrefois dans Urbin, dont les habitans, après un long Interdit eurent bien de la peine à retourner à la Messe, & à reprendre leur première dévotion, quand l'exercice de l'Office divin y fut rétabli.

Mais à quoi bon prouver cela, puisque le chapitre *Alma Mater*, nous enseigne, que c'est de là que les hérésies prennent racine, & par où s'augmentent le libertinage, & les dérèglements du peuple. Si ce n'est pas là une ruine spirituelle, & un scandale, ou pourrons nous en trouver un plus grand?

Le trouble universel de l'Eglise est très-mani-feste. Car si la ville de Venise, qui a toujours été si attachée au Saint-Siége ; qui n'a jamais eu d'autre Religion, que la Romaine, ni laissé prendre pied à aucune hérésie ; & d'où il n'est point encore sorti d'hérétiques ; venoit à se séparer de l'Eglise, il est aisé de juger du desordre qui en arriveroit;

Il n'est pas besoin de dire les maux & les dangers, dont il se voit, que l'Eglise est menacée. Toutes les personnes de bon sens prévoient assez toutes les violences, que l'on feroit aux Eclésiasti-ques, sans qu'il fût possible de l'empêcher ; la li- berté, que l'on se donneroit de parler, chacun à sa fantaisie, de l'autorité des Ecclésiaстиques, & plusieurs autres desordres très-grans ; desquels ce feroit faire tort à Sa Santeté, de croire, qu'elle voulust bien être la cause ; y ayant au contraire tout sujet d'espérer, que venant à reconnoître le bon zèle, & les justes raisons, pourquoi le Prince & les Eclésiaстиques de Venise ont résolu de continuer la célébration de l'Office divin, Elle louera été délibération, & avouera, que si les

Vén-

---

## 382 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Vénitiens n'ont pas suivi ses paroles, ils ont suivi son intention, à laquelle l'on doit avoir toujours plus d'égard, qu'aux paroles, dans toutes sortes de commandemens. S. Tomas, in 2. dist. 15. quest. 3. & dist. 19. quest. 2.

### PROPOSITION V.

*La juste crainte excuse & dispense de l'ob-  
servacion & de l'obéissance de toutes les  
loix & commandemens humains, bien  
que d'ailleurs ils fussent légitimes, justes,  
& accompagnés de toutes les Conditions né-  
cessaires pour obliger.*

**L**A raison de cette proposition n'est pas à-cause que l'obligation de la Loi divine & de la Loi-humaine vient de différens principes. Mais il est à présupposer pour indubitable, que l'homme est sujet aux loix & aux commandemens de ses Supérieurs Spirituels & Temporels, parce que Dieu a commandé qu'on leur obéisse. De sorte, que les loix humaines tirent toute leur force & leur vigueur de la loi-divine. Ce qui fait dire à S: Augustin, que le péché est seulement une transgression de la Loi-Eternelle, d'où dérivent la loi-naturelle, la loi-divine-positive ; & toutes les autres loix-humaines, qui viennent d'une légitime puissance.

La différence qu'il y a entre l'obligation de la loi-divine-naturelle, de laquelle nulle crainte ne peut excuser, & l'obligation des autres loix, est, parce que la divine-naturelle est d'elle même bonne & immuable, & commande des choses abso-

lu-

lument nécessaires au salut : au-lieu que les autres ordonnent des choses, qui de leur nature ne sont pas bonnes, mais qui le deviennent après le commandement, & cessent de l'être quand la loi est abolie, restant pour lors indiférentes. Outre qu'elles commandent des choses, qui avant le commandement ne sont point nécessaires au salut, mais deviennent telles, parce qu'elles sont commandées, & la loi venant à s'abroger cessent d'être nécessaires. Or Dieu ne veut pas, que nous soyons également obligez à ce quin'est pas bon de sa nature, comme à ce qui est absolument tel. Et c'est ainsi que S. Tomas 2. 2. *quest. 147. a. in 4. dist. 93.* dit, que les commandemens de Dieu obligent absolument, mais non pas ceux de l'Eglise, qui n'étant pas sur des choses absolument nécessaires au salut, peuvent avoir quelque empêchement, qui dispense de les observer.

De plus, la crainte juste excuse de l'observation du précepte de la loi divine-positive, elle excusera donc, à plus forte raison ; de l'exécution du commandement humain. La Confession entière est de commandement divin-positif, comme tous le Téologiens l'assurent ; & néanmoins celui, qui auroit tué en cachette le frère de son Curé, dans un lieu, où il n'y auroit point d'autres Prêtres ; étant dans la nécessité de se confesser, pouroit par une juste crainte, s'abstenir de dire ce péché. Navarre, *In Manuc. 17. n. 3.* S. Tomas *in 4. dist. 17. quest. 3.* & selon l'opinion de tous les Docteurs, la crainte, qu'une femme grosse ne meure, si on lui ouvre le ventre, pour tirer l'enfant en vie, excuse du précepte divin-positif de le baptiser.

Le vœu & le jurement n'obligent pas moins encore, que le commandement du Supérieur. *Cap. debitores, de Jure jurando. Cap. Magna, de Voto.* Mais la juste crainte excuse de l'observation de l'un

## 384 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

l'un & de l'autre , comme le porte la Glose ; Cap. *Si vero de Jure jurand.* Et par consequent , elle excusera encoredavantage de l'observation du commandement humain. Silvestro , Verbo , *Metus* , n. 7. *Metus non excusat à mortali. (limita)* , *verum in his, qua sunt mortalia de se, quia usdelicet sunt naturali, vel divino jure, sub praecepto prohibita; secus se jure humano, quia tunc timor justus excusat à mortali.* Et verbo , Excomm. n. 14. *Non tenentur subditi obedire Prelatis praeipientibus subire mortem, vel verbera, vel aliquid facere ad quod ista sequuntur, &c.* Les Inférieurs , dit il , ne sont pas obligés d'obéir à leurs Supérieurs , qui leur commandent de mourir , ou toute autre chose d'où la mort s'ensuit.

Le Cardinal de Palerme sur le chap. *Sacris , de his que vi* , remarque plusieurs autres cas , dans lesquels la juste crainte excuse d'observer la loi humaine.

Nôtre opinion est tenuë par saint Tomas *Quol.* 11. a. 9. in *Addit. quest. 23. a. 2.* Gabriel Biel 4. *dist. 18. q. 3. a. 3. dub. 4. Major. in 4. dist. 14. quest. 4.* Alma, *Tract. 1. c. 3. q. 4.* Angelo, *Excomm. 5. n. 18.* Summa Confessorum *tit. 33. 4. 165.* Taberna, *Excomm. 5. q. 10.* Soto, *lib. 1. de Just. q. 6. a. 4.* Navarre, *Pral. 7. n. 12.* Azor. *lib. 1. cap. 11.*

Quelques uns nous oposent le Chapitre , *Sacris , de his que vi* , où il est dit au sujet dela fréquentation des excommunieez , que la force ; mais non pas la crainte , en excuse le péché , & cependant , la défense d'avoir aucun commerce avec les excommunieez , quant aux moyens particuliers de la communication est un p̄cepte humain.

Soto répond à cela , que la crainte n'excuse pas , quand il en arrive du scandale , ce qui ne vient pas de la force de la loi humaine , mais de la loi di-

vine, qui défend le scandale. *Lib. I. de Just. q. 6. c. 4.* Silvestre, *Verbo, Excomm. n. 14.* dit, que ce Chapitre se doit entendre d'une crainte, qui n'est pas juste, mais légère; & lorsque l'on participe avec l'excommunié dans un péché mortel, pour lequel il est excommunié; ou bien; quand on le fait au préjudice de la Foi.

## PROPOSITION VI.

*La crainte de la mort, des tourmens, de la prison, de la perte des biens, & de la ruine de sa famille, est une crainte juste.*

**L**A crainte juste est celle, qui ébranle l'homme constant, & la constance exige, que de deux maux l'on évite le plus grand, comme l'enseigne S. Tomas 2. 2. *quest. 125. n. 4. & in 4. dist. 19.* Mais comme les maux en général ne se peuvent pas peser, pour en examiner le plus ou le moins, d'autant que les circonstances en changent la qualité, de là vient la commune opinion, que la crainte juste se mesure par le jugement de l'homme-sage. *Quis sit metus, justus, determinatur arbitrio boni viri.* A quoi s'accorde la Glose, *Cap. cum dilectus, de his qua vi.*

Néanmoins, parce que l'on en peut dire en général, la proposition se prouve, quant à la vie & aux tourmens: *Cap. Cum dilectus, de his qua vi.* Navarre *In Manu. c. 22. n. 51.* Le Palermitan & la Glose *Cap. Abbas, de his qua vi,* l'étendent aux biens. Pour la prison, tous les Docteurs s'accordent, & l'on peut voir là-dessus saint Tomas, *in 4. dist. 29.* entre les Téologiens; Silvestre, *Verbo, Metus,* entre les Summistes; & parmi les

*Tomes I.*

R

Com-

## 386 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Commentaires des Jurisconsultes, la Glose, Cap. *Cum dilectus, de bis qua vi*, qui en traitent à fond.

De plus, S. Tomas, & Silvestre, aux lieux que nous venons de citer, étendent la juste crainte, non seulement aux maux, qui menacent la personne même, à qui la chose touche, mais encore à ceux, qui peuvent arriver à son père, à sa mère, à sa femme, à ses enfans, & à ses proches.

### PROPOSITION VII.

*Les Eclésiastiques de cet Etat doivent avoir une juste crainte de perdre la vie & leurs biens, & d'atirer plusieurs maux particuliers & publics sur leurs familles, en gardant l'Interdit.*

**L**e Peuple de Venise & de toutes les Villes sujettes étant adonné aux exercices de piété, & sur-tout soigneux d'entendre la Messe, il faut absolument conclure, qu'il ne pourra, ni ne voudra jamais s'en Passer; & que lors qu'il verra, que son zèle ne pourra plus avoir son éfet par les voies ordinaires, il tournera sa dévotion en zèle indiscret, en usant de violence, pour se faire dire la Messe, & administrer les Secremens, comme des choses, qu'il croit assurément lui être dues. D'ailleurs étant très persuadé, que son Prince n'a donné aucun sujet de l'interdire, & que le différend, qui est entre le Pape & la République, n'a point d'autre occasion, que les loix, que le Sénat a faites, pour conserver la vie, l'honneur, & les biens de ses Sujets, les Eclésiastiques seroient en danger de leur vie, comme il arrive d'ordinaire en ces rencontres; ou du moins, s'il échapoient la

la mort, ils auroient à essuier bien des insultes & des persécutions. Et il ne fert à rien de dire, qu'ils peuvent sortir de l'Etat, comme quelques-uns ont fait. 1. Parce que ceux, qui en sont partis eussent été en grand danger, s'ils n'eussent pas eu l'escorte des Ministres publics, vu le mécontentement & l'indignation que beaucoup de gens vouloient de leur retraite; Et 2. parce que s'ils vouloient s'en aler un à un, & que cependant, ceux, qui resteroient, ne gardassent point l'Interdit, le commandement ne feroit point exécuté: comme d'ailleurs, s'ils vouloient sortir tous ensemble, ce seroit le vrai moyen de soulever la Populace contre eux, d'autant qu'elle verroit alors le tort, que cette sortie feroit au Public. Mais quand même cela ne feroit pas (bien que sans doute il ne manqueroit pas d'en arriver du bruit) il en ariveroit toujours la perte des biens, laquelle est un acheminement à la perte de la vie, que les biens aident à conserver. Et par conséquent, la crainte de les perdre, est une juste crainte.

Il ne se peut dire non plus, que cette crainte n'a lieu, que pour les Clercs-Séculiers, qui ont des biens en propre; & non pas pour les Réguliers, qui ne possèdent rien qu'en commun. Car plus les biens sont communs, & plus doit on avoir de pein de les conserver. Saint Benoît le commande dans sa Régole, & avant lui S. Augustin.

*Cariam enim, de qua scriptum est, quod non, querit  
qua sua sunt, sic intelligitur, quia communia pro-  
priis, non propria communibus anteponit; Ego ideo,  
quanto magis rem communem, quam propria re-  
stra curaveritis, tanto vos amplius profitere nove-  
ritis.*

Et de plus, ayant montré dans la proposition précédente, que c'est une crainte juste, non seu-

## 388 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

lement, si l'on est en danger pour sa propre personne, mais encore, s'il y en a pour ses proches; chacun peut juger par soi-même, combien les parents des Ecclésiastiques seroient vus de mauvais oeil, & à combien de pertes & de périls ils seroient exposés. Mais ce qui importe bien davantage, tous les hommes en particulier sont obligés, non seulement par une loi écrite, mais par une loi naturelle, gravée dans leurs coeurs, de préférer le bien de la Patrie à l'intérêt de leur famille & de leurs parents. Or, si l'on interrompoit l'exercice de la Religion, il seroit fort à craindre, que la dévotion ne se perdît entièrement, qu'il ne se glissât des opinions nouvelles & pernicieuses, & qu'enfin cela ne fût naître dans les esprits faibles quelque envie de changer de Religion.

Tout bon Religieux doit avoir cette crainte. 1. Parce que le Chapitre, *Alma Mater*, fait il y à 300. ans, dans un temps qu'il y avoit peu d'hérétiques, & encore étoient-elles très-éloignées de nous; dit expressément, que les Interdits indiscrets augmentent l'indévotion du Peuple, engendrent & multiplient les hérésies, & précipitent les ames dans une infinité de dangers. *Excessit indevotio populi, pullulant heresies, & infinita persicula animarum insurgunt.* 2. Parce que tous les Docteurs avouent, que ces Interdits, quelque justes qu'ils soient, font toujours très-peu de bien & beaucoup de mal. Particulièrement Soto. *In 4. dist. 22. q. 3. n. 1.* considérant, que l'Interdit a été trouvé, pour conserver l'autorité Ecclésiastique, confesse, qu'il en a ravi tout le contraire, puisqu'il ne sert qu'à l'atoublir, & à débander le Peuple de l'obéissance, par le dommage qu'il en reçoit. Et pour cela, autrefois, l'Interdit ne duroit jamais plus de trois jours. D'où il conclut, que l'on ne le devroit point emploier, que pour des causes très-pressantes,

& seulement pour autant de tems, que pourroit durer la dévotion du Peuple sans se refroidir. Mais ce qui est encore de plus grande importance, la conjoncture du tems présent, auquel le Nom Catolique est borné dans un petit nombre de Provinces, & que la Ville & l'Etat de Venise se trouvent remplis de tant de sortes de nations, demande absolument, que les Eclésiastiques du País considèrent bien le grand préjudice, que cet Interdit porte au service de Dieu, & à la Foi-Catolique, & par conséquent, ayant une si juste crainte, ils se doivent croire justement dispensez de le garder.

### PROPOSITION VIII.

*Le pouvoir, que le Pape a de commander aux Chrétiens, ne s'étend pas à toute sorte de matières, & de moyens, mais est restreint à ce qui concerne seulement l'utilité de l'Eglise, & à la Loi Divine pour sa règle.*

**C**EUX, qui donnent au Pape un pouvoir absolu en toutes choses, se fondent seulement, sur ce qu'il est le Vicaire de JESUS-CHRIST, & comme tel en a toute la puissance, par conséquent une puissance générale & sans bornes, comme celle de JESUS-CHRIST.

Il ne faut point mettre en question sa qualité de Vicaire, mais nous montrerons clairement, qu'il l'est avec un pouvoir limité. I. Parce que JESUS-CHRIST ne lui a pas communiqué sa puissance comme Dieu, mais comme homme. La première, s'étend généralement à toutes choses, & la seconde est restreinte au Roiaume des Cieux, &

## 390 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

C'est en ce sens, qu'il dit, que son Roiaume n'est pas en ce Monde ; *Regnum meum non est de hoc mundo*, (Joan. 18.) & qu'il déclare à celui, qui le prioit d'obliger son frère à partager avec lui le bien de sa Maison, qu'il n'est pas son Juge. *Quis me constituit judicem aut divisum super vos?* (Lucæ 12.) C'est encore pour cela qu'il se cacha lorsque l'on voulut le faire Roi. *Iesus, cum cognovisset, quia venturi essent, ut facerent eum Regnum, fugit in montem ipse solus.* (Joan.) 6. Et expliquant l'étendue de sa puissance, il dit à son Père ; *Sicut dedisti ei potestatem omnis carnis, ut omnino quid dedistis ei, det eis vitam aeternam.* (Joan.) 17. afin, dit-il, que toute la puissance, que tu as donné à ton fils sur toutes les Créatures, serve à leur donner la vie éternelle. Voilà donc le pouvoir que JESUS-CHRIST a exercé, mais qu'il n'a pas communiqué tout entier au Pape ; puisque, selon l'opinion commune des Théologiens, JESUS-CHRIST pouvoit remettre les péchés, sans le secours des Sacremens, *Ut autem sciatis, quia filius hominis habet potestatem in terra dimisit peccata.* (Math. 9.) Et néanmoins au sentiment de tous les Docteurs, ce pouvoir n'a point été donné aux Papes, non-plus que celui, que JESUS-CHRIST avoit de faire des Prêtres, sans se servir du Sacrement de l'Ordre. Outre cela ; JESUS-CHRIST pouvoit instituer des Sacremens ; ce que le Pape ne peut pas, non pas même y rien changer dans la forme.

Il n'y a point de Théologiens, qui donnent toute l'autorité de JESUS-CHRIST au Pape, mais il y en a beaucoup, qui disent expressément, que son pouvoir est bien moindre, que celui de JESUS-CHRIST. Cajetan, 7. 2. quast. 88. art. 12. *Si Dei Vicarius plene potestate Dei fungeretur in terris, si ne dubio posset omnia vota vice Dei relaxare; sed quoniam non plenè fungitur Dei potestate, sed li-*

*mitare, scilicet ad pascendas oves, & ad clauibus Regni Cœlorum utendum ad adificationem, idèo non potest ad libitum vota relaxare, sed quantum adificationi consonat, commutare vel dispensare; relaxare siquidem ad libitum vota, pertinet ad claves excellentia ipsius Christi, qui claudit, & nemo aperit. C'est-à-dire, Si le Vicaire de Dieu avoit la pleine puissance de Dieu, il pourroit sans doute dispenser, en la place de Dieu, de toute sorte de Vœux; mais comme il n'a qu'une puissance bornée, laquelle il ne peut employer, que pour paître les Brebis de JESUS-CHRIST; & qu'il ne manie les Clefs du Royaume des Cieux, que pour édifier; aussi ne peut-ils pas relâcher les Vœux, comme bon lui semble, mais seulement autant qu'il est nécessaire pour l'édification, vû que ce pouvoir n'appartient qu'aux Clefs de JESUS-CHRIST même, qui ferme, & après qui personne ne sauroit ouvrir. L'on peut voir Jaques Almain, De potestate Eccles. & Navarre sur le Chapitre, Novit. de Jud. not. 3. num. 130. Outre que JESUS-CHRIST n'a donné au Pape cete partie de sa puissance, que pour en user à l'avancement du salut des ames. Surquoi S. Paul, 1. Cor. 2. dit, Non enim possumus aliquid contra veritatem, sed pro veritate. Car nous ne pouvons rien au préjudice de la vérité, mais seulement pour la défense de la vérité. Et Rom. 14. Que pacis sunt secundum, & que adifications sunt invicem custodiamus; Gardons, dit-il, la paix entre nous, & tout ce qui regarde l'édification des ames Et 1. Cor. 10. & 13. De potestate nostra, quam dedit nobis Dominus in adificationem, non in destructionem. Cete puissance, dit-il, que le Seigneur nous a donnée pour édifier, & non pas pour détruire. S. Paul appelle édification tout ce qui va à l'acroissement de l'honneur du Culte-Divin; comme au*

## 392 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

contraire, destruction, tout ce qui le diminue. *In quo omnis adificatio constructa crescit in templum sanctum in Domino, in quo & vos coadificamini in habitaculum Dei in Spiritu Sancto.* Ephes. 2. Comme l'on bâtit le Temple matériel, pour y honorer Dieu corporellement, de même l'on instruit l'ame avec la doctrine & le bon exemple, & quelque fois aussi avec la correction, afin que Dieu y soit honoré. C'est-pourquoi S. Paul appelle les Apôtres les Ministres de JESUS-CHRIST, & les dispensateurs des mystères de Dieu. *Sic nos existimet homo, ut Ministros Christi, & dispensatores misteriorum Dei.* 1. Cor. 4. Et les Docteurs limitent encore la puissance Eclésiastique à la Loi-Evangélique, comme il se voit par la définition, qu'ils en donnent. *Est potestas, dit Gerson, à Christo Apostolis & discipulis, & successoribus eorum legitimis, supernaturaliter tradita ad adificationem Ecclesie militantis, secundum leges Evangelicas, pro consecratione felicitatis aeterna.* C'est une puissance, dit-il, que JESUS-CHRIST a donnée surnaturellement à ses Apôtres, à ses Disciples, & à leurs légitimes successeurs pour l'édification de l'Eglise-Militante, c'est-à-dire, pour s'en servir suivant les loix de l'Evangile à l'aquisition de la vie éternelle. Et Navarre dit, que c'est une puissance instituée immédiatement & surnaturellement par JESUS-CHRIST, pour gouverner les Fidèles selon la Loi-Evangélique dans les choses sur-naturelles, comme aussi dans les naturelles par rapport aux premières. *Est potestas à Christo instituta immmediata & supernaturaliter ad gubernandos fidèles secundum Legem Evangelicam in supernaturalibus, & quatenus ad illa opus sit, etiam in naturalibus.*

D'où il faut conclure, que l'usage de la puissance du Pape est légitime, quand elle est employée pour

pour cette fin, & suivant les règles, que JESUS CHRIST a prescrites: comme au contraire, c'est un abus, que de l'employer à d'autres fins.

### PROPOSITION IX.

C'est encore une chose indécise & douteuse dans l'Eglise, si la puissance du Pape est sujette aux Sacerz Canons, & aux Decrets des Conciles généraux, ou bien si elle est libre, absolue, & supérieure à ces Conciles.

**L**A décision de cette question dépend de savoir, en qui réside la souveraine puissance Ecclésiastique, ou dans le Pape, ou dans l'Eglise, & le Concile, qui lui représente. L'une & l'autre opinion a ses Partisans. Les Conciles de Constance & de Bâle ont déterminé la supériorité du Concile; Et le Pape Léon X. dans le Concile de Latran, atribué cette supériorité au Souverain-Pontife. Entre les Roiaumes Chrétiens, les uns tiennent pour les Conciles, & les autres pour les Papes. Le Cardinal Bellarmin, *Ad List. l. 2. de iunct Conc. Cap. 13.* dit, que cette question semble avoir été décidée dans les Conciles de Florence & de Latran; néanmoins, comme le premier ne détermine pas positivement la chose; & que pour le second, qu'il déci de expressément; l'on est en doute; si c'est un Concile général, la question reste encore à résoudre parmi les Catholiques. Et quarevis posita in Concilio Florentino & Latranensi ultimo videtur quæstio diffini tarydines quæsionis Florentinum Concilium non invenerit presso hoc difficitate. Ne Concilia Chrebanorum quod a expressissima lata diffinitio, plenarii dubitare possunt quod

## 394 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

generalis, id est usque ad banc dictum quod si superest  
tempus inter Catholicos.

Et Nayarde sur le Chapitre 84. No. 11. p. 111. 84. expliquant pourquoi dans la définition de la Puissance Eclesiastique, il n'a pas dit , *tradita*, mais, *instituta*, parle en ces termes. *Mic oportet definire, cui illa fuerit principaliter à Christo collata, an Ecclesiastoti, an vero ipse Petro, quod non est consilium facere in praesenti, propter illam magnum discordiam Romaporium & Parisiensium; Illi enim tenent Petro & successoribus datum esse banc potestatem, atque ideo Papam Concilio esse superiorum: Ie vero, quidam Gerson adharet, totam datam esse toti Ecclesia, licet excendens per unum, atque ideo in aliquor saltem casibus Concilium esse superius Papam. Il me faudroit, dit il, determiner, à qui Jesus-Christ a donné principalement cette puissance , ou à toute l'Eglise, ou bien à S. Pierre : mais je n'ai pas dessein de m'expliquer maintenant là-dessus, à cause de cette grande contrariété des Romains & des Docteurs de Paris. Car les premiers assurent, qu'elle a été donnée à S. Pierre , & à ses successeurs , & que, par conséquent , le Pape est au dessus du Concile. Les seconds, de l'avis desquels est Gerson , soutiennent , qu'elle a été donnée à toute l'Eglise, bien qu'elle soit décernée par un seul ; & qu'auSSI , de moins en deçà certains cas , le Concile est par dessus le Pape. Et laient raconté le nombre des Docteurs , qui tiennent une ou l'autre opinion , il conclut par les paroles de Major , *Roma nemini nisi permitti tenero Parisiensium & Palermitanum sententiam , nec rursus Academiam illam Parisiensem passi , ut contraria opinio afferatur in ea :* c'est-à-dire , que l'on ne permet pas à Rome de tenir l'opinion des docteurs de Paris & du Palermitan ; ni dans l'Université de Paris , d'enseigner celle des Romains.*

? II

Jean

Jean Mariana Jésuite est du même avis dans son livre, *De Reg. lib. I. c. 8.* approuvé par sa Compagnie, & puis mis au jour par l'autorité du Roi d'Espagne.

### PROPOSITION X.

*L'Obéissance, que le Chretien doit au commandement du Pape, n'est pas absoluë. Car dans les choses, qui sont contre la Loi de Dieu, c'est pecher, que de lui obéir.*

CETTE Proposition étant très évidente elle n'a pas besoin de preuve. Mais pour en confirmer la vérité, nous rapporterons ce que dit S. Pierre Act. 5. *Obedire oportet Deo magis quam hominibus,* il faut obeir à Dieu plutôt qu'aux hommes; & la reprimande, que JESUS-CHRIST fit aux Farisiens, *Quare & vos transgredimini mandatum Dei propter Traditionem vestram?* Pourquoi transgressez-vous le commandement de Dieu, pour garder votre Tradition. Et c'est des commandemens des Supérieurs, faits au préjudice des Commandemens de Dieu, qu'il faut entendre la Profétie d'Isaïe, *Frustra colunt me, docentes doctrinas demoniorum, & mandata hominum.*

Saint Tomas I. 2. quest. 96. art. 5. traite cette matière, comme aussi les Canonistes sur les Chapitres, *Si Dominus. Non sensper. Julianus. &c. Qui resistit.* II. quest. 3.

## PROPOSITION XI.

*L'obéissance due au Pape ne s'étend pas à toutes les choses, qui ne sont pas contraires à la Loi de Dieu, mais l'homme est encore libre, & sans obligation d'obéir en plusieurs choses, qui sont bonnes.*

**D**ans le Chap. 17. du Déuteronomie. L'obéissance due au Grand-Prêtre est restreinte aux seules choses contenus dans la Loi de Dieu. *Facies quaecumque dixerint & docuerint te iuxta legem ejus.* Tu feras tout ce que l'on te dira & enseignera suivant la Loi du Seigneur. Nous ne rapportons ici ce passage, que pour montrer à ceux, qui l'aléguent pour une preuve de l'obéissance due au Pape; qu'il ne prouve rien qu'une obéissance relative à la Loi.

Saint Tomas 2. 2. quest. 104. art. 5. affirme, que dans les mouvements intérieurs de l'ame, le Chrétien n'est point obligé d'obéir à aucune Puissance Humaine, ni dans les choses, qui concernent la nature du corps. *Secundum ea, que ad naturam corporis pertinent, homo homini obedire non tenetur, sed solum Deo, quia omnes homines natura sunt pares, pusa inhibit, qua persistent ad corporis sustentationem, & proli generationem.*

Cajétan 2. 2. quest. 88. art. 12. dit, que les Chrétiens ne sont pas absolument sujets au Pape pour le temporel, comme les Religieux à leurs Supérieurs. *Papa Christiani quoad bona temporalia, & quoad operationes personales, non subjiciuntur absolutè, sicut Religiosæ Prelatis suis.* Et un peu après.

Nam

*Nam patet innumeras esse obligationes, que non subsunt Papa ad nullum, ut patet in contractibus inter hominem & hominem, & multo minime inter hominem & Deum. Ajoutant, qu'ils ne lui sont sujets, que pour le spirituel, & pour ce qui concerne l'édification de l'Eglise. Citerè patet, quod Christiani non sunt Papa subditi absolute quoad omnia, sed limitatè quoad spiritualia in edificationem corporis Christi, & ea que ordinantur ad hoc.* Navarre, In Manuali cap. 23. num. 38. assure, que le Pape ne pourroit nullement obliger un homme de confesser une seconde fois les péchez, qu'il auroit bien confessez la première, quoi, que ce fût une bonne action de les confesser encore. Palermitan, Cap. Cum olim de Cler. conjug. assure, que le Pape ne pourroit justement commander la continence à de certaines personnes, & néanmoins c'est une bonne œuvre, que de la garder. Silvestre, Varbo, Obedientia, dit, que l'obéissance est limitée selon le degré de la supériorité, & que, par exemple, il faut obéir au Pape dans les choses, qui appartiennent au salut, & que nous avons promises en recevant le Batême. Obedientia limitatur secundum gradum superioritatis. Superioribus spiritualibus, puta Papa, obediendum est in spiritualibus pertinentibus ad salutem, quas popondimus in baptismo. Ce que Saint Thomas avoit dit auparavant, In 2. dist. 44. quest. 2. Et c'est avec raison, vuque le Pape n'a point d'autorité sur ceux, qui ne sont pas encore entrez dans l'Eglise, ou parce qu'ils sont Infidèles, ou qu'ils ne sont pas encore batisez. C'est-pourquoi S. Paul dit, *Quid mihi de his, qui foris sunt judicare?* Qu'ai je à voir sur ceux, qui sont dehors? Le Pape aquert donc cette puissance, parce que l'homme lui devient sujet par le Batême, mais de manière qu'il n'est oubli-

## 398 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

bligé , qu'à ce qu'il a promis en le recevant .  
Et si l'on trouve quelque passage de quelque Père , qui porte , que nous sommes obligés d'obéir au Pape en toutes choses , cela se doit toujours entendre de ce qui est renfermé dans les bornes de sa puissance . Car saint Paul ; Coloss. 3 : commande aux enfans d'obéir en tout à leurs pères \* & mères ; & aux Serviteurs d'obéir de même à leurs Maîtres ; \* & néanmoins cela ne s'entend , que d'une obéissance mesurée & proportionnée à la puissance paternelle & hérile . Ainsi la Glose , Cap. ad aures de temp. ord. dit , qu'il ne faut pas obéir au Supérieur , si ce qu'il commande n'est pas de sa charge , ou s'il se trompe dans son commandement , quoique la chose qu'il ordonne soit de sa Jurisdiction . Prelato , si non pertinet ad officium suum quod præcipit , non est obediendum . Si vero pertinet ad officium , obediendum est , si non decipitur in præcepto . S. Bernard dans son Livre de Præcepto & dispens. traitant fort au long de l'obéissance , la restreint à la règle , suivant laquelle l'on a promis d'obéir . Cet endroit mérite d'être vu & considéré sérieusement .

\* Filii obedite parentibus per omnia , hoc enim placitum est Domino .

\* Obedite per omnia dominis carnalibus .

PRO.

Ensuite qu'il est nécessaire de faire une

réflexion sur ce point .

## PROPOSITION XII.

*Le Chrétien ne doit point obéir au commandement du Supérieur (non pas même du Pape) qu'après avoir examiné, s'il est convenable, légitime, & d'obligation. Et quiconque obéit aveuglément, sans avoir fait cet examen, péche.*

**C**ELE A se montre évidemment par la preuve de la proposition précédente.

Celui qui obéit au Pape contre le précepte divin, péche: il ne lui est donc pas permis d'obéir, qu'il n'ait examiné auparavant le commandement du Pape, en le conférant avec les Commandemens de Dieu, & qu'il n'ait vu, s'il ne leur est point contraire.

Pareillement, personne ne doit obéir au Pape, quand il en peut naître du scandale, comme nous l'avons montré ci-dessus; ni quand l'exécution de son commandement doit tourner à la destruction, & non pas à l'édition de l'Eglise. Il faut donc, que chacun considère ce qu'il peut arriver de l'obéissance qu'on lui demande, & regarde, s'il ne s'en enfuira point de scandale. Ainsi, l'on ne doit point en venir à l'exécution, que l'on n'ait auparavant quelque assurance probable, qu'il n'en peut arriver de mal: ni de trouble à l'Eglise, ni de diminution au Culte-Divin. Et ce seroit faire tort au Pape de croire, que dans tous ses commandemens il n'eust pas cete yue, non seulement d'excuser, mais même de lojier le Chrétien, qui ne les aura pas exécutez, par un motif de détourner le mal, qui en deroit arriver. Cela se

con-

## 400 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

confirme par la Décrétale d'Alexandre III. qui, *Cap. Si quando. de Iresscript. édit à l'Archevêque de Ravenne*, que lors que le Pape commande quelque chose, il doit lui obéir, ou bien apres l'or d'une raison valable, pourquoi il n'obéit pas. C'est donc toujours l'intention du Pape d'excuser ceux, qui ne lui obéissent pas pour des causes justes & raisonnables, & le sujet doit, avant que d'obéir, examiner s'il n'y a point quelque cause légitime pour ne le pas faire. Autrement il ne pourra exécuter le commandement de cette Décrétale. Et cette manière de procéder n'est pas sans exemple. S. Luc au chap. 17<sup>e</sup> des Actes des Apôtres raconte, que S. Paul prêchant dans Beroë, les plus considérables de Salonique, recueillioient attentivement toutes ses paroles, & les conservoient chaque jour avec la Sainte Ecriture, pour voir, si les choses étoient conforme cet Apôtre à leur disoit. *Sicce perirent verbius suorum in utilitate quotidie, scrutantes Scripturas, se bac ita se habebant.* De quo ils sont tous dans l'Ecriture Sainte, *In omni loco*, dit S. Paul au Thessaloniciens, que *est ad Deum, profetare*.

Si c'a été un chose digne de louange d'examiner les Ecritures, pour voir, si S. Paul prêchoit la vérité, il ne sera pas moins louable de faire aujourd'hui la même chose, & de voir, si l'on est obligé d'obéir à ce que le Pape ordonne. Il faudrait être pas une nécessité de régler de détailler les commandements du Pape aux Commandemens de Dieu, Saint Paul n'eust pas repris Su Pierre, de ce qu'il ne se conformoit pas entièrement à la vérité de l'Evangile? (Galat. 2<sup>e</sup>) Bien davantage, Saint Pierre voiant, que les Juifs convertis muroient contre lui, de ce qu'il avoit reçus le Octauion Corinthe, dit qu'il n'avoit rien fait, que par la révélation divine, il donnait à ces ten-

tendre par-là , qu'il étoit , comme le reste des hommes , obligé de rendre compte de ses actions , suivant ce mot de l'Ecriture , *Paratis reddere rationem omni poscenti vos de ea , que in vobis est , fide . 1 Petr . 3.*

Il est certain , que le Pape peut manquer dans ses Jugemens particuliers , bien même qu'il use auparavant de toutes les précautions requises , & qu'il y apporte de bonnes intentions . Et plusieurs Papes en effet s'y font trompez , ainsi que les histoires en fournissent mille exemples . Pourquoi donc les Fidèles ne devront-ils pas prendre garde , s'il n'y a point d'erreur dans son commandement .

Et que l'on ne s'imagine point , que ce soit notre pensée de déterminer précisément , s'il faut un long ou un court examen ; car cela dépend de l'importance de la matière . Quelquefois le commandement sera si clair , que l'on pourra reconnoître en un moment l'obligation qu'il impose : Une autre fois la chose méritera l'examen d'un jour ; & à telle autre affaire , un mois n'y suffira pas . C'est à la prudence Chretienne de régler cela ; & c'est pour ce sujet , que l'on assigne d'ordinaire un certain tems , afin que l'on ait la commodité d'y penser , & de connoître son obligation : au-lieu que s'il falloit obéir aveuglément , il seroit inutile de donner du tems .

La seconde partie de notre proposition s'ensuit évidemment de la première . Car quiconque exécute un commandement , sans y avoir fait auparavant la réflexion nécessaire , s'expose à faire une chose , qui est contre la Loi de Dieu , & d'où il peut ariver du scandale . Or c'est un péché , que de s'exposer au danger de pécher , comme l'enseigne l'Eclesiastique (chap. 3.) *Qui amat periculum peribit in illo . Cajetan , In Summa .*

N-

## 402 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Navarre, *In Manuali*, cap. 14. num. 27 & Ger-  
son, *In Regulis Moral.* donnent cela pour une ré-  
gle générale. Et personne ne s'en peut excuser,  
en disant, qu'il ne fait pas cette règle; parce que  
c'est un précepte de droit-naturel, que chacun est  
obligé de savoir, comme le prouve très-bien le Doc-  
teur Navarre sur le Chapitre, *Si quis de pénit. dist.*  
*7. num. 83.*

Cette proposition est la pure doctrine du Cardi-  
nal Tolet, qui dans son livre de l'Instruction des  
Prêtres. Lib. 5. cap. 4. parlant de la résidence  
des Evêques, s'explique en ces termes. *Cum*  
*Papa imponit aliquid negotium Episcopo, quod re-*  
*quirit ad tempus absentiam, abesse potest. Sed at-*  
*tende, quod non sufficit obediencia tantum, sed de-*  
*bita, quia cum absque causa rationabili aliquid*  
*principitur, non debemus obedire.* Quand, dit-  
il, le Pape charge un Evêque de quelque afai-  
re, qui demande son absence pour un tems,  
il peut s'absenter. Mais ce n'est pas assez, que  
d'obéir, il faut, que ce soit une obéissance  
due. Car si l'on nous commande quelque chose  
qui n'est pas raisonnable, nous ne devons pas  
obéir.

Et il ne faut point dire, que faisant quelque-  
chose contre la Loi de Dieu pour obéir au Pape,  
mais sans le savoir, l'on est excusé. Car l'igno-  
rance n'excuse point, si elle n'est invincible, com-  
me l'affirment S. Thomas, tous les Téologiens, &  
tous les Canonistes. Or il n'y point d'ignorance  
invincible en celiac, qui n'a pas fait son pouvoir,  
pour connoître la vérité. Et il n'y a rien de plus  
aisé, que de faire cet examen, chacun selon sa capa-  
cité,

L'on est donc obligé de le faire, autrement, on  
s'expose au danger de pécher.

Et que l'on ne dise point, qu'il faut supposer,  
que

que nul commandement du Pape n'est contre la Loi de Dieu. Parce que comme il est vrai , qu'il le faut supposer ainsi , pour ne dire pas témérairement le contraire , aussi ne doit-on pas supposer , qu'il faille l'exécuter aveuglément. Par exemple , l'on doit avoir bonne opinion de tout le monde , pour ne faire point de jugement téméraire , mais l'on n'est pas obligé pour cela , de confier inconsidérément ses affaires à tout le monde ; autrement il arrivera ce que dit S. Paul , 1 Cor. 14. *Qui ignorat, ignorabitur ; sur-tout si l'on considère , que le Pape est homme , & que par conséquent il n'est pas impécable. Car comme dit Saint Paul , Hebr. 5. omnis Pontifex ex hominibus assumptus pro omnibus constituitur in his , qua sunt ad Deum , ut offerat dona & sacrificia pro peccatis ; qui condolere possit his qui ignorant & errant , quoniam & ipse circumdatus est infirmitate.* Ce qui se voit encore par la reprimande , que Nôtre-Seigneur fit à S. Pierre , Matt. 16. *Vade retro post me Satan , quia scandalis es mihi , & non sapis quia Dei sunt. Retire-toi Satan , car tu me fais scandale , & tu n'as point de sentiment des choses de Dieu.*

Que si l'on dit , que pour lors il n'avoit pas encore reçu le Saint-Esprit , nous savons bien , que les Papes ont le Saint-Esprit , *pro tempore* , c'est à-dire , quand il jugent *ex Cathedra* ; de peur qu'ils ne manquent dans la décision des choses de Foi , & de celles qui regardent les mœurs en général ; mais non pas toujours , comme nous l'apprend S. Paul , qui dit , que S. Pierre ne marchoit pas selon la vérité de l'Évangile , *Quod non recte ambularet ad veritatem Evangelii ,* ( Galat. 2.) quoique ce fût après la descente du Saint-Esprit. Outre cela , nous voions très-souvent les révocations , que les Papes font des ordon-

## 404 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

nances & des loix de leurs Prédécesseurs, comme aussi de celles, qu'ils ont faites eux-mêmes, quand on leur donne quelque meilleur avis. Et dans les Decrétales, les Papes disent souvent, qu'ils sont prests de révoquer leurs Sentences, si on leur montre, qu'ils ont péché contre la justice; ce qui seroit superflu, s'ils étoient infaillibles.\*

Au reste, il ne faut point croire notre proposition aucunement contraire à cette opinion communue, que l'on a, que l'intérieur étant en doute s'il est obligé d'obéir à son supérieur, doit plutôt pancher du côté de l'obéissance. Car nous ne parlons pas de ceux, qui sont en doute, pour n'y avoir pas encore pensé; mais bien de ceux, qui après avoir fait un examen suffisant restent encore dans le doute, à cause de l'incertitude de la chose en elle-même, & non pas faute de l'avoir bien examiné. Et c'est de ceux-ci que parlent les Docteurs, qui disent, que dans le doute il faut obéir, & non pas des autres, qui ne sont en doute, qu'ils n'ayent pas bien pensé.

\* Innocent IV. parlant de son différend avec l'Empereur Federic II. s'offre de révoquer sa Sentence contre ce Prince, s'il se trouve qu'il l'ait offensé; et veut bien en passer par le Jugement des Rois & des Princes, &c. Quod si Ecclesia cum in aliquo contra debitum iascerat, quod non credebat, parata erat corrigere, ac in statum debitum reformare. Et si dicaret ipse, quod in nullo contra justitiam, iascerat Ecclesiam; vel quod nos cum contra justitiam iassemus, parati eramus vocare Reges, Praelates & principes, tam Ecclesiasticos quam seculares ad aliquem tutum locum, ubi per se, vel per solennes nuntios convenirent; eratque parata Ecclesia de consilio Concilii sibi satisfacere, si cum ieiunio aliquo, & a revocatione Sententiam, si quam contra ipsum injuste tulisset.

A quoi nous ajoutons , que bien que le Chretien soit obligé d'obeir dans ces sortes de cas douteux , il ne s'ensuit pas pour cela , qu'il soit permis au Supérieur de commander , vuque c'est grièvement pécher , que de commander à son Sujet une chose ; à quoi l'on est en doute , qu'il soit obligé d'obéir. Hadrien VI. traite cette matière , *Quol. 1.* Et c'est une de ses conclusions , qu'il n'appartient pas au Pape de commander , dans le doute de la justice de son commandement , d'autant que cela est contre la Loi-naturelle. *Non pertinet ,* dit-il , *ad potestatem Cathedra precipere , ut ei obediatur stante dubio , quia est contra legem naturalem.* Et d'ailleurs , si un Chretien favoit , que son Supérieur doute lui-même de l'obligation de son commandement , il ne seroit nullement tenu d'y obéir. Mais il est obligé d'obéir , lorsqu'e son doute est invincible , & qu'il ne fait pas , que son Supérieur est aussi dans le même doute.

### PROPOSITION XIII.

*Ce n'est pas assez , pour excuser le Chretien , que le Pape assure , que son commandement est juste , il faut encore l'examiner , & en juger suivant les règles données ci-dessus.*

**C**E T E proposition s'ensuit de la précédente. Car si le Pape peut faillir dans son commandement , il peut bien se tromper aussi en le croiant juste. Et comme celui-là péche , qui s'expose au danger de pécher , faute d'examiner si le commandement est juste , il s'expose pareillement à pécher , s'il n'examine pas encore l'opinion , que

## 406 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

le Pape a de la justice de son commandement. Cete raison est confirmée par la Glese , Cap. ad ayses , de temp. ord. Si præcipitur quod omnino est est malum , non faciat contra conscientiam , licet justum videatur Prelato. Et par Silvestre , Verbo. Obed. 5. lequel dit expresslement , qu'il ne faut point obéir au Pape , si ce qu'il ordonne à quelque aparence de péché , même vénial , quoi qu'il croie ne rien commander que de juste. *Utrum Papa sit in omnibus obediendum ab Ecclesiasticis; respondeatur quod non; primò, se preceptum sapit peccatum , & intelligi etiam de veniali , otiam si Papa credit mandatum justum , & tamen subdito constat illud in se continere peccatum.* Hadrien VI. enseigne la même chose , Quol. 2. art. 3.

## PROPOSITION XIV.

Celui , qui après avoir examiné le commandement , ne se trouve pas capable de juger , s'il est conforme ou contraire à la Loi de Dieu , ni si l'exécution n'en causera point de scandale ; est obligé de prendre conseil de gens savans , de bonne conscience , & zélez pour l'honneur du Saint-Siege-Apostolique.

**D**ANS les cas douteux , la bonne conscience doit prendre le parti seur & exempt de danger. La raison nous le montre , & les Saints Péres nous le commandent ainsi. Mais quand le doute est de cete nature , que de tous les deux côtés il y a du danger , il faut alors faire tout son possible pour connoître la vérité.

Dans

Dans le cas , que porte notre proposition , il n'y a point de parti seur. Car si l'on ne fait pas ce qui est ordonné , il est à craindre de tomber dans le péché de désobéissance ; & si on le fait , il y a danger , que l'on n'offense Dieu. De sorte que l'homme s'exposera toujours à faillir par une ignorance criminelle , tant qu'il n'aura pas cherché tous les moyens possibles pour connoître la vérité , & ce qu'il est obligé de faire. Or le conseil est un de ces moyens pour ceux , qui par eux-mêmes ne peuvent pas savoir ce qui est de la Loi de Dieu. Ils sont donc obligés d'y recourir , comme le dit S. Grégoire , *Distinct. 84. cap. Pervenit* , *Quod per se nequit attendere , ab alio saltem possit addiscere.* Et la Glossé sur le chapitre , *Pervenit. Ex lege tunc non prodest ignorantia , cùm posuit addiscere , vel per se , vel par alium.* Sur quoi l'on peut voir encore ce que dit Navarre *Manual. cap. 23. num. 46.* & sur le Chapitre , *Si quis autem de Pœn. distinct. 6 num. 50. & seq.* où il traite cette matière à fond , & dit , qu'il excuse celui , qui n'ait pas assez de capacité , pour choisir la meilleure opinion , s'en rapporte de bonne-foi à quelque personne de piété & de savoir. *Excusamus item illum* , (ce sont ses paroles) qui *cum non sit eâ eruditione , ut per se opinionum fundamenta librare valeat , tamen bonâ fide ac serio virum aliquem eruditum ac pietatis famâ clarum consulit.* Après quoi il allégué plusieurs témoignages de Docteurs , qu'il n'est pas besoin de rapporter ici. Mais Gerson dans son Traité de la validité de l'Excommunication , *Consideration onzième* , dit expressément , Que l'on n'encourt point l'excommunication , quand quelque habile Jurisconsulte , ou Théologien , assure , qu'il ne croit pas en conscience , qu'une Sentence de cette nature soit à craindre , ni à exécuter , pourvu que l'on prenne garde à ne point

## 408 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

point donner de scandale à ces esprits simples & timorez , qui croient , que le Pape est un Dieu , qui a du pouvoir au Ciel & en Terre . *Excommunicatio* , dit-il , *vel irregularitas non incurritur* , *dum in premisis casibus dicit aliquis Juristarum* , *vel Theologus* , *juxta conscientiam suam* , *quod hujusmodi sententia non sunt timenda vel tenenda* ; *Et hoc praeferim* , *si observetur informatio* , *seu cautela debita* , *ne sequatur scandalum pusillorum* , *qui estimant Papam esse unum Deum* , *qui potestatem habet in Cœlo & in Terra* . *Verumtamen expellenda est talium stultitia* , *per informationes* , *qui si nolint acquiescere* , *ipse jam sunt judicandi de scandalo non dato* , *seil accepto* . Et Navarre , Cap. *Cum contingat* , *de Resc: rem. 2. num. 30.* dit , que celui , qui a fait quelque chose par l'avis d'un Docteur connu pour homme-de-bien & de savoir , est excusé , quoique la chose ne fût pas juste , ou fût contre l'usage . *Qui unius Doctoris* , ce sont ses termes , *eruditione ac animi pietate celebris auctoritate ductus fecerit aliquid* , *excusatur* , *etiam si forte id non effet justum* , *& alii contra usum tenerent* .

De tout ce que nous venons de dire il faut conclure , que la Sérénissime République de Venise a eu raison d'examiner les deux commandemens du Pape du 10. Décembre ; l'un de révoquer les deux loix , par lesquelles il est défendu de bâtir de nouvelles Eglises dans son Etat , & d'aliéner les biens séculiers aux Eclésiastiques , sans sa permission ; l'autre de remettre entre le mains de son Nonce deux Eclésiastiques emprisonnez pour des crimes énormes ; & que le Sénat ayant vu , que ces deux commandemens , non seulement étoient faits pour des choses , auxquelles le pouvoir du Pape ne s'étend pas ; mais encore étoient contraires à la loi de Dieu ; il a jugé , qu'il n'y

n'y devoit point obéir, ainsi qu'il l'a fait entendre à Sa Sainteté, avec tout le respect, qui lui est dû. Il s'ensuit encore, que les Prélats de cet Etat sont obligés, sous peine de péché, d'examiner tous les commandemens, que le Pape leur fait, ou leur fera à l'avenir, pour voir s'ils sont conformes à la Loi de Dieu, & s'il n'en peut arriver de scandale, ou d'autre mal; & s'il y en a quelqu'un à craindre, ils doivent dire leurs raisons: Et si quelque un exécutoit ces commandemens, sans cet examen, qui doit être davantage plus exact, qu'il s'agit de chose de grande importance, il pécheroit. Et personne ne doit dire, qu'à la vérité il connoît, que les raisons de la République sont bonnes, mais qu'il ne lui appartient pas de parler contre le commandement; parce que cette excuse va contre la décision du Chapitre. Si quando, alegé ci-dessus. Il ne faut point dire non plus, que l'on ne veut point examiner la justice du commandement du Pape, que l'on suppose avoir raison. Car c'est le mètre du nombre de ceux, que l'Evangile appelle veugles. *Cæci sunt & dices cacoquum*

## PROPOSITION XV.

Quand le Pape, pour se faire obeir en des choses, qui passent l'autorité, que Jésus Christ lui a données, ou qui sont contraires à la Loi de Dieu, fulmine une Sentence d'excommunication, ou d'Interdit, l'on ne la doit point recevoir ni exécuter, (sauf le respect dû au Saint-Siège) autant qu'elle est injuste & de nulle valeur.

P A R C E Q U E c e l u i , q u i n e c o n t r e v i e n t à a u c u n commandement légitime, ne péche point,

## 410 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

& quiconque ne péche point mortellement, bien même qu'il y eût de la contumace, ne sauroit être excommunié, vu que JESUS-CHRIST institua l'excommunication, nous enseigne la manière de s'en servir. Si peccaverit in te frater tuus, tunc & corripe eum inter te & ipsum solum, & Matth. 18. & saint Paul, nous en donne les exemples, Si vis, qui frater nominatur inter vos, si fornicator, aut avarus, aut idolis servient, aut inebrius, aut ebriosus, aut rapax, cum ejusmodi nec vobis sumere. Cor. 5. Et il n'admet l'excommunication, que pour la destruction de la chair. In interitum carnis, ne spiritus salvus sit. Ibid. Or il fait le dénombrément des œuvres de la chair, Galat. 5. Manifesta sunt autem opes carnicae qua sunt fornicatio, impudicitia, luxuria, idolatria, feritatus, veneficia, similitudine, contumacia, emulationes, ira, rancœur, dissensiones, sectae, invidiae, homicidia, ebrietates, &c. & consolat, que ceux, qui commettent ces sortes de péchés, sont exclus de l'assemblée des Cieux, Qui talia agunt, regnum Dei non consequentur. Il leroit donc contre, l'intention de JESUS-CHRIST, & de S. Paul, d'excommunier quelqu'un pour des actions, où il n'eût point commis de péché, ni contrevenu à aucun commandement légitime. Et il ne se trouvera pas un Théologien, ni un Canoniste, qui ne tiene positivement cette opinion.

Ajoutez à cela, qu'un Jugement injuste n'est pas un Jugement, comme le dit S. Tomas, 2. 2. quast. 70. art. 4. ni une Sentence injuste une Sentence, comme l'affirme Cajétan au même endroit; ni une excommunication injuste une excommunication; ainsi que l'enseignent Hadrien, Quolibet. Cajétan. Tract. 19. de Excommunication. & Soto, In 4. dist. 22. quast. 3. art. 3. Et si elle est injuste

juste dans le tribunal de la Conscience, elle n'y tient point lieu de Sentence; mais si elle est encore injuste dans le For extérieur, ou Civil, elle n'y est point non-plus ni Sentence, ni Excommunication. Et cela se confirme par S. Tomas 2. 2. quest. 67. art. 1. La Sentence est une loi particulière, mais la loi injuste n'est pas une loi, c'est une tirannie. La Sentence injuste n'est donc pas une Sentence. Ainsi, il est aisé de répondre à cet Aforisme commun, *Sententia Pastoris* à S. Gré. *sive justa, sive injusta timenda*, qu'il faut, que goire. Céte Sentence du Pasteur soit véritablement Sentence, ce qu'elle n'est point, quand elle contient des erreurs, & par conséquent n'est nullement à craindre. Car autrement, comme le dit Gerson dans son Traité de l'Excommunication, Considération 7. si les Supérieurs pouvoient obliger leurs inférieurs à obéir à leurs Sentences, quoi qu'injustes & erronées, ils les réduiroient bientôt à une misérable servitude. Ajoutant, que ce seroit une patience d'asne, & une crainte de lièvre de s'embarasser de ces Sentences, quand elles sont injustes. *Alioquin Prelati*, ce sont ses paroles, *possent inducere qualemcumque vellent super alios servitutem, si suis Sententias iniquis & erroneis semper effet obediendum. Et ita patet, quod, hoc commune dictum, Sententia Prelati, vel Judicis etiam injusta timenda est, \* indiget glossa. Alio-*

S 2

quint

\* Gerson dans l'examen de cette proposition, *Sententia Prelati vel judicis &c* dit très bien, que la Sentence injuste du Supérieur est à craindre, comme l'on craint une puissance tyrannique; mais que pour cela, ce n'est pas à dire, qu'il la faille extenter. Quia, dit-il, longe aliud est dicere. quod sententia aliqua sit timenda, & quod sit tenenda: quia tyrannica iniquitas etiam timeti potest, sed non tenet debet, immò contemni.

## 412 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Le Pape Cléa<sup>s</sup>e I. dit, que l'on ne doit nullement se mettre en peine d'une Sentence injuste, davant qu'elle n'aggrave personne, ni devant Dieu, ni devant l'Eglise. Si iusta est Sententia, tanto curare eam non debet, quanto apud Deum & ejus Ecclesiam neminem gravare debet ini-qua Sententia. Ita ergo & ea se non absolvit desideret, qua semillatenus perspicit obligatum. 11. quæst. 1. Cap. Cui illæsp. Voiez la plus forte proposition du Traité suivant.

quon non est generaliter verum, si dicitur timenda, quia est sufficientia, nec repellenda; imo in casu pati-  
tiam esse etiam minima patientia, & timor leporinus &  
fatuus.

Il y a divers cas, où l'Excommunication est nulle. La Glose, Cap præsents, de Sent Excomm. en rapporte douze, que Navarre reduit à six, In Ma-  
nuali Cap. 27. num. 4. Angelo Excom. 4. num. 19.  
en rapporte quinze. Le nôtre se trouve compris  
dans le dénombrement, qu'en font tous ces Auteurs.  
L'on peut voir Dominique Soto, In 4. dist. 22.  
quæst. 1. art. 3. où il montre la nullité de l'Ex-  
communication fulminée contre quelqu'un, pour  
avoir fait une bonne œuvre, ou n'avoir pas vou-  
lu condescendre à des choses illicites. Mais Ger-  
son dans le même Traité de l'Excommunication,  
rapportant les cas de sa nullité, marqués par le  
Pape Innocent III. dit expressément, Que si le  
Pape excommunie un Prince, pour ne lui avoir pas  
voulu donner une Ville qu'il veut avoir; ou bien  
les Sujets de ce Prince, à cause, qu'ils observent  
ses Edits & ses Ordonnances; l'excommunication  
est nulle. Alter casus est, dit-il, si sententia in  
præjudicium justa libertatis, ut si volens usurpare  
Civitatem unus Principis, ferat Sententiam excom-  
municationis in nolentes eam sibi tradere: & ita de  
multis similibus, ut si excommunicare velit illos,  
qui suo Regi, & suis edictis rationalibus obediunt.

Après les témoignages des docteurs, il ne faut  
pas

pas oublier les Canons rapportés par Gratién, où il est dit expressément ; que l'excommunication injuste n'est point à craindre; Cap. *Cus illata.* Cap. *Secundum Catholiscam.* Cap. *Cepisti habere.* Cap. *Temerarium.* Cap. *Quid obest;* Cap. *Quomodo.* Cap. *Illud planè 11. quest. 3.* Cap. *Si quis 24. quest. 3.* Cap. *Manet.* 24. quest. 1. Et si quelqu'un ne peut pas les lire tous, il verra du moins le premier & les deux derniers, où il lui sera aisé de s'instruire à fond.

Pour ce qui est de la conduite, que doivent tenir ceux, contre qui de telles censures, (c'est-à-dire injustes) ont été fulminées, Pierre de la Paluë nous l'enseigne, In 4. Dist. 18. quest. 1. disant, qu'ils doivent publier les raisons, pourquoi la Sentence est nulle, & en appeler, par où se leve le scandale des esprits simples. *Qui nulliter excommunicatus; dit-il, publice excommunicatus denunciatur, ita ex adverso ipse publicet causam, quare sententia non valet, puta appellacionem vel aliam justam causam. Qua facta amplius non est scandalum pusillorum, \* sed Phariseorum; Unde contemendum.*

La même doctrine est suivie par Antonin, Narre, Cap. *Cum contingat, rim.* 1. & Gabriel, In 4. 18. Dist. 18. quest. 2.

S 3

II

\* Gerson dans sa *Confiditatio encyclopaedica*, dit, *Quod agere erat facit et que l'ou a pâ pour guérir les esprits simples. Né fait point se metro en peine de leurs scrupules, ni de leur scandale; qui est au scandale l'artifex & malicieux, qu'ils se donnent à eux mêmes, & dont ils seront responsables. Expellenda est talium (Pusillorum) stultitia per informationes idoneas; qui si nolunt acquiescer, ipsi sunt judicandi de scandaio pendato, sed accepto. hoc est, de scandaio Phariseorum & ex malitia; non pusillorum, & ex simplicitate, vel ignorantia.*

## 414 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Il n'est pas besoin de faire mention particulière de l'Interdit, vu qu'il est fondé sur l'Excommunication. De sorte que si celle ci est nulle, l'autre est pareillement nul. Silvestre le dit ainsi, *Kerbo Interd. 2. num. 2.* Et si Interdit étoit seul, il seroit nul pour les mêmes causes, que l'Excommunication est nulle, Navarre *In Manuali, Cap. 27. num. 187.*

## PROPOSITION XVI.

*La Sentence injuste & nulle (bien que prononcée par le Pape même) est un abus de la puissance, & même une violence toute pure, à laquelle il est permis & nécessaire à celui, qui n'a point de Supérieur, qui le puisse défendre, de s'opposer de toutes les forces, que Dieu lui a données, châtant les exécuteurs de cette Sentence, sauf néanmoins la révérence, que l'on doit au Saint-Siège Apostolique.*

**C**'est une chose si naturelle, que de résister à la violence, & de repousser l'injure par la force, que ce n'a pas besoin d'être prouvé, sauf l'explication, que demande ce passage de l'Ecriture, qui dit de tendre l'autre joué, après avoir reçu un soufflet, & de donner encore notre manteau à celui, qui veut avoir notre robe. *Si quis percussiverit te in maxillam dexteram, prabe ei & alteram; & si quis voluerit tecum iudicio contendere, & tollere tibi tunicam, dimittesi & pallium, & qui angariaverit te mille passus, va-*

*de cum illo & alia duo*, Matth. 5. Saint Augustin Enchir. Cap. 78. & dans l'exposition de ce texte dit, que ce précepte ne se doit point exécuter par le fait, mais seulement dans le cœur, par une préparation d'esprit à supporter patiemment toute sorte de violences. Ce qui n'empêche point, que l'homme ne doive y apporter tous les remèdes, que Dieu lui a donné. Et ce père apporte l'exemple de Saint Paul, qui ayant reçu un soufflet par l'ordre du Grand-Prêtre Ananias, ne presenta point l'autre joue, mais au contraire fit la résistance qu'il put, en le menaçant des Jugemens de Dieu, *Percuties te Deus, paries dealbate!* Act. Apost. 23.

Que la Sentence injuste est une pure violence, c'est l'Ecclesiastique, qui nous le dit expressément. *Qui facit per vim iudicium iniquum*, cap. 20. Et Isaïe, *Vt qui condunt leges iniquas, & scribentes iniquitas scripserunt, ut opprimerent in iudicio pau-pores, & vim facerent causa humiliata populi mei.* cap. 10. Nul homme-privé ne peut renoncer au droit de se défendre, lequel est naturel, encore moins un Etat & une République, comme le montre fort bien Navarre, Cap. Novit. de Judic. Not. 34 num. 119. Mais parce que cette raison est générale, quelqu'un pourroit dire, qu'il ne faut pas se servir de tels remèdes contre une Puissance suprême, comme la Papale. Voions donc les Docteurs, qui enseignent positivement, non seulement que l'on peut, mais encore, que l'on doit s'opposer au Souverain Pontife, quand il abuse de sa puissance. Balde sur le Chapitre, Olim, de rescripsis, dit qu'en ce cas, il ne faut point obéir au Pape, & même que l'on peut lui résister avec les armes à la main.

Gerson, In Regulis Moralibus, titulo, de Preceptis Decalogi, dit, qu'il est permis de repousser la force par la force, & de résister à quelque puissan-

## 416 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

ce que ce soit, fust-ce le Pape même. *Fure naturali vim vi repellere licet, sic quod impeditus aliquis à quacumque persona, cuiuscumque dignitatis, etiam Papalis, via facti, & non habens iuris remedium, fas habet injuriants de facto resistere, secundum qualitatem injurya, scilicet quantum requiriatur sufficiens contra illum ad suum tutamentum ab hac via facti.* Dans son Livre de auferabilitate Pape, Conf. 14. il dit, que si un Pape vouloit se servir de sa dignité, comme d'un instrument, pour détruire quelque partie de l'Eglise, soit dans le temporel, ou dans le spirituel, & qu'il n'y eût point d'autre remède, que de se soustraire de son obéissance pour un tems, ou jusqu'au que l'Eglise ou son Concile y eût pourvu, il seroit permis de le faire. *Quat si sic aliquis, dicit, quis Papalem dignitatem convertendo velit in instrumentum nequitia & destructionis alicujus partis Ecclesia in temporalibus, vel spiritualibus, nec potest sufficiens remedium aliud, nisi subducendo se ab obedientia talis persecutoris savientis, & seipsa abutentis. Et hoc ad tempus, vel quoisque Ecclesie, vel Concilium prouideat, hoc fas sit.* Dans son Livre De unitate Ecclesie, Conf. 10. il dit presque la même chose. *Ostenerem possum easus mudi, in quibus pro adoptione pacis publica & que justa defensionis, hanc vim vi repellendo, licet armis electo in Papam subtrahere obedientiam.* Et plus bas, il ajoute, *Liceretque premissas sententias suas qualiscumque non timore, nec timendas effugere, sed lacerare, &c. Et in capite suum retrorsum.* Et dans le Traité de l'Excommunication, Conf. 10, il dit, que l'on ne doit point prendre pour un mépris des Clefs de Saint Pierre la résistance, qui se fait aux excommunications (injustes) du Pape avec les forces temporelles, la Loi naturelle nous dictant de repousser les injures, & d'ailleurs ces sortes d'excommunications.

communications ne devant s'appeler, ni droit, ni justice , mais force & violence. *Contemptus Clavium* (ce sont ses termes) *etiam non semper invenitur apud illos*, qui *ne dum non obediunt sententiis excommunicationis promulgatis per Papam, vel suos; sed etiam non est judicanda esse apud illos, qui per potestatem secularis aduersus tales pratenas Sententias tueri se procurant; Lex enim naturalis dictat, ut possit vis vi repellis.* Constat autem, quod tales excommunicationes non debent dici ius , sed vis & violencia , contra quam fas habes liber, vel homo, vel animus, se tueri. Cet Auteur traite cette matière en plusieurs autres endroits, comme dans le Livre *De vita spirituali anima*, lqt. 3. & in *Trilogie de Schismate*.

Silvestre, *Verbo Papa* 4. aléguant Pierre de la Paluë, montre, qu'en plusieurs choses il est nécessaire de faire, non seulement de n'obéir pas au Pape, mais de lui résister, pour éviter de grands maux. Cajetan Opusc. I. *De Potestate Papa* & *Council. Cap. 27* Soto, *In 4. dist. 15. quest. 2. art. 2.* Vittoria, *in respect de potest. Papa* & *Council. Propos. 22.* fait du même avis. Antoine de Cordoue, *L. 4. quest. 10. dist. 4.* en parle en ces termes. *Ubi Papa potestate abusatur, Episcopi resistere possunt, Et si hoc non sufficit, possunt implorato, Principes Seculares, ut eorum autoritate & potentia resistant vi & armis, non per viram jurisdictionis in Papam, sed iure defensionis; Et comprehendant & puniant executores mandatorum, sive Ministros.* Infra. Neque Excommunicatio, aut alia censure à Papa inflicta quicquam valer, neque tenenda, neque timenda, quia sunt mandatum ejus, ita & ipsa Sententia iam notoriè injusta ex parte causa, & ipso facto nulla, neque tenenda, neque timenda est. C'est-à-dire, que les Evêques peuvent résister au Pape, lorsqu'il abuse de son pouvoir, & en tout cas implorer l'autorité des Princes Séculiers,

## 418 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

pour lui opposer la force de leurs armes , & punir les exécuteurs & les ministres de ses commandemens injustes , Le Cardinal Torquemada , *Leg. 2. cap. 106.* est aussi de cet avis . Et le Cardinal Bellarmin , *Lib. 3. de Rom. Pont. cap. 29.* s'en explique en ces termes . *Sicut licet resistere Pontifici invadenti corpus , ita licet resistere invadenti animas , vel turbanti Romp. & multo magis , si Ecclesiam destruere intenderetur ; licet , inquam , ei resistere , non faciendo quod jubet , & impediendo ne exequatur voluntatem suam.* C'est-à-dire , que comme il est permis de résister au Pape , qui attaque le corps , il ne l'est pas moins , quand il attaque les ames , ou qu'il trouble un Etat ; à plus forte raison ; s'il vouloit détruire l'Eglise ; en empêchant , qu'il ne pût exécuter son dessein .

Felici & Detius , Cap. *Si quando de Rescrip.* traitent de cette matière de résister ; comme aussi Socius Senior , Cap. *Nulli , de Sent. Excomm.* Curdus Senior , *Consilio 10. Navarre , Cap. Cum contingat , rem. 2.* Plusieurs de ces Docteurs parlent de la résistance , que les Eclésiastiques doivent faire aux commandemens , & aux censures injustes du Pape , & à plusieurs abus qu'il commet dans la dispensation des biens Eclésiastiques . A plus forte raison , les Séculiers , particulièrement les Princes , le peuvent , & le doivent faire , quand il s'agit de quelque intérêt temporel . Car s'il est permis de lui résister dans les choses spirituelles & Eclésiastiques , les quelles Dieu lui a commises , quand il abuse de son pouvoir ; il le fera encore davantage dans les choses temporelles , que Dieu ne lui a point données à manier : Et si les Eclésiastiques , qui lui sont plus sujets , peuvent lui résister , combien plus les Séculiers & les Princes ? Et si plusieurs de ces Docteurs tiennent , que les Eclésiastiques peuvent justement appeler les Princes à leur secours pour résister au Pape , les princes ne seront

ils

ils pas encore plus en droit de le faire , quand il s'agira de leur propre Jurisdiction , & de la défense de l'autorité , que Dieul leur a donnée , comme aussi de la Religion , de la vie , de l'honneur & des biens de leurs Sujets . Cela est dit expressément dans trois Canonis 23. quæst. 5. Cap. Principes ; Cap. Regum ; Cap. Administratores . Et 16. quæst. 7. Cap. Filiis .

Que les Princes sont les protecteurs naturels de la vraie Religion de leurs Sujets , cela se voit par plusieurs lettres de Saint Leon Pape\* à l'Empereur Martin , & de S. Grégoire à Maurice & par toutes celles des sept premiers Conciles Généraux aux Empereurs , qui regnoient alors .

Et cette doctrine n'est point contraire à celle qui dit , que le Pape n'a point de Juge , & n'est sujet à aucune puissance . Car il y a grande différence de punir quelqu'un par une Jurisdiction , que l'on a sur lui ; & d'empêcher ou repousser *de facto* les injures , qu'il veut faire à autrui , *de facto* , comme nous l'enseignent Cajétan , Torquemada , & Bellarmino , aux endroits cités ci-dessus ,

## PROPOSITION VII.

*Ce n'est pas un péché seulement pour le Juge , que de prononcer une Sentence injuste & nulle ; mais c'en est un aussi pour le Ministre , que de l'exonérer , quand elle est manifestement telle .*

**C**'est une chose sûre de tout le monde , que quiconque participe au péché d'autrui , de son complice . S. 6. Debet inveniatur advertere Regiam potestatem tibi non solam ad mundi regimēn , sed maximē ad Ecclesiastidium esse collatam . Leo. I. ad Imp. Leon.

## 20 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

façon ou d'autre, commet un péché. Ce qui fait dire à S. Paul, après avoir raconté plusieurs sortes de péchez, que non seulement ceux, qui les font, mais encore ceux, qui y consentent, encourrent la damnation éternelle. *Non solam quæ ea faciunt, sed et qui consentiant factentibus.* Rom. 1. Exécuter une Sentence, c'est y participer d'une manière bien essentielle. Car il y a des gens, qui participent à un péché commis, sans néanmoins y contribuer rien d'effectif, comme ceux, qui louent une mauvaise action, ou qui en tirent quelque avantage. Quelques autres y ont si grande part, que sans eux l'effet ne s'en ensuivroit point. L'exécution de la Sentence en est une partie si considérable, que sans cela la Sentence ne sauroit avoir sa dernière perfection. Et par conséquent, le Ministre, qui exécute une Sentence injuste, ne péche pas seulement, mais a encore la plus grande part au péché. Surquoi la Sageffe Divine dit, que les Ministres ressemblent au Juge; & que le Prince, qui aime le mensonge, n'aura auprès de sa personne, que des menteurs & des impies. *Secundum Iudicem populi, sic & Minister eius. Ecclésiast. 10. Princeps, quā diligit mendacium, omnes Ministros habebit impios.* Proverb. 19.

L'exécuteur de l'Interdit n'est pas seulement celui, qui en porte la Sentence & la signifie, mais encore chaque Eclesiastique, qui l'observe. Et la Sentence d'excommunication n'est exécutée pas seulement par celui, qui l'intime, mais aussi par tous ceux, qui se retirent & s'éloignent de l'excommunication, & l'effacent les devoirs ordinaires, à cause de la Sentence prononcée contre lui.

D'où il s'ensuit, qu'un Interdit étant nul, tous les Eclesiastiques qu'il observent, péchent; & que l'excommunication étant nulle, tous ceux-là péchent,

chent , qui s'abstiennent de la communion de leurs Confrères injustement excommuniez , & leur refusent les choses , qu'ils ne pouoient leur refuser justement , n'y ayant point d'excommunication.

Céto conclusion est prouvée par le Docteur Navarre , Cap : Cum contingat . Rem . num . 29 . où il dit , que c'est faire injure à une personne excommuniée , qui prétend , que son excommunication est nulle , que de l'éviter & de s'éloigner d'elle , surtout quand cet éloignement lui porte préjudice , *Injuriam facit ,* dit-il , *qui excommunicatum , præsidentem suam excommunicationem nullam , vitas in his , in quibus vita eius est illi prejudicidit , secundum Innocensium & omnes alios .* Voici tout le num . 28 . & num . 29 .

## PROPOSITION XVIII.

*Le Prince , contre qui est fulminée une Sentence d'excommunication nulle , & donc l'Etat est mis en Interdit , pour n'avoir pas voulu recevoir un commandement nul du Supérieur Spirituel , pour avec les forces , que Dieu lui a données , empêcher l'observation de cet Interdit , & se maintenir dans la possession & l'exercice de la Religion-Catolique ; & péchoient en ne le faisant pas , s'il avoit une connoissance probable , que le Culte-Divin en dut souffrir quelque diminution , ou qu'il en dut arriver du scandale.*

## 422 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

**L**A Loi-naturelle permet à tout homme en particulier de défendre son honneur, contre ceux, qui veulent le lui ôter. Mais une personne publique ne peut, sans pécher, manquer à cette défense, parce que la honte de l'injure reçue rejaliit sur toute la Communauté, ainsi que montrent Cajétan, 2. *ad quæst. 73. art. 2.* Soto, *in L. de rat. reg. Navarre, In Manapl. cap. 18. num. 46.* & généralement tous les Théologiens, les Canonistes, & les Summistes.

Or ce seroit un grand deshonour à un Prince, après avoir résisté à un commandement nul, pour conserver la liberté & la souveraineté, que Dieu lui a donnée, de permettre l'exécution d'un Interdit fulminé, pour n'avoir pas obéi à ce commandement; ce qui seroit un aveu d'avoir manqué en n'obéissant pas, & le seroit passé chez les autres Princes pour un homme peu prudent & peu religieux. Deshonneur, qui retomberoit sur ses Sujets & sur son Etat, & porteroit grand dommage à son gouvernement. Navarre, *Cap. Cum contingat. Rem. 2. num. 22. & 23.* conseille à un Particulier, contre qui on avoit fulminé des censures, lesquelles il avoit montré dans une dispute publique être nulles, de ne s'abstenir en aucune façon des choses divines, non seulement de celles, qui sont d'obligation, mais encore des dévotions volontaires, qui se font en public, afin que personne ne le tinst pour excommunié; Ajoutant, que d'en user ainsi, ce n'est point manquer de respect pour les censures; qu'au contraire c'est en porter un tres grand aux censures légitimes, que de le refuser à celles, qui sont fausses & injustes, ne voulant par adorer un faux Dieu pour un véritable; ni confesser contre sa propre conscience, & avec scandale du prochain, d'avoir commis un péché. Quiconque lira

cet

cet endroit, ne souscrira pas seulement aux bonnes raisons qu'il alégué pour le cas, dont il traite, mais reconnoîtra encore, qu'elles servent pour le nôtre, où il s'agit des intérêts d'un Prince & d'un \* Senat tres-pieux, & tres-prudent; d'autant plus que le péril & le scandale en seroient infiniment plus grans. Ajoutez à cela deux raisons, qui font la preuve entière de notre proposition.

La première est, qu'une Ville, un Roiaume, ou un Peuple, en recevant la Religion Chretienne, reçoit en même tems un droit, ou un privilége, en vertu duquel le Culte-Divin & le ministère des Sacremens se doivent exercer dans toute l'étendue de sa Jurisdiction; & c'est comme un pacte & un contrat, qui se fait entre Dieu & le Peuple, par lequel l'un devient le Peuple de Dieu, & l'autre le Dieu du Peuple; ainsi que le dit Moïse Deutéronome, chap. 26. *Dominum elegisti hodie, ut sit tibi Deus; Dominus elegit te hodie, ut sis ei populus peculiaris.* Et Cap. 29. *Ut transeat in fædere Dominus tui, & in jure-jurando, quod hodie Dominus Deus tuus percutit tecum, ut suscitet te sibi in Populum, & ipse sit Deus tuus.*

Ce

\* Frè-Paolo dans ses considérations sur l'Interdit observe, que c'est une chose contrarie à la doctrine des Pères, & des anciens Thologiens, que de prononcer des Sentences d'excommunication contre un Sénat, ou contre une Communauté. Il cite S. Augustin, qui appelle pernicieuse impie, sacrilège & superbe, l'excommunication, qui se fulmine contre une Communauté, quand même elle seroit manifestement criminelle; & conseille aux Pasteurs de recourir à Dieu par les prières & les地质menus, & de tâcher de ramener cette multitude à son devoir par la douceur & par la charité. & comme dit S. Paul, Galat. 6. In spiritu lenitatis. Le Pape Innocent IV. In Cap. Romana de Sent. Excomm. in 6. parle en ces termes, In Universitatem, vel Collegium profecti Sententiam excommunicationis penitus prohibere.

## 424 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Ce que Dieu a accordé à un Gouvernement, c'est à-dire à un Etat) par une convention si solennelle ne peut point lui être ôté sans sujet. Et quand i en est privé, *de facto*, la Loi divine-naturelle le met en droit de défendre la Religion, & de la maintenir par la force, contre la force qui la lui veut ôter, à l'exemple des Macabées. 1. Machab. 3. Nos pugnabimus pro animabus nostris & legibus nostris: Et puis encore, *Pugnemus pro populo nostro & sanctis nostris.*

La seconde raison est, qu'en recevant la Religion Chretienne, il s'est passé comme un contrat par l'autorité divine entre le Peuple fidèle & les Ministres de l'Eglise, par lequel ceuxci se sont obligés de prêcher la parole de Dieu au Peuple, & de lui administrer les Sacremens & l'Office-Divin; & le Peuple en contr'échange s'est engagé de leur fournir la nourriture nécessaire. Saint Paul en parle en ces termes, 1. Cor. 9: *Quis militat suis stipendiis unquam; quis plantat vineam, & de fructu ejus non edis; quis pascit gregem, & de lacte gregis non manducat? Numquid secundum hominem haec dico? An & Lex bac non dicas? Scriptum est enim in Lege Moysi: non alligabis os bovi triturandi.* Comme le Soldat reçoit la paie de son Prince, aussi est-il obligé à le servir à la Guerre. Le Pasteur paist son Troupeau, & en récompense il en reçoit le lait; & l'on peut empêcher le bœuf de manger le grain qu'il ne foule pas.

Si donc le Ministre de l'Autel, après avoir servi le Peuple, a droit d'exiger son salaire, & peut employer les armes spirituelles contre ceux, qui le lui refusent: De même quand le Peuple à fourni ce qu'il doit du temporel, il peut se maintenir par la force dans la possession du spirituel, quel l'on veut lui ôter avec violence.

Il ne seroit pas fort honnête, que les Eclesiastiques

ques ayant non seulement le nécessaire , que l'Evangile leur assigne pour administrer les choses divines au Peuple , mais encore cent fois plus , pour le moins ; ils voulissent présentement jouir de ce qui leur a été accordé par le contrat , sans contribuer réciprocement ce qu'ils doyent de leur part .

Et si quelqu'un dit , que les Eclésiastiques veulent bien abandonner tout ; & s'en aler ; On lui répliquera , que le contrat passé entre eux & le Peuple , est une obligation réciproque & perpétuelle , & non pas une chose mandée par le Peuple , ni qui soit à la disposition des Eclésiastiques .

Et comme le Pape ne manqueroit pas de se plaindre , & même feroit en droit de réclamer contre le Prince , qui les voudroit congédier , parce que , diroit-il , les biens donnez aux Eclésiastiques sont irrévocables , & par conséquent leurs personnes ne se peuvent congédier : de même , quand ils veulent se retirer , le Prince a droit de leur dire , *J'en veux pas que vous partiez , parce que vous me devez indispensablement votre service dans les choses divines.*

Mais pour confirmer davantage tout ce que nous venons de dire , il ne nous reste plus qu'à prouver la proposition suivante .

### PROPOSITION XIX.

*L'Interdit est une Censure nouvelle , qui va à la destruction de l'Eglise , si l'on n'apporte pas toute la discréction qu'il faut dans l'usage , que l'on en fait .*

**L**A Preuve en est évidente . Car ni l'Ecriture-Sainte , ni aucun des anciens Pères , ne font men-

## 426 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

tion de l'Interdit, soit pour le nom, ou pour la signification. Il ne s'en voit rien non-plus dans les collections des Canons de Burcard, d'Ives, ni de Gratien, qui a écrit environ l'an 1150. Mais il a commencé d'être connu un peu après. Et c'est Aléxandre III. qui en a parlé le premier dans ses Décrétales, en une lettre écrite aux Evêques d'Angleterre, environ l'an 1170.

Et si quelqu'un s'imaginoit, que le Chapitre *Miror. 17. quest. 4.* se pourroit entendre de l'Interdit, il reconnoîtra entièrement par soi-même, qu'il ne se peut nullement interpréter de l'Interdit local, dont nous parlons; & secondelement, que ce sont deux choses bien différentes, *Oblatione non recipi, &c. non interesse diuinis.* Mais ceux, qui sont versés dans l'Histoire, sauront sans doute, que le Comte Boniface (excommunié par S. Augustin) demeura toujours à Cartage. De sorte qu'il ne s'en peut tirer de-là aucune conclusion de l'antiquité de l'Interdit local. qui comprend les Innocens.

Lorsque l'on commença à mettre les Lieux en Interdit; l'exercice de toutes les choses divines fut défendu, excepté le Baptême des enfans, & la pénitence de des moribonds. Aléxandre III. *Cap. Non est nobis; de Sponf. anno 1170.*

Vers l'an 1200. La Prédication & le Sacrement de Confirmation furent concédez par Innocent III. *Cap. Responso. de Sunt Excom.*

Vers l'an 1230. Grégoire IX. permit de célébrer une Messe-basse toutes les semaines, pour consacrer le Viatique des moribonds pénitens, mais à portes fermées, & sans sonner les cloches. *Cap. Permissimus. de Sunt Excom.*

Vers l'an 1245. Innocent IV. accorda le Sacrement de la pénitence aux Croisez, & aux Etrangers; & la liberté aux Ecclésiastiques de célébrer l'Office-Divin deux à deux, ou trois à trois, à voix basse.

basse. Cap. *Quod, in text. de Pœn.* & Rem.

Vers l'an 1300. Boniface VII. accorda l'usage du Sacrement de pénitence , non seulement aux malades , mais encore à ceux , qui étoient en parfaite santé ; & outre cela la permission de célébrer tous les jours l'Ofice Divin à voix basse , portes fermées , & sans sonner les cloches : excepté les fêtes de Noël , de Pâque de la Pentecôte , & de l'Assomption de la Vierge , que l'on pouvoit célébrer publiquement. Cap. *Alma Mater , de Sent Excomm- in 6.*

Mais il est bon de dire maintenant quel à été le fruit des Interdits. Le Chapitre , *Alma Mater* , nous enseigne , qu'ils ne servent qu'à augmenter la licence du Peuple , qu'à faire naître des hérésies , & à faire perdre les ames. *Ex distictione hujusmodi statutorum excrescit inde votio populi , pullulant hereses , & infinita pericula animarum insurgunt , ac Ecclesiis , sine culpa earum , debita obsequia substrahuntur , Et in Extravaganti.* Cap. *Provide.* *Tolluntur mortuis , seu minuantur suffragia , & praescrim per ablationem frequentem hostia salutaris ; Adolescentes & parvuli , participantes rariū sacramenta , minus inflammantur & solidantur in fide ; fidelium repescit devotio , hereses pullulant , & multiplicantur pericula animarum.*

Et la Gloſe sur le Chap. *Alma Mater* , dit , que l'on a vu apres de longs Interdits des hommes de 30. & 40. ans , qui n'avoient jamais entendu la Messe , se moquer des Prêtres , qui la célébroient. Mais voions encore ce qu'en dit le célèbre Docteur Dominique Soto , *In 4. dist. 22. quest. 3. art. 1. Immò Interdictum , quamvis ex una parte ad terrorē excommunicatorum conducat , ex altera tamen in periculum divinis cultus vergit , postissimum , si fuerit prolixum. Nam tunc , non solum*

## 428 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

*populus desuetudine frequentandi Divina Officis, affectum eorum & sensum perdit; verum etiam & Clericus ipsissimissor fit, & ignorior ad eadem divina celebranda; quâ usque ratione, & Divina Religio detrimentum patitur. & populus solet in moribus silvestrere.* C'est-à-dire en substance, que d'un côté l'Interdit donne de la terreur aux Excommuniez; mais que d'un autre, il ruine le Culte Divin; \* surtout s'il dure longtemps; vu que le Peuple perd l'habitude & le goût des choses divines, & que le Clergé se relâche de son devoir.

C'est donc pour remédier à ces désordres, que depuis un certain tems, les Princes ont pris la coutume d'empêcher l'exécution des Interdits, publiez pour des causes non légitimes; comme la République vient de faire. Nous pourrions en rapporter quantité d'exemples, mais comme il y en a beaucoup, qui sont arivez parmi le bruit des armes, nous en aleguerons seulement quelques-uns vus en pleine paix.

En l'an 1468. Paul II. ayant interdit la ville de Névers, le Parlement de Paris ordonna par un Arrêt du 2. de Décembre, lequel est dans les Registres, que le Service-Divin s'y feroit à l'ordinaire, & quel'on y contraindroit les Eclésiastiques.

En l'an 1488. Innocent VIII. ayant interdit les villes de Gand & de Bruges, le Parlement déclara l'Interdit abusif, & commanda, quel'on y continuât le Service-Divin comme le raconte, Chopin, lib. 2. t. 4.

Cest

\* Frâ-Pasle dans ses Considerations dit, Que le Prince est étroitement obligé de fuir la superstition, & de conserver toujours l'exercice de la véritable Religion; de peur qu'il n'arrive à ses Peuples, ce qui arriva aux Juifs, qui s'emportans de la longue absence de Moïse, & se croient abandonnez du vrai Dieu, s'en firent un d'or, qu'ils adorèrent.

C'est encore une chose connue de tout le monde, que le Roi de France Philippe-le-Bel se servit du même remede, que la République emploie aujoud'hui, quand son Roiaume fut interdit par Boniface VIII. comme aussi Louïs XII. quand il le fut par Jules II. A quoi nous ajouterons, Que Louïs Richeome, Provincial moderne de la Campagnie de Jésus; dans son Apologie adressée au Roi de France loué extrémement l'action de Louïs XII. & la propose à imiter à tous les Rois: Et il assure, que les François n'y manqueroient pas, si jamais il prenoit envie au Peuple de metre encore le Roiaume en Interdit.

Nous avons donc prouvé maintenant tout ce que nous nous sommes proposez au commencement de ce Traité; ce qu'il nous eût été encore plus aisë de faire par l'autorité des anciens Pères de l'Eglise: Mais comme il semble, que les Docteurs Scolastiques parlent plus clairement, c'est pour cela, que nous avons mieux aimé nous servir de l'autorité des Modernes. Au reste, bien que la doctrine contenué dans nos Propositions ait été suivie de tout tems dans l'Eglise, nous la soumettons néanmoins au Jugement de cette Sainte Mère, qui ne fauroit faillir. \*

## SEN-

\* Frè Paolo, dans ses Considerations sur l'Interdit, observe très-bien, que Iesus-Christ n'a pas donné seulement une Clef, mais deux à Saint-Pierre; l'une de puissance & de juridiction; & l'autre de science & de sagesse; que l'une sans l'autre ne sauroit faire son effet de tier ni de délier, vu que Iesus-Christ n'a point donné la puissance, sans la connoissance; mais l'une & l'autre ensemble, pour agir sûrement.

Quamvis Excommunicationis gladius, dicit le Concile de Trente, nervus sit Ecclesiastica Disciplina, & ad continentos in officio populos valde salutaris, sobrie tamen, magnâque cum circumspectione exercendus est; cum experientia doceat, si temere aut levibus ex rebus incutatur, magis contemni quam formidari, & perniciem potius parere quam salutem.



## SEN TIMENT D'UN TE'OLOGIEN

S U R   L E   B R E F  
*d'Excommunication publié par le Pape  
Paul V. Contre les Vénitiens.*

**V**OUS me demandez, Monsieur, fils  
Censures que N. S. P. le Pape Paul  
V. a publiées contre la République de  
Venise, sont invalides & nulles, comme le  
porte la Protestation du Sénat ; & si étant nul-  
les en effet, vous pouvez en conscience contin-  
nuer de dire la Messe, d'administrer les Sacre-  
mens, & de célébrer l'Office-Divin, comme  
vous faisiez avant la publication de ces Cen-  
sures.

Pour répondre nettement & par ordre à  
vos demandes, je comprendrai tout ce qui se  
peut dire sur cette matière en huit Propositions,  
suivant l'usage des Théologiens ; la doctrine  
desquelles, comme éloignée de toute sort  
d'intérêt & de flaterie, sera fondée sur  
l'Ecriture-Sainte, sur l'autorité des Saint  
Pères, & des autres Docteurs Catho-

ques ; & enfin sur la vérité même , donc la force est invincible. Si bien qu'il n'y aura personne de bon sens , qui à moins de vouloir trahir son propre jugement , ose jamais y contredire.

### PROPOSITION I.

*La puissance , que les Princes Séculiers ont , & même le Pape , comme Prince temporel de plusieurs Etats , leur a été donnée immédiatement de Dieu , sans aucune exception.*

**P**OUR entendre bien cette proposition , il faut observer , que le Domaine & la Servitude , c'est à dire , le Commandement & l'obéissance du Sujet , ont été introduits de jure gentium , en quatre manières , qui sont l'Election , la Succession , la Donation , & le Droit de la Guerre , De sorte que tous les Princes , qui ont jamais été , ou qui sont aujourd'hui assis sur le Trône , en vertu du quelqu'un de ces quatre droits , sont tenus pour justes & légitimes Seigneurs de leurs Etats . Et ce sont ces Princes , qui ont de Dieu l'autorité de commander de faire des loix , de mètre des impositions , de juger & de châtier leurs Sujets , sans nulle exception.

Cette doctrine n'est pas de moi , mais de S. Paul , dans son Epître aux Romains , Chap. 13. ou plutôt du Saint-Esprit , qui a parlé par la bouche , & écrit avec la plume de cet Apôtre , en ces termes ; *Omnis anima potestatis sublimioribus subditas sit ; non enim potestas , nisi à Deo.* Saint Jean Chrysostome expliquant cet endroit dit , que l'Apo-

## 432 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

l'Apôtre montre par là, que Jesus Christ n'a point établi ses loix, pour renverser la police des Etats, mais pour la perfectionner; & que ce n'est pas seulement aux Séculiers, que s'adresse le commandement d'obéir aux Puissances, mais encore aux Moines & aux Prêtres. *Facit hoc Apostolus, dit-il, ut ostendat Christianum leges suas non ad hoc induxisse, ut policias evertat, sed ut ad melius instituat.* Ostendens, quod ista omnibus imperentur & Monachis, & Sacerdotibus; non solum Secularibus: *Id quod statim in initio declarat, Omnis anima possestibus sublimioribus subdita sit;* etiam si Apostolus sit; etiam si Evangelista; etiam si Prophet; sive tandem quisquis fuerit. *Neque tamen pietatem subvertit ista subjectio.* Ainsi dans l'Ancienne Loi, bien que les Lévites eussent un Souverain Pontife, qui étoit Aaron; néanmoins dans les choses temporelles, & dans les Jugemens Civils, ils étoient sujets à Moïse leur Prince temporel, comme le prouve tres-bien Covarruvias, *Pract. quasi cap. 51. num. 3.* Et dans la Primitive Eglise, il n'y avoit point de distinction de Tribunal, l'Empereur Justinien ayant été le premier, qui à la prière de l'Evêque de Constantinople accorda aux Ecclésiastiques, de pouvoir être jugez par leurs Prelats dans les affaires Civiles, *ipso tamen non impedito,* mais sans préjudice de son droit; se réservant encore & à ses Officiers, le jugement des Ecclésiastiques dans les Causes criminelles, comme il se voit évidemment dans la Constitution 83. de cet Empereur. Et il ne s'ensuit pas de ces paroles de l'Empereur Constantin-le-Grand, dites en faveur des Ecclésiastiques, au rapport de Gratien, *In Cap. futuram, 12. quasi. 1. Vos a nomine judicari possetis, quia ad Dei judicium reservavimus,* que les Ecclésiastiques soient exempts de la Jurisdiction du Prince Séculier; d'autant que ce Prince ne par-

de la sorte , que pour montrer le respect qu'il portoit à l'Eglise , & l'affection , qu'il avoit pour les Eclésiaquistes , mais non pas qu'il crut ce qu'il disoit ; vu même que si ses paroles étoient vraies , les Eclésiaquistes ne pouroient pas non plus être jugez par leurs Evêques , puisqu'il dit , *Ad Des iudicium reservamini* , c'est à Dieu seul de vous juger ; ce qui seroit une tres-grande erreur . Tous les Eclésiaquistes & les Séculiers sont donc sujets , *de jure divino* , au Prince Temporel . *Omnis anima potestatis sublimioribus subdita sit* . Et en voici la raison . Car comme personne ne peut jamais être exempt de l'obéissance qu'il doit à Dieu : de même , personne ne fauroit s'exemter de l'obéissance due à son Prince , parce , que comme dit l'Apôtre , *Omnis potestas est à Deo* , Toute puissance vient de Dieu . C'est pour cela que le Profète Roi apelle les Rois & les Princes Séculiers des Dieux ; *Deus stetit in Synagoga Deorum , in mediis autem Deos dijudicat* . Parce que , comme l'explique le Roi Josafat *Paralipom. lib. 2. cap. 19.* les Juges Séculiers n'occupent pas le Tribunal des hommes , mais de Dieu , *Non hominum , sed Dei iudicia exercent* . JESUS-CHRIST parlant des Princes Séculiers , *Ioan. 10.* leur confirme le nom & le titre de Dieu . *Nonne scriptum est in lege vestra : Ego dixi , Dii estis ? si illos dixit Deos , ad quos sermo dei factus est* , &c. comme l'observe très-bien le Cardinal Bellarmin , *Cap. 3. lib. de Laicis* . *Qui potestati resistit* , continuë l'Apôtre , *Dei ordinationi resistit* . Quiconque réfiste à la Puissance ( Séculière ) résiste à l'Ordinance divine . Voila l'autorité , que les Princes Séculiers ont de faire des loix , comme bon leur semble , en toute sorte de matières , & par conséquent d'y obliger toute sorte de personnes ; conformément à ce que Dieu dit dans les Proverbes de Salomon , *Per me Reges regnant* ,  
*Tome I.*

## 434 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

*& legum Conditores justa decernunt*, Prov. 8.  
C'est en vertu de ce droit, que les Tres-Chrétiens  
Empereurs, Justinien & Théodose, ont fait plusieurs  
loix concernant les personnes, les biens, & la dis-  
cipline Eclésiastiques, sous les titres *De Episcopis*  
*& Clericis. De Sacro-Sanctis Ecclesiis*, &c. In Cod.  
L'Apôtre commande, que l'on obéisse ponctuelle-  
ment à ces loix, & que l'on n'y apporte point de ré-  
sistance; disant, que ceux qui y en font, pechent mor-  
tellement, & encourgent la damnation éternelle.  
*Qui autem resistunt, ipsi damnationem acquirunt.* Outre cela, l'Apôtre ordonne à tous les Sujets de  
payer le tribut, parce que qui le paie au Prince,  
le paie à Dieu. *Cui vectigal, vectigal; cui tribu-  
tum, tributum, sunt enim ministri Dei ad tribu-  
ta.* Le Docteur-Angélique expliquant ce passage  
dit, que si les Eclésiastiques sont exempts du tri-  
but, cette exemption n'est point *de jure divino*, com-  
me quelques-uns se l'imaginent; mais *ex privile-  
gio Principum.* (Il parle des Princes Séculiers)  
Enfin je conclus avec Saint Paul pour l'autorité  
du Prince temporel, *Non enim sine causa gladium  
portat, Dei enim minister est ad vindictam.* Voilà  
l'autorité, que le Prince Séculier a de punir, *pens  
sanguinis*, laquelle les Evêques & les autres Ju-  
ges Eclésiastiques n'ayant point reçue de Dieu,  
ils ne sauroient ordonner d'autres peines contre  
les Clercs atteints de crimes, que la dégradation  
de l'Ordre Clérical; après quoi ils sont obligés  
de les livrer au Bras-Séculier pour les punir de  
mort.

Mais afin que l'on ne s'imagine point, que ce  
sont des conseils, & non pas des préceptes, l'A-  
pôtre dit expressément, *Ideo necessitatis subditis effe-  
cte, non solum propter iram, sed etiam propter con-  
scientiam.* De sorte que suivant la doctrine de ce  
grand Maître, nous sommes obligés en conscience  
d'o-

d'obéir au Prince temporel, dans toutes les choses, que nous avons spécifiées ci-dessus.

### PROPOSITION II.

*Bien que Jésus-Christ notre Sauveur, en qualité de Fils de Dieu égal à son Père, fût le Roi des Rois, & le Seigneur absolu des Seigneurs, il n'a jamais exercé en ce monde l'autorité de Prince temporel, ni avant sa mort, ni après sa glorieuse résurrection.*

**I**L n'a point eu de Roiaume temporel, ainsi qu'il le dit à Pilate, Joan. 18. *Regnum meum non est de hoc mundo*, mon Roiaume n'est pas en ce monde; c'est-à-dire, mon Roiaume n'est pas temporel. C'est pour cela, qu'il s'enfuit & se cacha, lorsque le Peuple, qu'il avoit miraculeusement rassasié avec cinq pains & deux poissons, le voulut faire Roi, *Aufugit, ne raperent & facerent ipsum Regem.* Joan. 6.

Il ne voulut jamais juger personne, & quoi qu'une fois il fut instamment prié par un homme de vouloir ordonner à son frère, de partager avec lui la succession paternelle, *Magister, dic fratri meo, ut dividat tecum hereditatem;* il lui répondit, *Quis me constituit Iudicem aut divisorem super vos?* Qui est-ce qui m'a constitué pour votre Juge? Luc. 1. Bien davantage, il reconnut Pilate pour son Juge, en qualité de Ministre de César, comme le remarque S. Tomas in Ep. ad Rom. *Non haberes in me potestatem, nisi tibi data esset de super.* Tu n'aurois point de pouvoir sur moi, s'il ne t'avoit été donné d'en haut.

Enfin il commanda, que l'on païât le tribut au Prince

## 436 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Prince temporel , c'est-à-dire , à César , Réddit ,  
*que sunt Casaris , Cesari.*

Quelques-uns répliquent , qu'il est bien vrai , que Jesus-Christ paia le tribut à César , & pour soi , & pour S. Pierre , mais en déclarant pourtant , qu'il n'y étoit point obligé . *Nunquid filii debent solvere tributum ?* Quoi , les enfans doivent ils paier le tribut ? Par où , disent-ils , il montra , qu'il étoit Prince temporel , & par conséquent exempt du tribut .

L'on répond à cela , que ceux du País , qui au sentiment de quelques Docteurs , étoient appellez du nom d'enfans , n'avoient nulle obligation de paier ce tribut ; & que par conséquent , Jesus-Christ & S. Pierre étant tous deux du País , ils n'étoient point obligez au tribut : Ou , pour mieux dire , Jesus-Christ voulut faire entendre , que sa qualité de Fils de Dieu le rendoit exempt de paier le tribut . Mais comme cette raison n'étoit pas de la portée des Collecteurs du Prince , lesquels ignoroient un si grand mystère , il le voulut bien paier , afin de ne point scandaliser ces Officiers , *ne scandalizentur* . Par où l'on voit , combien le Sauveur du Monde jugea qu'il importoit de ne point scandaliser les Ministres de César , en leur aléguant ue exemption , qui véritablement étoit incontestable , mais qu'ils avoient de la peine à comprendre .

Quelques-autres , pour contredire notre proposition , aléguent , que Jesus-Christ chassa du Temple ceux qui y vendoient & achetoient . Mais il fit cela comme Profète , & par un zèle , qu'il avoit pour la Maison de son Père . A quoi l'Evangeliste S. Jean applique ces paroles de David , *Zelus domus tua comedit me* . Psalm. 68 .

Il y en a d'autres encore , qui disent , que Jesus-Christ se déclara pour Prince temporel , lorsqu'il

ordonna aux deux Disciples qu'il envoia pour lui amener l'asne, de répondre à ceux, qui leur demanderoient ce qu'ils en vouloient faire ; *Quis Domino necessarius est.* Marci 11. parce que le Seigneur en a besoin ; c'est à-dire, le Seigneur de tout le Monde. Mais l'on ne peut tirer aucune conclusion de cette action pour la Principauté temporelle de Jesus-Christ, vu que cela sert seulement à montrer l'extrême pauvreté du Seigneur du Ciel & de la Terre, puisqu'il avoit besoin d'emprunter l'asne d'autrui, comme l'expliquent les Docteurs. Car s'il eût voulu se servir de l'autorité de Prince, il n'eût pas alégué cette raison, *Quia Dominus ita precipit*, parce que le Seigneur le commande ainsi.

Enfin, plusieurs autres disent, que Jesus-Christ exerça l'autorité de Prince temporel le jour, qu'il fit son entrée publique à Jérusalem. Surquoi l'Evangéliste alegue la Profétie, *Ecce Rex tuus venit tibi mansuetus, sedens super asinam, & super pulchrum filium asine.*

Mais si l'on veut bien considérer cette action, l'on reconnoîtra bien-tôt, que Jesus-Christ, quoi qu'il fut le Roi & le Messie promis aux Juifs, bien loin d'exercer la puissance de Prince temporel, fit au contraire connoître à tout le Peuple de Jérusalem, par une entrée si simple & si pauvre, que son Royaume n'étoit pas temporel, ainsi qu'il le dit ensuite à Pilate ; mais un Royaume spirituel & éternel. Car au-lieu que les Princes temporels entrent dans leurs villes avec pompe & magnificence, il entra dans Jérusalem en si pauvre équipage, *Sedens super asinam & pulchrum filium asine.*

## PROPOSITION III.

Jesus-Christ n'ayant jamais exercé l'autorité de Prince temporel, il n'y a pas de vraisemblance à dire, qu'il a laissé cette autorité à Saint Pierre & à ses Successeurs, qui sont ses Vicaires; vu que le Vicaire ne peut pas être plus que celui qu'il représente, & dont il tient la place.

**D**O MINIQUE Soto lib. 4. Sentent. traitant cette matière, & le Cardinal Bellarmin *De auctoritate Papa*, disent, qu'ils s'étonnent de la hardiesse de quelques Canonistes, qui sans aucune raison, & sans apporter aucune autorité du Nouveau Testament, assurent, que le Pape est *dominus totius orbis directè in temporalibus*; Doctrine non seulement mal-fondée, mais encore scandaleuse. Je saï bien, que quelques-uns, outre l'autorité des Canons, qui soat des loix humaines de bien moindre force; que les divines, citent S. Tomas d'Aquin, *De regimine Principum*, cap. 10. & 19. où il dit, que le Pape est *dominus totius orbis in temporalibus & spiritualibus*. Mais ce livre n'est point de S. Tomas, comme le prouve le Cardinal Bellarmin dans son Livre *De potestate Papa*. Car l'Auteur de cet ouvrage lib. 3. cap. 10. fait mention de la succession de l'Empereur Adolfe à Raoul, ou Rodolfe, en l'an 1292. & de la succession d'Albert à Adolfe, en l'an 1299. Et S. Tomas étoit mort dès l'an 1274.

Ils citent encore un autre passage de Saint Thomas lib. 2. Sent. distinct. 14. où il dit, que le Pape

le

le plus haut degré de l'une & de l'autre puissance, c'est-à-dire de la spirituelle & de la temporelle. *Eesse in Summo Pontifice apicem utriusque potestatis, temporalis & spiritualis.* Mais en lisant le texte, il est aisément de voir, que S. Tomas a été de contraire opinion. Car ayant dit, que dans les choses temporelles, on doit plutôt obéir au Prince temporel, qu'au Prince spirituel; & qu'au contraire, dans les choses purement spirituelles, il vaut mieux obéir au Prince spirituel, qu'au temporel; il conclut disant, si ce n'est le Pape, qui ayant l'une & l'autre Jurisdiction dans les Provinces, qui lui sont sujettes, doit être obéi également, en l'une & l'autre manière.

Pour afloiblir la force de notre proposition, quelques-uns nous disent, que le Pape Aléxandre VI. partagea les Indes entre les Rois d'Espagne & de Portugal, parce qu'il en étoit le légitime Seigneur temporel en qualité de Vicaire de Jesus-Christ; & que par le même droit, le Pape Léon III. avoit donné l'Empire d'Occident à Charlemagne. Mais ils se trompent fort. Car Aléxandre ne fit pas cette division des Indes, comme Seigneur de ces Provinces; mais seulement comme Juge & Arbitre élû par ces deux Rois pour terminer les différends, qu'ils avoient ensemble pour la navigation des Mers, ainsi que les Historiens de ce tems-là nous l'apprenaient.

Pour ce qui regarde Léon III. il est vrai, que ce Pape ayant été chassé par le peuple Romain, & depuis, ayant été rétabli dans son Siège par Charlemagne, fut ensorte, que le Peuple le proclama Empereur, comme le raconte Platine. Action, que quelques Historiens attribuent au peuple Romain, qui voiant, disent-ils, que l'Empire étoit mal gouverné par les Grecs, étoit en vertu de son ancien droit, un autre Empereur. D'autres

## 440 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

disent, tantôt, que Charles, s'étant rendu maître de l'Etat, acheta le titre d'Empereur de l'Impératrice Iréne & puis de Nicéfore; tantôt, qu'Iréne & Nicéfore, se contentèrent de cette division. Quoi qu'il en soit, il est certain, que ce Pape, qui a voit été chassé de Rome, & qui ne possédoit rien, ne donna point l'empire d'Occident à Charles, qui l'avoit déjà aquis par le droit de la guerre. Et il n'est pas même certain, s'il lui en donna seulement le titre. Au reste, il faut répondre, tant à cette objection, qu'à toutes les autres, que l'on peut faire contre notre proposition, que le Pape n'ayant reçu aucun pouvoir de Jesus-Christ, *in temporalibus*, comme nous l'avons dit, & le dirons plus clairement dans la préposition suivante, s'il a néanmoins exercé un semblable pouvoir, il faut, qu'il l'ait fait, ou du consentement des intéressés, ou bien, parce qu'il a quelque puissance temporelle, en quelqu'une des quatre sortes aléguées ci-dessus. Mais l'on ne peut pas inférer de là, que Jesus-Christ lui ait jamais donné ce pouvoir, *directè in temporalibus*. Outre que bien des gens font des choses, que l'on seroit fort empêché de trouver en vertu de quoi ils les font.

## PROPOSITION IV.

*L'autorité, que Jesus-Christ a promise à S. Pierre, sous la métaphore des Clefs, est purement spirituelle.*

**J**E te donnerai, dit le Sauveur, les Clefs du Royaume des Cieux, *Tibi dabo claves regni Ca-*  
*lorum*, il ne dit pas *regni Terrarum*. Et la raison  
nous enseigne ce que dit l'Hymne de l'Eglise,  
*non*

*non eripit mortalia, qui regna dat cæstia.* Car la manière de gouverner les Roiaumes temporels a voit été établie dez le commencement du monde, par Dieu, qui en est le Monarque universel. De sorte que Jesus Christ ne fonda point la Monarchie temporelle, mais seulement la spirituelle, comme il se voit, *Ioan. cap. 20.* où ayant dit, que tout pouvoir lui a été donné au Ciel & en la Terre, *Data est mihi omnis potestas in Cælo & in Terra,* il le doane néanmoins avec limitation & restriction à S. Pierre & aux Apôtres. *Insufflavit in eos, & dixit: Accipite Spiritum Sanctum; quorum remiseritis peccata, remittuntur eis, & quorum retinueritis, retenentur.* D'où il s'ensuit évidemment, que l'autorité du Pape est toute spirituelle, & s'étend seulement sur les ames & sur la rémission des péchez, suivant les paroles de l'oraïson, que l'Eglise adresse à S. Pierre, *Qui Beato Petro potestatem animas ligandi, atque solvendi tradidisti.* Voila donc un pouvoir limité, comme je l'ai dit.

Pour celui de l'excommunication donné au même Apôtre, il est conditionné. *Si peccaverit in te frater tuus.... si Ecclesiam non audierit, si tibi fuerint Eshnicus & publicanus.* Matth. 18. Jesus-Christ donne en cet endroit l'autorité d'excommuniquer, mais supposé le péché, & l'obstination du pécheur.

### PROPOSITION V.

Bien que quelques-uns croient, que l'Immunié Ecclésiastique est de droit divin, l'opinion contraire, qui tient, qu'elle est seulement de droit humain, est meilleure,

## 442 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT.

& plus conforme à l'Ecriture-Sainte, aux S. S. Pères, & aux histoires.

Ce que Paul eût pas dit, dit à Padua dans ses Considérations, si l'Empereur n'eût pas été son disciple légitime naturel, d'autant que c'est un mortel en aller à lui,

**C**AR, outre ce que nous avons dit dans la première proposition, que les Prêtres dans l'Ancienne Loi étoient sujets au Prince séculier; & l'exemple, que nous avons de Salomon, qui priva Abiatar du Souverain Sacerdoce, 3. Reg. cap. 2. au tems de la Primitive Eglise; jusques à l'Empereur Justinien; il ne se voit pas un seul privilége d'exemption accordé aux Eclésiastiques. S. Paul répondit à Festus, qui le vouloit juger, qu'il en apelloit à César, \* par qui il devoit être jugé. *Ad tribunal Caesaris sto, ibi me oportet judicari... Caesarem apollo*, Act. Apost. 25. Et pour laisser une infinité d'autres exemples. il suffit de voir la vie de l'Empereur Oton I. \* Prince très-Catholique, où

ui n'a pas l'autorité légitime de juger. Car de dire, comme fait à Moderne, que S. Paul en appela à César & non pas à S. Pierre, seulement pour ne pas paroître ridicule ni fou aux assistants, est faire injure à la confiance de ce grand Apôtre; comme si la crainte de passer pour fou eût été capable de l'empêcher de dire la vérité. Quand ce même Festus lui dit devant le Roi Agrippa, u'il revoit & qu'il extravagoit, *insani Pauli*, Act. 26. Il éliqua sans complaisance, Je ne rève point, mais je dis la vérité. *Non insano, inquit, sed veritatis & sobrietatis verba loquor*. Ce dit, l'Apôtre savoit bien, que Jésus-Christ, qu'il prêchoit, paraissait une folie aux Gentils & aux Juifs, *Nos prædicamus Iesum Christum crucifixum, Hebreis quidem scandalum, Gentibus autem uititiam* 1. Cor. 1. Et cependant, il ne laissoit pas de le prêcher toujours.

\* *Otho Magnus Imp. Occidentis à Joanne Papa XII. coronatus est anno 962. sed eo Roma digresso, Joannes ab Othoni deficiens, Adalbertum Berengarit filium Romanum evocavit. Contra quos Otho reversus in exercitu, fugatis ambobus, Conventum Episcoporum Roma celebravit, in quo Joanni Pontificatus abrogatur, atque sufficitas est Leo in Christi 963. Petav, Ration, Temp. part. 1. lib. 8.*

où il se fit , que de son autorité propre il déposa le Pape Jean XII. parce que c'étoit un très-méchant homme.

Mais si l'Immunité Eclésiaistique est de droit divin , pourquoi le Pape Hadrien I. veut-il , Que Charlemagne ait l'autorité d'élire les Papes? *Cap. Hadrianus.* Ce que fit pareillement Léon VIII. en faveur d'Ordon I. comme il se voit , *Dift. 63 Can. in Synodo.*

Cête doctrine , non seulement est de Saint Paul , ainsi que je l'ai prouve dans la première proposition , mais encore de Saint Jean Chrysostome , de Saint Tomas , de Dominique Soto , *Dift. 25. lib. 4. Sent. de Covarruvias* , excellent Canoniste , *Cap. 31. Pract. Quest.* qui cite en faveur de son opinion le Pape Innocent III. Alciat le Ferrarois , Médina , & plusieurs autres. Pour Soto & Covarruvias , l'on doit faire grand cas de leur sentiment dans cete matière , vu qu'ils ont écrit tous deux après le Concile de Trente. Et leur démonstration est très-éficace , parce-qu'outre le témoignage affirmatif de Saint Paul , de Saint Jean-Chrysostome , & de Saint Tomas , & l'usage de la Primitive-Eglise , ils aportent encore deux argumens négatifs de très-grand poids , qui sont ; Si les Clercs & les biens Ecclesiastiques sont exempts de la Puissance séculière par droit divin , où se trouve ce droit ? dans quel Evangile , dans quelle lettre Apostolique , dans quel endroit du Nouveau ou du Vieux Testament ? L'autre argument est , que nul Prince séculier Chrétien , qui a pour objet le repos & le bon gouvernement de son Etat , ne se met en peine des pretentions des Eclésiaquistes , mais les laisse jouir des exemptions , que bon lui semble , & leur empêche la jouissance de celles , qu'il ne trouve pas à-propos qu'ils aient.

Et quoi que quelques-uns sous le nom de loi-

la Doctrine de la première proposition , il faut entendre par là le privilége du Prince , ou la Coutume , que le Prince a bien voulu dissimuler ; ou enfin le Canon reçu , lequel n'est point par dessus le droit divin . De sorte , que le Prince Séculier ayant de droit divin un pouvoir absolu sur tous ses Sujets , je ne conçois pas , comment cette puissance lui peut être ou diminuée , ou ôtée par le Canon , qui est un droit humain ; étant une règle commune parmi les Jurisconsultes , que dans la concurrence de deux droits ; le moindre doit céder à l'autre ; *Quotiescumque concurrunt duo jura , minus debet cedere majori.*

## PROPOSITION VI.

*Le Prince de Venise , comme Seigneur légitime & naturel de son Etat , où il n'a jamais reconnu d'autre supérieur que Dieu , pour le temporel , ne péche nullement en faisant des loix touchant les biens Eclesiastiques , qui sont dans son Domaine , ni en punissant les Clercs pour des crimes énormes ; ni en empêchant que les biens séculiers ne passent entre leurs mains . Car il a ce pouvoir immédiatement de Dieu ; il en est en possession de tems immémorable ; & il ne s'en est jamais dépouillé , ni par aucun privilége accordé aux Eclesiastiques ; ni par aucun Canon reçu , au préjudice de ses droits .*

**L**A raison de cela est , parce que celui , qui ne viole aucune loi , ne péche point , encore moins , celui qui observe la loi . Ce n'est point non-plus un péché , que de défendre le sien , & l'on n'est point obligé de suivre l'opinion de ceux , qui tiennent , que l'exemption Eclésiaistique est de droit divin ; car tout Chretien à la liberté de tenir l'opinion qu'il lui plaît , pourvû qu'elle soit Catolique . Il n'y a pas même de péché à suivre l'opinion raisonnabie d'un Docteur particulier , contre le torrent de la multitude , comme prouve tres-bien Navarre dans ses Préludes . A plus forte raison , ce ne sera point un péché de suivre la doctrine de Saint Paul , & de tant de célèbres Docteurs , citez dans la première & la cinquième proposition . Et pour dire franchement la vérité , je ne puis excuser ceux , qui tiennent , que l'Immunité Eclésiaistique est de droit divin , ces gens-là me paroissant parler sans fondement , & sans jugement , & outre cela se laisser aler trop ouvertement à la flaterie .

### PROPOSITION VII.

*La Sérénissime Seigneurie de Venise n'ayant point péché , en faisant les Ordonnances spécifées dans la proposition précédente , la Sentence d'excommunication publiee contre elle par le Pape Paul. V. est nulle , non seulement de droit positif , mais encore de droit divin .*

**E**LL E est nulle de droit positif , parce que le Pape n'a pas observé l'ordre \* prescrit par le

Ca-

## 446 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

Canon de *Sententia Excommunicationis*, in 6. comme le dit le Manifeste; (c'est-à-dire la Protestant) Et de droit divin, parce que l'autorité d'excommunier est conditionnelle, *Si peccauerit in te frater tuus.* Si bien qu'il n'y a point d'excommunication, où il n'y a point de péché, & que la Sentence fulminée contre ceux, qui n'en ont point fait, est nulle, *ex defectu materia.* Que personne ne soit donc si simple, que de s'imaginer, que la Sérénissime République péche, pour ne pas vouloir obéir au Pape, & pour être trop ferme dans sa résolution, quoique d'ailleurs elle n'ait point péché en défendant son droit. Car ce n'est ni obstination, ni désobéissance, que de défendre une bonne & juste Cause; & ce n'est point pécher, que de ne point obéir en des choses, que l'on n'a pas raison de nous commander.

PRO-

\* Frè-Paolo dans ses *Considérations* dit, Que le Pape ne communiqua rien de cette affaire aux Cardinaux, & n'avoit pris leur avis, que par forme, & lorsqu'il n'étoit plus temps de reculer, savoir, le jour même de la publication de son Monitoire; ce qui fit murmurer toute la Cour-Romaine. 2. Qu'il n'avoit fait aucune citation. Car si l'on dit, que les deux Brefs du 10. Décembre tenoient lieu d'une citation, l'on répondra, que l'un de ces Brefs déclarant nulles les loix dont il étoit question, & ceux, qui les avoient faites, excommuniez, ce n'étoit plus une citation faite au Sénat, pour dire ses raisons, mais une condamnation, avant que de les avoir entendues. Outre que l'on ne peut pas dire, que le terme de 24. jours assigné par le Monitoire soit une citation, puisque les Decrets du Sénat y sont déclarés nuls. non pas après les 24. jours, mais le jour même de la publication. -

## PROPOSITION VIII.

*Il est bien vrai, que S. Grégoire dit, que la Sentence du Juge, ou du Pasteur, juste ou injuste, est toujours à craindre : Mais celane fait rien à notre sujet.*

**P**ARCÉ qu'il y a grande différence entre une Sentence; qui est injuste; & une qui est nulle, comme le montrent Navarre, *De Censuris Ecclesie*, Cap. 27. & Dominique Soto, 4. *Sent. dist.* 22. disant, que la Sentence injuste se doit appréhender, mais que celle qui est nulle, ne se doit point observer. Ainsi, les censures publiées par le Pape Paul V. étant nulles, & sans fondement, comme nous venons de le prouver; nous sommes d'avis, que vous ne les observiez point, & que vous fassiez les fonctions acoutumées de votre ministère. Car bien que Navarre raisonnant de la nullité de l'excommunication, dise, que la Sentence nulle (du Juge Eclésiastique) oblige l'excommunié à la garder jusques à ce que le peuple en connoisse la nullité; afin de ne point faire de scandale: *Sententia invalida, seu nulla, nihil aliud operatur in foro interiori, sive exteriori: quam quod obligat excommunicatum ad servandum eam, quoad populus sibi persuadent vel persuadere delect causas nullitatis, propter scandalum.* Loco cit. Cette doctrine fait pour nous, vu que la cause de la nullité de l'Interdit de Venise est connue de tout le Peuple; ou du moins le doit être par la protestation, que le Sénat a faite contre le Monitoire. De sorte que non seulement il n'y a point de scandale à crain-

## 448 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

craindre , qu'au contraire les Peuples ont été scandalisés de la résolution , que de certains Religieux ont prise , ou par ignorance , ou par passion , de partir de la ville , plutôt que de continuer d'y célébrer l'Ofice-divin , comme il leur étoit ordonné par le Prince ; d'autant que ces Religieux se sont fait une loi de leur caprice , *ipsi sibi fuerunt lex* , n'ayant point voulu suivre l'exemple de l'Eglise Catédrale , des Paroisses , & de toutes les plus anciennes Religions de la ville . Après quoi l'on peut justement leur dire ces paroles de Jesus-Christ , *Expediret , ut suspenderentur molles asinaria in colla eorum , ut non scandalizerent pullos istos.* Outre qu'il est de jure natura , c'est-à-dire de droit divin , de défendre la liberté de son Prince naturel , comme de celui , qui maintient la tranquillité publique , & la Religion ; au lieu que les Sentences Ecclésiastiques sont seulement de droit positif , qui est un droit , qui doit céder à l'autre , sur-tout , quand la nullité de ces Sentences est manifeste . Ainsi , ceux-là se trompent bien , qui s'imaginent , que dans cette affaire il s'agit de la Foi , puisqu'il n'y est question , que des mœurs . Et s'il se trouve quelque chose dans la Sainte-Ecriture touchant cette matière ( qui en seroit alors une de foi ) , c'est l'opinion de la Sérénissime Seigneurie , laquelle est enseignée expressément par S. Paul . Vous n'avez donc qu'à continuer de célébrer , & de faire tout ce que vous faisez avant la publication des censures du Pape , afin d'éviter le scandale , que vous donneriez en vous séparant sans sujet de votre Chef , c'est à dire de votre Prince naturel & légitime , dans une controverse de juridiction . Outre que l'on n'est point obligé d'observer une Sentence nulle , & dont les nullitez sont manifestes . *Sententia nulla minime est observanda , cum constat de nullitate .* Et

Et pour cete raison je conclus . que tous ceux , qui n'entendront pas la Messe tous les jours des Fêtes , pécheront mortellement , vu qu'ils n'auront point de cause légitime , pour n'y pas aler , la Sentence étant nulle ; & d'ailleurs ce divin sacrifice se faisant partout , *noli agnoscere timorem , ubi timor non est , noli trrepidare , ubi non est timor.* Ne craignez point , où il n'y a rien à craindre ; ni ne tremblez point , où il n'y a point de sujet . Faites en sorte , que l'on ne dise pas de vous , qui avez toujours été très-fidèle à votre Prince , & à la Sérénissime République , *Filiis matris mea pugnaverunt contra me* ; Et souvenez-vous du commandement de l'Apôtre , *Omnis anima potestatis subdita sit... Necessitati subditi estote , non solum propter iram , sed etiam propter conscientiam , Rom. 13.* Quand je vous fais cete exhortation , ce n'est point , que je doute en nulle facon de votre constance ; car je suis très-assuré , que vous êtes prest , comme tous vos Concitoiens , de sacrifier votre vie pour le service de votre Prince . Mais je prétens seulement vous confirmer par ma réponse dans l'opinion , que vous avez de la justice de la Cause , & de les Ordonnances .

Enfin , j'ai à vous dire , que si le Sénat a commandé sous peine de la vie à tous les Religieux de tenir leurs Eglises ouvertes , & de faire le Service-Divin , \* comme auparavant , ce n'a point été par une crainte qu'il ait eu , que ceux , qui suivent la bonne doctrine , & qui ont les sentimens qu'ils doivent , ne cessassent de célébrer & de faire toutes les fonctions acoutumées de leur ministère ; mais afin que personne ne s'en

\* Frà-Paolo dit , que le Sénat fit ce commandement aux Religieux sous peine de la vie , sur l'instance qu'ils en firent eux-mêmes , pour avoir un prétexte honnête de ne pas garder l'Interdit , & de s'en excuser auprès du Pape . Hist. de l'Interdit . Liv. 2.

## 450 HISTOIRE DU GOUVERNEMENT

s'en exemptât par une vaincrainte, dans une ville, qui a toujours été très-Catolique, & qui fait profession de l'être aujourd'hui plus que jamais. Outre que l'interruption du Service-divin & des exercices ordinaires de piété pouvant causer beaucoup de maux, c'étoit au Prince d'y pourvoir autant qu'il lui étoit possible.

Je pourois apporter beaucoup d'autres autoritez en ma faveur, mais je les laisse pour n'être pas ennuyeux, d'autant plus que j'espére mêtre bientôt au jour un livre latin de l'autorité du Prince Séculier, ou je traite très-amplement céte matière. Cependant vous pouvez recourir au célèbre Docteur Navarre, qui confirme tout ce que j'ai dit, & particulièrement, *In cap. Novit de Judiciis, Notab. 3. in Manuali. cap. 27. de Censuris.* Et pour ne vous point écarter, vous n'avez qu'à vous tenir ferme dans céte doctrine, Que les Eclésiastiques ne joüissent point de leurs immunitez & exemptions, *jure divino*; mais qu'ils les tiennent *ex privilegio Principum*, de la pure grace & faveur des Princes, qui sont toujours en droit de rétracter, diminuer, ou augmenter ces priviléges & exemptions, comme bon leur semble, lorsqu'il y va de l'intérest & de l'avantage de leur Etat; ainsi que fait le Pape pour les Indulgences, & pour toutes les autres graces spirituelles, lesquelles il a corde, révoqué, augmente, ou diminué, selon sa volonté. Et comme céte doctrine n'est point la mienne, mais purement celle des Saints Péres, & des Docteurs Catoliques, je n'ajouterai rien davantage ici pour la confirmer. Dieu vous envoie toute la consolation, que vous désirez.

[REDACTED]

